

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-09

Séances publiques
n^{os} 90 et 91 p. 09-53

Questions au
Gouvernement p. 53-99

2023-2028

n°36



Sommaire

Actualité parlementaire p. 03-06

Nouvelles lois p. 07-09

Séances publiques p. 09-53

90^e séance du mercredi 25 juin 2025 p. 09-32

91^e séance du jeudi 26 juin 2025 p. 32-53

Questions au Gouvernement p. 53-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
04/08/2025

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

PRINTED IN
LUXEMBOURG



8^e Forum d'échange entre les Présidents des Parlements germanophones

Accent sur la démocratie en mutation



Les Présidents des Parlements germanophones réunis en Suisse

Les Présidents des Parlements germanophones se sont retrouvés dans le canton d'Argovie, en Suisse, pour une conférence de deux jours consacrée au

thème « La démocratie en mutation : les parlements, entre gouvernance et participation citoyenne ». À cette occasion, les Présidents des Parlements

germanophones ont notamment visité le Centre pour la démocratie à Aarau, un centre de recherche spécialisé dans les enjeux contemporains de la démocratie en Suisse et au niveau international.

Cette année, la Présidente du Conseil national suisse, Mme Maja Riniker, a convié ses homologues dans son canton natal. Parmi les participants figuraient, à côté de M. Wiseler, la Présidente du Bundestag allemand, Mme Julia Klöckner, la Vice-Présidente du Landtag du Liechtenstein, Mme Franziska Hoop, le Président du Conseil national autrichien, M. Walter Rosenkranz, et la Présidente du Parlement de la Communauté germanophone de Belgique, Mme Patricia Creutz-Vilvoye.

L'année prochaine, au mois de mai, ce sera au tour du Président de la Chambre des Députés de recevoir ses homologues au Grand-Duché.

Depuis 2016, les Présidents des Parlements germanophones se réunissent chaque année à tour de rôle dans un pays différent afin d'échanger sur des thématiques et défis communs. L'année dernière, la rencontre s'était tenue à Duisbourg en Allemagne.

Échange de vues sur la situation préoccupante des droits humains dans le monde

La brutalisation des mœurs dans les situations de conflit remet en question le droit international public et en particulier les droits humains. Voici un constat dressé lors de la visite de travail du Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies, M. Volker Türk, le 21 juillet 2025 à la Chambre des Députés.

Le Haut-Commissaire a relevé le nombre élevé de conflits dans le monde : à l'heure actuelle, les Nations Unies comptent 120 conflits et 60 États impliqués dans ces conflits. Ce chiffre est le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale, a affirmé M. Türk lors de l'échange de vues avec MM. Gusty Graas et Laurent Zeimet, Président respectivement Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.

Ce qui préoccupe le Haut-Commissaire, outre le nombre élevé de conflits, est la tendance à la

brutalisation des mœurs dans les conflits et les guerres. Il constate une certaine « déshumanisation » qui a pour objectif d'éliminer l'adversaire.

Une mise en cause de l'architecture institutionnelle internationale

MM. Graas et Zeimet partagent l'évaluation de M. Türk sur la situation des conflits dans le monde. Ils ont réaffirmé l'engagement du Grand-Duché de Luxembourg en faveur de la défense des droits humains et exprimé leur soutien à l'action de leur interlocuteur.

M. Türk a déploré que plusieurs États membres des Nations Unies aient cessé leur soutien financier aux bureaux du Haut-Commissaire. Il a également dénoncé une « montée inquiétante de l'autoritarisme » qui met en cause l'architecture institutionnelle internationale et le respect des droits humains en particulier.



Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies, M. Volker Türk, a été reçu par MM. Gusty Graas et Laurent Zeimet.



M. Maurice Bauer chapeautera les travaux parlementaires sur le projet de budget pour l'année 2026.

M. Maurice Bauer désigné rapporteur pour le budget de l'État 2026

Le 1^{er} juillet 2025, les membres de la Commission des Finances ont désigné M. Maurice Bauer comme rapporteur pour le projet de budget 2026.

Le rapporteur chapeautera les travaux parlementaires sur le projet de budget 2026. Ces travaux débutent traditionnellement avec le dépôt du projet de budget à la Chambre par le Ministre des Finances au début du mois d'octobre et se terminent avec le débat et le vote en séance publique à la mi-décembre.

Les intitulés et les numéros attribués aux deux projets de loi qui composent le budget 2026 sont les suivants :

8600 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2026
8601 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2025-2029.

32^e session annuelle de l'AP-OSCE

« Notre monde fait face à de grands et graves défis »



La Chambre des Députés était représentée par MM. Gilles Baum, Marc Lies et Claude Haagen ainsi que Mmes Alexandra Schoos et Liz Braz.

L'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) a organisé sa 32^e session annuelle du 29 juin au 3 juillet 2025 à Porto, au Portugal, marquant le 50^e anniversaire de l'Acte final d'Helsinki. Cette rencontre a rassemblé 323 délégués des 57 États participants sous le thème « 50 ans de l'Acte final d'Helsinki : faire face à une nouvelle réalité dans l'OSCE ».

La session s'est ouverte avec les discours du Président de la République portugaise, M. Marcelo Rebelo de

Sousa, du Président du Parlement portugais, M. José Pedro Correia de Aguiar-Branco, de la Présidente de l'AP-OSCE, Mme Pia Kauma, du Secrétaire général des Nations Unies, M. António Guterres, et du Ministre portugais des Affaires étrangères, M. Paulo Rangel.

« Vous vous rassemblez alors que notre monde fait face à de grands et graves défis – des conflits qui font rage aux inégalités croissantes, en passant par la crise climatique incontrôlée », a déclaré le Secrétaire

général des Nations Unies face aux parlementaires. La guerre russe contre l'Ukraine a dominé les discussions, au détriment de la célébration du 50^e anniversaire de l'OSCE. La Présidente de l'AP-OSCE a souligné que l'Ukraine devait rester la priorité absolue de l'Assemblée, appelant les parlementaires à maintenir la pression pour mettre fin aux combats et à préparer la reconstruction post-conflit.

Le Comité permanent a approuvé le budget 2025-2026 et adopté 21 points supplémentaires pour débat, répartis entre les commissions générales et les sessions plénières. Les parlementaires ont débattu de sujets cruciaux incluant l'agression russe contre l'Ukraine, la sécurité nucléaire, l'intelligence artificielle, la radicalisation des jeunes et la sécurité énergétique. L'Assemblée a également exploré la possibilité d'institutionnaliser le Réseau des jeunes parlementaires de l'AP-OSCE, témoignant de sa volonté d'adapter ses structures aux réalités contemporaines.

La session s'est conclue le 3 juillet par l'adoption de la « Déclaration de Porto », qui synthétise tous les rapports, projets de résolution et points supplémentaires débattus durant ces cinq jours. Cette déclaration réaffirme l'engagement des parlementaires de l'OSCE envers le dialogue et la coopération, tout en reconnaissant les défis sécuritaires actuels dans la région.

M. Pere Joan Pons Sampietro, parlementaire espagnol, a été élu Président de l'Assemblée pour un mandat de deux ans, succédant ainsi à Mme Kauma.

La surveillance des médias pendant la campagne électorale européenne de 2024



Le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, s'est vu remettre le rapport par le Président de l'ALIA, M. Marc Glesener.

Le rapport sur la campagne électorale médiatique pour les élections européennes du 9 juin 2024 de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audio-visuel (ALIA) a été remis officiellement au Président de la Chambre des Députés.

C'est le nouveau Président de l'ALIA, M. Marc Glesener, qui a été reçu par M. Claude Wiseler à l'occasion de la remise du rapport de l'organe qu'il dirige depuis le début de l'année après avoir pris la relève de l'ancien Président, M. Thierry Hoscheit. Il était

accompagné de la nouvelle directrice de l'ALIA, Mme Cindy Bauwens, de M. Luc Weitzel, membre du Conseil d'administration, ainsi que de Mmes Sandy Zoller et Wendy Flammang.

La mission principale de l'ALIA décrite dans ce rapport a consisté à définir avec les médias de service public et les partis politiques les règles en matière de campagne électorale, puis de surveiller l'application de ces principes par les acteurs concernés pendant la campagne des élections européennes de 2024.

Aucun problème d'envergure n'a été abordé lors de la remise du rapport, qui s'est tenue le 8 juillet 2025 à la Chambre des Députés. Le nombre de réclamations reçues par l'ALIA serait en recul, selon M. Glesener, qui a parlé de plaintes de nature principalement technique.

Les prochaines élections en ligne de mire

Le Président de l'ALIA a dit vouloir aborder dès à présent la question des prochaines élections. Il a affirmé avoir déjà échangé à ce sujet avec un grand média luxembourgeois. Il s'agirait désormais de faire des propositions aux partis politiques sur la manière d'organiser les campagnes. En réponse à une question posée par le Président de la Chambre, M. Glesener s'est dit ouvert pour débattre avec tous les groupes et sensibilités politiques présents à la Chambre.

Les discussions ont encore porté sur la complexification de l'environnement médiatique. Les représentants de l'ALIA ont estimé que certains règlements européens devraient rendre les choses plus faciles, comme les textes qui doivent encadrer la publicité politique ou encore l'« AI Act » qui concerne les vidéos « deepfakes ».

Le rapport de l'ALIA sera désormais mis à disposition de la Commission des Médias et des Communications de la Chambre des Députés et servira d'appui pour les travaux des députés en vue d'une future réforme de la loi sur les médias électroniques.

GROSSHERZOG WËLLEM IV.

ENG KUERZ HERRSCHAFT VU SIWE JOER



Portrait du Grand-Duc Guillaume dans son uniforme de colonel de dragons autrichien, photo Charles Bernhardt [ET-CH-03] Hort et Funérailles du Grand-Duc Guillaume, 1910 (Regina) Archives nationales de Luxembourg

Wëllem IV.

22/11/1905 – Doud 25/02/1912

„Als Herrscher gemäss der Verfassung wäert ech mech baussent an iwwert de politesche Parteien halen; d'Lëtzebuerger hunn hir Heemecht an hir fräi an al Institutione gär.“

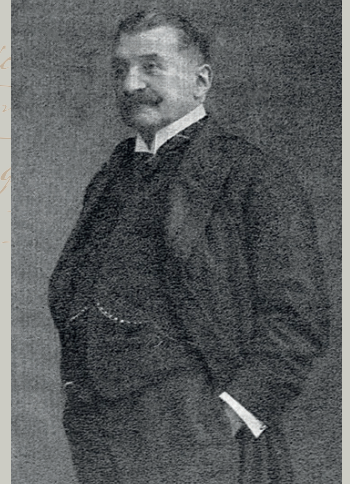
Auszuch aus der Ried vum Groussherzog Wëllem IV.

CHAMBRE
DES
DEPUTES.

SESSION ORDINAIRE

Auguste Laval

President vun der Chamber
vun den Deputéierten



Auguste Laval / Auteur inconnu s.d. / Public domain - Wikimedia Commons



Lenggries, Schloss Hohenburg, Sommerzeit des Großherzogs von Luxemburg / Carte postale anonyme [s.d.]

Postkaart vun der Hohenburg zu Lenggries an Oberbayern, déi vum Herzog Adolphe von Nassau, dem spéidere Groussherzog von Lëtzebuerg, kaaft gouf a bis Mëtt vum 20. Joerhonnert d'Sommerresidenz vun der Famill bliwwen ass. Op dëser Buerg huert d'Delegation vun der Chamber den Eed vum Groussherzog Wëllem IV. ofgehooll.



CID-1940 Décrets du Grand-Duc Adolphe et avènement du Grand-Duc Guillaume avec prestation de serment, 1905 (Dassler) Archives nationales de Luxembourg

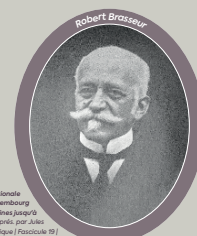


Luxemburger Illustration / L'Illustration Luxembourgeoise, 11 novembre 1904, n° 3 / Journal [BnL]



Hémmecht / Zeitschrift für Luxemburger Geschichte / Revue d'histoire luxembourgeoise / 1 avril 1905, Jg. 32, n° 1, p. 2 [BnL]

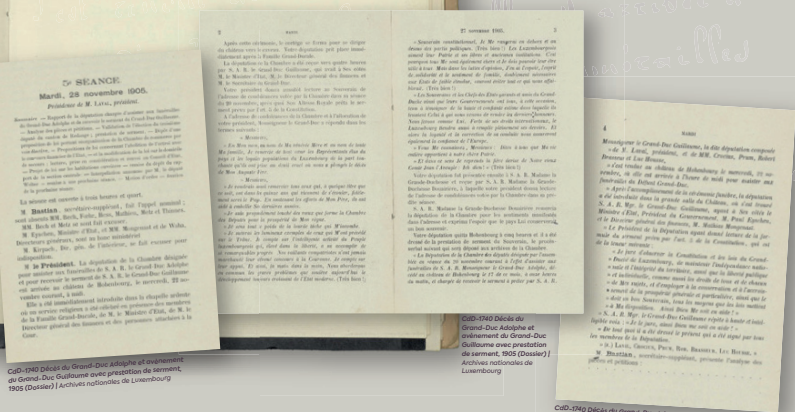
Delegation vun de Membre vun der Chamber



Biographie nationale du pays de Luxembourg depuis ses origines jusqu'à nos jours / coll. prés. par Jules Hersch / Pédagogie / Fascicule 17 / 1971 [BnL]



Geméiss dem Artikel 5 vun der deemoleger Verfassung huert de Groussherzog den Eed ofgeluecht „a Präsenz vun der Chamber vun den Deputéierten oder enger vun hir ernannter Delegation“. D'Delegation gouf während enger Plenarsézung duerch d'Lous gezunn, an esou koum et, datt d'Deputéiert Auguste Laval (President), Charles Crocius, Emile Prüm, Robert Brasseur a Luc Housse den 22. November 1905 am Schloss Hohenburg den Eed vum Groussherzog Wëllem IV. ofgehooll hunn.



CID-1940 Décrets du Grand-Duc Adolphe et avènement du Grand-Duc Guillaume avec prestation de serment, 1905 (Dassler) Archives nationales de Luxembourg

CID-1940 Décrets du Grand-Duc Adolphe et avènement du Grand-Duc Guillaume avec prestation de serment, 1905 (Dassler) Archives nationales de Luxembourg

GROSSHERZOGIN MARIE-ADELHEID

ÉISCHT OP DEM NATIONALEN TERRITOIRE GEBUEREN HERRSCHERIN



Photo Grisser (Luxembourg) | ET-DH-019 Avènement au trône de la Grande-Duchesse Marie-Adelheid, 1912 (Regina) | Collection documentaire du gouvernement établie par Tony Grissbach, 1910-1929 (Sous-fonds) Ministère d'Etat | Archives nationales de Luxembourg

Marie-Adelheid

18/06/1912 – Ofdankung 09/01/1919

„Hëllef, dat Schéint, dat Wouert,
dat Gutt esou wäit wéi méiglech ze
verwierklechen, ass dat net ee vun
de wierkeleche Bijoue vun der Kroun?“

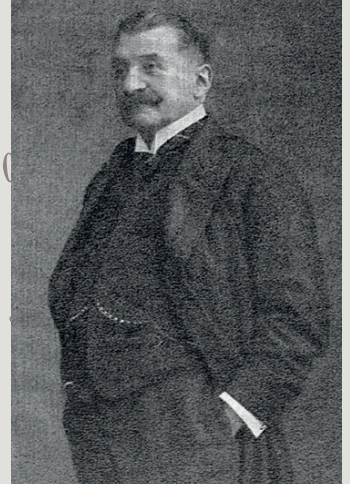
Auszuch aus der Ried vun der
Groussherzogin Marie-Adelheid

PAGES

Documentation Historique
recueillies
M. Tony Grissbach
Bibliothèque du Gouvernement et du Conseil

Auguste Laval

President vun der Chamber
vun den Deputéierten



Auguste Laval | Auteur inconnu | Ld | Public domain - Wikimedia Commons

Avènement au Trône

de

la Grande-Duchesse Marie-Adelheid

Juin 1913



Auguste Laval,
President vun der
Chamber vun den Deputéierten



Grande-Duchesse
Marie-Adelheid



Henri Vannérus,
President vum Staatsrot



Paul Eyschen,
Staatsminister,
President vun der Regierung



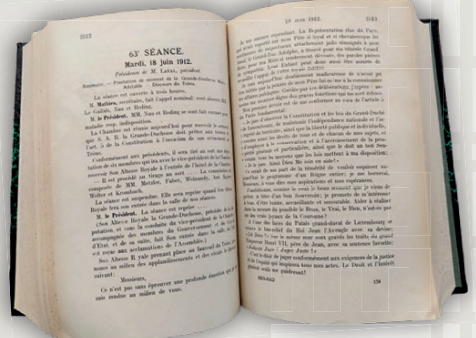
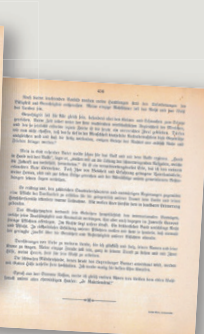
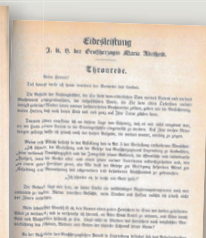
Dessin de Pierre Bollen reproduit dans «Taschen aus der Geschichte des Luxemburger Landes» (F.J. MULLER in 1932 par Les Cahiers Luxembourgeois)

Illustration vun der Vereedegung vun
der Groussherzogin Marie-Adelheid am
Plenarsall vun der Chamber vun den
Deputéierten.

D'Deputéiert



Journal Officiel de Luxembourg | Service central de législation, Ministère d'Etat | Gouvernement du Luxembourg



Compte-Rendu de la Chambre des Députés | Océan Fagnart (photo) | Bibliothèque de la Chambre des Députés

Création de l'Observatoire digital de la mobilité

8251 – Projet de loi relative au traitement des données de mobilité

Conformément à l'engagement pris dans l'accord de coalition de 2018-2023, le projet de loi 8251 vise à créer un Observatoire digital de la mobilité sous l'autorité du Ministère ayant la mobilité dans ses attributions. L'Observatoire recueillera les données nécessaires à la planification d'une mobilité adaptée à l'évolution des besoins de la population et des entreprises ainsi qu'à mesurer l'efficacité des infrastructures et des services mis en place. Le projet de loi sous référence crée dès lors un cadre juridique pour le traitement des données à caractère personnel collectées dans le cadre de la mission d'intérêt public de l'Observatoire.

Mettre la digitalisation au service des citoyens, tel est un des objectifs principaux, notamment dans le domaine de la mobilité. Le système des transports moderne se caractérise par une connectivité transversale de plus en plus généralisée. Il s'ensuit que la transformation digitale ne se limitera pas uniquement aux véhicules, mais impactera la conception de la mobilité en général.

L'Observatoire aura pour mission d'aider à mieux comprendre les comportements de mobilité et l'efficacité des infrastructures. Contrairement aux enquêtes traditionnelles fondées sur la perception individuelle, il exploitera des données numériques objectives, telles que les flux de voyageurs, tout en complétant ces données par des enquêtes qualitatives sur des sujets plus subjectifs comme le sentiment de sécurité.

Pour remédier aux problèmes d'interopérabilité en matière de traitement de données, une carte numérique nationale et multimodale des infrastructures de transport sera mise en place. Elle permettra d'augmenter l'homogénéité et l'interopérabilité des données de mobilité au Luxembourg.

Il est important de noter que l'Observatoire n'a pas vocation à surveiller ou examiner les habitudes et préférences de mobilité d'individus particuliers. Cependant, afin de pouvoir adapter l'offre, et sachant que la mobilité des personnes est un aspect fondamental, il est indispensable de collecter ces informations dans un « intérêt public ». Le projet sous référence a comme objectif principal de préciser la base légale des traitements de données entrepris à cet effet.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 19/06/2023

Rapporteuse : Mme Corinne Cahen

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

06/02/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

12/06/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

19/06/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26/06/2025

Loi du 24 juillet 2025

Mémorial A : 2025, n° 354, page 1

Accord bilatéral avec la Suisse

8455 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil Fédéral Suisse relatif à la protection réciproque et à l'échange d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 13 mai 2024

Le projet de loi vise à approuver l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil Fédéral Suisse relatif à la protection réciproque et à l'échange d'informations classifiées, fait à Luxembourg le 13 mai 2024.

Cet accord bilatéral établit le cadre juridique pour la protection et l'échange d'informations classifiées entre le Luxembourg et la Suisse, y compris avec les instances du secteur public et privé. Il s'inscrit dans la continuité de la politique du Gouvernement luxembourgeois visant à conclure des accords similaires avec les États membres de l'UE, de l'OTAN et d'autres pays partenaires depuis 2005.

L'accord définit les principes fondamentaux et les règles procédurales qui régissent la protection et l'échange d'informations classifiées. Il précise notamment :

- l'équivalence des niveaux de classification entre les deux pays ;
- la reconnaissance mutuelle des habilitations de sécurité ;
- les modalités de transfert, reproduction, traduction et destruction des informations classifiées ;
- les procédures relatives aux contrats classifiés ;
- les dispositions concernant les visites impliquant l'accès à des informations classifiées ;
- les mesures à prendre en cas d'infraction à la sécurité.

Le Luxembourg a déjà conclu vingt accords similaires avec d'autres pays depuis 2004, renforçant ainsi sa politique de sécurité globale face aux diverses menaces comme le terrorisme, la criminalité organisée, la prolifération d'armes de destruction massive, les cyberattaques et l'espionnage industriel et technologique.

Ce projet de loi devrait avoir un impact neutre sur le budget de l'État luxembourgeois, puisqu'il ne prévoit pas de mesures engendrant des dépenses supplémentaires.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 25/10/2024

Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région
(Président : M. Gusty Graas) :

10/03/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

28/04/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26/06/2025

Loi du 4 juillet 2025

Mémorial A : 2025, n° 284, page 1

Relations bilatérales avec le Chili

8461 – Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre avancé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, fait à Bruxelles, le 13 décembre 2023

Le projet de loi vise à approuver l'Accord-cadre avancé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, signé à Bruxelles le 13 décembre 2023. Ce nouvel accord modernise et remplace l'Accord d'association UE-Chili de 2002, afin d'adapter les relations bilatérales aux nouveaux défis mondiaux.

L'Accord-cadre avancé établit un cadre juridique renforcé qui s'articule autour de quatre parties principales :

- les principes généraux et objectifs, incluant des clauses essentielles sur la démocratie, les libertés fondamentales et le principe de l'État de droit ;
- un dialogue politique et une coopération approfondie dans des domaines comme la protection de l'environnement, le changement climatique, la gouvernance des océans ou encore la conduite responsable des entreprises ;
- un volet commercial modernisé qui libéralise davantage les échanges, avec 99,9 % des exportations européennes entrant au Chili sans droits de douane et qui inclut un chapitre dédié à l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- un cadre institutionnel avec un conseil conjoint, des mécanismes de règlement des différends et des structures promouvant le dialogue avec la société civile.

Étant un accord de nature mixte, il nécessite la ratification de tous les États membres de l'UE pour entrer pleinement en vigueur. En attendant, certaines dispositions commerciales relevant de la compétence exclusive de l'UE sont déjà mises en œuvre via un accord commercial intérimaire.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 21/11/2024

Rapporteur : M. Gusty Graas



Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes,
de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

(Président : M. Gusty Graas) :

10/03/2025 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

28/04/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26/06/2025

Transition vers une économie à zéro émission nette

8462 – Projet de loi instituant un régime d'aides en faveur de la transition vers une économie à zéro émission nette

L'objet du projet de loi est d'instaurer un régime d'aides destiné à accélérer la transition de l'économie luxembourgeoise vers une économie à zéro émission nette, conformément à l'objectif fixé par le Luxembourg d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

Ce régime d'aides repose sur l'encadrement temporaire de crise et de transition pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Ce régime d'exception résulte de la communication (2023/C 101/03) de la Commission européenne. Son objectif est de contribuer à réduire la dépendance de l'Union européenne à l'égard des importations de combustibles fossiles.

Ce régime d'exception permet encore d'accorder pareilles aides jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. Le dispositif projeté prévoit deux nouveaux types d'aides permettant de subventionner :

1) des projets d'électrification des procédés de production industriels ayant reposé jusqu'alors sur des énergies fossiles et ceci tant en ce qui concerne les coûts opérationnels que ceux de l'investissement lui-même (article 4 du texte gouvernemental) ;

2) des investissements visant à fabriquer certains produits et composantes essentiels à la transition vers une économie à zéro émission limitativement énumérés dans la future loi (article 5 du texte gouvernemental).

Les projets d'électrification à subventionner seront sélectionnés dans une procédure de mise en concurrence en fonction du meilleur emploi de l'argent public. Le seul critère de classement des projets éligibles est le montant de l'aide exigée pour éliminer une tonne de CO₂ équivalent.

L'impact financier du projet de loi est évalué à 420 millions d'euros sur une période s'étalant de 2025 à 2038.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et
du Tourisme, le 22/11/2024

Rapporteuse : Mme Carole Hartmann

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et
du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

27/03/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

22/05/2025 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

05/06/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 25/06/2025

Loi du 3 juillet 2025

Mémorial A : 2025, n° 287, page 1

Transfert statistique des quantités d'énergie produites

8496 – Projet de loi relatif au financement de la contribution de l'État au mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'Union européenne

Par ce dispositif légal, le Gouvernement sera autorisé à contribuer au mécanisme européen de financement des énergies renouvelables (REFM) pour un montant maximal de 265 millions d'euros pour la période 2025-2028.

Ce mécanisme européen permet à un État membre contributeur de participer au co-financement de la construction et de l'exploitation d'infrastructures implantées dans un autre État membre hôte produisant des énergies renouvelables, en échange d'un transfert statistique des quantités d'énergie produites. Ce mécanisme contribue au développement de la coopération européenne dans le domaine des énergies renouvelables et est essentiel pour le Luxembourg, compte tenu de son potentiel national restreint en ce qui concerne la production d'énergie renouvelable.

Cette initiative législative s'inscrit dans le contexte de la mise à jour du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat, lequel fixe pour objectif, à l'horizon 2030, une part de 37 % d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie.

Actuellement, la coopération européenne représente le moyen le plus économique pour accroître la part des énergies renouvelables dans les statistiques nationales.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et
du Tourisme, le 07/02/2025

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et
du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

12/06/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

19/06/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 25/06/2025

Loi du 3 juillet 2025

Mémorial A : 2025, n° 291, page 1

Supercalculateur MeluXina-AI et l'« AI Factory » y associée

8518 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition, l'hébergement et l'exploitation d'un supercalculateur optimisé pour l'intelligence artificielle ainsi que l'exploitation d'une « AI Factory » associée

Ce dispositif autorise le Gouvernement à financer l'acquisition, l'hébergement et l'exploitation d'un supercalculateur optimisé pour les applications d'intelligence artificielle, ci-après « IA », ainsi que l'exploitation d'une « AI Factory » nationale.

Cette initiative s'inscrit dans un contexte européen. La Commission européenne a mandaté l'European High Performance Computing Joint Undertaking, ci-après « EuroHPC JU », pour déployer un réseau de supercalculateurs dédiés à l'IA, accompagnés de structures dites « AI Factories ». Ces structures offriront des services destinés à promouvoir le développement d'une IA éthique, en accord avec les droits fondamentaux et les valeurs de l'Union européenne. L'intention est de placer l'Europe comme un acteur de premier plan à l'échelle mondiale dans le domaine du calcul à haute performance.

L'EuroHPC JU a lancé un appel à manifestation d'intérêt portant sur trois volets :

– l'acquisition, l'intégration et l'exploitation d'un supercalculateur optimisé pour l'IA, intégré au réseau EuroHPC JU existant (volet obligatoire) ;

– le développement et l'exploitation de plateformes d'expérimentation de supercalcul optimisé pour l'IA (volet optionnel) ;

– l'exploitation d'une « AI Factory » associée au supercalculateur et intégrée à un réseau d'« AI Factories » à travers l'Europe (volet obligatoire).

Dans le cadre de sa stratégie nationale visant à s'imposer comme l'un des acteurs clés de l'IA et du numérique en Europe, le Luxembourg a soumis sa candidature. Cette candidature a été retenue par l'EuroHPC JU et le Luxembourg a été désigné pour accueillir le supercalculateur « MeluXina-AI », supercalculateur optimisé pour l'IA, mais également pour établir l'« AI Factory » y associée.

L'investissement total est estimé à 126 millions d'euros – 112 millions d'euros pour le projet MeluXina-AI et 14 millions d'euros, sur trois ans, pour le fonctionnement de la « AI Factory » associée.

63 millions d'euros de cette dépense seront financés par l'EuroHPC JU, auxquels s'ajouteront 3 millions d'euros qui proviendront des réserves de Luxinnovation. 60 millions d'euros resteront à charge du budget national.

Dépôt par M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 26/03/2025

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

12/06/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

19/06/2025 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 25/06/2025

Loi du 3 juillet 2025

Mémorial A : 2025, n° 288, page 1

Protection de la nature et des ressources naturelles

8525 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Le projet a pour objet de modifier l'article 82, alinéa 1^{er}, de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles en prolongeant le délai transitoire qui est actuellement de 7 ans à partir de l'entrée en vigueur de la loi (et qui vient donc à terme le 9 septembre 2025) à 15 ans (c'est-à-dire jusqu'au 9 septembre 2033).

Pour rappel, la loi précitée de 2018 a introduit le principe des éco-points et des pools compensatoires. Il s'agit d'un changement de paradigme qui a révolutionné le système des mesures compensatoires en simplifiant largement la procédure. Ce système offre aux personnes concernées la possibilité de se libérer de leur obligation de compenser elles-mêmes les biotopes détruits, en s'acquittant simplement d'une taxe de remboursement. La mise en œuvre de mesures de restitution de biotopes

dans des pools compensatoires et le suivi de ces mesures sont dorénavant pris en charge par l'Administration de la nature et des forêts.

Le bilan écologique entre les mesures compensatoires effectuées ou planifiées au niveau des pools compensatoires et les taxes de remboursement perçues est généralement positif au niveau national. Cependant, ce bilan écologique reste précaire dans deux des cinq secteurs écologiques du pays, à savoir les secteurs du centre et du sud, soumis à une forte pression démographique et où les réserves générées demeurent insuffisantes. Dans ces deux secteurs écologiques, l'État et les communes ne disposent à l'heure actuelle pas de suffisamment de terrains pour réaliser les mesures compensatoires et pour pouvoir respecter le principe selon lequel il faudrait compenser in situ, c'est-à-dire à l'endroit où la nature a été impactée.

Pour remédier à cette situation, le présent projet de loi prévoit une modification de la loi précitée du 18 juillet 2018, afin de prolonger le délai transitoire prévu dans l'article 82, alinéa 1^{er}. Ce délai transitoire est la durée pendant laquelle les mesures compensatoires peuvent être comptabilisées en éco-points au registre des mesures compensatoires en cas d'insuffisance de pools compensatoires au moment où les maîtres d'ouvrage causent des dommages écologiques.

Dépôt par M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 04/04/2025

Rapporteur : M. Alex Donnersbach

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

(Président : M. Paul Galles) :

07/05/2025 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

18/06/2025 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26/06/2025

Loi du 11 juillet 2025

Mémorial A : 2025, n° 300, page 1

90^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

p. 10

M. Claude Wiseler, Président

2. Motion de Mme Paulette Lenert relative à la protection des mineurs face à l'exposition aux contenus pornographiques en ligne

p. 10

Exposé : Mme Paulette Lenert

Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. Laurent Mosar | Mme Carole Hartmann | M. Dan Hardy | Mme Djuna Bernard | M. Sven Clement | M. Marc Baum | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Mme Paulette Lenert | M. Laurent Mosar

Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)

3. 8462 – Projet de loi instituant un régime d'aides en faveur de la transition vers une économie à zéro émission nette

p. 13

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : Mme Carole Hartmann

Discussion générale : M. Jeff Boonen | M. Franz Fayot | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. Sven Clement (parole pour fait personnel)

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8462 et dispense du second vote constitutionnel

4. 8496 – Projet de loi relatif au financement de la contribution de l'État au mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'Union européenne

p. 17

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : M. Guy Arendt

Discussion générale : M. Jeff Boonen | M. Georges Engel | M. Tom Weidig | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8496 et dispense du second vote constitutionnel

5. 8518 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition, l'hébergement et l'exploitation d'un supercalculateur optimisé pour l'intelligence artificielle ainsi que l'exploitation d'une « AI Factory » associée

p. 19

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : M. André Bauler

Discussion générale : Mme Diane Adehm | M. Ben Polidori | M. Tom Weidig (intervention de M. Sven Clement) | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8518 et dispense du second vote constitutionnel

6. Ordre du jour

M. Claude Wiseler, Président

p. 23

7. Interpellation de M. Gérard Schockmel au sujet de l'importance du secteur spatial dans l'économie luxembourgeoise

p. 23

Exposé : M. Gérard Schockmel (intervention de M. André Bauler)

Débat : M. Laurent Zeimet | M. Franz Fayot | M. Tom Weidig (interventions de M. Gérard Schockmel) | Mme Joëlle Welfring | M. Sven Clement | M. Marc Baum

Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme (interventions de M. Marc Baum, M. André Bauler et M. Sven Clement)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Laurent Mosar, Doyen en rang

Au banc du Gouvernement : M. Lex Delles, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Setzung op.

2. Motion de Mme Paulette Lenert relative à la protection des mineurs face à l'exposition aux contenus pornographiques en ligne

(Motion déposée en séance publique n° 79 du 30 avril 2025 – à consulter au compte rendu n° 32/2023-2028 en page 43)

Mir fänken d'Setzung vun der Mëtteg mat der Motioun vun der Madamm Paulette Lenert iwwert de Schutz vu Mannerjärege virun Onlinepornografie un. D'Auteurs huet 5 Minuten Zäit, fir hir Motioun nach eng Kéier virzestellen. Déi eenzel Fraktiounen hu 5 Minuten, déi eenzel Sensibilitäten 2 Minuten an d'Regierung huet duerno 5 Minuten Zäit. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Hardy, d'Madamm Sam Tanson, d'Madamm Djuna Bernard an den Här Marc Baum. Madamm Lenert, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Merci, Här President. Ech probéieren, mech kuerz ze faassen zu dëser Motioun. Fir op de Punkt ze kommen: „Firwat eng Motioun fir Kanner ze schützen virum Accès op pornografesch Inhalter?“, kann ee sech froen, „Dat misst jo eigentlech Randphenomene sinn.“ Traurengerweis ass et dat awer net!

Mir kennen eng Evolutioun iwwert déi lescht Joren duerch de fräien Accès am Netz, déi extreem erschreckend ass. D'ganz Fachwelt ass alertéiert, schléit Alarm. Dat geet vu Psychologen, Psychiateren iwwer Leit, déi um Terrain mat Kanner schaffen, bis hin zu Institutionen. D'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe huet en Appell gemaach. D'EU-Regulateuren am Meediebereich hunn en Appell gemaach. Eis eegen ALIA hei an hirem White Paper, dee se 2023 preparéiert a virgestallt hunn, hunn drop opmierksam gemaach. Net ze schwätze vum Ombudsman fir d'Rechter vun de Kanner. Mir hunn hei e grave Problem!

Et geet drëms, dass déi Offer vu pornografeschen Inhalter am Netz einfach nëmme boomt. Bei den Erwuessenen, dat ass déi eng Saach, do si mëttlerweil, Schätzungen no, 90 % vun de Männer, wann ech elo déi Zuel huelen, déi konsumméieren. Well wa mer „Pornhub“ huelen: 130 Milliounen Consultatiounen pro Dag weltwäit. Dat ass en enorme Phenomeen, mat deem een ze dinn huet.

Mee dat, wat eigentlech hei déi Motioun motivéiert huet, dat ass, dass mer dee selwechte Phenomeen

bei de Kanner a Jugendlechen hunn. Dat heescht dat, wat mir alleguerten hei, déi e bësselche méi eeler, fréier am „Bravo“ an der Rubrik vum „Dr. Sommer“ gelies hunn – wéi ee mat Sexualitéit ëmgeet an esou weider –, dat ginn d'Kanner sech haut bei Hardcore Porno sichen. Hir Idealer am jonken Alter, wou se an d'Pubertéit kommen, dat sinn net méi déi, déi mir haten. Do huet sech eppes geännert.

An d'Schätzung si gravéierend. Et hëlt wierklech zou. Et geet iwwert e Klick. 80 % vun de Consultatiounen lafen extreem diskreet um Handy. Et kann een et hei am Sall maachen, wann ee wëllt. Mir alleguerten esou e Phantomscreens drop. Et ass einfach, et ass bëlleeg an et ass mat System. D'Kanner gi ganz gezielt ugeschwat, cibléiert mat Publicitéiten. Et ass wéi bei „Alice im Wunderland“: Wann een an d'Lach bis eragefall ass, dann ass alles wonnerschön a faszinéierend, wéi et schéngt, an et kënnt een net méi esou einfach draus eraus.

Hei ass de politeschen Alarm, dass mer sollen handelen. Mir hunn hei Spillraum. Et ass de Länner fräigestallt, hei ze legiferéieren. A mir gehéiere leider zu deenen, déi dat nach net gemaach hunn. Et geet och net just ëm d'Kanner vun deenen aneren. Déi Zuelen, déi mer am Ausland liesen, liese mer genausou bei eisen Experten och. Och eis Kanner hei zu Lëtzebuerg, eis mannerjäreg Kanner, si mat deem Phenomeen do familiariséiert! An dat soll eis hei an deem Haus net egal sinn! Mir hunn eng Responsabilitéit an Ofwaarden ass fir mech en No-Go bei deem Thema hei.

Et geet drëms, an dat ass d'Fuerderung, fir hei schnellstméiglech – esou wéi aner Länner et virgemaach hunn, wéi Frankräich, Däitschland, d'Veereenegt Kinnekräich, Spuenien, an et sinn nach aner –, eng Gesetzgebung ze huelen, déi wierklech eng seriö, eng technesch héichwäerteg Kontroll vum Alter mécht, fir dass mer dat dote kënnen ënnerbannen.

Well et ass eng Tatsaach! Et sinn Dausende Kanner ënnerwee. Bis zu engem Drëttel si reegelméisseg a Kontakt mat esou Inhalter. Bis zu enger Stonn hänke se do erëm. An dat alles soll ons Suerge maachen. Wa mer dat liesen, wat d'Experte schreiwen, wat d'Fachleit schreiwen, ass dat fir d'Evolutioun vun der mentaler Gesondheet vun de Kanner verheerend. Dat heescht, do ass eppes amgaang, sech opzebauen, wou d'Konsequenzen nach net wierklech abseebbar sinn, mee et ass näischt Guddes, wat sech do ubaant.

Mir hunn domadder ze dinn, dass d'Kanner effektiv ganz aner Idealer hunn. Fréier war et den „Harry Potter“, dee se gekuckt hunn. Haut ass fir en Négjärege e Mia Khalifa e Begrëff. Si spillen net méi „Pac-Man“, se si mat „OnlyFans“ familiariséiert. Dat sinn alles Saachen, déi engem duerchaus Suerge musse maachen.

Also, wéi gesot, fir et kuerz ze faassen: An eisen Ae gëtt et en akuten Handlungsbedarf, fir déi Sécherheeten en place ze setzen an deementspreechend – Dir konnt et zur Kenntnis huelen – och d'ALIA ze

stärken, hir déi néideg Befugnisse ze ginn, fir hir Kontrollen och am Netz ze maachen, fir e seriöse Jugendschutz am Netz kënnen méiglech ze maachen, hinnen déi néideg Effektiver ze ginn, Moyene ze ginn, an déi néideg Sanktiounen en place ze setzen. Ech mengen, do kéint ee ganz schnell hei e Rigel virsetzen an zum Club vun deene Länner gehéieren, deenen dat doten net egal ass, déi net just Sonndesrieden iwwert d'mental Gesondheet vun de Kanner halen, mee och handelen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert.

Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Mat engem ganz grouse Merci fir d'éischt un d'Madamm Lenert, déi d'Initiativ vun där Motioun geholl huet an déi hei e méi wéi seriöse Sujet uschwätzt, deen och der CSV-Fraktioun ganz uewen um Mo läit, nämlech den Accès vu Kanner a Jugendlechen op pornografeschen Contenuen. Dat ass reell e riséige Problem. D'Madamm Lenert huet hei Zuele genannt, déi een erschrecken an déi och weisen, datt et eigentlech keng Grenze gëtt fir Jugendlecher, fir sech do wierklech extensiv och op ganz villen Internetsitte mat esou pornografeschen Inhalter ze versueren.

Ech mengen, et ass evident, datt mir och do als Politiker gefuerdert sinn: vun der Regierung bis awer och hei iwwert d'Chamber. An dofir begrëisse mir och d'Initiativ, déi wierklech hei och an déi richteg Richtung geet.

Fir awer elo direkt op déi Punkten anzegoen, déi d'Madamm Lenert hei an hirer Motioun fret: Et geet jo eigentlech do virun allem ëm e Renforcement vun der Kompetenz vun der ALIA. An natierlech: Wann een d'Kompetenzen ausdeent, da muss een och kucken, datt déi zousätzlech Leit bei d'ALIA kommen. Dat sinn also sécherlech Punkten, déi absolutt berechtigt sinn.

Allerdéngs ass et esou, datt d'Regierung – a ganz besonnesch och d'Justizministres, déi de Mëtteg och hei ass – am Moment ganz aktiv un engem Projet de loi schafft, dee justement soll d'Kompetenz vun der ALIA erweideren, hinnen och zousätzlech Leit zur Verfügung stellen a par ailleurs och d'Missioun vun der ALIA nach eng Kéier iwwerkucken.

De Punkt, dee mir allerdéngs elo hunn, ass, datt hei an der Motioun elo schonn eng Rei relativ prezis Fuerderunge sinn, wou een awer net weess, ob déi esou tel quel kënnen an e Gesetzestext erakommen. Ech huelen elo just hei e Beispill. Do steet zum Beispill am zweeten Invite: „à étendre explicitement les

compétences de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel [...] aux espaces numériques dans leur ensemble [...]".

Dat ass e Wonsch, dee mir natierlech deelen. Et muss een allerdéngs wëssen: Do kënnen just Kompetenzen spillen – an dat steet d'ailleurs jo och am éischten Alinea – fir Plattformen, déi ënner Lëtzebuerger Jurisdiction sinn. Gottseidank gëtt et där net vill, soudatt natierlech och de Spillraum, deen eng ALIA do huet, awer relativ begrenzt ass.

Et kënnt och do derbäi, mengen ech, datt et ganz wichteg ass um europäeschen Niveau, datt et do och zu enger Harmonisatioun vun deene Kompetenzen kënnt. Dat ass och elo eppes, wat net expressement hei an der Motioun festgeschriwwen ass.

Duerfir géife mir als CSV-Fraktioun proposéieren, datt mer dës Motioun, déi eng ganz gutt Motioun ass, an déi zoustänneg Kommissiounen renvoyéieren – et ass fir d'alléieréiert d'Justizkommissioun, et ass awer och doniewent d'Meediekommissioun – an datt do d'Ministesch, déi zoustänneg ass, eis eng Kéier elo mol konkreet dee Projet, deen do an der Maach ass, och presentéiere kënnt. An da kënnen mer dat diskutéieren.

Do wäert sécherlech deen een oder anere Punkt, deen d'Madamm Lenert hei zu Recht an hirer Motioun opwerft, och kënnen afléissen. Mee ech mengen, et wär sënnavoll, och am Interêt vun enger gudder parlamentarescher Aarbecht, wa mer géifen op dee Wee goen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. An da ginn ech der Madamm Carole Hartmann d'Wuert. Madamm Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President, a merci och der Madamm Lenert fir dës Motioun, déi e ganz eeschte Sujet betrëfft, dee mir als Demokratesch Partei och eescht huelen, wann et ëm souwuel déi kierperlech wéi och déi mental Gesondheet vun de Kanner geet.

D'Problematisatioun huet ganz vill Facetten. An dat, wat mir wichteg ass, ass, dass mer – ech mengen, hei ass eng Motioun, déi och a Relatioun mat der ALIA steet – vläicht och déi ganz Facett vum där heiter Diskussioun e bësse mat opbréngen. Dass gewëssen Inhalter deels och proaktiv vu Jonken nogesicht ginn, loosst eis esou éierlech sinn, dat ass kee Geheimnis. Besonnesch an der Pubertéit ass de Virwëtz vu Jonken immens héich. Mee, absichtlech oder net, déi Jonk ginn hei mat Inhalter konfrontéiert, déi si an där Form nach net verschaffe kënnen.

Besonnesch uerg ass et, wa Kanner onbeabsichtegt mat inappropriéierten Inhalter konfrontéiert ginn a si sech gezwongenermoossen domadder mussen auserneesetzen. Schonn 2023 louch den Duerchschnittsalter, wou Kanner e Smartphone kruten, bei eelef Joer. Eng Etüd hat deemools festgestallt, dass 32 % vun de 14- bis 15-Järege schonn online Pornografie gekuckt hunn.

Fir Kanner besti leider oft keng Reegelen am Ëmgang mat Internet. Laut Aussoe vun enger Sexualpädagogin an engem Lëtzebuerger Presseartikel kéint ee wuel versichen, de Kanner den Accès ze erschwéieren, d'Virstellung awer, si komplett vun dëser Matière ewechzehalen, déi wier der Expertin no illusoresch. Haut nach zitéiert déi däitsch Zeitung „DIE ZEIT“, dass een d'Kanner net virun alle Gefore ka schützen, mee dass ee si kann dorobber virbereeden.

Wéi also kënnen mir eis Kanner am Internet schützen virun Inhalter, déi net just e falscht Bild vu Sexualitéit

ginn an domat Erwaardungen an Drock generéieren, mee déi och net altersgerecht a schiedlech fir d'Kanner sinn, déi nach net wësse mat Pornografie an all hire Formen ëmzegoen?

Den Digital Services Act spillt hei eng ganz wichteg Roll. De Wirtschaftsminister hat schonn drop opmierksam gemaach, wéi wichteg et ass, national Gesetzter an och europäesch Reglementatiounen ze hunn, déi déi digital Welt encadréieren a kontrolléieren an hei derfir suergen, dass den Internet eebe kee rechtsfräie Raum ass.

Niewent dëser Kontroll mussen mir d'Kanner och op d'Geforen am Internet hiweisen an hinnen e rasonabelen Ëmgang mat den neie Meedie bäibréngen. Den Educatiounsminister Claude Meisch ass säit laange Jore ganz engagéiert an huet schonn eng sëllege Projeten a Mesuren op d'Bee gestallt, fir eis Kanner op déi gesellschaftlech Entwécklungen an technologesch Evolutiounen virzubereeden.

Säit 2020 kruten déi Jonk duerch d'Initiativ „einfach digital“ Fäegkeeten a Wësse mat op de Wee, déi hinnen e responsablen a kriteschen Ëmgang mat den neie Meedien erlabe sollen, ugeleet duerch d'Leierpersonal, dat mat „Medienkompass“ eng gutt Grondlag huet, fir d'Meediebildung bei de Kanner kompetent unzagoen.

De CePAS huet eng Rei Preventiounsprojeten ausgeschafft, déi mat de Kanner Sujete wéi d'Sexualitéit oder d'Notze vun de soziale Meedie behandelen. Ënnert dem Matwierke vum Educatiounsministère bitt BEE SECURE och eng Plattform am Asaz fir e sécheren Ëmgang mat den digitalen Technologien a funktionéiert als Ulaftell fir all déi, déi Berodung oder Hëllef an der Matière sichen.

Mat der Fërderung vun der Screen-Life-Balance, ënner anerem duerch den Handyverbuet an de Schoulen, gëtt och e weidere wichtegen Akzent gesat op déi Zäit, déi eis Kanner a Jonker offline verbréngen, an dat bitt hinnen och erëm d'Geleeënheet fir en éierlechen Austausch ënner Frënn a Kolleegen.

Dir gesitt, de Sujet ass breet gefächert. Ech wëll awer och, Madamm Lenert, op Är Motioun agoen. Ech wollt trotzdeem och déi verschidde Facett vum dëser Diskussioun hei beliichten.

Mir hunn aktuell zwou Autoritéiten, déi sech mat deem heite Sujet befaassen. Dat ass engersäits d'Autorité de la concurrence an andersäits dann effektiv d'ALIA. An hei geet et jo an Är Motioun drëms, der ALIA u sech méi Kompetenzen an dëser Matière ze ginn.

Ech mengen, mir sinn als Demokratesch Partei ganz oppe fir déi Diskussiounen. Dat, wat mer mussen sécherstellen, ass, dass mer bei deenen zwou Autoritéiten, déi et gëtt, keng Vermeschung vun de Kompetenzen hunn. Duerfir fannen ech u sech d'Propositioun vun Här Mosar ganz gutt, déi heite Motioun vläicht an d'Kommissioun ze verweisen, fir effektiv och eng Kéier déi Kompetenzen do allegueren ze erfaassen, fir opzepasst, dass mer keng Vermeschung vun de Kompetenzen kréien, a fir ze probéieren, hei souwuel eng Autorité de la concurrence wéi och eng ALIA esou ze stäerken, dass mer och hei de Schutz vu Kanner viru Material, dat se net sollen am Netz gesinn, kënnen nach besser verstärken.

Duerfir géif ech ofschléissend menger Fraktioun proposéieren, dass mir eis och uschléissen, a proposéieren dann, déi heite Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, fir nach eng Kéier méi déifgräifend doruwer ze schwätzen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Da kritt den Här Dan Hardy d'Wuert. Här Hardy.

M. Dan Hardy (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut behandle mir mat dëser Motioun en Thema, dat vu gréisster Wichtigkeet ass, wann net souguer eent vun deene wichtigsten, nämlech wéi mir als Elteren, als Gesellschaft an och als Politiker d'Verantwortung droen, eis Kanner virun de Geforen aus dem Internet ze schützen. Eise Schutz muss besonnesch do usetzen, wou et ëm den Zougang zu pornografeschem Material geet, dat leider ouni grouss Hürden online zougänglech ass.

Virun e puer Wochen hu mir allegueren an der Press lise kënnen, datt grouss Plattformen wéi „Pornhub“, „YouPorn“ oder „Redtube“ decidéiert hunn, kee Contenu méi a Frankräich auszustralen. Dat war eng Konsequenz vun engem neie Gesetz, dat an eisem Nopeschland eng méi streng Kontroll vum Alter vu senger Benotzer virgesäit.

Iwwerdeems huet sech dat franséisch Verwaltungsgeriicht awer anescht positionéiert an huet de 16. Juni d'Suspensioun vum Arrêt ausgeschwat, deen eng Alterskontroll fir Porno-Websäiten, déi an der Europäescher Unioun etabléiert sinn, virgesäit. Dëst opgrond vun der Noutwendegkeet, d'Kompatibilitéit vum Arrêt mam EU-Recht ze iwwerpréiwen. Den 18. Juni huet déi franséisch Regierung matgedeelt, datt si géint dës Decisioun a Cassatioun géif goen. Zënterhier sinn déi betraffe Plattformen a Frankräich leider nees accessibel.

D'Haaptproblematik an dësem Fall ass d'Fro vun der Verantwortung. D'Plattformbedreiwer behaupten, datt d'Alterskontroll net bei hinne läit, mee beim Apparat selwer, also beim Smartphone oder Computer. Sou gëtt d'Responsabilitéit un Tech-Gigante wéi Apple, Google oder Microsoft ofgewälzt.

Wat mir hei an Uecht kënnen huelen, ass e bekannt Muster. Déi technologesch Entwécklung leeft vill méi séier wéi déi gesellschaftlech oder politesch Reguléierung. Et ass kaum méiglech, all Gefor virauszegesinn oder ze anticipéieren. Ma duerch déi nei Technologien ass de fräien Zougang zu sensibelen oder problematesche Contenu vill méi einfach ginn.

An domat komme mir zu enger Fro, déi net ganz beléift ass, ma onëmgängelech: Wou fänkt d'Verantwortung vun den Elteren un? D'Educatioun, och déi sexuell, an d'Opklärung iwwert d'Risiken am digitale Raum mussen schonn doheem ufänken. Sou vill steet fest. Et ass net eng Saach vun Staat, mee och vun der Famil. Och wann esou Theemen net bequiem sinn, däre grad déi Sujete keen Tabu sinn, well d'Gefore si real! An d'Jugend brauch Orientéierung an Opklärung.

Wann een déi rezent Etüd vu BEE SECURE an dem Service national de la jeunesse ënnert d'Lupp hält, da leeft engem wierklech de kale Schudder de Réck erof. D'Zuele schwätzen eng däitlech Sprooch: 58 % vun de Jugendlechen tëscht 12 a 17 Joer hunn zouginn, scho pornografesch Plattformen consultéiert ze hunn. A méi wéi 70 % vun hinne goufen dobäi mat expliziten Inhalter konfrontéiert. Nach méi alarméierend: 12 % vum gesamten Dateverkéier op esou Sitte staamt vu Mannerjärege. An a ganzen 90 % vun deene Videoe gëtt eng degradéierend Duerstellung oder souguer Gewalt gewisen.

Hei geet et ëm vill méi wéi just pornografesch Filmer. D'Schlagwierder hei si sougenannt „Sextapes“, „Nudes“, „plakeg Fotoen“, déi verschéckt ginn, an nach „Revengeporn“. Dës Lëscht ass leider nach laang net komplett.

Eis Kanner sinn an deem Kontext villen digitale Geforen ausgesat. Dann däerfe mir och net vergiessen, datt verschidde sougenannt Social-Media-Influencer duerch d'Veréffentlechung vu Sextapes bekannt goufen. A jo, si hunn domadder souguer ganz vill Sue verdéngt.

Wat fir e Bild gëtt domat vermëttelt? A wéi een Impakt huet dat op eis Kanner? Wat ech Iech domat wëll mat op de Wee ginn, ass, datt de Problem, dee mir hei ugeschwat hunn, vill méi déif geet a vill méi Beräicher betrëfft wéi nëmmen dee Punkt, deen aktuell hei am Fokus steet.

Et geet net nëmmen ëm eng Alterskontroll, mee ëm eng ëmfaassend gesellschaftlech Reflexioun an en Nees-Ëmdeken, dat mir als Gesellschaft ugoe mussen. Da mussen mir an engems awer och dorobber oppassen, datt eng verstärkte Regulatioun an dëser wichteger Saach net als Virwand geholl gëtt, fir nach méi a Richtung Iwwerwachungsstaat ze goen.

Dat gesot, stëmme mir dëser Motioun vun der LSAP zou a sinn och domadder d'accord, wa se sollt an d'Kommissioun verwise ginn. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hardy. An da kritt d'Madamm Djuna Bernard d'Wuert. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech faasse mech kuerz. Ech mengen, dass mer eis alleguerten eens sinn iwwert de Constat, dass et enorm wichtig ass, déi Jonk ze schützen, eis Kanner a Jugendlech ze schützen. An dozou gehéiert och den digitale Raum, deen awer do immens vill potenziell Gefore mat sech bréngt.

Hei begéine sech eng ganz Rei Theemen, déi mer aktuell an der Politik diskutéieren: de Jugendschutz, d'Reform vun der ALIA, iwwert déi mer och scho säit enger ganzer Rei Jore schwätzen a wou d'ALIA selwer sech och scho kloer an déi dote Richtung positionéiert huet, den Digital Services Act, dee mer hei an der Diskussioun haten, an natierlech och iergendwou déi Screen-Life-Balance, déi jo eng grouss Diskussioun ass. Wéi kënne mer domadder ëmgoen, dass ëmmer méi Kanner a Jugendlecher scho ganz fréi en Accès op den Handy, op digital Outilen an awer och op Social Media hunn?

Mir fannen et wichtig, dass et hei eng Regulatioun dovunner gëtt. An eiser Meinung no ass d'ALIA duerchaus déi Autoritéit, déi hei wichtig Kompetenzen u sech misst hunn. Si sinn och säit Längerem schonn Demandeur dofir.

An dowéinsten kënne mir och dës Motioun ganz kloer ënnerstëtzen, dass do d'ALIA hir Kompetenze soll ausgebaut kréien, dass hir Missioun och an deem Sënn soll erweidert ginn.

An ech mengen, et passt ganz gutt, dass mer och op Demande vun der Madamm Closener hin en Echange mat der ALIA an Zukunft wäerten an der Meediekommissioun hunn. Och dat, mengen ech, si wichtig Punkten, déi mer och do mat hinne sollten diskutéieren an deem Sënn. Ob mer se elo an der Kommissioun diskutéiere respektiv a wéi enger Constellatioun? Ech mengen, dat ass eng méi technesch Fro. Et geet drëms, dass mer déi Jonk kënne schützen an dass mer och do kënnen deen néidege regulative Kader schafen.

Ech mengen, dass d'ALIA do ganz wichtig Outiler bräicht. An an deem Sënn si mer averstane mat dëser Motioun, ob se dann elo an d'Kommissioun kënt oder net. Merci, Madamm Lenert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Fir eis ass kloer, datt Jugendschutz wichteg ass. Datt d'ALIA an eventuell och eng CNPD an deem Kader hei solle gestärkt ginn an déi néideg Moyene kréien, ass evident.

Datt awer elo soll eng Altersverifikatioun am Internet agefouert gi bei alle Sitten, déi mat deene Contenuen ze dinn hunn ... An dann ass schonn d'Fro, ze definéieren, ab wéini déi Schwell iwwerschratt ass. Well dat ass och eng gängeg Diskussioun: Wat fält ënnert d'Definitioun vu Contenu pornographique hautdesdaags am Internet? Dir hutt elo vun all deenen Hardcore-Saache geschwat. D'Grenz no ënnen ass awer eng ganz schwammeg, déi net ëmmer ganz einfach ze zéien ass, wou ënnerschiddlech Alterslimesse an haut schonn an der Literatur zum Beispill gëllen. Do ass eng Altersverifikatioun immens problematesch, aus technesch Grënn.

Dir hutt elo hei ganz konkret déi vu Frankräich genannt. Et gëtt awer eng ganz Hickecht aner Méiglechkeeten, déi vläicht besser, vläicht méi schlecht sinn. An dofir kann ech mech éischter der Proposition, dat an der Kommissioun awer wierklech am Fong ze diskutéieren, ralliéieren, well mat deem éischten Invite, och wann ech e verstinn, d'Intentioun verstinn, kann ech en esou net ..., géife mir eis am Moment enthalte bei deem éischten Invite. De Rescht fënnt eis vollkommen Zoustëmmung. Mee eleng wéinst dem éischten Invite hätte mer léiwer, et an der Kommissioun nach eng Kéier ze diskutéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Merci och der Madamm Lenert fir dës Motioun, déi, wann een d'Debatt e bëssen esou kuckt, éischter d'Qualitéit scho vun enger Aktualitéitsstonn huet, well et e Sujet ass, deen eng ganz grouss Komplexitéit huet an deen awer vun der Suerg oder vum Constat gedriwwen ass, datt d'Accessibilitéit vu pornografeschem Material immens einfach ginn ass. Jiddweree kann op sengem Handy entre-temps pornografescht Material vun ënnerschiddlecher Qualitéit an Envergure eroflueden. An dat gëllt natierlech dann och fir Kanner.

An d'Fro, déi sech stellt, ass: Wat ass den Encadrement dovunner? Wat ass den Encadrement dovunner och hei zu Lëtzebuerg? Virun allem wann ee weess, datt dat pornografescht Material natierlech och ëmmer Muechtverhältnissen erëmispigelt an datt dat déi Saache sinn, mat deene Kanner dann och grouss ginn an déi d'Kanner deemno wéi och eventuell d'Tendenz hunn, ze reproduzéieren. Duerfir ass dat eng ganz wichtig Fro an duerfir brauche mer en Encadrement.

D'Madamm Lenert huet hei eng Proposition gemaaht, déi, mengen ech, relativ kloer ass a wou se eeben och net eng Vermëschtung vu Kompetenze mécht, mee eng ganz kloer Kompetenz do usidelt, wou se elo eigentlech och schonn am Kär stécht, nämlech bei der ALIA.

Dat géif natierlech bedeuten, datt d'ALIA méi Personal brauch, datt se méi Befugnisse brauch, datt och hir Missiounen nach eng Kéier misste serréiert ginn. Mee ech mengen, datt dat awer absolutt dee richteg Wee ass.

A wann, wéi den Här Mosar gesot huet, d'Regierung souwiso un Wee ass, fir un engem Gesetz ze schaffen, dann ass dat hei éischter eppes, wat an déi Richtung geet. Et ass net antagonistesch zu der Proposition, wat d'Regierung mécht.

Duerfir, ech géif déi heite Motioun och ënnerstëtzen, waarden awer op ... oder rechne mat der Weisheet vun der LSAP, ob se dann elo an d'Kommissioun verwise gëtt oder ob mer se hei zum Vott komme loosse.

M. Claude Wiseler, Président | Ma merci, Här Baum. An da géing ech der Regierung d'Wuert ginn. Madamm Justizministesch.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Merci och der Madamm Lenert fir dës Motioun zu engem Sujet, dee ganz wichteg ass.

De Schutz vu Jugendlechen a vu Kanner ass eng Prioritéit vun dëser Regierung. A mir musse kucken, datt d'Kanner och e séchert an altersgerecht Onlineëmfeld opfannen, fir datt se kënnen d'Chancen an d'Virdeeler vum Internet notzen, mee gläichzäitig net de Gefore vum schiedlechen Inhalt ausgesat sinn.

An deem Sënn musse mer se schützen virun enger Rei Zorte vu Contenu, virun ongewollte Kontaktopnamen a Phänomeneer, déi mer soss nach esou gesinn. Mir musse se also net just viru pornografeschem Material schützen.

Dëse Schutz huet deemno vill Facetten. Et ass eng gesondheetlech Komponent derbäi – dat ass schonn e puermol ugeklongen –, et ass och eng schoulesch Komponent derbäi, eng technesch Komponent, soudatt fir mech dee Sujet ganz large ass an datt ech mech och mat deenen aneren zoustännege Ministeren zesummesetzen, fir gemeinsam och eng Positioun auszeschaffen op all deenen Dossieren, wou mer dann eis musse positionéieren.

Och op europäeschem Niveau leeft am Moment ganz vill zu dësem Sujet. Déi, déi, wéi gesot, déi nächst Presidence hunn, wäerten dës Sujet och an de Vierdergrond setzen, de Schutz vu Mineuren.

A fir mech ass kloer, datt eng europäesch Léisung an deem hei Dossier ëmmer déi beschte Léisung ass, well den Internet huet keng Grenzen. An deemno muss och eis Äntwert universal sinn, fir d'Kanner kënnen esou gutt wéi méiglech ze schützen.

Wa mer iwwert déi Diskussioun um europäeschen Niveau schwätzen, dann – muss ech ganz éierlech soen – hätt ech am léifsten, mir hätten eng Harmonisation maximale och op dësem Punkt, an net herno e System, wou 27 Länner da kënnen op hir Aart a Weis den Text ëmsetzen.

Ech hunn och zesumme mam Educationminister, mam Här Meisch, eng Initiativ vun de franséische Kolleegen ënnerstëtzt, wou mer eeben eng europäesch Léisung fir eng Age Verification fir sozial Mee-die fuerderen.

Et ass och esou, datt d'Europäesch Kommissioun wäert an den nächste Méint och eng Solutioun fir d'Age Verification proposéieren. An dat, fannen ech, ass eppes, wat ganz ze appreciéieren ass.

Natierlech, an dat ass schonn e puermol ugeklongen, schaffe mer och op nationalem Niveau un dës Sujet. Mir si gutt amgaangen, un der Meediereform ze schaffen, a mir wäerten déi och kënne spéitstens nom Summer presentéieren. An deenen Diskussiounen geet et och ëm d'Missiounen an d'Pouvoir vun der ALIA.

Bon, wat ass aktuell natierlech e bëssen d'Situatioun? Laut der Direktiv „Services de médias audiovisuels“ ass d'ALIA zoustänneg fir Médias audiovisuels a Plateformes de partage de vidéos, fir do kënnen d'Mineuren ze schützen an dann ze kucken, ob Measure-appropriéeen en place sinn.

Op där anerer Säit hu mer den Digital Services Act, wou d'Virgängerregierung decidéiert huet, nëmmen

eng Autorité ze nennen. Dat ass d'Autorité de la concurrence, déi an deem hei Fall dann zoustänneg ass fir all déi aner Plattformen. A mir hunn am Moment och Gesprécher tëscht den Autoritéiten, fir ze kucken, wéi mer dat kënnen esou optimal wéi méiglech dann och opbauen.

En attendant ass d'Roll vun der ALIA eeben, d'Measure-appropriéeën ze huelen, fir déi Jonk ze schützen, an ech sinn 100 % d'accord, dass mer Guidelines brauche vun der ALIA, mee awer och d'Méiglechkeeten, fir herno kënnen eppes ze ënnerhuelen, wann dann déi Guidelines net agehale ginn.

Ech sinn och der Meenung, dass dat éierlech gesot eng Diskussioun ass, déi mer am allerbeschte géingen an der Kommissioun féieren, well aus der Diskussioun geet jo och kloer ervir, dass et e Sujet ass, deen awer och deelweis ka méi large ugepak ginn a wou eng ganz Rei Froe sech stellen.

En tout cas sinn ech mat Äre Constate ganz d'accord an och mat enger Rei vun de Pisten, mee ech géif mech freeën op eng Diskussioun mat Iech an der Kommissioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. An da ginn ech der Auteure vun der Motioun d'Wuert. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP), auteure | Jo, merci, Här President. Ech sinn natierlech frou fir déi grond-sätzlech Ënnerstëtzung, hunn och prinzipiell kee Problem, an d'Kommissioun ze goen. Ech géif just gären nach eng Kéier op den Tempo insistéieren.

Selbstverständlech ass an deem Beräich hei eng europäesch harmoniséiert Léisung dat Ideaalt, mee wann ee genau liest, wat déi Opriff sinn, an et gëtt reellem Alarm geschloen um Terrain vun den institutionellen Acteuren ... An der ganzer Welt gëtt Alarm geschloen hei. Et geet extreem séier.

D'Gefor ass grouss an den Appell ass eebe justement, fir hei de minimis wierklech national schnell ze handelen op deem kleng Plang do, fir déi Sécherheet ze setzen, en attendant, dass déi aner Diskussiounen weiderginn.

De Sujet ass extreem breet a meng Angscht ass: Wa mer dat undocken un eng gréisser Reform, da wäerte mer net schnell kënnen sinn. An dat war hei mat den Appell.

Mee ech sinn awer zouversichtlech an ech hunn och Vertrauen, wann ech déi eenzel Kolleegen héieren, dass e Wëllen do ass, dat schnell ze maachen. Wa mer dat kënnen an d'Kommissioun huelen, a relativ kuerz-fristeg, kënnen mer dat gäre maachen. An ech géif och menger Fraktioun proposéieren, dass mer domadder d'accord sinn.

Mee wéi gesot, déi Zäitschinn ass net onerheeblech. Hei geet et justement drëms, idealerweis am Stand-alone dat heite mol ze reegelen, en attendant, dass déi Richtlinne kommen. Et komme Richtlinne fir standardiséiert Solutiounen.

Et gëtt der och schon technescher Aart. Et ass jo scho ganz vill geschitt, Här Clement. Ech mengen, dat ass richtig. Ech sinn net op all Modeller agaangen, mee et ass eng Diskussioun, déi scho laang geféiert gëtt, wou viles um Dësch läit, wéi een et kéint maachen.

An den Appell un d'Länner ass wierklech: Schnell handelen, national handelen, parallel zu deenen aneren Aarbechten, well dat awer nach e bësselche wäert daueren. An hei geet et – wéi gesot, et ass näischt Abstraktes – ëm eis Kanner hei am Land.

An och international – do géif ech gären drop opmierksam maachen – si mer schon an de Collimateur

geroden. Et ass eng Industrie, déi extreem lukrativ ass. Ech ginn net weider drop an, mee Lëtzebuerg ass och do schon iergendwou mat vernetzt. Dir wësst, dass Plainté lafen um Europäesche Gerichtshaff. Ech mengen, dass et och fir eisen Nationbranding net ideal wär, wa mer do an de Schmutteleck géife rutschen.

Ech denken, dass mer do kollektiv en Interêt hunn, schnell zesummen ze handelen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Lenert. D'Madamm Lenert ass als Auteure vun der Motioun d'accord, dass mer se an d'Kommissioun verweisen. Dat wäeren an deem Fall d'Justiz- an d'Meediekommissioun.

M. Laurent Mosar (CSV) | Wann ech dierf?

Ech hu virun hei gesot, ech géif mengen, mir sollte se wierklech an d'Meediekommissioun verweisen, well dat ass déi Kommissioun, déi jo mat der Reform vun der ALIA wäert chargéiert ginn.

Wann elo nach aner Kommissiounen, well et ass virun hei ugeklongen, sur les bords sinn an eventuell och nach aner Kommissiounen hei mat betraff sinn – wéi mam Jugendschutz, dat ass d'Educationskommissioun –, da kéint een déi eventuell nach abezéien.

Mee ech géif awer elo proposéieren, dës Motioun an d'Meediekommissioun ze schécken, an dat huet näischt domat ze dinn, dass ech se net wëll als President vun der Justizkommissioun gesinn, mee ech mengen, se gehéiert dohinne.

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass an der Rei. Ech si selbstverständlech bei där Proposition och averstanen, fir Iech se ze proposéieren. Also proposéieren ech, dass mer dës Motioun an d'Meediekommissioun schécken.

An am Prinzipp, wann ech richtig verstane hunn, kënnen mer hei e Vote par main levée maachen. Sidd Der domat d'accord, dass mer dee maachen?

(Assentiment)

Vote sur le renvoi de la motion en commission

Da géing ech soen: Wien domat d'accord ass, fir se an d'Kommissioun ze verweisen, dee streckt d'Hand an d'Luucht.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass à l'unanimité decidéiert, dass dës Motioun an d'Meediekommissioun verwise gëtt.

(La motion de Mme Paulette Lenert est renvoyée à la Commission des Médias et des Communications.)

3. 8462 – Projet de loi instituant un régime d'aides en faveur de la transition vers une économie à zéro émission nette

An da komme mer zum zweete Punkt vun eise Ordre du jour vun de Mëtten, an zwar dem Projet de loi 8462 iwwert d'Aféierung vun enger Rei Bähëllefem am Kader vun der Reduktioun vun den CO₂-Emissiounen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeloest an deemno folgendermoossen opgedeelt: d'Rapportrice huet 10 Minutten, déi eenzel Fraktiounen a Sensibilitéte 5, d'Regierung 10. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Franz Fayot, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

Mme Carole Hartmann (DP), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Gesetzesprojet 8462 soll e Régime d'aides en place gesat ginn, deen d'Transitioun a Richtung vun enger Netto-Null-Emissiounswirtschaft ënnerstëtze soll. Dëst ass am Aklang mat eise Zil, bis 2050 d'Klimaneutralitéit ze erreechen.

Am PNEC hu mir eis Klimaziler festgehalen. Déi reeche vun der Verbesserung vun der Effikassitéit vun der Energie iwwert d'Promotioun vun erneierbaren Energie bis hin zur Garantie vun der Sécherheet vun der Energie.

Den Ukrain-Krich huet nach eng Kéier ënnerstrach, wéi wichteg et ass, eis Onofhängegkeet vun anere Länner am Beräich vun der Energie auszubauen an och manner ofhängeg ze gi vu fossillen Energien.

Den Encadrement temporaire de crise et de transition, TCTF, deen d'EU-Kommissioun nom Ufank vum Krich en place gesat huet an dee reegelméisseg un d'Evolution vum Bannemaart ugepasst gouf, huet de Memberstaaten erlaabt, Mesuren en place ze setzen, fir déi gréng Transitioun méi séier virunzudriewen.

Och de Gesetzestext, dee mir haut stëmmen, schreift sech an dee genannte Kader an, fir déi gréng Transitioun virunzudriewen an d'Betribere dobäi ze ënnerstëtzen.

Konkreet sinn zwee nei Typen vum Aidé virgesinn, déi net cumulativ sinn. Se sollen en Effet incitatif hunn an zwee wichteg Aspekter vun der Transitioun an de Fokus stellen: éischtens d'Dekarboniséierung vun der lëtzebuergescher Industrie manufacturière iwwert d'Elektrifizierung vun de Produktionsprozesser, zweetens d'Acceleratioun vun den Investissements manufacturiers a verschiddene Schlësselsecteuren vun der energieetescher Transitioun.

Déi Projeten, déi am Kader vun den Ausschreiwungsprozeduren zeréckbehalen ginn an déi den industrielle Produktionsprozess elektrifizéieren sollen, dee viru virun allem duerch fossill Energien alimentéiert ginn ass, kënnen vun enger staatlecher Aide profitéieren. Dëst deckt souwuel d'Kapitalkäschte wéi och d'Betribskäschte vun dese Projeten. De Projet soll dozou féieren, dass déi direkt CO₂-Emissiounen op d'mannst ëm 40 % reduzéiert kënnen ginn.

Fir déi ekologesch Transitioun méi séier virunzudriewen, mussen d'Elektrifikationsprojeten och eng Reduktioun vun den Zäregaser nowiesen.

Dësen Text gesäit och en Dispositif vir, deen d'Investissementen an d'Produktioun vun essenzielle Gidder ënnerstëtze soll, déi gebraucht ginn, fir déi Transitioun zu enger Netto-Null-Emissiounswirtschaft ze realiséieren. Konkreet Beispiller wiere Batterien, Solarpannoen, Wandenergieanlagen oder och Wärmepumpen.

D'Disponibilitéit vun dese Gidder um Bannemaart ass entscheidend, fir d'Entwécklung vun den erneierbaren Energie virunzudriewen, d'Ziler vum PNEC ze erreechen a fir déi europäesch Onofhängegkeet a punkto Energie ze sécheren.

Här President, et ass zäitlech wichteg, dass mir dese Gesetzesprojet haut stëmmen, well konform zu de Konditiounen vum Encadrement temporaire vun der EU-Kommissioun mussen déi virgesinnene Hëllef virum 31. Dezember 2025 attribuéiert ginn. Esou huet de Ministère genuch Zäit, fir den Appel à projets ze lancéieren.

Wa mir de Gesetzestext gestëmmt hunn, da kënnen déi interesséiert Betribere hiren Dossier preparéieren,

fir dass d'Aiden nach dëst Joer attribuëiert kënnen ginn. Ab deem Moment, wou e Betrib d'Aide accordeiert krut, huet en dräi Joer Zäit, fir d'Installatioun oder dat subventionéiert Ekipement fäerdegzestellen an a Betrib ze huelen. Ab deem Moment kënnen déi betrafte Betriber nach zéng Joer laang vun enger operationeller Hëllef profitéieren. Dat heescht, dass den Dispositif sech am Ganze wäert iwwer 14 Joer zéien.

Kolleginnen a Kollegen, d'Wirtschaftskommission krut zu dësem Gesetzesprojet dräi Avisen eran an een Avis complémentaire zousätzlech vum Staatsrot.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis verschidden Oppositions formelles, ënner anerem wéinst juristischen Unsicherheeten. Ënner anerem huet de Staatsrot awer och opgegraff, dass d'Krittären, unhand vun deenen de Minister säi Choix trifft, wien déi Aide soll kréien, wann e Projet erausgesicht gëtt, am Gesetzestext méi präzis solle behandelt ginn.

Dann ënnersträicht déi héich Kierperschaft nach, dass se eng Präferenz dofir huet, dass am Gesetzestext net op déi europäesch Direktiv verwisen gëtt, mee op déi nationaler Texter, déi dës Direktiv transposéieren.

A sengem Avis complémentaire konnt de Staatsrot dunn no eisen Amendementer all d'Oppositions formelles ophiewen.

D'Handelskummer huet een Avis erageschéckt, an deem se der Regierung fir dës Initiativ, nei Aiden en place ze setzen, felicitéiert.

D'Chambre de Commerce ënnersträicht, dass dës Aiden en Effet incitatif sollen hunn. Dat heescht, se sollen d'Entreprises dozou encouragéieren, Investisementer ze maachen, déi se ouni dës Subventionen eeben net géife maachen. Dowéinst kënnen d'Aarbechten och eréischt nom Depot vun der Demande fir d'Hëlfelefen ufänken. Dës Demande muss och ënner digitaler Form agereecht ginn.

D'Handelskummer huet gefrot, fir méi Präzisiounen bezüglech de Modalitéite vum Versement zu der Aide de décarbonation op zéng Joer ze kréien, virun allem am Fall, wou d'Entreprise hiert järelecht Zil fir d'CO₂-Reduktioun eng Kéier net erreeche géif.

D'Handelskummer freet och, eng gewësse Flexibilität ze weisen, virun allem well technesch oder logistesche Problemer optauche kéinten an dat dann dozou féiere kéint, dass een d'Ziler vun der CO₂-Reduktioun vun deem enge Joer oder deem anere Joer net erreeche kéint.

D'Handelskummer mierkt do dernieft un, dass e supplémentaire Budget virgesinn ass, fir dass de CTIE d'Prozedur vun der Demande en place sette kann a fir de Backoffice unzepassen. An d'Chambre de Commerce betount, dass si gären eng méi präzis Evaluatioun vun de Besoinen a vum Impact budgétaire gehat hätten.

D'Berufskummer ënnersträicht an hirem Avis, dass si dës Aide begréisst, virun allem, well bis zu 100 % vun den Investitionskäschte gedeckt kënnen ginn.

D'Berufskummer warnt awer virun de komplexe Prozedur vun der Mise en concurrence, well heiduerch d'PMEE méi Schwierigkeete kéinten hunn. Si recommandéiert dofir, dass een eng vereinfacht Prozedur fir d'PMEE en place setzt.

D'Berufskummer begréisst awer virun allem déi zweet Hëllef, déi direkt ass an accessibel iwwer eng einfach Demande an déi och eng Majoration d'intensitéit fir d'PMEE virgesäit. Dës Aide ass eng essenziell Ënnerstützung fir déi handwierklech Betriber, déi am Kader vun der Produktioun vun de Komponenten an dem Ekipement eng wichteg Roll fir d'Transition énergétique spillen.

Fir weider Detailer zum Fong vun dësem Projet an och den Aise verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport a géif heimat den Accord vu menger Fraktioun ginn. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mündlechen Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Boonen. Här Boonen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Energietransitioun an d'Reduzierung vun den CO₂-Emissionen ass eng grouss Erausforderung fir eis all. Während mer an de Secteure vun der Mobilitéit an och der Produktioun vun den erneierbaren Energien eng gewëssen Dynamik hunn, ass et an der Industrie dach ganz schwéier, well virun allem an der Industrie vill Energie gebraucht gëtt an d'Industrie sech och an engem internationalen Feld muss erëmfannen, wou d'Konkurrenz awer grouss ass.

Mir wëllen den Industriestandort hei erhalen, well en e wichtegt ekonomescht Standbeen ass, Aarbechtsplaze schafft an och strateegesch Ofhängegkeete reduzéiert. Et ass wichteg, déi bescht Viraussetzungen ze schafen, fir weiderhin an Europa ze produzéieren.

An d'Rapportrice huet et scho gesot: De russeschen Aggressionskrieg an der Ukrain huet d'Situatioun nach eng Kéier verschäerft. En huet zu enger Energiekris gefouert, wat d'Kommission zum Handelsbuech huet, andeems se den Net Zero Industry Act op de Wee bruecht huet, fir d'Industrie proaktiv finanziell ze ënnerstëtzen an net méi nëmmen iwwer zum Beispill CO₂-Quoten ze probéieren, se zur Transitioun ze kréien.

A mir waren net déi Eenzeg an Europa. An Amerika ënner anerem sinn d'USA mat dem Inflation Reduction Act massiv dohinnegegaangen, fir d'Transitioun an der Industrie, an der Energie ze subventionéieren. Ënner anerem zum Beispill Arcelor, wat eis awer ee Begrëff ass, ass amgaangen, e grousst Stolwierk an Texas ze bauen, fir gréngen Stol do ze produzéieren.

A wann Der dann d'Meedien hei suivéiert – an d'Kollege Marc Spautz a Françoise Kemp hunn och eng Question parlementaire dozou gestallt: An Däitschland huet Arcelor seng Iddien, fir gréngen Stol ze produzéieren, eigentlech elo emol op d'Säit geluecht a wëll dat net viruféieren.

Dofir ass et esou wichteg, dass mer handeln an och hei den europäesche Kader notzen. D'Madamm Rapportrice huet preziséiert, dass hei iwwert deen hei Wee zwou Bähëllef gestëmmt ginn. Eng Kéier, fir d'Industrie bei der Dekarboniséierung finanziell ze ënnerstëtzen. Et ass eng grouss Zomm, déi hei gestëmmt gëtt. Et si 400 Milliounen. Dat ass beträchtlech, mee si sinn noutwendeg. An et ass och gutt, dass déi hei Suen iwwert de Wee vun enger Mise en concurrence verdeelt ginn, dat heescht déi Betriber, déi déi mannsten CO₂-Emissionen eigentlech maachen oder am effizientsten hir CO₂-Reduktioun maachen, kréien eng Bähëllef. An ëmmer dofir, dass se 40 % CO₂-Reduktioun an hirem Betrib maachen.

Déi zweet Aide ass déi fir d'Produktioun vu Gidder, déi wichteg si fir eis energieatesch Transitioun, zum Beispill Wärmepumpen, awer och Batterien, PV-Panneauen oder Komponenten dodran. An et ass dofir wichteg, well da Lëtzebuerger Betriber sech

kënnen an dëser Liwwerkette positionéieren an dozou bäidroen, dass mer eeben déi strateegesch Ofhängegkeete reduzéieren.

Et ass gesot ginn: Déi hei Bähëllef si zäitlech begrenzt nach bis Enn des Joers. Dofir ass et wichteg, dass mer elo dës Projet stëmmen an dem Ministère d'Méiglechkeet ginn, den Appel à projets ze maachen. Ech ginn dovun aus – vläicht kann de Minister eis soen, ob e schonn e Gefill huet, wéi vill Besoin am Terrain ass –, dass d'Betriber awer scho preparéiert sinn dorop, fir hei elo matzemaachen.

Mir wëssen awer och, dass dat hei nëmmen een Deel vum Puzzle ass. Wa mer elektrifizéieren, muss och d'elektresch Energie bezuelt ginn. A mir wëssen, dass déi héich Stroumkäschten e Problem si fir d'Industrie.

An dofir ass et natierlech och wichteg, dass mer déi aner Strategië vu Reduktioun vun Netzkäschten oder awer Infrastrukturausbau parallel viruféieren, fir esou sécherzestellen, dass d'Industrie ka produzéieren.

An domat ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. An da kritt den Här Franz Fayot d'Wuert. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, mir begrëssen et, dass hei weiderhin och eng Kontinuitéit besteet bei der Regierung an och beim Wirtschaftsminister, fir ëmmer nach am Kader vun deem Temporary Crisis Framework a Richtung vun der Dekarboniséierung vun eiser Industrie weiderzeschaffen, am Kontext vun deem Kriseninstrument, wat et jo ass.

Effektiv ass dat eppes, wat jo komm ass am Kontext vun der Ukrain-Kris an och am Kontext vun enger Relance vun der europäescher Industrie ronderëm justement deen Imperatif vun der Dekarboniséierung, wou mer jo wëssen, dass mer se mussen hikeréien, fir eis Industrie laangfristeg kompetitiv ze halen an och wierklech a Richtung vun Nohaltegkeet virzubereeden.

D'Instrument ass gutt beschriwwen gi vun der Rapportrice. Ech mengen, do gëtt et net vill derbäizefügen. Hei geet et wierklech drëm, fir eiser Industrie et ze erlaben, sech ëmzestellen.

Mir wëssen, ech weess dat och gutt, dass dat net einfach ass. Do muss een Investisseuren iwwerzeegen, an hire Site zu Lëtzebuerg – dee meeschtens ganz gutt ass a ganz kompetitiv ass, mat ganz vill gudden Aarbechtskräften, mee trotzdeem – riseg Investisementer ze maachen, déi an 10-Milliounen-Héicht sinn (veuillez lire: déi am zweestellige Milliounenberäich sinn), an dann eeben op eng länger Zäit deen Invest do ze maachen.

An, wéi gesot, dat sinn natierlech laang Weeër. Dat ass net ëmmer einfach. An do spillt dann natierlech ..., dat ass eng Standuertfro. An dass dat net einfach ass, dat weist effektiv och elo déi Annonce, dass ArcelorMittal op enger ganzer Rei Sitten déi Decisioun, déi se geholl haten, fir hir Sitten ze elektrifizéieren, u sech zeréckgeschräuft huet, well se gesinn, dass d'Energiepräisser an Europa – d'Elektrizitéitspräisser – e Problem sinn.

Ech mengen, zu Lëtzebuerg hate se d'Decisioun geholl, 100 Milliounen ze investéieren. Ee groussen Invest ass jo gemaach ginn an deen neien Uewen um Belval. Mee aner Sitten, an ech menge Biessen, sinn elo op Äis geluecht ginn. Ech mengen, dass sinn och eng gutt Nouvelen. An aner vill méi grouss Sitten – de Jeff Boonen ass drop agaangen – sinn och en fait retardéiert ginn, soudass ee gesäit, dass et hei eng

Tendenz gött bei villen Entreprises, aus konjunktuelle Grënn an aus Käschtegrënn elo emol déi Investissementen no hannen ze verleeën.

Mir mengen, ech mengen, dass dat u sech keng gutt Iddi ass, well een Interêt huet, Investissementen esou schnell wéi méiglech ze maachen a sech esou fir d'Zukunft durablement opzustellen.

Mee dat ass eeben déi ganz Diskussioun, déi ugefaangen huet mat den Amerikaner hirem Inflation Reduction Act, dem IRA, an eeben den Europäer hirer Reponse mat dem Net-Zero Industry Act, wou dann och effektiv dës Reegelerwierker natierlech mat dra-gräifen.

Mir hoffen, dass eis elo bei dësem Effort, wou mer begrëissen, dass e weidergeet, net den Otem ausgeet, well mir gesinn um europäeschen Niveau awer eng Tendenz ënnert deem Imperativ vun der Kompetitivitéit – vun där, mengen ech, muss ee soen, méi kuerzfristeger Kompetitivitéit –, dass do d'Ambitioun erofgeschrafft gött.

D'Efforte fir eng méi nohalteg Wirtschaft ginn zeréckgeschrafft. Dat huet verschidde Formen. Dat gesäit een ënnert der Form vun deem Omnibusgesetz, wou da Reegelerwierker wéi d'CSDDD zeréckversat ginn, oder d'CSR, wou ee ka soen, engersäits ass et natierlech e gewëssenen administrativen Opwand, op där anerer Säit ass et indispensable, fir eis Industrie an eis Economie fir d'Zukunft ze preparéieren, well dat si Sujeten, déi wäerte ganz kloer aktuell bleiwen.

An ech regrettéieren och an deem Kontext, dass elo vun der Kommissioun von der Leyen decidéiert ginn ass, déi Green Claims Directive zeréckzezéien. An do gesäit een och eng Tendenz vun der EPP, de Chrëschtendemokraten an Europa, ëmmer méi zesummeschaffe mat deene ganz Rietsen, mat der ECR, fir esou Texter, wéi zum Beispill déi Green Claims Directive oder d'CSDDD, oder op eng ganz opportunistesch Aart a Weis am grouse Ganzen déi Texter, déi u sech – ech soen elo emol – d'Lobby d'affaires net arrangéieren, zeréckzezéien, à tel point, dass d'Kommissioun von der Leyen riskéiert, iergendwann eng Kéier déi Koalitioun, déi se do huet zwëschent EPP, Sozialisten an och Renew, iergendwann eng Kéier ze sprengen, well se eebe ganz opportunistesch mat der extreem Rietser zesummeschafft.

Mee och dat geet alles an d'Richtung vun enger kuerzfristeger Kompetitivitéitsvue, wou eeben alles, wat mat Nohaltegkeet ze dinn huet, elo wierklech no hanne versat gött. An dat ass eppes, wou mir zudéifst iwwerzeegt sinn, dass dat net déi richteg Richtung ass, a wou mer och hoffen, dass dës Regierung Fouss bei Mol hält a sech weiderhi wäert asetze fir eng héich Ambitioun a Richtung Nohaltegkeet, d'Dekarboniséierung vun eiser Economie an awer och eng staark Ambitioun, fir d'Klimapolitick zesummenzedenke mat der Economie.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP fir dës Projet de loi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Merci, Här Fayot. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Härén Deputéiert, ech si schonn erstaunt, wéi hei d'Regierung aus enger Initiativ vun der EU, fir d'Wirtschaft ze ënnerstëtzen, déi reellment un de Follge vun Ugrëffskrich vu Russland gelidden huet a leit, elo e Pak mat 420 Milliounen Euro Staatshëllef mécht, fir eis Industrie ze dekarboniséieren.

Ech versti jo, dass mir an der EU Suen investéieren sollen, fir méi energieautark ze ginn. Ee Grond vun

Krich an der Ukrain ass, dass mir säit Jore Gas an Ueleg importéiert hunn an doduerch säit Jore Milliarden Euro an d'Keese vu Russland gefloss sinn. Et war am Fong geholl e gudden Deal, well mir relativ bëleg a propper fossill Energie kritt hunn a Russland Suen, fir d'Land weider opzebauen: Frieden durch Handel!

Datt elo awer genau déi Reserven als Krichskeess verbraucht ginn an doduerch de sënnoose Krich vill méi laang dauert, ass tragesch. Duerfir ass eng besser Energieautarkie och eng gutt Verdeedegungspolitik fir Europa: manner Sue fir Russland a manner Ofhängegkeet vun den Energieimporter aus Russland.

Ech hätt jo nach verstanen, wann dës Projet der Economie selwer gehollef hätt, mee d'Regierung seet kloer, dass den eenzege Krittär fir d'Hëllef ass, wéi vill CO₂ eliminéiert gött. Datt eng Reduktioun vun CO₂ eis iergendwéi hëllef am Kontext vun Krich an der Ukrain ass fir mech perséinlech absurd. Ech hat gehofft, dass aner Krittäre geholl géife ginn, zum Beispill: Wäert de Projet erlaben, Energie ze spueren an der Produktioun, wäert de Projet erlaben, de Konsum erofzesetzen, wäert de Projet Ressourcen spueren, wäert de Projet méi lokal Ressourcen notzen?

Mee nëmmen e Kriterium baséierend op der Reduktioun vun CO₂ ass verfeelt. Dës Regierung ass obsedéiert mat CO₂, an doduerch komme signifikant Verzerrungen am Marché a suboptimal Léisungen eraus. An dat mécht eis schwach a Russland relativ méi staark.

Mir hu jo elo schonn héiere vu menge Virriedner, dass Projeten an der Privatindustrie gestoppt gi sinn, well se ekonomesch net méi realistesch sinn. Mee am Fong ass d'Regierung och net wierklech obsedéiert mat der Reduktioun vun CO₂, well soss géif se d'Nuklearenergie net ëmmer bekämpfen, wou et nëmme geet.

Duerfir meng konkret Fro un de Minister: Däerf elo eng Firma, déi am Nuklearsektor aktiv ass, och Hëllef ufroen? Well dat ass jo och eng Reduktioun vun CO₂.

Bei deem Projet hei geet et einfach drëm, per force d'Liblingsenergieforme Wand- a Solarenergie duerchezuben, koste es, wat es wolle. Wéi ech an anere Riede sot: D'Wand- a Solarenergie brénge keng konstant Energieleeschtung. Doduerch ginn d'Stroumnetzer destabiliséiert a geet de Stroumpreis an d'Luucht. Dat hu mer jo och elo a Spuenie gesinn.

Eng Energiepolitik, déi keng Energieform per se ausgrenzt, ass déi richteg Energiepolitik. Dat wirkt sech positiv op de Preis aus a verhënnert eng ze grouss Ofhängegkeet an nëmmen eng Energieform, a verhënnert, ënnert den Dunkelflauten ze leiden, wann déi Erneierbar kuerzfristeg alt emol net disponibel sinn. Mir mussen endlech zu enger realitéitsnoer pragmatischer Wirtschafts- an Energiepolitik an -hëllef zrëckkommen. An duerfir wäerte mir dës Projet de loi net matstëmmen.

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. An déi nächst ageschriwwene Riednerin ass d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci fir d'Wuert. Vläch just als Äntwert op dat, wat elo grad hei gesot gouf – dat war erëm gespickt mat Kontradiktiounen –: Engersäits gött d'CO₂-Aspuerung erofgespillt, anerersäits gött dann awer d'Nuklearenergie pronéiert als méiglech Léisung fir d'CO₂-Aspuerung. Engersäits gött geschwat vun engem Wunsch no Autarkie, an da gött awer och d'Atomenergie erëm

pronéiert, wat jo alles anescht wéi zu eiser Autarkie wäert bäidroen. A wa mer vum Präis schwätzen, da si mer wierklech bei mat där deierster Optioun, déi et iwwerhaapt gött. Voilà, mee mir sinn dat gewinnt, dofir wäert ech elo net weider drop agoen.

Ech wollt nach eppes zu deem heite Projet de loi soen, deen e wichtige Bausteen ass fir d'Ëmsetzung vun Energie- a Klimaplang. Dofir wäerte mer deen och hei matstëmmen. Mir haten an der Kommissioun e puer Echangingen driwwer, och doriwwer, dass den Delai relativ kuerz ass, well elo scho musse quasi Accorde gi gi bis virum Enn vun dësem Joer, an dass dat natierlech fir déi Betriber, déi hoffentlech dann och Kandidat sinn, net einfach ass. An dofir vläch och nach eng Nofro, wou Der am Moment dru sidd mat den Echangingen mat méigleche Kandidaten, ob et do scho konkret Méiglechkeeten a Kandidature gött.

Mir haten och driwwer geschwat, dass et interessant wier, och laangfristeg Léisungen hei ze kréien. Den TCTF leeft eeben aus. Den – soen ech emol – grouse Brudder, de CISAF, ass ënnerwee. D'Fro ass elo: Wéi gesäit et domadder aus a wéi positionéiert sech d'Regierung dozou? A wéi séier kënne mer dann och eise Betriber hei zu Lëtzebuerg da méi laangfristeg Perspektiven an der Dekarbonisatioun ubidden?

An dat anert, wat ech nach wollt uschwätzen, ass och d'Iwwersiicht vun all deenen Texter. Mir hu mëttlerweil eng ganz Rei vun Texter, déi mer och zum Deel kierzlech eréischt gestëmmt hunn, am RED-Beräich (ndlr: Renewable Energy Directive) fir d'PMEen, mee awer och anerer. Et wär immens schéin, wann een eng Kéier kéint eng Iwwersiicht kréie vun all deenen Aiden – ech mengen, dat géif eis e bëssen hëllef – an déi och eng Kéier bilanzéieren. Sou wéi mer eis jo och d'lescht Kéier heidriwwer eens gi sinn, wär et och ganz schéin, wa mer eis am Kader vun der Kommissioun vläch zu engem gewëssenen Moment kéinten nach eng Kéier zesummesetzen, fir d'Bilanz ze maachen.

Voilà! Alles an allem ass dat eng gutt Saach an dofir gi mir eisen Accord.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann huet den Här Sven Clement d'Wuert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet, iwwert dee mer elo hei schwätzen, ass – an dat hu meng Virriednerinnen an d'Virriedner scho gesot – immens wichtig. Mee wa mer éierlech drop kucken an eis an de Spiegel kucken, dann hätte mer scho vill méi fréi hei solle stoen, fir iwwert dat heuten ze schwätzen. Wärend mer nämlech zu Lëtzebuerg jorelaang iwwer Klimaziler geschwat hunn, hunn aner Länner schonn aner ganz konkret Schrëtt ënnerhollt. Wärend mir diskutéiert hunn, sinn eis Betriber awer nach weider ofhängeg gi vu russeschem Gas an net vun erneierbaren Energien. Dës hat an huet katastrophal Konsequenzen – net nëmme fir d'Klima, mee och fir eis ekonomesch Sécherheet.

D'russesch Aggressioun huet eis schounungslos gewisen, wéi naiv eis Energiepolitik war. Mir hu bei Gas a Pétrol einfach jorelaang ze vill op autoritär Regimier gesat, amplat fir eis eegen Energieonofhängegkeet ze suergen an dës opzebauen. Dës huet eis Betriber am Kader vun Ugrëff op d'Ukrain an eng schwéier, jo, penibel Situatioun bruecht, well d'Energiepräisser sinn an d'Luucht gaangen. An dofir stounge mer méi wéi eng Kéier hei, fir déi Energiepräisser iergendwéi erëm anzefänken, wou se fortgelaf sinn.

Dowéinst kann een dës Gesetzesprojet quasi als eng Äntwert op ..., quasi als Vergaangenheitsbewältigung gesinn. Mat 420 Milliounen Euro wëlle mer

dann endlech dat nohuelen, wat scho laang néideg war: eis Industrie vun der fossiller Ofhängegkeet befreien. An dat ass gutt!

D'Handelskummer huet berechtigterweis nämlech och drop higewisen, datt mer méi Flexibilitéit brauchen. Mee dës Flexibilitéit, hätte mer déi net schonn éischter kënne ginn?

Also, ech kucken elo vläicht dee Falschen, well Dir waart jo an der leschter Regierung net an där heiter Responsabilitéit.

(Interruption par M. Lex Delles)

Dir äntwert mer. Dat ass gutt.

Elo, wou d'Energiekris eis op de Buedem vun den Tatsaachen zrëckbruecht huet, mussen mer schnell handelen. Dofir ass et gutt, datt mer hei stinn an iwwert dësse Projet schwätzen. An do hëllef et awer och sécher net, datt mer duerch den EU-Kader bis op d'Enn vum Joer limitéiert sinn. Dofir huet et elo misse séier goen. Dat hutt Der jo alleguerten heibanne scho gesot. Mee u sech misst ee sech d'Fro stellen, ob op europäeschem Plang do net och nach déi nächst Schrëtt schonn nees ugeduecht sinn, well mir maachen elo eppes fir déi nächst sechs Méint nach – an dann?!

An och hei dach komplex bürokratesch Virschrëften. Déi goufen och zum Deel schonn ugeschwat. Et muss een elo net onbedéngt dat heiten, oder zumindest déi EU-Reegelen, an deem heite Kader als eng bürokratesch Vereinfachung beschreiwen.

D'Handwerkskummer huet dofir och op eng batter Realitéit higewisen, net nëmme wat d'Komplexitéit ugeet, mee och, datt bei Émweltprojeten déi kleng a mëttelstännesch Betriber ganz heefeg iwwersi ginn. Während grouss Konzernner sech international reorganiséieren, bleiwen eis PMEën dacks mat steigende Käschte konfrontéiert.

Dofir ass déi zweet Hëllef hei am Gesetz besonnesch ze begrëssen. Et ass Zäit, datt eis PMEën net méi d'Verléierer, mee tatsächlech d'Gewënner vun der Energietransitioun sinn. Mir schwätzen dovunner, datt mer déi europäesch Économie mussen massiv stäerken, se méi onofhängeg vu grousser globale Player maachen. An dofir brauche mer zu Lëtzebuerg an an der EU staark an innovativ Betriber mat héichwäertege Produiten a Servicer, an dat gläichzäiteg mat deem klengstméiglechen ekologesche Foussof-drock!

D'Zukunft vun eisem Land, d'Aarbechtsplaze vu muer an d'Liewensqualitéit vun eisen zukünftege Generatiounen stinn dobäi um Spill. Et ass héich Zäit, aktiv ze ginn! Ech hoffe jiddefalls, datt vill Betriber hei am Land vun dësem Projet profitéiere kënnen, datt se trotz deene kuerzen Delaïen d'Hëllefelo séier ufroen an datt se dann och séier debourséiert ginn, fir datt d'Suen do ukommen, wou se tatsächlech gebraucht ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Domat wär dann d'Lescht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

Da géif ech der Regierung d'Wuert ginn. Här Minister fir Wirtschaft an Energie.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech, fir unzefänken, de komplette Rapport nach eng Kéier hei luewen, well en am Fong evitéiert, dass ech nach eng Kéier muss an all eenzelen Detail goen.

Ech mengen, et ass Iech net vun iwwerall nogelauschtert ginn, Madamm Rapportrice, wou Der et gesot hutt, well besonnesch dee Punkt vun de PMEën ass jo hei nach eng Kéier erkläert ginn ..., dass eebe grad dat do nach eng Kéier hei virgesot ginn ass...

(Interruption)

... an dass och, nach eng Kéier, iwwert déi lescht Joren och – an dofir kommen ech direkt op déi dote Remark zrëck – grad eebe fir d'PMEën eng Politick gemaach ginn ass, dass se kënne matfuere.

Op déi Fro, déi Der gestallt hutt, wéi et weidergeet, huet Är Nopesch Iech scho geäntwert. Dat ass nämlech de CISAF, un deem mer amgaange sinn ze schaffen op europäeschem Niveau. Et ass net schlëmm, dass Der dat net wësst. Mee ech mengen, dass et awer ganz wichteg ass, dass eeben och nei Outile kommen, fir den TCTF ze ersetzen. Dofir de CISAF, un deem mer amgaange sinn ze schaffen. A fir och do op déi Fro ze äntweren: Et ass eebe grad de Punkt, wou mer müssen och nach weiderhin eis Betriber ënnerstëtzen, fir se kënnen an der Dekarbonisatioun weiderzekeréien.

All déi Investissementer – den Här Fayot huet se ugeschwat –, déi iwwert déi lescht Jore gemaach gi sinn, bréngen mat sech, dass d'Betriber och hei zu Lëtzebuerg bleiwen. Wa mer kucken, ouni en Numm ze nennen, mee e ganz grousser Glasproduzent hei zu Lëtzebuerg, mengen ech, géif an Zäite vun der Onsécherheet, wéi se haut sinn, wou een net weess, éischens emol ekonomesch ..., wou awer verschidden Diskussiounen sinn, zweetens, wou sech verschidde Froe gestallt ginn, wou d'Präisser higinn, wéi d'Marché weiderginn, wéi d'Importer, d'Exporter kënne sinn, weess ech net, ob déi Investissementer nach eng Kéier géifen hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn.

A grad dofir ass et wichteg, dass héich Investissementer an d'Dekarbonisatioun hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn, fir dass mer och nohaltegen Industriestanduert hei zu Lëtzebuerg hunn, wou ech awer ganz zouversichtlech sinn, well mer och eng Ëmfro gemaach hu bei deene verschiddene Betriber iwwert déi verschidden Acteuren, fir ze kucken, ob d'Bereetschaft do wier.

A jo, fir op déi Fro ze äntweren: Ronn 6,5 % vun de gesamten CO₂-Emissiounen vun der Industrie kënne mat dem Artikel 4 hei am Fong reduzéiert ginn, fir dass mer och weiderkommen, souwuel bei de CAPEX-Aidé wéi bei den OPEX-Aiden, fir d'Betriber doranner ënnerstëtzen ze kënnen.

Ech loosse et awer hei net duerchgoen, dass gesot gëtt, dass déi lescht Regierung oder déi Regierung do virdrun oder déi do virdu sech net engagéiert huet derfir. Dat loosse ech definitiv net gëllen, well ech weess nämlech, dass Verschiddener ëmmer erëm gesot hunn hei, dass et vill ze wäit geet. Do waart Dir och mat derbäi. Ech erënnere mech ganz gutt dorun. Ech mengen nämlech, dass déi heite Regierung grad esou wéi déi viregt Regierung éischens emol zu de PNEC-Ziler steet. 2024 sinn nach eng Kéier d'PNEC-Ziler confirméiert gi fir d'erneierbar Energien, a fir CO₂-Reduktiounen ze maachen.

Et ass wichteg, dass mer de Betriber genau do déi Hëllefstellung ginn, dass se kënnen elektrifizéieren. An ech kommen och direkt op d'Fro: Et geet hei ëm d'Elektrifizéierung, 40 % Reduktiounen vun den CO₂-Emissiounen, déi ee muss hunn. D'Fro, wéi een Elektresch, stellt sech net, mee ech schlësse mech awer komplett de Wiederer, déi hei vun der grénger Fraktioun komm sinn, vun der Madamm Welfring, fir ze soen, dass den Nuklear am Fong déi deierst Energie ass.

A wa mer hei, als Lëtzebuerg, als Europa, gäre wëlle méi onofhängeg gi vun Decisiounen, déi am Ausland geholl ginn, ma da mussen mer méi an déi erneierbar Energien investéieren an da mussen mer och weiderhi kucken, dass mer méi onofhängeg ginn.

Just ee kleng Punkt: De leschte Weekend – et ass vläicht e bëssen inaperçu duerchgaangen – si Froe gestallt ginn, ob net en Deel vum Mier sollt zougemaach ginn am Kader vum Iran-Israel-Krich, deen elo bal op en Enn komm ass. Dat hätt nefast Repercussiounen op d'Präisser vun der Energie a ganz Europa gehat, well nämlech do ..., an et huet ee jo scho gesinn, dass d'Präisser vum Pétrol eropgaange sinn, déi och en direkte Lien zu aneren Energiepräisser hei an Europa hunn.

Do gesäit een also, wéi Decisiounen, déi ausserhalb vun der EU geholl ginn, direkt Repercussiounen op d'Energiepräisser hei zu Lëtzebuerg an an der EU hunn an direkt Repercussiounen op d'Industrie an op den Industriestanduert zu Lëtzebuerg an an Europa hunn.

(Interruption)

A grad dofir, elo kann ee fir oder géint den Elektroauto sinn oder fir oder géint de Bensinn oder den Diesel: Grad aus deenen Iwwerleeungen eraus mussen mer et fäerdegrëngen, dass mer méi onofhängeg vu fossillen Energie ginn, dat souwuel am Verkéier wéi och an der Industrie, fir eebe manner Gas kënnen ze huelen. An dofir ass dee Projet de loi souwuel am Artikel 4 wéi am Artikel 5: dass mer net nëmmen ofhängeg sinn och vu Fotovoltaik, Panneauen, Batterien, Pompe-à-chaleuren, déi aus dem Ausland hei importéiert ginn, mee dass mer déi och hei zu Lëtzebuerg an an der EU kënne produzéieren, fir och do manner ofhängeg ze si vu Liwwerketten zum Beispill.

Mee ech soen awer Merci villmools fir déi ganz breet Zoustëmmung hei. Just eng lescht Fro: De Bilan vun den Aiden, jo, ech mengen, dass dat och ganz wichteg ass. A mir haten an der Kommissioun schonn driwwer geschwat. Mir wäerten, wa mer en Datum fannen, natierlech prett sinn, fir dohinnerzekommen. Wann d'Kommissioun rëfft, komme mer ganz gären. Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Ech gesinn, datt den Här Clement nach wëllt eng ...

M. Sven Clement (Piraten) | E Fait personnel.

M. Claude Wiseler, Président | E Fait personnel.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Ech hunn en net ugeschwat.

M. Sven Clement (Piraten) | Här Minister, Dir hutt mech ugeschwat.

M. Claude Wiseler, Président | Här Clement, kuerz. E Fait personnel ass awer just eng Rektifikatioun vun eppes, wat gesot ginn ass.

M. Sven Clement (Piraten) | De Minister ass entschëllegt, datt e sech vläicht net méi dorun erënnert, mee vun dëser Säit koum déi lescht Joren ëmmer, datt mer net wäit genuch géife goe bei gréngen Energien, datt de PNEC net séier genuch géif erfëllt ginn. Also, sech elo hei hinstellen an ze soen, mir hätte gesot, de PNEC géif ze wäit goen, wat de Minister esou gesot huet, dat ass objektiv falsch. Dat hu mer esou net gesot an deementspriedend wollt ech dat richtegstellen.

Merçi.

M. Claude Wiseler, Président | Déi Rektifikatioun gemaach, gesinn ech elo, datt mer um Schluss vun der Diskussioun ukomm sinn.

(Brouhaha)

Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss.

A mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 8462. Den Text steet am Document parlementaire 8462⁶.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8462 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kuckt wannechgelift nach eng Kéier d'Procuratiounen no, ob jiddwereen ... Voilà! Schluss vum Vott.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dese Projet de loi ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen géint 5 Nee-Stëmmen bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Ricardo Marques), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Stéphanie Weydert), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten (par M. Ben Polidori), Mme Claire Delcourt (par Mme Taina Bofferding), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Franz Fayot), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. 8496 – Projet de loi relatif au financement de la contribution de l'État au mécanisme de financement des énergies renouvelables de l'Union européenne

An da komme mer zum nächste Punkt vum eisem Ordre du jour, an zwar dem Projet de loi 8496 iwwert d'Contributioun fir de Finanzéierungsmechanismus fir d'erneierbar Energië vun der Europäescher Unioun. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Jeff Boonen, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

M. Guy Arendt (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, Här Minister, dese Gesetzesprojet soll der Regierung et erméiglechen, eng Contributioun zum europäesche Finanzéierungsmechanismus fir erneierbar Energien, ofgekierzt REFM, ze maachen. Dëst fir e maximale Montant vun 265 Milliounen Euro iwwert d'Period 2025 bis 2028.

Dës Sue gi genotzt, fir zum Ausbau vun erneierbaren Energië bäizedroen, an dat duerch d'Finanzéierung vum Bau an der Exploitatioun vun den néidegen Infrastrukturen an aneren EU-Memberstaaten. Als Géigeleschtung zu deser finanzieller Contributioun kënnen mir bestëmmt Quantitéite vun der produziéierter erneierbarer Energie an eiser nationaler Statistik kontabiliséiere respektiv dorop iwwerdreien.

Dëst schreift sech och an de Kader vum PNEC an, an deem mir eis d'Zil gesat hunn, bis 2030 eng Part vu 37 % bezüglech den erneierbaren Energien an der finaler Energieconsommation ze erreechen.

Dëst Instrument ass onëmängleech, fir den Ausbau vun der europäescher Kooperatioun am Beräich vun den erneierbaren Energien ze féideren, virun allem dowéinst, well mir e klengt Land sinn an d'Potenzial bei eis um Terrain limitéiert ass.

Lëtzebuerg gouf schonn am Kader vum deem Mechanismus bei der Ausschreiwung zrëckbehalen, fir ee Projet matzefinanzéieren, wou et ëm de Finanzement vu siwe Fotovoltaikprojeten a Finnland geet. Déi éischt Quantitéite sollten 2025 an eisen nationale Statistike kontabiliséiert ginn. Am Joer 2024 huet Lëtzebuerg sech gemellt, fir beim drëtten Appell mat derbäi ze sinn.

D'Gigawattstonne pro Joer kënnen eréischt transferéiert ginn, wann d'Projete fäerdeggestallt gi sinn. Dat kann ofhängeg vun der Technologie mat engem Decalage vun zwee bis dräi Joer sinn.

An deem Sënn, a fir dem Besoin de coopération à moyen terme nozekommen, ass et wichteg, en ugepasste Budget virzugesinn. Lëtzebuerg gesäit vir, sech fir d'Joer 2025 300 Gigawattstonnen a fir all aner Joer bis 2028 souguer 400 Gigawattstonnen unzëeegnen.

D'Depensen, déi am Kader vum REFM virgesi sinn, kënnen op verschidde Projeten opgedeelt ginn a bis 265 Milliounen Euro goen, déi ganz vum Klima- an Energiefong gedeckt ginn.

Déi virgesinnen Investissementer gesinn esou aus: Fir 2025 55 Milliounen Euro, fir 2026 72 Milliounen Euro, fir 2027 70 Milliounen Euro a fir 2028 68 Milliounen Euro. Dat heescht en Total vun 265 Milliounen Euro.

De Käschtepunkt pro Megawattstonn kéint progressiv vu Joer zu Joer erofgoen, falls d'Part vu Projete vun engem Appell zum aneren eropgeet. Dësen Outil baséiert op engem Prozess vu Mise en concurrence, deem déi verschidde Projeten, Technologien oder Pays hôtes betreffe kann.

Aktuell representéiert déi europäesch Kooperatioun déi bëllest Aart a Weis, fir eisen Undeel un erneierbaren Energie an der nationaler Statistik opzebeieren. An, à moyen terme, representéiert den REFM deen Outil, deen am beschten adaptéiert ass, fir weider d'Käschten en lien mat der Kooperatioun erofzesetzen.

D'Wirtschaftskommissioun krut zu deemem Projet zwee Avisen eran. De Staatsrot huet keng Opposition formelle ausgeschwat. Déi Héich Kierperschaft huet op e Feeler bezüglech enger Référence légale opmierksam gemaach, déi mir an der Kommissioun

selbstverständlech verbessert hunn. De Staatsrot huet och nach e puer Remarque vu legistescher Natur gemaach. An déi hu mer och ugehall.

D'Handelskummer ënnersträicht an hirem Avis, dass et, fir d'Kompetitivitéit an d'Souveränitéit vun der Europäescher Unioun ze garantéieren, essenziell ass, dass déi wirtschaftlech Acteure vun enger accessibler, abordabler an dekarboniséierter Energie profitéiere kënnen.

D'Handelskummer ënnersträicht, dass dese Mechanismus ganz pertinent ass, fir den Ausbau vun erneierbaren Energien an der EU ze féideren. Mee, si betount awer och, dass an deem Kontext d'Interkonnexioun vun den energieetesche Reseauen op europäeschem Niveau verbessert muss ginn, fir dass déi Energie, déi an de Pays hôtes generéiert gëtt, och dozou bäidréit, déi energieetesche Autonomie vum Land, dat déi finanziell Kontributioun leescht, ze stäerken.

D'Handelskummer ënnersträicht awer och, dass esouguer wa statistesch Transferten zu der Realisatioun vun de Klimaziler bäidroen, dëst net d'Äntwert ass op d'Erausfuerverderung bezüglech der Sécherheet vum Approvisionnement vun der Energie.

Schlussendlech bedauert d'Handelskummer d'Absence vun enger komparativer Tabell vun de Käschte vun den diverse Produktionsinstrumenter an de statisteschen Transferten, déi mat der erneierbarer Energie zesummenhänken.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an ech ginn den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Arendt villmools merci fir säi schrëftlechen a fir säi mündlechen Rapport a ginn elo dem Här Jeff Boonen als éischtem ageschriwwene Riedner d'Wuert. Här Boonen.

Discussion générale

M. Jeff Boonen (CSV) | Merci, Här President. Mir sinn e klengt Land, den Här Arendt huet et gesot. Mir hunn eng héich Bevëlkerungsdicht, mir hu kee Mier, mir hunn och nach keng Bierger, wou Waasser erofleeft, dat heescht et ass méi schwéier fir e Land wéi eist, déi Ziler fir d'erneierbar Energieproduktioun ze erreechen, wéi vläicht fir verschidden aner Länner.

Elo hu mer verschidde Méiglechkeeten, eis Statistiken opzebeieren. Eng Kéier baue mer selwer d'Energie aus. Dat kéint natierlech hei eise Betriber a Produzenten, déi dat maachen, zegutt. Da kënnen mer kuerzfristeg direkt d'Statistike kafen. Dat ass ëmmer méi deier.

An dann hu mer awer déi Méiglechkeet, déi mer iwwert deen hei Projet de loi schafen, dat heescht Statistiken iwwer EU-Kooperatiounen, wou mer den Ausbau vun erneierbaren Energien an anere Géigende féideren, wou mer eis doriwwer bedeelegen. An dat ass wichteg an och richtig. 265 Milliounen – d'Detailer si genannt ginn – fir iwwer véier Joer.

Wa mir dat hei op europäeschem Niveau uginne, erlaabt dat, dass d'Energie do produziéiert gëtt, wou et Sënn mécht, an zwar wou et effizient ass, déi erneierbar Energien auszebauen. An domat ass dat och déi käschtegënstegst Léisung. 10 bis 13 Euro pro Megawatt kascht eis dann d'Energie.

D'EU mécht den Appell an d'EU suergt och derfir, dass de Matching gemaach gëtt, dass déi Suen dohinner kommen, wou se sënnavoll sinn, a kofinanzéiert dat och nach. Dat, wat een hei wierklech muss

luewen, ass deen europäesche Gedanken, fir dat hei ze maachen, zesummen den Challenge unzegoen. Et ass net ëmmer direkt de Return-on-Investment do, mee ech mengen, wa mer eng méi bëlleg, propper Energie produzéieren, profitéiere mer och dovun. A mir profitéieren natierlech vum bessere Klima, wann d'Temperatur net esou klëmmt, wéi dat virausgesinn ass. An anere Politikberäicher, wou mer zesummeschaffen, zum Beispill an der Agrarpolitik, huet sech dat bestätegt. An et wier ze wënschen, dass mer och an anere Beräicher, wéi zum Beispill der Defense, verschidden Ziler zesummen uginn, fir esou sécherstellen, dass do, wou et Sënn mécht, d'Suen investéiert ginn.

An deem hei Fall ass d'europäesch Zesummenaarbecht d'Léisung an dofir ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Boonen. Da ginn ech dem Här Georges Engel d'Wuert. Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Merci, Här President. Ech kann et méi kuerz maachen. Ech wollt just op dräi Punkten agoen.

Eis PNEC-Ziler sinn extreem wichteg an och wa se ambitiéis sinn, mussen mer probéieren, se anzehalen. An dat heien ass e Moyaen, fir eis déi Méiglechkeeten ze ginn, fir en ekologeschen an op laang Siicht dann och en ekonomeschen Avantage ze hunn. Dat war mäin éischte Punkt.

Mäin zweete Punkt: Als klengt Land ass et kloer, dass mer den REFM brauchen. Eist Potenzial ass nun eebe limitéiert an ass och ze kleng an duerfir brauche mer dee Finanzmechanismus fir erneierbar Energien hei zu Lëtzebuerg émsou méi. An hei kënnen mer deen nämlech a grouss EU-Projeten investéieren, wat eis eeben erlaabt, eis Ziler ze erreechen. De Mechanismus ass scho ganz gutt vum Rapporteur erkläert ginn.

An den drëtten Punkt ass deen, dass mer 265 Milliounen hei op véier Joer wäerten investéieren. Dat si vill Suen, mee déi bréngen och eppes. Déi Zesummenaarbecht mécht och Sënn, well och de Stroumreseau jo länneriwwergräifend ass. An duerfir mécht och eng Kollaboratioun op EU-Niveau Sënn. Déi Suen, déi sollen dann aus dem Klima- an Energiefong kommen. Dat ass och gutt esou. Duerfir ass e jo och zur Hallschent do. An déi aner Hallschent, déi ass do, fir deenen et ze erméiglechen, déi Schwierigkeeten hu bei der Transition énergétique. An duerfir soll déi aner Hallschent dann och gebraucht ginn.

Déi eng fir gutt Investissementen an déi aner Hallschent, fir deene Leit ze hëllefen, fir iwwert déi Transition énergétique do ewechzekommen, an net, wéi hei schonn op der Tribün ugedeit gouf, fir aner Stoussrichtungen.

Ech soen Iech Merci. Ech ginn awer och heimadder dann den Accord vun der LSAP.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Härn Deputéiert, ech hat als Éischt gemengt, dass Lëtzebuerg a Solar- a Windanlagen investéiere géif, wou des am effizientste sinn, wou Kapital feelt, fir profitabel Anlagen ze bauen. Mir géifen domat och Proprietär vun der Anlag ginn oder op d'mannst de Prêt zeréckbezuelen kréie mat Zënsen.

Mee dat ass guer net, wat passéiert am éischten Projet mat Finnland am EU-Kader REFM, also „Renewable Energy Financing Mechanism“. Mir als Lëtzebuerg hu Finnland 40 Milliounen Euro geschenkt,

fir siwe grouss Solaranlagen ze bauen. Mir sinn net Proprietär, obwuel mir de Gros vun de Konstruktionskäschte bezuelen hunn. Mir kréien och kee gratis Stroum geliwwert vun dësen Anlagen, och well déi méi wéi 2.000 Kilometer ewech vu Lëtzebuerg sinn. A mir kréien och keng Sue vum Verkauf vum Stroum um finnesche Marché. Mir kréien et haut vun der EU just erlaabt, dës Elektrizitätsproduktioun op eisen CO₂-Konto ze setzen, fir dass mir eist Zil vu 37 % erneierbar Energien am Joer 2030 erreeche kënnen. Dobäi kënnt natierlech och nach, dass Finnland elo net wierklech e Paradis fir Solarenergie ass an nëmmen esou vill Rendement wéi Lëtzebuerg Solarenergieanlagen huet. Als Resümee: Außer Spesen nix gewesen.

An elo freet d'Regierung, dass mir net nëmme 40 Milliounen Euro verschenken, mee bis 2028 265 Milliounen Euro vum Steierzueler huelen an déi verschenken. Déi 265 Milliounen vu Lëtzebuerg Bierger ginn also net zu Lëtzebuerg ausginn. Et gi keng Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg geschaf, mee a Finnland an an anere Länner. Dat ass fir eis als ADR e puere Windowdressing an eiser Energiebilanz, méi net.

Wéi an all mengen anere Riede sinn ech, an och d'ADR, skeptesch, dass eng Energiewend mat erneierbaren Energien am Moment ouni technologeschen Duerchbroch realistesch ass, mee se ass schiedlech fir d'Wirtschaft an d'Leit.

D'Solar- a Wandenergieproduktioun fluktuéiert extreem staark: entweder null bei enger Dunkelflaute oder vill ze vill bei vill Wand a Sonn. D'Dunkelflaute kënnen net iwwerbréckt gi mat de Batterien am Moment, Waasserstoff ass ineffizient a mir brauche fossill an nuklear Energie, fir eng Grondlaascht ze garantéieren. An ze vill Solar- a Wandstroum ass och problematesch, well de Stroum net konsuméiert ka ginn, och well d'Stroumstroossen an industriell Regiounen net do sinn oder net effizient genuch sinn. Doduerch ginn d'Netzer destabiliséiert, wéi et a Spuenie passéiert ass. Mir missten Honnerte vu Milliarden investéieren a ganz Europa, fir d'Netzer stabil ze maachen.

Mir brauchen endlech eng méi rational a pragmatesch Energiepolitik, wou all Energieform soll consideréiert ginn a wou mir op en technologeschen Duerchbroch (veuillez lire: technologeschen Duerchbroch bei den Erneierbare) waarde mussen. Den REFM-Kader ass Deel vum Green Deal, enger verfeelter Energie- a Wirtschaftspolitik vun der EU, mee och den REFM selwer bréngt vill méi Bürokratie mat sech, ass wirtschaftlech ongerecht a berout op enger fräiwëlleger Participatioun.

Mir sinn déi Éischt, déi dropgespronge sinn, a mir hu Milliounen verschenkt. Dat maache mir als ADR net mat an ech garantéieren Iech, déi meescht Bierger op der Strooss och net. An och vill aner Länner maachen dat och net. an duerfir stëmme mir dergéint.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. An dann huet d'Madamm Joëlle Welfring d'Wuert. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Och dësse Projet de loi wäerte mer matstëmme, well et och e wichtige Bausteen ass vun der Transitioun. Eng Transitioun ass eppes, wat mühsam ass, wat vill Sue kascht a wat lues virageet. Ze lues an den Ae vu ville Leit, mee et ass och schonn immens vill geschafft ginn.

Mir sinn europawäit sou wäit, wéi mer nach ni waren. Och an der Produktioun vun erneierbaren Energien. Dat gëtt Hoffnung. Dat heescht awer och, dass et net

duergeet, op e Knäppchen ze drécken, mee dass nach vill Aarbecht virun eis ass. An dat heiten ass definitiv e wichtige Schrëtt an déi richteg Richtung.

Dat wat ech an der Kommissioun heizou och gesot hat a wat ech elo nach eng Kéier wéilt widderhuelen, ass, dass et mech géing interesséieren, wéi an Zukunft och eventuell Lëtzebuergesch Betriber kéinte méi staark agebonne ginn an déi heite Projeten.

Et ass mer bewosst, dass mer hei vu ganz aneren Envergurë schwätzen, vu groussen Projeten, wou net all Lëtzebuergesch Betriber ka matmaachen. An awer kéint ee sech vläicht virstellen, a bestëmmte Konsortie do kënnen matzewirken, an ech wollt froen, wéi d'Regierung hei virgeet, fir dat eventuell an Zukunft méi ze stäerken. An dann och – dat, ech mengen, geet och e bëssen aus dem EU-Text ervir, dee jo wënscht, dass nach eng besser Koordinatioun tëschent de Länner, souguer de Regiounen, och op lokalem Level soll gemaach ginn –, wéi sech hei nach vläicht d'Retombéien, net nëmmen ekonomescher, mee och an Termes vu Knowhow, kéinte positiv op Lëtzebuerg auswirken a wat d'Regierung mécht, fir dat wierklech vläicht nach besser ze sécheren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. An dann huet den Här Sven Clement d'Wuert. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Dësse Projet hëlleft also, den europäesche Finanzierungsmechanismus fir erneierbar Energien ze finanzéieren, respektiv dozou ze contribuéieren.

Ech erspueren Iech elo nach eng Kéier all déi Ofkierzungen an déi Buschtawenzalot, well ech mengen, dass dat weeder dobaussen nach heibanne wierklech fir e bessert Versteedsdemech vum Dossier suergt.

Une voix | Très bien!

(Interruption)

M. Sven Clement (Piraten) | Mee fänke mer awer mat e puer Saachen zum Dossier konkret un.

Als éischt d'wirtschaftlech Effizienz, déi ugeschwat gouf: Mat geschätzte Käschte vun 10 bis 13 Euro pro Megawattstonn representéiert dës Mechanismus de bëllegste Wee fir Lëtzebuerg, fir seng Ziler bei den erneierbaren Energien ze erreechen. Traditionell Installatiounen, wéi zum Beispill Wandrieder, sinn hei am Land dätlich méi deier. Dobäi kommen dann och nach, nieft geografesche Viraussetzungen, zum Beispill och nach eng ganz Rei un aneren Hierden.

Dës Initiativ passt dofir awer och an den europäesche Kader, fir de Klimawandel gemeinsam ze bekämpfen, andeems mer Ressourcen iwwert d'Grenzen ewech zesummeleeën. Dowéinst ass dësse Projet och en Ausdrock vun enger strateegescher Noutwendegkeet. Ech war virdrun e bësse méi haart mat der Regierung an d'Gebiet gaangen, wat dat heiten ugeet, mee dat heiten ass genau dat europäescht Zesummeschaffen, wat ech virdru bemängelt hunn.

A wa mer – an do sinn ech kohärent mat deem, wat ech virdrun och nach als Fait personnel gesot hunn – déi am PNEC definéiert Ziler esou séier wéi méiglech wëllen erreechen, da mussen mer op europäeschem Plang mat anere Länner zesummeschaffen. Mir dierfen dobäi awer och net eng fundamental Schwächt vun dëser Approche vergiessen.

Mir dierfen opgrond vun dësem Projet zum Beispill net der Illusioun vun der Energiesécherheet verfallen. Och wa mer heiderch a Statistiken iwwer erneierbar Energie gewësse Fortschritter ugerechent kréien, kréie mer mam Finanzement vun esou Projeten

trotzdeem keng richtig Energiesécherheet hei zu Lëtzebuerg.

Wéi d'Handelskummer richtig bemierkt huet: Statistesch Transferte contribuëieren zwar zu de Klimaziler, maachen awer näischt fir d'Versuerungssécherheet. Dowéinst fuerdere mer, sou wéi mer dat och an der Vergaangenheet gemaach hunn, datt och weiderhin an och an Zukunft massiv an erneierbar Energien hei am Land investéiert soll ginn.

Eist Zil sollt sinn, sou vill wéi méiglech erneierbar Energie selwer hierzustellen an esou mann wéi méiglech Energie aus dem Ausland ze importéieren oder positiv Statistiken duerch d'Finanzéiere vu Projeten am Ausland ze kafen.

Dëse Projet representéiert fir eis dohier op der enger Säit eng noutwendeg Äntwert op d'Erausfuerderung vun den erneierbaren Energien, ouni op der anerer Säit awer e Fräifaartsschäi fir manner eegen Efforten ze sinn. An dofir gi mer eisen Accord. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Wirtschaftsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass scho vun de Virriedner gesot ginn an och vum Rapporteur, vum Här Arendt, dass et e wichtege Projet ass, fir eebe grad en drëtt Standbeen ze hunn.

Éischstens emol hu mer den Ausbau vun den erneierbaren Energien hei zu Lëtzebuerg kloer am Bléck. Mir hunn et an de PNEC-Ziler, mir hunn et am Gesetz, fir 2050 d'Klimaneutralitéit kënnen ze hunn, fir eebe och do an den erneierbaren Energie weiderzkommen.

Net méi spéit wéi d'lescht Joer sinn iwwer 8.000 Solaranlagen hei zu Lëtzebuerg gebaut ginn, wat wierklech e Rekord ass, sou dass mer do amgaange sinn.

Mir hunn den ESE (ndlr: Mesürepak „Einfach – Séier – Erneierbar“), fir méi séier erneierbar Energie kënnen ëmzesetzen. Mir hunn eis ronderëm den Dësch gesat mat alleguerten den Acteuren, fir zu Lëtzebuerg méi séier weiderzkommen am Ausbau vun den erneierbaren Energien, souwuel am Solar- wéi an der Wandenergie, wou awer eng Panoplie vu Mesürene rauskomm sinn, fir kënnen méi séier och zu Lëtzebuerg, an och op anere Plazen, mam PV a mat de Wandanlage virunzkommen, well et wichtege ass, dass mer méi onofhängeg gi vun Dësciounen – an ech hat et virdru gesot –, déi am Ausland geholl gi sinn.

Dat zweet Standbee sinn einfach nëmmen déi normal statistesch Transferten, déi mer kënnen kafen. Do hu mer en Accord mat Dänemark. Et war eng Period 2021–2025 an eng Keier 2025–2028, fir statistesch Transferte kënnen ze huelen.

An deen drëtte Mechanismus ass deen, iwwert dee mer haut schwätzen: de Mechanismus, fir déi erneierbar Energie kënnen da matzehuelen, fir och net d'Ofkierzungen hei ze huelen, wou et wichtege ass, dass mer eebe och do kënnen an der EU den Developpement vun den erneierbaren Energie weiderbréngen.

Et sinn eng Panoplie vu Projeten, déi ugeschwat gi sinn. Et geet hei am Kader vum Fit for 55 a vum REPowerEU, wou et eebe grad drëm geet, dass mer déi strateegesch Autonomie an der EU kënnen

hikréien an och do Engagementer hunn, wou et vläicht méi sënnavoll a méi einfach ass.

Lëtzebuerg ass Member an der North Seas Alliance (veuillez lire: North Seas Energy Cooperation), wou et eebe grad drëm geet, erneierbar Energien an der Nordséi kënnen ze developpéieren. Et gëtt ëmmer erëm gesot: „Firwat ass Lëtzebuerg dann do Member? Mir hu keen Accès zum Mier.“ Dat ass richtig, mee mir hunn awer eng gemeinsam Gebittszon mat Däitschland, wou eebe grad Däitschland och Nordséi huet, a wou et wichtege ass, dass mer och do kënnen a Projeten investéieren, an dofir déi Investissementer. D'Montante si vum Rapporteur gesot ginn. Dat sinn alles Maximalmontanten.

Wat mer hei zu Lëtzebuerg méi séier weiderkomme mat den erneierbaren Energien, wat mer manner statistesch Transferten iwwert dee Mechanismus hei müssen derbäikafen. Mee et geet dorëm, dass mer och déi Projeten, an dat ass, fir op eng Fro ze äntweren – elo si mer a Projeten a Finnland ënnerwee, et waren der an Estland an a Litauen –, méi no u Lëtzebuerg kréien, fir dass mer eebe och direkt kënnen vun där Energie profitéieren.

Jo, lëtzebuergesch Entreprises, dat ass eng Saach, déi mer um Radar hunn, fir ze kucken, wéi een Entreprise mat erabrénge kann. Mir hu verschidden Entreprises, déi aktiv sinn. Zum Beispill gëtt et eng Entreprise, déi mat Schëffer Inseln opbaut. Dat ass zum Beispill eng Entreprise, déi doranner aktiv ass, Schëffer, déi ënner lëtzebuergeschem Pavillon fueren ..., fir eebe grad do och esou Entreprises matzehuelen.

Mee dat éischt Zil muss et sinn, dass mer éischstens emol als Europa méi onofhängeg gi vu fossilen Energien, déi mer aus dem Ausland kréien. Dat zweet Zil muss sinn, dass mer als Lëtzebuerg esou séier wéi méiglech eis PNEC-Ziler an eis Ziler fir 2050 erreichen. An dat drëtt ass de Volet, dass mer eebe jiddwereen doran ënnerstëtzen, dass mer gemeinsam als EU weiderkommen. Dir gesitt also, déi dräi Ziler sinn an deem Projet hei gebündelt.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Mir kéimen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8496. Den Text steet am Document parlementaire 8496³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8496 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Huet jiddweree seng Procuratione matgeholl? Kënnst Der nach eng Keier kucken, wannechgelift? Voilà. Merci. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 55, Nee: 5, keng Abstentiuoun. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Nee-Stëmmen a kenger Abstentiuoun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Charles Weiler), Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gérard

Schockmel), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par Mme Barbara Agostino), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt (par M. Ben Polidori), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Franz Fayot), Georges Engel (par Mme Francine Closener), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. 8518 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer l'acquisition, l'hébergement et l'exploitation d'un supercalculateur optimisé pour l'intelligence artificielle ainsi que l'exploitation d'une « AI Factory » associée

Als nächste Punkt op eisem Ordre du jour steet de Projet de loi 8518 iwwert de Kaf, den Hosting an d'Exploitioun vun engem KI-Superrechner. D'Riedezeit ass erëm nom Basismodell festgeluecht an et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Diane Adehm, den Här Ben Polidori, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

M. André Bauler (DP), rapporteur | Här President, léif alleguer, ob et eis elo gefällt oder net: Déi Kënschtlech Intelligenz spillt eng ëmmer méi grouss Roll an eiser Gesellschaft, an der Verdeedegung a besonnesch natierlech och an eiser Économie. Lëtzebuerg dierf op dësem Feld schonn eleng aus Attraktivitéitsgrënn den Uschloss net verpassen, an et ass an dëse Kader, wou sech den neie Superrechner aschreift, de MeluXina-AI, an déi domat verbonnen AI Factory.

Net méi spéit wéi de leschte September huet d'EuroHPC, déi sougenannt Entreprise commune pour le calcul à haute performance européen, en Appel d'intérêt lancéiert, fir op Basis vu Kënschtlecher Intelligenz spezialiséiert Supercomputeren am Kader vun engem Réseau vun AI-Factoryen – „au pluriel“ also – innerhalb vun Europa opzebauen.

Lëtzebuerg huet am Hierscht, am Oktober, iwwert den Intermediaire vu LuxProvide seng Kandidatur agereecht an ass am Dezember 2024 zréckbehalde ginn, fir de Superrechner MeluXina-AI an déi associéiert, déi domat verbonne Fabrick, d'AI-Fabrick, ze hosten, also ze hebergéieren, fir dat op nobelem Lëtzebuergesch ze soen.

Dëst ass natierlech e wichtege strateegesche Schrëtt fir Lëtzebuerg, well et jo hei drës geet, fir sech am Beräich vun der Kënschtlecher Intelligenz op

europäescher Bün als ee vun de Virreider ze positionéieren. Wéi scho betount: Mir kéinten eis et wierklech net leeschten, op deem Gebitt, op deem Terrain den Uschloss ze verpassen. Dat wier fatal, well mer domat ënner anerem riskéiere géifen, d'Wettbewerbsfäegkeet vun eisem Standuert, deem ëmmer méi innovatiounsfäeg ginn ass an de leschte Joren an och natierlech zukunftsorientéiert ass a war, a Fro ze stellen.

Virun e puer Wochen huet d'Regierung déi ambitiéis national Strategien am Beräich vun der KI, den Daten an de Quante virgestallt. Et geet dorëms, eis Wirtschaft ze diversifizéieren, méi kompetitiv ze gestalten a fir wirtschaftlech Retombéëen ze sécheren. Dëst wäert och déi lokal Expertis stäerken, d'Kompetitivitéit vun eise Betriber op internationaler Bün virundreiwen, wéi och d'Attraktivitéit vum Land am Beräich vun der Innovatioun ënnersträichen.

Duerch dësen Text kritt Lëtzebuerg eng gewësse Souveränitéit, wann et ëm de Calcul de haute performance geet. D'Souveränitéit dréit derzou bii, eis Autonomie bei der Gestiou vun den Date vun den Acteuren, déi bei eis um Terrain present sinn, ze garantéieren.

De MeluXina-AI wäert op deenen zwee Sitte vu LuxConnect zu Biissen an zu Beetebuerg hebergéiert ginn, während d'Aktivitéite vun der AI Factory haaptsächlech um Belval stattfanne wäerten. LuxProvide als Operateur vun der Infrastruktur vum MeluXina a vum Quantecomputer MeluXina-Q wäert sech och ëm d'Infrastruktur vum MeluXina-AI këmmen. Luxinnovation soll d'Koordinatioun vun de Servicere an den Aktivitéite vun der AI Factory am nationalen Ökosystem vun der Kënschtlecher Intelligenz sécherstellen.

All AI Factory wäert, jo, wéi e Guichet unique, e sougenannten „One-Stop-Shop“, funktionéieren, deem dozou bestëmmt ass, souwuel private wéi och effentlechen Acteuren ze dengen. Am Fokus stinn awer virun allem d'Startuppen, déi kleng a mëttelgrouss Betriber, d'PMEen, aus de Memberstaaten, déi zum Réseau vum EuroHPC gehéieren.

Fir déi sektoriell Expertis bäizebehalen, konzentréiert sech all AI Factory op eng begrenzten Unzuel u prioritäre Secteuren.

Fir d'Synergien tëschent de verschiddenen AI-Factorien ze optimiséieren, wäerten dës zesummeschaffen, fir d'Interaktiounen ze vereinfachen an d'Wëssen tëscht de verschiddenen Experte vun der Kënschtlecher Intelligenz an Europa ze deelen. Lëtzebuerg huet sech entscheet, a véier Secteuren aktiv ze ginn, sech do ze spezialiséieren. Dës wieren: de Space – iwwert dee mer jo nach wäerten herno schwätzen –, déi gréng Ekonomie, d'Cybersécherheet an d'Finanzen.

Ech gesinn, den Här Minister wénkt mam Kapp. Dann ass et jo richtig, oder da wäert et wuel richtig sinn.

Beim Text, dee mer haut hei stëmme sollen, handelt et sech also ëm d'Finanzéierungsgesetz fir d'Exploitatioun vun enger nationaler AI Factory, wéi och fir d'Uschafung, den Hebergement an d'Exploitatioun vun engem Supercomputer, deem op AI-Applikatiounen spezialiséiert ass.

Dës Strukture wäerte Servicere offréieren, fir d'Entwécklung vun enger sougenannter „eethescher AI“ auszebauen, déi déi europäesch Wäerter a fundamental Rechter vun der Europäescher Unioun respektéiert.

Wat déi finanziell Elementer ugeet, kann ee soen, dass een Investissement vun insgesamt 112 Milliounen Euro fir de Projet MeluXina-AI gebraucht gëtt. Konkreet sinn dat 80 Milliounen Euro fir de

KI-optimiséierte Supercomputer. Dës Käschte ginn zu 50 % vun EuroHPC gedroen. Dobäi kommen 32 Milliounen Euro fir operationell Käschten, déi iwwer fënnf Joer verdeelt sinn. Heivunner soll méi wéi d'Hallschent d'Frais fir d'Killen an de Besoin un Energie decken. D'Hallschent vun dese Käschte gëtt och vun EuroHPX gedroen.

D'Fonctionnementkäschte fir d'AI Factory ginn op 14 Milliounen Euro iwwer dräi Joer geschat. D'Hallschent heivunner iwwerhëlt och erëm EuroHPC.

Ech hat virdrun „X“ gesot. Pardon, et ass en C, e grouschen C. C majuscule.

Da leet Luxinnovation zousätzlech nach 3 Milliounen Euro u Fonds propres derbäi.

Esou läit de gesamten Investissement bei 126 Milliounen Euro, déi d'Europäesch Unioun a Luxinnovation zum Deel matfinanzéieren. Dovu sollen 63 Milliounen Euro (veuillez lire: 60 Milliounen Euro) vun eisem Staatsbudget gedroe ginn.

Här President, d'Wirtschaftskommissioun krut zu deem Projet zwee Avisen eran.

De Staatsrot huet keng Opposition formelle ausgeschwat. Déi héich Kierperschaft huet just nach eng Kéier ënnerstrach, dass den EuroHPC fir eng Period vu fënnf Joer deen eenzege Proprietär vu MeluXina-AI bleiwe wäert, iert en dann definitiv u LuxProvide SA transferéiert gëtt.

D'Handelskummer huet an hirem Avis hir Ënnerstëtzung fir dese Projet ausgeschwat. Si schätzt dese Schratt als entscheidend an, fir de Lëtzebuergeschen AI-Ökosystem ze stäerken an d'Land als europäesche Leader ze positionéieren.

D'Chambre de Commerce ënnersträicht, dass si et als ganz pertinent ugesäit, déi verschidden Institutiounen a Lëtzebuergesch Experten aus dem Beräich vun der Kënschtlecher Intelligenz ze federéieren. Mee se weist op de Besoin hin, eng gemeinsam strateegesch Visioun opzestellen an och prezis d'Roll an d'Responsabilitéit vun all implizéiertem Acteur ze definéieren.

D'Handelskummer bedauert, dass, complémentaire zu de véier definéierte prioritäre Beräicher, déi ech virdrunner genannt hunn, d'Santé an d'Verdeedegung an deem Kader net als strateegesch Secteuren definéiert gi sinn. Weiderhin ënnersträicht och d'Handelskummer, dass et duerch déi wuessend Aktivitéite vun der Kënschtlecher Intelligenz och wichteg ass, den Approvisionnement mat enger zouverlässeger, dekarboniséierter a kompetitiver Elektrizitéit ze garantéieren.

Vu dass déi europäesch Kontributioun vu 50 % zum Kofinanzement zäitweileng, also temporaire ass, recommandéiert d'Handelskummer, am Staatsbudget déi néideg Mëttel virzugesinn, fir d'Perennitéit vun deem Projet ze garantéieren, an dëst virun allem ab dem Joer 2028 fir d'AI Factory an ab 2031 fir de MeluXina-AI.

Fir weider Detailer verweisen ech natierlech gär op mäi schrëftleche Rapport a ginn och schonn direkt den Accord vu menger Fraktioun zu deem zukunftsweisende Projet. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler, fir Äre schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Den éischten ageschriwwene Riedner, oder Riednerin an deem Fall, ass d'Madamm Diane Adehm. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, d'CSV-Fraktioun begréisst

d'Uschafe vun engem weidere Supercomputer, dem MeluXina-AI, mat der spezifescher Uwendung fir d'Kënschtlecher Intelligenz. Dozou gehéiert d'AI Factory, déi essenziell ass, fir d'Entwécklung vun der KI ze begleeden a sécherzestellen, dass och eis Wäerter vun Eethik respektéiert ginn. Des Weideren ass et wichteg, dass de MeluXina-AI, genee wéi de MeluXina, en Deel vum europäeschen Netz vu Supercomputeren ass ënnert der Leedung vum EuroHPC an dass déi eenzel AI Factories complémentaire zesummeschaffen. Dëst erhéicht d'Performance vun der KI an evitéiert Doublonen. Mat dem Gesetzesprojet vun haut stärke mir ausserdeem d'Gouvernance a bündelen d'Efforte vun eisen nationalen Acteuren am KI-Beräich ënnert der Regie vu Luxinnovation.

Här President, dese Gesetzesprojet ass e wichtige Bausteen aus der KI-Strategie vun deser Regierung. An deem nammlechte Kontext begrësse mir, dass d'Regierung de 17. Juni eng Partnerschaft mat Mistral AI ënnerschréiwven huet, der europäescher Startup, där en enormt Potenzial zougesot gëtt fir d'Entwécklung vun enger performanter europäescher KI.

Mistral AI huet sech engagéiert, eng Presenz zu Lëtzebuerg opzebauen. Dëst ass eng gutt Nouvelle fir eise KI-Standuert a fir d'Diversifizéierung vun eiser Wirtschaft. Och mat Hëllef vun der Nexus-Konferenz hu mir eis als e Player am Beräich vun der Technologie an der KI positionéiert. Dank deem Gesetzesprojet schafe mir och déi néideg Infrastruktur a glidderen eis an dat europäescht Netzwerck an, an deem eng performant europäesch KI entstoe soll. Mir stäerken also eis europäesch Souveränitéit am Tech-Beräich.

Voilà. Domadder ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci der Madamm Adehm. An dann huet den Här Ben Polidori d'Wuert. Här Polidori.

M. Ben Polidori (LSAP) | Merci, Här President. D'Zukunft vun eiser Wirtschaft an och eisem Wëssenschaftsstanduert wäert sech ëmmer méi op digital Infrastrukture stäipen. Et muss ee soen, dass mer mat deem Projet och de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg stärke wäerten. Mir wäerten domadder och e weidert Standbee schafen. Niewent vläicht enger Finanzplaz, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, wäerte mer och mat esou engem Projet wéi deem heiten och um internationale Marché d'Land méi bekannt maachen. Dat ass och wichteg an dat ass och gutt esou.

Ausserdeem ass et natierlech och eng Weiderféierung vun der leschter Regierung, wou och schonn e MeluXina-Supercomputer en place war, deem net spezifesch fir AI do war. Dowéinst ass dat heiten en Ausbau dovunner. Dat kënn mir als LSAP natierlech just begrëssen.

An zum Schluss muss een natierlech och nach soen: Wann d'Regierung och wéi hei elo mol eng Kéier gutt Initiativen ergräift, da solle mer déi och ënnerstëtzen a se och eng Kéier luewen.

Domadder ginn ech dann och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. An dann huet den Här Tom Weidig d'Wuert. Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Härren, d'ADR ass fir de Fortschrëtt, awer nëmme wann et och wierklech Fortschrëtt ass. Vill vun eise Membere si begeeschtert vun der neier AI-Technologie a si benotze se reegelméisseg, wéi zum

Beispill ChatGPT. Mir hu souguer Leit an eise Reien, déi scho virun 20 Joer mat neuronalen Netzwierker geschafft hunn. Eng verbessert Versioun vun deenen neuronalen Netzwierker ass elo de Kär vun der technologescher Revolutioun, déi bekannt ginn ass ënner „AI“, also Artificial Intelligence.

Déi nei (veuillez lire: nei neural) Netzwierker hunn en Impact a ganz ville Gebidder, fir mathematesch Gläichungen an Optiméierung méi séier, méi genau an iwwerhaapt ze léisen.

Zemoos an der Biologie sinn enorm Fortschréttler gemaach ginn. De Problem vum Protein Coding ass elo geléist. A Minutte kann ee soen, wat fir eng dräidimensional Proteinmoleküll eng Zell baut aus enger bestëmmter RNA-Moleküll. Virdru waren dofir zwee bis dräi Joer haart Aarbecht néideg. Doduerch, mee och duerch d'Musterkennung, zum Beispill bei Scannerbiller fir Kriibs, wäert eng Revolutioun an der Medezinn kommen a wäerte Medikamenter méi séier entwéckelt kënne ginn.

Mee wat nach méi revolutionär ass, sinn déi LLMs, also Large Language Models, wéi ChatGPT oder Grok. Dës erlaben eis, ganz séier dat ganz Wesse vun der Mënschheet ofzeruffen an et erspuert eis vill Recherchen.

En anere Volet ass natierlech d'„generative AI“, also d'Méiglechkeet, séier realistesch oder net esou realistesch Spiller a Videoen ze maachen.

Déi nei AI-Tools wäerten eis Gesellschaft esou verännere, wéi och den Internet, de Computer, den Telefon, d'Industrialiséierung an d'Druckerpress dat gemaach hunn. Mir als Lëtzebuerg mussen do natierlech derbäi sinn. An duerfir ass dës Initiativ eng ganz gutt Saach!

Fir AI-Algorithmen ze trainéieren oder lafen ze loossen, brauch ee séier Computeren. Dat kann ee mat den traditionelle Supercomputeren net maachen, well déi si baséiert op CPUs, also Central Processing Units, a sinn net gutt, fir vill einfach Rechnungen zur selwechter Zäit ze maachen. Dofir brauch een en GPU (ndlr: Graphics Processing Unit), wat en Normalbürger ënnert enger Grafikaart kennt. D'Grafikaarte kënne séier vill Rechnungen zur selwechter Zäit maachen. Si kënnen enorm Date parallel geréieren a se sinn optiméiert, fir Rechnungen mat Matrizen ze maachen.

Duerfir begrësse mir ausdrécklech dës Initiativ vun der Regierung a vum Minister Delles, an déi néideg Hardware-Infrastruktur, e Supercomputer aus Grafikaarte mam Numm MeluXina-AI, ze investéieren. Et mécht och Sënn, d'Konzept vun der AI Factory, also der Industrialiséierung vum Training an dem Notze vun AI-Algorithmen, ze implementéieren, fir déi nei Hardware, also de Supercomputer MeluXina-AI, optimal ze notzen.

Doduerch kréien eis Fuerscher an Entrepenen eng weider Optioun, fir sech an deem Domän weiterzuentwéckelen. Souguer wa mir de Supercomputer net voll auslaaschten, esou kann een ouni Problem dës Ressourcen auslännesche Firmen oder Fuerscher verkaufen. Duerfir wäerte mir dës Projet definitiv matstëmmen.

Ech wëll awer och ausdrécklech warnen, dass dës Fortschrétt och zum Réckschrëtt féiere kann. De Resümee vum Projet seet kloer, dass d'Zil eng eethesch Entwécklung vun der AI soll sinn, am Accord mat de fundamentale Rechter a Wäerter vun der EU. Dat kann natierlech och potenziell geféierlech sinn, net nëmme well an anere Länner d'Entwécklung net duerch vill Regulatioun geläimt ass a mir derduerch vill méi lues ginn, mee och well hei nees de Versuch gemaach gëtt, d'Gesellschaft geeschtg ze leeden.

Do stelle sech da Froen: Muss den europäeschen ChatGPT elo an Gendersprooch schwätzen?

(Interruption)

Muss den Output vun ChatGPT verfassungskonform sinn?

Une voix | Jo!

(Interruption et hilarité)

M. Tom Weidig (ADR) | Muss den Output vum ChatGPT Quoten anhalen? Vill Beispiller aus den USA hu gewisen, wat passéiert, wann een en LLM forcéiert, woke ze sinn. Do gëtt eng Pandora's Box opgemaach, zemoos och ...

M. Sven Clement (Piraten) | Nach vill méi, wann een e forcéiert, rietsextrem ze sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift. Den Här Weidig huet d'Wuert.

Une voix | Pscht!

M. Tom Weidig (ADR) | ... zemoos och, wann do vu Wäerter geschwat gëtt. Wiem seng Wäerter sinn dat? D'Wäerter vun der EU-Blos zu Bréssel oder d'Wäerter vun den eenzelne Länner? Wie genau definéiert dat?

Mir wäerten awer dës Projet matstëmmen, well et wichteg ass, dass Lëtzebuerg an der Hardware a mat enger AI Factory op engem héijen Niveau ass, fir matzehalen. Mir wäerten als ADR awer ganz gutt oppassen, dass d'EU d'AI net benotzt, fir Social Engineering ze maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Joëlle Welfring. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Ech denken, dass dat heiten e Projet de loi ass, deen an déi richteg Richtung geet: an d'Richtung vun enger Stärkung vun eise Kompetenzen an Europa an och zu Lëtzebuerg vun der Kënschtlicher Intelligenz. Och e Schrëtt a Richtung vun enger méi grousser Onofhängegkeet vun internationalen Tech-Giganten aus Drëttlänner, wat och extrem wichteg ass, fir och Europa do ze stäerken.

Dat, wat mer och ausdrécklech begrëssen, ass, dass ee vun de Sujeten, deen hei erausgewielt gëtt, op deem soll geschafft ginn, och d'Économie verte an och d'Uwendung vun der KI am Beräich vun der Energieversécherung an Energieversuergung ass, wat wierklech definitiv e ganz wichteg Zil ass.

Wat mer allerdéngs bedauern, dat ass, dass d'Investissementen an och d'operationell Käschten zwar den Energieverbrauch beinhalten – a mir schwätzen hei vun engem awer relativ groussen Energieverbrauch vun deenen heiten Sorten Installatiounen –, awer net gekoppelt gi sinn un eng Dekarboniséierung vun där Energie, déi hei gebraucht gëtt.

An do ass e bëssen eng Geleeënheet verpasst ginn, fir sech hei och nach eng Kéier ze stäerken. Do gëtt et gutt Beispiller, och vun enger rezenter Direktiv op EU-Level, déi geholl ginn ass, zum Beispill d'Kläranlagen och dozou ze verpflichten ..., fir de Bedreier ze soen, dass se ab enger gewësser Gréisst och progressiv an d'erneierbar Energien investéieren müssen, well et engersäits erweisen ass, dass dat duerch ganz Europa en Energiekäschtepunkt ass, an andersäits och erkannt ginn ass, mat Etüden, dass et anescht net geet, wann een do keng esou eng Obligatioun mat erabréngt.

Dat heescht, ech fannen et schonn e bësse schued, dass mer dee Schrëtt hei net gang sinn, zemoos well mer wëssen, dass mer et hei wierklech och mat staarkem Energieverbrauch ze di wäerte kréien. Voilà.

Netdestotz wäerte mer dës Gesetzestext awer hei matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann ass d'Wuert fir den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Och vun de Piraten gëtt et e Jo zu dësem Gesetzesprojet. Et sinn awer vläicht zwou Saachen, déi een nach ervirsträiche sollt, déi wichteg sinn.

Dat eent, dat ass: Mir hätte méi Geld kënne vun der EU kréien, fir dës Projet ëmzesetzen. A Lëtzebuerg huet sech relativ modest gewisen, andeems et u sech manner Geld ugefrot huet wéi dat, wat an der Enveloppe virgesinn ass. Dat weist, dass dat heiten och keen iwwerdimensionéierte Projet ass. A ganz am Contraire muss mer ganz gutt oppassen, dass mer hei net ganz séier un d'Capacitéitsgrenze kommen, esou wéi dat jo och schonn ugedeit gouf.

Dat Zweet, dat ass: Esou e Supercomputer, esou eng AI Factory, dat kléngt op den éischte Bléck gutt. Dat ass als Éischt emol Bëtong, dat a si Serverraim, dat si Racken, do sti Computeren, do sti Chips dran. A wat maachen déi? Ma déi rechnen. Mee op wat rechnen se? An dat ass, mengen ech, déi kruzial Fro. Se müssen op Date rechnen an dofir muss mer dann och de Betriber an deenen, déi déi AI Factory herno solle benotzen, déi néideg Daten zur Verfügung stellen. Well wa mer weiderhin hei zu Lëtzebuerg an engem Modus liewen, wou d'Donnée als Éischt emol fir sech gehale gëtt an net gedeelt gëtt, ma da kréie mer och kee wierklechen AI-Ökosystem hei zu Lëtzebuerg hin, well da jiddweree fir sech muss seng ege Modeller ëmmer erëm an ëmmer nei trainéieren.

Ee gutt Beispill dovunner ass zum Beispill alles, wat d'Sproocherkennung hei zu Lëtzebuerg ugeet. Do gëtt et méttlerweil dann zwee lëtzebuergesch Projeten, déi dat gemaach hunn, déi zum Deel mat Donnéeën vun der Chamber, zum Deel mat aneren Donnéeën trainéiert hunn. Ech mengen, déi eng ware vun engem grousser Meedienhaus, déi aner hu mat Donnéeën vun der Chamber trainéiert, wat scho weist, dass wann een déi zwou Donnéeën zesummebruecht hätt, een héchstwahrscheinlech eng besser Qualitéit hätt kënnen erreechen, mee jiddwereen huet a sengem Eck säint gemaach e war net bereet, ze deelen.

Elo gesi mer dann, dass eng amerikanesch kommerziell Entreprise e vill méi performante Modell fir d'lëtzebuergesch Sproocherkennung lancéiert huet wéi déi zwou lëtzebuergesch Fuerschungsteams. A firwat? Ma héchstwahrscheinlech, well se déi zwou Datesätz iergendwéi matenee verbonnen huet, ouni dass se iergendee gefrot huet, fir se ze benotzen. Wa mer net wëllen ofgehaange ginn an der AI, da geet et net duer, Serveren ze kafen an ze bauen an ze bedreiwen an de Stroum dofir zur Verfügung ze stellen. Da muss mer och Donnéeën zur Verfügung stellen, mat deenen déi Modeller kënnen trainéiert ginn. An ech mengen, dat gëtt déi grouss Erausforderung, déi een net an engem Budget ka moossen, mee déi ee wierklech an engem kulturelle Shift bei deene jeeweilege Verwaltungen an och bei de jeeweilege Betriber muss aféieren. An dat ass déi grouss Erausforderung, bei där et elo ze bewiese gëllt, dass mer déi kënnen ugoen.

Op alle Fall geet fir eis deen hei Projet an déi richteg Richtung an dofir soe mer Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. An dann huet den Här Marc Baum d'Wuert. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Wéi bei deene meeschten technologeschen Entwécklungen

a Spréng bréngt och d'Kënschtlech Intelligenz Chancen a Risiko mat sech. Ëmsou méi wichteg ass et, datt mer als Land do vun Ufank un um Ball bleiwen an déi Entwécklung vum Ufank u matgestalte kënnen.

Duerfir si mer dësem Projet éischter positiv géigeniwwer age stellt, ëmsou méi, wéi d'Infrastruktur jo a staatlecher Hand bleift an deemtsprechend och eng gewëssen demokratesch Kontroll doriwwer ginn ass. Allerdéngs sti fir eis och eng ganz Rëtsch Froen op, zum Beispill d'Energieversuergung. D'Madamm Welfring ass virdu schonn drop agaangen. De Projet wäert e risege Stromverbrauch hunn an dat misst jo dann als Corollaire och eng Hausse vun de staatlechen Investitiounen an d'erneierbarer Energie mat sech zéien. An dovunner, muss ech soen, gesinn ech awer zurzäit näischt.

An zweetens felt et eis awer och u Prezisiounen, wat déi konkret Exploitatioun ugeet? Wäerten domadder virun allem d'Interessie vu private Sociéité bedéngt ginn? Oder steet d'Infrastruktur virun allem am Déngscht vun der Allgemengheet? Gëtt et iwwerhaupt genuch Acteuren hei zu Lëtzebuerg, déi dës immens performant a spezialiséiert Infrastruktur notze kënnen? A wa jo, wéi gi Rollen a Responsabilitéit verdeelt, déi déi verschidden Acteuren dobäi hunn?

Drëtzens, déi gréisste Suerg, déi mer awer hunn, a virun allem an deem brandaktuelle Kontext vun haut, ass, datt domadder eng militäresch Notzung kéint forcéiert ginn. D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis gefuerdert, datt och d'Défense soll als strateegesch Uwendungsberäich definéiert ginn. An d'Regierung huet dat bis elo op jidde Fall net ausgeschloss. Deemno besteet de Risiko, datt de militäresch-industrielle Komplex, deen d'Regierung hei am Land wëll opbauen, och direkt op déi Rechekapazitéit kéint zréckgräifen.

An ech muss Iech do soen, datt fir eis awer déi Kombinatioun vu Waffeproduktioun a Kënschtlecher Intelligenz eng ganz geféierlech Kombinatioun ass, well mer do ganz séier bei autonome Waffesystemer sinn. Ëmsou méi, wéi d'Regierung jo elo och wëll a bewaffnet Kampfdronen investéieren. Et muss een och wëssen, datt hannert deem europäesche Réseau, an dee mer eis hei akafen, ënner anerem och eng ganz Rëtsch vu grouse Rüstungsbetriben stinn, wéi zum Beispill Siemens, Airbus, Thales a Leonardo.

Wéi gesot, mir sinn net géint dëse Projet, mee et felt eis awer u wichtige Garantien. An duerfir wäerte mer eis hei enthalten.

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner dann ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Et ass genau esou, wéi de Rapportier gesot huet: en zukunftsweisende Projet. Et ass eis ganz wichteg, dass mer als Lëtzebuerg ganz séier mat derbäi sinn. Dir gesitt, wéi séier d'Kënschtlecher Intelligenz sech weiderdeveloppéiert, a mir mussen hei bei de First-Movere sinn. Dofir si mer och ganz frou, dass mer mat EuroHPC éischstens emol d'lescht Joer gesot hunn, mir géife matgoen an der Letter of Intent op där enger Säit, op där anerer Säit awer och zréckbehale gi sinn an deene véier Secteuren, déi prioritär si fir Lëtzebuerg a genannt gi sinn: de

Space, d'FinTech, natierlech d'Cybersecurity an awer och déi gréng Wirtschaft. Et sinn eebe grad déi véier Felder, wou – an de Rapportier ass drop agaang – och an engem Avis gesot gëtt: „Jo, mee firwat net nach anerer?“

Éischstens emol huet all AI Factory missen déi prioritär Secteure festleeën. Et ass drëm gaangen, dass mer der och huelen, déi aner Länner vläicht net hunn. A gleefft mer, ech hu scho selwer, wéi mer zum Beispill zu Barcelona waren, do zesumme mat hirem Infrastruktur, déi hire Supercomputer op där enger Säit an awer och d'AI Factory wäert hebergéieren, gekuckt, dass mer nach vill méi enke Verbond kréien tëschent deene verschiddenen AI Factoryen. An dat wëll ech awer hei nach ervirsträichen, dass eebe grad vun EuroHPC déi Iddi wichteg ass, dass mer net nëmmen eng Infrastruktur dohinner setzen, wou ee seet: Majo, de Staat bezitt einfach nëmme Milliounen, fir eppes dohinnerzesetzen, zesumme 50 % mat EuroHPC, mee e kuckt awer och, ronderëm eppes ze bannen, eng AI Factory, fir ze kucken, dass et och un d'Lafe kënn.

A grad hei bei dësem Projet geet et drëm, dass mer d'Startuppen, d'PMEn och weiderhin entwéckelt kréien, dass déi dorobber kënnen zréckgräifen, dass déi mat der Kënschtlecher Intelligenz kënnen schaffen, well se mussen kompetitiv bleiwen, mussen also och Kënschtlech Intelligenz an hir Prozesser integréieren, well eng Entreprise, déi haut net drun denkt, wéi se sech kann digitaliséieren, mat Kënschtlecher Intelligenz funktionéieren – ouni d'Cybersecurity awer ze vergiessen –, ass eng Entreprise, déi muer ganz grouss Schwierigkeeten huet, iwwerhaupt nach kënnen kompetitiv ze fonctionéieren, well se riskéiert, iwwerholl ze ginn.

A grad do spillt d'AI Factory. Éischstens, fir de Startuppen, de PMEn d'Méiglechkeeten ze weisen: „Majo, du muss vläicht net direkt op e Supercomputer zréckgräifen, fir d'Kënschtlech Intelligenz bei dir ëmzesetzen. Et gëtt och Alternativen.“ Dofir ass et wichteg, dass d'AI Factory bei Luxinnovation ugesidelt ass, well si eebe grad mandatiert si fir ze soen: „Hei, dohinner kanns de goen, fir dee Matching ze maachen tëschent Entrepreneuren“, wou se Solutiounen an hirem Fonctionnement implementéiere kënnen.

An op där anerer Säit awer och, wa Rechercheprojekten hannendru sinn – an do äntwerten ech och direkt op d'Fro vum Här Baum –, wou et drëm geet, Entrepreneuren an de Centre-de-recherche d'Méiglechkeet ze ginn, dorobber zréckzegräifen, well mir brauchen déi zwee Voleten, fir kënnen déi Kënschtlech Intelligenz ze implementéieren, ze integréieren an déi verschidde Fonctionnementen.

Mee dat Wichtigst ass eebe grad, dass mer et fäerdegbréngen, d'Kënschtlech Intelligenz an d'Ekonomie eranzebréngen, an d'Recherche eranzebréngen an an d'Universitéit eranzekréien, an dat eeben op där enger Säit mat der Infrastruktur, an op där anerer Säit mat der AI Factory.

Déi véier prioritär Secteuren, déi sollen developpéiert ginn, passen eeben och grad an d'prioritär Secteuren, déi mer wellen hei zu Lëtzebuerg – um Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg – developpéieren: FinTech op där enger Säit, Cybersecurity, grad an dësen Zäiten immens wichteg. A wa mer vu Kënschtlecher Intelligenz schwätzen, wa mer vu Quantecomputere schwätzen, wa mer vun héije Rechekapazitéit schwätzen, da schwätze mer automatesch och vun der Cybersecurity, engem Sujet, dee ganz oft vergiess gëtt, deen awer immens wichteg an dofir och e prioritäre Sektor ass. Déi nohaltegréng Wirtschaft weider kënnen ze developpéieren: e wichtige Volet,

eebe grad och hei an dësem Projet vun der Kënschtlecher Intelligenz. An dann awer och de Space, wou se ëmmer erëm esou Capacitéite brauchen, fir och do an deene verschiddene Facettéite vum Space – a mir wäerten a fënnf Minutten och sécherlech nach doriwwer schwätzen – déi verschidde Secteure kënnen ze developpéieren, a wou och de MeluXina-AI e wichtige Volet ass.

Jo, d'Energie ass ugeschwat ginn. Dat ass eng Fro, déi sech ëmmer erëm stellt. Et war wichteg, dass beim MeluXina-AI och dat nämmlecht Gewicht op d'erneierbar Energie wéi scho bei MeluXina normal geluecht gëtt. Do wäert och den Iwwerschoss vun der Hëtzt eriwergoe bei eng Entreprise, déi an der Produktioun vun Energie direkt vis-à-vis vum Standuert ass. Dee soll do eriwergouert ginn, fir kënnen déi Iwwerhëtzen och ze benotzen, wat e Projet ass, deen och wichteg ass iwwerhaupt am ganzen Developpement vun der Energie.

Mir kucken, dass mer Datenzentren, Supercomputeren oder aner Plazen, wou mer héich Energien hunn, och kënnen iergendwéi verbannen. Zu Beetebuerg gëtt et e ganz interessante Projet – de Buergermeeschter huet mech elo esou gekuckt, ech konnt elo net dolaanscht kommen –, wou eeben och gekuckt gëtt, fir d'Iwwerhëtzt vun Datenzentren ze benotzen, fir e Réseau de chaleur urbaine kënnen mat eriwerguehuelen. Dat sinn déi Projeten, déi mer nach weiderhi mussen developpéieren, wa mer vun de Supercomputern oder vun Datenzentren schwätzen.

Ech sinn awer ganz berouegt, dass den Här Polidori nach eng Kéier drop agaangen ass, dass emol eng Kéier e Projet vun dëser Regierung soll esou gutt sinn. Ech wëll Iech just drun erënneren, dass déi zwee Projete virun, sief et den REFM, also de Mechanismus fir de Financement, oder awer och den TCTF, deen de Mëtte gestëmmt ginn ass, och all Kéiers Är Zoustëmmung fonnt hunn. Gesitt Der, haut de Mëtten eleng sinn et der schonn dräi.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8518 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8518³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8518 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm an 2 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugehall mat 58 Jo-Stëmm géint keng Nee-Stëmm bei 2 Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Felix Eischen (par M. Ricardo Marques), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt (par M. Gérard Schockmel), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy

Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt (par M. Ben Polidori), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Franz Fayot), Georges Engel (par Mme Francine Closener), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

6. Ordre du jour

An éier mer elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, wollt ech nach kucken, ob mer kënne fir muer eng kuerz Ännerung vum Ordre du jour maachen. An zwar si gëschter zwou Motiounen deposéiert ginn: déi eng vun dem Här Goergen iwwert de Referendum iwwert d'Pensionsreform, an ech wollt Iech do proposéieren, déi direkt am Ufank vun der Sëtzung op den Ordre du jour ze huelen. An dann eng zweet vun der Madamm Tanson am Kader vun der Aussepolitik: Do wollt ech Iech proposéieren, déi op den Ordre du jour ze huelen no deenen zwee éischte Projeten, déi mer iwwer Aussepolitik maachen – Ofkommes EU-Chile –, direkt do hannendrun.

Wann Der domat d'accord sidd, da kéinte mer den Ordre du jour fir muer esou änneren.

(Assentiment)

Da soen ech Iech villmools Merci. An dann ass dat esou decidéiert.

7. Interpellation de M. Gérard Schockmel au sujet de l'importance du secteur spatial dans l'économie luxembourgeoise

An da komme mer zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten, an zwar der Interpellation vum Här Gérard Schockmel iwwert d'Wichtegkeet vum Weltraumsektor fir d'Lëtzebuergesche Wirtschaft. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht, deemno folgendermoossen opgedeelt: Den Interpellateur huet 30 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 11, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 7 an d'Regierung 30 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, den Här Franz Fayot, den Här Tom Weidig, d'Madamm Joëlle Welfring an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet den honorabelen Här Gérard Schockmel als Auteur vun der Interpellation. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Gérard Schockmel (DP), interpellateur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat 20. Joerhonnert war en Zäitalter, wou mir en enormen technologesche Fortschritt erlieft hunn. Et war eng Period, déi sech besonnesch op ee Sektor ganz positiv ausgewierkt huet: dee vum Weltraum.

Virun der Eroberung vum Weltraum awer koum déi vum Loftraum: d'Fléien, den uralen Mënschheetsdram. D'Gebirder Wright konnte sech eng Plaz an der Geschicht schafen, andeems se 1903 den éischten bemante Fluch duerchgefouert hunn. A 66 Joer duerno hunn d'USA mam Neil Armstrong den éischten Mënsch op de Mount kritt.

Mee och mir zu Lëtzebuerg hu ganz fréi d'Potenzial vum Weltraum als neie Sektor fir eis Wirtschaft erkannt. Jo, zu engem Moment, wou vläicht nach vill Leit dru gezweifelt hunn, huet Lëtzebuerg zu de Visionäre gehéiert. Mir geet et hei virun allem dorëm, ze kucken, wou Lëtzebuerg haut steet a wéi eng Zukunftsperspektive bestinn.

Eis Wirtschaft war bis an d'80er-Jore staark duerch d'Stolindustrie geprägt. Haut ass d'Finanzplaz eist wirtschaftlecht Réckgrat. Den éierewäerten Deputéierten André Bauler ass virun e puer Wochen am Kader vun enger Interpellation a grousssem Detail op eis Finanzplaz agaangen.

Wéi ka Lëtzebuerg seng Wirtschaft weider diversifizéieren? De lëtzebuergesche Weltraumekosystem zielt haut 80 Entrepreneuren, déi zirka 1.650 Leit beschäftegen. Dat sinn Zuelen, déi iwwert déi lescht Joren immens gewuess sinn. Am Koalitionsaccord huet sech dës Regierung engagéiert, de Weltraumsektor an eis Satellitenindustrie weider auszubauen an eng ambitiéis Investitiouns- an Industriepolitik ze bedriewen.

Jo, de Weltraumsektor bleift eng Prioritéit fir eis wirtschaftlech Entwécklung. Heider huet soll de bestoenden Ekosystem gestärkt ginn, d'Zesummenaarbecht tëscht den ëffentlechen Akteuren, der Universitéit, dem LIST, Luxinnovation an der Luxembourg Space Agency, LSA, gefërdert ginn. Mir wëllen eis och an Zukunft weider un europäesche Projekte bedeelegen, déi eiser nationaler Wirtschaft zugutkommen.

D'SES, d'Société européenne des satellites, ass mat Sécherheet de bekanntste lëtzebuergeschen Akteur am Weltraumberäich. D'SES gouf 1985 zu Lëtzebuerg gegrënnt, also viru 40 Joer, an huet sech zënterhier als ee vun de weltgréissten Telekommunikations-fournisseuren etabliert. D'SES hat 2018 de geostationäre GovSat-1-Satellit a Betrib geholl am Kader vun engem ëffentlech-private Partenariat an d'SES spillt eng wichteg Roll am zesumme mat den USA konzepierte Satellitprogramm Medium Earth Orbit Global Services, MGS. De GovSat-1-Satellit an den MGS-Satellitprogramm bidden anere Staate geséichert Kommunikatiounsservicer un. Viru Kuerzem huet d'Regierung d'Utschaffung vun engem weidere Kommunikatiounssatellit, dem GovSat 2, decidéiert.

2024 huet d'SES hiren Haaptkonkurrent Intelsat fir 2,8 Milliarden Euro iwwerholl, fir domat hir Positioun an dem séier wuessenden a wettbewerbsintensive Sektor vun der Satellittelekommunikation auszubauen. D'Acquisitioun vun Intelsat gouf mëttlerweil vun der EU-Kommissioun a vu Groussbritannien approvéeiert. Den Avis vun den US-amerikaneschen Wettbewerbsbehörden gëtt nach erwaart. Dës Acquisitioun erweidert der SES hir Satellitenflott, hiert Multi-Orbit-Weltraumnetzwerk an domat d'Ofdeckung vum SES-Reseau. Dobäi kënnt d'Vernetzung an d'Kommunikation tëscht den eenzelne Satelliten op niddreger, mëttlerer a geostationärer Äerdemlafbunn, wat d'Resilienz vum SES-Reseau weider verbessere wäert.

D'Zesummenaarbecht mat ongeféier 30 Betriber am Weltraumsektor erméiglecht et der SES, e breetgefächerte kommerzielle Sektor ze ënnerhalen. D'Synergie tëscht de verschiddenen Entrepreneuren fërdert den Informationsaustausch a mécht et méi

einfach, un déi noutwendeg Ressourcë fir d'Produktion vun neie Satelliten ze kommen.

D'Roll vun der SES ass dobäi net nëmmen eng technesch oder wirtschaftlech. D'SES ass och politesch wichteg, engersäits, well si fir de Staat en essenziellen Sektor representéiert, an anerersäits, well d'SES eng Relatioun tëscht Lëtzebuerg an anere Länner etabliert. Datt de Staat Aktionär vun der SES ass, dréit dozou bäi, eis national Souveränitéit am Weltraumsektor ze stäerken.

Et ass vun nationalem Interessi, dass mir e favorable Kader kreéieren, fir dës strategesch wichteg Entreprise och an Zukunft zu Lëtzebuerg ze halen.

D'SES schafft mat ville Startuppern zesummen, eng Initiativ, déi staark vun der éischter Bettel-Regierung ënnerstëtzt gouf. Doduerch, dass mir jonk Entrepreneuren encouragéieren, Aktivitéiten am Weltraumsektor ze entwéckelen, kënne mir Talenter op Lëtzebuerg zéien, wat essenziell fir d'Weiderentwécklung an deem wichtege Sektor ass.

Satellitendonnéen kënne vum Staat a vun den Entrepreneuren fir déi verschiddenst Applikationen genotzt ginn, wéi zum Beispill de Management vun Héichwaasser an Iwwerschwemmungen, d'Anticipation vu Recolten oder d'urbaant Plangen. Eng Rei vu Betriber sinn aktiv an der Weiderentwécklung vun de Kommunikatiounssystemer oder de Satelliten selwer an hiren techneschen Komponenten.

Fir d'Synergien am Ekosystem weider ze stäerken, soll de Space Campus entwéckelt ginn, eng Plaz, déi d'Zesummenaarbecht vun de verschiddenen Akteuren am Weltraumsektor fërdere soll.

Zwee verschidde Volete si virgesinn: engersäits déi méi wirtschaftsorientéiert Aktivitéiten an heibäi d'Kollaboration tëscht de Betriber an de Startuppern, anerersäits d'Vernetze vu Fuerschungsaktivitéiten an der technologescher Innovatioun.

Am Startup-Beräich huet sech Lëtzebuerg scho viru Joren als Promoteur positionéiert. Mat der Schafung vun der Space Resources Initiative am Joer 2016 a vun der Luxembourg Space Agency, LSA, gouf d'Fundament geluecht fir e Weltraumsektor, dee standfest, dynamesch an innovativ ass an deen all d'Atouten huet, fir en internationale Player ze sinn.

D'Zil vun der Space Resources Initiative besteet ënner anere doriinnen, dass d'Ressourcen, déi aus dem Weltall kommen an ënnert d'lëtzebuergesch Jurisdiktion falen, nohalte genotzt ginn. Um Niveau vun der Gesetzgebung, déi d'Exploitation vun de Weltraumressourcen encadréiere soll, ass Lëtzebuerg ganz kloer e Virreider.

Lëtzebuerg war dat éischt europäescht Land an dat zweet Land weltwäit, dat e legale Kader fir d'Exploitation vun de Weltraumressourcen en place gesat huet. Doduerch kreie Privatoperateurer méi Previsibilitéit a Sécherheet, wann et ëm hire Rechter betreffend d'Ressourcë geet, déi si aus dem Weltall importéieren. Dës rechtliche Kader kéint och fir aner Länner interessant sinn an hinnen als Inspiratioun déngen a Relatioun zu hiren eegener nationaler Legislatioun.

Eis Regierung huet am Koalitionsaccord d'Weiderentwécklung an de Finanzement vun European Space Resources Innovation Centre – ESRI – zu enger Prioritéit erkläert. Den ESRI-Fuerschungszenter gouf 2020 zu Lëtzebuerg gegrënnt a fokusséiert sech op d'Erfuerschung vun de Weltraumressourcen. Ee vun dem ESRI sengen Objektiv besteet doriinnen, lëtzebuergesch Technologien um Mound zum Asaz ze bréngen.

(M. Laurent Mosar prend la présidence.)

Konkreet ass geplangt, e Rover mam Numm TENACIOUS op de Mound ze schécken. Fabrizéiert gëtt de Rover vun der japanescher Entreprise ispace, déi hiren europäeschen Haaptsätz hei zu Lëtzebuerg huet. De Rover ass am Partenariat vun der ispace Europe SA mat der Uni Lëtzebuerg entwéckelt ginn.

D'Zil vum Roverprojet besteet doran, Regolith, also Moundstëbs, ze sammelen, fir en Zréck op der Äerd am Laboratoire ze analyséieren. Zweemol schonn ass den ispace-Rover an enger Weltraumkapsel a Richtung Mound geschéckt ginn, awer kuerz virun der Moundlandung koom et jeeeweils zu Schwierigkeiten, wat verhénnert huet, datt de Rover zum Asaz komme konnt.

De Risiko gehéiert naturgeméis zur Raumfaart dozou, woubäi allerdéngs bei all Missioun wäertvoll Donnéeën gesammelt ginn, déi d'Erfolgeschancen vun der nächster Missioun erhéijen. Beim Rover sinn déi nächst Projeten a Missiounen schonn an der Entwécklung.

De Roverprojet illustréiert, wéi Lëtzebuerg sech derfir asetzt, et de Privatentreprisen ze erméiglechen, Ekipement op de Mound ze schécken. Domat gëtt eng komplett Logistik kreéiert, déi nei Entreprisen an Talenter op Lëtzebuerg bréngt, déi vun dësen Opportunitéiten an eiser nationaler Expertise profitéieren.

Den Erfolleg vun der Rovermissioun kann duerchaus disruptiv ginn – am positive Sënn. Hei ginn nei Dieren op, fir innovativ Projeten, Missiounen, Technologien ze entwéckelen an ze testen. An d'japanesch Entreprise ispace ass heibäi e Virreider. D'Rovermissioun ass och déi éischt Applikatioun vun eise legale Kader iwwert d'Notzung vun de Weltraumressourcen. Fest steet, datt d'Rovermissioun Fortschritter erméigleche kéint, déi ënner Ëmstänn enorm sinn.

Eng Lëtzebuerger Startup, déi e besonnesch grouss Potenzial huet, ass Maana Electric. Dës Entreprise wëllt d'Produktioun vu Fotovoltaikanlagen entwéckelen, baséierend op Materialien, déi een net nëmmen op der Äerd, mee och am Weltall fënnt, dorënner eeben och de Regolith, dat heescht de Moundstëbs.

Dës konkrete Projet illustréiert, wéi eng Zesummenaarbecht tëscht der Weltraumfuerschung an der hiseger Industrie kann ausgesinn. Eng lokal Produktioun vu PV-Anlagen zu Lëtzebuerg hätt multipel Virdeeler, wéi de Rekrutement vun neien Talenter an eng méi grouss wirtschaftlech Onofhängegkeet an dësem Secteur. Ausserdeem kënn mir duerch eng lokal Produktioun vu PV-Anlagen d'Zäregaser reduzéieren, well den Import ewechfällt.

Här President, Investitiounen am Weltraumberäich kréieren Aarbechtsplazen a generéieren Steiergelder. Fir datt den Ökosystem vum Weltraumsektor dynamesch a kompetitiv bleift, gëtt et zu Lëtzebuerg de Space Directory vun der LSA, souzesoen en Telefonsbuch vum Weltraumsektor, wou een eng extensiv Lëscht vun alle Startuppern an Entreprisen zu Lëtzebuerg ofruffe kann, déi am Weltraumberäich tätég sinn. De Space Directory beäntwert Froen wéi zum Beispill, wéi vill Entreprisen et zu Lëtzebuerg am Weltraumsektor gëtt oder wéi vill Fuerschungsgruppen, wat hire Fokus ass, wéi eng Produiten a Servicer se offréieren an a wéi eng Haaptprojeten am Beräich vum Weltall se implizéiert sinn.

Lëtzebuerg setzt awer och ganz staark op international Projeten. Nach viru Kuerzem huet de Minister Delles am Kader vun enger Wirtschaftsmissioun a Spuenie betount, datt hien déi europäesch industriell an technologesch Kooperatioun am Beräich vum Espace stärke wëllt.

An deem Kontext ass et mir wichteg, op déi international Kooperatioun am Weltraumsektor anzugeen.

Als Éischt sief erwänt, datt Lëtzebuerg 2005 der europäescher Weltraumagentur ESA bäigetrueen ass. D'Haaptziler vun der ESA sinn et, engersäits, déi europäesch Weltraumcapacités ze entwéckelen, anersäits awer och derfir ze suergen, datt d'Investitiounen a Weltraumaktivitéiten weiderhin der europäescher, awer och der globaler Bevëlkerung dënge wäerten.

2008 huet d'Lëtzebuerg da seng éischt Strategie spatiale adoptéiert. D'Kooperatioun tëscht der LSA an der ESA, also der Luxembourg Space Agency an der European Space Agency, erméiglecht et, datt Lëtzebuerg bei ville Programmer matmécht am Kader vun der Telekommunikatioun, der Navigatioun, der Beobachtung vun der Äerd an der wëssenschaftlecher Fuerschung. Dës Programmer gi vun der ESA aus gesteuert, bréngen d'Memberstaaten zesummen a fërderen esou eng Kooperatioun um europäeschen Niveau.

Eng aner wichteg Kooperatioun op europäeschem Plang ass de Programm IRIS² – Infrastructure for Resilience, Interconnectivity and Security by Satellite, also eng europäesch Satellitkonstellatioun, zirka 290 Satellitten d'Zäit, déi als Alternativ zu privaten Netzwierker wéi Starlink konzipéiert gouf.

De Krich an der Ukrain weist, wéi wichteg eng europäesch Souveränitéit an dësem Beräich ass. IRIS² stäerkt eis europäesch Kommunikatiounsinfrastruktur. IRIS² gesäit dräi Kontrollzentren vir, wouvun een op Lëtzebuerg komme soll. Domat ka Lëtzebuerg seng Positioun als operationellen Zentrum fir geséichert Telekommunikatioun weider ausbauen a säin Knowhow am Weltraumsektor stäerken.

IRIS² wäert staatlech Applikatiounen an de verschidenste Beräicher bedreiwen, wéi beispillsweis an der Sécherheet, am Krisenmanagement wéi och bei der Protektioun vu kriteschen Infrastrukturen.

De Gesetzesprojet 8473 zum Programm IRIS² ass schonn am Dezember vum Wirtschaftsminister Lex Delles deponéiert ginn. De Programm IRIS² schafft Kompetenzen mat héijem Méiwäert an erlaabt et, Talenter unzezéien, virun allem an der Satellittelekommunikatioun souwéi an der sécherer Konnektivitéit.

De Besoin u groussen Investitiounen fir eis national an déi europäesch Sécherheet huet sech kloer iwwert déi lescht Wochen a Méint ugekënnegt. D'Satellitten an eng geséichert Kommunikatioun gewannen am aktuelle geopolitische Kontext ëmmer méi u Bedeitung. Wa Lëtzebuerg an Zukunft méi an d'kollektiv Sécherheet investéiere muss an dobäi eng nationale Return-on-Investment assuréiere wëll, dann ass de Sektor vun der Satellittelekommunikatioun besonnesch attraktiv, well dës Applikatiounen am Sënn vum Dual-Use agesat kënnen ginn, dat heescht souwuel am zivilen wéi och am Defense-Beräich.

En aktuell Beispill fir den Dual-use ass den éischte Lëtzebuerger Äerdobservéierungssatellit LUXEOSys, deen am August lancéiert gëtt. Aner Beispiller sinn de GovSat-1-Satellit an den MGS-Satellitprogramm.

Här President, an deem Sënn wëllt ech nach gären op d'europäesch interparlamentaresch Weltraumkonferenz EISC agoen, wou Lëtzebuerg 2024 d'Presidence hat, wat eng besonnesch Opportunitéit war, fir eise Bäitrag zu der Entwécklung vun dësem Sektor och op europäescher Bün ervirzehiewen.

Une voix | Très bien!

M. Gérard Schockmel (DP), interpellateur | D'EISC gouf 1999 gegrënnt an ass e permanente Forum fir eng interparlamentaresch Kooperatioun, wat d'Weltraumpolitick ubelaangt.

D'Zil vun der EISC ass et ënner anerem, den Informationsaustausch ze vereinfachen an e géigesäiteg Versteesdemech fir déi verschidden national Weltraumpoliticken ze schafen. Den EISC-Forum gëtt ënnerstëtzt vum European Space Policy Institute, dem ESPI.

Den Haaptsujet während der Lëtzebuergerescher Presidence war et, am Kontext vun der Notzung vu Weltraumressourcen zur Schafung vun engem legale Kader bäizetrouen. Et gouf e Workshop gehat, fir iwwert déi international, regional an national Weltraumlegislatiounen ze diskutéieren a sech mat Acteuren aus dem Beräich iwwert déi neisten Entwécklungen auszetauschen.

Eng vun den Haaptkonklusiounen vun dëser Konferenz war den Opruff derzou, d'Fuerschung an d'Ausbildung am kommerzielle Volet vum Weltraumsektor ze erweideren, virun allem am Hëlleck op d'Weltraumressourcen.

Fir eng méi séier an effizient Aarbecht ze garantéieren, mussen awer och Talenter an Europa ugezu ginn. Am Austausch mat den anere Parlamentarier, awer och mat de verschiddenen Acteuren aus dem Sektor, ass d'Ziel ginn, datt mir eis Zesummenaarbecht weider verstärken sollen, fir international Konkurrenzfähig ze sinn.

Och wa vill doriwwe geschwat gëtt, stellt de Spacemining e relativ klengen Deel vun de Weltraumprojeten duer. Den Haaptfokus läit beim Ausbau vun der Satellitteninfrastruktur, déi schonn haut verschidde konkreet Applikatiounen erméiglecht a wirtschaftlech Benefizier bréngt: d'Äerdbeobachtung, d'Observatioun vum Wieder an d'Kommunikatioun, fir just e puer Beispiller ze nennen.

Lëtzebuerg huet eng kloer Virreiderroll am Beräich vun der Satellittelekommunikatioun, baséierend op eiser laangjäregger Expertise.

De Spacemining kéint awer an Zukunft och nach interessant ginn, well en erlaabt, Seele Mineralien ze sammelen, déi een op der Äerd entweeder nëmme ganz limitéiert oder guer net fënnt. Hei brauch et en adaptéierte legale Kader, fir sécherzestellen, datt dës Ressourcen nohalteg exploitéiert ginn.

Léif Kolleginnen a Kollegen, erlaabt mer, nach op de Plan d'action national en matière des sciences et technologies de l'espace 2020 bis 2024 anzugeen, deen ënnert der viregter Regierung ausgeschafft gouf.

Den nationalen Aktiounsplang huet zum Zil, proaktiv d'wirtschaftlech Entwécklung vum Weltraumsektor weider ausbauen an d'Lëtzebuergeresche Participatioun un den internationalen Initiativen ze stäerken.

Lëtzebuerg huet verschidde Projeten op europäeschem Niveau ënnerstëtzt, wéi zum Beispill d'Missiounen HERA a M-ARGO, déi zum Zil haten, de binären Asteroid Didymos a säi Mound ze charakteriséieren. Doduerjer konnten zu Lëtzebuerg och sougenannte „DeepSpace-Kompetenzen“ entwéckelt ginn.

Villes gouf iwwert déi lescht Joren an de politeschen, juristeschen a reglementaresche Beräicher ënnerréiert, awer och d'Fuerschung an d'Entwécklung sinn net ze kuerz komm. D'Grënnung vun der LSA – Luxembourg Space Agency – 2018 an d'Aféierung vun engem interdisziplinäre Space-Master op der Uni Lëtzebuerg hunn et erlaabt, datt Accorden mat anere Länner an Organisatiounen wéi zum Beispill mat der ESA a mat der NASA ënnerschréift goufen.

Den SnT, also den Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust um Kierchbierg, huet och e sougenannte „LunaLab“. Dat ass en héichmodernen

Testlabo hei zu Lëtzebuerg, wou realitéitsno Moundbedéngunge mat 20.000 Kilo Basaltkies simuliert ginn, fir Raumfaartechnologijé wéi autonom Robotik a Ressourcennutzung ze erprouwen. De LunaLab kann och vun de Fuerscher a Studente genotzt ginn, fir hir Modeller an der Raumrobotik ze testen.

Beim SnT fënnt een eebefalls de Zero Gravity Lab (veuillez lire: Zero-G Lab), deen et de Fuerscher a Studenten erlaabt, d'Verhale vun de Satellitten oder Roboter an engem Mikrogravitationsenvironnement ze testen, well an der Schweerelesegkeet kënnen souguer kleng Zesummestéiss tëschent zwee Objeten derzou féieren, datt se ausser Kontroll geroden.

De Zero-G Lab dréit ganz kloer derzou bäi, eisen Ekosystem ze stärken. Et komme souguer Entreprisé vu méi wäit aus dem Ausland op Lëtzebuerg, fir hir Tester am Zero-G Lab duerchzuféieren.

Konkreet kënnen hei zum Beispill Tester duerchgefouert ginn, fir Erkenntnisser doriwwer ze gewannen, wéi een defekt Satellitten, déi schon am Weltall sinn, erëm flécke kann, fir op déi Aart a Weis d'Entstoe vu Weltraumschrott ze vermeiden.

De Zero-G Lab schreift sech ganz kloer an déi aktuell Stratégie spatiale gouvernementale 2023-2027 an, déi virun allem den Accent op Nohaltegkeet setzt. Et geet drëms, Weltraumschrott ze vermeiden an d'Liewensdauer vun den Objeten, déi mir an de Weltraum schécken, ze verlängeren. Och de Beräich vum Space-manufacturing bitt nei Zukunftsperspektiven.

Weiderhi soll drop gekuckt ginn, datt d'wirtschaftlech Aktivitéiten zu Lëtzebuerg op eng proaktiv Manéier diversifizéiert an nohalteg gestalt ginn, d'Kompetenzen am Beräich vun de Satellitte verstärkt an ervirgehuewe ginn, d'Kompetitivitéit gesteigert an d'Kollaboratioun tëscht den Entrepreneuren an den öffentlichen Fuerschungorganisatiounen gefërdert gëtt.

D'Integratioun vun de Lëtzebuergeschen Acteuren innerhalb vun den internationalen Netzwierker soll gestärkt ginn.

Här President, ech hunn elo vill doriwwer geschwat, wat bis elo gemaach ginn ass. Den aktuellen nationalen Aktionsplang stellt an deem Sënn d'Bréck duer tëscht der viregter Regierung an dëser Regierung, déi sech staark derfir asetzt, Lëtzebuerg weiderhin als internationalen Acteur ze etabléieren an eis Wirtschaft ze diversifizéieren.

Den Ament mécht de Finanzsektor ronn 30 % vun eisem PIB aus. Den Här Bauler ass averstanen, mengen ech.

M. André Bauler (DP) | Ech mengen, et sinn der 25.

M. Gérard Schockmel (DP), interpellateur | Ok. Dat ass ëmmer nach enorm. Lëtzebuerg muss an eng Positioun kommen, wou mer net méi eleng vum Finanzsektor ofhängeg sinn. An dat geschitt duerch Diversifikatioun.

Eng gutt Nouvelle huet den Här Wirtschaftsminister déi lescht Woch bekannt ginn, an zwar, datt dem Jeff Bezos seng Raumfaartentreprise Blue Origin hiren europäesche Büro zu Lëtzebuerg opmaache wäert.

Dës Regierung huet sech derzou engagéiert, der Visioun vu Lëtzebuerg als wichtegem globalen Acteur am Weltraumsektor trei ze bleiwen. An de leschte puer Jore goufen heibäi eng ganz Rei technologesch an digital Fortschreitter erreicht, déi awer nach besser reguléiert musse ginn.

Eng dramatesch Entwécklung fënnt d'zäit beim Quantecomputing an der Kënschtlecher Intelligenz statt. D'KI wäert et erméiglechen, an der Weltraumfuerschung séier grouss Fortschreitter ze maachen,

ënner anerem doduerch, datt souwuel d'Robotik wéi och d'Satellitten technologesch verbessert ginn.

D'Entwécklung vun de Satellitten ass vu groussem gesellschaftlechen Notzen. Esou kënnen Beobachtungssatellitten a Kombinatioun mat der KI zum Beispill Naturkatastrophen a meteorologesch Phenomeneer besser aschätzen.

Am Kontext vun der Weltraumexploratioun awer ass den Uwendungsberäich vun der KI quasi onlimitéiert. Si kann zum Beispill d'Entdecken an d'Lokaliséiere vu Weltraumressourcë vereinfachen, wat aktuell oft nach schwierig ass. Eng enorm Roll awer wäert d'KI bei de Weltraummissiounen spillen, déi vun onbe-mannte Raumsonden ausgeféiert ginn.

Bei der wirtschaftlecher Diversifizéierung leet dës Regierung e staarken Fokus op prioritäre Beräicher wéi Gesondheetstechnologien, Cleantech, de Weltall an d'Datewirtschaft. An noer Zukunft kéinten och nach aner potenziell Geschäftsfelder opgoen.

D'International Space Station, ISS, e Symbol fir international Kooperatioun, ass an d'Jore komm. Geplangt ass, datt d'ISS bis 2031 ausser Betrib geet. Eng Rei Entreprisé wiere bereet, kommerziell Raumstatiounen ze bauen, déi et géifen erlaben, nei Geschäftsfelder nozegoen, dorënner der Entwécklung vun nei Medikamenter, der Züchtung vun nei landwirtschaftleche Produiten, der Fabrikatioun vun nei optesche Faserkabelen an nach ganz villen aneren innovativen Produkter, déi mir eis haut nach net virstelle kënnen, mee wou eng nei Generatioun vu kreativen a gescheite Käpp dru schaffe wäert. Dës Protoindustrialiséierung vun eisem Orbit dierfe mir net aus den Ae verléieren.

An dësem Kader kommen dann och eng Rei Froen op, déi ech gären dem Här Wirtschaftsminister stelle géif.

Wéi schätzt den Här Minister déi wirtschaftlech Virdeeler vum Weltraumsektor fir Lëtzebuerg an? Wat sinn déi verschidde Beräicher am Weltraumsektor, wou sech Lëtzebuerg an Zukunft positionéiere wëll?

Wéi wëlle mir déi néideg Talenter an Experten an dëse Beräicher unzéien? Wéi wäerte mir hei zu Lëtzebuerg en attraktive Kader gestalten, fir weider Entrepreneuren a Startuppen am Weltraumberäich unzezéien?

Bei de geplangte groussen finanziellen Investitiounen an déi kollektiv Sécherheet bidden Dual-use-Technologie Lëtzebuerg d'Méiglechkeet vun engem zolitte Return-on-Investment. Wéi eng Projeten huet d'Regierung an dësem Beräich scho geplangt?

Lëtzebuerg ass Member bei der europäescher Weltraumagentur ESA, wat vun onschätzbarem Wäert ass fir d'Participatioun un internationaler Weltraumprojeten a fir international Entrepreneuren op Lëtzebuerg ze bréngen, wéi dat zum Beispill bei der Firma ispace de Fall war.

Ass am Kader vun der Entwécklung vum Dual-use geplangt, datt Lëtzebuerg seng finanziell Kontributioun un d'ESA entsprechend erhéije wäert?

Theema Weltraumfuerschung: Wat sinn déi international Haaptprojeten, un deene sech Lëtzebuerg aktuell bedeelegt? Wou stinn aktuell d'Virbereedungen fir de Space Campus? Wou ass dës Projet drun?

Ech soen Iech am Virus villmools Merci fir Är Äntwerthen.

M. Laurent Mosar, Président de séance | Merci dem Här Schockmel.

An als éischte Riedner ass den honorablen Här Laurent Zeimet agedroen. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Mäin honorabel Frënd, de Gérard Schockmel, hält eis am spéiden Nomëtze mat op eng wäit Rees – der Weltraum, unendliche Weiten – an ech fäerten, et wäert mer schwéierfale, net vläicht Saachen ze soen, déi mäin honorabel Kollege scho gesot huet. Mee dat ass jo dann och gutt, well mir sinn an enger Koalitioun. An an deem Sënn kënn et net zu galakteschen Onstëmmegkeeten hei.

(Hilarité)

Léif Kolleginnen a Kollegen, Här Minister, d'CSV huet d'Entwécklung vum Weltraumsektor an eisem Land vun Ufank un ënnerstëtzt. Nimm wéi de Pierre Werner an de Jacques Santer sinn enk mat dëser Entwécklung verbonden. Si gehéieren zu de Pionéier vun dëser Aventure, mat där mer eis haut den Owend hei auserneesetzen.

Viru 40 Joer gouf d'SES och mat hirem Impuls gegrënnt an de Lëtzeburger Staat huet sech wäit aus der Fënster geluecht, fir fir déi jonk Gesellschaft ze biergen. Zanter 20 Joer ass Lëtzebuerg och Member vun der ESA – och dorun huet den Här Schockmel schonn erënnert – an och dat ass e Schrëtt, deen zréckgeet op de Fränz Biltgen an d'Octavie Modert. An och dee war richtungsweisend bei der Entwécklung vum Sektour am Grand-Duché.

Här President, d'Gewicht vum Sektour an eiser Wirtschaft ass op den éischte Bléck net esou impressionant. Ëm déi 2 % vum PIB, 4 %, wann een de Krees e bësse méi breet zitt. An deem si 1.600 Aarbechtsplazen, an dovunner de Gros bei der SES.

Mee eleng op déi Zuelen ze kucken wär natierlech e bësse kuerz gegräff, well dës Sektour eis eng international Visibilitéit an och e Gewicht gëtt, dat wäit iwwert déi geografesch Gréisst vun eisem Land erausgeet. An et ass – och dat gouf schonn ënnerstrach – e Sektour mat vill Potenzial.

Dowéinst huet dës Regierung sech jo och engagéiert, weiderhin an och verstärkt an de Spacesektour ze investéieren. Si huet sech och engagéiert, déi Investissementer reegelméisseg op hir Effektivitéit hin ze präiwen.

Dës Evaluatioun ass aus eiser Siicht essentiel. Wéi Der wësst, hu mer de Prinzip vum Invest an de Weltraumsektor ëmmer ënnerstëtzt. Mir hunn awer och an de leschte Joren Decisiounen vun de viregte Regierung kritesch begleet, a besonnesch dann, wa mer d'Gefill hatten, dass Feeler gemaach an dowéinst Steiersuen onnëtz verbrannt goufen.

Mir sinn eis duerchaus bewusst, dass den Invest an de Weltraum mat Risiko verbonden ass an datt net all Startup kann e groussen Succès ginn. Dës soll awer kee Fräifaartsschäi sinn, fir Sue vun eise Leit ze verbëtzen.

Här President, mir hunn 2017 als eent vun den éischten Länner e gesetzleche Kader fir déi kommerziell Notzung vu Weltraumressourcen adoptéiert. Domat hu mer de Grand-Duché op d'Landkaart vun dësem Sektour gesat. An dës Kader gouf 2020 mam Weltraumgesetz weider verstärkt.

An och de Rebranding vun der Weltraumdirektioun am Wirtschaftsministère zur Luxembourg Space Agency war e gudde Schachzuch.

Hei gesäit de Koalitionsaccord jo vir, eng legal Basis auszeschaffen – an do vläicht d'Fro un den Här Minister Delles, ob déi Aarbechte scho virukomm sinn oder wou se dru sinn.

D'Stratégie fir de Sektour bis 2027, déi vum honorablen Franz Fayot virgeluecht gouf, huet verschidden

Orientéierung ginn an och ënnerstrach, wéi wichteg et ass, en internationale legale Kader ze schafen.

Am Abléck huet ee jo heiansdo den Androck, wéi wann am Weltraum awer éischter nach de Wëlle Weste géif virherrschten, wou nëmmen d'Recht vum Stärkeren an d'Recht vum Räiche gëllen.

Et brauch een eng enk Ofstëmmung mat eisen europäesche Partner vum der Unioun an an der ESA, awer natierlech och am Kader vun der UNO. Ech ginn der-vun aus, datt déi Lëtzebuerg Regierung sech och am UNO-Forum ganz aktiv do abréngt.

Den Trafick am Weltraum brauch kloer Reegelen. An och d'Gestioun an d'Vemeidung vum Offall mussen eng Prioritéit bliwen.

D'Welt mécht sech erëm op de Wee zum Mound. A Lëtzebuerg mécht sech mat op de Wee. Mir si Launchpartner vum den Artemis-Accorden, déi vun de Vereenegte Staaten ausgaange sinn a gemeinsam Prinzippe fir eng friddlech Weltraumexploratioun festleeën. D'Artemis-Accorden hunn eise Secteur eng zousätzlech Visibilitéit ginn an de Wee fräigemaach fir nei Projeten.

Fir eis als CSV ass et awer ganz kloer, dass all d'Méiglechkeeten am Espace musse friddlech genotzt ginn an datt et net zu enger Appropriatioun oder zu enger Koloniséierung dierf kommen.

Här President, den Direkter vun der ESA, den Här Josef Aschbacher, huet Lëtzebuerg bescheinegt, extreem staark ze sinn, wann et ëm Weltraumressourcë geet. Mir hunn eng Kompetenz nisch etabléiert a ware fir d'ESA e Pionéier an deem Beräich. Doduerch ware mer an enger idealer Positioun, fir zesumme mat der ESA de Fuerschungszenter, deen den Här Schockmel jo scho beschriwwen huet, um Belval kënnen op d'Been ze stellen.

Dësen Zenter spillt eng Schlüsselroll tëscht der Fuerschung, der Innovatioun an der Ënnerstëtzung vun deene Betriber, déi se wëllen ëmsetzen. Well et den Zenter elo mëttlerweil zanter fënnef Joer gëtt: Här Wirtschaftsminister, kéint Der eis vläicht soen, wéi eng éischt Resultater et gëtt, wéi vill Startuppen am Incubateur ënnerwee sinn, respektiv wéi eng Betriber op den nächste Schratt iwwerginn?

Mir si jo gitt opgestallt um Startup-Niveau, mam ESRIC a mam Fit-4-Start-Programm vu Luxinnovation. Och bitt d'Luxembourg Space Agency iwwert de LuxIMPULSE-Programm eng Méiglechkeet, fir ESA-Gelder unzezapen. Mee wann déi Startuppe wëlle weiderwuessen, muss méi Kapital hier, an dat musse se meeschtens dann och an d'Ausland siche goen.

D'Virgängerregierung hat zesumme mat Promus Ventures e Fong op d'Bee gestallt. Hei wär och d'Fro, ob do schon Hëllef aus deem Fong konnten ofgezu ginn, fir eenzel Betriber weider ze begleeten.

Dat positiivt Beispill vun der Firma ispace ass och schon ugeschwat ginn, déi jo hiren Ursprung a Japan huet, déi och eng laangfristeg Visioun huet, eng dauerhaft Presenz um Mound opzebauen. Dat ass immens ambitiéis. Mir begleeten déi Firma op hirem Wee dohinner, och dann, wann emol eng Kéier eppes schifgeet, esou wéi dat viru Kuerzem de Fall war.

Viru Kuerzem koum och d'Nouvelle, datt Blue Origin sech zu Lëtzebuerg etabléiere wëll a säi Büro hei wëll opmaachen. Si gehéieren och zum Artemis-Programm a goufe vun der NASA dofir zrëckbehalen. Dat ass sécherlech eng Chance op eise weidere Wee. An och do Felicitatiounen un de Minister fir seng Verhandlungsféierung.

Här President, mir mussen och weider Talenter unzeien an dësem Beräich – net nëmmen, mee och.

Mir brauche Visionären, mir brauche Fuerscher, mir brauchen och Dreemer, mee natierlech halen eleng d'Dreem se net hei am Land. Do brauch et och verschidde weider Mesüeren, esou wéi d'Regierung se op de Wee bruecht huet, natierlech och steierlecher Natur, fir d'Leit ze iwwerzeegen, am Grand-Duché ze bliwen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gros vun der Wirtschaftsleeschtung vun eise Weltraumsektor gëtt nach ëmmer vun der SES gedroen. Mee och d'SES muss sech permanent nei erfannen an huet sech och op Konnektivitéit ëmgestallt. Internet am Fliger, Internet um Mier si Marchéen, wou och d'SES elo zu de Leadere gehéiert.

Richtungsweisend gëtt d'Acquisitioun duerch d'SES vun hirem historesche Konkurrent Intelsat. Nom Accord vun der EU-Kommissioun fir dës Acquisitioun steet just nach den Accord vun den amerikaneschen Autoritéiten aus. Wann d'SES wëll an Zukunft mat der Konkurrenz mathalen, da muss se wuessen a sech weider positionéieren. An de Staat soll als Aktionär dës Entwécklung begleeten a seng Verantwortung och iwwerhuelen. Et bidde sech och vill Chancen, fir eis nohalteg Entwécklung an eis Resilienz géint Klimaverännerunge mat Hëllef vu Spacetechnologie a Kënschtlicher Intelligenz ze verbesseren.

D'SES huet sech och am Sektur vun der Defense positionéiert. Eng friddlech Notzung vum Weltraum muss net am Widdersproch stoen zu der Notzung vu Méiglechkeeten, fir de Friden hei op der Äerd ze sécheren an och eise Planéit géint Geforen, wéi Asteroiden, aus dem Weltraum ze verdeidegen.

Mam NATO-Sommet, deen haut op en Enn gaangen ass, steet eis e Quantesprung an den Defenseaufgaben bevir. Mir sinn der Meenung, dass mer eis müssen op eis Stärkte baséieren, wa mer an eis Defense investéieren. D'SES huet zesumme mat der Regierung de GovSat 1 op Orbit bruecht a wäert och um GovSat 2 bedeelegt sinn, deen ugekënnegt gouf.

Am Koalitionsaccord gouf festgehalen, dass d'Akteuren aus dem zivilen an dem militäreschen Weltraumsektor solle méi enk zesummeschaffen. A mir hunn och Firmen, déi a béide Welten ënnerwee sinn an déi och Dual-use ubidden. Also sollte mer och op deem Wee weidergoen.

Här President, unendliche Weiten, unendliche Möglichkeiten: Dëse Weekend ass iwwregens den Asteroid Day hei an der Stad. Do kann ee sech also nach ganz vill schlau maachen iwwer all déi Méiglechkeeten, déi sech bidden.

Viru gutt iwwer 40 Joer si mer zesummen op dee Wee gaangen. Natierlech gouf et Réckschléi. Et wäert och an Zukunft nach Réckschléi ginn, mee déi sollen eis net ophalen! Déi gouf et och, wéi se déi éischte Kéier wollten op de Mound fléien. Och do huet net alles am Ufank geklappt. An d'Leit hu vill gezweifelt, ob se op deem Wee sollte weidergoen. An de President Kennedy huet dann ëmmer eng al iresch Geschicht zitéiert vun deenen zwee Jongen, déi ënnerwee waren an déi ëmmer erëm viru Mauere koumen. Dann hu se hir Kap iwwert d'Mauer geheit, fir datt se hu musse weidergoen. An eis Virgänger hunn eis Kap viru gutt iwwer 40 Joer iwwert d'Mauer vum Weltraum geheit an et ass un eis, um Wee weiderzegeen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Mosar, Président de séance | Merci dem Här Laurent Zeimet. Als nächste Riedner ass den Här Franz Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Léif Kolleegen, ech ka mech nach gutt erënneren, wéi de viregte Wirtschaftsminister Étienne Schneider 2015 fir d'éischt Kéier an eis Fraktioun komm ass, fir eis de Projet Space Resources ze presentéiere mat all senge verschiddene Voleten. Deemoools hu mer eis all gekuckt an eis gefrot, ob e virun e Spacecake giess hätt oder soss iergendeng illegal Substanz gefëmmt hätt.

(Hilarité)

Well dat huet wierklech immens no Sciencefiction alles geklongen a senge verschiddenen Implikatiounen.

Abee, zéng Joer duerno muss ee soen, dass déi Initiativ sech zimmlech gutt entwéckelt huet. De Gérard Schockmel ass drop agaangen a sengem Exposé. Ech brauch dat also elo net méi ze maachen. Mee et sief just gesot, dass effektiv elo eng ganz Rei Entreprises hei sinn an dass dat e Sektur ass, dee sech op eng ganz dynamesch Aart a Weis entwéckelt.

A wann een op Wirtschaftsmissiounen ënnerwee ass uechtert d'Welt, da si mer mëttlerweil op der Kaart fir eis Finanzplaz, awer och ganz vill an op ville Plaze fir eise Sektur am New Space. Mir si bekannt als e Land, dat sech do ganz fréi engagéiert huet an déi Richtung an dat duerch dat Gesetz, dat mer 2017 verabschit hunn, awer och déi wierklech considerabel Investissementen, déi mer an deem Beräich gemaach hunn, an déi Infrastrukturen, déi mer opgebaut hu ronderëm d'Recherche, awer och, fir d'Entreprises unzezielen, eng grouss Kredibilitéit opgebaut huet, soudass dat e Sektur ass, wéi gesot, dee sech gutt entwéckelt, mee wou ee muss Fouss bei Mol halen, fir dass dat och weidergeet.

Et ass och gesot ginn: Déi viregt Regierung, an ech hat och eppes domadder ze dinn, huet u sech deem Sektur, dee virun eng zimmlech extraktiv Nues hat, wou mer am Ufank vu Spacemining geschwat hunn, am Fong eng aner Perspektiv ginn, déi méi op Nohaltegkeet ausgeriicht war. D'Iddi ass elo, an ech mengen, dat ass och nach ëmmer déi strateegesch Ausrichtung, dass een am Fong de Space ka benotzen, fir d'Problemer, déi mer op der Welt hunn, mat eise Planéit hunn, besser kënnen unzegoen.

Souwuel bei der Exploratioun wéi och bei der Observatioun vun der Äerd, d'Entwécklung vun neien Technologien, déi Recherche, déi do gemaach gëtt: Alles dat kann ee positiv benotzen, zum Beispill am Klimaberäich, am Beräich vun der Landwirtschaft, der Bekämpfung vun Dréchenten, dem Virausgesi vun Iwwerschwemmungen an esou weider. Alles dat si Beräicher, wou ee ka mam Space wierklech eng Differenz maachen.

An eng Entreprise wéi Blue Origin, dat ass och eng Entreprise, déi eng änlech Ausrichtung huet, dat heescht, wou et wierklech – an den Numm seet et – drëm geet, fir effektiv och de bloe Planéit kënnen ze retten duerch den Asaz vum Space. Ech hat och Ufank 2023, wéi ech a Kalifornie war, deemoools scho mat hinne Gesprécher, an ech si frou, dass dat sech elo materialiséiert huet, dass effektiv Blue Origin decideret huet, op Lëtzebuerg ze kommen, sech hei ze etabléieren. Dat ass, wéi gesot, eng Entreprise, déi eng änlech strateegesch Ausrichtung huet wéi eis Initiativ.

De Laurent Zeimet ass op de legale Kader agaang. Et ass gewosst, dass eist Gesetz vun 2017 sech am Fong an deen Outer Space Treaty vun 1967 do afüügt an am Fong e gewëssene Vide juridique op eng gewëssen Aart a Weis interpretéiert, fir sech kënnen do Ressourcen ze appropriéieren, déi een da fënnt op engem Asteroid oder soss op engem Planéit.

Mee, wéi gesot, et gëtt do e Vide juridique. An ech hunn och ëmmer derfir plädéiert, a menger Zäit als Deputéierten an och duerno an der Regierung, dass mer och an der Diskussioun ronderëm deen neien Traité, deen iergendwann eng Kéier soll kommen, deen do an der Maach ass, eis am Fong derfir engagéieren, dass den Espace soll als e Bien commun de l'humanité ugesi ginn an net just als eng Spillwies fir privat Entreprises a privat Interëten, an insbesonnesch vun Milliardären. Ech mengen effektiv, dass dat en zentralen Enjeu ass, wann een och wëll eng responsabel Exploratioun vum Space an Zukunft kréien, dass dat eppes ass, wat der ganzer Mënschheet zum Benefiss gëtt, an, wéi gesot, net just verschiddene Partikularinteressen.

Mir stinn also natierlech och nach wie vor als LSAP hannert dëser Initiativ vum Space, déi effektiv scho laang zeréckgeet, op d'80er-Joren, op d'Naissance vun der SES. D'SES war ëmmer dat, wat eis grouss Kredibilitéit ginn huet an deem Beräich. Deemools hate mer effektiv Pionéiergeescht. Et ass weidergaang mat där Initiativ Space Resources, déi 2015 lancéiert gouf. An ech mengen effektiv, dass et e vill-versprechende wirtschaftleche Secteur ass.

D'Ekonomie vum Espace huet awer och méi däischter Säiten. Si gëtt dominiert vun Milliardäre wéi Musk a Bezos an och aneren, déi och, muss ee soen, kloer Pläng hunn, aner Planéiten ze koloniséieren. Dat heescht, et ass hei och eng Iddi, déi matspillt, vu gewëssenen Techoligarchen, eng gewësse Kolonisierung vun anere Planéiten ze maachen. An hannendru schwéngt och e bësse schonn eng Iddi, dass een et iergendwéi opginn huet, dës Planéit hei ze regeneréieren an och ze retten.

Dat ass virun allem an där politescher Situatioun, an där mer sinn ... An et huet ee jo gesinn, op wat fir enger Säit déi Leit sinn an Amerika. Déi sinn all beim Trump engagéiert. Se waren op senger Inauguratioun.

Dat ass, wéi gesot, e Grupp vu Leit, extreem räiche Leit, Techoligarchen, deenen de Klimawandel, deenen déi environmental Kris zimmlech egal ass – „carbon cynicism“ gëtt dat genannt – a wou, wéi gesot, op d'Käschten zum Deel vun de Mënschen an och vun eisem Planéit am Fong eng nei Ekonomie an och e gewëssenen Escapism do entwéckelt gëtt, dee ganz kloer net an déi richteg Richtung geet. Do ginn da Saache gemaach wéi Spacetourismus, wou Leit dann, och extreem räich Leit, kënnen eng Kéier an den Outer Space reesen. An och dat ass engersäits zimmlech sënnslos an och natierlech ekologesch eng Katastroph an eppes, wat mer sécher net als positiv bewäerten an där Ekonomie.

Mir hunn awer och de Problem, dass mer eng Partie Dependancen do hunn. Mir schwätze jo vill an oft iwwer eis Souveränitéit, och als Europäer, a monche Beräicher, sief et am Beräich vun der Energie, sief et am Beräich vum Digitalen, vum Numereschen. Mir hunn nach haut e puermol driwwer geschwat am Kader vun deene verschiddene Projeten, déi mer diskutéiert hunn. Abee, de Space ass och esou e Beräich, wou mer där Dependancen elo schonn hunn. Mir sinn ofhängeg vum Elon Musk sengem SpaceX fir d'Lancéieren, wa mer gär Saachen eropschécken an de Space. Mir sinn awer och relativ ofhängeg vu senger Starlink-Konstellatioun. Mir hunn dat mat engem gewëssenen Schreck gesinn, wéi en an der Ukrain vun engem Dag op deen aneren op eemol d'Konnexioun ofgeschalt huet. An do mierkt ee virun allem, wann een et mat engem Personnage wéi dem Elon Musk ze dinn huet, deen awer extreem, jo, besuergniserregend Positiounen huet, deen och politesch natierlech en Extremist ass, ...

(Interruption)

Här Weidig, ech weess, dass Dir immens frou sidd mat him.

... mee deen awer en extreem rietst Gedankegutt huet – ech mengen, et kann ee roueg „faschistoid“ soen –, dann ass dat natierlech extreem inquietant an dann ass dat sécher net e Personnage, an deem seng Ofhängegkeet ee sech sollt beginn.

Dofir ass et wichteg, dass mir eis och als Europäer do selwer déi néideg Capacitéite ginn, sief et am Beräich vun de Konstellatiounen – dofir begrëssen ech och, dass mer nach weidermaachen, och am Kader vun der IRIS²-Konstellatioun vun der Europäescher Unioun, dass mer och do als Land an der Poursuite dovun engagéiert sinn, wat mer lancéiert haten an där viregter Regierung, dass mer domat weidermaachen –, awer och natierlech, dass mer am Kader vun der ESA op Projete schaffen, wéi en eegene Lanceur oder aner kruzial Infrastrukturen, déi mer brauchen, fir och am Beräich vum Space, wat, mengen ech, an Zukunft e Secteur ass, wou mer musse mathalen, insbesonnesch mat den Amerikaner oder mat de Chinesen, eng eegestänneg Capacitéit ze hunn an op den eegene Féiss dozestoen.

Voilà. Dat gesot, wëll ech dem Gérard Schockmel Merci soe fir dës Initiativ, déi eis et erlaabt, effektiv de Punkt ze maachen, wou mer am Spacesecteur stinn, an ech wëll Iech Merci soe fir d'Nolauschtenen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Mosar, Président de séance | Merci dem honorabelen Här Fayot. Als nächste Riedner kritt elo den honorabelen Här Tom Weidig d'Wuert. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Härén Deputéiert, ech sinn 1972 gebuer zu Esch am Häerz vun der Stolindustrie, ronderëm lauter Minnen an ARBED-Stolwierker. Ech si schlofe gaange mam Kaméidi a mat der Glous, déi owes den Himmel rout gefierft huet.

Plusieurs voix | O!

M. Tom Weidig (ADR) | Dat Éischt, wat ech als Kand matkritt hunn, war awer d'Stolkris Enn de 70er-Joren. Vill Leit hunn hir Aarbecht verluer an et huet ee sech deemools gefrot, wéi dat weidergeet mat Lëtzebuerg. 40 Joer méi spët wësse mir, wat kee wësse konnt. Virun allem zwee Secteuren hu sech an de Vierdergrond katapultéiert: d'Finanzindustrie an d'Satellitenindustrie. Si hunn aus eis e räicht an Hightech-Land gemaach an duerch si si mir och europawäit an deelweis weltwäit bekannt ginn.

Während d'Finanzindustrie vill Elteren hat, war d'Successstory vun der Satellitenindustrie identesch mat der Successstory vun der SES. Et war d'Kombinatioun tëschent der Visioun vun engem amerikaneschen Expert, dem Clay Whitehead, an dem Willen an der Risikobereitschaft vun den deemolege Regierungen ënnert dem Pierre Werner an duerno dem Jacques Santer, Suen op den Dësch ze leeën, fir eng nei Technologie auszeprobéieren, mee och d'Chance, duerch eis national Souveränitéit en Urecht op Orbitale fir SES-Satelliten ze kréien.

Laang Jore war d'SES eng Cashkou fir eis, déi de Staatsbudget kräfteg ënnerstëtzt huet, mee d'SES huet nach vill méi gemaach. Si huet Lëtzebuerg mat zu engem Hightech-Land gemaach. Ech hat selwer d'Chance, virun 30 Joer an engem Stage am Flight-Dynamics-Team ze gesinn, wéi fortschrittlech an up to date d'SES schonn deemools war.

Doduerch huet sech natierlech och eng kleng Zouliwwerindustrie ëm d'SES erëm gebilt an et waren och Experte bei der SES, déi am Land sesshaft gi sinn an

op déi ee konnt zréckgräifen. Mee d'Géigewaart ass awer elo markéiert duerch zwou grouss Dynamiken: éischtens den Effort, fir d'Spaceindustrie ze diversifizéieren, ewech vun der SES, an den enorme wirtschaftlechen an technologeschen Drock, deen op der SES laascht.

Et ass kee Geheimnis, dass sech de Backbone vun der SES, also d'Satellitenindustrie, komplett revolutionéiert huet duerch SpaceX. Dem Elon Musk seng Firma, déi hie mat vill Kompetenz an héijem Risiko opgebaut huet, dominiert de Marché duerch 70 % vun alle Rakéitestarten, 20 % vun de Käschen nëmme méi an och revolutionär nei Rakéitemodeller wéi de Starship, mee virun allem duerch de Starlink, deen aus Dausende vu klengen Satellitte besteet an deen Internet fir d'ganz Welt liwwert.

An eng aner Revolutioun, un där d'SES och ze knaen huet, ass de Fernsee iwwer Internet. D'SES huet joerzëngtelaang Fernsee via de Satellitt bruecht, an elo geet alles iwwer den Internet. Si fokusséieren hir Satellitten zwar elo op den Internet-Backbone vu groussen Internetprovideren, mee et wäert ganz schwéier gi fir si. Mir mussen do genau oppassen an der SES, esou wéi et geet, ënnert d'Äerm gräifen.

Zum Schluss wëll ech awer och iwwert de Spacemining schwätzen, oder wéi et der Welt vum fréiere Minister als Asteroidmining verkaf ginn ass. Lëtzebuerg huet do eng massiv Campagne fir Asteroidmining gemaach, déi kloer technologesch absolutt kee Sënn gemaach huet. Den Elon Musk wëll op de Mars fléien, an dat ass schwéier genuch a liicht onrealistes, mee op engem Asteroid ze landen, Tonne Ressourcen ze sammelen an op d'Äerd zréckzebréngen, ass einfach puer Science-fiction. Ech garantéieren Iech, datt et och a 50 Joer net klappt.

Och eis Investitioun vun 12 Milliounen an den amerikanesche Startup Planetary Resources war en absolute Fiasko. All Expert hätt vun deem Investment ofgeroden, mee de Minister Schneider huet dat awer trotzdem gemaach. Also insgesamt e kompletten Desaster: technologesch gesinn – Asteroidmining –, an och investmenttechnesch e Verloscht vun 12 Milliounen Euro Steiersuen.

Mee d'Ironie vun der ganzer Story ass awer e gutt Beispill vu Guerillamarketing. Onrealistesche Technologien a falsch Investments, mee Lëtzebuerg an och d'SES, ware wochelaang Headlinenews an den internationale Meedien. Dat hat als Konsequenz, datt d'Welt op Lëtzebuerg opmierksam ginn ass als e Land „that can make things happen“. D'Industrie huet weltwäit dës Campagne interpretéiert als „aim for the stars to reach the moon“.

De Space ze kommerzialiséieren an d'Ressourcen am Weltraum no bei der Äerd ze notzen, ass absolutt realistesch. Doduerch hu mir elo méi Startups an etabléiert Firmen op Lëtzebuerg kritt, déi sech ëm d'SES an engem Ökosystem etabléiert hunn.

Mir sinn elo och Member vun der ESA an d'LSA, d'Luxembourg Space Agency, ass gegrënnt ginn. Workshops a Konferenzen weisen, datt dës Zeen lieweg ass. Mir mussen dës Aktivitéite begleeten, an ech soen explizitt „begleeden“ – mir solle se net steieren. Déi Firma wësse selwer, wat se brauchen. A mir solle mat hinnen zesumme schaffen, fir hinnen dat ze ginn, wat se brauchen.

Mee mir mussen och wachsam bleiwen an net op all Pitch vun engem Startup erafalen a genau préiwen, wat Sënn mécht a wat net. Mir sollten och net ze vill an R&D (ndlr: Research and Development) investéieren fir Projeten, déi nach Joerzëngt wäit ewech si vun der Kommerzialisierung. Dofir ass eist Land einfach ze kleng.

Mir als ADR wäerten also all sännvoll Initiativ ennerstëtzen an hoffen op eng zweet SES. Merci.

M. Laurent Mosar, Président de séance | Ech soen dem honorabelen Här Weidig Merci. Als nächst Riednerin ...

M. Gérard Schockmel (DP), interpellateur | Här President, dierf ech eng Fro stellen?

M. Laurent Mosar, Président de séance | Jo, Här Schockmel. Dir wëllt dem Här Weidig eng Fro stellen, huelen ech un.

M. Gérard Schockmel (DP), interpellateur | Jo.

M. Laurent Mosar, Président de séance | Da stellt Är Fro, Här Schockmel.

M. Gérard Schockmel (DP), interpellateur | Also, ech wollt just froen, well den Här Weidig huet jo vum Elon Musk geschwat a vu senge Satellitten: Ass den Här Weidig sech bewusst, datt déi vill Satellitten, déi elo eropgeschéckt gi si vum Elon Musk, an der niddreger Ëmlafbann sinn – LEO (ndlr: Low Earth Orbit) – an datt d'Liewensdauer vun deene Satellitten am Schnëtt eigentlech fënnf Joer ass, wat natierlech en immense Problem ass, och fir déi ganz Verschmutzung, déi mer mëttlerweil grad an der niddreger Ëmlafbann hunn, datt awer au contraire natierlech d'Stärkt vun SES bei de Geostationären ass, déi op 50 Kilometer ongeféier sinn, an, mat Intelsat zesummen, och deen an dem mëttleren Orbit?

An d'Kommunikatioun vun deenen zwee ass natierlech extreem potent. Wa mer nach gréng Luucht kréie vun den amerikanesche Wettbewerbsbehörden, dann entsteet natierlech hei e Réseau, dee wierklech ganz resilient ass. An dobäi kënn natierlech de Programm ...

M. Laurent Mosar, Président de séance | Här Schockmel, Dir misst awer vläicht elo Är Fro stellen.

M. Gérard Schockmel (DP), interpellateur | Jo! Meng Fro war, ob e Bewosstsäin dofir besteet, datt eeben déi Exklusivitéit op dee schonn zimmlech iwwerlaaschten niddregen Äerdorbit, dat heescht op de LEO, am Prinzip d'Exklusivitéit vum Elon Musk senge Satellitten a sengem Starlink ass, wat net onproblematesch ass a wat am Prinzip och nëmme ganz partiell ass.

Merci.

M. Tom Weidig (ADR) | Et ass kloer, dat ass alt richtig, wat Dir sot. Déi sinn op engem Low Earth Orbit an et ass kloer, datt d'Liewensdauer net esou laang ass. Mee d'Realitéit ass, datt dat am Moment funktionéiert. D'Leit kafe se an et ass och kommerziell viabel.

Ech hat et jo nëmme gesot als Beispill, datt et wierklech ganz schwéier gëtt fir d'SES, well se Konkurrenz do hunn. Se hu Konkurrenz mam Fernsee iwwer Internet an natierlech well SpaceX alt all déi Satellitten eropschécke kann. Elo kënnen natierlech och vill méi Satellitte vill méi bëlle an eng Orbitale kommen, wou all déi SES-Satellite sinn, an doduerch geet d'Konkurrenz dann och nach an d'Luucht fir d'SES.

Ech hunn dat just als zwee, dräi Beispiller bruecht, fir alt ze soen, datt d'SES wierklech enner enormem Drock ass an datt mer deenen do musse sou gutt wéi méiglech hëllefen. Merci.

M. Laurent Mosar, Président de séance | Gutt. Merci nach eng Käier dem Här Weidig. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madamm Joëlle Welfring agedroen. Madamm Welfring, Dir hutt d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Här President, fir unzefänken, wollt ech dem Här Schockmel Merci soe fir dës Interpellatioun. Als fënneft Riednerin muss ee sech ëmmer d'Fro stellen, wéi ee ka verhënnere,

ze vill ze widderhuelen. Dofir maachen ech elo kee Risenëmschlag a wollt eigentlech direkt an de Sujet erakommen.

De Spacesector als Entwécklungsperspektiv fir eis Ekonomie ass jo keng nei Iddi. Si gouf, dat hu meng Virriedner och scho gesot, an den 80er-Joren duerch d'Grënnung vun der SES lancéiert. An duerno goufen och ënnert dem Étienne Schneider enner anerem d'Initiative Space Resources an d'Lëtzebuerger Weltraumagentur op de Wee bruecht, fir dunn an der leschter Regierungsperiod och ënnert dem Franz Fayot mat enger neier Strategie nach verstärkt ze ginn. An do ass och de Volet Nohaltegkeet weider verstärkt ginn, wat mer natierlech begrëissen.

A just dës klengen Historique als Hannergrond, fir den Här Minister vläicht virop perséinlech ze froen, wat hie perséinlech wëll an dësem Beräich vu Schwéierpunkte setzen, ob hie gewëllt ass, do och wierklech seng Handschrëft unzëbréngen, a wa jo, wou an och wéi.

Och wann de Weltraumsector effektiv eng ganz Rei Perspektive bitt, gëtt et och Elementer, déi aus eiser Siicht och Suerge maachen. An och déi sinn zum Deel ugeklongen. An ech wollt am Rescht vu menger Ried op dräi dovunner méi am Detail agoen.

Éischtens denke mir do un déi enorm Konzentratioun u Muecht, déi virun allem an de leschte Joren opkomm ass am Beräich vun der privater Raumfaart. Dat huet ee vu menge Virriedner schonn ugedeit. An och déi privatwirtschaftlech Raumfaart ass jo d'Basis, firwat Lëtzebuerg hei wirtschaftlech Opportunitéite gesäit.

Mee wann ee sech zum Beispill virun Ae féiert, dass eng eenzeg Firma, an Dir dierft roden, wéi eng, an der éischter Hallschent vum Joer 2024 siwemol méi Tonnen Equipment an de Weltall geschoss huet wéi all déi staatlech Weltraumagence weltwäit zesummen, oder wann ee sech ukuckt – och dat ass elo grad ugeklong –, wéi grad déi äerdno Ëmlafbunnen ëmmer méi saturéiert si mat private Satellitten, da gesäit ee schonn, wéi eng Muecht a wéi ee Räichtum sech hei konzentréieren, a wéi eng Ofhängegkeeten domat an Zukunft kënnen entstoën.

Fir eis ass et kloer, dass, och wa Lëtzebuerg probéiert, vun der privater Raumfaart ze profitéieren, mir awer als Land eis weiderhi mussen derfir asetzen, dass d'Staaten d'Iwwerhand am Weltraum halen, an net e puer Techmilliarden.

Andeems enorm effentlech Finanzementer an de private Weltraumsector gestach ginn, stelle sech dofir och d'Froen der Gerechtegkeet, wann et ëm d'Verdeelung vun de Profitter geet, déi sech an den nächste Joerzénge heirauss wäerten erginn. E Rapport vum Weltwirtschaftsforum zum Beispill rechent, dass sech hei e Potenzial vun 1,8 Billionen Dollar – oder 1,8 Trillionen an US-Termen – bis 2035 wäert erginn. Et ass also ganz wichteg ze verhënnere, dass déi effentlech Hand just d'Verloschter absorbéiert an déi Privatentreprisen d'Benefisser.

Déi enorm Konzentratioun vu Muecht, Technologie a Räichtum bei neie private Weltraumacturen ass awer och e Risiko fir déi méi traditionell europäesch Acturen an dësem Beräich, wéi zum Beispill SES oder Intelsat. Gesitt Dir, Här Minister, och e Risiko, dass dës den Uschloss kéinte verléiere géint déi méi nei Konkurrenz? A a wa jo, wéi wëllt Dir hei virgoen?

E weidere Punkt, ëm dee mer eis als Gréng natierlech och Gedanke maachen an deen eis och Suerge mécht, dat sinn déi ekologesch Suite vum der privatwirtschaftlecher Course ëm de Weltraum. Och wa sech haut nach zum Deel verschidde Saache wéi

Sciencefiction unhéieren, sou ass d'Verknaschtung vum Weltraum eleng duerch d'Accumulatioun vum Weltraumschrott awer eppes, wat riskéiert, ëmmer méi seriö ze ginn, ganz ofgesi vun der Konsequenze fir d'Ëmwelt vun dëser ganzer Industrie hei ennen op der Äerd.

An och hei eng Fro: Ass dat eppes, Här Minister, wat Dir, wéi Äre Virgänger, och wëllt am Ae behalen? A wa jo, wéi? Wëllt Dir drop awierken?

Verschidden Techmilliarden fannen et jo en attraktiven Zenario, dass d'Mënschheet eise Planéit weider ongebremscht ausbeut, fir sech dann iergendwann op de Mars ofzesetzen, en Zenario, deen e bëssen un e Satirfilm ernënnert vum Stanley Kubrick aus de 60er-Joren. Och wa verschidden Europäer sech vläicht heiansdo schwéierdoen, dat heiten eescht ze huelen, gesi mir heira wierklech eng Zort vun Denken, dat net nëmme geféierlech fir eise Planéit ass, mee awer och geféierlech fir eis Demokratie ka sinn, well et finalement op d'Ausbeutung vu Mënsch an Natur setzt, an dat am Interêt vun enger klenger Minoritéit.

An dann dee leschte Punkt, deen ech wollt uschwätzen, dat ass den Aspekt vun der Defense. Mat enger enormer Croissance vun den Defensebudgeten uechtert d'Welt an dësem Moment ass et virun allem hei, wou sech kuerz- a mëttelfristeg en enormen Entwéicklungspotenzial erwaart gëtt, och fir déi privat Raumfaartsbranche.

Dofir wollt ech de Minister och froen, wat déi weider Projekte vun der Regierung an deem Beräich sinn, zum Beispill bei de Satellitten – iwwert déi eraus, déi vläicht elo schonn ugeklong sinn. A mir wollten och froen, ob d'Regierung hei aktiv probéiert, Moosnamen en place ze setzen, fir och hei bei den Dual-use-Applikatiounen ze verhënnere, dass et zu enger zevill grousser Ofhängegkeet kënn vu privaten Acturen – ëmsou méi, wann dës keng europäesch Acturen sinn. Well wann do am Eeschtsfall iwwermächtig Techfirmen duerch hir Monopolsituatioun mat enger eegener politescher Agenda d'Decisioun iwwert d'Duerchféierung vun Defenseprojeten ze vill staark kënnen matbeaflossen, dann ass dat sécher net am Sënn vun eiser Sécherheet.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Laurent Mosar, Président de séance | Ech soen der Madamm Welfring Merci fir hir Interventioun. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement agedroen. Här Sven Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Europäesch Kommission huet haut virun enger Stonn, also e bëssen nom Ufank vum Här Schockmel senger Ried, den neien EU Space Act zu Bréissel presentéiert. Et ass also quasi de richtigen Dag a gläichzäiteg iergendwéi och de falschen Dag, fir heibannen doriwwer ze diskutéieren, well hätte mer et muer gemaach, hätte mer kënnen op déi neisten Developpementer vu Bréissel vill besser reagéieren, wéi mer dat elo kënnen maachen, wa mer hei quasi vun den Niegegkeeten iwwerrullt ginn, während mer eis Debatt féieren.

Ech hat nämlech a menger initialer Ried stoen, et géifen ongeféier 10.000 Satellitten am Moment am Weltall fléien, wat och d'LSA an hire rezente Publikatiounen schreift. Den EU-Space-Act-Fact-Sheet schreift elo vun 11.000 Satellitte schonn. Do gesäit een, wéi séier dat geet. A bis 2035 solle ganzer 50.000 weider Satellitten op Orbit geschoss ginn. Dat aleng weist, wéi séier u sech déi Evolusioun geet an och wéi de Weltraumschrott stänneg wuesse wäert. An dofir muss mer ëmsou méi oppassen, datt mer weiderhin en Accès zum Weltall hunn. Och datt zum Beispill d'EU ganz

laang keng eege Lanceure méi hat an dofir komplett ofhängeg war vun den USA an/oder anere Länner, mat deene mer nach manner frëndlech Relatiounen hunn, weist u sech, wéi wichteg et ass, datt mer och hei op eng strateegesch Autonomie vun der EU kënnen setzen.

A Lëtzebuerg steet genau am Zentrum. Och wa mer net Bréissel sinn an den EU Space Act net zu Lëtzebuerg presentéiert gëtt, steet Lëtzebuerg am Zentrum vun dëser Entwécklung vun der Weltraum-ökonomie.

Eis Weltraumindustrie ass eng richtig Erfolgs-geschicht. Mat iwwer 1.400 Leit, déi an iwwer 80 Entre-prises an Organisatiounen schaffen – an au contraire vum Här Schockmel wäert ech Iech se elo net alle-gueren eenzel opzielen –, contribuëiert de Secteur zwëscht 2 a 4 % vum nationale PIB, ee vun den héchsten Tauxen an Europa.

D'Zil ass, dësen Undeel an deenen nächsten zwee Joer op 4 % wierklech ze verduebele respektiv ze stabili-sieren.

D'Regierung huet an deene leschte Joren Honnerte vu Milliounen investéiert an huet domadder eng spekta-kulär Transformatioun méiglech gemaach.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

Virun 30 Joer, e bësse méi, hat Lëtzebuerg quasi keng Weltraumpresenz. Haut hu mer Weltfirmen wéi d'SES, déi 70 Satellitte bedreift a rezent d'Acquisitioun vun Intelsat fir 3,1 Milliarden ugekënnegt huet. Bon, en Deal, deen dëse Mount dann endlech den Accord vun der EU-Autoritéit krut, elo mussen dann d'US-Auto-ritéiten nach nozéien.

Mee d'wirtschaftlech Virdeeler ginn dobäi awer wäit iwwert déi direkt Beschäftigungszuelen eraus an eis Weltraumtechnologien transforméieren aner Indus-trien.

A mir schwätzen net emol nëmme vun Industrien. Stellt Iech einfach vir, Dir fuert mam Auto an Dir probéiert, den Navigatiounssystem ze benotzen! Mir haten eréischt virun e puer Wochen heibannen de Projet de loi iwwert de Galileo Public Regulated Service. Dat ass e sogenannte GNSS (ndlr: Géoloca-lisation et navigation par un système de satellites), wéi een dat haut seet, net méi GPS, well dat eng speziell Technologie ass. Ech hat versprach, keng Ofkierzungen ze benotzen haut, ech hale mech drun. Op alle Fall géife mer ouni de Galileo ganz vill Adresse-manner gutt fannen a mir géife wäit vill méi Émweër fueren an eis warscheinlech och vill méi oft verfuere wéi mer dat souwisou maachen.

Mee et geet och iwwert d'Datenanalys zu Robotik, vum High Performance Computing bis hin zu neie Materialien. De Supercomputer, iwwert dee mer haut och scho geschwat hunn, weist eis ganz genau, wéi d'Weltrauminnovatioun eis Économie stäerkt.

Eis regulatoresch Innovatioun huet eis als éischt europäescht Land etabléiert, dat eng juristesch Sécherheet fir d'Exploitatioun vu Weltraumressourcë bitt. D'2017er Space-Resources-Gesetz an d'2020er Space-Activities-Gesetz hunn eis e Wettbewerbsvir-deel ginn, deen onvergläichbar ass.

Haut, wann d'EU hir nei Weltraumgesetzgebung presentéiert, steet Lëtzebuerg schonn als Pionéier do. Déi EU-wäit Standardiséierung vun de Reegelen vum Satellitteschrottmanagement bis zur Cybersécherheet entsprécht genau deem, wat mir scho laang ëmset-zen. Eis strateegesch bilateral Accorde mat den USA, Frankräich, Japan, China an de Vereenegten Arabe-schen Emirater positionéieren eis am Zentrum vun internationale Kooperatiounsreseauen.

Als Grënnungsmember vun den Artemis-Accorden an als ee vun den Top-5-Contributeuren pro Kapp zu der ESA spille mer eng Roll, déi wäit iwwer eis raimlech Gréisst erausgeet.

Lëtzebuerg steet och weltwäit op der Plaz 1 am Global Talent Competitiveness Index. Eis nei Immi-gratiounsreformen erméiglechen et, eng Aarbechts-erlabbis fir Weltraumprofessioneller a kierzter Zäit ze kréien. D'LSA an hire Publikatiounen schwätzt vu fënnf Schaffdeeg. Ob dat ëmmer fonctionéiert, sinn ech mer net ganz sécher, mee ech si mer sécher, datt dorunner geschafft gëtt.

D'Uni bitt spezialiséiert Masteren un: Space Techno-logies and Business a Space, Communication and Media Law. De rezente Launch vun hirem eegene Satellitt weist eis wuessend Fuerschungskapazitéiten. De LuxIMPULSE-Programm huet 40 Milliounen an R&D investéiert, während d'Partnerschafte mat der ESA bis zu 90.000 Euro Kofinanzement fir Doktoratsfuer-schungen ubidden.

Dann huet Technoport 150 Entreprises incubéiert an iwwert de Fit 4 Start Space Track, fir deen een och ka roueg e bësse Werbung maachen, bidde mer haut scho 50.000 Euro Investissementer ouni Equity-Participatioun.

Eis national Space Strategy 2023-2027 investéiert nach eng Kéier 256 Milliounen Euro, eng Croissance vun 21,6 %, wann ech richtig gerechent hunn.

Mee komme mer erëm aus deenen Zuelen zrëck op d'Äerd. Meng bal véier Joer al Duechter huet mer re-zent eng wichteg Lektioon iwwert d'Begeeschterung fir de Weltraum ginn. Hatt dréit houerfreg säin NASA-oder ESA-Hoodie. A jo, léif LSA, wann Der haut no-lauschtert, dat wär och emol eppes, wat géif hëllefen: en LSA-Hoodie erauszébréngen. Ech kennen op alle Fall eng Cliente, déi Iech direkt géif een ofkafen.

Hatt dréit also houerfreg säin Hoodie a freet mech all Owend an der Lescht iwwer Planéiten a Rakéiten aus. An dëst Joer war fir d'Fuesant dat Wichtigst, en Astro-nautekostüm unzedoen. Hatt stellt Froen iwwert den Universum, déi souguer eis als Erwuessener nawell a Schwiereregkeete bréngen, fir se ëmmer richtig ze beäntwerthen. A leider huet säin Astronautekostüm, wéi ech et scho sot, kee Luxembourg Space Agency Logo an och kee lëtzebuergesche Fändel drop, mee dat weist eis, wat mer nach ze maachen hunn, fir déi nächst Generatioun net nëmme ze begeeschteren, mee och ze inspiréieren.

Dir gesitt, de Weltraumsektor weist, datt kleng Län-ner duerch strateegesch Visiounen, innovativ Regula-tiounen a geziilt Investitiounen global Leadere kënnen ginn. An den EU Space Act vun haut ënnersträicht d'Noutwendegkeet vun enger koordinierter Äntwert op d'Erausforderunge vum neie Weltraumzäitalter.

Lëtzebuerg huet bewisen, datt d'Diversifikatioun duerch Hightechindustrien nohaltege Räichtum ka schafen. An haut, wann Europa seng Weltraum-zukunft definéiert, steet Lëtzebuerg als Exempel an als Partner prett, fir dës Zukunft ze gestalten.

Villmools merci fir d'Opmierksamkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Clement. An als leschten ageschriwwene Riedner steet de Marc Baum op der Lëscht. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. De Weltraum übt säit ëmmer eng enorm Faszinatioun op de Mënsch aus an et läit am Wiese vum Mënsch, datt e seng Kenntnisser ëmmer nees wëll erweideren an ëmmer nei Grenzen sicht an exploréiert.

De Startschoss dozou war bekanntlech 1957 mam Lancement vum Sputnik. A säit deem Zäitpunkt sinn enorm Progrëse gemaach ginn am Verständnis vum Universum a senger physikalesche Fundamenter.

An ech muss zouginn, datt och ech als Kand dovunner gedreemt hunn, an de Weltraum ze fléien, inspiréiert och vun televiséierte Sendungen à la Starship Enter-prise (veuillez lire: Star Trek: The Next Generation) mam Captain Jean-Luc Picard a mat der Counselor Troi. Dat war déi zweet Generatioun. Et sinn der scho ginn, déi virun do waren. An de Space huet och ëmmer en enorm utopescht Potenzial gehat, well et d'Virstellung war, wéi een an Zukunft kéint zesumme-liewen.

An een Element och vu Starship Enterprise war, datt et ganz ëffentlech war, dat heescht, datt an där fik-tionaler Geschicht dat Starship, dat Raumschëff, en ëffentlech Raumschëff war, dat am Interessi vun der ganzer Mënschheet ënnerwee war. An effektiv sinn an deene leschte 40, 50 Joer – oder méi souguer, 60, 70 Joer – enorm Fortschréitter an de Weltraumpro-grammer gemaach ginn, Fortschréitter, déi och Aus-wirkungen hunn op eisen Alldag an déi aus eisem Alldag net méi ewechzedden sinn.

Duerfir ass et fir eis als Lénk grondsätzlech och eng gutt Saach, datt een a Weltraumaktivitéiten inves-téiert, mee wéi bei all Aktivitéit ass dat fir eis och ëmmer mat der Fro verbonnen, wien da letztendlech dovunner profitéiert, wien déi Aktivitéiten duerch-féiert a mat wéi engem Zil.

An do gesi mer awer an deene leschten 10, 20 Joer Entwécklungen, déi eiser Meenung no an déi falsch Richtung ginn. Wat mer gesinn, ass, datt eng rasant Privatiséierung a Kommerzialiséierung vum Welt-raum stattfënn. De Space, dee jo laut UN-Resolu-tiounen soll zum Benefiss vun der ganzer Mënschheet genotzt ginn, gëtt ëmmer méi zur Spillwies vum e puer Multimilliardären, déi domadder hiren elo schonn obszöne Räichtum nach méi vergréisseren, net méi fir de Benefiss vun der ganzer Mënschheet, mee grëss-tendeels op d'Käschte vun der Mënschheet. An et ass genau dës Zort vu Weltraumaktivitéit, déi just nach vun der Aussicht op privat Profitter ugedriwwen gëtt, déi d'Lëtzebuurger Regierung mat hire Programmer ënnerstëtzt.

Op der Homepage vu Space Resources steet, datt déi lëtzebuergesch Initiativ wëll den Ofbau vu Rostoffer erméiglechen, an ech zitieren, „for the benefit of human kind“. Mee genee de Contraire ass de Fall, Här Minister, well an deem vun der Regierung propa-géierte Modell profitéiert eenzeg den Investisseur dovunner, dee sech däréi dës Ressourcen accaparéieren, déi am Fong eis alleguerte gehéieren.

D'lescht Woch huet den Här Minister Delles ugekën-negt, datt dem Jeff Bezos seng privat Raumfaart-firma elo e Büro hei zu Lëtzebuerg opmécht. De Jeff Bezos ass jo bekanntlech e Soutien vum Donald Trump an huet säi Verméige gemaach mat Amazon, enger Firma, déi staark an der Kritik steet, well se hir Profitter maximiséiert, andeems se d'Aarbechter ausbeut, d'Ëmwelt zerstéiert a mat sophistiquéierten Techniken praktesch keng Steiere bezilt. Blue Origin Enterprises, sou heescht dem Bezos seng Firma an ass an eisen Aen e Paradebeispill fir déi problema-tesch Richtung, an déi sech dat Ganzt entwéckelt, änlech wéi och dem Elon Musk säi SpaceX.

Blue Origin verfolgegt keng Ziler, déi d'Allgemengheet als Ganzt weiderbréngen. Bekannt ass se virun allem, well se et ganz fortunéierte Leit erméiglecht, een Dag laang Astronaut ze spillen a bis an de Weltraum ze fléien. Käschtepunkt: ronn 300 Milliounen Euro fir e Fluch vun eefel Minutten. Mee domadder net

genuch. Dat, wat mer vu Berichter iwwert den interne Fonctionnement vun Amazon kennen, trifft anscheinend och op Blue Origin zou.

2021, viru véier Joer, hunn 20 eeëmoleg Mataarbechterinnen a Mataarbechter eng Tribün publizéiert, wou se den interne Fonctionnement mat schaarf Wierder denoncieren. Et ass do rieds vun engem ganz toxische Klima, vun engem fraeifeindleche Fonctionnement bis hin zu sexueller Belästigung, déi vun de Chefetagë gedeckt gëtt. Se schreien, datt entgéint deem, wat no bausse behaupt gëtt, d'Nohaltegkeet an den Ëmweltschutz iwwerhaupt keng Roll spillen am Entscheedungsprozess, datt d'Mataarbechter kontraktuell kee Recht hunn, Kritik ze äusseren, datt se generell staark ënner Drock gesat ginn an doduercher stänneg um Burnout sinn, well dat Eenzeg, wat zielt, d'Vitess vun der Entwécklung par rapport zum Konkurrent Elon Musk ass.

Also huet mer et net iwwel, Här Delles, wann ech Ären Enthusiasmus par rapport zu där Firma net onbedéngt deelen. An ech weess net, ob eist Land esou Societäten onbedéngt brauch.

Déi aner Entwécklung, déi eis enorm Suege mécht, ass déi fortschreitend Militarisation vum Weltall. An och hei wëll déi Lëtzeburger Regierung elo mat zwee Féiss eraklammen, well se fuerdert jo déi eenzel Societäite vum Lëtzeburger Spacecluster ganz aktiv op, sech als Zouliwwer fir d'Rüstungsindustrie a Stellung ze bréngen, fir Deel ze gi vun deem militäresch-industrielle Komplex.

Also nieft der Privatisierung vum Weltraum, déi Lëtzebuerg aktiv mat virugedriwwen huet, elo och nach d'Militarisierung vum Weltall.

Hu mir als klengt Land iwwerhaupt en Interêt drun, datt dat geschitt? Wat bréngt dat fir Konsequenz mat sech a wéi eng Entwécklung, wéi eng Zukunft trëppele mer domadder lass? All dës si Froen, déi net gestallt ginn an déi net debattéiert ginn, well dës Regierung an hirer Business-First-Logik fonctionéiert an alles ronderëm konsequent ausblent.

Här President, wéi ech am Ufank gesot hunn, hale mer Weltraumaktivitéite prinzipiell fir richtig a wichtig a se kënnen och duerchaus eng kommerziell Dimensioun hunn. D'Satellitenindustrie huet de Mënsche ganz konkreet Fortschritter bruecht a mir hunn hei am Land och eng ganz Rei seriös an innovativ Betriber, déi eng faszinant Aarbecht maachen. Vun deenen ass jo och virdu ganz vill geschwat ginn.

Dat, wat ech kritisieren, ass virun allem déi Politik, déi doranner besteet, d'Kommerzialisierung an d'Militarisierung vum Weltraum weiderzedriewen, eng Politik, déi doranner besteet, déi privat Weltraumaktivitéite vun all Regulation ze befreien, fir déi besteeënd international Reegelen ze ëmgoen a fir all nei Reegelen ze verhënneren, ouni sech weider Froen ze stellen. Fir d'éischt de Profit an de Rescht gesi mer da weider. An dat ass relativ wéineg utopesch.

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Baum Merci. An domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An da géing ech der Regierung d'Wuert ginn. Här Wirtschaftsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Merci och, Här Schockmel, dass Der dee Sujet hei op den Ordre du jour gesat hutt, well et ass

nämlech e ganz wichtige Sujet, wou ee gesäit, dass et awer bal iwwerall Iwwerleeunge gouf, dee Projet hei weiderzebréngen. Well wann ech nämlech deene verschiddene Riedner nogelauschert hunn, sief et vun der DP, der LSAP oder der CSV, gesäit een, dass jiddweree probéiert huet, iergendwéi d'Decke bei sech ze zéien.

Bei der CSV war et: „Majo, et waren eis Ministeren, déi hunn do ugefaangen.“ Bei der DP war et: „Majo, eise Minister huet awer hei gemaach.“ Bei der LSAP war et: „Ech hunn awer dat hei gemaach.“

A grad dat doten, an et deet mer leed fir déi, déi de Minister vum Space nach net haten, mee grad dat doten ass eeben d'Stäerkt vum Spacesecteur zu Lëtzebuerg. D'Stäerkt vum Spacesecteur ass net, well ee Minister eng Kéier gesot huet oder well d'Regierung gemaach huet. D'Stäerkt vum Spacesecteur ass, dass et e Sektour ass, dee säit 40 Joer, säit den 80er-Joren opgebaut gëtt, ugefaange mat enger klenger Startup, der SES. Et ass ganz egal, ob dat eng Iwwerleeung war vun engem CSV-Premier, vun engem LSAP-Minister, vun engem DP-Minister. Nee, de Sektour brauch an der Wirtschaft einfach eng Previsibilitéit, fir dass ee weess, a wéi eng Richtung et geet.

An hei äntweren ech och direkt op d'Fro vun der Madamm Welfring. Meng Handschrëft wäert déi vun der Kontinuitéit sinn, dass mer hei net wäerte lénks oder riets eng Initiativ zrëckdréien, déi den Här Fayot geholl huet, eng Initiativ, déi den Här Schneider geholl huet, oder eng Initiativ, déi vum Här Biltgen, der Madamm Modert, der Madamm Hennicot geholl gouf – déi hutt Der vergiess ze nennen, well et war d'Madamm Hennicot, déi nämlech mat der ESA ënnerschriwwen huet.

Well wourëm geet et? Mir brauchen eebe grad an deem ganz spezielle Sektour hei eng Previsibilitéit fir d'Betriber, well et ass dofir, dass eng Entreprise wéi Blue Origin zum Beispill op Lëtzebuerg kënn.

An ech wëll hei just och ganz kuerz op d'Interventioun vum Här Fayot agoen. Ech hunn et net esou richtig verstanen, well ech si ganz frou an et ass och richtig, wat Der gesot hutt, dass Der a Kalifornie waart an Ärer Fonctioun als Spaceminister an Der mat Blue Origin diskutéiert hutt. Op där anerer Säit sot Der awer duerno: „Jo, mee all déi Techoligarche wéi Blue Origin, wéi de Bezos, wat maachen déi iwwerhaupt?“

Ech si ganz frou, dass ech konnt mat hinnen ënnerschreien, dass si hir Headquateren hei opmaachen, well ech sinn nämlech ganz frou, dass si déi Aktivitéiten, besonnesch den Oasis-Projet, wäerte vu Lëtzebuerg, vun hei maachen. Si maachen zwar net Earth Observation – ech weess net, wat d'Diskussionen zu deem Moment waren –, mee ginn éischter an de Volet vun der Moundobservatioun, fir do och e Business Case draus ze maachen.

An ech wëll och hei direkt op déi Fro äntweren, déi gestallt ginn ass ... A, den Här Weidig ass am Moment net heibannen. Wou et ëm d'Fro gaangen ass ...

Une voix | Dir kënn awer drop äntweren.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Jo, ech äntweren awer drop. Jo, et ass ëm souwiso, mengen ech, egal.

(Hilarité)

D'Recherche et développement muss mer weiderhin ënnerstëtzen. Mir muss weiderhi kucken, dass mer Entreprises ënnerstëtzen, well wann ee seet, dass mer sollen ophalen, do iergendwellech Recherche-et-développements-Iwwerleeunge bei deenen Entreprises ze ënnerstëtzen, dann hale mer op, eebe grad

an d'Fuerschung, an d'Iwwerleeung, d'Innovatioun vun eise Startupper am Space hei zu Lëtzebuerg an a ganz Europa ze investieren a mir iwwerloossen dat Feld anere Kontinenter, anere Länner, fir dat ze maachen. A grad déi kleng Startup SES, déi et gouf, grad déi kleng Startup, déi am Fong Lëtzebuerg op d'Kaart gesat huet duerch d'Telekommunikatioun, déi verpasse mer a wäerte se dann net zu Lëtzebuerg hunn, wa mer hei sinn.

Dat heescht, mir brauchen Entreprises, déi Recherche et développement maachen. Mir müssen zesummen – den ESRI ass ugeschwat ginn –, mir müssen zesumme mam Projet an der Recherche den ESRI weider developpieren. An déi Froen, déi do gestallt gi sinn, jo, och do sinn Zesummenaarbechte mat verschiddenen Entreprisë virgesinn. Mir gesinn, dass et ganz gutt fonctionéiert, dass mer Entreprises hunn, déi op Lëtzebuerg opmierksam ginn eebe grad duerch d'Initiativ vun ESRI, a mir müssen och weiderhin an déi Programm vun der ESA investieren, well, et ass op där enger oder anerer Plaz gesot ginn: „Jo, d'ESA-Gelder gi jo geholl fir ...“ Jo, ESA-Gelder sinn am Fong och Lëtzebuergesch Gelder, déi dohinner bezuelt ginn, fir dass da Projekte kënnen realiséiert ginn. Dat heescht, grad do kucke mer, dass et eng koordinéiert Aart a Weis gëtt, wou mer kënnen investieren. Dofir ass d'ESA e ganz wichtigen Acteur op europäeschem Niveau, fir déi Koordinatioun tëschent deene verschiddene Programmen ze maachen, dass mer och do nach weiderkommen. A Lëtzebuerg wäert och nach weiderhi ganz staark doranner involvéiert sinn.

Den Développement ass genannt gi vun deenen 80 Firmaen: 1.600 Salariéen. Mir gesinn, dass mer trotzdem nach eng Croissance hunn, well mer nämlech eng Panoplie vun Entreprises hunn, déi wëllen op Lëtzebuerg kommen, eebe grad an deene Beräicher, wou mer driwwer geschwat hunn.

Mir gesinn also, dass et am Moment eng ganz dynamesch Period ass, jo, och weinst där Fro vum Dual-use, mee besonnesch awer och an der Fro vun der Ëmweltransitioun, well d'Earth Observation, wat och deen éischte Volet ass vun där Strategie, déi op deene véier Piliere baséiert – deen éischten: d'Nohaltegkeet fir d'Äerd –, dat sinn iwwer 50 % vun den Entreprises, déi hei zu Lëtzebuerg sinn. D'Nohaltegkeet op der Äerd ëmfaasst eebe grad de Groussdeel vun den Entreprises, well se sech ëm Volete këmmere wéi zum Beispill d'Observatioun vun de Bëscher. Wéi geet et eise Bëscher? Wou ass et vläicht an enger Stad ze waarm? Wou kann ech vläicht dorobber reagieren? Wéi ass et mat der Previsioun vu Wiederdonnéeën oder – wéi kann ech weiderfueren? – mat där Fro, déi sech stellt, wann et Staarkreen op enger Plaz gëtt?

Awer och e ganz wichtige Volet ass d'Missioun Eagle-1, wou et drëm geet, déi digital Quantever-schlüsselung kënnen ze suiveren. Och do huet Lëtzebuerg e ganz wichtige Rôle mat verschiddenen Entreprises, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, fir do kënnen weiderzeschaffen. Eagle-1 ass e Projet, wou 20 europäesch Entreprises zesummeschaffen, wou och Lëtzebuerg op der Kaart ass.

An da gëtt et natierlech den HERA-Programm, wou e CubeSat, also e Satellitt esou grouss wéi eng Schongkëscht, an de Weltraum geschéckt ginn ass, fir eebe grad och do en Asteroid kënnen méi no ze erfuerschen an och kënnen op deem ze landen, fir do Donnéeën erauszehuelen.

Dir gesitt also, dass an deem Haaptberäich, wou iwwert d'Hallschent vun de Betriber vu Lëtzebuerg aktiv sinn, ganz vill Aktivitéite sinn. D'Nohaltegkeet, déi awer och ugeschwat ginn ass, an déi Interventioun,

déi den Här Schockmel gemaach huet, fir eebe grad vum LEO, also dem Low Earth Orbit, nach eng Kéier ze schwätzen: Do hunn d'Satellitten eng Liewensdauer vu 5 bis 10 Joer. Dofir gesi mer, dass verschidden Aktivitéiten am MEO (ndlr: Medium Earth Orbit) an am GEO (ndlr: Geostationary Orbit) sinn. Mee eebe grad wa mer gesinn, dass mer do vun der Nohaltegkeet schwätzen, musse mer kucken, wéi mer weiderkommen an deene Froen.

Iwwert déi lescht 5 bis 10 Joer si méi Satellitten an d'Luucht geschoss gi wéi iwwert déi 60 Joer virdrun. Dir gesitt also, dass mer en enorme Wuesstem hunn.

An ech mengen, d'Madamm Welfring ass och kuerz drop agaangen, wéi vill Tonnen iwwerhaupt an de Weltraum erausgeschéckt ginn op där enger Säit, fir Recherche ze maachen, wat wichteg ass. Eng lëtzebuergesch Entreprise, déi eebe grad an deem zweete Volet, Nohaltegkeet am Weltraum, aktiv ass, huet et fäerdegbruecht, Glasfaser am Weltraum ze maachen, eelef Kilomeeter Glasfaser, déi méi reng a méi genee ass, wéi dat iwwerhaupt op der Welt, op der Äerd, ka gemaach gi wéinst der Gravititéit.

Och dat si Projeten, wou een eng lëtzebuergesch Entreprise gesäit, déi do an der Nohaltegkeet ënnerwee ass, fir grad déi Saachen erëm erof op d'Äerd ze bréngen, awer och d'nohalte Benotzung vun de Ressourcen.

An ech mengen, dass d'Mënschheet an Zukunft och nach vill méi am Weltraum wäert aktiv sinn. Projeten, fir op de Mound ze fléien, dat ass net méi einfach nëmmen de Captain Kirk, wéi virdrun annoncéiert ginn ass.

M. Marc Baum (déi Lénk) | De Jean-Luc Picard.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | De Jean-Luc Picard hutt Der genannt. Ech muss soen, Dir waart, mengen ech, bei „Raumschiff Enterprise“ 1, 2, 3. Ech muss soen, mir hunn eis do zu e puer gekuckt: Ech mengen, mir ware scho bei 4, 5, 6, fir weiderzefueren.

(Brouhaha)

De Spock war, mengen ech, allkéiers derbäi. Hei geet et awer net drëm, de Spock um Mound ze treffen. Hei geet et drëm, de Mound als Plattform ze huelen, fir kënne weiderzefueren.

M. André Bauler (DP) | Den Tintin war och um Mound.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Jo, dat klängt am Moment nach ganz wëll, mee gleeft mer, wann a 50 Joer een hei steet, Iech dat doten ze zielen, dann ass dat do schonn eppes, wou mer vill méi nobäi sinn, fir kënne vun do aus weiderzefléien. An dofir brauche mer genee Biller vum Mound. Mir musse wëssen, aus wat dee Regolith ass.

An do ass ispace ugeschwat ginn, wou eeben dee Rover do zu Lëtzebuerg gebaut ginn ass. Jo, e konnt leider net landen, well et Problemer gouf, wéi d'Kapsel um Mound sollt landen. Mee de Rover, deen hei developpéiert ginn ass, deen ass et awer ginn. An do war Lëtzebuerg och erëm eng Kéier op der Landkaart.

An dann ass natierlech och déi nohalteg ekologesch Entwécklung e leschten a wichtige Pilier, deen transversal ass, wou mer eeben und duerch déi Zuelen, déi iwwert de Statec genannt gi sinn, gesinn, wéi et do weidergeet.

Jo, Talenter unzeschwätzen – dat war och eng Fro, déi den Här Schockmel gestallt huet – ass e wichtigen Deel op där enger Säit, wou mer musse kucken, dass

mer mol weisen: Wat ass de Space iwwerhaupt? Wa verschiddener hei gedreemt hunn ...

Ech hunn héieren, dass dem Här Clement säi Meedche schonn dovunner dremt, Astronaut ze ginn. Ech kann Iech just proposéieren, wann Der onbedéngt gären en Hoodie hätt: Et gëtt genuch Firmen, déi Iech een drécken. Kaaft Ärem Meedchen een, dann hutt Der en!

M. Sven Clement (Piraten) | De Logo ass protegéiert.

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | De Logo kennt Der bei der LSA ufroen. Ech mengen, dass se frou wäeren, wann Dir géngt en Hoodie fir Är Duechter maachen. Mee gitt Iech e kafen!

(Hilarité)

Wat wichteg ass, ass, do ze gesinn, dass mer eebe grad kleng Kanner och mat op de Wee huelen, dovunner ze dremen. Mee wat ass den Astronaut? Den Astronaut ass dat eent, mee et ass awer och e Chercheur, et ass e Scientifique, en Ingenieur. Et gëtt ganz vill Saache ronderëm. Dat klengt Meedchen, dat wëll Ingenieur ginn, eebe grad well et sech vum Spock oder vum Picard inspiréiere léisst, fir grad an deene Beräicher vun de Sciencen, vun den Naturwëssenschafter kënne weiderzegoen. Et ass, ëmmer erëm ze weisen, wat déi verschidde Saache sinn.

Den „Astronaut for a Day“ ass ee Projet, wou et drëm geet, eebe grad deene Jonken déi verschidde Berufler do ronderëm méi no ze bréngen, wou mer eng Upassung gemaach hunn dëst Joer, wou een da kann e Vol an der Schweerelesegkeet gewannen. Dat sinn déi, déi duerno ophalen. Dat hu mer dës Kéier zesumme mat anere Länner gemaach, mee wou mer och gekuckt hunn, dass alleguer déi, déi eeben net ënnert deenen Happy Few sinn, déi dat da kënne gewannen, awer och weiderhin nach gewise kréien, wat déi verschidden Entreprisë sinn a wat d'Débouchéë sinn am Space.

Dofir ass et wichteg, deenen Talenter vu Jonkem un eebe grad ze weisen, wat et ass, a se heihinner ze zéien, mee awer och mat den Entreprises zesummen dofir e System opzebauen, wou mer d'Startuppen op Lëtzebuerg kréien, kleng Entreprises op Lëtzebuerg kréien oder awer och wéi bei Blue Origin Europasiëgen heihinner kréien, fir eebe grad do nach eng Kéier Visibilitéit ze kréien an déi Experten och op Lëtzebuerg unzezéien. Dat ass e ganz wichtige Volet vun den Talenter, déi Visibilitéit. Lëtzebuerg ass dat éischt Land an Europa, dat zweet weltwäit, dat zum Beispill an de Space Resources war, an och do eebe ganz wichteg.

A wichteg sinn natierlech och déi zwee Masteren, déi op der Uni ugebuede ginn, an dass déi Talenter, wa se hei zu Lëtzebuerg sinn, och d'Méiglechkeet hunn, hei zu Lëtzebuerg ze bleiwen, wa se hiren Ofschloss hunn, fir se esou kënne ze halen.

Jo, den Dual-use ass ugeschwat ginn, GovSat 1, GovSat 2, fir kënne weiderzefueren, en zweete Satellitt, deen do soll mat erakommen. Mee och den IRIS²-Projet ass e ganz wichtige Projet, wou Lëtzebuerg seng Roll mat ze spillen huet. Dofir hu mer gekuckt, dat esou gutt wéi méiglech kënne mat ze ënnerstëtzen an och do weider mat der ESA kënnen ze suivéieren, fir ze gesinn, dass mer net einfach esou ofhängeg sinn.

Well, ech weess net méi, wien et gesot hat – ech mengen, den Här Fayot –, déi Fro iwwert d'Ukrain, dass do einfach eng Privatpersoun kann decidéieren: „Mee zack, d'Luuchte ginn aus, d'ukrainesch Arméi kann net méi drop zréckgräifen, fir Biller ze gesinn“, esou eng Dependence vun enger Privatpersoun kann

dach e Land net hunn! An dofir ass et wichteg, dass mer och zum Beispill bei engem IRIS² matmaachen, fir och do als Europa eege Stärkten, eege Capacitéiten an eege Méiglechkeete kënne ze hunn.

Ech sinn drop agaangen, wéi déi verschidden Ekosystemer sech developpéieren an deene véier Beräicher. D'Earth Observation, natierlech déi ganz wichteg Space Resources op der Kaart, mir sinn ënnerwee dodran. Do wäert d'Strategie net changéieren, well mer dat do brauchen.

D'Talenter, do sinn ech drop agaangen: De Kader fir d'Entreprisë muss attraktiv bleiwen op där enger Säit, fir dass mer Investissementer kënne maachen an déi Entreprises.

Et ass d'Fro gestallt ginn, wéi et mam Spacefong ass. D'Clôture ass fréistens 2029, soudass een elo nach keng Konkursiounen do kann zéien. Mee jo, et ass e Secteur, deen immens vill Risiken huet. Et ass kritiséiert ginn, dass an eng Entreprise investéiert ginn ass, déi Faillite gemaach huet. Jo, mee dat ass Risikokapital. A wann een an esou Entreprises investéiert, da kann dat do virkommen.

Bei ispace, bei deem Rover, do huet dee Lander iergendwéi net méi fonctionéiert, wat och ëmmer elo genee domat geschitt ass. Dat waren immens grouss Investissementer, déi déi Entreprise do gemaach huet, déi Japan an dee Lander do gemaach huet. An trotzdeem huet et net fonctionéiert. Dat ass richtig, mee wann et fonctionéiert, wësse mer awer, wéi wäit een do ka goen. A mir musse méi autonom ginn an deene verschiddene Voleten a besonnesch eeben och an der Recherche vum Dual-use, vum Space. Wéi kënne mer de Space benotzen, fir och déi verschiddenen Transitiounen, déi mer hei zu Lëtzebuerg brauchen, weider kënne ze begleeten?

Et ass d'Fro gestallt ginn zu de Contributiounen bei der ESA. Déi sollen natierlech bleiwen. Mir sinn amgaangen, do déi néideg Analysen ze maachen, wat wou genee gebraucht gëtt, wat scho versprach ginn ass a wéi enge Prozesser a wéi mer do nach eng Kéier méi cibléiert kënne fueren, well déi Fro vum Dual-use sech natierlech och am Kader vun der Defense stellt. Do si mer amgaangen, eng méi déif Analys ze maachen an dat ze kucken.

De Space Campus ass ugeschwat ginn, deen nämlech ganz wichteg ass, deen och am Koalitiounsprogramm steet, fir dass mer kënne weiderkommen. Mir sinn am Moment amgaangen, well d'Fro gestallt ginn ass, mam Finanzministère nach eng Kéier déi verschidde Modalitéiten ze analyséieren, well et kann net sinn, dass mir einfach eng Carte blanche ënnerschreien. Fir e Space Campus dohinner ze setzen, muss ee kucken, dass mer dat esou realiséiert kréien, dass de Staat natierlech en Deel mathëlt, mee op där anerer Säit awer och de Privatsécteur déi néideg Voleten hëlt, soudass mer do en dernière ligne droite sinn.

D'Space Agency ass ugeschwat ginn, d'LSA, och do si mer amgaangen, drun ze schaffen, fir den néidege Kader ze analyséieren, sou wéi et am Koalitiounsaccord steet, wat och zitéiert ginn ass. Déi Analys ass elo ofgeschloss a mir wäerten am Hierscht spéitstens mat engem Projet de loi kommen, fir ze kucken, déi néideg Adaptatiounen ze maachen, déi och wichteg sinn, fir dass mer der LSA e Kader ginn, wou se och déi néideg Plaz huet an déi richtig Weeër ka goen, fir kënnen de Lien ze maachen tëschent dem Spacesection op där enger Säit an dem Ministère op där anerer Säit.

Ech mengen, dass ech elo op alleguerten d'Fro geäntwert hunn.

D'Nohaltegkeet wäert weiderhin natierlech, esou wéi ech et gesot hunn, e wichtige Rôle anhuelen. Ech

wäert net dohinnerkommen an eng ganz Strategie op d'Kopp geheien. Eng Strategie muss erëm adaptéiert ginn. A wéi gesot, wa mer en Développement vun deem Secteur hunn, dann ass et, well mer déi Kontinuitéit hunn. Dat geet am Spacesector d'nämmlecht wéi an der Industrie, d'nämmlecht wéi am Automobillsector, d'nämmlecht wéi am Stolsector, d'nämmlecht wéi an anere Secteuren. D'Kontinuitéit ass an der Wirtschaft wichteg.

A wann ech mat Entreprisë wéi Blue Origin doriwwer schwätzen, firwat genau Lëtzebuerg erausgesicht ginn ass, ma dann ass et weinst där Kontinuitéit; well se hei sécher sinn, dass net vun haut op muer einfach alles op d'Kopp gehäit gëtt a se dann erëm bei null müssen ufänken. Dofir ass Lëtzebuerg déi Plaz, wou Entreprises hikommen. Dofir ass Lëtzebuerg déi Plaz, wou Entreprises definitiv Vertrauen dran hunn, wat ganz wichteg ass.

Jo, den Incubateur hunn ech nach vergiess. Bei dem Incubateur gesi mer, dass e ganz gutt fonctionéiert, well do natierlech déi verschidden Zesummenaarbechte sinn, wou d'Entreprises net nëmmen

op där enger Säit iwwer LuxIMPULSE oder iwwer aner Startup-Méiglechkeete kënnen Hëllef kréien, Recherche-et-développement-Projekte maachen ..., mam ESRIC hu mir op der Plaz och en Incubateur.

Dat heescht, mir hunn déi ganz Chaîne am Space, déi mer brauchen: dass eng Entreprise heihinner kënnt, dass se Finanzementer fënnt, dass se Infrastrukture fënnt an awer och eng Plaz, wou se kann incubéiert ginn, fir da kënnen den nächste Schratt ze goen, soudass mer do ganz gutt ënnerwee sinn, wat och wichteg ass, fir dee ganze Secteur kënnen ze developpéieren, soudass et mer also net baang ass fir de Secteur vum Space zu Lëtzebuerg. Et gesäit een, dass mer op zolitte Bee stinn an deene verschiddene Secteuren. Et gesäit een, dass et e ganz grousst Potenzial gëtt am Secteur, besonnesch eeben elo an deene Froen, déi sech stellen, fir kënnen weider op de Space ze bauen.

Et ass e Secteur clé fir den Développement économique vu Lëtzebuerg. Mir sinn op der Landkaart a mir sollen och do bleiwen, an dofir och zum Beispill virdrun d'Diskussioun iwwer de MeluXina-AI. Ee

Secteur clé ass de Space, fir dat nach eng Kéier kënnen ze accentuéieren, fir de Space nach eng Kéier méi verstärkt kënnen dohinnerzesetzen an dann eeben och am Beräich vun der Satellittekommunikatioun e weidert Développement ze maachen – IRIS² –, fir do kënnen weiderzekommen.

Et ass mer also net baang fir de Secteur hei zu Lëtzebuerg. Mir brauchen als Europa méi Autonomie a Lëtzebuerg huet do op dat richtegt Pärde gesat a wäert och weider op dat richtegt Pärde setzen.

Merci villmools.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Minister. Domat hätte mer dann d'Diskussioun zu deem Sujet ofgeschloss.

Domat wäre mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass domat opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.43 heures.)

91^e séance

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 33
M. Claude Wiseler, Président
- 2. Motion de M. Marc Goergen relative à l'organisation d'un référendum dans le cadre de la réforme du système de pensions** p. 33
Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup (interventions de M. Gilles Baum, M. Sven Clement, M. Georges Engel et Mme Corinne Cahen) | M. Gilles Baum | Mme Djuna Bernard | M. Marc Baum | M. Marc Goergen
Vote sur la motion (rejetée)
- 3. 8455 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse relatif à la protection réciproque et à l'échange d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 13 mai 2024** p. 34
Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusti Graas
Discussion générale : M. Laurent Zeimet | Mme Liz Braz | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8455 et dispense du second vote constitutionnel
- 4. 8461 – Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre avancé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, fait à Bruxelles, le 13 décembre 2023** p. 36
Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région : M. Gusti Graas
Discussion générale : M. Laurent Zeimet | Mme Liz Braz | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur (intervention de M. Marc Baum)
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8461 et dispense du second vote constitutionnel
- 5. Motion de Mme Sam Tanson relative à la situation au Proche et Moyen-Orient** p. 38
Exposé : Mme Sam Tanson
Discussion générale : M. Gusti Graas | M. Franz Fayot | M. Laurent Zeimet | M. Fred Keup | M. David Wagner | M. Sven Clement | M. Franz Fayot | M. Laurent Zeimet
Prise de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Mme Sam Tanson (parole après ministre) | M. le Ministre Xavier Bettel | M. Fred Keup (parole après ministre) | Mme Sam Tanson (parole après ministre)
Vote sur la motion modifiée (adoptée)
- 6. Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring** p. 42
Exposé : Mme Joëlle Welfring
- 7. Dépôt d'une résolution par Mme Joëlle Welfring** p. 42
Exposé : Mme Joëlle Welfring
- 8. 8251 – Projet de loi relative au traitement des données de mobilité** p. 43
Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Corinne Cahen
Discussion générale : M. Emile Eicher | Mme Corinne Cahen | M. Yves Cruchten | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic | M. Marc Goergen (dépôt de la motion 1) | M. David Wagner
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Meris Sehovic (parole après ministre) | Mme la Ministre Yuriko Backes
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8251 et dispense du second vote constitutionnel
Motion 1 : Mme Corinne Cahen | M. Yves Cruchten | M. Emile Eicher | M. Meris Sehovic | M. Jeff Engelen | Mme Corinne Cahen | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Marc Goergen
Vote sur la motion 1 (rejetée)
- 9. Question élargie n° 43 de M. Sven Clement au sujet de la liberté syndicale dans la fonction publique** p. 48
M. Sven Clement | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique (intervention de M. Sven Clement) | M. Sven Clement | M. le Ministre Serge Wilmes (interventions de M. Sven Clement)

10. 8525 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

p. 49

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité : M. Alex Donnersbach

Discussion générale : M. Luc Emering | M. Franz Fayot | M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring (dépôt de la motion 1) | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8525 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : Mme Joëlle Welfring | M. Franz Fayot | M. Luc Emering | M. Alex Donnersbach

Vote sur la motion 1 (adoptée)

11. Dépôt d'une motion par M. Sven Clement

p. 52

Exposé : M. Sven Clement

12. Ordre du jour

p. 53

M. Claude Wiseler, Président | M. Sven Clement | Mme Taina Bofferding | M. Sven Clement | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

13. Question élargie n° 43 de M. Sven Clement au sujet de la liberté syndicale dans la fonction publique (suite)

p. 53

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Vice-Premier ministre ; Mme Yuriko Backes, Mme Martine Deprez, M. Serge Wilmes, Ministres

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

2. Motion de M. Marc Goergen relative à l'organisation d'un référendum dans le cadre de la réforme du système de pensions

(Motion déposée en séance publique n° 88 du 24 juin 2025 – à consulter au compte rendu n° 35/2023-2028 en page 21)

Esou wéi mer den Ordre du jour gëschter changéiert hunn, fänke mer de Moie mat der Motioun vum Här Marc Goergen iwwert d'Organisatioun vum engem Referendum am Kader vum der Pensiounsreform un. Den Här Goergen huet mer gesot, hie géng als Auteur vum dëser Motioun gär zum Schluss schwätzen. Dofir froen ech: Wie wëllt zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Spautz, fir unzefänken. Här Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, merci, Här President. Also ech mengen, mir hu schonn en Dënschdeg doriwwer geschwat gehat, iwwert d'Motioun, fir elo hei e Referendum ze maachen iwwert d'Pensiounen. Ass dat elo de Pensiounsalter? Ass dat ...? Ech weess net, wat. Ech fannen, dass et e bësse populistesch ass, hei ze soen, mir sollen am Virfeld vun enger ...

(Interruption par M. Tom Weidig)

Här Weidig, wannechgelift!

Wann ee wëll eng Diskussioun féieren, soll een en normalen Dialog féieren, an dat ass d'Regierung amgang ze maachen. An dofir kënne mir där Motioun do beim beschte Wëllen eis Zoustëmmung net ginn. An ech géif menge Kolleegen an der Fraktioun roden, déi Motioun ofzeleenen, well dat ass net dee Wee, wéi ee kann esou e seriöen Debat féieren. An et ass schued, dass dat an esou eng Schinn gedréckt ginn ass.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Ech hunn nach eng Wuertmeldung vum der Madamm Bofferding. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, merci. Also, wa mer allkéiers elo zu Dossieren, zu Positiounen, wou

d'Regierung Piste presentéiert, déi ëmstridde sinn, déi kritiséiert ginn, e Referendum organiséiere géifen, ech mengen, da géife mer ganz vill Referenden hei am Land organiséieren. Mir géife warscheinlech dann och d'Schwäiz am Ranking iwwerhuelen. Déi Iddi vun engem Referendum, fir d'Biergerinnen an d'Bierger ze consultéieren, ass vläicht sympathesch. An do sinn ech awer ganz beim Virriedner. D'Fro, déi sech hei stellt, ass: Zu wat wëllt Der da gären d'Leit consultéieren? Zum Mesürepak? Zu deem, wat d'Regierung als Pist, als Stoussrichtung uginn huet? Zu deem, wat an de Consultatiounen erauskomm ass? Zu deem, wat d'Sozialpartner fuerderen? Zu deem, wat Dir als Partei fuerdert?

Also, ech mengen, dass et net fërderlech ass, hei elo e Referendum ze organiséieren. Ech mengen, dass dat éischter nach Chaos géif stëfzen. An en plus, mengen ech, hu mer de Sozialdialog. Mir hu Gremien, wou genau déi doten Diskussiounen solle gefouert ginn. An do setze mir drop an dat soll ausgebaut ginn, an net elo hei an deem Kontext e Referendum ze organiséieren. Dofir wäerte mir dat hei net matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, natierlech si mer als ADR fir de Referendum, an zwar allgemeng an an alle Situations, souwuel an de Gemenge wéi och beim Staat. Mir hätten och gären e System änlech wéi an der Schwäiz, wou dat ganz normal politesch Kultur gëtt, dass Referendumen zu wichtige Froen am Land ofgehele ginn.

De Referendum ass näischt aneres wéi déi demokratesch Method, fir Politick ze maachen, well d'Wieler do decidéieren. Et ass d'Vollek, wat d'Decisiounen hëlt. An dat entsprécht jo och deem, wat Demokratie am Fong bedeit: d'Herrschaft vum Vollek. A well mir als ADR konsequent fir déi demokratesch Method sinn, kann ech och hei mat Recht behaupten, dass d'ADR déi demokratesch Partei hei am Land ass.

(Exclamations et hilarité)

An elo héieren ech ...

(Interruption)

Jo, Dir héiert et net gären, da widderhuelen ech et nach eng Kéier: D'ADR ass déi demokratesch ...

M. Gilles Baum (DP) | Wat seet den Här Kartheiser dozou? Wat seet den Här Kartheiser dozou?

(Interruption par Mme Corinne Cahen)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fred Keup (ADR) | Dir héiert et net gären, ech widderhuelen et nach eng Kéier: ...

(Brouhaha)

D'ADR ass déi demokratesch Partei hei am Land, well mir systematesch derfir sinn, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Är Deputéiert gi jo och a Russland.

M. Fred Keup (ADR) | ... dass d'Vollek kann decidéieren, wat hei am Land fir Politick ...

M. Georges Engel (LSAP) | Fir Russland, jo.

M. Fred Keup (ADR) | ... gemaach gëtt.

Une voix | Dat nennt ee Walen.

M. Fred Keup (ADR) | Dass Dir ...

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift! Här Keup.

M. Gilles Baum (DP) | Wat seet de Wladimir dozou?

M. Fred Keup (ADR) | Dass Dir dat net wëllt, dat wonert mech net. Dat ass dat, wat Der och scho gemaach hutt, wéi Der déi nei Verfassung gemaach hutt. Dir hat versprach, déi deemools véier gréisste Parteien – do ass eng elo net méi derbäi – hate versprach, e Referendum ze maache fir déi nei Verfassung. Dat Versprechen ass gebrach ginn. Dat ass natierlech e staarke Schlag géint d'Vertrauen an d'Demokratie beim Vollek an dat ass de Wee, dee mir net géife maachen. A mir hätten do och e Referendum gemaach.

An Dir hutt nach en anert Trauma. An dat ass dee vun 2015, wou de Referendum war och iwwert d'Ausländerwahlrecht. All d'Journalisten, d'Meedie ware fir de Jo. Déi meeschte Politiker ware fir de Jo. D'Gewerkschaften, d'Kierch, d'Kënschtler an esou weider, Netregierungsorganisatiounen, déi vun der Regierung awer finanziert ginn, si all ware fir de Jo. Souzesoen de ganzen Establishment – déi sougenannten Eliten – war fir de Jo an am Endeffekt waren 80 % vum Vollek fir den Nee.

An Dir wësst ganz genee, dass dat a ganz ville Punkten esou géif ausgoen an dass ganz oft Saachen, déi an der Chamber hei mat enger grousser Majoritéit zwar gestëmmt géife ginn, dobause beim Vollek, beim Referendum, aneschtens géifen ausgoen. An duerfir wëllt Der kee Referendum maachen. An dat ass de Problem hei am Land, firwat vill Leit och kee Vertraue méi hunn an d'Demokratie.

Mir géifen e Referendum maachen iwwert d'Militärausgaben, déi elo sollen an d'Luucht goen. Mir géifen e Referendum maachen iwwert de Milliounen-Awunner-Staat. Mir géifen e Referendum maachen iwwert

d'Alphabetiséierung op Franséisch. An ech sinn iwwerzeegt, och do wieren d'Leit dergéint.

M. Claude Wiseler, Président | Dir musst erëm zum Sujet zrëckkommen, Här Keup, wannechgelift.

Une voix | Dat huet näischt mam Sujet ze dinn!

M. Fred Keup (ADR) | An natierlech, Här President, géife mer och e Referendum maachen iwwer konkreet Ännerungen an eisem Pensioussystem.

Mme Corinne Cahen (DP) | Ass dat hei d'Walcampagne vun der ADR?

M. Fred Keup (ADR) | Mir sinn ëmmer fir d'Demokratie a fir de Referendum!

Ech soen Iech Merci.

M. Dan Hardy (ADR) | Ganz gutt!

M. Tom Weidig (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Deen nächste Riedner ass den Här Gilles Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Natierlech si mer hei befaasst mat engem ganz, ganz wichtege Dossier. En Dossier, deem eis alleguerte wäert ugoen, net nëmmen eis, mee och eis Kanner, déi hannendru kommen.

Mir hunn eng Consultatiounsronn den 9. Juli. Ech hoffen, dass de Sozialdialog erëm wirklech un d'Lafe kënnt. An et soll een awer vläicht zrëckkommen op d'Essenz vun der Politick, firwat mir heibanne sinn. Firwat mir 60 heibanne sinn, dat ass, fir Decisiounen ze huelen.

M. Guy Arendt (DP) | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Et gëtt Dossieren, do geet dat ganz einfach. An et gëtt Dossieren, déi si méi kniweleg. An awer si mir 60 hei an der Pflicht, fir d'Decisiounen ze huelen. An dofir wäert ech menger Partei proposéieren, déi Motioun hei net matzedroen.

Ech wëllt awer just dem Här Keup soen, well e sech elo esou staarkgemaach huet fir d'Referenden: Et ass jo evident, ouni dee Referendum, dee mer gehalen haten 2015, mengen ech, wär den Här Keup haut net bei eis.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Madamm Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Jo, also och mir hunn eis d'Fro gestallt, wéi eng genee Froen een dann an deem Referendum theoretesch wëllt stellen. Och dat erschéngt eis net ganz evident. Ech mengen, dass een hei duerchaus vun enger gewëssener Form vu Populismus ka schwätzen. Ech mengen, dat ass och spëtstens bei der Ried vum Här Keup daitlech ginn.

Ech mengen, et ass kee Geheimnis, dass mir als Gréng eis am Hierscht derfir staarkgemaach hunn, eng Form vun engem Biergerrot hei anzesetzen. Dat wier eng Méiglechkeet gewiescht, wou een hätt kënnen informéiert mat engem Panel u Bierger, souwuel Residentë wéi Netresidenten, driwwer schwätzen, informéiert a mat enger Preparatioun an enger wëssenschaftlecher Begleitung.

Dat wär eng Form gewiescht, déi mir eis hätte kënnen virstellen, fir hei méi Biergerbedeelegung mat eranzebréngen, an dat natierlech complementaire zum Sozialdialog, deem hei un éischter Stell steet. An och do si mer iwwerzeegt, datt dat dee richtegen Outil ass.

Fir eis ass e Referendum hei keng viabel Optioun, an och dowéinst wäerte mir dës Motioun net kënnen matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bernard. Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Den Här Keup huet elo esou dacks an de Mikro gejaut, datt d'ADR déi demokrateschste Partei wier, datt ech scho bal Bloderen un den Ouere krut. Mee ech wëllt awer och zum Sujet selwer schwätzen.

Et denkt ee sech jo: Et ass eng gutt Iddi, zu esou enger wichtiger Fro wéi der Pensiousreform dat, wat herno um Dësch läit, dann de Leit zum Vott ze stellen. Just do fänkt schonn de Problem un: Et läit am Moment näischt um Dësch. Dat, wat mer bis elo héieren hunn, dat si Stoussrichtungen, dat si Pisten, déi um Dësch leien. An ech mengen, wann ee wëll e Referendum maachen, da muss ee mol als Alleréischte eppes ganz Konkreetes um Dësch leien hunn, wou een iwwerhaupt d'Leit befroe kann, ob se domadder averstane sinn oder net averstane sinn. Dat ass an deem heite Fall sécher net esou. Am Géigendeel: Dat, wat um Dësch läit, gëtt vun deem engen demontéiert, gëtt vun deem aneren a Fro gestallt, soudatt ech mengen, datt et op jidde Fall ze fréi ass, fir déi Fro vum Referendum ze stellen.

Wierklech demokratesch – an dat ass eng Iddi, déi a Frankräich virun e puer Joer entwéckelt ginn ass vu franséische Politologen –, dat wier d'Fro vun engem „Referendum“, nämlech eng Fro ze stellen, wat d'Leit ënner verschiddeenen Optiounen dann als déi Optioun géifen zrëckbehalen, déi hinnen am nooste géif kommen. Dës géif sech eventuell och bei engem awer komplexe Sujet wéi der Rentendebatt ubidden, wou et keng 30 Optiounen gëtt, mee awer verschidde grouss Optiounen, déi ee kann huelen. Dat zu engem Vott ze stellen an dat als Indicateur ze huelle fir och eis parlamentaresch Aarbecht, kéint interessant sinn.

Ech mengen, e Referendum ze froen, wou ee mat Jo oder Nee äntwert, ass an deem Stadium, an deem mer am Moment sinn, definitiv ze fréi. An duerfir wäerte mer déi Propos vun de Piraten och net matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann ass zum Schluss nach d'Wuert fir den Auteur, den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Dat, wat den Här Baum gesot huet, ass vollkomme richtig: Et ass eng Fro vun der Froestellung herno. An dat hunn ech jo an der Motioun guer net festgeluecht, an och net den Zäitpunkt, well ech si mer ganz bewosst, dass een déi Consultatiounen soll ofschléissen. Et ass och herno denkbar, dass ee géing soen: Mir huelen eng Froestellung, eng Fro vun der Chambre des Salariés, vläicht zesumme mat der Chambre des Fonctionnaires – firwat net? –, an op der anerer Säit déi, déi d'Regierung proposéiert, fir dass awer de Wieler mol eng Kéier matschwätze kann.

Well wéi e Problem hu mer hei? Mir hunn hei e Problem, dass mer virun zwee Joer alleguerte viele gaange sinn am Land, awer keen eng Iddi dovunner hat, dass deem heiten Dossier géing kommen. Et hat keen eng Iddi, wat den Här Frieden wëlls huet. Den Här Frieden huet a kenger Tëlesemissioun gesot, dass d'Leit musse méi laang schaffe goen. D'Leit hate guer keng Wiel, doriwwer ofzestëmmen. Dat heescht, hei ass d'Iddi, dass d'Leit elo kënnen matschwätzen.

Well ech ginn dem Här Spautz och net Recht: Den Dialog, dee funktionéiert net. Dir waart gëscht selwer derbäi. D'CGFP huet eng brillant Ried gehat, wou Der de Kapp gewäsch kritt hutt, well den Dialog net funktionéiert. An ech kann Iech soen: E Samschde wäert eng Risendemonstratioun an der Stad sinn, wou och nach eng Kéier géint dat demonstéiert gëtt, wat Der wëlls hutt, an dergéint, dass deem Dialog net funktionéiert.

Dofir ass dat heiten ee Wee, deem ee kéint goen, fir d'Leit ze froen, fir méi Demokratie ze woen a fir d'Leit mat an d'Boot ze huelen. Well wat geschitt, wann Der dat dote mam Briechse duerchsetzt? Ma da wäert d'Land weiderhi gespalt sinn a mir wäerten e Schued dervundroen als Gesellschaft, deem net méi ze reparéieren ass. An ech mengen net, dass eng CSV/DP d'Verantwortung dofir an de Geschichtsbücher wëll stoen hunn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Domat wär dann d'Lëscht vun de Riedner ofgeschloss. Ech gesi keng aner Wuertmeldung.

An da géing ech d'Motioun vun dem Här Marc Goergen zum Vott stellen.

Vote sur la motion

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kuckt nach eng Kéier no, wannechgelift, ob jiddweree seng Procuratioun och matgeholl huet. Da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 6, Nee: 52, Abstentiuon: 0. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 52 Nee-Stëmme géint 6 Jo-Stëmme bei kenger Abstentiuon.

Ont voté oui : MM. Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydard, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino (par M. Gusti Graas), MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gérard Schockmel), Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen (par M. Gilles Baum), Patrick Goldschmidt, Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener (par Mme Taina Bofferding), M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Franz Fayot), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Wann iergendzwoesch deem een oder anere Vott net funktionéiert huet, da rektifizéiere mer dat, mee d'Resultat dovunner ass awer ganz kloer.

3. 8455 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse relatif à la protection réciproque et à l'échange d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 13 mai 2024

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Moien. An dat ass de Projet de loi 8455, en Accord tëscht Lëtzebuerg an dem Conseil fédéral suisse iwwer de géigesäitege Schutz an den Austausch vu geheimen Informatiounen. D'Riedezäit

ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: de Rapporteur 10 Minuten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéite 5 Minuten an d'Regierung duerno 10 Minuten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, d'Madamm Liz Braz, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorebelen Här Gusty Graas. Här Graas, et ass un Iech.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. Et ass jo kee Geheimnis, datt déi international Situation ganz ugespaant ass. Dat féiert jo derzou, datt mer besonnesch an der Defense musse méi eng grouss Opmierksamkeit hunn. E gutt Beispill ass jo elo de rezenten NATO-Sommet, do, wou mer jo elo kloer gesot krut hunn, wat eise Beitrag muss an Zukunft sinn.

Et ass natierlech virun allem den Ukrain-Krich, respektiv awer och de Changement um Niveau vun der amerikanescher Administratioun, déi derzou gefouert hunn, datt och en Ėmdenken oder nach méi e staarkt Ėmdenke kënnt, wat de Volet Defense ubelaangt. Lëtzebuerg kann an däréif do och keng Ausnam maachen.

Duerfir ginn och déi Accorden hei ënnerschiwwen, iwwert déi mer haut elo schwätzen. Lëtzebuerg huet bis haut der schonn 29 ënnerschiwwen. A mir versiche schonn zënter 2005, e Maximum vun esou Accorden ze ënnerschiwwen, an éischter Linn natierlech mat Länner aus der EU, anerersäits awer och mat Länner aus der NATO oder doriwwer eraus och mat Länner, wou mer mengen, datt et appropriéiert wär.

Et geet natierlech hei virun allem ëm de Kampf géint den Terrorismus, géint déi organiséiert Kriminalitéit, géint d'Waffeproduktioun, déi industriell an technologesch Spionage oder Cyberattacken. Donieft – an ech mengen, do si mir als Lëtzeburger natierlech och besonnesch gefuerdert – geet et och drëms, datt eist ekonomesch an eist finanziell Ėmfeld maximal soll geséichert sinn. Hei geet et also an éischter Linn awer och ëm Preventioun. Ech wëll dat ganz kloer hei ënnersträichen. Duerfir ass et also wichteg, datt mer e Maximum vun esou Accorden ënnerschiwwen.

Dësen Accord mat der Schwäiz, deem ass och kompatibel mam modifizéierte Gesetz vum 15. Juni 2004 iwwer „la classification des pièces et aux habilitations de sécurité“. Ech wëll vläicht kuerz drun erënneren: Ėm wat geet et an deem Gesetz? Ma virun allem hu mer véier verschidden Niveaue vun Informatiounen: streng geheim, geheim, vertraulich a limitéiert Verdeelung. Jee no Niveau ass also, wéi gesot, eng Persoun, déi entspreichend d'Habilitatioun kritt. Streng geheim – ech mengen, dat ass ganz normal –, dat ass just fir d'Membere vun der Regierung respektiv de Chef d'état-major vun der Arméi an och den Direkter vum Geheimdéngscht, souwéi verschidde Fonctionnaires, déi do am Fong geholl habilitéiert sinn. D'Klassifikatioun däréif och nëmme vun entspreichend habilitéierte Persounen virgeholl ginn. Déi Persounen ginn och designéiert opgrond vun enger ganz spezieller Prozedur, op déi ech awer elo natierlech net hei wëll agoen.

Deen Accord, iwwert dee mer haut schwätzen, deem huet 15 Artikelen. Ėm wat geet et? Ganz knapps erkläert: Et geet virun allem drëms, hei e juristesche Kader ze schafen, fir eng géigesäitig Sécherheet vun dem Echange vun deene klassifizéierten Informatiounen ze erreechen. Ech wëll och hei ënnersträichen, datt souwuel den ëffentleche wéi och de

private Secteur hei touchéiert sinn. An dann: Déi zwou Parteie verflachte sech awer, dee selwechte Schutz fir déi iwwerliewert Informatiounen ze garantéieren wéi fir déi Informatiounen, déi si selwer u sech bidden.

Den Zougang zu dësen Informatiounen ass natierlech nëmme Persounen reservéiert mat spezielle Fonctiounen. Hei zu Lëtzebuerg ass dat de Service de renseignement, deen d'zoustänneg Autoritéit fir d'Exekutioun vun dësem Accord ass.

D'Parteie verflachte sech dann natierlech och, déi Informatiounen nëmme fir déi Zwecker ze notzen, fir déi se geduecht sinn. Eng weider Divulgatioun ass natierlech verbueden.

An da gëtt och an deenen Artikelen festgehalen, wéi zum Beispill d'Modalitéite sinn, fir d'Informatiounen ze stockéieren, wéi se kënne consultéiert ginn an natierlech och wéi se anerwärts kënne gereegelt ginn. Der Transmissioun gëtt natierlech hei och eng besonnesch Opmierksamkeit geschenkt.

Den Artikel 8, dee seet dann, wéi déi Informatiounen kënne respektiv mussen zerstéiert ginn.

Den Artikel 14 hält fest, datt bei Differenzen – an dat ass och e bësse spezifesch – net den Tribunal ageschalt gëtt.

Den Artikel 15 seet dann, wéini u sech deen Accord hei a Kraaft trëtt, an zwar den Éischte vun deem Mount, nodeems béid Parteie matgedeelt hunn, datt dee legislative Prozess ofgeschloss ass. Den Accord kann natierlech och amendéiert ginn. E leeft fir eng onbestëmmten Zäit, mee e kann awer och opgeléist gi vun där enger oder där anerer Partei. A vun deem Datum u musse sechs Méint vergoen, bis en dann definitiv gekënnegt ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen Accord hei gouf den 13. Mee 2024 hei zu Lëtzebuerg op Franséisch an op Englesch ënnerschiwwen. Bei Divergenzen ass et awer déi englesch Sprooch, déi dee Moment ausschlaggebend ass.

Den Ausseminister, den Här Bettel, huet de Projet de loi de 25. Oktober 2024 deposéiert. Den 10. Mäerz 2025 gouf de Rapporteur genannt. An de Rapport gouf den 28. Abrëll dëst Joer unanime ugeholl.

Zu den Avisen: De Conseil d'État huet säin de 26. November d'lescht Joer erausginn. En hat keng Remark ze maachen. Och keng Remark kout vum der Chambre de Commerce. Deen Avis ass vum 3. Dezember 2024. Si huet och den Accord approuvéiert.

Ech sinn awer frou, datt dëse Projet de loi haut evakouéiert gëtt. Dowéinst wollt ech och nach eng speziell Remark maachen, well en eng gewëssen Urgence huet. Firwat? Mee aus dem ganz einfache Grond, well deen Accord hei ausschlaggebend ass, fir eng Zesummenaarbecht mat der Schwäizer Arméi ze garantéieren. Dat heescht, eis Arméi huet do – ech ginn elo net an den Detail – e Projet lafen, an dee kann nëmme emgesat gi mat der Schwäizer Arméi, wann, wéi gesot, deen Accord hei och definitiv hei guttgeheescht gëtt.

Ech mengen, dat beweist jo awer och, éischters emol, déi gutt Kontakter, déi eis Arméi mat auslänneschen Arméien huet, an zweetens awer och, wéi wichteg et ass, datt eis Arméi mat aneren Arméien zesummeschafft. Duerfir géing ech Iech bidden, deem Projet de loi, dee sech vläicht a priori méi einfach ugesäit, awer och Är Zoustëmmung ze ginn, well e virun allem vun deem Standpunkt hier eng grouss Wichtigkeet huet.

Ech brénge selbstverständlech dann och den Accord vun der DP. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mündleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Mäin honorabele Frënd, de Gusty Graas, huet Sënn an Zweck vun dësem Accord ganz gutt erkläert. E passt an eis national Sécherheetspolitik, an dofir géif ech meng Kollege recommandéieren, hei eis Zoustëmmung ze ginn. Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. D'Madamm Liz Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | Ech däréif hei och kuerz a knapp den Accord vu menger Fraktioun ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | D'ADR gëtt och hiren Accord. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech ginn natierlech och den Accord vun deene Gréngen zu dësem Projet de loi.

Ech hätt just nach eng Fro par rapport zum Text, well, bon, mir hunn e Méinden och diesbezüglich eng Demande gemaach gehat, fir d'Institutionskommisioun zesummenzeruffen, wou mer nach eng Kéier wëllen driwwer schwätzen, wéi de Projet de loi iwwert d'ANS (ndlr: Autorité nationale de sécurité) soll weidergoen.

Do stellt sech jo d'Fro vun der Clearance. An hei den Artikel 5.3. vun deem Text gesäit jo vir, datt déi Leit, déi déi legal Bedingunge fir eng Clearance erfëllen, dann en Accès op d'Schwäizer Staatsgeheimnisser dierfe kréien. Vu dass deen Text jo och nach net ofgeschloss ass, schonn eng ganz Rei Joren an der Prozedur ass – dat ass jo och aktualitéitsgebonden, well et ëmmer erëm e spezifesch Fall gëtt, deen do an der Press diskutéiert gëtt –, wollt ech eebe wëssen, ob dann elo awer d'Garantien all gi sinn, fir dass mer deen Text och kënnen, wann en elo hei gestëmmt ass, tel quel applizéieren.

Merçi.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. D'Madamm Tanson huet mer elo e bësse virgegraff, well et ass genau deen nammlechten Artikel, deen ech och nach eng Kéier wollt uschwätzen. Op där enger Säit verspriche mir hei der Schwäiz, datt mer hir Dokumenter esou schützen, wéi dat virgesinn ass ënnert dem legale Kader. Elo wësse mer awer, datt d'Regierung – ech mengen, dat war nach den Här Bettel am Projet de loi 6961 – selwer gesot huet, datt mer d'ANS-Gesetz brauchen, fir iwwerhaupt déi nei Krittären ze erfëllen.

Ben, deen Text ass schonn e bësse méi al, wéi d'Madamm Tanson richteg sot. Dee läit nach ëmmer vir. Dee gëtt elo nach eng Kéier iwwerschaaft. A mir sinn nach ëmmer – an dat ass jo och mëttlerweile e puermol an der Press diskutéiert ginn – net à même, déi Clearancen an deem Mooss auszustellen, wéi eist Gesetz et u sech virgesäit, well mer dat Gesetz vun der ANS zum Beispill net gestëmmt hunn.

An dofir stellen ech mer och déi Fro, wéi dat an Aklang ze bréngen ass. Dat opposéiert sech net, fir hei d'ratifikatioun dovunner ze maachen. Dat stellt awer zumindest déi politesch Fro, wéi mer weiderkommen, fir datt mer déi Garantien, déi mer hei da ratifizéieren, och an Zukunft kënnen anhalen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Genaous wéi ee vun eise Virgänger, de Serge Urbany, bei enger änlecher Debatt 2015, also virun zéng Joer, scho gesot hat, wäerte mir dëst Gesetz net matstëmme, well ech ka mech erënneren, datt hien nach seng Skepsis ausgedréckt hat par rapport zu Informationsplattformen vu sensibelen Daten, déi op eng awer trotzdem net onbedéngt garantéiert Aart a Weis kënnen partagéiert ginn. Dat hat eis virun zéng Joer dozou gefouert, net derfir ze stëmme. An da maache mer et erëm eng Kéier zéng Joer méi spët.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Kuerz. Also fir d'éischt wëll ech dem honorablen Här Graas Merci soe fir dee komplette Rapport. Sait 20 Joer ënnerschreiwe mir esou Accorde mat Länner. Mir hunn der am Moment eng 31, déi ënnerschriwwen sinn.

Zum ANS-Text: Deen ass net méi a menge Kompetenzen, mee ech wier wierklech frou, wann dee gestëmmt géif ginn. An ech wëll just drun erënneren, Här President, dass en an d'Längt gezu ginn ass, och wéinst der Questiou vu Primmen. Wéinst Primmen! Et geet ëm d'Sécherheet vum Land, an ech wier wierklech frou ... An et geet och ëm d'Garantië vun Dokumenter. Dat heizen ass ënnerschriwwen ginn. Also, et funktionéiert jo.

Mee dat heescht, d'Base légale ass eng, wou Der wësst, dass jo och Kriticke kënnen kommen. An do-wéinst ass et fir mech wichteg, dass deen neien Text esou séier wéi méiglech och ka gestëmmt ginn. Mee ech soen dat elo éischter als fréiere Premier wéi elo als haitegen Ausseminister.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss. Wannechgelift checht elo nach eng Kéier, ob Der effektiv alleguer age-loggt sidd, éier mer zum Stëmme vun dësem Projet kommen.

Wann dat de Fall ass, da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8455. Den Text steet am Document parlementaire 8455³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8455 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Voilà, elo si mer do, wou mer mussen sinn. Ech schléissen de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmme, 2 Nee-Stëmme a keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also ugehall mat 58 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo

Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gérard Schockmel), Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closeener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Ben Polidori), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Franz Fayot), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. 8461 – Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre avancé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, fait à Bruxelles, le 13 décembre 2023

Als nächste Punkt op eise Ordre du jour kënnt de Projet de loi 8461, en Accord-cadre tëschent der EU an hire Memberstaaten an dem Chile. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech hei schonn ageschriwwen: den Här Laurent Zeimet, d'Madamm Liz Braz, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner, genaous wéi virdrun. A genaous wéi virdrun huet dann och den Här Graas d'Wuert, fir de Rapport ze maachen. Här Graas.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. De Chile mat senger bal 20 Milliounen Awunner, dee schlängelt sech esou op enger Längt vu 4.300 Kilomeeter laanscht de Pazifik. An hiren, kann ee bal soen, berüümteste Schrëftsteller, de Pablo Neruda, huet emol eng Kéier säi Land esou beschriwwen: „schmales Blütenblatt aus Meer und Wein und Schnee“. Effektiv, wie schonn emol am Chile war, dee kann dat u sech nëmme confirméieren. D'Schluesscht vum 12. Februar 1817 bei Chacabuco huet am Fong geholl d'Onofhängegkeet vun Chile agelaut, an et war e Joer méi spët, wéi de Bernardo O'Higgins formell am Fong geholl d'Onofhängegkeet deklaréiert huet.

Haut gëllt de Chile ouni Zweifel als eent vun deene meeschtentwéckelte Länner vu Latäinamerika. Et ass och déi fënneftgréisst Economie a Latäinamerika. De Chile ass och den Haaptproduzent op der Welt vu Koffer, Lithium, Jod, Quetschen an Drauwen. 2023 zum Beispill war d'EU den drëtgréissten Handelspartner vum Chile. D'EU exportéiert haaptsächlech Maschinnen, cheemesch Produkter an Transportmaterial.

Mee de Chile ass awer och op der anerer Säit deen drëtgréissten Handelspartner mat der EU a Latäinamerika an importéiert virun allem Geméis, 39 %, Basismetaller, 21 %, a Mineralien, 20 %.

Bis haut huet de Chile u sech och 26 verschidde Fräihandelskommessen ënnerschriwwen. Schon 2002 gouf deen éischten Accord zwëschen dem Chile an der Europäescher Unioun guttgeheescht. Am Januar 2013 ass dunn decidéiert ginn, dësen Accord d'association unzepassen. Dee konnt dunn den 9. Dezember 2022 op Basis vun den Artikelen 91, 100, 207 an 212 vum Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun ënnerschriwwen ginn, fir sech deenen aktuellen Erausforderungen op der Welt och kënnen unzepassen.

Dee gëtt u sech hei duerch zwee juristesche Instrumenter realiséiert: éischters den Accord commercial intérimaire. Deen ass den 18. März 2024 vum EU-Conseil adoptéiert ginn. Deen trëtt a Kraaft, wann d'chileenescht Parlament en och approuvéiert huet, an e kënnt zu Enn, wann den Accord-cadre avancé en vigueur trëtt.

Dat zweet Instrument ass dann, wéi gesot, den Accord-cadre avancé. Dat ass en Accord mixte. An dat wësse mer jo alleguer, wat en Accord mixte bedeit. Dat heescht, dee muss souwuel vun der Europäescher Unioun wéi vun alle Memberstaaten dee Moment och ratifizéiert ginn, ier e kann a Kraaft treden. Do gëtt et eng Rei Dispositiounen a verschiddenen Domänen, déi provisoresch awer elo schonn applizéiert kënnen ginn, zum Beispill de politeschen Dialog, d'wirtschaftlecht, soziaalt a kulturellt Partenariat, awer och d'Moderniséierung vum Staat an dem éffentleche Secteur.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ëm wat geet an dësem Accord? Majo, et sinn haaptsächlech véier Deeler. Deen éischten ass de Respekt vis-à-vis vun den demokrateschen Normen a Mënscherechter a géint eng massiv Waffeproduktioun.

Den zweeten ass de politeschen a Kooperatiounsdialog fleegen, ënner anerem Sujete wéi Ëmweltschutz, Energie, Aarbechtsrecht, Cyberkriminalitéit, Gesondheet a Migratioun.

Den drëtten Punkt ass den Handel. Do geet et ënner anerem och ëm Sanktiounen, déi virgesi sinn, wann een zum Beispill géint d'Paräisser Accorde géng verstouss respektiv och fundamental Prinzippien vun der OIT (ndlr: Organisation internationale du travail). An da geet et awer och en Deel ëm d'Egalitéit zwëschen Mann a Fra. Des Weideren ass eng Promotioun virgesi vun engem favorablen Ëmfeld fir den Handel, och Dispositiounen, natierlech wéi an all Ofkommen, wann et zu Differenze kënnt tëschent Investisseuren a Staat. An an dësem Kontext soe mir, datt déi Gerichter och d'Engagement um Niveau vum Klimaschutz musse matconsideréieren. 99,9 % vun den EU-Exporter ginn exoneréiert vun Taxen. Dat gëllt allerdéngs net fir zum Beispill sensibel Agrarprodukter wéi Banannen oder Räs.

Dann dee véierten Deel, dat ass deen institutionelle Kader. Dee gesäit am Accord d'Asetze vun engem gemeinsame Conseil vir. An all Decisioun muss awer och d'un commun accord geholl ginn. An dann ass natierlech och den Dialog mat der Société civile e weesentleche Punkt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet hei gouf den 21. November 2024 vum Ausseminister Xavier Bettel deposéiert. Den 10. März 2025 gouf de Rapport ernennt. An den 28. Abrëll konnt de Projet de rapport hei unanime ugehall ginn.

Nach e Wuert zu den Avisen: Dem Conseil d'État säin Avis ass vum 4. Februar 2025. En huet u sech keng

Observatioun gemaach, wat de Fong ubelaangt, weist awer drop hin, an dat ass ganz wichteg, datt dëse Projet de loi ënnert de Konditiounen vum Artikel 131 Alinea 2 vun eiser Constitutioun gestëmmt muss ginn, dat heescht also mat enger Majorité qualifizéiert. Mee wann ech hei sou duerch de Sall kucken, dierft dat jo de Moien elo absolutt kee Problem sinn.

D'Chambre de Commerce huet sech dann och ganz favorabel gewisen an hirem Avis vum 13. Februar 2025.

D'Chambre des Salariés huet och en Avis ofginn. Dat war de 4. März 2025. Si verlaangt u sech méi e staarken Aarbechterschutz, setzt sech elo méi kritesch mat de Spezialgerichter ausernee. Dat wier eng Parallelljustiz. Wéi gesot, dat ass elo hir Interpretatioun gewiescht.

Onofhängeg, wéi gesot, vun all deenen deelweis kleng Kriticken, mengen ech, ass dat heiten awer e wichtegt Ofkommen, an ech géng Iech dofir bieden, deem Är Zoustëmmung ze ginn. An ech bréngen natierlech och den Accord vun der Demokratescher Partei.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas, fir Äre schréfftlechen a fir Äre mündleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Laurent Zeimet. Här Zeimet, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci, Här President. Ech géif mengem honorabele Frënd Gusty Graas och nach eng Kéier Merci soe fir seng Erklärungen. Ech hat d'Chance, Chile mat mengem honorabele Frënd ze bereesen, well, wéi Der vläicht wësst, eis Gemeng zanter laange Jore ganz enk Relatiounen am Chile huet.

Plusieurs voix | A!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Jo. An dofir ass et eis och immens wichteg, datt besonnesch den Deel iwwert d'Mënscherechter an de Rechtsstaat hei an deem Accord och festgehalte ginn, well wéi mer wëssen ass Chile awer e Land, wat eng schwéier Diktatur huet missen duerchliwen, an och mat ganz ville radikale Wirtschaftsreformen, déi dem Land och net onbedéngt guttgedoen hunn. An d'Nowierkungen dovun sinn och haut nach spierbar.

A Chile ass och haut nach e Land, wat awer op labillen demokratesche Biee steet. An dofir mengen ech, wann d'Europäesch Unioun do kann och duerch en Accord hëllefen, déi weider ze stäerken, ass dat méi wéi sënnavoll. An dofir géif ech meng Kollege recommandéieren, hei och eisen Accord zum Accord ze ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. D'Madamm Liz Braz.

Mme Liz Braz (LSAP) | En exzellente Rapport vum Här Graas, deem mir eis och net opposéieren. Dofir géif ech och meng Fraktioun rodén, dat hei matzestëmme. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Braz. Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Als ADR gi mer och den Accord heizou.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Och mir ginn den Accord zu deem Accord,

dee sech effektiv am Verglach – de Rapportier huet et och nach eng Kéier ernimmt – als wierklech fortschrëttlech erweist. Esou Accord wéi déi dote sinn noutwendeg fir ons, wa mer och un déi Rostoffer wëlle kommen. Duerfir mussen mer dann en contrepartie natierlech eis Mäert och opmaache fir déi Länner.

Et muss allerdéngs derfir gesuergt ginn, datt déi Kapitelen iwwer Gendergläichstellung, Soziales an Nohaltegeet, déi dra sinn, och net nëmmen um Pabeier dostinn, mee och effektiv enforcéiert kënne ginn. Bon, verschidden Avisen dozou sinn e bësse kritesch. Ech hoffen, dass Der Iech wierklech derfir wäert setzen, dass och déi Wirtschaft net op d'Käschte vun de Mënscherechter, der Ëmwelt oder dem Klima an deenen anere Länner geet.

Dofir, mir ginn den Accord, well et positiv Usätz hei sinn, mee et ass wichteg, dass dat och esou ëmgesat gëtt, wéi et drastesch.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. De Gusty Graas huet scho ganz vill doriwwer gesot, wat dësen Accord mécht, deem mer och eisen Accord wäerte ginn. Wat wierklech wichteg ass, ass, datt de Chile jo och e Virreider ass, wann et ëm erneierbar Energie geet, wann et och ëm Technologien an deem Beräich geet. An dofir ass et ëmsou méi wichteg, datt mer mat Länner, déi eis do gläichgesënnt sinn, effikass kënne kollaboréieren an zesummeschaffen. An dofir gi mir och eisen Accord.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, dat schéngt u sech ganz einfach ze sinn. Jiddereen ass sech hei eens, datt dat e ganz schéinen Accord ass a vill besser wéi aner Accorden, déi mer an der Vergaangenheet ratifizéiert hunn, ënner anerem de faméisen CETA tëscht der Europäescher Unioun a Kanada, dee mir deemools ratifizéiert hunn. Dat waren homeresch Diskussiounen, déi mer och hate während der Covidzäit.

Dat heiten ass e Mini-CETA. Et ass en Accord, deem d'Europäesch Unioun ofschléisst mam Chile, engem Land, wat e bësse méi modest ass a senger Gréisst – 20 Milliounen Awunner –, wat awer trotzdem eng Wirtschaftsmuecht ass a Latäinamerika.

Mee ech sinn e bëssen erstaunt ze gesinn, datt awer mat enger gewëssener Naivitéit gesot gëtt: „Allez, kommt, do sinn e puer Kriticken. Jo, et ass wouer. Mee mir wäerten derfir suergen, datt d'Rechter vu Fraen, Gender et cetera, sozial Rechter awer kënne protegéiert ginn.“ Et ginn awer ganz zolidd Kriticken ausgeübt. D'Chambre de Commerce fënnt dat natierlech ganz gutt, well d'Aarbechterrechter si jo net onbedéngt hir Prioritéit, mee duerno hu mer awer eng ganz Partie Saachen, déi problematesch sinn.

Ganz ofgesi vun där ganzer Fro – haut, am 21. Joerhonnert –, datt ee mengt ..., also déi ganz Diskussioun mat den Douanetariffer. Duerch den Trump ass déi jo an eng komplett geckeg Logik geroode. Well Douanetariffer si jo am Prinzip net onbedéngt eppes Schlechtes – net onbedéngt eppes Schlechtes. Si kënne jo och protegéieren-opgrond vu sozialen an ekologesche Krittären et cetera. An et muss ee jo och net permanent en Ultrahandel hunn tëschent Kontinenten, well et och problematesch ass um Niveau vun der Ekologie. Den Trump, dee mécht natierlech en

Handelskrich mat deliranten Tariffer. Dat ass eng aner Saach, mee bon. Dofir ass et och ëmmer e bësse geféierlech ze soen: „Elo brauche mer méi Commerce.“ Dat géif heeschen, datt mer einfach guer keng Douanetariffer op quasi nëischt méi géifen imposéieren. Dat ass scho mol e Problem.

Duerno hu mer och nach deen anere Problem. Et ass en Accord mixte, wéi den Här Graas gesot huet. Dat heescht, iwwert de ganze Volet och vum Commerce an esou weider decidéiere mir net. Dat gëtt op EU-Niveau decidéiert. Doriwwer decidéiere mir net. Mir decidéieren iwwer aner Saachen, mee doriwwer decidéiere mir net. Dat ass awer elo keen Detail. Dat ass warscheinlech eng relativ wichteg Fro.

An da kommen och nach déi Tribunal-d'arbitragen, déi aneschtens wéi fréier net méi privat sinn. D'accord, mee trotzdem wäerten déi Tribunal-d'arbitragen awer weiderhin – an dat seet d'Chambre des Salariés ganz kloer, an ech mengen, si hunn absolutement Recht –, derfir suergen, datt u sech weiderhin Drock ausgeübt gëtt op Staaten, wann et drëms geet, Reegelen oder Gesetzer ze hunn, déi sozial Rechter solle protegéieren.

An ech gesinn et scho kommen – well esou leeft et heiansdo hei –, datt ee seet, vläicht och an enger Kommissioun: „Oh là là, mir mussen oppassen. Do kéinte mer vläicht eng Kéier e Problem kréie bei engem Tribunal d'arbitrage, wa mer déi heiten Dispositioun ëmsetzen oder net.“ Dat heescht, dat ass eng ganz grouss Gefor, déi do besteet, datt den Investoreschutz – de soi-disant „Investoreschutz“ – u sech iwwer sozial Reegelen, iwwert d'Sozialgesetzgebung kéint gesat ginn, respektiv datt – dat ass nach méi pervers – Staaten Angscht hätten, ze legiferéieren, falls duerno den Investoreschutz géif a Kraaft tueden, wuel wëssend, datt et d'Multinationale sinn, déi virun deenen Tribunal-d'arbitragen do da kënne kloer goen. An déi hunn eppes ze soen, an heiansdo souguer eendeiteg méi wéi méi kleng Länner oder méi modest Länner wéi Lëtzebuerg. Däers muss ee sech awer och e bësse bewusst sinn.

Duerno gëtt gesot: „Jo, et gëtt awer nach Garantien.“ Dat huet den Här Graas gesot, well dat steet jo och alles iergendwéi an deenen Accorden, datt opgepasst gëtt hei an do, datt opgepasst gëtt op d'Ëmwelt, datt opgepasst gëtt op sozial Rechter, op Aarbechtsrechter. Mee Dir wësst, wéi dat oft ass: Dat sinn e bëssen d'Parole-verballen, déi diplomatescherweis dragesat ginn a wou ee sech duerno freet: „Jo, mee wann Der dat bis gesot hutt, wat ass de Suivi?“ Well do gëtt et zum Beispill e Souskomitee, deem do ass, fir eeben ze iwwerwaachen, datt och Aarbechterrechter solle respektéiert ginn. Et feelee just d'Mechanismen, fir derfir ze suergen, datt do och wierklech e Suivi geschitt. Dat heescht, et ass eppes gemaach ginn, mee et ass eng Aart Pabeiertiger.

Deen heiten Accord, deem ass jo dës Kéier e bësse méi schlau gemaach ginn. D'Europäesch Unioun huet bäigeliert, well d'Leit si guer net frou mat deenen Accorden a si ginn op d'Strooss et cetera. Elo gëtt et e bësse méi diskreet gemaach. Elo gëtt et e bësse méi saucissonéiert. Elo ginn och e bësse méi schéi Parolen dragesat et cetera. Mee fondamentalement sinn et nach ëmmer relativ nocif Accorden, an dofir wäerte mer dergéint stëmme.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Här Ausseminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Merci, Här President. Ech fanne bal keng Wierder, fir d'Qualitéit vum Rapport vum honorabelen Här Graas ze beschreiwen.

(Exclamations et hilarité)

Just fir ze soen: Ech si frou, dass hei eng grouss Zoustëmmung ass, och well mer eng breet Majoritéit brauchen. Mee ech muss Iech soen, dee Pessimismus vun deene Lénken, déi alles negativ gesinn, ...

(Interruptions)

... wou de Commerce international dat Schlëmmst ass, wat et gëtt, wou een ... Also, si gesinn iwwerall Negatives, amplaz Opportunitéiten ze gesinn. An déi meescht vun eis si jo och frou. Mir hu Garantien hei am Text.

Den Text muss selbstverständlech och, wéi d'Madamm Tanson gesot huet, suivéiert ginn. Et soll net nëmmen eppes sinn, wou mir haut e One-Shot maachen, alleguerten happy sinn an da soen: „Mir stëmmen et.“ Nee, selbstverständlech muss d'Kommissioun och reegelméisseg gefrot ginn. A gleeft mer och, dass d'Europaparlament do als Kontrollorgan vun der Kommissioun dat och maache wäert.

Mee ech wëll just zu deem Defaitismus, deem negative Stunt, deen hei gemaach gëtt, eng Kéier soen, dass mer am Moment am Commerce international, wou scho Reflexer komme vu verschiddene Länner, fir en Nombriisme an au contraire mat Tariffs Barriären ze schafen, frou sinn als Europäesch Unioun, wa mer zouverlässeg Partner hunn, wou mer awer souguer Garantië ginn och fir eis eege Produktiounen, mee awer och Opportunitéite gesinn. Dowéinst, haalt op, an all Opportunitéit fir d'éischt eng Gefor ze gesinn!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Mir wäerten Iech zitëiere kënnen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister. Domat wär dann d'Diskussioun zu deem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8461 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8461⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8461 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen d'Ofstëmmen elo op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen bei kenger Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen géint 2 Nee-Stëmmen bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Aehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gilles Baum), Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt),

Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Franz Fayot), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. Motion de Mme Sam Tanson relative à la situation au Proche et Moyen-Orient

(Motion déposée en séance publique n° 88 du 24 juin 2025 – à consulter au compte rendu n° 35/2023-2028 en page 22)

An da komme mer, wéi mer gëschter decidéiert haten, nach zur Diskussioun vun enger Motioun iwwert d'Situatioun am Noen an am Mëttleren Osten, déi d'Madamm Sam Tanson en Dënschden deposéiert huet. Madamm Tanson, wëllt Dir nach eng Kéier d'Motioun erklären?

Exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, ganz kuerz, vu dass den Ausseminister dee Moment net do war. Ech sinn awer ganz frou, dass mer dat haut kënnen diskutéieren, well ech mengen, an der nächster Pleniëre wier d'Welt schonn erëm eng aner. Et geet am Moment ganz séier. Wéi mer se deposéiert hunn, war de Konflikt nach voll amgaangen. Elo ass glécklecherweis eng Wafferou hei expriméiert ginn. Bon, wéi laang dat hält, ech mengen, Dir hutt selwer de Moien um Radio gesot, dat misst een elo kucken. Ech deelen dat.

Bon, wat eis hei natierlech Suerge gemaach huet – an ech hunn dat och am Numm vun der LSAP a vun deene Lénken zesummen deposéiert gehat –, dat ass eeben och d'Fro awer erëm vum internationale Recht, déi sech hei stellt. Et gëtt gesot, et wär preventiv gehandelt gi wéinst dem Arsenal, deen den Iran sech opbaut. Bon, um NATO-Sommet sinn, mengen ech, och nach erëm Preuvë komm, déi dann och den amerikanesche President net frou gemaach hunn, dass dat vläicht awer net esou effikass war, wéi gesot ginn ass. Duerfir, eis interesséiert natierlech och Är Aschätzung vun deem, wat hei geschitt ass, och par rapport zum internationale Recht. A mir hunn eebe gefrot, dass Der Iech weider asetzt op internationalem Niveau fir d'Anhale vum internationale Recht an natierlech fir e generelle Cessez-le-feu op der Plaz.

Ech hunn och do de Moien héieren, dass Der gesot hutt, dass Der dem amerikaneschen Ausseminister nach eng Kéier un d'Häerz geluecht hutt, si sollen elo bei den Israélien intervenéieren, fir datt et iwwerhaapt zu engem Cessez-le-feu soll kommen. Bon, ech bedauern och, dass déi Konferenz zu New York iwwerhaapt net stattfonnt huet elo schlussendlech. Dat heescht, fir Palästina gesäit dat Ganz nach ëmmer guer net gutt aus. Do kënn Der eis vläicht op de leschte Stand bréngen. A wéi gesot, mir wäeren Demandeur, dass Der Iech weider op d'internationalt

Recht berufft an eeben och ganz staarkmacht fir e Cessez-le-feu an der Géigend.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

Wie wëllt d'Wuert zu dëser Motioun huelen? Den Här Graas, den Här Fayot an den Här Zeimet gesinn ech elo. Här Graas, fänt Dir un.

Discussion générale

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Ech soe fir d'éischt der Madamm Tanson Merci fir déi Motioun. Et ass richteg a wichteg, datt mer eis och haut mat deem ganz grouss Problem do auserneeetzen. Effektiv, dee Krich, deen elo zéng, eelef Deeg undauert, huet ganz vill Sprengpotenzial a sech a kéint riskéieren, nach vill Misär an där ganzer Regioun an doriwwer eraus ze bréngen.

Dir schreift zum Beispill am éischte Saz: „considérant l'escalade militaire“. Bon, Dir hutt et elo selwer gesot: Glécklecherweis schéngt de Moment zumindest emol e Waffestëllstand offiziell ze sinn. Ob deen natierlech hält, dat weess keen heibannen. Mee zumindest muss een awer och elo ënnersträichen, datt awer d'Eskalatioun vun deem Konflikt vläicht de Moment emol stabiliséiert ass an hoffentlech och eng aner Tournure wäert kréien.

Dann ass natierlech déi fundamental Fro, an Dir hutt se zu Recht opgeworf: „que la Charte des Nations Unies ne reconnaît pas le droit de légitime défense préemptif“. Et gëtt zwar och Stëmmen déi lescht Deeg, déi e bëssen de Contraire soen, déi dat liicht aneschtens interpretéieren, wéi wann awer de preventive Schlag och kéint als Selfdefence aklasséiert ginn. Bon, ech mengen, dat ass eng méi streng juristesche Diskussioun. Do mëschen ech mech jiddefalls mol net an.

Ech géing Iech elo emol Follgendes proposéieren: Et kéint een zwar elo behapten, se wier superfetatoire, mee vu datt mir ëmmer gentil sinn, soe mir dat net. Mir kucken awer, fir awer vläicht en Text ze fannen, mat deem mer alleguer liewe kënnen. Zum Beispill bei de Considerante géing ech awer eppes bäisetzen, proposéieren: „que le cessez-le-feu soit respecté par tous les partis“. Dir hutt zum Beispill dat vum Cessez-le-feu elo net dran. Dat géinge mer derbäisetzen.

Dann, wat eis awer elo am meeschte stéiert, dat ass bei dem drëtten Tiret vum „invite le Gouvernement“. Do schreift Der: „à veiller à ce que la politique étrangère“. Also ech mengen, et kann een der Regierung awer elo net ënnerstellen, datt se sech net souwisou d'office ëmmer dofir géing asetzen. Mee do géing ech da proposéieren: „à continuer à promouvoir une politique étrangère“, an dann: „dans les enceintes internationales“ an esou weider net „soient pleinement alignées“, mee „basée sur le respect“.

Dat heescht, mir géingen dräi Véierels vun Ärem Wuertlaut iwwerhuelen, allerdéngs mat deene Modifikatiounen. Wann déi zwou Modifikatiounen géingen op Är Zoustëmmung treffen, da kéinte mir dermat liewen, mee wéi gesot, do musst Dir fir d'éischt Iech derzou ausdrécken. Jiddefalls, dat ass fir eis awer, géing ech scho bal soen, eng Conditio sine qua non, datt mer déi Modifikatiounen hei kënnen ubréngen, ansonsten hätte mer awer e Problem, déi Motioun hei ze stëmmen.

Ech soen Iech mol fir de Moment Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Da ginn ech dem Här Fayot d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Jo, mir hunn dës Motioun zesumme mat deene Gréngen an deene Lénken erabruecht an och zesummen déi

Motioun geschriwwen, soudass mer effektiv natierlech dohannert stinn, well mer eis Suerge maachen ëm dee Konflikt, deen Israel géint den Iran ugefaangen huet. Déi Modifikatiounen, déi de Gusty Graas elo proposéiert huet, mat deene kënnen mer liewen. Dat heescht, wann dat d'Konditioun ass, fir hei zesammen eng Motioun kënnen ze stëmmen, dann ass dat fir eis ok.

Wéi gesot, mir maachen eis trotzdeem Suergen ëm dee Konflikt, deen awer trotzdeem nach ëmmer e bësse weider do ass, obwuel elo e Cessez-le-feu do present ass. Mir sinn och am Fong net iwwerzeegt vun der Konformitéit mam internationale Recht an och vun der Manéier, wéi Israel hei erëm eng Kéier jiddweree virun e Fait accompli gestallt huet, mam Resultat, dass während enger gewëssener Zäit och elo keen op Gaza gekuckt huet, wou erëm eng Kéier elo gëschter 90 Leit ëmbruecht gi sinn. Dat ass natierlech katastrophal. Dat inseréiert sech an déi Politick, an déi Konfliktféierung, déi Israel do mécht an där Regioun, ohne Rücksicht auf Verluste. An dat ass eppes, wat een, mengen ech, ëmmer erëm muss condemnéieren, déi skandaléis Politick, déi se maache vis-à-vis vun ..., dee Krich, dee se féiere géint d'Palästinenser. An dat hei, dee Konflikt géint den Iran, dat gëtt „la tonte du gazon“ genannt, wou ëmmer jiddweree plattgemaach gëtt, wa se nëmmen eng Opportunitéit hunn, fir dat kënnen ze maachen.

Dofir och, Här Ausseminister, wann Der den Här Rubio opgefuerdert hutt, fir elo hei wierklech Drock ze maachen op Israel, fir dass hei wierklech e Cessez-le-feu och kënnt a Gaza, da begrëisse mer dat och. Mee nach eng Kéier: Mir wäred frou, wa mer hei géifen zu dëser Motioun eng breet Zoustëmmung kréien.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Zeimet.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wëll fir d'éischt op den Här Fayot reagéieren elo, well et kënnt net esou eriwuer, wéi wann Israel do géif Krich maachen, fir Krich ze maachen. Et geet och ëm d'Existenzrecht vun Israel, an och dat muss an der ganzer Regioun a vu jidderengem ee fir alle Mol akzeptéiert ginn, wann et soll zu engem Fridde kommen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | Dat mol als éischt Reaktioun dorobber awer. Et gëtt ëmmer sou gemaach, wéi wann déi Fro sech net géif stellen, mee déi stellt sech och fundamental.

Awer zur Motioun: An hirer Urfassung gesi mer hire Sënn an Zweck wierklech net an, well eis schéngt et awer net esou ze sinn, wéi wann d'Lëtzebuurger Regierung misst opgefuerdert ginn, sech un internationalt Recht ze halen. Ech denken, do si ganz anerer gefuerdert. A mir sollten eis vläicht och selwer net iwwerschätzen oder eis Regierung iwwerschätzen, wat se am Kader souwuel vun der ...

(Hilarité et interruption)

Jo, bei allem Respekt, Här Minister.

... vun der Europäescher Unioun ..., wat d'Gewiicht vun eiser Stëmm ass. Ech denken, datt d'Europäer am Kader vun der NATO duerch déi Decisiounen gëschter an der Zukunft wäerte méi Gewiicht och erëm kënnen kréien. A wann déi Ännerungen, déi mäin honorebele Frënd proposéiert huet, géife vun der Madamm Tanson och akzeptéiert ginn, da géife mer dann am Sënn vum Konsens eis Zoustëmmung kënnen ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet. Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech verstinn, dass verschidden Ännerungen hei gefuerdert ginn an dëser Motioun. Et geet awer warscheinlech och net duer mat deenen, déi elo genannt gi sinn. Et misst ee vläicht awer, ier een elo hei en Text stëmmt, eng Kéier dat Ganzt och um Pabeier hunn, fir dass ee genee weess, iwwer wat een ofstëmmt.

Ech soen och: Deen zweeten Tiert an den Invitten, do geet et och nach eng Kéier ëm „s'engager [...] pour un cessez-le-feu“, dee mer jo am Moment hunn. An do geet et och ëm eng „mise en place de corridors humanitaires“. Do, muss ech soen, verstinn ech am Moment och net genee, wat mat deene Corridors humanitaires, déi en place solle gesat ginn, genee gemengt soll sinn oder bezweckt gëtt, vu déi aktuell Situatioun.

Wa mer iwwert d'„politique étrangère du Luxembourg“ schwätzen am Allgemengen, da géif ech och soen, dass et awer wichteg ass, dass ee bei all deene wichtige Punkten, déi hei drastinn – „respect du droit international, des droits humains“ an esou weider –, och net vergësst, dass trotzdeem och d'Lëtzebuurger Aussepolitick eppes ass, wat d'national Interesse vu Lëtzebuerg soll verrieden.

An do si mer e bësse an deem – wéi soll ech soen? – Dilemma, deen d'Aussepolitick oft huet. An dorobber wëll ech och eng Kéier kuerz agoen. An dat ass genee och déi Fro, déi sech hei stellt: Ass dat heiten e Broch vum Völkerrecht, vum Droit international, wann Israel den Iran ugräift?

Une voix | Jo.

M. Fred Keup (ADR) | Dat ass eng Fro.

Une voix | Nee.

M. Fred Keup (ADR) | Op där anerer Säit kann ee soen, Israel probéiert sech natierlech ze verteidegen géint e Regimm, deen ëmmer erëm fuerdert, dass Israel muss vernicht ginn, deen un Atombomme schafft. An do stellt sech eeben d'Fro: Wéi wëll een dat ofwieen? A wien gitt Der gär Recht? An déi Fro stellt sech ëmmer erëm.

An ech ginn Iech en anert Beispill: 1999 huet d'NATO decidéiert, Belgrad ze bombardéieren, d'Infrastruktur futti ze maachen a Serbien. Dat war och an deem Sënn e Broch vum Völkerrecht, konnt een natierlech och rechtfertegen mat den Attacke vun de Serben op d'Kosovo-Albaner.

D'selwecht Geschicht am Irak 2003. Do hu mir als Lëtzebuurger net matgemaach, awer vill vun eisen europäesche Frënn – och am Fong e Broch vum Völkerrecht. Dat klénng vläicht komesch, mee och wéi elo a Syrien, wou nach Frankräich virun e puer Joer Terroriste vum IS bombardéiert huet, wou ech soen: Jo, dat kann ech ganz gutt novollzéien a fannen ech eng gutt Saach, dass een dat mécht. Mee och dat ass eigentlech e Broch vum Völkerrecht, well Gewalt ëmmer nëmmen dann dierf ugewant ginn, wann et Selbstverteidigung ass respektiv wann een en UN-Mandat huet a wann dat Land, wou dat stattfënn, dann och den Accord gëtt, fir do ze intervenéieren.

An dat ass déi Duebelmoral, déi et ëmmer gëtt an der Aussepolitick. A wéini decidéiert wien, ob eng Reegel verletzt ginn ass oder net? An dat mécht déi ganz Situatioun hei schwierig.

Prinzipiell si mer awer natierlech och domat averstannen, wat hei steet, mee et muss dann och agehale ginn. An ech weess net, ob mer dat ëmmer wäerten anhalen, well och wann hei „diplomatie multilatérale“ steet, weess ech net, ob de Westen, USA, NATO, wierklech – wierklech! – à la base un enger multilateraler Welt interesséiert ass. Ech huelen un, dass

d'Amerikaner eng unilateral Welt wëllen, wou si decidéieren, wat op dëser Welt geschitt, oder op d'mannst kontrolléieren, wéi ee fréier gesot huet, Gendaarm spillen.

An ech mengen och, dass dat hei e bësse an esou e Kontext ka gesat ginn, well eigentlech geet et jo am grouse geostrateegeschen Zesammenhang warscheinlech éischter drëms, den Iran vu China ewechzekeréien an déi Länner ronderëm China ze kontrolléieren, well mer alleguer wëssen, dass d'USA haut schonn drop hischaffen, dass mer keng bipolar Welt China/USA kréien, well dat wëlle se net, mee dass se China am Endeffekt wëllen andämmen a kleng wëllen halen. An duerfir fannen ech et ëmmer, soen ech elo mol och, jo, e bësse en Duebelstandard, wa mer ëmmer vun enger multilateraler Welt schwätzen, déi mer wëllen an eigentlech op där anerer Säit och iergendwéi net wëllen.

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Bon, am Prinzip bräichte mer esou eng Motioun guer net, well et seet viles aus iwwert déi Zäit, an där mer liewen, datt mer iwwerhaupt eng Motioun brauchen, fir ze ënnersträichen, wat den Droit international ass.

Ech mengen, hei sinn Doutten erhuewe ginn, ob d'Attacke vun Israel géint den Iran iwwerhaupt konform zum Droit international wier, jo oder neen. Do gëtt et Völkerrechtler, déi dozou eng ganz decidéiert Meenung hunn. Ech recommandéieren och, nach den Interview mam Michel Erpelding am Tageblatt dozou ze liesen, mee et gëtt nach immens vill anerer, déi dozou eng Meenung hunn. An et ass ganz kloer, datt et géint d'Völkerrecht verstéisst. Doriwwer gëtt et mol keng Diskussioun. An den Droit de légitime défense préemptif, bon, dat ass e Konzept, wat vu ganz, ganz, ganz, ganz marginale Völkerrechtler verteidegt gëtt, wat meeschtens an Israel oder zu Washington an neokonservative Thinktanks verteidegt gëtt, mee u sech um internationalen Niveau komplett substanzlos ass. Dat muss een awer och eng Kéier soen.

Et dierf een och net vergiessen, datt et e Programm gouf mam Iran, fir eeben den Atomprogramm vum Iran ze iwwerwaachen, deen d'ailleurs virun der islamischer Revolutioun ugefaangen hat. Ënnert dem Schah hat den Iran och schonn Atomambitiounen. Et ass jo e grousst Land et cetera. Mee bon, dee gouf et an dee gouf vun Trump 1 och sabordéiert. Et dierf een dat net vergiessen.

Dat heescht, mir musse ganz gutt oppassen. Déi ganz Geschicht, fir ze soen: „Et dierf ee kee Land ugräifen einfach esou, ausser et gëtt ee selwer direkt ugegraff oder ausser da mir maachen e preemptive Schlag et cetera, well de Regimm eis net gefält oder well mer mengen, datt de Regimm eng direkt Gefor duerstellt“, dat ass eng „Pandora's box“, déi een opmécht an déi fir all Derive gutt ass. Et ass e bësse, wéi wa mer am Droit pénal stoen hätten: „Et ass verbueden, een ëmzebréngen, ausser vläicht wann deen een engem net gefält oder vläicht eng Kéier geféierlech kéint sinn et cetera. Da kéint een driwwer diskutéieren, ob ech deen awer kéint op der Strooss ëmleeën.“ Et ass e bësse déi selwecht Logik, déi a mengen Aen immens komplizéiert a geféierlech ass.

Bon, dat heescht, et ass e bësse schued, datt mer mussen iwwerhaupt esou eng Motioun hunn, fir ze soen, datt et net ka sinn, datt mer an eng Welt geroden, wou d'Recht vum Stäerkeren amgaangen ass ze wierken. Well dat ass dat, wat elo geschitt ass: D'Recht vum Stäerksten ass amgaang, d'Iwwerhand

ze huelen. An ech géif dorobber opmierksam maachen, wa mer vun nationalen Interesse schwätzen: Lëtzebuerg gehéiert weltwäit net zu deene Stärksten, a mir hunn all Interêt drun, datt et en Droit international gëtt, dee streng ass an dee Staate protegéiert, zemoos wa se net an der Lag sinn, sech esou ze verteidegen, wéi mir zum Beispill.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Elo hunn ech nach zwou Wuertmeldungen. Fir d'éischt den Här Clement, duerno wollt den Här Fayot nach reagieren. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Den Här Wagner huet et richteg gesot: Et ass u sech schued, datt mer mussen eng Motioun stëmmen, wou mer eppes Offensichtlech reafirméieren, nämlech de Respekt vum internationale Recht.

Dat internationaalt Recht kennt nun emol en Ugrëff als Verteidigung net als Konzept. Dat muss een awer vläicht nach eng Kéier widderhuelen, well wa mer dat a Fro stellen, da kënne mer eng ganz Hickecht u Motiounen, déi mer déi lescht Méint a Joren heibanne gestëmmt hunn, an enger ganzer Rei vu Konflikter, vu méi no bis méi wäit, op de Koup puchen a soen: „Mee dat Argument vun der Defense duerch Attack, wann dat gëllt, da si vläicht verschidde Konflikter awer legitim, déi mir heibannen zu Recht condemnéiert hunn.“ A genau dofir ass déi Motioun dann awer relevant.

Fir op de Kontext vun deem heiten anzegoen, muss een, mengen ech, e ganz laange geschichtlechen Exkurs maachen. An déi ganz Situatioun am Noen an am Mëttleren Osten ass jo net säit gëschter volatil. Do gëtt et historesch ganz vill Grënn. Déi si méi rezenter Natur, déi sinn awer och ganz laanger Natur, dofir ginn ech elo dorobber net an. Mee et muss ee sech awer bewosst sinn, datt mer et an der rezenter Geschichte hei och ëmmer erëm mat diplomatesche Beméiungen ze dinn haten, déi zum Schluss sabotéiert goufe vun där enger oder anerer Säit.

An dofir, ech hunn Hoffnungen, datt en Asaz fir e Cessez-le-feu durable eppes bréngt. Ech sinn awer och realistesch genuch, fir ze wëssen, datt mer do och op de Goodwill vun deenen aneren ugewise sinn. A wann déi sech natierlech net dorunner halen, da wäert Lëtzebuerg et ganz schwéier hunn, dat och op diplomateschem Niveau kënnen duerchzesetzen. Dat soll eis awer net drun hënneren, zu eise Wäerter ze stoen an dofir déi Motioun hei och haut ze stëmmen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, merci, Här President. Just kuerz, fir dem Här Zeimet ze äntwerte par rapport zu senger Remark. Et geet hei net ëm den Droit à l'existence vun Israel. Den Här Wagner huet dat gutt beschriwwen: Dat hei ass eng preemptiv illegal Attack géint en anert Land, an den Droit à l'existence vun Israel, Här Zeimet, ass amgaang, a Fro gestallt ze ginn, justement wéinst der Aart a Weis, wéi Israel sech comportéiert an där Regioun. Déi war nach ni esou fragill wéi elo zu dëser Zäit.

Dat huet domadder ze dinn, wéi Israel ëmmer erëm dat internationaalt Recht violéiert, wéi se sech a Palästina, a Gaza behuelen. A si hunn domadder Diversioun gemaach. Si hunn domadder och dee Sommer zu New York sabotéiert, wou hätt sollen eng Anerkennung vu Palästina komme vu verschiddene Länner, vläicht souguer och vu Lëtzebuerg. An dat ass domadder natierlech erreecht ginn. Ech wollt dat awer just kloerstellen, well dat mer effektiv hei wichteg ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Elo huet den Här Zeimet nach d'Wuert gefrot. Ech maachen einfach just drop opmierksam, datt all Interventioun hei am Kader vun deem Zäitkonto geschitt, dee jiddwer Fraktioun huet. D'LSAP hat nach Zäit, d'CSV huet nach Zäit, mee keen huet d'Méiglechkeet, méi wéi zweemol zu engem Sujet ze schwätzen. Fir datt mer kloer sinn, no wat fir enge Reegele mer hei spillen. Dann ass et um Här Zeimet, deen nach eng Kéier d'Wuert kritt.

M. Laurent Zeimet (CSV) | Merci. Ech huelen zur Kenntnis, wat den Här Fayot gesot huet, mee ech gesinn awer hei net, datt dat net och d'Fro wär vum Existenzrecht vun Israel, wann et hei ëm den Iran geet, deem seng deklaréiert Politik ass, de Staat Israel vun der Landkaart verschwannen ze doen. Wann Dir dann hei sot, et géif hei net ëm d'Existenzrecht vun Israel goen, also da liewe mer warscheinlech a verschiddene Welten. Et geet hei och ëm d'Existenzrecht vun Israel, wat ëmmer erëm an der Regioun, a besonnesch vun deem dote Land, oder méi prezis vun deem dote Regimm, a Fro gestallt gëtt. Mir akzeptéieren dat och net!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo ginn ech dem Här Ausseminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen der Madamm Tanson Merci fir déi Motioun an ech soen och dem Här Graas Merci fir déi Proposition, fir se ze änneren, well déi muss adaptéiert ginn hautdesdaags, dass de Cessez-le-feu och bleift an och dass ee weider déi Politik mécht, déi mer och gemaach hunn, an net esou d'Gefill gëtt, wéi wann dat eppes Neies wier, wat mer géifen entdecken.

Dat, wat am Iran geschitt ass, muss ech Iech soen ..., wou déi eng – dat ass jo bekannt – soen, dass et géint d'internationaalt Recht geet, well ... Fir mech och: Eng Mesure préventive gëtt et net. Eng Mesure préventive gëtt et net, dass ee kann einfach soen: „Am Virus, au cas où, wann eppes geschitt, ka bombardéiert ginn.“ An op där anerer Säit wësst Der och, dass eng Rëtsch vu Länner applaudéieren a soen, dass dat gutt ass. Dass een den iranische Regimm gutt géif fannen, wier schrecklech. Ech mengen, e Land, wat sech schonn als Zil gesat huet, Israel vun der Kaart ze sträichen, ass eppes, wat een net akzeptéiere kann.

An dat, däers ee sech awer just muss bewosst sinn, Här President, a pardon, wann ech do e bëssen op d'Geschicht aginn, dat ass, dass meeschtens, wann ee vu bausse probéiert huet, e Regimm ze änneren – well dat si jo och Wieder, déi komm sinn –, dat schifgaang ass. Kuckt den Irak, kuckt Libyen. Also d'Geschichtsbücher si voll vun deenen, wou mir gemengt hunn, mir wësst besser, wat fir d'Land gutt wär. An da gesi mer, a wéi enger Situatioun mer déi Länner oft gelooss hunn.

Et sinn eng Rëtsch vu Froen hei gestallt ginn, och vun der Madamm Tanson. Dofir erlaabt mer, dorop anzegoen.

Déi éischt Saach ass déi vun der Konferenz. Ech fannen et schrecklech, virun allem wann elo gesot gëtt, dass se vläicht am September kéint stattfannen. Wann elo d'Reaktioun vun den Israeleie wier, d'Bombardementer op Gaza opzehalen, dann hätt ee méi Zäit, mee soulaang déi stattfannen, gëtt et awer eng Urgence, fir e staarkt Zeechen ze setzen. An dofir hunn ech och net méi spéit wéi gëschter mam franséische President en Echange gehat, wou ech eeben

och eise Point de vue gesot hunn, dass mer net kënne soen: „August ass de Mount vun der Vakanz, do-wéinst maache mer dat dann am September.“ Hien ass deen, dee mat de Saudien déi Konferenz och wëll organiséieren. Ob déi elo zu New York oder zu Paräis stattfënn, ass mer zimmlech egal, mee ech mengen, dass et wichteg ass, e staarkt Zeechen ze setzen an eeben och awer Drock op Israel ze maachen.

Wann ech vun Drock op Israel schwätzen, well dat och vu ganz villen Orateuren hei ervirgehuewe ginn ass, si mir ... Ech ka mech erënneren: Wéi ech am Conseil war, do war jo dee Bréif, dee vun den Hollänner komm ass, fir ze froen, dass mer den Artikel 2 sollte kucken. Do hunn ech meng Ried ugefaangen, andeem ech gesot hunn: „Jo, normalerweis hutt Der Irland, Slowenien a Spuenien. Dat sinn déi Usual Suspects. Dës Kéier hutt Der Lëtzebuerg, well mer der Meinung sinn, dass mer deen dote Punkt musse kucken.“ An ech sinn och frou, dass d'Madamm Kallas duerno de Courage hat, fir ze soen: „Och wann ech keng Unanimitéit hunn, dat dote kann ech aleng decidéieren. An ech hunn awer, och wann net eng ekra-sant, awer eng breet Majoritéit, déi ënnerstëtzt, dass mer den Artikel 2 iwwerpräwen.“

Net méi spéit wéi d'lescht Woch hu mer och eng Initiativ vun de Belsch ënnerstëtzt, fir ze kucken, ob au niveau commercial bei deene Produiten, déi aus den Territoires occupés kommen, net awer och kann analyséiert ginn, ob dat konform ass, ob et do keng Reegele gëtt, déi mer och kéinten huelen. Firwat? Do sinn ech och ganz éierlech: Wann een den Drock op Israel wëll erhéien, ass et wichteg, Mesuren ze huelen, déi och en Impakt hunn.

An ech war selwer sur place. Stellt Iech emol vir, Dir sidd haut – fir déi, déi aus dem Oste kommen, oder déi, déi aus dem Norde kommen – Bauer, Dir sidd Wénzer, Dir hutt Är Drauwen do, a vun haut op muer seet den Noper: „Dat sinn elo meng. Du bass elo fort!“, an et ass Är Existenz, déi am Fong verschwënnt, an dass een dann de Produit keeft, wéi wann näischt geschitt wier. An dofir ënnerstëtze mir och déi belsch Initiativ, fir dass wierklech Produiten aus besate Siid-lungen och aneschtens ..., entweder verbueden oder markéiert ginn. Mee op jidde Fall do sollt och eppes geschéien.

Mir sinn och mam ... Eppes, wat vergiess ginn ass. Hei ass gesot ginn: „déi Attacken“. Jo, ech hu virgëschter Owend en Iesse gehat mam amerikaneschen Ausse-minister an ech hu gesot: „Hei, Här Ausseminister, Dir hutt den Israeleien dee schéinste Kaddo gemaach, deen Der hinne konnt offréieren. Dir hutt am Fong den iranischen Atomprogramm esou geschwächt ...“ Also, déi eng soe platt, déi aner soen net platt. Et ass op jidde Fall eppes gemaach gi vun den Amerikaner, wat Israel net selwer hätt kënne maachen. „Da frot just eppes. Frot, dass se mat de Bombardementer a Gaza ophalen, dass e Cessez-le-feu kënnt. Dir hutt jo esou vill fir si gemaach. Frot e kleng Retour. Dir wëllt jo Fridden. Hei hutt Der vläicht eng Méiglechkeet, fir de Fridden och ze kréien.“

Op jidde Fall sinn ech frou, wann dësen Text hei eng breet Zoustëmmung kritt, well et weist, dass mer awer ... An d'Influenz: Also, wann een hei mengt, d'Lëtzeburger Regierung hätt null Influenz ... Mir sinn eis bewosst, dass mer net déi sinn, déi déi gréissten Influenz hunn. An déi, déi mengen, dass mir als Lëtzebuerg op der Weltkaart déi sinn, déi d'Ausse-politik vun der Welt decidéieren, muss ech leider enttäuschen.

An och dee leschte Paragraf, wou drasteet, dass Europa muss méi staark an der internationaler an eu-ro-päescher Politik sinn: Soulaang mer am Moment

eng Unanimitéit hunn, si mer tributaire vun deem engen a vun deem aneren, iwwerhaupt nëmme fir ze kommentéieren, wat am Ausland geschitt.

Dofir sinn ech perséinlech der Meenung, dass zwou Reformen néideg sinn. Déi éischt Reform ass, dass mer bei Positiounen, déi d'EU vis-à-vis vun ausserhalb vun der EU – well soss kréie mer et souwisou net duerch – vertritt, sollen iwwer QMV (ndlr: qualified majority voting) schaffen.

An déi zweet Saach ass och eng Reform vum Conseil de sécurité zu New York. Et kann net sinn: All Verwaltungsrot ass responsabel virun enger Assemblée générale. Zu New York ass et emgedréit: Do ass eng Assemblée générale vis-à-vis vun engem Conseil de sécurité responsabel. Dat ass nach eng Notioun aus dem Zweete Weltkrich. Et wier normal, dass eng Ännerung géif kommen, dass, wann e Veto kéim vun deene P5, dann op d'mannst eng Zweedréttel- oder eng Dräivéierelsmajoritéit, wann et muss sinn, vun enger Assemblée générale kéint decidéieren. Dass hautdesdaags, 2025, fénnef Länner decidéieren, wat gutt fir d'Welt ass, ass total desuet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Ausseminister. An elo kritt d'Auteure vun der Motioun nach d'Wuert, och fir eis ze soen, mat wat se d'accord ass, fir et zum Vott ze stellen.

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Nee, ech sinn natierlech ganz positiv agestallt dozou, dass hei e Willen ass, fir eng breet Majoritéit fir dës Motioun ze kréien, an duerfir droen ech dat och mat, déi Ännerungen, déi Der proposéiert. Ech hunn eng mini Reserv, fir ze soen, dass mer eis just fondéieren, mee dass mer net alignéiert wäeren op deene Prinzippien. Firwat Der dat elo esou proposéiert, dat erkläert Der mer dann eng aner Kéier. Mee ech sinn awer dann domat d'accord, well ech et extreem wichteg fannen, dass mer hei zesummen doriwwer ofstëmmen.

Ech muss awer och nach eng Remark maachen zu deem, wat den Här Zeimet gesot huet. Ech sinn e bësse verwonnert, zemoools wann ech och awer staark Aussepolitiker aus Ärer Partei kucken, wéi den Här Juncker zum Beispill, deen ni fonnt huet, dass Lëtzebuerg ze kleng wier, fir eng staark Meenung ze hunn, wéi awer och de Virgänger vum Här Bettel, den Här Asselborn, deen och ni fonnt huet, dass mer ze kleng wieren, fir eng staark Meenung ze verrieden. Natierlech si mir net déi, déi – an den Ausseminister huet et grad gesot – d'Welt veränneren, mee et ass wichteg, dass mer och als Lëtzebuerg eise Kär dozou bäidroen, dass mer fir déi Prinzippien astinn, fir déi mer bekannt sinn a scho Joerzéngte bekannt sinn. An dofir fannen ech net, dass mer eis solle méi kleng maache wéi dat, wat mer sinn.

Ech weess elo net, ob de Chamberpresident mer dat erlaabt, mee well den Ausseminister elo den Handelsaccord an eeben och den Ausseministerconseil ugeschwat huet, hätt ech just eeben nach déi Fro, wéi eng Konsequenzen Dir dann elo genau doraus wëllt zéien. Dir waart verständlecherweis net um Conseil weinst Nationalfeierdag. Ech hu gelies, dass Der am „Lëtzebuerges Wort“ dozou befrot gi sidd, an do war eeben d'Konklusioun, Dir hätt ausweichend geäntwert. Dir kënnt eis vläicht hei méi kloer soen, vu dass jo elo ganz kloer schwaarz op wäiss steet, dass et e Problem gëtt, dass d'Madamm Kallas dat jo och esou erkläert huet: Wéi eng Konsequenze sidd Dir dann der Meenung, dass mer elo doraus sollen zéien?

M. Claude Wiseler, Président | Also den Här Bettel muss net äntweren, mee ech gesinn, datt en awer

wëllt äntweren, an da kritt e selbstverständlech mat Freed d'Wuert. Här Bettel.

M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | Fir d'Madamm Tanson, wann ech schonn hei sinn, wëll ech gärén äntweren. De Fait ass: Jo, tatsächlech, den 23. Juni hate mer e Conseil zu Bréissel. Do war och keng Unanimitéit. Wéi Der wësst, hu mer do och verschidde Länner, déi géint all Sanctioun vis-à-vis vun Israel sinn.

Ech hunn awer gëschter mat der Madamm Kallas iwwert d'Situatioun geschwat, an d'Madamm Kallas huet och den Israeëlie matgedeelt, dass et eng Rëtsch vu Mesüre gëtt, wou mer keng Unanimitéit brauchen, an dass se déi da géif preparéieren, wann op jidde Fall bis deen nächste Conseil, deen elo an zwou Wochen zu Bréissel ass, keng Evolutive solle sinn, déi se dann op den Dësch wäert leeën.

Mee bei deene grouse Mesüeren, Accords d'association an déi Saachen alleguerten, wou een eng Unanimitéit brauch, oder bei verschidde Sanctiounen, wou een eng Unanimitéit brauch, kann ech Iech soen, dass dat net wäert goen. An dann ass d'Méiglechkeet, fir zum Beispill sech d'Fro ze stellen, ob ee sech dann net ka koordinéieren, fir national Saache kënnen ze maachen. Mee mir zum Beispill hu kee Ban. Mir kënnen net zum Beispill soen: „Deen doten an deen doten dierf elo net hei erakommen.“ Dat gëtt et net preventiv esou. Zu Lëtzebuerg gesäit d'Gesetzgebung dat och net vir. Dat heescht, heiansdo kënnen mer bei verschidde Saache matmaachen, bei verschidde aneren net.

Mee am Moment huet d'Madamm Kallas den Israeëlie matgedeelt, dass, wa bis do keng Evolutive ass, d'EU wäert dans les moyens de ses possibilités – dans les moyens de ses possibilités! – déi Mesüre kënnen huelen, déi méiglech sinn, mais ce sera, malheureusement, wéi ech mer ka virstellen, ëmmer „le plus petit dénominateur commun“.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bettel, och fir déi Äntwert. Ech hunn elo verstanen, datt mer déi Motioun kënnen zur Ofstëmmung bréngen an där Versioun. Här Keup, Dir wollt nach eng Präzisioun dozou ginn? Jo.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, ech wollt nach eng Kéier kuerz soen, dass et da vläicht e bësse schwierig ass, wa mer elo iwwer en Text ofstëmmen, wou verschidde Punkte geännert gi sinn a wou mer net genee wëssen, wat drasteet, quitte dass mer jo an de grouse Linnen alleguer, mengen ech, d'accord sinn an dass et och eigentlech näischt Neits bedeit.

Ech hu just déi konkreet Fro nach, well dat awer hei steet, dass elo, wa mer dës Motioun stëmmen, d'Regierung sech da bei der Europäescher Unioun a bei der UNO asetze muss fir d'„mise en place de corridors humanitaires“. An ech wollt froen – ech weess net genee, wat elo domadder gemenzt ass –: Ass dat am Iran? Ass dat an Israel? Wat ass genee domadder gemenzt?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech mengen, dat ass eng Fro un d'Auteure, déi kuerz drop äntwert, an dann hu mer d'Saache kloer.

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Ben, mir schwätze jo hei insgesamt vun der Regioun. Dat ass an där Regioun, dass et ëmmer méiglech ass, dass humanitär Couloiren do sinn, déi an deene leschte Wochen a Méint net ëmmer iwwerall waren, fir dass d'Ziviliste kënnen a Sécherheet aus deenen attackéierte Gebitter erauskommen.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Déi Präzisioun ginn, géing ech awer elo déi ofgeännert Motioun hei zum Vott stellen.

Motion modifiée

« au sujet de la situation au Proche et Moyen-Orient »

La Chambre des Députés,
considérant

– l'escalade militaire entre l'Iran et Israël, qui menace de provoquer un conflit régional aux conséquences humanitaires et sécuritaires graves ;

– que la Charte des Nations Unies ne reconnaît pas le droit de légitime défense préemptif ;

– l'engagement constant du Luxembourg en faveur du droit international, du droit international humanitaire et de la protection des droits humains ;

– les obligations internationales incombant à toutes les parties de protéger les civils et d'assurer un accès humanitaire sans entrave, conformément aux Conventions de Genève ;

– le rôle essentiel que l'Union européenne, par l'intermédiaire de son Haut Représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, doit jouer pour promouvoir une désescalade immédiate et coordonner une action diplomatique efficace ;

– la nécessité d'une approche cohérente, fondée sur le respect du droit international et des droits humains, sans double standard, et attentive aux souffrances des populations civiles dans l'ensemble de la région ;

– craignant un embrasement dans la région suite à l'intervention militaire des États-Unis ;

– que le cessez-le-feu soit respecté par tous les partis,
condamnant

– les attaques militaires réciproques sur les infrastructures civiles, telles que les quartiers résidentiels et les hôpitaux, tuant des civils,

invite le Gouvernement

– à soutenir activement, au sein des instances européennes et internationales, toutes les initiatives visant à promouvoir une désescalade diplomatique et à prévenir l'élargissement du conflit ;

– à s'engager au sein de l'Union européenne et des Nations Unies pour un cessez-le-feu et la mise en place de corridors humanitaires permettant la protection des civils ;

– à continuer à promouvoir une politique étrangère dans les enceintes internationales et européennes basée sur le respect du droit international, des droits humains et du droit international humanitaire ;

– à soutenir un rôle puissant de l'Union européenne en tant que défenseur de la diplomatie multilatérale, de l'état de droit et des institutions internationales dans le monde.

(s.) Sam Tanson, Franz Fayot, David Wagner.

Vote sur la motion modifiée

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vott par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, deemgemääss och keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dës Motioun ass also à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie

Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gérard Schockmel), Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

6. Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring

An éier mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, hunn ech nach eng Wuertmeldung vun der Madamm Joëlle Welfring fir den Depot a) vun enger Motioun a b) vun enger Resolutioun, wann ech richtig verstannen hunn. Ech ginn Iech also zweemol d'Wuert, Madamm Welfring.

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Merci, Här President. D'Motioun betrëfft d'FLF. Elo kann ee sech froen, no deene villen Diskussiounen, dat mer hei schonn haten an de leschten zwou Wochen iwwert d'FLF, an deene Virfäll, ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift, e weéne méi roueg!

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | ... do d'uerch, dass en Nationalspiller do selektionéiert ginn ass trotz senger Virbestrafung, senger Bestrafung, sengem Urteel besser gesot, kann ee sech froen: Firwat nach eng Kéier?

Ma et sinn zwou Saachen, déi eis hei um Häerz leien. Dat eent ass, dass doduerch, dass den Nationbranding-Budget jo gekierzt ginn ass oder op alle Fall ugekënnegt gouf, dass e soll gekierzt ginn, dass eis dat Suerge mécht, dass dat eventuell och negativ Repercussiounen op de Fraefussball kéint hunn. Do gouf et eng rezent Äntwert op eng Fro vun den éierewäerte Kollegin Mandy Minella a Corinne Cahen vum Sportsminister, dass aner Budgeten awer net géinge gestrach ginn. Dat ass schonn emol net schlecht. An awer läit eis eppes drun, dass d'FLF sech hei d'Moyene gëtt, fir dat doten intern anescht ze reegelen, an dat och an engem Kontext, wou mer eis wierklech och Suerge maachen, wann ee kuckt, dass déi Fraenekipp an der Vergaangenheet och net verwinnt war. Si hunn eréischt viru Kuerzem Indemnitéit kritt fir Auslandsopenthalter, hunn och bis virun zwou Joer nach misse mat eegenen Tricote spillen – si hu mat U17-Tricote gespillt – an esou weider an esou virun. Dat sinn alles Zoustänn, déi ee wierklech ka bedauern, wou natierlech elo sollt Remedur geschaaft gi laut Aussoen, déi an der Effentlechkeet gemaach gi sinn. Eis ass et awer wichteg, dass mer hei en Zeeche setzen an dat och aktéieren. Dofir deen ee Punkt vun der Motioun.

Deen zweete Punkt geet méi ëm d'generell Gouvernance bei der FLF, wou mer och d'lescht Kéier gesot hunn, dass et wichteg ass, dass ee sech do generell Reegelen gëtt d'uerch de ganze Sport zu Lëtzebuerg. Mee eis ass et och wichteg, dass bei der FLF eng Kéier gekuckt gëtt, wéi do d'Fonctionnement ass, och vu baussen e Bléck geheet gëtt an do d'Fonctionnement analyséiert gëtt op enger objektiver Basis, grad mat Fokus op d'Gläichstellung zwëschen de Geschlechter.

Voilà, dat sinn déi zwou Punkte vun där Motioun. Ech géif mech iwwer eng breet Zoustëmmung freeën. An déi ass och scho mat ënnerschriwwen gi vun de Kolleege vun der LSAP, vun deene Lénken an och vun de Piraten. Voilà, ech ginn Iech déi, Här President, wann ech se dann elo fannen. Hei ass se.

Motion

« relative à l'égalité de traitement entre les équipes féminines, masculines et de jeunes dans le football »

La Chambre des Députés,

– considérant la gestion controversée par la Fédération luxembourgeoise de football (FLF) liée à la sélection en équipe nationale d'un joueur condamné pour violences ;

– considérant que cette gestion de la FLF a suscité de vives réactions publiques, politiques et médiatiques et qu'elle a terni l'image de la FLF ;

– considérant que le Ministre des Sports a annoncé la suspension de la subvention liée au « nation branding », en raison de l'atteinte à l'image du sport luxembourgeois ;

– rappelant les voix critiques qui se sont fait entendre récemment quant au manque de reconnaissance institutionnelle envers les performances de l'équipe nationale féminine de football ;

– rappelant l'importance d'assurer une égalité de traitement entre les équipes nationales masculines, féminines et de jeunes, tant en matière de soutien apporté que d'exigences éthiques, et que les manquements observés dans la gestion de l'équipe masculine ne doivent en aucun cas pénaliser les autres équipes ;

– rappelant les inégalités apparentes entre les équipes nationales masculines et féminines, notamment en matière d'indemnisation, d'accès au Stade de Luxembourg, d'équipement, de visibilité médiatique et de reconnaissance institutionnelle ;

– considérant que ces éléments soulèvent des questions par rapport à la gouvernance interne de la FLF,

invite le Gouvernement à

– assurer une différenciation claire et effective dans la mise en œuvre des mécanismes de responsabilisation décidés récemment par le Ministre des Sports, afin que les équipes nationales féminines et de jeunes ne soient pas impactées par des sanctions ou suspensions visant la gestion de l'équipe masculine ;

– de manière générale, veiller à ce qu'aucune sanction, conditionnalité ou suspension imposée à la FLF ne porte atteinte de manière injuste aux programmes, budgets ou soutiens destinés au football féminin ou au développement des jeunes, que ce soit de la part du Gouvernement ou de la FLF ;

– commanditer une évaluation indépendante des pratiques de gouvernance de la FLF, en mettant un accent particulier sur le respect de l'égalité entre les sexes, la transparence budgétaire, les processus de sélection, et l'allocation des ressources entre les différentes équipes.

(s.) Joëlle Welfring, Marc Baum, Taina Bofferding, Sven Clement.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

7. Dépôt d'une résolution par Mme Joëlle Welfring

Exposé

Mme Joëlle Welfring (déi gréng), auteure | Voilà. An dat Zweet, dat ass eng Resolutioun. An déi schreift sech an an de Pride Month oder och an d'Pride Week, déi dann an zwou Wochen ass. An dofir ass et eis ganz wichteg, wann ee kuckt, wat am Moment uechter Europa geschitt, souwuel an Ungarn wéi och an Däitschland, wou och de Bundestag verschidden Decisiounen geholl huet, déi eiser Meenung no e bëssen an déi falsch Richtung ginn. An et ass eiser Meenung no grad wichteg, dass een elo an dësen Zäiten déi LGBTIQ-Communautéit weiderhi stäerkt a staark Zeeche setzt.

De Pride Month ass dëst Joer ënnert dem Zeeche „Stand United Against the Backlash“. An dat ass net vun ongeféier. Mir wëssen, dass uechter d'ganz Welt nach ëmmer staark Strofen op gläichgeschlechtlech Relatiounen stinn. A wéi gesot, d'Tendenzen an Europa ginn net grad an déi richteg Richtung, an dofir läit eis eppes drun, dass mer als Chamber hei e staarkt Zeeche setze mat enger Resolutioun, déi zum Deel symbolesch Geste wierklech weider héichzehalen als Chamber an där heiter Zäit. Dat kann engem elo och banal virkommen, dat ass et awer wierklech net.

An dofir ass et eis wierklech wichteg, och drop hinzeweisen, dass jo och grad nach en Genderaudit leeft an der Chamber, wou ech wierklech staark drop hoffen, dass mer d'Konklusiounen dovun an Zukunft och weiderhin an esou Bestriewunge wéi déi heite kënnen afléisse loosse.

Dofir wollt ech déi heite Resolutioun och hannerleeën, fir déi da vläicht an der nächster Chamber-sessioun kënnen nach eng Kéier ze diskutéieren an dann hoffentlech och enger breeder Zoustëmmung kënnen ze ënnerbreeden. Voilà.

Résolution

« visibilité institutionnelle de la Luxembourg Pride et portée du principe de neutralité »

La Chambre des Députés,

réaffirmant

– l'article 15 de la Constitution, qui garantit l'égalité devant la loi, interdit toute discrimination et affirme l'égalité entre femmes et hommes ;

– l'attachement du Grand-Duché de Luxembourg aux valeurs fondamentales de l'Union européenne, notamment la dignité humaine, l'égalité et le respect des droits des personnes LGBTIQ+ ;

– son engagement constant en faveur des droits LGBTIQ+, illustré par l'illumination de la façade et le pavoiement officiel du drapeau arc-en-ciel durant la Luxembourg Pride Week, geste renouvelé en 2023,

considérant

– qu'en Allemagne, la Bundestagsverwaltung a décidé de ne plus prendre part au Christopher Street Day de Berlin, en invoquant la « Neutralitätspflicht » (obligation de neutralité) ;

– que cette interprétation extensive de la neutralité vise à délégitimer les manifestations en faveur des droits fondamentaux et crée un climat de confusion et d'autocensure dans les administrations ;

– que la Hongrie a adopté des modifications constitutionnelles et législatives restreignant ou interdisant les

Pride parades, mesures dénoncées par de nombreux États membres et organisations de défense des droits humains ;

– que les institutions démocratiques ont une responsabilité particulière dans la promotion de l'inclusion et de la diversité, et que cette responsabilité contribue à la visibilité, à la sécurité et à la dignité des minorités,

décide

– de reconduire chaque année des gestes symboliques pendant la Luxembourg Pride Week, accompagnés d'un message public de soutien aux droits LGBTIQ+ ;

– que ces gestes symboliques, tout comme la promotion active de l'égalité et de la diversité, sont pleinement compatibles avec le principe de neutralité de l'État et doivent être encouragés dans l'ensemble des institutions publiques ;

– de renforcer la coopération européenne en encourageant les parlements de l'UE à partager leurs bonnes pratiques « pride-friendly » et en défendant, dans les forums interparlementaires, des déclarations condamnant toute restriction disproportionnée aux Pride parades.

(s.) Joëlle Welfring, Marc Baum, Taina Bofferding, Sven Clement.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

8. 8251 – Projet de loi relative au traitement des données de mobilité

Da géinge mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet de loi 8251 iwwert d'Schafe vun engem Observatoire digital de la mobilité. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Emile Eicher, d'Madamm Corinne Cahen, den Här Yves Cruchten, den Här Jeff Engelen, den Här Meris Sehic, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Ech waarden nach eng Sekonn, well hei ass grad relativ „große Flucht“, muss ech soen. Voilà. Merci dann deenen, déi nach heibanne sinn, well ech hunn haut als Rapportrice d'Éier, iech e ganz interessante Projet vorzustellen, deen iwwerengs jiddwereen heibanne concernéiert, wann e sech da vun A op B hei am Land och beweegt. Dofir sinn ech da frou, dass e puer Leit hei sech nach concernéiert fillen, well et geet eeben drëms, wéi mer ons hei am Land vun A op B bewegen. Wéi benotze mer den öffentliche Transport a Kombinatioun mam Auto, mam Vélo an natierlech och mam Zefoussgoen? Wéi effikass sinn ons Infrastrukturen a Servicer, déi ugebuede ginn am Beräich vun der Mobilitéit? A wéi wëlle mer d'Mobilitéit vun der Zukunft plangen a besser maachen?

Mam Gesetz 8251, dat ech Iech elo hei presentéieren, gëtt en digitale Mobilitéitsobservatoire geschaf an domat e juristesche Kader fir den Traitement vu perséinlechen Donnéeën, déi am öffentliche Interessi vum Observatoire gesammelt ginn.

Ech wëll direkt soen, dass mer zwar vum Observatoire schwätzen, mee mer nennen e just esou. Et gëtt awer en Departement am Mobilitéitsministère. Nom Avis vum Staatsrot hu mer decidéiert, dass mer keen neien onofhängegen Observatoire mat enger

Personnalité juridique an enger finanzieller Autonomie wëlle schafen, mee dass et eeben en Departement gëtt am Ministère selwer, wat awer um Fong vun der Saach näischt wäert änneren.

De Mobilitéitsobservatoire war schonn am Koalitionsaccord 2018-2023 virgesinn. E soll déi néideg Donnéeën sammelen, fir eng Mobilitéit ze plangen, déi der Entwécklung vun de Besoine vun der Populatioun a vun den Entrepreneuren hei am Land Rechnung dréit.

Mir schafen dann haut mat dësem Projet, wéi gesot, e legale Kader, deen et erlaabt, perséinlech Donnéeën ze sammelen. De moderne Verkéierssystem ass interkonnektéiert. Mir benotzen dacks méi wéi just ee Verkéiersmëttel. En plus gëtt ons Welt ëmmer méi digital an déi Digitaliséierung beschränkt sech net nëmmen op d'Gefierer selwer, mee si ass och eng Chance, wat d'Orientéierung vun der Mobilitéitsgestaltung am Allgemengen ugeet.

Interoperabilitéit ass hei d'Stéchwuert. Den Observatoire wäert déi gesammelt Donnéeën dozou notzen, en intelligenten Transportsystem ze entwéckelen an d'Offer un de Wuesstem vum Land an déi domat verbonne méi grouss Demande unzepassen. E wäert objektiv digital Donnéeën verwäerten, wéi zum Beispill de Floss vun de Passagéier, fir d'Verhale vun de Leit am öffentlichen Transport an d'Effikassitéit vun den Infrastrukturen ze verstoen. Do derbäi kommen dann och nach qualitativ Ëmfroe wéi zum Beispill iwwert d'Sécherheetsgefill vun de Leit. Natierlech soll dat alles ganz transparent sinn an dofir ginn déi Donnéeën reegelméisseg verëffentlecht.

Do dernieft gëtt och eng national digital a multimodal Kaart vun den Transportinfrastrukture geschaf, fir d'Erausforderunge bei der Interoperabilitéit am Beräich vun der Dateveraarbechtung ze adresséieren. Esou sollen d'Homogenitéit an d'Interoperabilitéit vun de Mobilitéitsdaten zu Lëtzebuerg verbessert ginn.

Ech wëll och ënnersträichen, datt den Observatoire net do ass, fir Donnéeën iwwert d'Gewunnechten oder d'Präferenzen vun eenzelne Mënschen, wat d'Mobilitéit betrëfft, ze sammelen. A verschiddenen Aweise war dëst och eng Suerg. Et geet hei ëm den öffentlichen Interessi. Mat dësem Text kritt den Émgang mat dësen Informatiounen einfach eng legal Basis, déi notament d'Kollekt gradewéi och den Traitement vun den Donnéeën reglementéiert.

A sengem éischten Avis huet de Staatsrot, wéi gesot, kritizéiert, dass eng Dispositioun géing feelen, wat d'Onofhängegkeet vum Observatoire ugeet. Där Opposition formelle gouf Rechnung gedroen, andeems et en Departement gëtt am Ministère selwer.

De Staatsrot huet sech och zu der Dateveraarbechtung geäussert. Hei war d'Fro opgeworf ginn, ob de Gebrauch vu pseudonymiséierten Donnéeën noutwendeg wier, wa keng nominativ Donnéeën erhuewe solle ginn. Duerch d'Amendementen an déi zousätzlech Erklärungen konnt de Staatsrot seng Opposition formelle ophiewen.

Och d'CNPD huet sech besuergt gewisen iwwert d'Protektioun vun den Donnéeën. D'CNPD hat Bedenken, wat d'Pseudonymiséierung vun den Donnéeën ugeet. An deem Avis gouf gefaart, et kéint e Risiko vun enger Reidentifikatioun bestoen, wat bei der Anonymiséierung net méiglech wier. D'CNPD huet dofir recommandéiert, datt d'Sammlung vun den Donnéeën op engem kommunalen oder suprakommunalem Niveau sollt gemaach ginn.

D'CNPD huet och bedauert, dass keng Späicherzäit virgesinn ass am Text. Si huet sech do dernieft d'Fro gestallt iwwert d'Manier, wéi den Observatoire fir d'Telefonsondagen un d'Donnéeën vun deene Leit

kënn, déi net hei am Land wunnen an also net am RNPP registréiert sinn.

D'Chambre des Salariés huet hirersäits, gradewéi de Staatsrot an d'CNPD, Bedenken zu dem Datevolume, dee gesammelt soll ginn. D'Salariatskummer fret héich Standarde bei der Cybersécherheet an dem digitale Schutz. Onofhängeg dovun gesäit d'CSL d'Instauratioun vun engem Observatoire fir d'Mobilitéit awer als ganz positiv. Laut hir kéint et derzou bäidroen, d'Leit ze encouragéieren, nach méi op den öffentlichen Transport zeréckzegräifen.

An d'Chambre de Commerce, déi hat keng Observatiounen.

D'Gesetz iwwert den Observatoire de la mobilité gouf den 19. Juni 2023 vum deemolegen Transportminister François Bausch deposéiert. Den 10. Dezember 2024 krute mer dem Staatsrot säin Avis. De 6. Februar dëst Joer hu mer eng éischte Kéier um Text an der Chamberskommissioun geschafft an ech gouf als Rapporteur genannt. Den 13. Februar hu mer d'Amendements parlementaires un de Staatsrot geschéckt, vun deem mer dunn Enn Abrëll den Avis complémenteaire kruten. De Rapport hu mer d'lescht Woch, den 19. Juni, an der Kommissioun ugeholl, mat enger Stëmm dergéint a mat enger Enthaltung.

A fir all weider Detailler erlaben ech mer, op mäi schrëftleche Rapport ze verweisen. An da géing ech einstweile Merci soen an ech géing duerno nach eng Kéier kuerz zeréckkommen, fir dann den Accord vu menger Fraktioun ze ginn. Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mündlechen Rapport.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Emile Eicher. Här Eicher.

Discussion générale

M. Emile Eicher (CSV) | Här President, „Date sinn dat neit Gold“. Dat ass e Slogan vun enger bekannter Softwarefirma, déi iwwerengs och dëst héicht Haus zu hire Clienten zielt.

An dësem Gesetzesprojet, deen aus der viregter Regierung staamt, geet et ëm d'Donnéeën vun der Mobilitéit a vum Verhale vun de Leit op där enger Säit, mee awer och op där anerer Säit ëm eng digital Erfaassung vun all eise Verkéiers- a Transportinfrastrukturen. Dës Daten, déi ëmmer méi wichteg gi sinn, besonnesch a punkto Multimodalitéit, wou d'Optiméierung tëschent deene verschiddenen Transportarten Vélo, Bus, Tram, Zuch, mee awer och Auto, eng vun de Viraussetzungen ass, fir dem Client eng héichwäerteg an ugepassten Offer unzebidden.

Dobäi kënnt et drop un, d'Verhale vun de Leit ze kennen, d'Bewegungen an d'Méiglechkeete vun allen Transportarten. Net manner wichteg ass awer och, d'Qualitéit vun de Servicer ze iwwerwaachen.

Duerch dëse Gesetzesprojet hu mir elo d'Méiglechkeet, dës Donnéeën komplett ze erfaassen. Wichteg dobäi ass awer och ze betounen, datt d'Privatsphär vun eise Bierger an hiren Donnéeën muss respektéiert ginn.

Dëst Gesetz gëtt de juristesche Kader fir den Traitement vun dësen Donnéeën, déi onbedéngt noutwendeg sinn, fir eng besser Gestéioun vum öffentlichen Transport ze erméiglechen.

Ze betounen bleift – an et ass scho vun der Madamm Rapportrice virgestallt ginn –, dass dës personaliséiert Donnéeën vun engem digitale Mobilitéitsobservatoire, deen am Ministère selwer funktionéiert, geréiert ginn.

Dat gesot, géif ech den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Eicher. An da géing ech nach eng Kéier der Madamm Cahen d'Wuert ginn, fir eis d'Positioun vun der DP ze erklären. Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Dës Woch hat de Wirtschaftsminister op eng Pressekonferenz agelueden iwwer e Projet, dee „Smart City“ heescht. Et geet dodrëms, dass d'Regierung de Gemengen hëlleft, wa se sech smart ekipéieren, wa se sech digitaliséieren, an dass de Staat do dann dee Moment och kann e puer Suen bäileeën. Am Dëngscht vun de Bierger digitaliséiere mer ons natierlech alleguerten hei am Land. An dorëms muss et ëmmer goen.

Do gouf op där Pressekonferenz och e Beispill virgestallt, nämlech dat vun engem Parkleetsystem zu Péiteng. Do si Kameraen installéiert ginn an op enger Tafel gesäit een da ganz genee, wou nach eng Parkplaz fräi ass. Et geet eeben drëms, dass d'Leit net müssen op de Parking fueren an da kucke goen, ob nach eng Parkplaz fräi ass, mee se gesinn dann direkt op där Tafel, ob nach eng Plaz do ass oder net, an deemno kënnen se da reagéieren.

(Brouhaha)

Ech mengen, dass hei am Land kee gären am Stau steet. An ech stinn net gären am Stau mam Auto ...

M. Claude Wiseler, Président | Wannechgelift!

Mme Corinne Cahen (DP) | ... an ech stinn net gären am Stau mam effentlechen Transport, mam Bus. A genee do geet et jo drëms: ze kucken, wou et vläicht Problemer gëtt, an de System esou ze organiséieren, dass mer alleguerten am ganze Land esou mann wéi méiglech am Stau stinn.

An dat war och d'Ufangsiddi vun deem Observatoire de la mobilité, wéi mer en 2018 an de Koalitiounsprogramm geschriwwen hunn: dass mer eng legal Basis hunn, fir déi Donnéeën och kënnen ze kucken an ze kucken, wéi d'Fluxe sinn. A fir ze kucken, wéi d'Fluxe sinn, muss een natierlech och kucken, vu wou d'Leit fortginn a mat wéi engem Transportmëttel se sech dann och weider deplacéieren.

Ech wëll awer direkt soen: Do geet et net drëms ze kucken, wou d'Carole dann elo ënnerwee ass oder wou d'Yuriko ënnerwee ass oder wou den Emile ënnerwee ass oder wou de Marc ënnerwee ass. Et geet drëms, d'Fluxen ze kucken, ze kucken, wéi d'Leit sech am Allgemengen hei am Land deplacéieren, fir et besser kënnen ze maachen.

An ech mengen, dass do d'Form vum Observatoire relativ egal ass. Et geet eeben ëm d'Saach, wéi et soll geschéien. An do war et normal, dass mer dem Staatsrot Rechnung gedroen hunn. Well ech mengen net, dass et e Sënn gemaach hätt, nach eng Kéier e ganz onofhängegen Observatoire ze schafen, esou wéi et ee fir d'Qualité scolaire gëtt an esou weider, well déi Aufgaben, déi hei ze maache sinn ...

Dat war iwwregens vun Ufank un och net esou geduecht, dass en onofhängegen Observatoire sollt geschafe ginn. Soss wär et jo och esou deemools an d'Gesetz geschriwwen ginn, dat vum François Bausch deponéiert ginn ass.

Et geet eeben drëms ze kucken: Wat brauchen d'Leit, fir sech ze beweegen a fir weiderzekommen? An ech froe mech einfach, wéi een do dergéint kéint sinn. Well all Dag benotze vill vun eis Waze, Google Maps an aner esou Saachen. Do froe mer och net laang:

Wëssen déi elo, dass d'Corinne do ënnerwee ass? Oder wësse se einfach, dass mäin Auto do ënnerwee ass? Et geet ons drëms, dee séierste Wee ze fannen, fir net am Stau ze stoen. Déi Applikatiounen, déi soen ons, wat si ons géinge proposéieren, als Wee ze huelen, fir net am Stau ze stoen, a wéi laang mer och nach brauchen. An dat ass jo alles ganz, ganz praktesch. An dat gëtt et alles. A mir benotzen dat och alleguerten.

An dofir, mengen ech, ass et och sënnavoll, hei am Land esou en Observatoire ze hunn, deen ons hëlleft, ons Weeër ze optimiséieren, fir dass an Zukunft iergende Waze oder Google Maps ons seet: „Et ass egal, wéi ee Wee s d' hëls, se sinn alleguerte gutt, well et gëtt am Moment kee Stau.“

Dofir, mengen ech, ass dat eng sënnavoll Saach. An dofir si mir als Demokratesch Partei och ganz frou, dass deen Observatoire elo am Ministère ka geschafe ginn, dass e kann ufänke mat schaffen, dass en eng legal Basis kritt.

An domadder géing ech dann och den Accord vum menger Fraktioun ginn. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Deen nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech ka ganz viles kierzten a menger Ried, well d'Madamm Cahen huet dat Allerwichtigst schonn alles gesot. Ech mengen, et geet jo drëms, dass mer hei besser no vir kucken an eis Verkéiersinfrastrukturen esou plangen, datt se net nëmme fir haut, mee och fir muer passen. An am Beschte maache mer dat, andeems mer net nëmme eist Land kucken, mee souguer nach iwwert d'Grenzen eraus bis an d'Groussregioun.

Ech mengen, et kéinten der vill heibanne mat mer d'accord sinn, wann ech soen, dass mer eis et net méi kënnen erlaben, 25 Joer laang ze diskutéieren, ob mer sollen eng Autobunn vun zwou op dräi Spueren ausbauen, oder 30 Joer a méi driwwer diskutéieren, ob mer deen een oder anere Contournement brauchen.

Une voix | A!

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo! Amplaz d'Diskussiounen awer just aus dem Bauch eraus ze féieren, solle mer eis an de Mobilitéits- a Verkéiersfroen, gradesou wéi an all deenen anere Politikberäicher, op Fakten an am beschten op Donnéeën baséieren.

A fir dat kënnen ze maachen a fir eeben net méi just ze reagéieren, mee fir kënnen ze anticipéieren, musse mer dës Donnéeën fir d'éischt emol sammelen. An dofir ass dës Projet a mengen Aen e wichtege Schratt an déi richteg Richtung.

Beim Dateschutz, do si mer jo ganz zu Recht ëmmer sensibel. Fir awer de Suivi an d'Analys kënnen ze garantéieren, ass et fir d'LSAP wichteg, datt dës Kollekt vun deene wichtege Informatiounen reegelméisseg public gemaach gëtt.

Här President, d'Fro ass eigentlech net bei dësem Gesetz, ob mer déi Donnéeën iwwert de Verkéier elo sammelen oder net. D'Fro ass eigentlech villméi: Firwat maache mer dat net scho ganz laang?

An deem Sënn wäert d'LSAP dee Projet matdroen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Fir unzefänken der Madamm Corinne Cahen en häerzleche

Merci fir hiren exakte Rapport. Et ass och viles heibanne gesot ginn. De Sënn an Zweck ass kloer: De Mobilitéitsministère brauch eng Rëtsch vun Donnéeën, fir senger Aarbecht gerecht ze ginn.

An ech ginn elo vläicht e bësse méi wäit. Ech ka mer och virstellen, jee no Resultat vun deenen Donnéeën, datt dat souguer en Afloss kéint hunn op d'Landesplanung. Oder och net. Dat wësse mer nach alles net. Dat gesi mer jo dann.

Mee ech wëll awer da soen: Mir hunn awer e Problem mat dësem Gesetz, an dat ass d'Anonymiséierung vun de perséinlechen Donnéeën. Mir haten d'Experte kontaktéiert. Déi eng soen: „Et ass ginn!“ Déi aner soen: „Et ass net ginn!“ Dir wësst alleguerten, ech si kee Jurist, mee ech hätt léiwer, et wier kloer am Gesetz definéiert, well soss riskéiere mer fréier oder spéider, datt déi Diskussiounen opkommen, déi mer all net wëllen hunn. An duerfir, well dat e weesentleche Punkt ass, géife mir eis bei dësem Gesetz enthalen, quitte datt mam Gesetz alles ok ass, mee just weinst deem dote Punkt géife mer eis do wëllen enthalen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Dann ass d'Wuert fir den Här Meris Sehovic. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Deen ass awer elo ganz déif.

(M. Meris Sehovic règle la hauteur du pupitre.)

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hannert dem Gesetzesprojet, deen haut virläit, steet eigentlech eng nobel Iddi: D'Mobilitéitsdonnéeën zu Lëtzebuerg solle besser organiséiert an ausgetosch ginn, fir dass Entscheedungen am Verkéiers- an am Infrastrukturberäich op enger méi zolitter Grondlag baséieren a fir dass d'Innovatioun am Beräich vun de Mobilitéitsléisunge stimuléiert gëtt. Dat ass sënnavoll. A Mobilitéitsdonnéeën sinn e wichtegt Element fir Effizienz, Planungssécherheet an och Zukunftsinvestitiounen hei am Land.

Mee – grouse Mee – leider ass dat heite Gesetz net méi dat, wat et am Ufank sollt sinn! D'Iddi vun engem Observatoire digital de la mobilité, wéi se nach 2023 presentéiert gouf, war eigentlech méi wéi just den Austausch vun Donnéeën. Et sollt eng intelligent, digital an onofhängeg Struktur sinn, déi eis hëlleft ze verstoen, wéi d'Land sech beweegt, net nëmme am Auto, mee ze Fouss, mam Bus, mam Zuch, mam Vëlo, eng Plattform, déi Informatiounen an Donnéeën matenee vernetzt, Transparenz garantéiert an natierlech och Startuppen, Gemengen an de Biergerinnen a Bierger Donnéeën zougänglech mécht. Déi Ambitioun ass leider komplett aus dem Gesetz verschwonnen. Wat bleift, ass en technesche Kader fir den Austausch vun Excel-Tabellen an Donnéeën tëschent Verwaltungen.

D'Regierung huet decidéiert, eng ambitiéis Iddi zu engem minimalisteschen Instrument ze degradéieren. Et gëtt keen Observatoire! An dofir sinn ech net d'accord mat den Erklärungen vum eiser Présidente-rapportrice. Den Observatoire ass aus dem Titel gestrach ginn. D'Missioun vum Observatoire sinn aus dem Gesetz gestrach ginn. D'Informatiounsflucht vum Observatoire, de järeleche Rapport, ass gestrach ginn. D'Prezisiounen fir d'Publikatioun vun deenen Donnéeën si gestrach ginn. An alles dat ass extreem bedauernswäert.

Well d'Fro fir d'Zukunft ass eeben net just, wéi mir Donnéeën iergendwéi organiséieren. D'Fro ass, wéi mer de Courage behalen, fir an der Mobilitéitspolitik no vir ze kucken, och ënner budgetäre Contrainten.

Lëtzebuerg brauch weiderhin eng proaktiv Mobilitéitspolitik, déi Investitiounen als Noutwendegkeet versteet an net als Luxus. An dofir brauche mer och e bessere Kader, fir Mobilitéitsdonnéeën net nëmmen ze stockéieren, mee fir se virun allem ze valoriséieren.

A genee do läit eeben déi verpasste Chance vun deem heiten Text. E richtegen Observatoire hält e Signal kënne si fir d'Startuppen, déi intelligent Mobilitéitsléisunge matentwéckele kënnen, fir d'Fuerschungsinstituter, fir d'Gemengen, déi viru groussen Defiestinn, fir de Verkéiersstress aus hire Wunnquartieren ze huelen an d'Liewensqualitéit fir hir Biergerinnen a Bierger ze verbesseren, an déi haut net vill Donnéeën hunn, fir déi dote Erausforderungen unzegoen.

Mobilitéit ass net just Infrastruktur an Donnéeën. Mobilitéit ass Innovatioun, et ass Klimapolitik, et ass wirtschaftlech Diversifikatioun. An all dat ass an dësem Gesetz net méi dran. Do verschenke mer Opportunitéiten.

Dofir, jo, mir wäerten dëse Gesetzesprojet stëmmen, well en e legale Kader schafft fir den Austausch vun Donnéeën. Mee nee, mir maachen et net mat Begeescherung. An nee, mir sinn och net der Meinung, dass dëse Projet den Defien an der Mobilitéitspolitik gerecht gëtt. Mir kënnen et besser a mir müssen et besser maachen am Sënn vun der Liewensqualitéit an och vun der Zukunftsfäegkeet vun eisem Land.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehov. Dann huet den Här Marc Goergen d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Effektiv, jidderee wëllt, dass manner Stau zu Lëtzebuerg ass, an et kann ee begeescht sinn, wann esou en Observatoire geschaaft gëtt. Well souguer mir hu kee Problem mam Observatoire a sech, wann e Léisunge bréngt. An et ass jo och dat, wat ech an der Kommissioun ëmmer gesot hunn. Et ass jo nëmmen deen ee Punkt, firwat mer och dergéint wäerte stëmmen, an dat sinn déi Daten, déi erhewe ginn.

An do kann ech nach eng Kéier op d'Avisen agoen, déi souwuel de Staatsrot wéi och d'Chambre de Commerce an d'CNPD geschriwwen hunn. Well an deenen Avisa steet ganz kloer, dass dat selwecht Zil kéint erreecht ginn, ouni dass herno ee mam Numm kéint erkannt ginn.

D'Rapportrice huet eppes Richteges gesot: Jiddereen heibannen, jiddereen dobaussen am Land ass beträff, wäert herno kënne getrackt ginn. An et ass drop verzicht ginn, dat ze anonymiséieren! Dat ass a sech de Punkt, firwat mir dat haut net wäerte matstëmmen.

D'Iddi ass gutt, fir de Stau ze léisen. Mee mir hunn e massive Problem dermat, dass refuséiert gouf, déi Daten anonym ze erhiewen.

De Staatsrot huet Iech et gesot, d'CNPD huet Iech et gesot, d'Chambre de Commerce huet Iech et gesot. Trotzdeem huet d'Regierung sech geweigert. Elo gëtt hei eng Datekrak erschaf, déi wahrscheinlech an anere Länner mol net méiglech wär. Hei ass eppes, dat ass déi wëllste Fantasie vun den Datenerhiewungen, wat hei geschaf gëtt! Dir verstoppt Iech hannert engem Pseudonym.

Wat ass e Pseudonym, fir dat ze erklären op net technescher Basis? Jidderee kennt zum Beispill den Elton John. Jidderee kennt deen. Dat ass säi Pseudonym, deen e benotzt. Jidderee fënn awer och automatesch erëm, dass en Dwight am richtege Liewen heescht.

Dat ass dat, wat hei geschitt. Dat heescht, hei ginn einfach Daten erhewen. Soe mer, fir beim Beispill vu virdrun ze bleiwen: D'Corinne firt vun A op B, da gëtt dat am Datesaz „Yuriko“ genannt. Herno kann deen

Datesaz awer zrëckverfollegt ginn. Dat ass dat mam Pseudonym, wat Der gemaach hutt.

An dat ass dee grouse Problem, dee mir hunn. Dir hutt Iech geweigert, trotz den Avisen, trotz de Kommentaren an der Kommissioun, op anonym ze goen. Well, dat schreift de Staatsrot och, fir d'Funktoun vum Observatoire hält et keen Ennerscheid gemaach. Dir kéint mat deenen Daten de Flux vum Trafik genausou moossen, ouni ze wëssen, ob et herno d'Corinne oder d'Yuriko war. An dat ass dee grouse Punkt.

Hei gëtt eng Datekrak erschaf, déi géint den Datechutz ass. Mir wäerten all d'Bierger herno hei erfaassen, fir kënnen deen Observatoire do ze speisen. Dat ass awer wierklech eppes ganz Schlëmme am Datechutz! En plus hutt Der verpasst ze soen, wéi laang déi Date gehal dierfe ginn.

Duerfir hunn ech haut eng Motioun matbruecht, fir dass d'Leit weinstens d'Recht op en Opt-out solle kréien, fir kënnen ze soen: „Ech wëll net, dass déi Date mat mengem Numm erfaasst ginn“, fir d'Recht ze kréien, se ze läschen. Mir müssen am Dateschutz eise Bierger erëm d'Méiglechkeet ginn. Well dat, wat Dir do maacht, dat gëtt eng Risendatekrak mat jidderengem sengem Numm am Land!

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Mam Gesetzesprojet 8251 gëtt en Observatoire de la mobilité geschaf, deen d'Mobilitéit hei am Land verbessere soll, a fir senger Missioun gerecht ze ginn, kritt den Observatoire iwwert d'Gesetz d'Méiglechkeet, och perséinlech Donnéeën vun de Bierger/innen ze erhiewen an ze analyséieren.

– A sengen Avisen zum Gesetzesprojet n° 61.526 freet de Staatsrot „dans quelle mesure il est nécessaire de recourir à des données pseudonymisées alors qu'au vu des finalités du traitement mis en place, les mêmes objectifs devraient pouvoir être raisonnablement atteints sur base de données anonymisées“.

– Am Résumé vum Gesetzesprojet ass festgehalten: „Il est important de noter que l'Observatoire n'a pas vocation à surveiller ou examiner les habitudes et préférences de mobilité d'individus particuliers. Cependant, afin de pouvoir adapter l'offre, et sachant que la mobilité des personnes est un aspect fondamental, il est indispensable de collecter ces informations dans un intérêt public“.

– An hirem Avis ënnersträicht d'CNPD, dass d'Pseudonymiséierung vu perséinlechen Donnéeën reversibel ass an de Risiko besteet, dass een d'Persounen erëm domadder identifizéiere kéint, datell d'of an d'Fro, ob et muss sinn, dass perséinlech Donnéeën an dësem Kontext massiv gesammelt ginn.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– d'Bierger/innen doriwwer ze informéieren, dass hir perséinlech Donnéeën beim Observatoire de la mobilité gesammelt, pseudonymiséiert an analyséiert ginn;

– de betraffene Leit de Choix ze ginn, hir Donnéeën aus der Datebank läschen ze loosse an/oder hinnen eng Méiglechkeet ze ginn, en „Opt-out“ bei der Datenerhiewung ze maachen.

(s.) Marc Goergen.

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An dann ass et um Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir ginn u sech och dervunner aus, dëse

Projet de loi matzestëmmen, och mat de Reserven, déi den Här Sehov virdrun erhewen huet, déi ganz seriö sinn. Well mir hu wierklech eng Chance verpasst, fir veritablement e richtegen Observatoire de la mobilité ze maachen.

Duerno ass och nach ëmmer d'Fro pendant, dass een, wat d'Mobilitéit ugeet, an der Zukunft nach ëmmer muss kucken, dass den ëffentlechen Transport an all senge Facett weiderhin eppes Attraktives bleift. A wann ech soen: „eppes Attraktives bleift“, dann heescht dat net just nëmme vum Point de vue vum Usager, deen en natierlech muss kënnen huelen a wou dee muss sécher sinn, dass e matzäite vun A op B kënnt, zemools wann e schaffe muss. Mee e soll och attraktiv bleiwe fir déi, déi dat als Metier wëlle maachen, bei den CFL oder beim Tram oder bei de Busser an esou weider. An déi Attraktivitéit huet a leschter Zäit staark ofgehol. An dat ass e reelle Problem vu Resilienz, wat den Transport ugeet.

Mir wäerten nach d'Geleeënheet hunn, fir doriwwer ze diskutéieren. Mee mir steieren a Richtung gréisser Problemer, wa mer och net méi genuch kompetent Leit fannen, déi an de Metiere vun der Mobilitéit wëlle schaffen, wat immens wichteg ass.

Dëst gesot, wäerte mer dëse Projet, dee kee grouse Worf ass, trotzdeem matdroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Domat wär d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschlossen.

Dann hätt d'Regierung d'Wuert. Ech ginn der Madamm Mobilitéitsministesch d'Wuert. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Fir d'éischt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, natierlech der Rapportrice Corinne Cahen e ganz grouse Merci fir hiren exzellente Rapport. Jo, dat heiten ass e ganz wichteg Gesetzesprojet, dee mäi Virgänger am Juni 2023 deposéiert huet. Mir wëlle weider Mobilitéitsinfrastrukturen a -servicer ausbauen. Mir wëlle se nohalteg ausbauen. Dat ass wichteg. Et war wichteg fir de PNM 2035, dee mäi Virgänger ausgeschafft huet. Et ass och wichteg fir de PNM 2040, un deem mir schaffen.

Donnéeën, representativ Donnéeën, dat ass eppes, wat mir absolut brauchen. Dofir muss mer bestëmmte perséinlech Donnéeën auswäerten. An dëse Gesetzesprojet liwwert déi noutwendeg legal Basis dofir.

Wichteg ass awer trotzdeem, nach eng Kéier hei ze ënnersträichen: Den Text fonctionéiert zesummen an ëmmer am Aklang mam RGPD. Den Text erlaabt et also explizitt net, ondiskriminéiert perséinlech Daten ze erhiewen.

Ech wëll och soen: Et gëtt eng Durée de rétention am Text. Den Artikel 4 Punkt 3 seet, dass perséinlech Donnéeën no Traitement oder no zwee Joer geläscht mussen ginn.

Also, d'Regierung schafft weiderhi konsequent op eng datebaséiert Approche hin, fir d'Mobilitéit ze verbesseren. Dat ass eis wierklech wichteg.

Wéi de Rapport och erkläert – a jo, ech kann dat och bedauern –: Den Observatoire digital de la mobilité gëtt elo net méi hei am Gesetzesprojet erwänt. Et bleift e Service a mengem Ministère. Dee gëtt et schon, an dee liwwert do wichteg Donnéeën zur Mobilitéit, fir eeben d'Planung an d'Entscheidungshëllef ze maachen.

Et ännert wierklech näischt an der Praxis. Mir halen um Numm vum Observatoire fest. Mir halen u sengem Rôle fest. Den Observatoire gëtt awer och weider ausgebaut. Dofir sinn ech elo och net d'accord mam Här Sehovíc, wann e seet: „Et ass e minimalistesch Instrument.“ Vlächit hunn ech e minimalistesch Instrument kritt, wéi ech am Ministère ugefaangen hunn. Ech wëll dat awer och net soen, well dat ass et net. Do schaffen zwee Leit, déi eng exzellent Aarbecht maachen. Am Kader vum MMUST+ (ndlr: Modèle multimodal et scénarios de mobilité transfrontaliers) an engem Accord och mam Grand Est sinn zwee CDDen derbäikomm. Fir 2026 hunn ech och ee Posten ugefrot. Dat muss natierlech säi Wee lafen iwwert d'CER (ndlr: Commission d'économies et de rationalisation), dass mer deen accordéiert kréien.

Dat heescht, an dëser Legislatur wäerte mer op d'mannst vun enger Verdueblung vum Personal am Observatoire schwätzen. Fir mech ass dat wichteg. Si maachen eng wichteg Aarbecht a se mussen dat och weiderhi maachen. Dat heescht, den Observatoire gëtt net nëmmen duerch dëst Gesetz, mee och duerch zousätzlecht Personal gestärkt. Esou ass dat och am Koalitionsaccord virgesinn an esou wäerte mir dat och maachen.

An nee, Här Sehovíc, am initialen Text stoung ni, dass den Observatoire sollt onofhängeg sinn. Dat stoung net dran. Dat stëmmt einfach net! Et sollt ëmmer e Service am Ministère sinn. Dat ass et. Dat bleift et. Fir eis ass et wichteg, dass dat weider ausgebaut gëtt. A genau dat wäerte mer maachen. A mir wäerte weider proaktiv eng Mobilitéitspolitik maachen, an dat am allerbeschte mat Iech alleguerten zesummen, well ech mengen, mir hu ganz vill Geleeeënheeten, fir an der zoustänneger Chamberskommissioun och am Detail iwwer all déi Projeten ze schwätzen, déi nach virun eis stinn.

Dofir alleguerten deenen, déi dëse Projet ënnerstëtzen, e ganz grouse Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Den Här Sehovíc wollt Iech nach eng Fro stellen, wann Der erlaabt. Här Sehovíc.

M. Meris Sehovíc (déi gréng) | Merci, Här President. Merci, Madamm Ministesch. Déi eng Fro, déi huet sech erüubregt, well dat wär déi Fro gewiescht, déi ech Iech schonn an der Kommissioun gestallt hunn: ob Der dann op d'mannst gedenkt, dee Service am Ministère opzestocken. Et ass e Commitment, dat Der an der Kommissioun nach net esou wollt maachen. Ech begréissen, dass Der et hei maacht. Vlächit huet dat dann och e bësse mat där Diskussioun ze dinn. Dat ass eng gutt Nouvelle.

Et bleift awer dann déi Fro ..., well d'Onofhängegkeet, dat ass jo net eppes, wat een einfach iergendwou just festschreift, an dat huet och net just domadder ze dinn, wou esou e Service situéiert ass, et huet och domadder ze dinn, wat mat deenen Donnéeën gemaach gëtt a wéi eng Obligatiounen esou e Service huet. Nach eng Kéier: Am ursprüngeleche Gesetz waren Obligatiounen festgeschriwwen, wat zum Beispill d'Publikatioun vun engem järeleche Rapport ugeet, wat d'Transmissioun vun deenen Donnéeën och fir Drëttacteuren ugeet. Dat si Saachen, déi aus dem Gesetz verschwonnen sinn. Kënnt Der awer hei e Commitment maachen, dass dann dee Service an Ärem Ministère trotzdem wäert järelech e Rapport maachen, dass e wäert Donnéeën publizéieren, public maachen, och fir Startuppen zum Beispill zougänglech maachen, fir dass een do wierklech dat vollt Potenzial vun deenen Donnéeën kann notzen?

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovíc. Madamm Minister.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Also, do si jo scho ganz vill Informatiounen, déi ëffentlech zougängeg sinn. Déi stinn um Site. Also, éierlech gesot, ech hätt léiwer, déi Leit, déi do schaffen, déi konzentréiere sech op d'Aarbecht, déi se solle maache fir d'Zukunft, wéi dass se elo wochelaang un engem Rapport annuel schaffen. Ech mengen, do ass hir Zäit warscheinlech besser investéiert. Ech kucken awer, ob dat Sënn mécht oder net fir d'Zukunft. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat ass dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung vun dësem Projet de loi, an zwar dem Projet de loi ...

(Interruption par M. Meris Sehovíc)

Här Sehovíc, d'Motioun huele mer ëmmer zum Schluss.

... dem Projet de loi 8251. Den Text steet am Document parlementaire 8251⁸.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8251 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 53 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen a 5 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also mat 53 Jo-Stëmme géint 2 Nee-Stëmme bei 5 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Zeimet) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Franz Fayot), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovíc, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens zum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

An dann ass et de Moment, wou mer zur Motioun kommen, an zwar der Motioun, déi den Här Goergen hei deposéiert huet. Här Goergen, ech huelen un, Dir wëllt duerno Stellung huelen.

(Assentiment)

Dat ass de Fall. Wie wëllt Stellung huelen? D'Madamm Cahen, duerno den Här Cruchten.

(Interruption)

Jo, Dir sidd opgeschriwwen. Ok. Madamm Cahen, fänkt Dir un.

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Jo, villmools merci, Här President. Also, wann ech déi Motioun hei kucken, och d'Presentatioun dovunner, da muss ech awer soen: Mir müssen iergendwann eng Kéier wëssen, wat mer wëllen. Hei si jo am Fong vun der Oppositounssäit zwo quasi ganz verschidde Kriticke gemaach ginn, déi wierklech net méi extreem kéinte sinn. Déi eng wëllen dat heiten net, well se soen: „U, da kéint een iergendwéi vlächit erausfannen“, wat iwwerens net de Fall ass, „ween dann elo deen ass, deen do iergendzwoosch zirkuléiert.“ Mee et ass iwwerhaapt net de Sënn an Zweck dovunner.

An Entreprises, wéi ech se elo éinescht genannt hunn, wéi Google Maps, déi maachen dat doten alles scho laang. An do ass et jo awer wichteg, dass mer ons e legale Kader ginn. An e legale Kader heescht och, dass mer ons un de GDPR halen an dass d'Beamten an all déi, déi dorunner schaffen, sech natierlech un de GDPR müssen halen an de Schutz vun all Eenzelnem hei respektéieren. Ech mengen, dat ass awer dat mannst. Dofir ass et jo haut grad esou wichteg, dass mer dee legale Kader grad geschafen hunn, fir dass et eng Base juridique gëtt, wou dee Service dann och ka schaffen.

An dofir géif ech proposéieren, déi Motioun vum Här Goergen net unzuhuelen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Jo, merci, Här President. Den Här Goergen proposéiert hei, dass mer sollen eng Motioun stëmmen, déi fuerdert, dass d'Leit sollen d'Recht kréien, hir Donnéeën erëm läschen ze loosser, ënner anerem. Mee dat Recht, dat hu se souwisou. Dat hu mer am Règlement général sur la protection des données. Dat ass en allgemengt Recht, dat alleguer d'Bierger an der Europäescher Unioun hunn. An et ass och gutt, dass mer dat hunn. A mir sinn eent vun ... Mir kënnen houfreg sinn, esou e staarke Schutz an Europa ze hunn. Dofir sinn ech der Meenung, datt mer déi Motioun hei net sollten unhuelen.

Ech géif awer gäre vun der Geleeeënheet profitéieren, well awer e puer interessant Froen hei opgeworf an e puer Ängschten ausgedréckt goufen, ob mer eis net sollen an der Kommissioun Rendez-vous ginn – wat weess ech? – an engem oder zwee Joer, fir dann nach eng Kéier ze kucken: Wat ass geschitt mat deem Service? Wéi schafft deen? Wéi ginn déi Donnéeën anonymiséiert? Wat sinn d'Resultater? Wat sinn d'Konsequenzen? Vlächit kënne mer de Leit do eng ganz Partie vun deenen Ängschten ewechhuelen, déi hei ausgedréckt goufen.

Merci. Also mir stëmmen déi Motioun net mat.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Cruchten. Här Eicher.

M. Emile Eicher (CSV) | Jo, ech gi menge Virriedner Recht. Ech mengen, d'Protection des données ass ginn. Et ass awer och wichteg ze betounen: Do fanne ech d'Iddi och vum Här Cruchten ganz flott, no zwee Joer, wann ee wierklech mol weess, wéi den Ofaf ass, an een déi éischt Erfarungen huet, wann d'Ministesch domat d'accord ass, sech eng Kéier domadder auserneezen. Ech mengen, do géife mer vlächit net nëmmen d'Befierchtungen eraushuelen, mee mir kritechen och Informatiounen a kéinten och

en Austausch, dee fir ons als Kommissioun och wichtig ass, virhuelen. Ganz domadder d'accord.

Mee ech mengen, ech géif awer menger Fraktioun recommandéieren, déi Motioun aus deene Grënn, déi Dir och scho virdru genannt hutt, net matzedroen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Eicher. Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Här President, ech géif als Éischt ausdrécklech ënnerstëtzen, wat den Här Cruchten gesot huet. Ech fannen dat eng gutt Iddi, vläicht och an der Hoffnung, dass mer jo mat der Zäit awer nach dohinner kommen, e richtegen Observatoire ze hunn, sou wéi mer en an anere Beräicher hunn. Dofir wär dat eng gutt Diskussioun no zwee Joer.

Wat déi virleidend Motioun ugeet – an och well dat an der Diskussioun ugeschwat a gefrot ginn ass –: Wisou si bis elo eigentlech keng Donnéeën genotzt ginn? Dach, si se och, natierlech. Mir hu Verkäiersmodeller. MMUST ass een, deen d'Ministesch genannt huet. Am Kader vun der Luxmobil-Etüd sinn Donnéeën gesammelt ginn. Am Kader vum PNM35 sinn Donnéeën gesammelt ginn.

Dat sinn Donnéeën iwwert d'Verkëiersflëss, iwwert d'Infrastrukturen, iwwert d'Frequentatioun vum öffentlechen Transport. Dat aller-, allermeeschten dovunner sinn aggregéiert Donnéeën, déi näischt mat perséinlechen Donnéeën ze dinne hunn. A bei de perséinlechen Donnéeën spilt dat, wat den Här Cruchten erwänt huet, nämlech d'Gesetzgebung iwwert de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën.

Dowéinst si mir der Meenung, dass déi dote Motioun éischters, mengen ech, eng Rei vu Grundprämissen vun där Aarbecht vun deem Observatoire oder vun deem Service falsch verstanen huet an dann zweetens an de Fuerderungen och eigentlech keng Plus-value bitt.

Dofir recommandéieren ech menger Fraktioun, se net ze ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Mir kënnen mat dëser Motioun liewen. Ech mengen, et ass jo dat, wat mir an eiser Interventioun op der Tribün och gesot hunn.

Ech wëll vläicht emol eppes bemierken: Ech héieren ëmmer, wann e Gesetz gestëmmt gëtt, da misste mer no zwee, dräi Joer eng Analys maachen. Sollt ee sech net eng Prozedur ginn, wou een dat automatesch mécht? Datt no zwee oder dräi Joer all Gesetz, oder bal all Gesetz, ewell automatesch enger Analys ënnerzu gëtt, wéinstens emol an der Kommissioun, anstatt datt mir dat ëmmer hei fuerderen an herno souwisou näischt geschitt?

(Interruption)

Loosst eis dach Kloertext schwätzen! An et wier awer vläicht wichteg, wa mer dat do eng Kéier géifen an der Prozedur festhalen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. D'Madamm Cahen huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

Mme Corinne Cahen (DP), rapportrice | Jo, villmoools merci, Här President. Also, et ass gefrot ginn, dass mer an zwee Joer eng Kéier solle kucken, wéi dat funktionéiert. An ech muss soen, als Presidentin vun

der Mobilitéitskommissioun kann ech nëmme soen, dass d'Ministesch ëmmer extreem disponibel ass, an hir Beamten iwwregens och alleguerten, fir an d'Kommissioun ze kommen. Dofir, mengen ech, ass dat jo dat Normaalst vun der Welt.

Souwisou, wann Dir dat frot, da maache mer dat natierlech och. Mir mussen ons just an zwee Joer drun erënneren. Mee ech mengen, dass dat awer och effektiv net schlecht wär, fir gewuer ze ginn: Wéi funktionéiert dee Service? Wat kënnen se aus deenen éischten Donnéeën, déi se do vläicht observéiert hunn, schléissen? Dofir kann ech dat och nëmme ënnerstëtzen.

An ech muss awer och soen, dass d'Ministesch do ëmmer extreem disponibel ass mat hire Beamten, fir dat souwisou ze maachen, wat den Här Engelen elo gesot huet. Wann ech do eng Kéier kuerz däerf drop äntwerten: Also, wa mir hei Motiounen stëmmen ... D'Gesetzter sinn net all d'selwecht, a verschiddener mussen anescht analyséiert gi wéi anerer. A meeschtens ass et awer esou – ech géing souguer soen, allermeeschtens ass et esou –, dass d'Regierung dat och mécht, wat mir hei froen. Wa mir eng Motioun unhuelen, wou eng Analys muss gemaach ginn, wou e Gesetz muss op de Leescht geholl ginn, da gëtt dat och normalerweis gemaach.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Dann dozou nach eng Kéier d'Ministesch. Madamm Backes.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci. Jo, ech kann dem Deputéierte Cruchten seng Iddien nëmme begrëissen. Ech fannen dat ganz gutt. An ech sinn och ëmmer ganz fro, an d'Chamberskommissioun ze kommen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ma très bien. An dann zum Schluss nach eng Kéier den Auteur vun der Motioun, den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, fir d'éischt emol, Madamm Cahen: D'Opposition besteet aus eegestännege Parteien. Mir mussen do net alleguerten enger Meenung sinn. Dat ass den Ënnerschied zu enger Regierung, déi eng Koalitioun ënnerschriwwen huet. Also, an der Opposition daäeren déi eenzel Parteie schonn hir eege Meenung hunn.

Dir hutt elo e puermol Google Maps, Waze a wéi se alleguerten heeschen, erwänt. Mee de kruzialen Ënnerschied ass do: Dir entscheet selwer, ob Der et installéiert a benotzt oder net!

Hei wäert all Mënsch, deen iergende portablen Outil huet, herno erfaasst ginn. An dat ass eeben dat, firwat den Opt-out hei ass: fir dass et iwwerhaupt net soll zu deem Stand kommen. Well hei wäert jidderee generaliwierwaacht ginn. An déi Date wäerten erfaasst ginn. Iwwregens och eis Policebeamten, eis Arméi, eis Riichter, eis Affekoten, alleguerten déi wäerten och elo an enger Datebank landen.

Dir sot elo: „Déi ass sécher.“ Ech soen Iech: Et gëtt keng sécher Datebank! Iergendeen Dateleak wäert ëmmer kommen. An Dir kënnt mer elo soen, beim Staat géing dat net geschéien. Mir hate rezent eréischt dee Problem bei der Police. An ech mengen, dat ass elo net déi mannste Verwaltung, déi mat sécheren Donnéeën misst schaffen. Also deementsprechend ass hei schonn e Risiko.

An an dëser Motioun geet et jo just drëm, dass bewosst vun Iech drop verzicht ginn ass, se anonym ze erhiewen. Dir wëllt se nach ëmmer mam Numm erhiewen. Ech hunn dat och elo verstanen.

Ech fannen et trotzdem nach ëmmer bedenklech, dass d'ganz Land elo an enger Datebank wäert landen an d'Land et emol net matkritt. Well dat heissen ... Déi, déi de Moie kucken – et si jo ëmmer Dausende Leit, déi moies Chamber TV kucken –, déi kruten elo vläicht mat, dass esou eng Datebank do ass, an déi kruten da vläicht och mat, dass hir Handydaten elo erhuewe ginn. Mee ech mengen net, dass d'Ministesch eng Informatiounscampagne wäert maachen, fir d'Leit ze warnen, dass hir Daten erhuewe ginn.

An et ass dat, wou dës Motioun eigentlech drop ofziilt: dass d'Leit mol informéiert ginn, wat elo mat hinne wäert geschéien. Dass alleguerten hir Strecken wäerten erfaasst gi mam Numm, dass dat alles wäert an enger Datebank landen. An dofir ass d'Motioun do: fir dass d'Leit informéiert ginn. Well ech ginn dem Här Cruchten Recht: Dir kënnt ëmmer eng Läschtung froen iergendeng Kéier. Mee wann Der et emol net wësst ...! An dat ass de kruziale Punkt: dass d'Leit mol informéiert ginn an dass d'Leit kënnen soen: „Ech wëll net erfaasst ginn!“

A wéi maacht Der et, wéi ech virdru gesot hunn, mat eise Policebeamten, eiser Arméi an eise Riichter? Gitt Der da wéinstens deenen d'Méiglechkeet, dass se net erfaasst ginn? Well herno leien d'Asätz vun der Police an der Datebank, ier iwwerhaupt en anere se gesäit. Dat ass e Riesegeforepotenzial!

An dofir dës Motioun: fir dass Der op d'mannst en Opt-out maacht fir d'staatlech Servicer. Wann Der dat Recht net de Bierger wëllt zougustoen, da stitt et wéinstens eise Forcen zou! Well Dir sidd Arméiministesch. Wann do een den Handy derbäihuet, wann Der e Manöver maacht, wäert dat hei erfaasst ginn. Dat lant herno an där Datebank, mat den Nimm vun den Zaldoten. Dat ass de Problem dobäi!

Dofir, en Opt-out wär dat Sënnvollst gewiescht, wann Der se net wëllt anonym duerstellen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Domat wär dann dës Diskussioun ofgeschloss.

An ech géing d'Motioun vun dem Här Goergen zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 7, Nee: 51, 2 Abstentionen. Dës Motioun ass also mat 51 Nee-Stëmme géint 7 Jo-Stëmme bei 2 Abstentionen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par M. Ricardo Marques), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Laurent Zeimet) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gusty Graas), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par Mme Barbara Agostino), Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Georges Engel), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Franz Fayot), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

9. Question élargie n° 43 de M. Sven Clement au sujet de la liberté syndicale dans la fonction publique

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun de Moien. Dat ass déi erweidert Fro Nummer 43 vum Här Sven Clement iwwert d'Gewerkschaftsfreiheet am öffentlichen Déngscht. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minuten, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousatzfro virzedroen. D'Regierung huet 10 Minuten. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, hei geet et ëm e fundamentale Prinzip, deen eis demokratesch Gesellschaft ënnerstëtzt: d'Fräiheet vun der Associatioun an d'Gewerkschaftsrechter am öffentlichen Déngscht.

Als Parlamentarier ass et eis constitutionnel Pflicht, d'Kontroll vun dem Regierungshandelen ze maachen an ze garantéieren, datt d'Prinzipien, déi mer legiferéieren, konsequent applizéiert ginn.

Während der Walcampagne huet eng Regierungspartei sech vis-à-vis vun der Staatsbeamtegewerkschaft, der CGFP, feierlech zum Prinzip vun der Gewerkschaftsfreiheet bekannt a versprach, datt dësen, ech zitieren, „net nëmmen e staatlecht Lëppebekenntnis ass“, mee och am Alldag gelieft an net duerch d'Hanerndier ënnergruewe géif ginn. De President vun där nämmlecher Gewerkschaft huet dat gëschter, mengen ech, anescht gesinn.

Dës waren zwar staark Wieder, déi Hoffnung gemaach hunn, un Dausende vun öffentlichen Employéen a Fonctionnaires, déi op eng effektiv Vertriebung ugewise sinn. Elo ass et awer esou, datt rezent Aussoe vu Regierungsvertreder virum Verwaltungsgericht, déi souwuel vum OGBL wéi och vun der Press öffentlich gemaach goufen, seriö Suergen iwwert d'Kohärenz tëscht dësem Walversprechen an der aktueller Regierungsinterpretatioun vun de Gewerkschaftsrechter bereet hunn.

D'Regierung huet virum Tribunal administratif, wou et schonn en Urteel gëtt, argumentéiert, ech zitieren: „C'est à ce niveau local que la mission de la représentation du personnel s'arrête et prend fin.“ Oder: D'Personalvertriebung „n'a pas à s'exprimer d'opposition au projet de loi. Les agissements sont donc illégaux.“ An e lescht Zitat: „La Chambre des fonctionnaires et des employés de l'État est la seule à devoir être consultée dans le cadre d'un projet de loi. Un syndicat n'a pas à être consulté. Une représentation du personnel n'a également pas à être consultée.“

Här President, dës Interpretatioun representéiert eng 180-Grad-Kéier zu der etabliierter Praxis a weist, wéi d'Regierung scheinbar zu engem effikasse Sozialdialog steet.

Wa mer dës restriktiv Interpretatioun akzeptéieren, géif dat heeschen, et wär illegal, wann d'SNPGL en Interview zu engem Projet de loi gëtt. Et wier illegal, wann de SPAL eng öffentlich Meinung zur Arméireform géif äusseren. Et wier illegal, wann

de Groupement des Magistrats de Conseil des juges européens ëm en Avis géif froen.

Esou Restriktiounen géifen d'Landschaft vum öffentlichen Discours an der demokratescher Participatioun zu Lëtzebuerg fundamental änneren. Et wier eng weider Attack op de Sozialdialog.

Ech wëll absolutt kloer sinn: Dës Fro geet iwwer all lafend gerichtlecht Verfahren eraus! Mir froen net, wat d'Gericht entscheede wäert. Dat ass vun der Justiz onofhängeg ze bestëmmen.

Mir ënnersichen awer, ob d'Regierungsposition kompatibel ass mat de Gesetzer, déi dës Chamber ugehall huet, besonnesch dem Artikel 36 vum Beamtestatut, dee kloer seet: „D'Beamte genéissen d'Fräiheet vun der Associatioun an d'Gewerkschaftsfreiheet.“

Eis Roll als Parlamentarier ass exakt dës: d'Kontroll vun dem Regierungshandelen. Dës ass keng Amëschung an d'gerichtlech Verfahren. Et ass eng fundamental Aarbecht vun demokratesch gewielte Volleksvertreder.

Dofir bieten ech de Minister vum öffentlichen Déngscht ëm kloer Äntwerten op dës weesentlech Froen:

Éischtens: Wat verstitt Dir ënnert dem Begrëff „Gewerkschaftsfreiheet am öffentlichen Déngscht“?

Zweetens: Sidd Dir der Meinung, datt eng sektoriell Gewerkschaft aus dem öffentlichen Déngscht all Moyaen vu Kommunikatioun muss opginn am Fall, wou de Minister se géif als sektoriell representativ unerkennen?

Drittens: Ass dat dann net eng Amëschung an d'gewerkschaftlech Fräiheet, déi vun der OIT-Konventioun 151 am öffentlichen Déngscht garantéiert ass?

Véiertens: A wéi engem Gesetz steet, datt eng Représentation du personnel nëmme mat der Direktioun schwätzen däerf an datt alles anescht illegal wier? Steet dat éieren am Artikel 36 vum Beamtestatut?

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat mer haut diskutéieren, geet un d'Häerz vum sozialen Dialog zu Lëtzebuerg. D'Regierung schéngt eng Ënnerscheidung ze maachen tëscht Association professionnelle, déi d'Gewerkschaftsfreiheet huet, a Représentation du personnel, déi déi net hätt.

Dës kënschtlech Ënnerscheidung menacéiert, e Paradigmawissel ze etabliieren, dee Joerzénge vu konstruktivem Sozialdialog géif ënnergruewe. An dofir, mengen ech, huet jo och eng Gewerkschaft mëttlerweil d'OIT saisiéiert, fir hir Interpretatioun gewuer ze ginn. Et ass esou, wéi dat Ganz dann och hei op der Tribün ukomm ass.

Dofir géif et mech wierklech interesséieren, Här Minister, wann Der mer kéint an deem Dossier hei, deen net eng komplex legal Theorie ass, mee an deem et ëm d'Verpflichtunge vis-à-vis vun eise Staatsbeamtinnen a Staatsbeamten an alle Salariéen am öffentlichen Déngscht geet, fir hir Gewerkschaftsfreiheet ze schützen, erklären, wéi Är aktuell Interpretatioun vun där Gewerkschaftsfreiheet ass a virun allem wéi mer kënnen kohärent garantéieren, datt all gewerkschaftlech Vertreder kënnen hir Meinung zu Projet-de-loien a Proposition-de-loie soen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Här Chamberspräsident, merci dem Här Clement fir déi Fro. Ech muss soen, datt ech elo 14 Joer an der Chamber hei sinn a rar esou eng ontransparent,

manipulativ an tendenziéis Fro héieren hu wéi dat, wat Dir elo hei gemaach hutt.

Ech hu virdru ganz gutt nogelauschert, wéi Der hei zu enger Motioun geschwat hutt vu Palästina. Do hutt Der dervu geschwat, datt een dat misst an de Kontext setzen, den historiesche Kontext. Ma Dir hutt et net esou mat dem Kontext, stellen ech fest. Well Dir hutt hei net de Kontext voll erëmginn, op wat Der Iech hei baséiert, fir déi Froen ze stellen. Et ass nämlech effektiv an engem lafende Prozess, wou dat heite gesot ginn ass, deen an där éischter Instanz der Regierung hirer Positionen Recht ginn huet.

Et ass en Appellprozess, deen elo leeft. An d'Regierungsvertrederin, den Delegué du Gouvernement, huet dunn, well den Appell jo gemaach ginn ass, e Mémoire en réponse gemaach, wat 48 Säite sinn, wou nach eng Kéier d'Positionen vun der Regierung, déi an éischter Instanz Recht kritt huet, schlësseg argumentéiert gëtt a wou kloer opgeschlëselt gëtt, wat ..., op Basis vun de Gesetzer, déi et hei gëtt.

Dir hutt eent genannt. D'Statutte vum 1979er Gesetz, den Artikel 36 – an de 35 – muss ee kucken, wat d'Représentation du personnel ass an hir Missiounen, an dann d'1979er Gesetz iwwert d'Streikprozedur an der Fonction publique, dat seet, wat enger Associatioun professionnelle an engem Syndicat hir Fräiheet sinn a wat se däerfe maachen. Jurisprudenzen, déi ganz kloer d'Gewerkschaftsfreiheet stäerken an dat och héichhalen, a wou mer eis och drop gestäipt hunn. Dat alles steet an deem Mémoire en réponse.

Dofir emol eng Fro un Iech: Hutt Dir dee Mémoire en réponse gelies?

M. Sven Clement (Piraten) | Ech mengen net, datt dat d'Prozedur ass. Mee ech äntweren duerno.

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Ech mengen, ech däerf awer schonn eng Fro stellen. Well et ass de Kontext. Dir hutt dat aus dem Kontext erausgerappt! Dir sot ... Déi Sätz sinn an deene Säiten, an deem Mémoire, do dran, an Dir zitt se einfach aus dem Kontext eraus.

Well wann Der se an de Kontext setzt vun deenen 48 Säiten, dann ass dat net dat, wat Dir hei duerstellt. Dann ass et ganz kloer, wat doranner steet, nämlech datt op där enger Säit eng kloer Definitioun ass, op Basis vu Gesetzer, wat d'Représentation du personnel ass, wat hir Missiounen sinn. Et ass ganz kloer, datt an eise Gesetzer drasteet, wat d'Gewerkschaften sinn, och am öffentlichen Déngscht. An et ass och kloer an d'Basis vun de Jurisprudenzen, datt se, wa se als Gewerkschaft schwätzen, eng Liberté d'expression hunn, déi ganz wäit ass a ganz grouss ass. Dozou bekennt sech och d'Regierung.

Mee hei geet et ëm e spezifesch Fall, wou en Amalgam gemaach ginn ass tëscht deenen eenzelnen Notiounen, déi net dat selwecht heeschen. An deen Amalgam maacht Dir och elo hei, fir ze versichen, der Regierung eppes ze ënnerstellen, wat se net seet. An dat kann ech nëmme wäit vun eis weisen. An et ass wierklech rar, datt ech esou eppes erliefert hunn!

Dofir ass meng Fro: Ass dat, well Der Iech onbewusst virum de Won spane looss? An dat ass awer, well Der grouss Prinzipien invoquéiert, der Serenitéit vun engem Gerichtsprozess, deen amgaangen ass ze lafen, net féerderlech, wann een dann dorobber ... Et ass e prezise Fall, op deen Der Iech hei baséiert.

Oder ass et bewusst, wat Der maacht? An dann, mengen ech, hutt Der Iech wierklech hei als éischt-klasssege Populist entlarvt!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann huet souwisou an der Question élargie den Här Clement nach d'Wuert, fir eng Zousatzfro ze stellen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech stelle fest, datt ech null Äntwerten op meng Froen krut. Ech fannen, datt dat en Disrespekt vum Minister vis-à-vis vun der Chamber ass.

(Exclamations)

Fänke mer mol domadder un. Et ass an enger Question élargie net um Minister, den Deputéierte Froen ze stellen. Ech mengen, datt de Contrôle de l'action gouvernementale deen anere Wee rëm geet an datt d'Verfassung doranner ganz kloer ass. An den Här Wilmes géif vläicht gutt drun doen, eng Kéier d'Verfassung ze liesen, wéi hei d'Séparation des pouvoirs fonctionnéiert. Dat als Alleréischter.

Dann dat Zweet: Nee, ech hunn hei net aus engem Appell virun der Cour zitiiert. Ech hunn hei aus Dokumenter virum Tribunal an der éischter Instanz zitiiert.

Iwwregens: D'Urteil misst scho laang effentlech sinn! D'Urteil ass komescherweis nach ëmmer net publizéiert, obwuel Urteiler virdrun an derno virun der nämlecher Chamber publizéiert sinn. Dat fannen ech iwwregens och méi wéi problematesch, wa mer hei iwwer Transparenz a Kontext schwätzen.

Ech hu mech hei baséiert op e Communiqué vum OGBL, deen effentlech ass, dee breet kommunizéiert gouf, deen och breet an der Press thematiséiert gouf. Also, wann de Minister mir hei reprochéiert, ech wär e Populist an ech géif de Kontext hei net zitiiieren, dann huet en dee Reproche dem OGBL gemaach, wat ëmmerhin nach ëmmer déi gréisste Gewerkschaft hei zu Lëtzebuerg ass. Ech mengen, déi wäerte sech freeën an Iech dorobber äntwerten.

An dann, wann Dir der Meenung sidd, datt dee Mémoire esou vill Kontext gëtt, datt Dir der Meenung sidd, datt een doraus zitiiere misst an dee Kontext misst liesen, ma dann invitieren ech Iech, Här Wilmes: Stellt der Chamber déi Dokumentatioun zur Verfügung, da kënnen mer eis alleguete selwer e Bild maachen!

Ech stelle just fest: Déi Sätz do sinn an éischter Instanz an enger effentlecher Sëtzung viru Geriicht gefall, sinn an de Memoiren an éischter Instanz gesot ginn. An ech hunn déi zitiiert.

An ech waarde bis haut op eng Äntwert vum Iech, wat Dir ënner gewerkschaftlecher Fräiheet verstitt a wéi Dir d'Interpretatioun vun der Konventioun 151 vum OIT gesitt. Well och déi huet hei zu Lëtzebuerg ëmmerhi gesetzleche Rang, nodeems mer se ratifizéiert haten.

Wann Der keng Äntwert dorop wëllt ginn, da sinn, mengen ech, net ech e Populist, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Clement, Dir misst zum Schluss kommen!

M. Sven Clement (Piraten) | ... mee da sidd Dir deen, deen hei d'Verfassung net respektéiert!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Här Minister, Dir kënnt eng Äntwert drop ginn.

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Ech mengen erëm, datt Der Saachen duerjereegeheit. Am Jugement sinn net Mémoire-en-réponses dran. Et ass e Jugement. Dat ass e Resümee dovunner. D'Mémoire-en-réponse sinn net effentlech. Et ass nach e lafende Prozess.

Mee am Mémoire en réponse stinn déi Saachen dran, déi Sätz, déi gesot gi sinn. Dir sot, den OGBL hätt déi

gesot. Ech stelle just fest: Déi sinn an deem Mémoire en réponse a si kommen doraus. A wann een dee ganz liest, dann ass et ganz kloer, wat d'Positioun vun der Regierung ass.

M. Sven Clement (Piraten) | Da gitt eis en!

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Jo, et ass e lafende Prozess. Dir schwätzt vun der Verfassung, vun der Séparation des pouvoirs. Hutt Der Respekt do virdrun oder net? An ech mengen, datt Dir hei éischter den Arroiseur arrosé sidd an deem heite Fall. A wann ee sech géif seriö domadder auseneesetzen, da géif ee wëssen, wat d'Positioun vun der Regierung ass. Déi brauch sech net ze verstoppen hannert deem, wat Dir hei elo gesot hutt. Well mir bekennen eis jo ganz kloer dozou. Dat ass keng seriö parlamentaresch Aarbecht, déi Dir hei maacht!

Une voix | Dat ass inakzeptabel, Här President!

(Interruptions)

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, dat do ass wierklech eng inakzeptabel Ausso!

M. Claude Wiseler, Président | Ech géing bieden, datt mer eis an Zukunft op d'Froen an op d'Äntwerte konzentréieren a vläicht probéieren, d'Aussoen och an deem Kader ze halen, wannechgelift.

(Interruptions)

Sou, domat wär dese Punkt dann of...

Une voix | Dat dote geet net!

M. Sven Clement (Piraten) | Ech huelen dat mat an déi nächst Conference, Här President!

Une voix | Mee et ass net nëmmen dat!

M. Claude Wiseler, Président | Also, Dir maacht dat selbstverständlech esou, wéi Dir dat als richtig empfand, Här Clement.

(Interruption)

An domat wär dese Punkt dann ofgeschlossen.

10. 8525 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Mir géngen zum nächste Punkt vun eiseem Ordre du jour kommen. Dat ass de Projet de loi 8525, eng Ofännerung vum Naturschutzgesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Alex Donnersbach, den Här Luc Emering, den Här Franz Fayot, den Här Jeff Engelen an d'Madamm Joëlle Welfring. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Donnersbach. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

M. Alex Donnersbach (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Mir hunn hei e Gesetzesprojet, deen de 4. Abrëll dëst Joer deposéiert gouf, mat just engem klengen Artikel am Fong. Et soll genau een Term am Artikel 82 Alinea 1 vum Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert de Schutz vun der Natur geännert ginn, an zwar datt den Transitiounsdelai, wou ee ka Recours op de System vun den Ekopunkten huelen, vu 7 op 15 Joer soll eropgesat ginn.

Als Rappel: Dee System, wou ee kann op déi Ekopunkten zeréckgräifen, gouf agefouert, well mer och gläichzäiteg all déi Pool-compensatoires am Land hei agefouert hunn, wou no un dem Chantier,

wou Biotopen zerstäert ginn, kompenséiert ka ginn. Gläichzäiteg, wann déi Pool-compensatoires awer net do sinn an net prett sinn, da kann een och de Recours op dës Tax huelen, wou d'Ekopunkten ausgerechent ginn an dann och bezuelt ginn.

Dese System huet sech als relativ effikass erausgestallt, als relativ effizient. Et ass awer elo nun emol esou, datt an deene fënnef Secteuren, déi mer hei am Land hunn, an zwee Secteuren, am Süden an am Zentrum, net genuch Pool-compensatoires zur Verfügung stinn.

Dat erkläert sech och doduerch, datt den Drock vum Bau eben an deene Secteuren am héchsten ass an et doduerch och am schwierigsten ass, Terrainen derbäizekreien, fir déi Kompensatiounen esou no wéi méiglech un deene Bauprojeten ze maachen.

De Ministère huet considerabel Efforten deployéiert an de leschte Joren, fir déi Poolen opzebauen. An déi Efforte gi weider. Mee dowéinst ass d'Propos, deen Délai transitoire vu 7 op 15 Joer eropzesetzen.

Den Avis vum Staatsrot ass den 13. Mee komm. Et war kee Kommentar zum Text. Et war just eng Remark iwwert d'Mesures compensatoires, datt si am beschte virun dem Effet négatif sollten en place gesat ginn an effikass sinn.

An dann hu mer de Rapport an der Chamber ugeholl. Do koum nach en Avis vun der Chambre de Commerce, nodeems mer de Rapport an der Chamber ugeholl haten. Do ass de Projet och nach eng Kéier begréisst ginn, och well doduerch elo all déi Projeten, déi lafen, net ënnerbrach ginn an och einfach déi Gestiouen oprechterhale gëtt.

Et gouf awer nach zwee Denkestëss, déi ech hei och wëll reportéieren. Dat eent, wat d'Chambre de Commerce opgeworf hat, ass, datt ee kéint undenken, datt d'Kreditter vun den Ekopunkten transferabel sinn. Kuerz gesot, wann een an de Pool compensatoire méi kompenséiert wéi dat, wat een am Fong fir e bestëmmte Projet ze kompenséieren huet, datt dee Surplus engem zeguttkënn bei deenen nächste Projeten oder datt een déi transferéiere kann an d'Gemengen oder, wéi gesot, an aner Projeten. An deen zweete Punkt, deen d'Chambre de Commerce dann opgeworf huet, dat ass, datt de Service vum Bilan simplifié, dee gratis ass, dee vun der ANF gemaach gëtt, nach méi bekannt muss gemaach ginn. Voilà!

Domat hunn ech mäi Rapport ofgeschlossen. An am Numm vun der CSV ginn ech den Accord fir dese Projet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach, fir Äre mëndlechen an Äre schrëftleche Rapport.

An ech ginn dem Här Luc Emering d'Wuert.

Discussion générale

M. Luc Emering (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Naturschutzgesetz vum 2018 ass et jo esou, dass net méi d'Bauträger selwer, mee de Staat an d'Gemeenge responsabel sinn, fir Kompensationsmesuren ëmzesetzen.

Virgesi waren, wéi den Här Donnersbach et elo gesot huet, jo ursprénglech 7 Joer, déi elo op 15 Joer, also bis 2033, verlängert ginn. Dëst mat guddem Grund: fir sech eeben déi néideg Zäit ze loosse, fir adequat Kompensationspools ze schafen, fir dann eeben och d'Totalitéit vun den Ekopunkte beschtméiglech kompenséieren ze kënnen.

Mir begrëssen hei déi grouss Ustrengunge säitens dem Ministère, fir dës Kompensatiounen esou effikass

a esou séier wéi méiglech ëmzesetzen an domat och net de Bau ze bremsen oder a Fro ze stellen, well dat hei ass effektiv och eng Gefor, wa mer soen: „méi a méi séier bauen“. Wa mir iergendwann op deene Plazen, wou vill gebaut gëtt, keng Fläche méi hu fir ze kompenséieren, da wäerte mer och iergendwann net méi kënnen bauen. Dofir ass et elementar wichtig, dass dat heite verlängert gëtt.

Wéi mer an der Kommissioun erkläert kritt hunn, ass eeben dës virun allem am Minett, am Süden a ronderëm d'Stad Lëtzebuerg de Fall, well mer hei en immens héije Baudrock hunn an eeben och e Manktem un Terrain fir ze kompenséieren. Duerch déi vergläichsweis héich Densitéit u Populatioun an dese Regiounen ass de Spagat tëschent kompenséieren an dem Bau vun neie Projete schwéier. Dofir ass et eebe ganz wichtig, dass den Zäitraum, an deem kompenséiert gëtt, elo an d'Luucht gesat gëtt.

En général wëll ech awer och soen, dass ee sech zumindest no menger Analys misst awer laangfristeg Gedanke maachen, wéi een déi Kompensatiounspolitik kéint änneren. Do kann een entweder iwwert d'Gewichtung vun den Ekopunkten nodenke respektiv iwwer eng Solidaritéit am ganze Land, dass mer zum Beispill och kënnen am nördlechen Deel vum Land kompenséieren, wann am Süde gebaut gëtt. Well mir gesinn, dass mer ëmmer méi awer op eng Mauer zoufueren, well mer eis nëmmen op eng Regioun am Land konzentréieren, wou mer eng extreem héich Densitéit u Bauprojeten hunn, an dat Land, dat natierlech do ronderëm déi Bauprojekte läit, extreem begrenzt ass an och der Landwirtschaft verluer geet. A grad bei enger Gréisst wéi där vu Lëtzebuerg ass et sécherlech eng Léisung, och ze kucken, dass ee kann op anere Plaze kompenséieren. Voilà!

Mir wäerten awer natierlech dese Projet matstëmmen, eis Zoustëmmung ginn. An domat géif ech och den Accord hei vu menger Fraktioun gi fir diesen Text. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Här Franz Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Ech kann et och relativ kuerz halen, well et ass bal alles gesot ginn am Rapport. Mir stinn och hannert dëser Prolongatioun vun deem Delai am Naturschutzgesetz vun 2018 fir d'Kompensatiounsmesuren.

Et ass effektiv wichtig, dass mer dat elo relativ zäitno maachen. Et ass awer och richtig, wéi de Luc Emering och elo sot, dass mer mat deene Kompensatiounsmesuren ufänken, un eis Limiten ze stoussen, insbesonnesch effektiv an deene méi urbaniséierte Bezierker vum Zentrum a vum Süden. Do gëtt et effektiv manner Terrainen, fir esou Kompensatiounsmesuren ze maachen.

Trotzdem sti mir weiderhin och hannert dem Prinzip, dass mer an deene Regiounen, wou gebaut gëtt, och solle kompenséieren. An dat muss mer weider fäerdegbréngen. Dat ass e wichtige Prinzip, soudass mir net der Meenung sinn, wéi de Spriecher vun der DP elo sot, dass een dat soll landeswäit gesinn, mee dat soll ee weiderhin do maachen, wou een och baut.

Mir gesinn do aner Pisten, fir weiderzekomme bei dese Kompensatiounsmesuren. Mir haten an deem Kontext och eng Diskussioun an der Kommissioun, déi interessant war, wou mer iwwer Expropriatiounen diskutéiert hunn, och am Beräich vum Naturschutz am Zesummenhang mat der Renaturéierung ganz spezifesch vun der Uelzecht; d'Diskussioun, déi lassgetréppelt gouf vun enger Schaffin vun der Stad Lëtzebuerg, well een effektiv do gesäit, dass een do net

ëmmer weiderkënn. An och dat si wichteg Projeten, wou een, mengen ech, och am Interêt, zum Beispill, vun enger Renaturéierung vun esou engem wichtige Floss wéi der Uelzecht misst kënnen op Expropriatiounen zeréckgräifen.

Mir krute gesot, dass dat méiglecherweis am Waassergesetz méiglech wär, dass do eng Utilité publique kéint declenchéiert ginn, déi zu Expropriatiounen féiere kéint. Mee ech mengen, et soll ee sech do Gedanken maachen, ob een dee Prinzip net gegebenefalls sollt auswäiten, fir och aner Kompensatiounsmesuren ze maachen, wann dat dann effektiv néideg ass am Zesummenhang mat de Kompensatiounen. Well, wéi gesot – an Dir hutt dat och selwer, mengen ech, unerkannt an der Kommissioun –, de Staat stéisst do effektiv heiansdo u seng Limiten.

Eng aner Pist, déi een och nach weider soll kucken – an do gëtt et flott Iddien –, ass notament de Luxembourg in Transition, dee Projet, dee jo vum fréiere Landesplanungsminister Claude Turmes op d'Bee gestallt gouf, wou et effektiv wierklech ganz innovativ Projete gëtt. Ech denken zum Beispill un de Projet ronderëm Féiz, fir och scho bebauten Zonen ekologesch ze reconfiguréieren an u sech dann dee Moment och kënnen Land ze entsigelen op eng flott an och utile Aart a Weis. Ech mengen, dat si Pisten, déi mir gesinn, fir och weiderzekomme bei der Kompenséierung.

Mee wéi gesot, mir stinn hannert deem Prinzip, mir stinn hannert dem Gesetz vun 2018, an dofir wäerte mer dese Projet och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir unzefänken dem Här Alex Donnersbach en häerzleche Merci fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport. Prinzipiell begrësse mer dës Ofännerung vum Gesetz vun 2018 betreffs Kompensatiounsmesuren, wat jo speziell heimadde gemengt ass, wat och d'Prozedur méi einfach mécht, fir Wunnraum ze schaffen.

Eist Land ass weiderhi mat enger Krisesituatioun am Logement konfrontéiert. Bis wäit an d'Mëttelschicht eran hu vill Awunner Schwieregkeeten, u bezuelbare Wunnraum ze kommen. D'Ofschafe vun onsënnegen oder schwéierfällige Prozeduren, déi dee geplangte Bauprojet onnëtz an d'Längt zéien, ass duerfir dee richtige Schrack.

Erlaabt mer awer, e puer grondsätzlech Iwwerleeungen zu eiser Baupolitik ze äusseren: Als ADR plädéiere mer derfir, laangfristeg ze denken an de gesamte Kontext vun der Situatioun am Logement net aus den Aen ze verléieren. Laangfristeg kann et net d'Léisung sinn, dem strammen demografesche Wuesstem duerch permanent Bauen an Zoubetonéieren ze begéinen.

D'Zuele schwätze fir sech: All Joer gëtt zu Lëtzebuerg eng Fläch verbraucht, déi ronn 240 Foussballfelder entsprécht. Dës Ziel hat den deemolege Landesplanungsminister 2013 geäussert. Wa mer an deem Tempo weiderfueren, komme mer ganz séier iergendwann un eis Limiten.

Mir mussen matzäit reagéieren. Wann d'Politik weider just op Symptombekämpfung setzt, lafe mer dem Problem vun onkontrolléiertem Wuesstem just hannendrun. Mir sinn elo schon domat konfrontéiert, dass eis ëffentlech Infrastrukturen, mee och d'Personal, net mathale kënnen mam demografeschen Zouwuess an eisem Land. Op all déi eenzel Problematiken anzegoen, déi dat mat sech bréngt, sprengt de Kader vun deem Gesetz.

Eng weesentlech Thematik, déi mer net ausklamere kënnen, ass awer d'Konsequenz vun dëser massiver Flächeversigelung. Déi gesetzlech Kompensatiounsmechanismen am Hibleck op Flächenverbrauch léisen net all d'Problemer. Dës sinn zum Beispill d'Zerschneiden a Beaflosse vun eisen natierlech gewuessenen Natur- a Kulturlandschaften. Och Flächen, déi landwirtschaftlech genotzt kënnen ginn, gi verluer.

Mee d'Versigelung bréngt och méi Gefore mat sech, wéi bei staarke Wiederer. De Risiko vun Iwwerschwemmunge geet an d'Luucht. Och d'Liewensqualität, den Déieren- an den Aarteschutz gi beanträchtegt.

Ofschléissend wëll ech soen, dass en eenzelne Gesetzesprojet, wéi mer en haut stëmmen, natierlech net kann Äntwerten op all déi Froen ginn. Wéi schon um Ufank gesot, ass déi punktuell Modifikatioun, iwwert déi mer haut schwätzen, sennvoll. Mir bleiwen awer der Meenung, dass mer méi grondsätzlech eng Debatt musse féieren, besser haut wéi muer. Nëmme esou kënnen mer sécherstellen, dass och eisen zukünftige Generatiounen e liewenswäert Land hanterlooss gëtt.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an ech ginn d'Zoustëmmung vun der ADR zu deem Gesetz. Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Dann huet d'Madamm Joëlle Welfring d'Wuert.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. „Willkür“ an „Abzocke“, dat sinn Ausdréck, déi hei nach virun zwee Joer op genee dëser Plaz vun der CSV gebraucht goufen, fir dese Kompensatiounssystem ze beschreiwen, un deem deemools wierklech kee gutt Hoer gelooss gouf. An ech erspueren Iech elo nach ganz aner Aussoen – oder besser gesot verbal Attacken – aus dësen Zäiten. Dorun hunn deemools och transparent geliiwwert Zuelen an Erklärungen leider näischt geännert.

Ech hunn dofir net schlecht gestaunt, wéi ech am Abrëll dës Joer am offizielle Pressecommuniqué vum Ëmweltministère – also knapp 17 Méint, nodeem déi selwecht Partei dës Amt iwwerholl huet – iwwert de Bilan vu genee deem selwechte System op eemol Wieder gelies hu wéi „generell positiv“ an „effikass“.

Jo, de System, dee mam 2018er Gesetz agefouert ginn ass – dat, niewebäi, vun deem vill ze fréi gestuerwene Camille Gira agefouert ginn ass –, jo, dee System, dee war revolutionär. En hat zu enger gréisserer Vereinfachung vun de Prozeduren gefouert. An dësen, ech zitieren, „Paradigmewissel wier no bausse gutt ugeholl ginn“, jo, souguer esou gutt, dass en, ech zitieren nach eng Kéier, „d'Affer vu sengem eegene Succès gi wär.“ Wéi gesot, et kann een nëmmen staunen iwwert dës 180-Grad-Kéier bei der Meenung vun dëser fréierer Oppositionspartei beim Thema Kompensatiounssystem.

Anerersäits freeën ech mech natierlech oprichtig iwwert dës Erkenntnis – och wa se spët kënn –, well se d'Realitéit erëmispigelt a well se virun allem déi vill gutt Aarbecht ënnersträicht, déi dagdeeglech vun de Leit aus der Natur- a Beschverwaltung geleescht gëtt, fir d'Zerstéierung vun de Biotopen an d'Stéierung vu seelenen Aarten ze verhënneren, déi duerch eis mënschlech Aktivitéiten, sprécht d'Bauen, verursaacht gëtt, a fir dës auszegläichen.

Dës bréngt mech zu der néideger Verlängerung vum Ëmsetzungsdelay vun dese Kompensatiounsmoossnamen, ëm déi et haut geet an déi mir och matdroen.

E klunge Rappel: Dese System gouf 2018 effektiv ofgeännert, fir, éischters, d'Biotopenzerstéierungen

am urbane Raum iwwerhaupt emol kënnen zouze-loossen. Dës ware bis dohin nämlech duerch d'2004er Gesetz vun der CSV-DP-Koalition streng verbueden, wat deemools an der Press zu zolitte Kritikke wéinst där, ech zitieren, „fundamentalistischer Astellung“ gefouert huet. Och dat gëtt haut emol gär vergiess.

An dat zweet Zil vun der deemoleger Gesetzesännerung war et, d'Demarché fir Projetsentwéckeler ze vereinfachen, well si net méi selwer déi zersteiert Liewensraum kompenséieren an déi dofir néideg Terrainen sichen, kafen, uplanzen a sou weider mussen, wat och zu enger qualitativer Verbesserung vun de Projekte gefouert huet.

Och wann dëse System zur Zefriddenheet vun deene meeschte Projetsporteur funktionéiert, weisen eis awer déi geschate ronn 75 Hektar Kompensationsflächen, déi mer zu Lëtzebuerg pro Joer brauchen, dass dat u seng Grenze stéisst oder wäert stoussen. 75 Hektar, just fir dat kënnen an e Kontext ze setzen, dat ass ongeféier d'Gréisst vun engem duerch-schnëttlech grouse Bauerebetrib oder entsprécht der Fläch vun e puer mëttelgroussen Industriezonen oder, ech mengen, 100 Fussballterrainen.

Et ass keng Fro: Mir brauche méi an och méi bezuelbare Wunnraum. Mee dësen dierf net zu onkontrolléiertem Flächeverbrauch an zur Zersterung vu Liewensraum vun Aarte féieren. Et geet also net drëms, ëm all Präis méi a méi séier ze bauen, mee anescht a mat Wäitsicht. Dat heescht och, dass bestoend Gréngfläch besser an nei Projekte muss integréiert ginn, duerch sougenannten „In-situ-Léisungen“. Just 7 % ginn aktuell, laut den Zuelen aus der leschter Ëmweltkommissioun zu deem Thema, in situ gemaach.

Dat ass eisen Aschätzungen no eng licht positiv Evolution, wuel a vläicht och duerch e schrëttweise Wierke vun enger Upassung vum Reglement iwwert d'Ekopunkten – déi 2023 nach gemaach goufen a wat elo säit graff engem Joer applikabel ass –, well do innerhalb vum Bauperimeeter ugeluechte Biotope méi Punkten zougestane ginn an déi dann och méi ugehall ginn. Mee do ass kloer nach Loft no uewen. An dat Schéint ass jo, dass mer mat enger naturintegréierter Bauweis net nëmme Kompensationsflächen, Zäit a Sue spueren, mee och Liewensqualität bäigewannen.

Fir d'Zuele vum Kompensatiounssystem am Bléck ze halen a fir och deen néidegen Equiliber ze halen tëschent deenen Zonen hei am Land – an déi goufe virduen och schonn ugeschwat –, wou engersäits vill gebaut an zersteiert gëtt, an deenen aneren, wou kompenséiert gëtt, awer och Liewensmittel sollen ugebaut ginn, hate mer eis an der Ëmweltkommissioun gemeinsam drop géeneegt, dass mer eemol am Joer zesummen de Bilan kucken, fir, falls néideg, iwwer méiglech Korrekturmoossname kënnen ze diskutieren.

Dëse Konsens freet eis. A fir dëst ze aktéieren, géif ech heimat dozou déi passend Motioun deposéieren. Ofschléissend ginn ech nach den Accord vun eiser Fraktioun.

Motion 1

« Bilan annuel du système d'évaluation et de compensation en éco-points »

La Chambre des Députés, considérant

– que le système d'évaluation et de compensation en éco-points constitue un outil central de mise en œuvre des mesures compensatoires dans le cadre de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

– que des déséquilibres territoriaux persistent dans la répartition des réserves d'éco-points, en particulier dans les zones à forte pression démographique ;

– que la transparence et le suivi régulier de ce système sont essentiels pour continuer à en améliorer l'efficacité, invite le Gouvernement

– à présenter une fois par an, à la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, un bilan détaillé du système d'évaluation et de compensation en éco-points, incluant notamment :

- l'évolution des éco-points générés et débités dans les différents secteurs écologiques,
- l'état du bilan écologique par secteur,
- la disponibilité et l'utilisation de terrains pour des mesures compensatoires.

(s.) Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring.

An dann hu mer d'Lëscht vun de Riedner am Prinzipp ofgeschloss. Da géng ech der Regierung d'Wuert ginn.

(Interruption par M. David Wagner)

Ok, mee dann entschëllegt, Här Wagner, dann hutt Dir d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk) | Kee Problem, Här President. Souwisou maachen ech et elo relativ einfach. Mir wäerten eis bei dësem Gesetzesprojet enthalen. Dat huet domadder ze dinne, dass mer, wa mer dat elo net géife prolongéieren, dann e Problem hätten, dass eeben d'Bauten, déi elo net kéinten direkt kompenséiert ginn, net méi kéinte gebaut ginn.

Mee mir hunn awer och schonn e prinzipielle Problem mat der Kompensationslogik, mat deem System, deen opgebaut ass, quitte dass e kéint verbessert ginn, wann en ..., an dat ass jo virgesinn an engem aneren – probabelment – Projet de loi, wou ee méi in situ respektiv och vill méi regional an de Gemenge ka kompenséieren. Mee zurzäit ass dat jo och lo nach net direkt de Fall. Mee mir mengen, dass et problematesch ass, éischstens, ze mengen, dass, wann een engersäits op enger Plaz d'Natur zersteiert, dat op eng aner Plaz kéint kompenséiert ginn. Mir sinn der Meinung, dass een dat aneschtens misst reegelen.

An elo si mer souwisou virum Problem – an dat sote quasiment all meng Virriedner –, dass mer souwisou elo net iwwert den néidege Pool vu méigleche Kompensationsplaze verfüegen, soudatt bis elo och méi zersteiert wéi kompenséiert gouf. Soit.

Dat heescht, mir wäerten eis bei dësem Projet de loi enthalen.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci. An domat wär dann d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An ech géng der Regierung d'Wuert ginn. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci villmools un de Rapporteur. Merci och all den Deputéierten, déi hiren Accord dozou ginn hunn. Et ass wichteg, dass mer déi Verlängerung kréien, fir dass mer besonnesch am Süden och kënnen derfir suergen, dass alles, wat do bebaut ginn ass, och ka reegelkonform zum Gesetz kompenséiert ginn.

Ech wollt just nach vläicht zousätzlech Informatiounen dozou ginn. D'Regierung huet verschidden

Aarbechtsgruppen an d'Liewe geruff, déi sech nach eng Kéier mat der Problematik, dass net genuch Terrainen zur Verfügung stinn, fir kënnen ze kompenséieren, sollen auserneeetzen.

An zwar gëtt et een Aarbechtsgrupp, do soll eeben identifizéiert ginn, wéi eng Staatsterrainen nach kënnen zur Verfügung gestallt ginn, fir déi Kompensatiounen kënnen ze maachen; da gëtt et en Aarbechtsgrupp, do soll en Appel à projets ausgeschafft ginn, fir privat Méiglechkeeten ze ginn, Terrainen iwwer eng Emphyteos zur Verfügung ze stellen; dann en drëtten Aarbechtsgrupp, fir d'In-situ-Kompensatiounen am Bauperimeeter ze féieren; an e véierten, fir déi beschtméiglech Notzung vum Terrain am Land ze identifizéieren mat dem Outil Raumanalys.

Déi véier Aarbechtsgruppe sinn an d'Liewe geruff ginn, fir dass mer och elo déi Verlängerung notzen, fir dass dat net méi soll virkommen.

Dann, mengen ech, ass et souwisou esou, dass d'Regierung och gäre wëll weider Reforme maachen, déi dozou féieren, dass mer et eise Matbiergerinnen a Matbierger méi einfach maachen, dat Recht, wa se bauen, och kënnen wouerzehuelen; an engems fir dass awer och genuch Gréngs an eis Stied an Dierfer kënn.

Well de Prinzipp soll jo sinn: Wa genuch Gréngs do ass an nach méi Gréngs kann entstoen, souwuel op de Privatterrainen wéi och insbesonnesch am öffentleche Raum, a wa mer do eng Kéier idealerweis kënnen an e Plus kommen, da muss net méi esou vill oder quasi näischt méi kompenséiert ginn. Dat ass eng Idealvirstellung. Mee mir schaffen do derfir u weidere Reformen, déi mer gäre wëlle maachen an déi natierlech och da weider positiv Effete wäerten hunn, well mer eis domadder un de Klimawandel kënnen adaptéieren an dat et domadder méi liewenswäert wäert maache fir eis Matbiergerinnen a Matbierger insgesamt.

Ech soen der Chamber Merci fir d'Vertrauen an deen heite Projet de loi. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

Da géinge mer zur Ofstëmmung iwwert dëst Gesetz kommen. Et ass de Projet de loi 8525. Den Text steet am Document parlementaire 8525².

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8525 et dispense du second vote constitutionnel

Da fänkt d'Ofstëmmen un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 56 Jo-Stëmmen, 4 Abstent-iounen. Dëse Projet de loi ass also mat 56 Jo-Stëmmen bei 4 Abstent-iounen ugehall.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. André Bauler), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gérard Schockmel) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Franz Fayot), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

Mir hunn nach eng Motioun vun der Madamm Welfring zu dësem Gesetzestext deposéiert kritt iwwert de Bilan annuel vum System vun der Evaluatioun an der Kompensatioun an Ekopunkten. Ech mengen, déi musse mer och am Kader vun dësem Gesetz evidenterweis diskutéieren, quitte datt et elo relativ kuerzfristeg ass fir jiddwereen. Mee ech géing emol nach eng Kéier der Auteure vun dëser Proposition d'Wuert ginn.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Merci, Här President. Jo, et ass kuerzfristeg, mee se ass och ganz kuerz, well et effektiv en Thema ass, dat mer an der leschter Kommissiounssézung zu dësem Thema scho mateneen diskutéiert haten a wou och e Konsens bestanen huet, dass mer dat heite wëllten eemol am Joer maachen. Et gëtt mer drëm, dat einfach nach eng Kéier ze aktéieren. An dat ass et eigentlech och schonn. Dofir géing ech mech freeën, wa mer hei eng breet Zoustëmmung géinge fannen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Wie wëllt dozou d'Wuert huelen? Den Här Fayot, den Här Emering an den Här Donnersbach hu sech bis elo gemellt. Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | Jo, Här President, mir fannen dat eng gutt Initiativ a mir wäerten dat matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. Här Emering.

M. Luc Emering (DP) | Jo, Här President, mir wäerten dat heiten och matstëmmen. Mir haten der Madamm Welfring och schonn an der Kommissioun gesot, dass mer dat heite géifen eng gutt Saach fannen. An dofir wäerte mir dat dann och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. Här Donnersbach.

M. Alex Donnersbach (CSV), rapporteur | Jo, Här President, den Här Emering huet et elo grad gesot: Déi Iddi ass an der Kommissioun proposéiert ginn an do war scho gesot ginn ... De Minister hat sech jo och dozou verpflichtet, dat ze maachen. Dowéinst ënnerstëtze mir déi Motioun och.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach. Sinn nach aner Wuertmeldungen do?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da géing ech och déi Motioun vun der Madamm Welfring hei zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreicht. Vote par procuration. Kuckt wannechgelift, ob Der all

Är Procuratioun matgeholl hutt. Ok, da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also à l'unanimité ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles (par M. Maurice Bauer), Mme Françoise Kemp, MM. Marc Lies, Ricardo Marques, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Charles Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel (par M. Gérard Schockmel), Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen (par M. Gilles Baum), Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusti Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt (par M. Yves Cruchten), MM. Mars Di Bartolomeo (par M. Franz Fayot), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Paulette Lenert et M. Ben Polidori ;

MM. Jeff Engelen, Dan Hardy, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos (par M. Tom Weidig) et M. Tom Weidig ;

Mme Djuna Bernard, M. Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

11. Dépôt d'une motion par M. Sven Clement

Dann hunn ech nach zum Schluss eng Wuertmeldung fir den Depot vun enger Motioun vum Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Sven Clement (Piraten), auteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech fänke mat deem nammlechte Constat u wéi virdrun de Minister heibannen: Ech hunn an deene leschte Joren hei seelen esou en Émgang mam Parlament erlieft – fir net ze soen nach ni – wéi virdrun an den éischte Wieder vum Minister op eng parlamentaresch Fro.

Et ass esou, datt mer eng Verfassung hunn, déi Lëtzebuerg ënnert de Statutt eng parlamentarescher Monarchie stellt. Mir sinn e Land, wou d'Parlament d'Regierung kontrolléiert, net ëmgedrängt. A mir sinn e Land, wou d'Parlament d'Recht huet, der Regierung Froen ze stellen, an d'Regierung d'Flicht huet, op déi Froen ze äntworten!

Hei gouf sech ingeréiert vun der Regierung, andeem d'Opportunitéit vun enger Fro a Fro gestallt gouf, d'Legitimitéit vum Froesteller a Fro gestallt gouf an doriwier eraus net op d'Fro geäntwert gouf. Méi Disrespekt virum Parlament hunn ech heibannen nach net erlieft!

Elo kéint ee jo soen: „O, dat ass eemol geschitt.“ Mee ech mengen, et ass wéi mam Sozialdialog, iwwert deen d'Fro gaangen ass, datt hei eng kontinuierlech Erosioun vun de parlamentaresche Prerogative vun der Regierung ugestriift gëtt.

(Brouhaha)

An et ass esou, datt d'Chamber nun emol e konstitutionellt Recht huet, der Regierung Froen ze stellen,

datt d'Chamber e Recht huet, op déi Froen och Äntwerten ze kréien – an den Delaien an ouni Bemierkungen iwwert d'Opportunitéit, d'Pertinenz oder d'Legitimitéit vun de Froen oder de Froesteller.

De géigesäitege Respekt tëscht de Gewalten ass eng fundamental Sail vun eiser Demokratie. An dofir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hunn ech elo ganz séier eng Motioun zesummegeschriwwen, mat der Ënnerstëtzung vun der ganzer Opposition, iwwer all d'Borden ewech, wou mer d'Regierung opfuerderen: éischtens, hire vollen a ganze Respekt virun de parlamentaresche Rechter ze bekräfigen; zweetens, sech vun all Kommentar oder Urteel iwwert d'Opportunitéit vu parlamentaresche Froen ze enthalten – iwwregens eppes, wat och am Chambersreglement steet! –; an drëtzens, an de reglementareschen Delaien op all parlamentaresch Fro ouni Ënnerscheed ze äntworten.

U sech kéint d'Majoritéit elo soen: „Dat doten ass jo superfetatoire, well et steet jo am Reglement.“ Mir hunn awer haut heibannen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, misse feststellen, datt dat Reglement manifestement net vun all Regierungsmember respektéiert gëtt. Dofir hunn ech d'Opportunitéit genotzt, fir nach eng Kéier dës Motioun matzebréngen. An ech hoffen – ech hunn Iech elo wierklech d'Punkten eenzel virgelies, Dir kritt se och elo schonn ausgedeele –, datt mer e kloert Zeechen zum Parlamentarismus kënne stellen.

Dat heiten ass näischt, wat Parteipolitick ass! Dat heiten ass eppes, wou d'Parlament sech muss prononcieren. A jiddweree vun eis, och d'Memberen aus de Majoritéitsfraktiounen, souze schonn op den Oppositionsbänken. Déi sinn nun emol méi haart. Do muss ee seng Froen stellen, do muss ee seng Rechter duerchsetzen. An ech hoffe wierklech, dat mir als Parlament hei kënne fir eis Rechter alleguerten zesummen astoen an datt dat heite vläicht och en eemolegen Ausrutscher vun der Regierung war, an net eng kontinuierlech Erosioun vun eise Rechter.

Här President, ech iwwerreechen Iech d'Motioun.

Motion

„Respekt vun der Regierung virum Parlament“

D'Chamber vun den Deputéierten,

– vu d'Verfassung vu Lëtzebuerg, notamment den Artikel 2, deen d'Land ënner eng parlamentaresch Monarchie stellt;

– vu den Artikel 62 vun der Verfassung, dee seet: „La Chambre des Députés représente le pays. Elle exerce le pouvoir législatif. Elle contrôle l'action du Gouvernement.“;

– vu de Règlement de la Chambre des Députés, virun allem d'Artikelen iwwer parlamentaresch Froen;

– considéiert, datt d'Kontroll vun der Regierung eng elementar Fonctioun vun engem Parlament ass;

– considéiert, datt d'Opportunitéit vu parlamentaresche Froen aleng den Deputéierten zoustee am Kader vun hirem gewielte Mandat;

– considéiert, datt all Ingerence vun der Exekutiv an d'Bewäertung vu parlamentaresche Froen eng Attack op d'Séparation des pouvoirs an d'Onofhängegkeet vum Parlament ass,

bekräftegt, datt

– d'Ausübung vum Recht op parlamentaresch Froen eng onveräusserlech konstitutionell Prerogativ vun den Deputéierten ass;

– et net un der Regierung läit, iwwert d'Opportunitéit, d'Pertinenz oder d'Legitimitéit vun de Froen ze urteelen, déi vun de Membere vum Parlament gestallt ginn;



– de géigesäitege Respekt tëschent de Gewalten eng fundamental Sail vun eiser Demokratie duerstellt, freet d'Regierung,

– hire vollen a ganze Respekt virun de parlamentaresche Rechter ze bekräftegen;

– sech vun all Kommentar oder Urteel iwwert d'Opportunitéit vun de parlamentaresche Froen ze enthalten;

– an de reglementareschen Delaien op all parlamentaresch Froen ouni Ennerscheed ze äntweren.

(s.) Sven Clement, Marc Baum, Taina Bofferding, Fred Keup, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement, fir déi Motioun.

12. Ordre du jour

Ech ginn dovunner aus, datt mer déi elo net haut drunhuelen, mee, sou wéi mer ofgemaach hunn, bei der nächster Sessioun drunhuelen, ...

(Interruption)

... à moins datt eng Demande ass, se haut drunzehuelen. Dat schéngt ...

M. Sven Clement (Piraten) | Ech wär net opposéiert, se haut drunzehuelen.

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Dat schéngt net de Fall ...

(Interruptions)

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Dach, mir sinn derfir, se haut drunzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Ech sinn domadder d'accord, mee ech muss hei de ganzen Accord vun der Chamber hunn, fir dat ze maachen. An d'Normalitéit ass, datt mer et net maachen, well mer ofgemaach hunn, datt mer d'Motiounen allkéiers déi Kéier drop huelen, wou se deposéiert gi sinn.

Ech gesinn, datt deen Accord momentan net ginn ass, à moins datt een dozou wëllt Stellung huelen. Dat ass net de Fall. Also huele mer se op den Ordre du jour an där éischter Sëtzung vun där nächster Sessioun.

(Interruptions)

M. Sven Clement (Piraten) | Här President?

M. Claude Wiseler, Président | Jo, Här Clement, ganz kuerz.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, an deem Fall, wou mer et op deen nächsten Ordre du jour huelen, denken ech, datt déi heite Motioun sech un de Staatsminister adresséiert, als Porte-parole fir d'ganz Regierung, soudatt et och wichteg wär, datt deen dee Moment hei wär. Da kann hie sech dat scho vormieren. Déi nächst Chamberssëtzung ass jo bekannt.

M. Claude Wiseler, Président | Dovunner gi mer aus, datt se un de Staatsminister gericht ass, esou wéi se hei formuléiert ass.

Ech soen Iech Merci fir haut. Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm.

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Här President?

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister, et ass wéi Dir wëllt. Dir kritt d'Wuert.

M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | Ech kann Iech elo schonn direkt soen, datt mir eis dozou bekennen.

13. Question élargie n° 43 de M. Sven Clement au sujet de la liberté syndicale dans la fonction publique (suite)

Ech hunn awer eppes aneres als Annonce ze maachen. Dir hutt virdrun déi Fro gestallt. Ech loosse kucken, ob dat Dokument, dat de Kontext kloer setzt, kann der Chamber zougestallt ginn. Ech loosse dat iwwerkucken. Wann dat méiglech ass, kritt Der dat. Et ass natierlech, well et an engem lafende Prozess ass ... Mir musse just kucken, wéi een dat ka maachen.

Mee et si Wieder aus dem Kontext erausgezu ginn, déi esou, wéi se do stinn, net dat erëmginn, wat d'Regierungsvertrieder gesot hunn! An et ass awer ganz wichteg an enger intellektuell éierlecher Debatt – an dat huet näischt mat Respekt virun der Chamber ze dinn; deen hu mer! – dat eeben och an de Kontext ze setzen. Well et ass aus dem Kontext gezunn. A wann dee Kontext dat da soll erliichten, wat dann d'Position vun der Regierungsvertriederin war, da kucke mer, datt mer Iech dee Kontext do zoukomme loosse – wann et méiglech ass.

M. Claude Wiseler, Président | Sou. Doropshi gesinn ech elo keng Wuertmeldung méi. Da schléissen ech dës Sëtzung of.

Déi nächst Sëtzunge sinn dann den 8., 9. an 10. Juli.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 11.42 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Gestion locative sociale de la Caritas	2194	Sven Clement	55	Effets de la sécheresse sur l'agriculture	2211	André Bauler, Luc Emering	59
Obturation dentaire	2198	Mars Di Bartolomeo	55	Politique d'adoption des asiles pour animaux	2212	Stéphanie Weydert	59
Impact des véhicules autonomes sur l'emploi dans la mobilité	2200	Jeff Engelen	55	Paiement immédiat direct	2213	Alexandra Schoos	60
Mesures d'accompagnement mises en place dans le cadre de l'ouverture récente de la troisième voie sur l'autoroute A3	2202	Meris Sehovic	56	Espérance de vie	2214	Alexandra Schoos	60
Campagne « I love my Hausdokter »	2203	Mars Di Bartolomeo	56	Reconnaissance de l'État de Palestine	2215	Franz Fayot, Yves Cruchten	61
Appeals Centre Europe	2204	Mars Di Bartolomeo	56	Exploitation minière sous-marine et accords environnementaux	2216	Paul Galles	61
Implantation d'une unité de police locale au sein du commissariat Museldall	2205	Meris Sehovic	57	Suivi et impact sanitaire du papillon processionnaire du chêne	2217	Claire Delcourt	61
Panama Papers	2206	Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot	57	Sommet mondial des gouvernements consacré à l'innovation sociale	2218	Georges Engel	62
Fils barbelés	2207	André Bauler	58	Violence envers les chauffeurs de bus transfrontaliers	2219	Jeff Engelen	62
Extension du Lycée E. Steichen à Clervaux	2208	Barbara Agostino, André Bauler	58	Allégations faites à l'encontre d'une société luxembourgeoise en matière d'importation de minerais de conflits depuis le Rwanda	2220	David Wagner	63
Sources potentielles d'une contamination par le glyphosate	2209	Gusty Graas	58	Règlement européen sur la résilience opérationnelle numérique DORA	2221	Laurent Mosar	63
Étude européenne sur le comportement des conducteurs au Luxembourg	2210	Jeff Engelen	58				



Durée de la procédure d'examen des demandes de protection internationale	2222	Paulette Lenert	64	Expansion de l'Aéroport de Luxembourg	2261	Sven Clement	82
Éclairage sur les autoroutes	2223	Jeff Engelen	65	Empoisonnement récent d'oiseaux sauvages par un raticide	2263	Joëlle Welfring	82
Subvention loyer	2224	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	65	Sécurité dans les transports publics	2266	Laurent Mosar	83
Secteur de la défense	2225	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	66	Cessation des activités de la société de sécurité Protection Unit	2267	Marc Goergen	83
Fermeture de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg	2226	Franz Fayot, Yves Cruchten	66	Évolution de la « quote d'État »	2268	André Bauler	84
Accord mondial sur les pandémies de l'OMS	2227	Mars Di Bartolomeo	67	Développement du tourisme viticole et rural au Luxembourg	2269	André Bauler, Luc Emering	84
Coltan de conflit	2228	Paulette Lenert, Mars Di Bartolomeo, Franz Fayot	67	Propagation cigale à ailes de verre en Allemagne et ses impacts sur l'agriculture au Luxembourg	2270	André Bauler, Luc Emering	85
Participation du Luxembourg à la plateforme OCDE sur la diligence raisonnable et position sur la législation Omnibus	2229	Franz Fayot	67	Situation du personnel des CFL	2271	Marc Goergen	85
Cadre légal et conséquences du « Biergerasyl » dans le contexte du droit d'asile européen	2230	Fred Keup	68	Coordinateurs sportifs communaux	2272	Sven Clement	86
Effets des substances chimiques sur la santé	2231	Marc Goergen	68	Centre national pour victimes de violences	2273	Sven Clement	86
Légalité de l'élevage pour nourriture animale	2232	Marc Goergen	69	Mise sur le marché du médicament contre la maladie d'Alzheimer nommé Lecanemab	2274	Mars Di Bartolomeo	87
Prix de l'eau potable	2233	Marc Goergen	69	Morsures de tiques	2275	Mars Di Bartolomeo	87
Piste cyclable 21 entre Clervaux et Troisvierges	2234	Jeff Engelen	70	Détention d'une mineure de moins de 16 ans au Centre pénitentiaire de Luxembourg	2276	Sam Tanson	88
Déclin des cafés et gestion des licences de débit de boissons	2235	Tom Weidig	70	Achat de logements par l'État	2277	Marc Goergen	88
Manque de personnel au sein de la police judiciaire	2239	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	71	Trafic d'armes illégales	2279	André Bauler	88
Recommandations de l'IGP et gestion des violences policières	2240	Dan Biancalana	71	Détention d'une mineure de moins de 16 ans au Centre pénitentiaire de Luxembourg	2280	Dan Biancalana	89
Répartition des avoirs du Fonds de dotation globale des communes	2241	Marc Lies	72	Télétravail dans la fonction publique	2281	Claire Delcourt, Ben Polidori	89
Accueil des enfants par des prestataires privés	2242	Marc Goergen	73	Fermeture des bureaux d'imposition de Clervaux et de Wiltz	2282	André Bauler	90
Remboursement des matériaux de remplacement après l'interdiction du mercure dans les plombages dentaires	2243	Marc Goergen	73	Versement des aides « Klimabonus Mobilité »	2283	Joëlle Welfring	90
Évaluation des relations économiques et diplomatiques entre le Luxembourg et la Chine	2244	Marc Goergen	73	Proposition française concernant le télétravail	2284	Sven Clement	90
Élaboration de la future convention pluriannuelle entre l'État et le Fonds national de la recherche	2245	Joëlle Welfring	73	Présence d'amiante dans des bâtiments publics	2285	Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt	91
Imposition sur la fortune des sociétés civiles immobilières (SCI)	2246	Laurent Mosar	74	Site pour hélicoptère de secours dans le nord du pays	2286	Charles Weiler, Jean-Paul Schaaf	91
Délais de versement des subventions de loyer	2247	David Wagner	74	Contournement de Bascharage	2289	Yves Cruchten	92
Usage du téléphone au volant	2248	André Bauler	75	Mise en demeure d'organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique	2291	Sven Clement	92
Congé sportif	2249	Sven Clement	76	Avenir de l'usine Liberty Steel à Dudelange	2293	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	92
Maison des sports	2250	Sven Clement	76	Bailleur social	2295	Dan Biancalana	93
Amélioration des compétences en natation des enfants	2251	Sven Clement	77	Aides financières « Klimabonus »	2296	Marc Goergen	94
Centre socio-éducatif de l'État (Unisec)	2252	Fred Keup	77	Indexation du barème d'imposition	2297	Marc Goergen	94
Système de contingent pour améliorer l'égalité des chances dans les écoles	2253	Francine Closener, Dan Biancalana	77	Terrains constructibles appartenant à l'État	2298	Marc Goergen	94
Licenciements d'employés non diplômés des structures éducatives et de garde	2254	Francine Closener	78	Autorisations de bâtir dans la zone verte	2300	Marc Goergen	95
Salariés de l'État	2255	Ben Polidori	79	Inclusion scolaire	2301	Sven Clement	95
Incident de harcèlement au Lycée Bel-Val	2256	Nathalie Morgenthaler	79	Conformité du mandat de négociation du Conseil de l'UE relatif aux nouveaux OGM avec le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques	2302	Joëlle Welfring, Sam Tanson	96
Attraction de chercheurs internationaux	2257	Laurent Mosar	80	Phénomène des rodéos urbains	2304	André Bauler	96
Stages dans l'enseignement secondaire	2258	Djuna Bernard	81	Prix du pétrole	2305	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	97
Soutien aux associations actives dans la valorisation du patrimoine archéologique local	2259	Djuna Bernard	81	Contrôles aux frontières avec l'Allemagne	2306	Meris Sehovic	97
Secteur de la protection des monuments nationaux	2260	Djuna Bernard	81	Dégradation de la démocratie en Hongrie	2308	Sven Clement	97
				Exercice militaire à Sanem	2309	Marc Baum	98
				Fonds d'investissements spécialisés sur la cybersécurité	2311	Laurent Mosar, Alex Donnersbach	98
				Subsidés pour installations sanitaires auprès d'un terminus de ligne d'autobus du réseau RGTR	2314	Marc Goergen	98
				Flotte d'autobus des CFL	2318	Jeff Engelen	99

Gestion locative sociale de la Caritas | Question 2194 (04/04/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

De Fall vun der Caritas ass nach ëmmer ganz present an et stellen sech nach ëmmer eng ganz Rei Froen. De Volet vun der GLS gouf entre-temps vun HUT iwwerholl an déi meescht Propriétaires dierften antëscht een neie Kontrakt mat HUT ënnerschriwwen hunn. Verschidde Propriétaires haten hire Kontrakt awer gekënnegt a sinn dowéinst elo nach ëmmer mat massive Problemer konfrontéiert.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir Wunnensbau dës Fro stellen:

1. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1697 huet de Minister dës gesot: „Wéi ville Propriétaires ass d'Caritas de Moment nach Loyere schëlleg an ëm wat fir e Montant geet et hei insgesamt? D'Kontrollen diesbezüglich sinn nach amgaang; et gëtt eng komplett Reconciliation gemaach, well en Ofschluss muss gemaach ginn doduerch, datt déi Kontrakter entweder einfach resiliéiert ginn oder HUT nei Kontrakter mat de Propriétaires ënnerschriwwen huet, wouduerch d'Situatioun ännert. Soubal déi Reconciliation ofgeschloss ass an d'Liquiditéiten do sinn, wäerten d'Solden iwwerwies ginn.“

Ass d'Kontroll entre-temps ofgeschloss ginn?

– Wa jo, wéini gouf d'Kontroll ofgeschloss?

– Wann nee, firwat net?

– Wann nee, wéini soll se ofgeschloss sinn?

2. Mir goufe vu Propriétaires kontaktéiert, déi hire Kontrakt mat der Caritas gekënnegt hunn, déi awer fir déi lescht 6 Méint, also zënter Oktober, guer keng Loyere méi vun der Caritas bezuelt kruten.

Wéi ville Propriétaires ass d'Caritas nach Loyer schëlleg a ëm wat fir Montante geet et dobäi insgesamt (opgeschlüsselt no Propriétaire)?

3. Eis gouf zougedroen, dass d'Caritas Propriétaires, deene si nach Loyere schëlleg ass, äntwert, dass de Problem bei de Banke leie géif, déi trotz ee puer Rappeller d'Sue fir d'Bezuele vun de Loyer net wëilten deblockéieren. D'Virements géife laut der Caritas scho säit enger Méi laanger Zäit prett leien, mee d'Banke géifen se net exekutieren.

Firwat blockéieren d'Banken hei esou vehement d'Bezuele vun den nach geschëllete Loyer, obwuel déi entsprecheend Dokumentatioun do ass, fir d'Rechtmeissegkeet dovun ze beweisen?

4. Propriétaires, déi hire Kontrakt mat der Caritas gekënnegt haten, hu keen neie Kontrakt mat der HUT ënnerschriwwen. Zënter September 2024 huet d'Caritas keng Konventioun „gestion locative“ méi mam Staat. Well et am Fall vun enger Kënnegung en Délai de préavis vu 6 Méint gëtt, dierft d'Caritas also Stand 1. Abrëll 2025 keng Wunneng méi am Kader vun der GLS verlount hunn.

Kann de Minister bestätegen, dass d'Caritas keng Wunnenge méi am Kader vun der GLS verlount an all d'Wunnengen, fir déi d'Kontrakter gekënnegt goufen, nees fräi sinn?

5. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1697 steet ze liesen: „Laut den Decompten, déi dem Ministère zum 7.1.2025 virleien (Caritas: Abrëll bis Juni) an (HUT Oktober bis Dezember), ass d'Unzuel vun de Wunnengen, déi ënnert der Konventioun GLS lafen, vun 83 op 79 gefall. Dës si 4 Wunnengen, wat an der Gestion locative sociale als normal Fluktuatioun unzugesinn ass.“

Wéi ass déi Zuel zum 1.4.2025 – also nodeems d'GLS vun der Caritas ausgelaf ass?

Réponse (06/06/2025) de M. Claude Meisch, Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. bis 3. D'Beäntwerte vun de gestallte Froen 1, 2 an 3 setzt d'Disponibilitéit vu spezifischen Informatiounen oder Date viraus, déi vun externen Acteuren zur Verfügung gestallt musse ginn. Trotz entsprecheenden Demarché leie bis ewell keng Réckmeldungen oder déi néideg Elementer vir. An deem Kontext ass et aktuell net méiglech, eng fundéiert Äntwert op déi betreffend Punkten ze ginn. De Ministère fir Wunnensbau a Landesplanung bleift awer a Kontakt mat de concernéierten Acteuren a wäert d'Informatiounen noféieren, soubal dës accessibel sinn.

ad 4. De Ministère fir Wunnensbau a Landesplanung ka bestätegen, datt d'Caritas 2025 keng Konventioun an der „gestion locative sociale“ ënnerschriwwen huet an domadder och keng Wunnengen an deem Kader verlount.

ad 5. Am Decompte vum éischten Trimester 2025 sinn et 64 Wunnengen, déi HUT – Hëllef um Terrain am Kader vun der „gestion locative sociale“ verlount.

Obturation dentaire | Question 2198 (07/04/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

In ihrer Antwort auf die parlamentarische Anfrage N° 1788, die u. a. die Zusatzkosten für die Patienten bei den alternativen Zahnfüllungen zum jetzt verbotenen Amalgam ansprach, unterstrich Frau Ministerin, dass die Gebührenordnung für Zahnärzte keinen Unterschied zwischen den benutzten Materialien macht.

Fakt ist aber, dass bei weißen Zahnfüllungen der Patient mit zum Teil erheblichen Mehrkosten durch „convenances personnelles“ konfrontiert wird.

– Deshalb möchte ich von Frau Ministerin für Gesundheit und soziale Sicherheit erfahren, was sie zu unternehmen gedenkt, um dem Patienten solche Mehrkosten zu ersparen, da diese Füllungen jetzt Standard sind.

Réponse (06/05/2025) de Mme Martine Deprez, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale

Laut Artikel 48 der abgeänderten Vereinbarung vom 13. Dezember 1993 zwischen der Caisse nationale de santé (CNS) und dem Verband der Ärzte und Zahnärzte (Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD)) betreffend die Zahnärzte (nachstehend „Vereinbarung zwischen der CNS und der AMMD“) kann ein Zahnarzt nur dann Mehrkosten bei Zahnfüllungen in Rechnung stellen, wenn der Versicherte im Voraus umfassend über diese informiert wurde. Eine Behandlung darf somit erst erfolgen, nachdem der Versicherte seine Einwilligung bezüglich der potenziell anfallenden Mehrkosten gegeben hat.

Laut Artikel 50, Absatz 2, Punkt 8) derselben Vereinbarung darf ein Zahnarzt dem Versicherten zusätzliche Gebühren in Rechnung stellen, wenn seine medizinischen Leistungen die Tarifbeträge, welche aus der zahnärztlichen Nomenklatur resultieren, überschreiten. Solche Tarifüberschreitungen („dépassement des tarifs de prise en charge“) müssen vom Zahnarzt durch ein „CP8“ gekennzeichnet werden. Der 2. Absatz des vorgenannten Artikels, unterstreicht jedoch auch, dass diese Tarifüberschreitungen immer mit Bedacht („avec tact et mesure“) zu erfolgen haben. Im gesamten Gesundheitswesen dürfen einzig und allein Zahnärzte diese Tarifüberschreitungen in Form eines CP8 in Rechnung stellen. Anderen Gesundheitsdienstleistern („prestataires de soins de santé“) sind solche Tarifüberschreitungen nicht gestattet, weshalb sie sich an den von ihrer Nomenklatur vorgegebenen Tarif für einen bestimmten Akt halten müssen.

Deshalb ist es umso wichtiger, dass jeder Zahnarzt nur dann ein CP8 in Rechnung stellt, wenn seine tatsächlichen Kosten die aus der Nomenklatur resultierenden Tarife für seine medizinischen Leistungen überschreiten, und dies auch nur nach vorheriger Aufklärung des Versicherten über die Mehrkosten und dessen Einwilligung, trotz Mehrkosten, die Behandlung vorzunehmen.

Aktuell sieht weder die zahnärztliche Nomenklatur noch die Vereinbarung zwischen der CNS und der AMMD, Einschränkungen hinsichtlich solcher Tarifüberschreitungen vor und die Abrechnung eines CP8 ist somit immer, unter den oben angeführten Bedingungen, zulässig. Eine punktuelle Einschränkung, welche die in Rechnung Stellung des CP8 bei Zahnfüllungen verbieten würde, ist seitens der CNS aktuell nicht vorgesehen und entspricht auch nicht dem aktuellen Aufbau der Nomenklatur der Zahnärzte.

Impact des véhicules autonomes sur l'emploi dans la mobilité | Question 2200 (07/04/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

An der Gemeng Lenneng dierf déi chinesesch Taxisfirma Pony Ai aktuell zesumme mat der Lëtzebuerger Firma Emile Weber dräi autonom Gefierer testen, ënnert der Konditioun, datt e Chauffeur, deen am Zweifelsfall agräife kann, mat u Bord sëtzt. Autonom Fueren ass en Trend, deen sech am Ausland souwuel op privatem wéi op kommerziellem Niveau séier entwéckelt. Deementspriechend stellen sech elo, wou déi Tendenz op d'mannst am kommerzielle Beräich lues a lues och zu Lëtzebuerg ukënn, verschidde Froen, notament zu den Aarbechtsplazen.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

– Huet d'Regierung sech scho mat der Fro ausernegesat, a wéi engem Beräich Aarbechtsplazen, déi an der Mobilitéit duerch den technologesche Fortschritt an Zukunft ewechfalen, kéinten nei entstoen a wéi eng entsprecheend Weiderbildungsmoossname sollen ugebuede ginn? Falls jo, wéi eng wieren dat? Falls net, firwat net?

Réponse (06/05/2025) de M. Georges Mischo, Ministère du Travail | Mme Yuriko Backes, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics | M. Lex Delles, Ministère de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Den honorablen Deputéierte Jeff Engelen wëll a senger parlamentarescher Fro gewuer ginn, wéi d'Zouhuele vun automatiséierten Autoe respektiv Gefierer den Aarbechtsmarché kéint beaflossen, well duerch d'Aféierung vun esou Gefierer gewëss Aarbechtssecteure beträff kéinte sinn.

Tatsächlech muss een zum aktuellen Zäitpunkt awer nach ëmmer vun Tester schwätzen, wann esou Gefierer op öffentleche Stroosse bedriwwen ginn. Obwuel dës Gefierer schonn héich automatiséiert sinn a prinzipiell een autonom Fueren erlaben, si se nach ëmmer op en definéierte Beräich limitéiert – de sougenannten „Operational Design Domain (ODD)“.

Aus dësem Grond ass et och nach néideg, dass en Operateur u Bord ass fir anzesprangen, wann d'Gefier net méi fäeg ass, selwer ze fieren. Zousätzlech dozou hunn dës Gefierer keng europawäit Geneemegung, mee ginn am Kader vun Tester duerch Einzelgeneemegungen immatrikuléiert. Dat heescht, dass een aktuell nach net dovun schwätze kann, dass esou Gefierer an noer Zukunft an engem grössere Mooss op de Marché wäerte kommen.



Grouss Automobilproduzenten hunn zwar schonn Autoe mat automatisierte Feuerfunktionne geliwwert, déi an engem gewësse Mooss dem Chauffer d'Méiglechkeet ginn, d'Kontroll un den Auto ofzeginn – allerdéngs nëmmen ënner spezifesche Konditiounen. Dës Systemer sinn nach staark limitéiert an erfuerderen nach ëmmer d'Presenz an d'Opmierksamkeet vum Chauffer.

D'Benotzung vun esou Gefierer ausserhalb vun de geneemegten Testberäicher ass just dann erlaabt, wann de legale Kader dat virgesäit – wat am Moment zu Lëtzebuerg nach net de Fall ass. D'Koalitionsofkommes gesäit vir, datt Lëtzebuerg autonom a vernetzt Gefierer zouléisst a sech als europäesche Laboratoire fir dës Technologie etabléiert. Eng generell Ausso iwwert déi zukünfteg technologesch Entwécklung an déi domat verbonne personaltechnesch Konsequenze ka wéinst dem aktuelle Stand deemno net gemaach ginn.

Allgemeng léisst sech soen, dass, do wou technologesch Entwécklungen zu enger Verännerung vun de Berufsbiller féieren, et wichteg ass, d'Salariéen ënnert anerem duerch Weiderbildungsmaassnamen ze ënnerstëtzen a sou hir Aarbechtsplaz ze sécheren. De Programm „Skills-Plang“ (Projet de loi n° 8234) wäert hei nach zousätzlech Moyene bereetstellen, fir an d'Kompetenze vun de Salariéen ze investéieren.

Mesures d'accompagnement mises en place dans le cadre de l'ouverture récente de la troisième voie sur l'autoroute A3 | Question 2202 (08/04/2025) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

L'introduction d'une voie réservée au covoiturage ainsi qu'aux bus constitue une mesure innovante et bienvenue pour encourager une mobilité plus fluide. Afin d'en maximiser l'impact, une communication claire et une sensibilisation efficace auprès des usager·ère·s sont des éléments essentiels. Or, plusieurs observations, notamment relayées dans les médias, font état d'incertitudes quant aux modalités précises d'utilisation et à l'absence de mécanismes de contrôle visibles.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Quelles initiatives ont été mises en œuvre en amont de l'ouverture de cette troisième voie afin d'informer le public sur ses modalités d'utilisation ?
- 2) Quelles mesures concrètes sont actuellement en place pour promouvoir activement le covoiturage ?
- 3) Madame la Ministre estime-t-elle nécessaire de mettre en œuvre des contrôles mobiles durant la phase transitoire, en attendant l'installation d'un dispositif permanent de surveillance ?
- 4) Quelle solution technique permanente est envisagée pour assurer le respect des règles d'utilisation de cette troisième voie ? Quel est le calendrier prévu pour sa mise en service ?

Réponse (06/05/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite obtenir des informations concernant les mesures d'accompagnement mises en place dans le cadre de l'ouverture récente de la troisième voie sur l'autoroute A3.

J'ai effectué le 21 mars dernier, 2 jours avant l'ouverture de la troisième voie, une visite des lieux accompagnée de la presse. Le même jour, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics a publié un

communiqué de presse et a lancé une campagne de sensibilisation sur les réseaux sociaux avec une vidéo explicative. Par la suite, la presse a relayé en détail les modalités d'utilisation de la voie de covoiturage d'une part, et de la voie bus d'autre part. Sur ses propres comptes (Facebook, Instagram et YouTube), cette vidéo a généré plus de 2,2 millions d'impressions entre le 21 mars et le 11 avril. Enfin, une signalétique conforme a été mise en place, y inclus en amont des voies nouvellement ouvertes à la circulation. C'est en effet l'utilité des panneaux définis par le Code de la route d'informer les utilisatrices et utilisateurs de la voie publique sur le comportement à adapter, y inclus pour ce qui est de l'affectation des voies de circulation.

L'expérience internationale montre que les deux mesures décisives pour promouvoir le covoiturage, notamment pour les déplacements domicile-travail aux heures de pointe, sont d'une part des voies prioritaires telles que celle mise en service sur l'A3, et d'autre part des places de stationnement réservées aux covoitureurs auprès d'employeurs qui ne peuvent garantir une place de stationnement à chaque employée et employé. Cette deuxième mesure est promue par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics (MMTP) dans le cadre des plans de mobilité entreprise qui connaissent une demande croissante auprès des grands employeurs du pays. Dans ce contexte, le MMTP met également à la disposition des entreprises une plateforme Internet qui inclut un lieu de rencontre pour les employés intéressés par le covoiturage. Des prestataires privés offrent également des applications spécialisées dans ce domaine.

Depuis l'ouverture de la troisième voie, la Police grand-ducale procède à des contrôles sur le tronçon en question dans le cadre de l'exécution de ses missions.

Pour assurer dorénavant le respect des règles d'utilisation de la voie de covoiturage, il est envisagé de constater et d'enregistrer le non-respect des règles d'un véhicule en covoiturage (véhicule occupé par au moins 2 personnes) par des appareils automatiques (radars). La phase-test de l'équipement est programmée pour la fin de cette année (2025), voire le début de l'année prochaine (2026). Pendant cette phase-test aucun avertissement taxé n'est issu par le système de contrôle et de sanction automatisés.

L'entrée en exploitation de ce nouveau type de radar, à savoir le début de la phase répressive est prévu pour le printemps 2026 et sera communiqué en temps voulu.

Campagne « I love my Hausdokter » | Question 2203 (08/04/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

En début de l'année 2025, le Ministère de la Santé a lancé la campagne « I love my Hausdokter ». Cette campagne avait comme but de promouvoir le rôle du médecin généraliste et du pédiatre dans notre système de santé. Il s'agit en particulier d'encourager les patients à consulter en priorité leur médecin généraliste ou leur pédiatre pour les besoins de santé courants.

Cette campagne s'étant terminée fin mars, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Quel a été l'écho de cette campagne respectivement quels en sont les premiers résultats ?
- 2) Par quelles mesures concrètes le Gouvernement entend-il rendre le rôle de la médecine de proximité plus attrayante ?

3) Combien d'assurés bénéficient actuellement d'un médecin de confiance ?

4) Par quelles mesures le Gouvernement contribue-t-il aux frais de premier établissement des médecins de proximité ?

Réponse (14/05/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La campagne « I love my Hausdokter » a été lancée par le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale au mois de février 2025 et vise à encourager les citoyens à consulter en priorité leur médecin généraliste ou leur pédiatre pour les besoins de santé courants au lieu de se rendre directement aux urgences pour les cas non graves. À ce jour, et ce notamment en vue du court délai entre le lancement de cette initiative et la date de la présente question parlementaire, il est difficile d'évaluer si le nombre de consultations auprès des médecins généralistes et des médecins spécialisés en pédiatrie a augmenté et si, en contrepartie, les passages des assurés aux services d'urgence ont diminué en raison de cette campagne.

ad 2) Conformément aux engagements inscrits dans l'accord de coalition, le Gouvernement entend rendre la médecine de proximité plus attrayante en promouvant le concept de médecin référent et en sensibilisant la population à cette offre. Il prévoit également, afin de renforcer la couverture médicale de proximité sur l'ensemble du territoire et d'en améliorer encore l'accessibilité, de soutenir l'installation de médecins dans des cabinets médicaux, de créer un cadre juridique pour les sociétés de médecins et de mettre en place des incitations en faveur des cabinets de groupe. Enfin, un projet pilote de bilan de santé régulier sera lancé pour renforcer le rôle préventif du médecin généraliste et encourager la population à consulter régulièrement leur médecin traitant.

ad 3) Il y a lieu de souligner que les terminologies utilisées par l'honorable Député de « médecin de confiance » et de « médecine de proximité » sont des termes non définis par une disposition légale. Uniquement la terminologie de « médecin référent » est connue par l'article 19bis du Code de la sécurité sociale. Les fichiers de la CNS font état de 17.413 déclarations de médecin référent recensées jusqu'au 15 avril 2025.

ad 4) Des réflexions sont en cours, ensemble avec le Cercle des médecins généralistes, pour élaborer des mesures appropriées et pertinentes. Dès que ces réflexions auront abouti, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale communiquera sur la stratégie qu'il souhaite mettre en place.

Appeals Centre Europe | Question 2204 (08/04/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

En automne 2024, l'« Appeals Centre Europe » a été créé. Il s'agit d'une structure indépendante à laquelle les utilisateurs de réseaux sociaux peuvent s'adresser, s'ils veulent contester une décision liée à une modération de contenu qu'ils jugent inappropriée. Dans un premier temps, ce centre de recours couvre uniquement les réseaux sociaux Facebook, TikTok et YouTube. Selon un récent article de presse paru dans la « Neue Zürcher Zeitung », lors des quatre premiers mois d'activité de ce centre, 1.500 demandes relatives à des litiges ont été introduites. Si des recours ont été adressés depuis tous les États membres de l'Union européenne, ce chiffre de 1.500 est qualifié de faible au vu des attentes. Une des raisons en est le manque de publicité faite pour ce centre de recours, autant de

la part des réseaux sociaux que de la part des autorités européennes compétentes.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité :

1) Quelle est la position du Gouvernement face au « Appeals Centre Europe » ? Des mesures afin de promouvoir ce centre auprès des internautes sont-elles prévues au Luxembourg ?

2) Madame la Ministre déléguée dispose-t-elle de chiffres quant au nombre de demandes qui ont été adressées à ce centre depuis le Luxembourg ? Dans l'affirmative sur quelles problématiques portaient ces litiges ? Quels étaient les réseaux sociaux concernés et quelles suites ont été données aux demandes ?

Réponse (07/05/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité

ad 1) Le règlement 2022/2065 relatif à un marché unique des services numériques (ci-après « DSA » pour Digital Services Act) prévoit la possibilité pour les parties intéressées de recourir à un organe de règlement extrajudiciaire des litiges, afin de résoudre les litiges qu'elles ont avec une plateforme en ligne (exemples de plateformes : Facebook, Instagram, YouTube, X, TikTok). Ces litiges portent sur la modération des réseaux sociaux, c'est-à-dire sur les décisions prises par une plateforme à l'encontre d'un utilisateur, comme par exemple la limitation du compte de l'utilisateur ou une sanction contre les contenus que celui-ci a publié, ou encore les décisions rejetant un signalement effectué par l'utilisateur contre un contenu illicite.

Ces organes de règlement extrajudiciaire des litiges sont certifiés par le coordinateur pour les services numériques, donc par l'autorité nationale compétente pour l'application du DSA, de leur pays d'établissement. À l'heure actuelle, il existe 6 organismes qui ont été certifiés pour traiter ces litiges et Appeals Centre Europe figure sur cette liste.

L'autorité de la concurrence, en sa qualité de coordinateur pour les services numériques au Luxembourg, informe les parties intéressées sur les organismes existants dans le cadre des plaintes qui lui sont soumises. Ces dernières peuvent choisir un organisme en fonction de la difficulté rencontrée et de la langue de la procédure. Étant donné qu'il existe plusieurs organismes et que ces derniers ont des champs d'expertise différents, le Gouvernement n'envisage pas de promouvoir un organisme en particulier. La liste complète des organismes certifiés est disponible sur le site de la Commission européenne : <https://digitalstrategy.ec.europa.eu/fr/policies/dsa-out-court-dispute-settlement>.

Il est important de souligner que les réseaux sociaux sont eux-mêmes tenus, en vertu du DSA, d'informer les utilisateurs sur leur droit à un règlement extrajudiciaire de leur litige pour demander un réexamen de la décision de modération du contenu d'une plateforme.

ad 2) Étant donné que ces différents organismes n'ont reçu que récemment leur certification, il n'existe pas encore de données relatives aux demandes, que ce soit au Luxembourg ou au niveau européen. Néanmoins, ceux-ci sont tenus de présenter chaque année un rapport annuel à leur coordinateur national pour les services numériques. Ces rapports contiendront des informations relatives au fonctionnement

des organismes certifiés, en précisant au moins le nombre de litiges qu'ils ont reçus, les informations sur l'issue de ces litiges, leur temps de traitement, ainsi que les difficultés rencontrées avec les plateformes.

.....
Implantation d'une unité de police locale au sein du commissariat Museldall | Question 2205 (08/04/2025) de M. Meris Sehic (déli gréng)

Monsieur le Ministre a récemment annoncé l'extension du projet pilote « Police locale » à la région de la Moselle. Selon les informations disponibles, des agent.e.s seront assigné.e.s aux patrouilles de police locale dans les communes faisant partie du commissariat « Museldall » à partir de juin.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Est-ce que la police locale sera présente sur le terrain de toutes les communes couvertes par le commissariat « Museldall » ? Dans la négative, quelles communes seront couvertes ?

2) Au-delà du caractère rural évoqué, Monsieur le Ministre peut-il détailler les critères sur base desquels les communes de la région Moselle ont été intégrées au projet pilote de la police locale ?

3) Combien de patrouilles de police seront assignées à la police locale « Museldall » et selon quels horaires seront-elles présentes sur le terrain ? Monsieur le Ministre confirme-t-il que les effectifs déployés dans le cadre de cette extension du projet ne sont pas supplémentaires mais redéployés à partir des moyens existants ?

4) Quelle évaluation a été faite quant à l'impact du redéploiement sur les autres missions du commissariat régional sud-ouest concerné jusqu'à présent ?

5) Monsieur le Ministre peut-il communiquer les statistiques policières les plus récentes disponibles, ventilées par direction régionale ?

Réponse (26/05/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Un projet pilote de patrouilles de police locale débutera le 1^{er} juin 2025 au sein du commissariat « Museldall » qui découvre 8 communes de la Région de police Centre-Est : Mertert, Grevenmacher, Wormeldange, Stadtbredimus, Biwer, Manternach, Lenningen et Flaxweiler. Ce projet pilote a pour objectif d'assurer une présence policière renforcée dans l'espace public et de garantir une proximité accrue avec la population au sein de ces communes, suivant les besoins et dispositions particulières identifiées.

ad 2) Les critères retenus sont les mêmes pour toutes les unités de police locale opérationnelles, soient les unités mises en place à Esch-sur-Alzette, à Luxembourg-ville et à Differdange :

- la présence de lieux à forte affluence ;
- l'existence de zones présentant un risque accru de commission d'actes de délinquance pouvant être endigués moyennant des patrouilles de police locale ;
- des problèmes fréquents et majeurs d'ordre public locaux.

Les zones visées par ces critères seront prédéfinies en concertation avec les bourgmestres des communes concernées.

ad 3) Des effectifs supplémentaires viendront renforcer le commissariat Museldall afin de pouvoir assigner des patrouilles de police locale. Le nombre

de patrouilles nécessaires pour remplir les missions de police locale sera établi à la suite des premières concertations et pourra être adapté suite aux concertations régulières avec les différents interlocuteurs.

ad 4) Il n'est pas nécessaire de procéder à une analyse d'impact au niveau de la Direction régionale Sud-Ouest vu qu'il ne s'agit pas d'un redéploiement des effectifs.

ad 5) Les statistiques policières les plus récentes, à savoir celles de l'année 2024, réparties en trois grandes catégories (infractions contre les personnes, infractions contre les biens et infractions en matière de stupéfiants) et par directions régionales (capitale (Luxembourg-ville), Centre-Est (Grevenmacher), Nord (Diekirch) et Sud-Ouest (Esch-sur-Alzette)) sont reprises ci-dessous.

Dans la catégorie « escroqueries/abus de confiance/usurpations d'identité », la mention « commune inconnue » signifie qu'il s'agit de faits de cybercriminalité pour lesquels aucun lieu précis n'a pu être identifié. Dans les autres catégories, la mention « commune inconnue » indique qu'aucun lieu n'a été enregistré dans le système informatique.

Les tableaux[†] relatifs aux infractions contre les personnes et aux infractions contre les biens présentent uniquement les infractions les plus pertinentes, en cohérence avec le rapport d'activité de la police. Le tableau[†] du total des infractions selon les régions englobe par contre l'ensemble des infractions enregistrées.

.....
Panama Papers | Question 2206 (08/04/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Franz Fayot (LSAP)

En avril 2016, le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) lançait l'une des plus grandes enquêtes collaboratives jamais menées, réunissant une centaine de médias afin d'exploiter 11,5 millions de documents issus du cabinet d'avocats panaméen Mossack Fonseca. Les Panama Papers ont notamment dévoilé comment des sociétés offshore étaient utilisées à des fins d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent.

Après la publication des Panama Papers, l'Inspection spéciale belge des impôts a ouvert 264 dossiers en Belgique qui ont déjà rapporté 39,6 millions d'euros.

Pendant le même temps la France a récolté plus de 192 millions d'euros, l'Espagne 162 millions et les Pays-Bas plus de 28 millions.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances quel a été le résultat de l'exploitation des Panama Papers en faveur des finances publiques du Luxembourg.

2) Quel a été l'impact de l'exploitation d'autres leaks d'envergure pour notre administration fiscale ?

3) Quelle attention et quelles conséquences les autorités luxembourgeoises ont-elles consacrées aux sociétés offshore après ces scandales dévoilés par des journalistes d'investigation ?

Réponse (12/05/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1) Comme déjà exposé dans la réponse à la question parlementaire n° 2931 du 30 septembre 2020, l'Administration des contributions directes a analysé les informations reçues suite à l'enquête du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ). Les informations y relatives ont été transmises aux bureaux d'imposition en charge des différents

dossiers en vue d'une instruction concertée. La plupart des informations ont été classées sans suite, car elles n'ont pas abouti à une adaptation du revenu imposable. Néanmoins certains redressements ont eu lieu, ce qui a permis au Luxembourg de récolter des arriérés d'impôts directs de l'ordre de 230.000 euros.

ad 2) La publication des Panama Papers demeure à ce jour le seul « leak » ayant conduit à une opération concertée au sein de l'Administration des contributions directes.

Dans ce contexte, il est pertinent de rappeler que le Luxembourg avait instauré un régime de régularisation fiscale temporaire, en vigueur du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2017. Ce dispositif avait permis aux résidents fiscaux de déclarer spontanément des avoirs et revenus non déclarés, moyennant le paiement intégral des impôts élundés, assorti d'une majoration de 10 % en 2016 ou de 20 % en 2017. Ce régime, incitant à une plus grande transparence, avait permis de récolter un montant total d'environ 54 millions d'euros d'impôts supplémentaires.

ad 3) Les actions menées par la CSSF dans la suite immédiate de la publication des Panama Papers et leurs conclusions peuvent être relues en suivant ce lien : Press release 17/44 Panama Papers[↑].

Sur le plan fiscal, il y a lieu de mentionner que la législation luxembourgeoise contient notamment depuis 2021 une mesure de non-déductibilité des intérêts et redevances dus à des sociétés établies dans des juridictions figurant sur la liste de l'UE des juridictions non coopératives en matière fiscale.

Fils barbelés | Question 2207 (09/04/2025) de M. André Bauler (DP)

En plusieurs lieux du pays, du fil barbelé a été installé le long de pistes cyclables. Il va sans dire que cela constitue un danger considérable pour les cyclistes et les piétons. De plus, des animaux sauvages en fuite peuvent également se faire prendre, ce qui conduit à des blessures (très) graves.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Sachant que l'installation de ces fils barbelés doit être déclarée aux autorités compétentes dans les zones vertes, quelles conditions doivent être remplies au préalable ?

2) Durant les cinq années précédentes, combien d'autorisations ont été octroyées ? Combien de refus ont été prononcés ?

3) Dans combien de cas des fils barbelés illégaux ont dû être enlevés ? Est-ce que des amendes ont été prononcées pour inobservation des décisions prises ?

Réponse (07/05/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Aux termes de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (cf. notamment annexe 9), les clôtures protégeant les activités visées à l'article 6, paragraphes 1^{er} et 7 (activités d'exploitation qui sont agricoles, horticoles, maraîchères, sylvicoles, viticoles, piscicoles, apicoles, cynégétiques, ...) construites sous forme de clôtures à piquets en métal ou en bois avec du fil de fer peuvent être érigées sans qu'une autorisation ne soit nécessaire. La loi susmentionnée ne distingue pas entre fil de fer lisse et fil de fer barbelé.

Extension du Lycée E. Steichen à Clervaux | Question 2208 (09/04/2025) de Mme Barbara Agostino | M. André Bauler (DP)

Vers la fin de l'une des dernières réunions de la Commission de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, nous venons d'apprendre de la part de fonctionnaires du ministère que l'élaboration du projet de l'extension du Lycée E. Steichen à Clervaux a pu être finalisée. À cette occasion nous avons également appris que le service compétent du ministère appelé à accompagner des travaux de construction et de rénovation a été renforcé.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il informer sur le programme de construction relatif à l'extension du lycée (salles de classe, salles spéciales et d'accueil, ...) ?

2) Combien d'élèves y pourront être enseignés ?

3) Quelles sont les questions qui restent à clarifier avant l'ouverture du chantier à proprement parler ?

4) Combien d'années les travaux de construction vont-ils prendre plus que probablement ?

5) Quelle a été l'évolution du nombre d'élèves inscrits au Lycée de Clervaux depuis son ouverture ?

Réponse (06/05/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le programme de construction relatif à l'extension du Lycée de Clervaux prévoit notamment :

- 42 salles de classe ;
- 17 salles spéciales ;
- 4 ateliers ;
- 2 salles dédiées aux activités sportives ;
- 1 structure administrative ;
- 1 restaurant scolaire d'une capacité de 220 places.

ad 2) La capacité d'accueil de l'extension est de 780 élèves ; le bâtiment existant ayant été construit pour 800 élèves, l'effectif total du lycée sera de 1.580 élèves.

ad 3) Le début des travaux est conditionné par l'adoption du projet de loi et la délivrance de toutes les autorisations requises, dont notamment le permis de construire et l'autorisation d'exploitation.

ad 4) La durée des travaux de construction est estimée à quelque 42 mois.

ad 5) Le tableau[↑] ci-dessous retrace l'évolution du nombre d'élèves inscrits au LESC depuis son ouverture.

Sources potentielles d'une contamination par le glyphosate | Question 2209 (09/04/2025) de M. Gusty Graas (DP)

Rezent huet en Artikel am „De Letzeburger Bauer“ d'Hypothes opgestallt, datt d'Glyphosat-Belaaschtung an der Ëmwelt warscheinlech net eleng op landwirtschaftlech Aktivitéiten zeréckgeet. Ofwaasser-Analyse géife weisen, datt d'Konzentratioun vum Schuedstoff och an deene Méint héich wier, an deenen d'Bauere wéineg um Feld schaffen. Am Artikel féiert déi däitsch Fuerscherin Carolin Hun déi héich Konzentratioun vu Glyphosat am Ofwaasser och op Wäschpulver zeréck. De Stoff géif Entstoen, wa Phosphaten an der Kanalisatioun oder an der Kläranlag mat verschiddene Bakterien a Kontakt kéimen.

Dës Analys ass allerdéngs kontestéiert. Esou huet zum Beispill d'Fuerscherin Marion Martienssen vun der Brandenburgischen Technischen Universität der Madamm Hun hir Conclusiounen éischter skeptesch kommentéiert an a Fro gestallt.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Glyphosat ass landwirtschaftlecher Notzung gëtt an éischter Linn am Grondwaasser nogewisen. Am Kader vun der Planung vun der 4. Stuf goufen an eenzelne Kläranlagen Analysen iwwer Pestizide gemaach. Goufen do och Réckstänn vu Glyphosat fonnt?

2. Wéi steet de Minister zu der am Zeitungsartikel opgeworfene Behauptung vun der däitscher Fuerscherin?

3. Gëtt et Pläng am zoustännegen Ministère, fir ee vun den nationale Fuerschlaboratoiren eng Etude iwwer déi uewe genannten Hypothesen maachen ze loosse?

Réponse (13/05/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Am Kader vun hire Missiounen realiséiert d'Waasserverwaltung Moosscampagnen, fir d'Qualitéit vun de Baachen a Flëss souwéi och vum Grondwaasser ze bestëmmen. Dobäi ginn och eng grouss Unzuel vu Planzeschutzmëttelen analyséiert. Glyphosat a säin Degradatiounsprodukt AMPA¹, ginn, opgrond vun den Eegenschafte vun dëse Moleküllen, haaptsächlech an de Baachen a Flëss an net am Grondwaasser fonnt.

Eng éischt Etude, déi de Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) fir Lëtzebuerg gemaach huet („GlyphoRisk“), huet et erméiglecht, de relative Bäitrag vu verschiddenen Originne vun AMPA ze schätzen: 35 % vum AMPA kënnt aus der Landwirtschaft (Notzung vu Glyphosat), 25 % aus dem urbane Beräich a 40 % kënnt aus verschiddene Quellen, wou phosphonathaltig Produkter an AMPA ëmgewandelt ginn. Et géllt ze präziséieren, datt den AMPA, deen net iwwer een direkte Wee an d'Ëmwelt kënnt, op der Kläranlag ukënnt.

Déi 4. Klärstufen an der Kläranlage kënnen esou geplangt ginn, fir verschiddene Planzeschutzmëttelen ze eliminéieren. Well awer een net negligéieren Deel vum AMPA direkt an d'Ëmwelt kënnt an net bis op eng Kläranlag geet, ass déi beschten a bëllegste Léisung, fir op den Asaz vu Planzeschutzmëttelen ze verzichten.

ad 2. Mir huelen d'Etude zur Kenntnis a suivéieren déi weider Resultater.

ad 3. De Ministère an d'Waasserverwaltung hunn am Verglach zu enger Aarbecht, déi sech eleng op d'potenziell Bildung vu Glyphosat duerch Degradatioun vu Phosphonaten a Kläranlage konzentréiert, eng Präferenz fir eng integréiert Approche dank enger Etude, déi souwuel consideréiert wat déi verschiddenen Originne vum Glyphosat a vum AMPA sinn (Kläranlagen, Landwirtschaft, urbane Raum), wéi och analyséiert, a wat fir enge Liwwensräim (zum Beispill Buedem) déi Moleküllen sech accumuléieren a wéi se an d'Gewässer kommen. Eng éischt Studie („GlyphoRisk“) an deem Sënn ass wéi schonn uewen erwänt duerch de LIST gemaach ginn.

Étude européenne sur le comportement des conducteurs au Luxembourg | Question 2210 (10/04/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

Esou wéi rezent a verschiddenen Dageszeitungen ze liese war, gehéieren d'Lëtzeburger Autoschaufferen

¹ Acide aminométhylphosphonique

zu deene „rücksichtsloosten“ an Europa. Bei där Etude stellt sech opgrond vun eise massiven Transit- a Pendlerverkéier allerdinge d'Fro, ewéi representativ esou eng Etude am Verglach zu grouse Flächelänner ka sinn. Des Weidere stellt sech och d'Fro, ob d'Versteiss, déi erhuewe goufen, fir déi Ausso ze begrënnen, propper erfaasst goufen. Sou ginn zum Beispill 37 Prozent vun de Leit un, grond-sätzlech ënner Alkoholkonsum mam Auto ze fueren, et geet awer aus der Berichterstattung net ervir, ob déi Aussoen sech op de legalen Taux vu bis zu 0,5 Promill bezunn hunn.

D'selwecht gesäit et bei de Versteiss géint d'Vitesslimiten aus. An engem Artikel am „Lëtzeburger Wort“ gëtt zum Beispill drop higewisen, datt 79 Prozent vun de Leit uginn, op der Autobunn alt emol ze séier ze fueren. Gläichzäitg gëtt an allgemenge Wieder op dat vill bessert Resultat vun eisen däitschen Noperen higewisen, woubäi dee lo just genannte Verstooss bei hinnen op enger Rei Autobunnen awer naturgeméis guer net virkomme kann. Aner EU-Länner kennen zwar wéi Lëtzebuerg och eng Vitesslimit op den Autobunnen, schaffe wéi Italien an Tschechien awer drun, fir déi lues a lues eropzesetzen.

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Ass der Madamm Minister déi Etude bekannt? Wéi reagiert si op d'Resultater a wéi bewäert si d'Representativitéit?

2. Huet de Verkéiersministère oder eng aner national Institution am Virfeld, proaktiv oder op Nofro, Donnéeën un d'Auteure vun der Etude iwwermittelt, fir datt d'Resultater op méiglechst belastschbaren Informationsberouen?

3. Déi meescht Versteiss géint d'Vitesslimit kommen der Etude no op eisen Autobunne vir, an dat jo kaum zu Stousszäiten. Entsprécht déi flächendeckend Vitesslimit vun 130 Stonnekilometer der Madamm Minister no, nach ëmmer der Realitéit um Terrain, oder wier et un der Zäit, op de Wee vu verschiddenen aneren EU-Länner ze goen, fir dës Limit op d'mannst zu bestëmmten Auerzäiten an/oder op bestëmmten Abschnitter eropzesetzen?

4. Gesäit d'Madamm Minister vir, sech mat deenen EU-Länner, déi aktuell schon op de Wee vun enger Erhéijung vun der Vitesslimit op den Autobunne ginn, auszutauschen a vun deenen Erfarungen ze profitieren? Falls net, firwat net?

Réponse (06/05/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwert eng Schwäizer Etude zum Verhale vun de Leit am Verkéier an iwwert d'Vitesslimitationen op der Autobunn zu Lëtzebuerg.

Déi Etude, op déi den honorabelen Deputéierte verweist, ass eng Etude, déi vum Schwäizer Onlineportal vignettesswitzerland.com realiséiert gouf. Dës Etude ass dem Mobilitéitsministère, genee wéi dem honorabelen Deputéierten och, nëmme aus der Press bekannt. Den Onlineportal huet dës Observatiounen opgrond vun der Analys vun den offiziellen Statistiken vun der Europäescher Kommission iwwert d'Verkéiersaffer a vun Zuelen aus der ESRA3-Etude vum belsche VIAS Institute, dee bekannt ass fir seng Etuden am Beräich vun der Verkéierssicherheit, gemaach. Aus dëser geet ervir, dass 471 Leit aus Lëtzebuerg am Alter tëschent 18 a 74 Joer un dëser Ëmro deelgeholl hunn, wat ongeféier 0,09 % vun der Bevëlkerung duerstellt. Opgrond vun dëser klenger Zuel vu Leit, déi matgemaach hunn, muss déi

statistesch Repräsentativitéit vun dëser Etude a Fro gestallt ginn. De Mobilitéitsministère huet un dëser ESRA3-Etude zwar deelgeholl, huet awer an deem Kader keng Zuelen zur Etude bäigesteiert. Wat d'Aussoe vun de Leit betrëft, esou handelt et sech deemno och net ëm statistesch Zuelen, déi fir dës Etude vu VIAS benotzt gi sinn, mee ëm dat wat d'Leit an enger Ëmro uginn hunn.

Wat d'Consommation vun Alkohol ugeet, esou geet aus der Ëmro net ervir, ob d'Persounen, déi no eegenen Aussoen nach mam Auto fuere wann si eppes gedronk hunn, och tatsächlech de legal erlaabten Alkoholstau iwwerschritt haten oder net. Des Weidere kann de Ministère d'Aussoe vun de befroete Leit, si géifen sech net un d'Vitesslimitationen op den Autobunnen halen, statistesch weeder bestätegen nach widerleeden.

D'Zuele vun de Verkéiersaccidenter zu Lëtzebuerg weisen allerdinge säit Joren, dass et tatsächlech dës zwou Saache sinn, also den Alkohol am Steuer oder eng ze héich Vitess, oder eng Kombinatioun aus deenen zwee, déi d'Ursach vu schwéieren an déidlechen Accidenter sinn. Dofir gesäit de Plan national Sécurité routière 2024-2028, deen d'Regierung dat lescht Joer ugeholl huet och vir, dass d'Strofe fir dës zwou Infractionen emol sollen iwwerkuckt gi mat dem Zil, fir dës besonnesch bei schwéieren Infractionen a bei Recidiviste méi streng ze maachen.

Wat e méiglecht Eropsetze vun der Vitesslimitation op den Autobunnen ugeet, esou ass dës Mesure weeder am Regierungsprogramm virgesinn, nach ass se geplangt. Och wa statistesch gesinn eis Autobunnen déi sécherst Stroossen hei am Land sinn, esou géif eng méi héich Vitesslimitation e gewëssent Geforepotential mat sech bréngen a kéint domadder am Widdersproch zum Zil vun der Regierung stoen, fir d'Zuel vun den Affer op eise Stroosse laangfristeg ze reduzieren.

D'Konfiguratioun an d'Geometrie vum Autobunns-reseau zu Lëtzebuerg, mat senger villen Echangeuren a kuerze fräie Strecken, entsprechen enger maximal zougeloosener Vitess vun 130 Stonnekilometer. Ausserdem befanne sech op ville Strecken ofschneit Tunnellen, déi aus Verkéierssicherheitsgrënn op 90 Stonnekilometer limitéiert sinn, fir d'Probabilitéit vu schwéieren Accidenter ze reduzieren.

Doriwwer eraus huet Lëtzebuerg duerch seng wirtschaftlech Attraktivitéit an déi doduerch implizéiert vill Grenzpendler, zu ville Stonnen am Dag een héicht Verkéiersopkomme. Hei huet sech an der Praxis éischer erweisen, datt eng Reduktioun vun der Vitesslimitation zu de Spëttestonnen sech souwuel positiv op d'Verkéierssicherheit, wéi och op de Verkéiers-floss auswierkt.

Effets de la sécheresse sur l'agriculture | Question 2211 (11/04/2025) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Sou wéi vill Géigenden a Mëtteleuropa ass och eist Land vun enger staarker Dréchent betraff. Dee leschte grouse Reen ass effektiv am Februar erofgaang. Am Mäerz huet et kaum gereent. Kee Wonner, datt d'Biedem de Moment schnaufdréche sinn. Eng änlech Situatioun gouf et fir d'lescht am Abrëll 2007 an am Fréijoer 2017.

An deem Kader wollt mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau folgend Froe stellen:

– Wéi schätzt d'Madamm Minister d'Lag hei zu Lëtzebuerg de Moment an? Wat fir eng Kulturen si

besonnesch vun der Dréchent betraff? Trëfft dat a speziellem Mooss op de Spargel zou?

– Bei wat fir enge Kulture riskéiert déi aktuell Dréchent zu irreparablem Schied ze féieren?

Réponse (29/04/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Am Mäerz huet et iwwer Land ongeféier 80 % mander gereent wéi an der Klimaperiod 1991-2020 (Aasselbuer -80 %, Kënzeg -89 % an d'Stad Lëtzebuerg -80 %). Nëmme an der Muselgéigend war den Defizit mander staark, zu Réimech war dat ee Réckgang vun 38 %. D'Dréchent huet sech haaptsächlech op flaachgränge Biedem gewisen, déi net vill Waasser späichere kënnen.

Well déi landwirtschaftlech Kulturen eréischt um Ufank vun hirer saisonaler Entwécklung waren, sinn hei méiglech Schied elo nach ganz schwéier anzuschätzen. Déi kal Nuechten hunn de Planzen hir Entwécklung hei warscheinlech méi ausgebremst wéi d'Dréchent. Dat ass och de Fall beim Spargel, dee jo a méi déiwe Biedem geplanzt gëtt, an deenen nach Waasserreserven zur Verfügung stoe missten.

Am Wäibau hu just missen déi jonk Wéngertsplanzen, déi dës Joer geplanzt goufen, plazeweis bewässert ginn.

Politique d'adoption des asiles pour animaux | Question 2212 (11/04/2025) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Mengen Informatiounen no refuséieren Déieren-asyl, Déieren u Leit, déi méi wéi 60 Joer hunn, ze vermëttelen an dat op Grond vun hirem Alter an ënner dem Virwand, datt se weint hirem Alter eventuell net méi laang genuch fir dat Déier kéinte suergen. Sollt dat de Fall sinn, wier dat ëmsou méi onverständlech, well grad Leit, déi an der Pensioon sinn, méi Zäit hunn, fir sech ëm en Déier ze këmmen. En Hausdéier ass en treie Begleeder, hëlleft géint d'Elengsinn an huet e positiven Effekt op déi psychesch awer och kierperlech Gesondheet.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Madamm Landwirtschaftsministesch stellen:

– Stëmmt et, datt d'Déierenasyl keng Déieren u Leit ab engem gewëssen Alter vermëttelen?

– Wa jo, vu wat fir engem Alter un, kritt ee keen Déier méi aus dem Asyl?

– Wat sinn d'Grënn fir dës Reegelung?

– Gedenkt d'Madamm Ministesch, eppes un dëser Praxis ze änneren?

Réponse (07/05/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

D'Aufgab vun engem Déierenasyl besteet doranner, Déieren opzehuelen, déi ausgesat resp. vun hirem Besëtzer aus wéi engem Grond och ëmmer net méi kënnen gehale ginn an duerno ze kucken, fir déi Déiere schnellstméiglech un een neie Besëtzer ze vermëttelen, deen sech am Interêt vun Bien-être animal ëm dat Déier këmmert. Fir dës Aufgab kënnen ze erfëllen, ënnerstëtzt de Landwirtschaftsministère d'Asyl mat enger finanzieller Hëllef.

D'Déierenasyl zu Lëtzebuerg gi vun, vum Staat onofhängegen, Déiereschutzassociatiounen geréiert, déi och d'Reegele fir d'Vermëttlung vun den Déieren an hiren Asyl festleeën.



Déi Reegele ginn opgrond vun interne Krittäre vun den Associatiounen festgeluecht a kënnen jee no Asyl verschidde sinn. Den Alter vun de Leit ass ee Krittär, deen a villen Asylern berücksichtegt gëtt. Et gëtt kee gesetzlech resp. reglementaresch festgeschriwwenen „âge limite“, fir zum Beispill en Hond ze halen. Op déi Reegele resp. op d'Vermëttlung vun den Déieren huet de Landwirtschaftsministère keen direkten Afloss.

Et ass awer wichteg, dass een Hond zu sengem Besëtzer passt. Duerfir sollen d'Leit, déi sech wellen en Hond uschaffen, sech am Déierenasyl berode loosser, wéi een Hond am Besche passt an eventuell e puer Deeg probéieren, ob ee mam Hond eens gëtt, bevir den Hond definitiv adoptéiert gëtt.

Payement immédiat direct | Question 2213 (11/04/2025) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Säit dem 1. Januar 2023 ass zu Lëtzebuerg de „Payement immédiat direct (PID)“-System agefouert ginn, dee virgesäit, datt de Patient beim Dokter nëmmen nach fir säin Undeel u Käschten opkënn an datt d'Krankekeess hiren Undeel direkt iwwerhëlt. Et schéngt sech awer erauszestellen, datt de PID ufälleg fir Fäll vu Mëssbrauch ass.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Goufen dem Gesondheetsministère säit der Aféierung vum PID Fäll vu Mëssbrauch gemellt, a wa jo, wéi vill?
2. Wéi sinn dës Mëssbrauchsfäll zustane komm a si Léisungen dofir fonnt ginn?
3. Wéi eng Sanktiounen si virgesi fir Mëssbrauchsfäll a goufen déi schonn applizéiert?
4. Wéi vill Doktere respektiv Praxisse si sanktionéiert ginn?
5. Verschidden Doktere stellen hire Patienten anscheinend keng Rechnungen aus. Misst dëst awer net eng Reegel sinn, un déi sech Medezinner hale mussen?
6. Wa keng Rechnungen ausgestallt ginn, wéi steet et da mat der Transparenz vun de verrechente Prestatiounen?
7. Verschidden Doktere schreiwe keng Bezeichnung vun der geleeschter Aarbecht op d'Rechnung, mee just de spezifesche Code. Dëst féiert zousätzlech zu Ontransparenz. Gëtt et eng Obligatioun, fir d'Beschreiwung vun der Leeschtung op der Rechnung ze vermierken?
8. Ass ugeduecht, dass zukünfteg op der Rechnung de volle Montant vun der Leeschtung siichtbar ass, opgedeelt an deen Deel, deen automatesch rembourséiert gëtt, an deen Deel, deen nach ze bezuelen ass?

Réponse (06/05/2025) de Mme Martine Deprez, Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Säit der Aféierung vum Paiement immédiat direct („PID“) goufen dem Service Lutte contre les abus et la fraude vun der CNS („Service LAF“) eng 80 Irregularitéiten am Kader vum PID gemellt. Bei deene meeschte kann een awer net vu Mëssbrauch schwätzen, mee vu Feeler beim Dokter.

Ronn 5 Fäll sinn amgaang méi genau gepréift ze ginn.

ad 2. De PID ass rezent agefouert ginn. D'Doktere brauchen eng gewëssen Adaptatiounszäit. Et besteet e reegelméisseg Echange tëscht de Servicer vun der CNS an den Dokteren, fir iwwer den adequate Gebrauch vum PID opzeklären. Zousätzlech sinn um Internetsite vun der CNS² weider Erklärungen ze fannen.

² <https://cns.public.lu/fr/professionnels-sante/dossiers-thematiques/digitalisation/paiement-immédiat-direct.html>

Bei de Fäll wou e Soupçon vu Mëssbrauch besteet, maachen déi implizéiert Servicer vun der CNS eng detailléiert Analys. Am Fall wou sech e Mëssbrauch oder e systematesch Feelverhale sollt bestätegen, ginn déi kompetent Instanze saiséiert (cf. Äntwert op d'Fro N° 3).

ad 3. Am Fall vu Mëssbrauch oder systemateschem Feelverhale vun engem Dokter, saiséiert d'CNS d'Commission de surveillance de la sécurité sociale oder souguer déi stroferechtlech Instanzen.

D'Juridictions sociales respektiv d'Juridictions pénales, schwätzen dann d'Strofen aus, déi am Code de la sécurité sociale respektiv am Code pénal virgesi sinn.

Am Kader vum PID huet d'CNS bis elo nach keng sou eng Prozedur géint en Dokter an d'Weeër geleet.

ad 4. Hei gëtt op d'Äntwert op d'Fro 3 verwisen.

ad 5. Och am Kader vum PID muss den Dokter e Mémoire d'honoraires ausstellen, op deem all „indications utiles correspondant aux actes prestés personnellement par le médecin[(-dentiste)]“ dropstinn, conformément zum Artikel 24 Paragraph 1 Alinea 1 vun der Conventioun CNS-AMMD³.

Dëst ass des Weidere virgesinn am Artikel 106 Alinea 5 vum Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste édicté par le Collège médical: „[Le médecin] établira un mémoire d'honoraires sur les formules standardisées de mémoires d'honoraires, répondant aux critères déterminés dans le cahier de charges conventionnel et qui sera acquitté pour toute somme perçue.“

ad 6. Fir all PID-Verrechnung kritt de Patient e „relevé des prestations fournies par voie de prise en charge directe PID“, op deem hien den Dokter, d'Prestatioun an den Datum vun der Prestatioun gesäit, souwéi och den Tarif, den Deel, deen hie selwer bezuelt huet, an den Deel, deen vun der Assurance-maladie iwwerholl ginn ass, conformément zum Artikel 24 Alinea 3 vum Code de la sécurité sociale.

Dëse Relevé kritt de Patient entweeder per Post, oder op säin Espace MyGuichet privé, wann hien de „Service eDelivery“ aktivéiert huet.

Des Weidere gesäit den Artikel 24bis Paragraph 3 Alinea 2 vun der Conventioun CNS-AMMD vir, dass de Patient iwwer dat vum Dokter validéiert Resultat vum Reegelmotor vum PID informéiert gëtt: „Dans les cas où le médecin établit le mémoire d'honoraires à l'aide du moteur de règles, la personne protégée prend connaissance du résultat fourni par celui-ci tel que prévu au présent paragraphe dès validation dudit résultat par le médecin.“

Dëst validéiert Resultat weist d'Matricule vum Patient un, an, pro Acte:

- den Deel, deen d'Assurance-maladie en charge hëlt,
- den Deel, deen de Patient selwer bezilt.

ad 7. Laut dem Artikel 24 Paragraph 1 Alinea 2 vun der Conventioun CNS-AMMD, muss den Dokter den offizielle Code vum Acte aus der Nomenclature⁴ op de Mémoire d'honoraires schreiwen: „Les actes doivent être inscrits sur la formule standardisée d'après le code officiel qui leur est attribué dans la nomenclature des actes.“

³ Conventions du 13 décembre 1993 telles que modifiées, conclues entre l'Association des médecins et médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé en exécution de l'article 61 et suivants du Code de la sécurité sociale.

⁴ Règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie.

Laut dem Cahier des charges CNS-AMMD, deen nach a Kraaft ass bis den 31. Mee 2025⁵, muss den Dokter de Code an de Libellé vum Acte ugin: „[...] Les actes et services ayant fait l'objet des prestations du médecin, inscrits par référence aux codes et libellés prévus par la nomenclature des actes et, en ce qui concerne les suppléments pour convenances personnelles, par référence à l'article 50 de la convention. [...]“ Laut dem Artikel 20 vum Cahier des charges CNS-AMMD, deen den 1. Juni 2025 a Kraaft trëtt⁶, ass d'Ugi vum Libellé keng Obligatioun méi, mee just eng Fakultéit.

Op der Säit „tarifs en clair“⁷ um Internetsite vun der CNS ka jiddereen unhand vum Code aus der Nomenclature de betreffenne Libellé ugewise kréien.

ad 8. D'Artikelen 24 a 27 vum Cahier des charges CNS-AMMD, deen den 1. Juni 2025 a Kraaft trëtt, gesäit Beispiller vum Mémoire d'honoraires am Kader vum PID vir. Op dësem wäert den Total ugewise ginn, jeeveils vun de Prestatiounen, vum Deel, deen d'Assurance-maladie en charge hëlt a vum Deel, deen de Patient bezilt.

Annex:

Extrait du cahier des charges CNS-AMMD reprenant un exemple du mémoire d'honoraires dans le cadre du PID. [†]

Espérance de vie | Question 2214 (11/04/2025) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Eis däitsch Noperen hunn an de leschte Jore widderhuel e Réckgang vun der Liewenserwaardung festgestallt. Am Artikel „Warum die Deutschen früher als andere Europäer sterben“, deen de 25. Mee 2024 um Site vum Deutschlandfunk publizéiert gouf, heescht et ausserdeem, datt däitsch Männer scho vum Alter vu 55 Joer un en erhéichte Stierflechkeetsrisiko opweisen (Frae réischt vum Alter vu 75 Joer un). Den Artikel presentéiert verschidden Erklärungsansätze, wéi eng ënnerschiddlech Ernierung am Verglach zu aneren EU-Staaten, eng ofschléissend Urשאach konnt awer net festgestallt ginn.

Sécherlech kann ee Lëtzebuerg net an all Hisiicht mat Däitschland gläichsetzen, vill Strukturen hunn awer e vergläichbare Charakter.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regroupéiert, wéi sech d'Statistik vun de Leit, déi während de Jore vun 1984 bis 2024 virum legale

⁵ Cahier des charges relatif aux formules standardisées et aux moyens de transmission des données entre le corps médical et les personnes protégées, l'Union des caisses de maladie, les caisses de maladie, l'Assurance contre les accidents et le Contrôle médical de la sécurité sociale, pris en exécution de l'article 18 de la convention du 13 décembre 1993 conclue pour les médecins et liant l'Association des médecins et médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg et l'Union des caisses de maladie.

⁶ Cahier des charges relatif à la transmission et circulation des données et informations relatives aux formules standardisées entre les médecins et médecins-dentistes et les personnes protégées, la Caisse nationale de santé, les caisses de maladie, l'Association d'assurance accident et le Contrôle médical de la sécurité sociale, pris en exécution de l'article 18 de la convention du 13 décembre 1993 telle que modifiée, conclue entre l'Association des médecins et médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé en exécution de l'article 61 et suivants du Code de la sécurité sociale, concernant les médecins, respectivement de la convention du 13 décembre 1993 telle que modifiée, conclue entre l'Association des médecins et médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg et la Caisse nationale de santé en exécution de l'article 61 et suivants du Code de la sécurité sociale, concernant les médecins-dentistes.

⁷ <https://cns.public.lu/fr/assure/services-ligne/outils/nomenclatures.html>

Pensiounsalter vu 65 Joer aus dem Liewe gescheet sinn, an absoluten Zuelen entwéckelt huet, an dobäi preziséieren, wéi déi Zuelen am Gesamtverhältnis zu der aktiver Populatioun stoungen?

2. Kann d'Madamm Minister am Sënn vun der Fro virun d'Opdeelung no den dräi Secteuren (Landwirtschaft, Industrieproduktioun an Dëngschtleeschung) souwéi d'Opdeelung no Geschlechter preziséieren?

Réponse (02/06/2025) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) kann nëmmen Date fir d'Period vun 2002 bis 2024 zur Verfügung stellen. De follgenden Tableau[†] regroupéiert d'Zuel vun de Versécherten, déi virum gesetzleche Pensiounsalter vu 65 Joer gestuerwe sinn, souwéi d'Zuel vun de Versécherten, déi virum gesetzleche Pensiounsalter gestuerwe sinn an nach aktiv waren zum Zäitpunkt vum Doud.

Duerch déi geziilt Berécksiichtigung vun der aktiver Populatioun ginn déi Persounen ausgeschloss, déi zwar virum 65. Liewensjoer gestuerwe sinn, awer scho pensionéiert waren.

Am Joer 2024 sinn 212 Leit gestuerwe virun hirem 65. Liewensjoer, déi nach aktiv waren zum Zäitpunkt vun hirem Doud, géigeniwwer vun 228 Leit am Joer 2002. Mat enger aktiver Bevëlkerung vun 287.297 Persounen am Joer 2024 an 183.011 Persounen am Joer 2002 läit den Taux de mortalité an der aktiver Bevëlkerung zu Lëtzebuerg bei 0,07 % am Joer 2024, géigeniwwer vun 0,12 % am Joer 2002. Dësen Taux ass also an der observéierter Period erofgaangen.

ad 2. Wat d'Opdeelung no Secteuren ugeet, limitéiert sech den Tableau 2[†] op d'Zuele vun dem Sekundär- an Tertiärsektor. Dëst ass dorop zeréckzeféieren, dass d'Zuel u Beschäftegten am Primärsektor ze niddreg ass, fir d'Berechnung vun engem Taux de mortalité ze erlaben. D'Entwécklungen an deenen zwee Secteuren si ganz änlech. Den Taux de mortalité geet vun 0,13 % op 0,08 % am Sekundärsektor erof a vun 0,13 % op 0,07 % am Tertiärsektor erof.

Wat den Taux de mortalité no Geschlecht an der aktiver Bevëlkerung tëscht 2002 an 2024 betrëfft, weist den Tableau 3[†], datt engersäits den Taux de mortalité vun de Männer ëmmer méi héich ass wéi dee vun de Fraen, an anerersäits, datt den Taux de mortalité vun de Männer tëscht 2002 an 2024 erofgeet (vun 0,17 % op 0,09 %), während den Taux vun de Frae relativ stabil bleift (vun 0,06 % op 0,05 %).

Reconnaissance de l'État de Palestine | Question 2215 (14/04/2025) de **M. Franz Fayot** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Le Président Macron a déclaré lors d'une interview que la France pourrait reconnaître l'État de Palestine ensemble avec d'autres pays en marge d'une réunion qui doit se tenir en juin.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Est-ce que le Luxembourg se joindra enfin à cette initiative d'un grand pays de l'Union européenne ?

Réponse (12/05/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

C'est avec grand intérêt que le ministère a pris connaissance de l'annonce faite par le président français de son intention à présider la conférence en juin 2025 à New York avec l'Arabie saoudite où il estime pouvoir « finaliser le mouvement de reconnaissance

réciroque par plusieurs », qui devait d'ailleurs « aussi permettre à tous ceux qui défendent la Palestine de reconnaître à leur tour Israël ». Comme exprimé précédemment, le Luxembourg soutient pleinement la reconnaissance de l'État de Palestine lorsque les circonstances s'y prêteront. Cette opportunité pourrait se présenter si le président français parvient effectivement à mobiliser un groupe de pays prêts à s'engager dans cette démarche – en faveur de la reconnaissance de la Palestine par les uns et d'Israël par d'autres. Dans cet esprit, nous poursuivons un dialogue étroit avec nos partenaires, tant au sein de l'Union européenne qu'au-delà.

Il va sans dire que ce moment politique, s'il aboutit, doit également s'accompagner d'une nouvelle dynamique vers la libération des otages et la cessation des hostilités à Gaza si nous souhaitons que cet acte de reconnaissance s'inscrive pleinement dans une logique de recherche d'une paix juste et durable à travers la mise en œuvre de la solution à deux États.

Le ministère rappelle dans ce contexte que la Chambre des Députés avait invité le Gouvernement, dans une motion du 14 novembre 2024, à, de concert avec la Chambre des Députés, « lancer les discussions avec d'autres pays en vue de la reconnaissance une fois qu'un cessez-le-feu sera établi, que les otages du Hamas sont libérés et que des pourparlers pourront ainsi débiter pour une paix durable ».

Le cessez-le-feu du début de l'année 2025, qui avait permis la libération d'une partie des otages, n'a malheureusement pas été reconduit et les négociations semblent actuellement au point mort, étant donné l'opération israélienne « Gideon's Chariots » décidée le 4 mai. Le Luxembourg, comme l'Union européenne, multiplie les appels à renouveler le cessez-le-feu. De plus, la nouvelle opération militaire pourrait à nouveau mettre en danger la vie des otages restants.

Le ministre Xavier Bettel se tient prêt à aborder la question de la reconnaissance de la Palestine avec la Chambre des Députés, si possible avant la conférence de New York.

Exploitation minière sous-marine et accords environnementaux | Question 2216 (14/04/2025) de **M. Paul Galles** (CSV)

Déi kanadesch Firma The Metals Company (TMC) wëll Metaller aus dem Mieresbuedem am Pazifik ofbauen an huet sech un d'Trump-Administratioun gericht, fir d'Geneemegung iwwer US-Gesetzer (anstatt iwwert d'International Mieresbuedemautoritéit – ISA) ze sécheren. D'ISA huet bis elo nach keng verbindlech Reegelen fir de Mieresbuedembergbau festgeluecht, an dëse Prozess zitt sech no hannen.

D'Trump-Regierung iwwerleet elo en Exekutiverlass ze erstellen, déi et US-Firme géif erlaben, d'Geneemegungen direkt bei amerikaneschen Autoritéite wéi der NOAA unzefroen – ouni d'Zoustëmmung vun der ISA.

Dëse Plang stéisst op vill Kritik: Iwwer 30 Länner, dorënner z. B. Däitschland a Frankräich, fuerderen e Moratorium fir de Mieresbuedembergbau, bis genuch wëssenschaftlech Erkenntnisser iwwert déi ökologesch Konsequenzen virleien.

De Schratt vun TMC kéint also international Ëmweltaccorden ënnergruewen an zu engem politesche Konflikt ëm Ressourcen an internationale Gewässer féieren.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Ëmweltminister stellen:

1. Ass d'Regierung gewëllt, sech den 32 Länner unzeschléissen, déi e Moratorium fir de Mieresbuedembergbau fuerderen? Wat géif géint dëse Schrëtt schwätzen?

2. Wéi gedenkt d'Regierung mat der Situatioun ëmzegeen, dass international Ëmweltaccorden an Zukunft ënnergruewe kéinte ginn?

Réponse (14/05/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Fir Lëtzebuerg ass de „principe de précaution“ en essentiell Element, dat eis Positiounen an Entscheedungen am Kontext vun der Ëmwelt guidéiert. Am spezifesche Fall vum Mieresbuedembergbau ass Lëtzebuerg dofir weiderhi fir e Moratorium bis kloer kann nogewise ginn, datt esou Aktivitéite keng signifikant negativ Impakter op d'Ëmwelt hunn.

ad 2. Ëmweltaccorde gi scho säit längerer Zäit vun där enger oder anerer Säit ënnergruewen. Déi aktuell Tendenz ass deemno net nei, och wann se an hirer Virulenz an der aktueller geopolitischer Situatioun méi extreem ze si schéngt.

Lëtzebuerg wäert weiderhi mat de Partner vum Multilateralismus dru schaffen, fir d'Accorden oprechtzeerhalen, déi de Garant fir eng méi gesond Welt sinn. An deem Kontext ass et och wichteg, datt mir déi positiv Impakter fir de Mënsch an d'Natur an d'Vitruinn stellen an domadder weisen, datt et grad duerch déi multilateral Kooperatioun ass, datt mir e méi liewenswäerte Planéit fir d'Natur an d'Matmënschen erschafen.

Suivi et impact sanitaire du papillon processionnaire du chêne | Question 2217 (15/04/2025) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Den Eichenprozessionsspinner breet sech säit e puer Joer hei zu Lëtzebuerg aus. D'Larve vum Eichenprozessionsspinner stellen eng gesondheetlech Gefor fir Mënsch a gewëssen Déieren duer a kënnen allergesch Reaktiounen ausléisen.

Dofir gouf am 2021 en nationalen Aktionsplang opgestallt wou et drasteet: „Es ist empfehlenswert die Monitoringdaten, sowie alle weiteren Schritte im Beobachtungs- und Entscheidungsprozess in einer Datenbank festzuhalten. Somit kann die Planung künftiger Eindämmungsmaßnahmen besser durchgeführt werden, aus Fehlern gelernt, und spezifische Faktoren herausgearbeitet werden.“

Ech wollt dowéinst dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Gouf déi lescht Joren esou e Monitoring weidergefouert? Falls net, firwat?

2. Huet den Här Minister vir, esou eng Datebank op d'Been ze setzen?

3. Goufe Fäll an deene leschte véier Joer gemellt wou Leit oder Kanner gesondheetlech betraff waren a gëtt dëst erhuewen?

Réponse (16/05/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Wat de Monitoring vun den Eichenprozessionsspinner betrëfft, esou gouf an deene leschte Jore kee systematesche Monitoring vun dem Opriede vun Eichenprozessionsspinner gemaach. Well et keng Meldeflicht gëtt, krut d'Naturverwaltung (ANF) nëmme sporadesch matgedeelt, wou Eichenprozessionsspinner virkomm sinn. Meeschtens waren dat Fäll, wou Privatleit oder och Institutiounen sech un d'ANF gericht hu fir beroden ze ginn, wéi si mat

Eichenprozessionsspinner sollen ëmgoen, déi sech op Beem op hiner Proprietéit befannen. A Situatiounen, wou d'Präsenz vun Eichenprozessionsspinner problematesch fir d'Gesondheet vun de Mënsche ginn ass, sinn an deene leschte Joren an e puer Fäll Autorisatiounen beim Ëmweltminister ugefuert ginn, fir dës Virkomme vum Eichenprozessionsspinner mat engem zougeloossene Biozid (Foray ES) ze bekämpfen. An all dëse Fäll gouf am Virus analyséiert, wéi sech d'Bekämpfung vum Eichenprozessionsspinner op déi reschtlech Fauna auswierke kéint. Wann eng Autorisatioun erausgaang ass, da gouf et ëmmer eng Oplag, dass no der Bekämpfung ee Monitoring huet misse gemaach gi wou d'Eigelege vun den Eichenprozessionsspinner-Päiperleken un de betraffene Beem am nächste Wanter gezielt hu misse ginn. All dës Fäll sinn dokumentéiert ginn a befannen sech an enger Datebank.

Un de Kontakter mat Privatleit an iwwert de Feedback vun de Fierschter vun der ANF ka gesot ginn, datt vun 2021 u manner Eichenprozessionsspinner dobause festgestallt goufen. Dee selwechte Constat konnt och an der Wallonie gemaach ginn. Wat d'Ursaache vun dësem Réckgang vun der Populatioun vun den Eichenprozessionsspinner betrëfft, esou sinn déi nach net ganz kloer. Et gëtt dovun ausgaang, dass dat engersäits mat de meteorologesche Bedéngunge vun de leschte Joren zesummenhängt an awer och mat natierleche Populatiounsschwankungen ze di kéint hunn.

ad 2. Wéi schonn an der éischter Fro beäntwert, ass just ee Monitoring vun deene Fäll gemaach ginn, wou eng Bekämpfung vun den Eichenprozessionsspinner mat engem zougeloossene Biozid vum Ëmweltminister autoriséiert ginn ass. Ee systematesche Monitoring vun der Populatioun vun den Eichenprozessionsspinner ass just iwwert d'Ausziele vun den Eigelege vun de Päiperleken an de Bamkrounen ze realiséieren. Dëst ass net virgesinn. D'Erfaasse vun der Populatioun vun den Eichenprozessionsspinner-Päiperleken am Summer seet net genuch aus iwwert d'Populatioun am nächste Joer, well déi staark ofhängeg ass vun de meteorologesche Konditiounen am nächste Wanter a Fréijoer.

ad 3. Duerch d'Ëmsetzung vum nationalen Aktiounsplang, deen zanter 2021 a Kraaft ass, gëtt d'Allgemengbevëlkerung informéiert.

Déi concernéiert Persounen kënnen sech direkt un de Generalist oder Pediatre wenden. Soll dësen net disponibel sinn, kënnen si sech un d'Urgence oder d'Maisons médicales wenden.

Fir den Zäitraum vum 1. Januar 2023 bis den 12. Mee 2025, huet d'Gesundheitsdirektioun Kenntnis vu 7 Fäll, bei deene Persounen opgrond vu méiglechen Symptomen am Zesummenhang mam Eichenprozessionsspinner an enger Urgence oder an enger Maison médicale ambulant behandelt goufen.

Sommet mondial des gouvernements consacré à l'innovation sociale | Question 2218 (15/04/2025) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Le premier sommet mondial des gouvernements consacré à l'innovation sociale s'est déroulé du 9 au 11 avril au Luxembourg. Alors que le programme de coalition ignore le sujet de l'économie sociale et solidaire à part quatre lignes dans le chapitre dédié à l'économie, je me réjouis de lire que le premier sommet mondial des gouvernements consacré à l'innovation sociale s'est donc déroulé au Luxembourg.

Malheureusement le site officiel ne donne que très peu d'informations sur l'événement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Sur le site Internet globalgovsummit.lu on peut lire: « The summit will convene government representatives, leaders, and prominent ecosystem stakeholders from bilateral and multilateral organizations at the forefront of social innovation across the globe. » Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur les noms de ces leaders, parties prenantes, stars d'écosystèmes et organisations qui ont participé au sommet ?

2) Pourquoi aucune information sur les intervenants prenant la parole lors de ce sommet n'était disponible sur le site Internet avant l'événement ?

3) Alors que la campagne publicitaire lancée par le Ministère du Travail souligne l'importance de l'événement, quels sont les représentants gouvernementaux qui ont été demandés à participer à ce sommet ? Pourquoi le Premier ministre, le Ministre de l'Économie ainsi que le Ministre de la Famille n'ont pas participé à cet événement ?

4) Quelles sont les parties prenantes de l'économie luxembourgeoise et du secteur social qui ont été invitées à ce sommet ?

5) Alors que le site officiel nous renseigne sur les sujets abordés lors du sommet, le site ne contient aucune information détaillée sur le programme de l'événement ni sur les résultats discutés lors du sommet. Pourquoi ces informations ne sont pas disponibles au public ?

6) Monsieur le Ministre peut-il m'informer des raisons pour lesquelles le sommet n'était pas ouvert au public ?

7) Est-ce que l'événement a été diffusé par Internet ? Si l'événement n'a pas pu être suivi par le grand public pourquoi le ministère a-t-il lancé une campagne publicitaire grand public pour un événement auquel le grand public et la société civile ne peuvent finalement pas participer ?

8) Quels sont les coûts de cette campagne publicitaire ?

9) Pourquoi l'événement n'a pas été annoncé sur le portail de l'économie sociale et solidaire qui devrait être le point d'information principal du secteur ?

10) Lors de la conférence de presse du 31 mars 2025, le Ministre du Travail a annoncé que la « Déclaration du Luxembourg » serait signée lors de ce sommet. Monsieur le Ministre peut-il me fournir les détails figurant dans cette déclaration ?

Réponse (02/05/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) En raison de la confidentialité des données, je ne peux divulguer des informations sur les noms des participants. Je vous prie néanmoins de trouver ci-dessous la liste des pays et organisations représentés :[↑]

À cela s'ajoutent d'autres acteurs nationaux et internationaux qui ont facilité les discussions.

ad 2) Bien que les thématiques du sommet soient définies à l'avance, la confirmation de la participation des intervenants reste incertaine jusqu'à la dernière minute. C'est pourquoi il a été décidé, par souci de fiabilité, de ne pas publier la liste des intervenants avant l'événement.

ad 3) Les membres du Gouvernement concernés, y compris le Premier ministre, ont été dûment invités à

participer au sommet. Des contraintes d'agenda, liées à des engagements préalablement pris, n'ont pas permis de participation personnelle.

ad 4) Le 10 avril 2025, en soirée, une réception a été organisée dans le cadre du sommet, rassemblant des représentants des ministères ainsi que des acteurs majeurs de l'écosystème luxembourgeois, dans le but de favoriser les échanges et les mises en relation.

ad 5) Les échanges lors du sommet ont permis de parvenir à un consensus en faveur de la « Déclaration du Luxembourg », laquelle vient d'être publiée sur le site officiel de la conférence.

ad 6) Le sommet n'était pas ouvert au public en raison de la nature privée des discussions et échanges entre les participants.

ad 7) L'événement n'a pas été diffusé par Internet.

La campagne publicitaire grand public était destinée à sensibiliser au sujet de l'innovation sociale et a permis de mettre en avant les efforts du Gouvernement dans ce domaine. Le site Internet globalgovsummit.lu reprend des informations importantes sur l'innovation sociale et renvoie au site officiel de l'OCDE à ce sujet.

ad 8) Les coûts de la campagne publicitaire s'élèvent à 83.642,13 EUR.

ad 9) Actuellement, aucune rubrique dédiée à l'innovation sociale ne figure sur le portail de l'économie sociale et solidaire.

ad 10) La « Déclaration du Luxembourg » vient d'être publiée sur le site officiel de la conférence, comme mentionné en réponse à la question n° 5.

Violence envers les chauffeurs de bus transfrontaliers | Question 2219 (15/04/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Esou wéi et am Artikel „Sept millions pour protéger les chauffeurs de bus transfrontaliers“, deen haut am „Quotidien“ publizéiert gouf, heescht, hëlt d'Gewalt géint Buschauffere besonnesch op de grenziwwerschreidende Linne Richtung Frankräich säit Joren zou. Deementspriedend gëtt d'Installatioun vun de Sécherheetskabinne och op dëse sensibele Strecke konzentréiert. D'Gewerkschafte fuerderen iwwerdeems op besonnesch geféierleche Strecken, och Sécherheetspersonal matfueren ze loossen. Déi selwecht Problematik hat ech iwwerdeems a menger parlamentarescher Fro Nummer 6943 aus der Legislaturperiod 2018–2023 thematiséiert.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi d'Fäll vun Iwwergreif am ëffentlechen Transport vun 2022–2024 oplëscht an no verbalen a physische Fäll souwéi Vandalismus regruppéiert?

2. Ginn déi ëffentlech Institutiounen an der Groussregioun un de Käschte fir d'Ausrüstung vun de Busser mat Sécherheetskabinne bedeelegt? Falls net, firwat net?

3. Wéi steet d'Madamm Minister zu der Méiglechkeet, op besonnesch geféierleche Strecken Sécherheetspersonal an de Bussen anzusetzen? Géif d'Madamm Minister gegebenefalls eng Demande un déi zoustänneg ëffentlech Institutiounen an der Groussregioun stellen, fir se un den Zousazkäschen ze bedeelegen?

4. An der Äntwert op meng uewe genannte parlamentaresch Fro Nummer 6943 huet den deemolegen Här Verkéiersminister drop verwisen, datt den Tracé an den Horiaire op eenzele Strecken an der franséischer Grenzregioun geännert goufen, fir op déi verännert Sécherheetslag ze reagéieren. Kann d'Madamm Minister den aktuelle Stand vun deene Moossname presentéieren?

5. An der Äntwert op meng uewe genannte parlamentaresch Fro Nummer 6943 huet den deemolegen Här Verkéiersminister drop verwisen, datt et dem Minister méiglech ass, enger Persoun, déi sech am ëffentlechen Transport donieft behëlt, den Zougang dozou während engem Zäitraum vu bis zu engem Joer ze verbidden. Kéint d'Madamm Minister sech virstellen, am Fall vu Kierperverletzung géint Chaufferen, aner Passagéier a Vandalismus, d'office vun där Moossnam Gebrauch ze maachen, fir e kloert Signal ze ginn, datt Gewalt am ëffentlechen Transport net toleréiert gëtt? Falls net, firwat net?

Réponse (15/05/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Den éierewäerten Deputéierte gräift d'Theema vun der Sécherheet am ëffentlechen Transport op, fir e puer Froen ze stellen, déi an der vieregter Legislaturperiod och an der Fro Nummer 6943 an an der Fro Nummer 6040 thematiséiert goufen.

ad 1. D'CFL-Agentinnen an Agenten hunn d'Méiglechkeet, d'Deklaratiounen zanter 2024 iwwer eng App ze maachen. Dës App gouf och elo rezent den anere Bedreier zur Verfügung gestallt.

Et ass wichteg ze ënnersträichen, datt opgrond vun der Digitaliséierung vun den interne Rapporten d'Deklaratiounsprozedur vereinfacht gouf an doduerch d'Unzuel vun den deklarierte Fäll statistesch beaflosst kéint sinn.⁴

ad 2. Vu datt d'Busser zu engem ganz groussen Undeel um Lëtzeburger Territoire fueren, ginn d'Käschte vun den nationalen a grenziwwerschreidenden RGTR-Buslinnen integral vum Mobilitéitsministère gedroen, datt begräift och d'Sécherheetskabinen. All neie Bus muss eng Schutzwand oder Kabin hunn. Eng Bedeelegung vun den ëffentlechen Institutiounen am Ausland ass, genee esou wéi eng Bedeelegung vun eise Gemengen zu Lëtzebuerg, net virgesinn.

ad 3. An der Äntwert vun der parlamentarescher Fro Nr. 6040⁸ vum 7. Abrëll 2022 zum Theema vun der Sécherheet vu Buschaufferinnen a Buschaufferen huet mäi Virgänger scho ganz gutt erkläert, wisoou Begleetpersounen am Bus net sënnvoll sinn. Dorun huet sech näischt geännert.

ad 4. Am Dezember 2022 sinn d'Tracé vum de Linne 703 a 732 ugepasst ginn, fir d'Sécherheet vun all de Bedeelegten ze assureieren. Aktuell ass net virgesinn, weider Mesuren ze applizéieren.

ad 5. Esoubal de Ministère iwwer Virfäll vu verbalen Aggressiounen, Kierperverletzung géint d'Personal oder aner Passagéierinnen a Passagéier, Vandalismus o. ä. vum Bedreier informéiert gëtt, gëtt den Dossier analyséiert an et kann uschlëssend ee Verbuet ausgeschwat ginn.

Dës Prozedur, inklusiv der Méiglechkeet vun der beschëllegter Persoun sech ze verteidegen, wéi et an engem demokratesche Rechtsstaat üblech ass, ass am Gesetz vum 19. Juni 2009⁹ iwwer d'Sécherheet am ëffentlechen Transport beschriwwen.

.....

Allégations faites à l'encontre d'une société luxembourgeoise en matière d'importation de minerais de conflits depuis le Rwanda | Question 2220 (15/04/2025) de M. David Wagner (déi Lénk)

L'organisation Global Witness Investigation basée à Londres a publié le 15 avril 2025 une enquête révélant qu'une entreprise multinationale avec siège à Luxembourg a importé l'année dernière 280 tonnes de coltan du Rwanda, dont une « portion significative » serait issue de la province du Kivu de la République démocratique du Congo (RDC). L'enquête en question se base sur une analyse de documents commerciaux et sur les témoignages de deux trafiquants liés à la contrebande de coltan depuis la RDC. Ainsi, cette entreprise multinationale avec siège au Luxembourg serait responsable de l'importation massive de minerais de conflit dans l'Union européenne et aurait contribué au financement du groupe rebelle M23 lequel entretient une guerre meurtrière dans l'Est de la RDC. Notons que l'entreprise a nié les accusations.

L'enquête de Global Witness Investigation laisse présumer une éventuelle violation par l'entreprise en question du règlement (UE) 2017/821 fixant des obligations aux entreprises en ce qui concerne l'importation de minerais provenant de zones de conflit ou à haut risque¹⁰. En vertu de la loi du 26 juillet 2023¹¹, l'autorité compétente chargée de veiller à l'application du règlement européen est le Ministre ayant les affaires étrangères et européennes dans ses attributions. Il est assisté dans cette tâche par l'Administration des douanes et accises. Selon l'article 1^{er} de cette même loi, il leur incombe de recueillir des informations pertinentes, y compris sur la base de préoccupations fournies par des tiers, concernant le non-respect du règlement.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères :

1) Est-ce que l'entreprise en question a fait l'objet de contrôles a posteriori tels que prévus par le règlement européen précité ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me dire combien de contrôles ont été effectués auprès de l'entreprise concernée depuis l'entrée en vigueur du règlement européen ?

2) Est-ce que dans le passé, des défaillances au règlement ont été constatées auprès de l'entreprise en question ? Monsieur le Ministre détient-il des informations supplémentaires concernant d'éventuels manquements de cette entreprise à ses obligations liées au devoir de diligence et si oui, peut-il m'en faire part ?

3) Quelles mesures Monsieur le Ministre compte-t-il entreprendre afin de vérifier la véracité des allégations faites à l'encontre de cette entreprise ?

4) Est-ce que Monsieur le Ministre ou ses services ont eu des échanges ou des contacts avec les responsables de cette entreprise dans le passé et le cas échéant, peut-il me faire part de la fréquence et de l'objet de ces échanges et contacts ?

¹⁰ Règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque.

¹¹ Loi du 26 juillet 2023 relative à la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence à l'égard de la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque.

5) Est-ce que les intérêts commerciaux de la société en question ont eu une quelconque influence sur les relations bilatérales entre le Luxembourg et le Rwanda, respectivement sur le positionnement du Luxembourg par rapport au conflit dans l'Est de la RDC ?

Réponse (29/04/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Conformément aux exigences du règlement européen au sujet des minerais de conflit (règlement (UE) 2017/821 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 fixant des obligations liées au devoir de diligence sur la chaîne d'approvisionnement pour les importateurs de l'Union qui importent de l'étain, du tantale et du tungstène, leurs minerais et de l'or provenant de zones de conflit ou à haut risque) en vigueur depuis l'exercice 2021, des contrôles a posteriori sont effectués par le Ministère des Affaires étrangères en tant qu'autorité compétente.

Les contrôles sont réalisés selon une approche fondée sur le risque, ce qui permet de déterminer quelles entreprises sont contrôlées en priorité. Par conséquent, toutes les entreprises concernées ont fait ou feront l'objet de tels contrôles et doivent s'attendre à être régulièrement soumises à un contrôle.

La société Traxys a fait l'objet d'un tel contrôle a posteriori pour un exercice précédant l'année 2024.

Le Ministère des Affaires étrangères œuvre pour des chaînes d'approvisionnement responsables et veille au respect des obligations du règlement européen. Toute défaillance constatée dans les procédures de diligence prévues par le règlement est partagée avec l'entreprise contrôlée.

Toute information crédible et justifiée portée à connaissance du ministère est prise en compte dans le cadre de l'approche fondée sur les risques pour retenir l'entreprise/les entreprises qui feront l'objet d'un contrôle a posteriori. Dans le cadre des contrôles a posteriori, le Ministère des Affaires étrangères réalise des vérifications approfondies sur la base des informations que la société contrôlée est tenue de fournir, telles que définies par le règlement.

Les intérêts commerciaux de la société en question n'ont pas eu d'influence sur les relations bilatérales entre le Luxembourg et le Rwanda ni sur son positionnement par rapport au conflit dans l'Est de la République démocratique du Congo.

.....

Règlement européen sur la résilience opérationnelle numérique DORA | Question 2221 (15/04/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

Le règlement européen sur la résilience opérationnelle numérique, mieux connu sous l'acronyme DORA, est d'application depuis le 17 janvier 2025. Ce règlement prévoit, entre autres, que les institutions financières concernées doivent tenir à jour un registre d'informations relatif à tous les contrats de services ICT fournis par des prestataires tiers. Ce registre d'information aurait être transmis à la CSSF entre le 1^{er} et le 15 avril 2025. Selon un article de presse, certaines banques, certains fonds d'investissements et certaines compagnies d'assurances de la place financière auraient du retard, ce qui est lié au volume des données à récolter et à transmettre, ce qui représente une charge de travail conséquente.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre est-il au courant des difficultés rencontrées par les institutions de la place financière dans la mise en œuvre du règlement DORA ?

⁸ <https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0129/188/259881.pdf>

⁹ <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/loi/2009/06/19/n3/jo>

– Monsieur le Ministre dispose-t-il des données sur le nombre de banques, de fonds d'investissements et de sociétés d'assurances qui ont du retard dans la transmission des données requises à la CSSF ?

– Monsieur le Ministre est-il d'avis que la charge administrative imposée par le règlement DORA est trop importante ?

– Le cas échéant, Monsieur le Ministre envisage-t-il de s'engager au niveau européen pour une réduction des charges administratives pour les entreprises du secteur financier ?

Réponse (16/05/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Le règlement DORA a établi un cadre juridique harmonisé au niveau de l'Union européenne afin de renforcer la résilience opérationnelle numérique et la cybersécurité dans le secteur financier. En tant que règlement européen, DORA est directement applicable aux entités financières relevant de son champ d'application. Il permet par ailleurs aux entités concernées, par application du principe de proportionnalité, de mettre en œuvre les règles énoncées, en tenant compte de leur taille et de leur profil de risque global ainsi que de la nature, de l'ampleur et de la complexité de leurs services, activités et opérations.

Les entités financières avancent dans la mise en œuvre des règles édictées par DORA et sont conformes ou en bonne voie de l'être. Ainsi, d'après les données fournies par la CSSF, 374 entités, soit 90 % des entités concernées, ont d'ores et déjà soumis leur registre d'informations relatif aux contrats de services TIC fournis par des prestataires tiers. D'après les informations communiquées par le Commissariat aux assurances (CAA) en date du 7 mai 2025, le taux de remise au CAA des registres d'information a atteint les 95 %. Pour accompagner au mieux les entités concernées dans leurs obligations de reporting, les autorités de surveillance ont mis en place différents outils (dry-run en 2024, guides, help-desk, note d'information).

Le Gouvernement s'attelle à renforcer la compétitivité de la place financière, tout en veillant à éviter des charges administratives disproportionnées ou excessives pour les acteurs concernés. À cet égard, il soutient en particulier les efforts de simplification annoncés par la Commission européenne.

Durée de la procédure d'examen des demandes de protection internationale | Question 2222 (16/04/2025) de Mme Paulette Lenert (LSAP)

Conformément à la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, la durée de la procédure d'examen des demandes de protection internationale est de six mois. Ce délai peut être étendu jusqu'à un maximum de 21 dans certaines conditions.

Selon mes informations, des associations membres du Collectif réfugiés ont récemment été sollicitées par un groupe de demandeurs de protection internationale affirmant que le délai maximal de traitement de leur demande avait été dépassé.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Comment les délais d'examen des demandes de protection internationale ont-ils évolué depuis 2023 ? Combien de demandes ont été traitées endéans six mois ? Combien de demandes ont été traitées après

six mois mais endéans 21 mois ? Combien de dossiers ont dépassé le délai de 21 mois ? Ces données sont-elles également disponibles pour le premier trimestre de 2025 ?

2) Quelles nationalités sont concernées par des dépassements de délais de six mois, voire de 21 mois ? Est-il possible de ventiler ces données par année et par mois d'extension ?

3) Quelle est la durée de réponse moyenne par nationalité des demandeurs de protection internationale ? Comment ces chiffres ont-ils évolué depuis 2023 ?

4) Combien de dossiers de demandeurs de protection internationale sont actuellement en attente d'un entretien personnel sur le fond d'une demande de protection internationale ? Comment ce chiffre a-t-il évolué depuis 2023 ?

5) Est-ce que les demandeurs de protection internationale sont informés si le délai de traitement dépasse six, voire 21 mois ?

6) Quelles sont les raisons principales des dépassements des délais d'examen des demandes ?

7) Le cas échéant, comment Monsieur le Ministre envisage-t-il de remédier à la situation afin d'assurer le respect des délais prévus par la loi ? Quels efforts Monsieur le Ministre envisage-t-il d'entreprendre afin de réduire les délais d'examen des demandes de protection internationale ?

8) Comment la digitalisation de ces procédures progresse-t-elle ? Quel est notamment le bilan du projet concernant une nouvelle application de gestion de la procédure de protection internationale ?

Réponse (02/05/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Tableau [†]

Avant tout autre développement il convient de souligner que les chiffres concernant les délais de traitement reflètent la durée entre l'introduction de la demande et la notification de la décision prise au niveau ministériel. Cette durée varie fortement en fonction de la procédure applicable, qui est déterminée en fonction de la situation individuelle de la personne concernée.

En effet, lorsqu'une personne introduit une demande de protection internationale au Luxembourg, indépendamment de sa nationalité, la demande peut connaître différentes issues :

– soit, le Luxembourg est incompétent pour connaître de la demande sur base des dispositions du règlement dit Dublin III,

– soit la demande est déclarée irrecevable notamment lorsque la personne est déjà bénéficiaire d'une protection internationale dans un autre État membre ou un premier pays d'asile,

– soit elle est traitée quant à son bien-fondé dans le cadre d'une procédure accélérée (soumise à des délais de traitement raccourcis) ou une procédure dite normale.

La procédure applicable a un impact considérable sur la durée de traitement. Prenons comme exemple, le cas de ressortissants de pays tiers ayant introduit une demande de protection internationale au Luxembourg et pour lesquels un autre État membre a été désigné comme étant État membre responsable du traitement de la demande en vertu des dispositions du Règlement européen dit Dublin III. Si ces personnes ne peuvent pas être transférées vers cet autre État membre endéans les délais prévus par le Règlement Dublin III (allant jusqu'à 18 mois), le Luxembourg sera désigné comme compétent pour

traiter cette demande, qui a été de facto introduite des mois voire une année plus tôt. Les nombreuses procédures Dublin qui n'aboutissent pas ont ainsi un impact sur les délais de traitement et les font paraître plus longs.

Il ressort d'ailleurs du tableau ci-dessus que bien qu'une augmentation de la durée de traitement ait été observée en 2024, le nombre de décisions prises a également connu une hausse significative.

ad 2) et 3) Tel qu'indiqué ci-dessus, la durée de traitement des demandes de protection internationale varie considérablement, notamment en fonction du type de procédure qui doit être appliqué et des délais spécifiques prévus pour ces procédures, et non pas en fonction de la nationalité du demandeur. On ne peut dès lors pas établir une corrélation entre la durée de traitement et la nationalité. S'y ajoute que dans un souci d'équité et d'égalité de traitement, les demandes sont traitées principalement chronologiquement suivant la date d'introduction et que la durée de traitement peut varier en fonction de la charge de travail à laquelle est confrontée la Direction générale de l'immigration à ce moment-là. Ainsi, une demande d'un demandeur originaire du pays X peut être traitée dans un délai très court, tandis que le traitement d'une demande d'un autre ressortissant du même pays, introduite à un autre moment, peut prendre plus de temps.

ad 4) À ce jour, selon les chiffres disponibles, un total de 2.081 personnes, y inclus des mineurs accompagnés, toutes procédures confondues, n'ont pas encore été entendues sur les motifs de fond de leur demande. Toutefois, ce chiffre doit être nuancé, car un certain nombre de ces demandeurs n'est pas soumis à un tel entretien. Il s'agit notamment des enfants en bas âge, des personnes pour lesquelles le Luxembourg n'est pas compétent conformément au Règlement Dublin III, ou encore celles ayant tacitement renoncé à leur demande, bien que la procédure ne soit pas encore définitivement clôturée.

ad 5) Conformément aux dispositions de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, lorsqu'une décision ne peut pas être prise dans un délai de six mois, le demandeur est automatiquement informé du retard par courrier, et lorsqu'il en fait la demande, il reçoit des informations concernant les raisons du retard de manière individuelle. Il arrive également que le mandataire du demandeur ou le médiateur interviennent au nom et pour le compte du demandeur afin de solliciter des explications. Dans ce cas toute information utile lui est fournie en toute transparence. Il arrive également, comme cela a été le cas lors de la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan ou de la chute du régime du Président Assad en Syrie, qu'une communication grand public soit faite pour annoncer une suspension temporaire du traitement de certaines demandes.

ad 6) La Direction générale de l'immigration ne dispose pas de données permettant d'établir des statistiques quant aux raisons engendrant le dépassement du délai de six mois. Ceci s'explique par le fait que toute demande de protection internationale fait l'objet d'une analyse individuelle, de sorte que les raisons de dépassement du délai de six mois varient en fonction de chaque demande et sont communiquées de manière individuelle à chaque demandeur.

Il est important de souligner que de manière générale diverses crises internationales ont eu un impact significatif sur la durée de traitement des demandes de protection internationale. Parmi celles-ci, on peut citer la prise de pouvoir des talibans en Afghanistan

en 2021, l'invasion russe en Ukraine en 2022, ainsi que plus récemment la guerre au Moyen-Orient et la chute du régime du Président Assad en Syrie. En ce qui concerne l'Afghanistan et la Syrie, il a été décidé de suspendre temporairement l'examen des demandes de protection internationale en raison du manque d'informations fiables concernant la situation sécuritaire et de l'imprévisibilité de celle-ci. Cette mesure n'a d'ailleurs jamais été remise en cause par les juridictions administratives. Quant à l'Ukraine, le mécanisme de protection temporaire a été activé au niveau européen, obligeant les services de la Direction générale de l'immigration à traiter, en plus des demandes de protection internationale, 5.000 demandes de protection temporaire de personnes provenant de l'Ukraine. Ceci a entraîné, de manière inévitable, une prolongation des délais des procédures de protection internationale.

ad 7) Comme mentionné dans l'accord de coalition 2023-2028, la réduction de la durée du traitement des demandes de protection internationale est une priorité du Gouvernement, de sorte que les efforts faits au courant des dernières années dans ce domaine seront poursuivis, entre autres au niveau des ressources humaines, de la formation des agents en charge du traitement des demandes de protection internationale, de la revue des procédures internes ainsi que de la digitalisation.

Il est toutefois important de souligner que la qualité des décisions doit rester assurée. En effet, en raison de l'importance des décisions prises dans le domaine de la protection internationale, tant pour le demandeur que pour l'État luxembourgeois, l'examen de la demande doit être approprié et exhaustif et les demandeurs doivent bénéficier de toutes les garanties procédurales prévues par la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire. Il ne peut y avoir aucun automatisme ni d'argumentaire généralisé et stéréotypé pour accorder ou refuser l'octroi d'une protection internationale.

ad 8) La nouvelle application informatique de gestion de la procédure de protection internationale est sur le point d'être finalisée et la mise en production est prévue pour juin 2025.

Éclairage sur les autoroutes | Question 2223 (16/04/2025) de M. Jeff Engelen (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 2101 no der Belichtung vun eisen Autobunnen, verweist d'Madamm Minister op déi parlamentaresch Fro Nummer 6257 aus der Legislaturperiod 2018 bis 2023 souwéi op eng Pressematdeelung vum deemolegen Här Verkéiersminister vum 3. Mäerz 2014. An deenen zwee Texter gi verschidden Zuelen zum Käschtepunkt vum Réckbau vun de Stroosseluuchte genannt. Esou gëtt an der Äntwert op d'Fro Nummer 6257 drop verwisen, datt d'Erspuernis bei de Betribskäschten, op Basis vun deenen deemools extreem héije Stroumpräisser, 2022 bei 131.500 Euro/Joer louch (2014 circa 100.000 Euro/Joer). Des Weidere gëtt an där genannter Pressematdeelung drop verwisen, datt „bon nombre de candélabres“ d'Enn vun hirer Garantiezeit iwwerschritt hätten an iergendwann hätten erneiert misse ginn, ouni awer dee „bon nombre“ ze präziséieren. Den Text verweist just op entspriechend Erspuernisser vu 750.000 Euro, och hei awer ouni ze präziséieren, ob et sech ëm Netto- oder Bruttoerspüernisser handelt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister nach gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gesamtkäschten (Material, Personal asw.) si bis ewell fir de Réckbau vun de Stroosseluuchten ugefall?

2. Wéi vill Stroosseluuchten, déi säit 2014 zeréckgebaut goufen, haten d'Garantiezeit vun 30 Joer iwwerschritt? Kann d'Madamm Minister an deem Zesummenhang präziséieren, ob den Oflaf vun der Garantie automatesch zur Erneuerung muss féieren oder just als een Indikator gëllt? Wéi laang waren déi entspriechend Apparater schonn iwwert hir Garantiezeit eraus bis zum Zeitpunkt vun hirem Réckbau duerchschnëttlech weidergelaft?

3. Wéi een Undeel vun de Gesamtkäschten ass reng op de Réckbau vun deene Stroosseluuchten entfall, déi hir Garantiezeit iwwerschritt hunn? Wéi héich hätt de Käschtepunkt geleeën, fir se duerch LED-Luuchten ze erneieren?

4. Wéi war déi Decisioun begrënnert, d'Luuchten iwwerhaupt grondsätzlech zeréckzubauen an net einfach ofzeschalten, fir déi minimal Betribskäschten anzuspüren an enger spéiderer Regierung ze erlaben, se eventuell nees a Betrib ze huelen oder duerch LED-Luuchten ze ersetzen?

5. An der Pressematdeelung vun 2014 gëtt drop verwisen, datt deenen Decisiounen entspriechend Etüd vum der Stroossebauverwaltung virausgaange waren. Kann d'Madamm Minister der Chamber déi Etuden iwwermëttelen?

Réponse (19/05/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen am Zesummenhang mat der Belichtung vun den Autobunnen hei am Land.

ad 1. Säit 2014 si fir de Réckbau vun de Stroosseluuchten op den Autobunne Käschten an Héicht vun 117.965,02 € TTC ugefall.

ad 2. Vun de 731 Luuchtepotten, déi zeréckgebaut goufen, hate 682 d'Limit vum der Hierstellergarantie erreecht. D'Garantiezeit an d'Liewensdauer vun de Luuchtepotten sinn net dat selwecht. Den Hiersteller garantéiert/zertifizéiert déi mechanesch Stabilitéit esouwéi ee Schutz géint d'Korrosioun fir eng bestëmmt Dauer. Déi ze erwaardend Liewensdauer vun de Luuchtepotten ass awer méi laang wéi déi verschidden Hierstellergarantien an ofhängeg vum Produktionsprozess vun de verschiddenen Luuchtepotten.

Fir d'Sécherheet ze garantéieren, ginn deemno reegelméisseg visuell Kontrollen vum zoustännegen Service vum der Stroossebauverwaltung duerchgefouert. Am Duerchschnëtt haten d'Luuchtepotten zum Zeitpunkt vum Réckbau 31,6 Joer hannert sech, während d'Hierstellergarantie sech am Schnëtt op 30 Joer beschränkt.

ad 3. 93,3 % vun de 731 Luuchtepotten haten zum Zeitpunkt vum Réckbau hir Garantiezeit iwwerschritt. Aktuell ginn d'Käschten fir d'Erneuerung vu 731 Luuchtepotten mat LED-Technik op 2,6 Milliounen € TTC geschätzt.

ad 4. Follgend technesch Begrënnungen louchen der Entscheedung zugrond, d'Luuchten „net einfach ofzeschalten“, wéi vum Här Deputéierte proposéiert:

a) Aspuerung vun Energie- a Maintanancekäschten. Och wann ee Luuchtepotten ausser Betrib geholl gëtt, muss e weiderhi reegelméisseg kontrolléiert ginn, fir d'Stabilitéit an déi elektresch Sécherheet kënnen ze garantéieren.

b) Eng Luucht, déi iwwert ee längeren Zäitraum ausgeschalt bleift, eelzt méi séier duerch d'Bildung vu

Kondenswaasser bannent der Luucht. Doduerch kann eng elektresch Sécherheet, beim Aschalten vun der Luucht no e puer Joer, net méi garantéiert ginn.

c) Vereenheetleche vum Belichtungskonzept op dem ganzen nationalen Autobunnssystem. Säit 1994 goufen nei gebaute Autobunnsofschnëtter, wou d'Distanz tëscht Op- an Offaarte méi grouss wéi 3 Kilometer ass, net méi beliicht.

ad 5. Am Kader vun den deemolegen Iwwerleeungen huet d'Stroossebauverwaltung een Aarbechtsgrupp gegrënnt, deen d'Situatioun um Autobunnssystem analyséiert an doropshin Demarché virgeschloen huet. Déi verschiddenen Autobunnsofschnëtter, déi ënnert de Punkt c) falen, goufen esou identifizéiert. Nieft deem Prozess gouf och un der Ëmsetzung um Terrain an um Planning geschafft, fir den Impact op de Verkéier während dësen Aarbechte souwéi wéi méiglech ze miniméieren.

Dës intern Iwwerleeungen a Planungsarbechte stellen déi Etüd an Analys duer, déi vum Här Deputéierte gefrot gëtt. D'Autobunnsofschnëtter, déi ënnert dës Dispositiounen falen, si bekannt a goufen a verschiddene parlamentaresche Froen zu der gläicher Thematik traitéiert.

Subvention loyer | Question 2224 (16/04/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Yves Cruchten (LSAP)

Afin d'aider les gens moins aisés à pouvoir financer un logement, l'État luxembourgeois a introduit la subvention loyer. Or, les délais d'attente entre l'introduction d'une demande et l'attribution de l'aide sont toujours excessivement longs.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement :

– Monsieur le Ministre peut-il nous informer de l'évolution de la demande de la subvention loyer ces dernières années ?

– Quel est le pourcentage des demandes refusées et quel en est le motif ?

– Il nous revient que des retards concernant le paiement de la subvention loyer atteignent même une année. Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'existence de tels retards ? Dans l'affirmative, de quelle manière Monsieur le Ministre pense-t-il y remédier ?

– Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de retards, voire de suspensions de paiements de la subvention loyer dues à des problèmes de révision des dossiers ?

– Quels délais sont de l'avis du ministre raisonnables ?

Réponse (15/05/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Entre 2022 et 2024, environ 4.500 nouveaux dossiers de subvention de loyer ont été introduits annuellement.

À noter toutefois que tout dossier nouvellement introduit et ayant connu une suite favorable est soumis aux révisions annuelles prévues par la loi et, le cas échéant, à des réévaluations par suite d'un changement déclaré par les bénéficiaires concernés.

Ainsi, le nombre d'affaires à traiter n'a cessé d'augmenter au cours des années 2022 à 2024. ↑

Quant au nombre de demandes refusées, il est à rendre attentif au fait qu'un même dossier de subvention de loyer peut contenir une ou plusieurs plagues de refus ou d'accord subséquentes du fait que tout changement de la situation particulière du demandeur/bénéficiaire peut impacter le dossier.



Sur l'ensemble des aides traitées pour l'année 2024, on peut constater que dans 11.414 dossiers au moins un paiement mensuel a été accordé et dans 4.143 dossiers un ou plusieurs refus ont été notés dont la répartition est la suivante : [↑]

Comme la législation en vigueur prévoit encore 1) que tout changement de la situation particulière des bénéficiaires doit être signalé au service compétent et 2) que les dossiers sont réexaminés d'office annuellement en vue de réévaluer le droit ainsi que le montant de l'aide de sorte que la charge administrative à consacrer au traitement de ces dossiers est dès lors d'autant plus importante.

À ceci s'ajoute que dans la majorité des cas le service compétent nécessite des documents complémentaires afin de réévaluer l'aide sur base de la nouvelle situation familiale et/ou situation financière des bénéficiaires, ce qui a par conséquent un impact non négligeable sur les délais de traitement des dossiers de subvention de loyer.

Sur l'ensemble des dossiers de subvention de loyer, les délais de traitement s'affichent comme suit : [↑]

À cet égard, il y a toutefois lieu de préciser que les délais de traitements sont déterminés sur base du temps calculé à partir de la création du dossier jusqu'à validation par le contrôle interne et comprend donc aussi le temps d'attente aux pièces complémentaires demandées par les agents en charge des dossiers.

Ayant constaté qu'en pratique de nombreux changements de la situation particulière des bénéficiaires d'une subvention de loyer interviennent entre les révisions régulières, et en vue de réduire les délais de traitement des dossiers de subvention de loyer, le projet de loi n° 8532 a été déposé en date du 29 avril 2025 qui vise notamment à simplifier les procédures de révision de ces dossiers.

Avec l'introduction de modifications prévues par ce projet de loi et la digitalisation des démarches en collaboration avec le Centre des technologies de l'information de l'État, le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire estime pouvoir réduire considérablement les délais de sorte à faire bénéficier le citoyen dans les meilleurs délais de la subvention de loyer sollicitée.

.....
Secteur de la défense | Question 2225 (16/04/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Récemment l'importance de l'industrie et de la recherche dans le secteur de la défense a été mise en évidence. La Direction de la défense publie depuis trois ans un catalogue « Luxembourg Industry and Research Capabilities for Security & Defence » présentant les capacités nationales d'organisation et de recherche pour répondre aux besoins de sécurité de l'UE et de l'OTAN. Dans un climat promouvant la hausse des dépenses de défense, une gouvernance responsable et une plus grande transparence sont d'une importance centrale.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Défense :

1) De manière générale, quelles entreprises internationales actives dans le secteur de la défense sont établies au Luxembourg, soit à travers la localisation de leurs activités, soit à travers des holdings luxembourgeoises ?

2) Quels partenariats ou coopérations ont récemment été créés suite à la publication du catalogue ?

3) Quelle stratégie le Gouvernement poursuit-il en vue de l'implantation d'entreprises du secteur de la défense au Luxembourg ?

4) Quels sont les secteurs qui bénéficient d'une priorité et par quels voies et moyens le Gouvernement entend-il encourager ces investissements ?

5) Quelles sont les vues du Gouvernement au-delà des conflits actuels en vue d'un retour à la détente et évitant une course à l'armement aux dépens d'autres priorités ?

Réponse (16/05/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Les entreprises internationales actives dans le secteur de la défense et ayant des activités au Luxembourg sont reprises dans le catalogue élaboré par Luxinnovation et mandaté par la Direction de la défense intitulé « Luxembourg Industry and Research Capabilities for Security & Defence 2024 » que mentionnent Messieurs les députés dans l'introduction à leurs questions. Une nouvelle version de ce catalogue devrait être publiée d'ici la fin du mois de juin.

En ce qui concerne des holdings de telles entreprises établies au Luxembourg, nous avons connaissance de Beretta Holding (pour Beretta Group) et de CAE Investments (pour CAE Inc.).

ad 2) Il n'est pas possible de déterminer avec précision quelles coopérations seraient nées directement de la publication du catalogue.

Néanmoins, le Gouvernement suit en matière d'industrie de la défense une approche tournée vers l'innovation, en soutenant le développement d'écosystèmes collaboratifs entre la recherche, l'industrie et les acteurs institutionnels. Ces initiatives s'inscrivent dans une vision stratégique à long terme, en cohérence avec les priorités nationales et les dynamiques européennes.

En novembre 2024, dans ce contexte, Luxinnovation a organisé pour la première fois, au Luxembourg, un Luxembourg Defence Technology and Innovation Day, qui a réuni des responsables des gouvernements, de l'Union européenne, des instituts de recherche et de l'industrie afin d'examiner les stratégies et les initiatives en matière de la sécurité et de la défense européennes et encourager de nouveaux partenariats.

De plus, le Gouvernement lance régulièrement des appels d'offres auprès des entreprises nationales pour des projets de recherche et développement dans le domaine de l'industrie de la défense, en particulier pour les technologies à double usage. Ces appels d'offres visent à promouvoir les synergies entre la défense et d'autres secteurs, à stimuler les efforts de recherche et développement et les collaborations avec des centres de recherche.

ad 3) et 4) La stratégie du Gouvernement pour attirer des investissements au Luxembourg s'applique aussi au secteur de la défense. Comme indiqué dans la réponse du 7 avril 2025 à la question parlementaire n° 2058 de Monsieur le député André Bauler, la future stratégie pour l'industrie de la défense est actuellement en cours d'élaboration et vise à définir plus précisément les secteurs cibles de l'industrie de la défense. Celle-ci permettra d'identifier plus précisément les secteurs à fort potentiel et de structurer l'écosystème autour des forces existantes.

Il est prévu que cette stratégie mette l'accent sur les atouts et les actifs existants de l'industrie

luxembourgeoise, notamment dans les domaines de la cybersécurité et de l'espace ou encore des matériaux et des systèmes automatisés.

Le secteur de la défense étant en pleine évolution, plusieurs projets émergent dans des domaines variés, notamment les technologies de cybersécurité de pointe, des innovations dans le domaine spatial, mais aussi le traitement des données, l'intelligence artificielle appliquée à la défense, ou encore des capteurs de nouvelle génération. Le développement de ces technologies se fait souvent en lien avec les besoins exprimés au niveau européen et transatlantique, ce qui ouvre la voie à des collaborations internationales renforcées.

ad 5) En tant que fervent défenseur du multilatéralisme et de l'ordre international basé sur des règles, le Luxembourg poursuit une politique étrangère qui s'inscrit dans une approche dite des « 3D », associant les outils de la diplomatie, du développement et de la défense afin de promouvoir la paix et la sécurité internationales. Le Luxembourg restera engagé dans ces trois domaines. Le Luxembourg continuera à soutenir des initiatives internationales qui visent à prévenir de nouveaux conflits sur le continent européen et ailleurs. Il est notamment activement engagé dans les enceintes multilatérales et européennes traitant de questions de désarmement et de non-prolifération et insiste sur l'importance du dialogue et de la coopération internationale pour résoudre les conflits et prévenir les crises futures. Le Luxembourg continuera de collaborer étroitement avec ses partenaires afin d'atteindre notre objectif commun de stabilité et de sécurité mondiales.

.....
Fermeture de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg | Question 2226 (16/04/2025) de **M. Franz Fayot** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

En mars 2025, des représentants américains avaient annoncé que Donald Trump cherchait à fermer plusieurs ambassades et consulats dans le cadre d'une campagne de réduction des coûts du département d'État. Selon les informations du média « Politico », l'ambassade des États-Unis au Luxembourg serait désormais également concernée.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'ambassade des États-Unis au Luxembourg sera fermée ou risque de l'être ?

2) Le cas échéant, quelle est la position du Gouvernement face à une fermeture de l'ambassade ?

3) Le cas échéant, Monsieur le Ministre peut-il informer de la date de la fermeture ?

4) Selon Monsieur le Ministre, quel serait l'impact d'une fermeture de l'ambassade des États-Unis au Luxembourg, notamment pour les résidents de nationalité américaine et les relations économiques bilatérales ?

5) Quelles mesures Monsieur le Ministre envisage-t-il d'entreprendre afin de maintenir les relations diplomatiques avec les États-Unis ?

Réponse (16/05/2025) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Non.

ad 2) Non applicable.

ad 3) Non applicable.

ad 4) Il est difficile de se prononcer, car cela relève de la spéculation.

ad 5) Le Grand-Duché de Luxembourg et les États-Unis d'Amérique sont des alliés historiques et des partenaires économiques importants. Comme avec tous ses partenaires, le Grand-Duché s'efforce de maintenir de bonnes relations diplomatiques en favorisant le dialogue, la coopération et le respect mutuel. Les nombreuses visites de délégations américaines au Luxembourg et luxembourgeoises aux États-Unis, y compris les visites et missions économiques du ministre Xavier Bettel, illustrent cet état des faits.

Accord mondial sur les pandémies de l'OMS | Question 2227 (16/04/2025) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Die Mitglieder der Weltgesundheitsorganisation WHO haben sich soeben, nach dreijährigen Verhandlungen, auf Ebene ihrer diplomatischen Vertretungen in Genf auf ein weltweites Pandemie-Abkommen geeinigt.

Dieses Abkommen soll einen gemeinsamen Umgang mit Pandemien ermöglichen. Der Text soll im Mai, anlässlich der Generalversammlung der WHO, verabschiedet und muss danach noch von den einzelnen Parlamenten ratifiziert werden.

1. Ich möchte deshalb von der Regierung wissen auf was sich genau auf Beamtenebene in Genf geeinigt wurde.

2. Wie steht das Gesundheitsministerium zu dem vorliegenden Text?

3. Wie gedenkt die Regierung das Parlament, vor ihrer Zustimmung zu der Vorlage bei der WHO-Generalversammlung, zu informieren und zu befragen?

4. Wird die Regierung dem Parlament den Text unverzüglich zukommen lassen?

Réponse (23/04/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Nach mehr als drei Jahren intensiver Verhandlungen haben die Mitgliedstaaten der WHO sich auf einen Entwurf für ein internationales Abkommen zur Prävention, Vorbereitung und Reaktion auf Pandemien einigen können. Dieser Text soll im Mai 2025 der Weltgesundheitsversammlung zur Abstimmung vorgelegt werden.

Zu den vorgeschlagenen Maßnahmen gehören unter anderem:

- die Einrichtung eines Systems für den Zugang zu und die gerechte Aufteilung von Vorteilen im Zusammenhang mit Krankheitserregern;
- Prävention durch einen „One Health“-Ansatz;
- der Ausbau regional verteilter Forschungs- und Produktionskapazitäten;
- der Technologietransfer sowie der Austausch von Wissen und Fachkompetenz;
- die Mobilisierung eines qualifizierten, multidisziplinären Gesundheitspersonals;
- die Schaffung eines koordinierenden Finanzmechanismus;
- der Aufbau eines globalen Versorgungs- und Logistiknetzwerks.

Der Text stellt die Souveränität der Staaten nicht in Frage und verleiht der WHO keine Befugnisse, nationale Gesetze oder Maßnahmen – wie Reisebeschränkungen, Impfpflichten oder Lockdowns – vorzuschreiben.

ad 2. Das Gesundheitsministerium begrüßt diesen historischen Moment, in dem sich 194 Länder auf ein

Abkommen geeinigt haben, um zukünftigen Pandemien gemeinsam und koordiniert begegnen zu können. Dieses Abkommen stellt einen bedeutenden Fortschritt für eine gestärkte internationale Zusammenarbeit sowie für eine solidarische und wirksame Reaktion auf globale Gesundheitskrisen dar.

Mit diesem Vertrag erhalten die Staaten ein wichtiges Instrument, um sich besser auf gesundheitliche Notlagen vorzubereiten – von der Vorsorge über die Vorbereitung bis hin zu einem schnellen und gezielten Krisenmanagement. Durch die verbesserte Koordination zwischen den Ländern können Informationen effizienter geteilt und Ressourcen gezielter eingesetzt werden.

Erstmals wird damit ein rechtlich verbindliches Rahmenwerk geschaffen, das für alle unterzeichnenden Länder gilt. Ziel ist es, konkrete Maßnahmen auf nationaler Ebene umzusetzen – etwa durch den Ausbau von Forschung und Präventionsmaßnahmen oder den Aufbau eines Gesundheitspersonals-Reservestamms, der im Krisenfall rasch aktiviert werden kann.

ad 3. und 4. Die Regierung weist darauf hin, dass sämtliche EU-Mitgliedstaaten bei den Verhandlungen durch die EU-Kommission bzw. einen gemeinsamen Vertreter im Rahmen des Negotiating Body (NB) vertreten waren. Dies entspricht dem üblichen Verfahren nach Art. 218 AEUV, wonach der Rat die Europäische Kommission mit der Aushandlung internationaler Abkommen beauftragen kann und dabei ein Mandat erteilt sowie Leitlinien vorgibt. Während des gesamten Prozesses fand ein fortlaufender Austausch zwischen den Mitgliedstaaten statt, und es wurde jeweils eine gemeinsame EU-Position abgestimmt und festgehalten. Da es sich um ein Abkommen handelt, das gemischte Zuständigkeiten (EU und Mitgliedstaaten) betrifft und da die EU als solche nicht Mitglied der WHO ist und somit kein eigenes Stimmrecht besitzt, behalten die Mitgliedstaaten ein individuelles Mitspracherecht. Der von den WHO-Mitgliedstaaten ausgehandelte Text wird voraussichtlich im Konsens durch die Weltgesundheitsversammlung verabschiedet.

Was das weitere Verfahren betrifft: Nach der Verabschiedung des finalen Textes durch die Mitgliedstaaten während der WHO-Generalversammlung sieht der Ablauf vor, dass jedes nationale Parlament – auch das luxemburgische – ein sogenanntes Gesetz zur Genehmigung („loi d'approbation“) verabschieden muss. Ohne eine solche nationale Zustimmung tritt der Text nicht in Kraft. Im Rahmen dieses Gesetzgebungsverfahrens besteht für das Parlament die Möglichkeit, den gesamten Text eingehend zu analysieren und zu diskutieren. Die parlamentarische Mitwirkung ist somit ein integraler Bestandteil des Prozesses.

Vor der geplanten Verabschiedung während der Weltgesundheitsversammlung ist keine parlamentarische Kommission für Gesundheit und soziale Sicherheit geplant, die Regierung wird aber unmittelbar nach der Abstimmung, in der Kommission des 21. Mai 2025 berichten.

Coltan de conflit | Question 2228 (16/04/2025) de Mme Paulette Lenert | M. Mars Di Bartolomeo | M. Franz Fayot (LSAP)

Eine enquête menée par l'organisation non gouvernementale Global Witness a dévoilé que le négociant international en matières premières Traxys, siégré au Luxembourg, a acheté du coltan de conflit passé en contrebande de la République démocratique du

Congo (RDC) au Rwanda. D'après les documents douaniers consultés par Global Witness, la société aurait acheté 280 tonnes de coltan au Rwanda en 2024. Les informations de l'ONG suggèrent qu'une grande partie du coltan acheté au Rwanda est liée à la guerre en cours dans l'Est de la RDC. Il importe de souligner que le trafic de coltan profite aux rebelles M23.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

– Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des activités commerciales de la société Traxys apparemment liées au coltan de conflit provenant de la RDC ?

– Quelles mesures Monsieur le Ministre envisage-t-il d'entreprendre face aux résultats de l'enquête menée par Global Witness ?

– Comment les résultats de l'enquête menée par Global Witness impactent-ils la position gouvernementale concernant la guerre dans l'Est de la RDC ?

Réponse (29/04/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

En tant qu'autorité compétente pour la mise en œuvre du règlement (UE) 2017/821 relatif aux minerais de conflits (ci-après « le règlement »), le Ministère des Affaires étrangères a pris connaissance du rapport publié par l'ONG Global Witness dans lequel il est fait état d'activités potentiellement liées à du coltan provenant de zones de conflit en République démocratique du Congo.

Conformément au règlement, toute information crédible provenant de parties tierces est examinée rigoureusement dans le cadre de l'approche fondée sur le risque, afin de prioriser les entreprises à soumettre à des contrôles a posteriori. À noter que ces contrôles sont effectués de manière rétroactive.

Il convient également de souligner que des contrôles a posteriori sont réalisés depuis l'exercice 2021, et que toutes les entreprises concernées doivent s'attendre à être régulièrement soumises à un contrôle.

La position du Luxembourg concernant le conflit à l'Est de la RDC est fondée sur le respect du droit international, des droits humains et de l'État de droit et indépendante du rapport en question.

Participation du Luxembourg à la plateforme OCDE sur la diligence raisonnable et position sur la législation Omnibus | Question 2229 (17/04/2025) de M. Franz Fayot (LSAP)

Le 17 mars 2025, la réunion inaugurale de la plateforme inclusive sur la coopération en matière de politique de diligence raisonnable de l'OCDE s'est tenue à Paris. Cette initiative fait suite à des efforts de grande ampleur, notamment le lancement de la Recommandation sur le rôle de l'État dans la promotion de la conduite responsable des entreprises à la suite de la réunion des États membres de l'OCDE, dont compris l'UE, au niveau ministériel en février 2023. L'une des recommandations se lit comme suit :

« Recommande que les Adhérents encouragent la CRE dans tous les domaines pertinents de l'action publique, y compris en : [...] »

S'alignant sur les normes de CRE et en particulier sur le Guide de l'OCDE sur le devoir de diligence pour élaborer de nouvelles politiques publiques, législations ou réglementations, y compris pour élaborer des textes d'application, des directives législatives ou des politiques sectorielles. »



Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Le Luxembourg a-t-il participé à la réunion inaugurale de la Plateforme inclusive de l'OCDE sur la coopération en matière de politique de diligence raisonnable qui assure le suivi des engagements précédents ?

2) Quelles mesures le Gouvernement a-t-il prises, en tant qu'adhérent aux principes directeurs de l'OCDE, pour mettre en œuvre les engagements figurant dans les recommandations sur le rôle des gouvernements dans la promotion de la RBC (OCDE/LEGAL/0486), adoptées en 2022 et accueillies favorablement par les ministres des États membres de l'OCDE en 2023, en ce qui concerne les cadres réglementaires sur la RBC ?

3) De manière générale, le Gouvernement exige-t-il des entreprises qu'elles respectent les droits humains tout au long de leur chaîne de valeur et qu'elles fassent preuve d'une diligence raisonnable fondée sur les risques, comme le prévoient les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains et les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales sur la conduite responsable des entreprises ?

4) Quelle est la position du Gouvernement face à la proposition, présentée dans le paquet « Omnibus », de limiter les évaluations de risques plus approfondies aux partenaires commerciaux « directs » ? Le Gouvernement s'oppose-t-il spécifiquement à cette proposition ?

5) Le Gouvernement est-il conscient que les Nations Unies ont averti le 20 mars que les changements proposés dans le cadre du paquet « Omnibus » n'étaient pas alignés sur les principes directeurs des Nations Unies ? Quel est l'impact de cette communication de la part des Nations Unies sur la position luxembourgeoise quant à la législation « Omnibus » ?

Réponse (20/05/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Oui, le Luxembourg y a participé.

ad 2) Le Gouvernement soutient les objectifs de la Recommandation de l'OCDE sur le rôle des gouvernements dans la promotion de la conduite responsable des entreprises (OCDE/LEGAL/0486), qui vise à renforcer les politiques publiques favorisant et permettant la conduite responsable des entreprises (CRE).

Au niveau réglementaire, le Luxembourg soutient le développement de cadres relatifs à la CRE au niveau européen, notamment à travers la transposition en droit national de la directive sur le devoir de vigilance en matière de durabilité des entreprises (CSDDD). Dans ce cadre, le Ministère de l'Économie coordonne un groupe de travail interministériel informel qui a organisé plusieurs réunions de consultation avec les parties prenantes afin de recueillir les contributions des représentants des entreprises, des organisations de la société civile et d'autres acteurs concernés. L'implication des parties prenantes constitue un élément central de l'approche luxembourgeoise.

Le Point de contact national (PCN) du Luxembourg auprès de l'OCDE organise également régulièrement des réunions pour informer les parties prenantes des développements en matière de CRE, et participe à des événements organisés par d'autres acteurs. Parmi les exemples récents figure la conférence parlementaire

coorganisée par la Chambre des Députés et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, au cours de laquelle un membre du PCN a présenté l'évolution de la conduite responsable des entreprises du contexte international au contexte national.

ad 3) Le Gouvernement soutient pleinement les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ainsi que les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales pour la conduite responsable des entreprises.

Il promeut l'intégration de ces normes internationales dans les pratiques des entreprises, indépendamment des développements législatifs en cours au niveau européen. À titre d'exemple, le Pacte national « Entreprises et droits de l'homme » encourage les entreprises à s'engager à appliquer les Principes directeurs des Nations Unies au sein de leur organisation et de leur chaîne de valeur économique.

ad 4) La position du Gouvernement concernant la proposition incluse dans le paquet « Omnibus » est détaillée dans la réponse du 23 avril 2025 à la question parlementaire n° 2106 de la députée Sam Tanson ainsi que dans la réponse du 5 mai 2025 à la question parlementaire n° 2186 des députées Sam Tanson et Joëlle Welfring.

ad 5) Le Gouvernement continue de soutenir les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ainsi que les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales en tant que normes internationales de référence en matière de conduite responsable des entreprises. Parallèlement, il reconnaît que la directive sur le devoir de vigilance et ses modifications proposées dans le cadre du paquet « Omnibus » s'inscrivent dans un cadre juridique contraignant au niveau de l'Union européenne. Ce cadre vise à concilier l'ambition de promouvoir la durabilité et la conduite responsable des entreprises avec la nécessité de veiller à la proportionnalité des mesures, au maintien de conditions de concurrence équitables à l'échelle internationale et à la limitation des charges administratives pesant sur les entreprises, en particulier sur les petites et moyennes entreprises.

Les observations formulées par le Groupe de travail des Nations Unies ont été dûment notées.

Cadre légal et conséquences du « Biergerasyl » dans le contexte du droit d'asile européen | Question 2230 (17/04/2025) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Artikel „Wenn die Kirche Gesetze bricht und abgelehnte Asylbewerber aufnimmt“, deen de 14. Abrëll am „Lëtzeburger Wort“ publizéiert gouf, heescht et, datt Asylbewerber (DPI), fir déi ënnert dem Dublin-Regimm en aneren EU-Staat zoustänneg ass, an der Vergaangenheet net konnten uerdnungsgeméis iwwerstallt ginn, well si e sougenannte „Biergerasyl“ kruten a bei Privatleit ënnerkoumen. Dee Biergerasyl dauert dem „Wort“ no 18 Méint, wat dem maximalen Delai entsprécht, fir eng Persoun kënnen un en aneren Dublin-Staat ze iwwerstellen.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Handelt et sech bei deem am Artikel genannte Biergerasyl ëm eng legal Biergschaft, déi mat den Autoritéiten ofeschwätzen ass? Falls jo, op wéi enger rechtlecher Grondlag a wéi eng Flichte si fir den Auteur vun der Biergschaft mat esou enger Decisioun verbonnen?

2. Falls et sech net ëm eng legal Biergschaft handelt, wéi eng Sanktioun sinn a sou engem Fall virgesinn?

3. Esou wéi et am Artikel formuléiert ass, handelt et sech ëm eng Praxis aus der Vergaangenheet. Wéi vill dār Fäll si bekannt?

4. Wäert d'Regierung sech bei Verhandlungen iwwert d'EU-Asylrecht fir eng Ophiewung vun der Frist vun 18 Méint fir Dublin-Iwwerstellungen asetzen?

Réponse (30/04/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Zu Lëtzebuerg ass d'Konzept „Biergerasyl“ net bekannt, deementspreechend si keng Fäll dokumentéiert. Ënner der neier Asyl- a Migratiouns-Regulatioun (AMMR), déi d'Dublin-III-Regulatioun den 30. Juni 2026 ersetzt, gëtt d'Frist fir Dublin-Iwwerstellung vum 18 Méint op 3 Joer verlängert. D'Zil ass et, d'Sekundärbeweeegungen ze reduzéieren an d'Kooperatioun am Asylprozess ze stäerken. Dës Ännerunge sinn Deel vum neien EU-Migratiouns- an Asylpakt.

Effets des substances chimiques sur la santé | Question 2231 (18/04/2025) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

An der Geschicht ass et ëmmer erëm virkomm, dass Mënschen a Kontakt mat cheemesche Mëttele komm sinn, déi krank maachen oder dozou féieren, dass hir Kanner krank gi sinn.

De Risiko ass iwwerall ze fannen: an der Loft, am Waasser, am Buedem oder duerch Kontaminatioun vun eise Iessen oder eise Kleeder. Oft entsteet d'Kontaminatioun duerch industriell Aktivitéiten oder duerch Spréizmëttele, ma et gëtt och Fäll, wou Leit Medikamenter geholl hunn, wou d'Niewewirkungen net bekannt sinn. Zwee bekannte Beispiller vum naiven Asaz vu Medikamenter waren de Contergan an den Distilbène.

„Contergan war ein Schlaf- und Beruhigungsmittel, das zwischen 1957 und 1961 in Deutschland verkauft wurde. [...] Wie im November 1961 bekannt wurde, rief das Mittel schwere Fehlbildungen bei neugeborenen Kindern hervor, wenn die Einnahme zwischen dem 34. und dem 50. Tag der Schwangerschaft, gerechnet vom ersten Tag der letzten Regelblutung, erfolgte.“ (conterganskandal.de)

„Le DES a été prescrit en France de 1948 à 1977 aux femmes enceintes pour éviter les fausses-couches et d'autres complications de grossesse. Des effets indésirables sont apparus chez les 'filles DES' exposées in utero (cancers, infertilité et complications de grossesses). Au fil des décennies, d'autres conséquences sont apparues, pour trois générations, nécessitant d'autres recherches et une prise en charge adaptée.“ (https://www.des-france.org)

Et ass och esou, dass net all Betraffe wëssen, ob hir Virfaren oder si selwer a Kontakt mat esou cheemesche Substanzen komm sinn. Fir déi Betraffen an hir Nofaren ass dat eng schrecklech Situatioun, well dës Medikamenter zu enger Villzuel u schlëmme Krankheete féiere kënnen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Fäll vu Krankheeten, déi vu cheemesche Mëttele, wéi dem Contergan, Distilbène oder anere Substanzen ausginn, sinn dem Gesondheitsministère hei am Land bekannt?

2. An Däitschland existéiert eng „Contergan-Rente“, déi un déi betraffe Persounen ausbezuezt gëtt.

Wéi eng finanziell Hëllef existéieren hei am Land fir Leit, déi ënnert den Effekter vu Contergan, Distilbene oder anere Substanze leiden?

Wéi vill Leit kruten hei 2024 eng finanziell Hëllef a wéi eng waren dat?

3. Wéi solle betrafte Persounen sech uleeën, wann si Kenntnis dovunner hunn, dass si oder hir Virfaren a Kontakt mat schiedlechen, cheemesche Substanze waren?

4. Wéi ginn d'Beträffen, déi keng Kenntnis dovunner hunn, dass si a Kontakt mat esou Substanze komm sinn, informéiert?

Wéi eng Moossnamen huet de Gesondheitsministère hei opgestallt?

5. Wat mécht de Gesondheitsministère fir d'Oplärungsarbecht an dësem Beräich?

Réponse (19/05/2025) de **Mme Martine Deprez**,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Der internationaler (VigiBase), europäescher (Eudravigilance) an nationaler Datebank vum der Medikamenten-Iwwerwaachung no ass zu Lëtzebuerg kee Fall vun Niewewirkungen deklaréiert ginn, deem am Zesummenhang mat de Medikamenter Thalidomid (Contergan®) oder Diethylstilbestrol (Distilbene®) während der Schwangerschaft steet.

Déi lëtzebuergesch Datebank vum der Medikamenten-Iwwerwaachung, déi iwwert eng systematesch Erfaassung vun all Fall verfüügt, ass am Joer 1995 an Zesummenaarbecht mam „Centre régional de pharmacovigilance de Lorraine“ (CRPV) agefouert ginn. Et kann deemno net garantéiert ginn, datt virum Joer 1995 kee lëtzebuergesch Patient betraff war. D'Identifikatioun vun de gëftegen Auswierkungen op den Embryo an de Foetus vum Thalidomid an dem Diethylstilbestrol geet nämlech schonn op d'Joer 1961 respektiv 1977 zeréck.

ad 2. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet verfüügt net iwwert esou eng finanziell Hëllef.

ad 3. Leit, déi potenziell schiedleche cheemesche Substanzen ausgesat waren, sollen sech entweder bei hirem Hausdokter oder engem Spezialist (z. B. Toxikolog oder Geneetiker) ënnersiche loosse. Doropshi kann den Dokter deementsprechend weider Ënnersichungen oder ee medezinnesche Suivi recommandéieren oder awer d'Persoun un eng spezialiséiert Struktur weiterleeden.

Am Zesummenhang mat de Medikamenter, déi schonn an der Fro 1 ernimmt goufen, ass Follgendes ze präziséieren:

– Diethylstilbestrol: Dëst Medikament gëtt hautdesdaags net méi benotzt, huet awer transgeneratiounell Effekter. Frankräich huet e Guide fir d'Gesondheitsberuffer a Beträffener ausgeschafft, deem den noutwendige medezinnesche Suivi erkläert (cf. Annex¹²).

– Thalidomid: Dëst Medikament ka Feelbildungen an Anomalie beim Foetus verursaachen, huet awer keng bekannt transgeneratiounell Effekter. Dëst Medikament gëtt aktuell fir den Traitement vu schwéiere Krankheete wéi zum Beispill Lupus, „érythème noueux lépreux“ oder an der Onkologie agesat. Wéi all Medikament mat engem Risiko fir Feelbildungen am Fall vun enger Schwangerschaft, gëtt ee Risikomanagement Plang erstallt, deem och e ganz strikte Plang fir d'Schwangerschaftspräventioun beinhalt.

ad 4. Esou Situatiounen ginn haaptsächlech duerch eng „vigilance sanitaire“ detektiéiert. D'Dokteren sinn dora forméiert, bestëmmte klinesch Situatiounen ze

erkennen, déi dorop hiweise kënnen, ob eng Persoun verschidde cheemesche Substanzen ausgesat war.

D'Gesondheitsdirektioun schafft mat den europäesche Gesondheitsiwwerwaachungs-Administratiounen zesummen (z. B. ECDC, EMA)¹², fir hirer Missioun vun der epidemiologescher Iwwerwaachung nozekommen. Esou kënnen opkommend an och bekannte Risiken identifizéiert ginn, déi d'Bevëlkerung gefaerde kéinten.

Et gëtt aktuell zu Lëtzebuerg kee systematesche Screening-Programm betreffend d'Expositioun vu Medikamenter wéi Contergan® oder Distilbene®. Dëst weinst der erwaart niddreger Expositioun an eisem Land. Individuell Fäll, déi am Kader vun der bestoender „vigilance sanitaire“ erkannt ginn, gi medezinnesch betreit.

ad 5. De Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet baséiert sech ënnert anere am déi national Datebank fir d'Medikamenten-Iwwerwaachung, déi drop ausgerichtet ass, Niewewirkungen am Zesummenhang mat der Notzung vu Medikamenter ze erkennen, ze evaluéieren, ze verstoen an ze verhënneren. Dëse System baséiert op der aktiver Participatioun vun de Gesondheitsberuffer an de Patienten, déi encouragéiert ginn, all Verdacht vun Niewewirkungen ze deklaréieren.

D'Sensibiliséierung an d'Informatioun ronderëm d'Medikamenten-Iwwerwaachung huet an de leschte Jore progressiv zougeholl. Lëtzebuerg hält zum Beispill all Joer un der weltwäiter Campagne „MedSafetyWeek“ deel, déi d'Deklaratioun vun unerwünschten Effekter bei de Patienten an de Gesondheitsberuffer promouvéiert.

Sécherheitsinformatiounen a Kommunikatiounen gi reegelméisseg op der Säit „pharmacovigilance“ um offizielle Site www.sante.lu publizéiert. Dës Säit ass fir d'allgemeng Ëffentlechkeet zougänglech an d'Informatiounen ginn iwwer verschidde Kommunikationskanäl vum Ministère weidergeleet.

.....
Légalité de l'élevage pour nourriture animale |
Question 2232 (18/04/2025) de **M. Marc Goergen**
(Piraten)

Zu Lëtzebuerg reegelt ee groussherzoglecht Reglement zum 16. November 2018 baséierend um Déiereschutzgesetz, wéi eng Déieren een als Hausdéier halen dierf. Op der Lëscht vun den erlaabten Hausdéiere sti Mais an deemno gehéieren och dës Déiere geschützt. Et ass awer leider esou, dass Mais extra geziicht a verkaf ginn, fir se dann un aner Déieren ze verfидderen, notament u Reptilien.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau dës Fro stellen:

1. Ass et legal, Déieren ze zichten, fir se un aner Déieren ze verfидderen?

2. Dierfen d'Déieren, déi op der Lëscht vum groussherzogleche Reglement sinn, un aner Déiere verfидdert ginn?

Falls jo, wat muss hei respektéiert ginn?

3. Wéi vill Autorisatiounen fir d'Zucht vun Déieren sinn de Moment insgesamt ausgestallt?

Wéi vill vun dësen Autorisatiounen betreffen d'Zucht vun Déieren fir Verfидderungszwecker?

4. Ass gewosst, wéi vill Déiere fir Verfидderungszwecker op Lëtzebuerg importéiert ginn?

Réponse (16/05/2025) de **Mme Martine Hansen**,
Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1. Jo. Am europäesche Katalog vun den Eenzelfuddermëttel (Reglement 68/2013) stinn ënner anerem follgend erlaabte Produkter:

– waremblutdeg Landdéieren: dout, ganz oder Deeler dovun;

– wirbellos Landdéieren: lieweg oder dout, an allen Entwécklungsstadien (z. B. Insekten);

– wirbellos Waasserdéieren: lieweg oder dout, ganz oder Deeler dovun, an allen Entwécklungsstadien.

Dës Eenzelfuddermëttel mussen den Ufuerderungen aus dem Reglement 1069/2009 iwwert déieresch Nieweprodukter entsprechen.

ad 2. Jo. Wann ee Betrib Déieren ziicht als Fuddermëttel fir aner Déieren, da muss de Betrib sech bei der ALVA als Fuddermëttelhersteller registréieren an déi entsprechend Fuddermëttelgesetzgebung respektéieren: Hygiëneschreften, Qualitätssicherungssystem, Traçabilité, Kennzeichnungsschreften ... Sou wéi all Fuddermëttel mussen och d'Déieren, déi un aner Déiere verfидdert ginn, all déi gültig Grenzwärter bei unerwünschte Stoffen an all déi gültig mikrobiologesch Grenzwärter anhalen.

D'Déierenhaltung muss konform zum Déiereschutzgesetz sinn.

ad 3. D'Zucht vun Déieren ass am Art. 6 (2) 2 + 3 vum Déiereschutzgesetz gereegelt. Just d'Zucht vun Hënn a Kazen ënnerläit enger Autorisatioun. De Moment gëtt et 59 Autorisatiounen fir d'Zucht vun Hënn oder Kazen zu Lëtzebuerg.

D'Fuddermëttelgesetzgebung gesäit fir Betriber, déi Déiere fir Verfидderungszwecker ziichten, keng Autorisatioun, mee eng Registréierung vir. Momentan ass zu Lëtzebuerg kee Betrib als Ziichter vun Déieren fir Verfидderungszwecker registréiert.

ad 4. Op Lëtzebuerg gi keng Déiere fir Verfидderungszwecker aus Drëttstaaten importéiert. D'Liwwerung vu Fuddermëttel aus aneren EU-Staaten ass keen Import weinst dem gemeinsamen europäesche Bannemaart. Déi grenzüwwerschreidend Liwwerungen um Bannemaart mussen net ugemellt ginn, dofir gëtt et keng Informatiounen, ob a wéi vill Déiere fir Verfидderungszwecker op Lëtzebuerg geliwwert ginn. Bei de Fuddermëttelkontrolle gesinn d'Inspektoren vun der ALVA, dass verschidde Fuddermëttelhändler déifgefrueren Déiere wéi Raten, Mais oder Fësch als Fudder fir Reptilien verkafen.

.....
Prix de l'eau potable | Question 2233 (18/04/2025)
de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Duerch de Klimawandel wäert d'Waasser an Europa, an och zu Lëtzebuerg, ëmmer méi knapp ginn. An enger rezenter Etüd mécht den European Parliamentary Research Service eng Analys vum Waassermangel, deem an den nächste Joren op eis wäert duerkommen, grad mam Klimawandel.

Et ass wichteg, dass mir eis all haut scho preparéieren, fir verantwortungsvoll mam Waasser ëmzegoen. Proppert Waasser ass iwwerliwwenswichtig. Proppert Waasser sollt an den Haushalter virun allem dofir genotzt ginn, fir konsuméiert ze ginn. Wien Drénkwaasser notzt, fir seng Schwämm ze fëllen, sollt fir de Liter och méi bezuele wéi deem, deem seng Grondbedürfnisser deckt.

An der Äntwert op meng Fro N° 1489 hat d'Regierung geschriwwen, dass si sech nach net mam Aféiere vun engem gratis Volumen un Drénkwaasser

¹² ECDC: European Centre for Disease Prevention and Control, EMA: European Medicines Agency

auserneegesat hat. Am Koalitionsaccord ass rieds vun engem harmoniséierte Waasserpräis.

Des Weideren hat den Inneminister an der Chamber am Februar 2025 erklärt, dass dat Lëtzebuergesch Waassergesetz et net erlaabt, fir ee gratis Volumen un Drénkwaasser ze ginn an direkt um Präis ze intervenéieren, mee dass d'Gemenge sozial Moosnamen huele kënnen, fir dass d'Leit d'Käschte manner erdroen.

A Frankräich gëtt et Gemengen, wou déi éischt Liter Drénkwaasser pro Dag gratis sinn oder ee symbolesche Präis kaschten. Ee „Woxx“-Artikel vun 2023 erklärt: „In Dunkerque zum Beispiel wird für die ersten 80 Kubikmeter jährlich (etwa 220 Liter täglich) ein symbolischer Preis berechnet, danach wird es teurer.“

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir den Interieur a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Léisst déi Lëtzebuergesch Gesetzgebung (notamment d'Waassergesetz vun 2008) eng sozial Staffellung vum Drénkwaasserpräis zou a kéint eng Gemeng esou eng sozial Staffellung fir d'Haushalter aféieren, wa se dat wëllt?

2. Wëll d'Regierung eng Ännerung vum Gesetz proposéieren, fir dass déi éischt Liter Drénkwaasser, wéi a Frankräich, och kéinte gratis zur Verfügung gestallt ginn?

Réponse (02/06/2025) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Laut Artikel 12 vum Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 gëtt de Waasserpräis – esou ewéi vun der europäescher Waasserrahmenrichtlinn¹³ gefuerdert – op Basis vum Käschtendeckungsprinzip berechent. Am Aklang mat dësem Prinzip soll sech de Waasserpräis op déi reell Käschte vun der Waasserdéngschtleeschung baséieren an de Verbraucher säin ugepasste Bäitrag zu dëse Käschte leeschten. Ee Modell, wou ee gewëssene Volume fir d'Deckung vun de Grondbedierfnesser an de järeleche Fixkäschten enthalte wier, misst esou opgestallt ginn, datt de Verbrauch, deen iwwert déi Bedierfnesser géif erausgoen, entsprechend méi deier géif ginn, fir datt sou déi reell Käschten ofgedeckt géife ginn an domadder d'Obligatiounen vun der europäescher Waasserrahmenrichtlinn respektéiert wieren. D'Ofrechnungen wiere bei sou engem Szenario och extreem komplizéiert ze maachen, virun allem bei Residenzen, well jo misst e Lien tëscht dem Compteur an der Unzuel vu berechtigter Verbraucher, déi dodrun ugeschloss sinn, gemaach ginn, fir korrekt kënnen ofzerechnen. Aus dëse Grënn gesäit d'Sozialhëllefegesetz vum 18. Dezember 2009 vir, de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, déi hir Drénk-an Ofwaasserrechnungen net kënnen bezuelen. D'Gemengen hunn zousätzlech och d'Méiglechkeet, iwwert d'Artikelen 43 a 47 vum Waassergesetz e Règlement ze huelen, fir verschidde Stéit eng Allocation de vie chère fir d'Drénk- an Ofwaasserkäschten ze ginn.

ad 2. Den Ëmweltministère ass amgaangen eng Strategie opzestellen, fir d'Drénkwaasserversuergung zu Lëtzebuerg laangfristeg ofzesécheren. Méiglech Upassungen vum Drénkwaasserpräis kéinten am Kader vun der Ëmsetzung vun der Strategie diskutéiert ginn.

Piste cyclable 21 entre Clervaux et Troisvierges | Question 2234 (18/04/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

D'Velospist PC21 soll, wann se fäerdeggestallt ass, Clief mat Elwe verbannen. D'Aarbechten dofir sinn a Lousen opgedeelt, sou wéi et och an engem Descriptif général vum Mobilitéitsministère kommunizéiert gouf.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Mobilitéitsministère:

1. Am Hibleck op de Lous 2, deen d'Maulesmille mat Fünfbunne verbënnt an dee laut dem Descriptif vum Mobilitéitsministère am Summer 2025 fäerdeggestallt soll ginn: Lafen d'Aarbechten hei programm-geméis of a kann den Zäitplang agehale ginn?

2. Am Hibleck op de Lous 3: Gouf hei ewell, wéi virgesinn, eng Ausschreiwung fir d'Aarbechte gemaach a fir wéini schätzt de Mobilitéitsministère d'Fäerdegstellung vum Lous 3 an?

Réponse (19/05/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte freet am Kader vu senger parlamentarescher Fro no de Fortschreitter bei den Aarbechten un der nationaler Velospist PC21 tëscht Clief an Elwen.

ad 1. D'Aarbechten um Lous 2 tëscht der Maulesmille an der Pafemille kommen aktuell gutt virun a ginn – wéi ursprénglech geplangt – am Prinzip am Laf vum Summer 2025 ofgeschloss.

ad 2. D'Lous 3 betrëfft d'Aarbechten op der Héicht vun der Pafemille.

Dës ginn nach virum Summer 2025 ausgeschriwwen, mat engem geplangte Start vun den Aarbechten am Fréijoer 2026.

D'Bauzäit gëtt op ronn ee Joer geschat.

Déclin des cafés et gestion des licences de débit de boissons | Question 2235 (22/04/2025) de **M. Tom Weidig** (ADR)

Den 20. März 2025 konnt een am „LW“-Artikel „Der Kampf gegen das Cafésterben“ liesen, datt d'Bistros-tierwen hei am Land weidergeet. Gouf et 2017 nach 967 Cafén, hu mir aktuell nëmme méi 741 Cafén. Ursaachen, déi dozou gefouert hunn, gëtt et eng ganz Rei. Eng dovun ass sécherlech d'Problematik vun de Schanklizenzen.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Wirtschaftsminister:

1. Wéi vill Schanklizenze gëtt et hei zu Lëtzebuerg – vum Typ „privileg“ (un e Gebai gebonnen)? – vum Typ „volante“? – vum Typ „hors nombre“?

2. Gëtt et soss nach aner Typen vu Schanklizenzen?

3. Wéi vill vun alle Lizenzen ginn aktiv benotzt?

4. Verfält eng Lizenz, wa se net méi benotzt gëtt no engem bestëmmten Zäitraum? Wann net, ass dru geduecht, dat ze änneren?

5. Gëtt et e Regëster vun de Schanklizenzen? Wat fir Informatiounen hält de Regëster pro Schanklizenz fest (z. B. den Typ, ob se aktiv ass, a wat fir enger Gemeng se ass asw.)? Ass dee Regëster ëffentlech?

6. Wann net, gëtt dru geduecht, esou ee Regëster unzeleeën an ëffentlech ze maache fir méi Transparenz?

7. Kënn Dir eis matdeelen, wéi déi Zuele sech an de leschten zéng Joer entwéckelt hunn, haaptsächlech wat den Typ „hors nombre“ ugeet?

8. Wat ass de Präis vun enger „hors nombre“ Schanklizenz

– fir ëffentlech Aarichtungen wéi z. B. Gemengen?

– fir privat Persounen?

9. Wéi vill Schanklizenzen vu jeeweils all Typ befanne sech an den Hänn vun de Brauereien

– duerch direkte Besëtzer?

– duerch Pachtvertrag?

10. Ass bekannt, wéi vill Bedreiwer mat enger gepachter Schanklizenz eng Exklusivitéitsklausel an hirem Kontrakt hunn?

Réponse (22/05/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. D'Unzuel vu Lizenzen pro Typ läit aktuell bei:

– Lizenz „débit unique“: 52

– Lizenz „privileg“: 517

– Lizenz „volante“: 1.654

– Lizenz „hors nombre“: 1.043

ad 2. Nee.

ad 3. Vun de virgenannte Lizenzen ginn der aktuell 2.767 aktiv benotzt.

ad 4. D'Cabaretag-Gesetz gesäit vir wéini Lizenzen verfallen. Dëst ass z. B. fir eng Lizenz vum Typ „privileg“ oder „volante“ de Fall, wann am Laf vun engem Kalennerjoer d'Exploitatioun vun der Lizenz net effektiv ausgeübt gouf oder während sechs Méint hannerreeën ënnerbrach war. Den Titulaire vun der Lizenz kann awer eng Dispens vun der Exploitatioun beim Direkter vun der Douane ufroen. Esou eng Dispens gëllt maximal fir fënnf Joer, vum Datum vun der Demande un.

ad 5. D'Douane ass zoustänneg, fir d'Lizenzen ze geréieren. Déi verschidden Donnéeën ginn an engem interne Regëster gespäichert:

– Lizenznummer

– Typ vun der Lizenz

– Status vun der Lizenz

– Datum vun der Autorisatioun

– De Montant vun der Jorestax

– Numm an Adress vum Ausschank

– Numm, Adress a Matricule vum Besëtzer vun der Lizenz

– Numm, Adress a Matricule vum Debitant

– Numm, Adress a Matricule vum Gerant

– Numm, Adress a Matricule vum Sous-gerant.

Dëse Regëster ass net ëffentlech.

ad 6. Bedéngt duerch den Dateschutz gëtt et keen ëffentleche Regëster an et ass aktuell och net geplangt, esou een unzeleeën.

ad 7. Hei d'Entwécklung vun de Lizenzen vum Typ „hors nombre“: ↑

ad 8. Den Artikel 6 vum Cabaretag-Gesetz gesäit eng Taxe d'établissement vun 2.400 Euro bis 4.900 Euro vir, plus 2.200 Euro wann den Demandeur keng Verzichtserklärung op eng Lizenz vum Typ „privileg“ oder „volante“ ka virweisen. Dozou kommen dann nach d'Erëffnungstax an d'Jorestax, déi allebéid am Verhältnis zur Awunnerzuel variéieren.

ad 9. D'Brauereie sinn am Besëtzer vun 1.196 Lizenzen, opgedeelt op:

– Lizenz „privileg“: 2

– Lizenz „volante“: 1.147

– Lizenz „hors nombre“: 47

¹³ Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

Der Douane ass net bekannt, ob Exploitanten ee Pachtvertrag mat enger Brauerei ofgeschloss hunn.

ad 10. Och dës Informatiounen sinn der Douane net bekannt.

Manque de personnel au sein de la police judiciaire | Question 2239 (22/04/2025) de M. Dan Biancalana | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Lors d'une récente interview en date du 15 avril 2025, le Procureur général d'État, M. John Petry, a exprimé sa préoccupation quant aux délais importants dans le traitement des affaires pénales, en particulier dans les domaines de la criminalité financière et économique. Il a souligné que ces retards sont principalement dus à un manque de personnel au sein de la police judiciaire, malgré les efforts de recrutement entrepris par les ministres successifs. Il a également insisté sur la nécessité d'améliorer l'attractivité financière de ce service et de poursuivre la digitalisation du processus pénal.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelles mesures concrètes le ministère envisage-t-il pour renforcer les effectifs de la police judiciaire, notamment dans les services spécialisés en criminalité financière et économique ?

2) Des améliorations sont-elles prévues en matière de rémunération ou de conditions de travail afin d'améliorer l'attractivité des postes au sein de la police judiciaire ?

3) Quel est l'état d'avancement de la digitalisation des procédures pénales, en particulier en ce qui concerne la collaboration entre la police judiciaire et le parquet ?

4) Le Gouvernement envisage-t-il d'autres initiatives pour améliorer l'efficacité des enquêtes et réduire les délais de traitement des affaires pénales ?

Réponse (21/05/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) La lutte contre la criminalité financière constitue une priorité pour le Gouvernement. Il est d'ores et déjà prévu pour les années 2025 et 2026 de recruter 10 nouveaux membres annuellement, soit 20 membres au total dans le cadre d'un recrutement extraordinaire.

Le Ministre des Affaires intérieures souhaite renforcer le Département éco-fin de 70 membres grâce à un recrutement extraordinaire au-delà de 2026, pour atteindre un effectif total de 200 membres du département d'ici 2030.

ad 2) Les campagnes de recrutement de la police ont porté leurs fruits, puisque le nombre de candidats a dépassé le nombre de postes à pourvoir au sein de la police. Les dernières vagues de recrutement ont démontré que les métiers de la police restent attractifs et attirent des profils très divers, de tous âges et sexes, avec des expériences et expertises variées. Ceci est vrai pour le cadre policier aussi bien que pour le cadre civil.

Les réflexions sur les conditions de travail de la Police grand-ducale, y compris la police judiciaire, constituent un processus continu.

ad 3) Le projet de la digitalisation de la chaîne pénale fait partie de la feuille de route actuelle des projets de digitalisation et de modernisation des applications

informatiques de l'administration judiciaire, définie par la Direction de l'information et de la digitalisation de l'administration judiciaire.

Il s'agit d'un projet prioritaire qui a, entre autres, comme objectifs la mise en place d'échanges électroniques avec des parties externes, et plus particulièrement avec la Police grand-ducale ainsi que l'automatisation des communications entre les applications et les outils de travail, mises à la disposition des utilisateurs internes de l'administration judiciaire pour le traitement des affaires pénales.

Il est aussi prévu de concevoir une GED (Gestion électronique de documents) interfacée avec les applications, permettant la réception, le traitement et le stockage de documents d'une façon électronique.

La Direction de l'information et de la digitalisation de l'administration judiciaire est en contact avec des représentants de la Police grand-ducale afin d'échanger sur les choix faits de part et d'autre dans le cadre des projets respectifs des futures applications de travail, afin d'assurer un échange automatique entre la/les future/s application/s métier de la Police grand-ducale et les futures applications informatiques de l'administration judiciaire à partir de leurs dates de déploiement respectives.

L'approche adoptée par la Direction de l'information et de la digitalisation en vue de la réalisation du projet est la suivante :

- l'analyse de l'existant ;
- l'analyse de la cible ;
- la réalisation.

L'analyse de l'existant (fonctionnel et technique) a été réalisée sur l'année 2024 et les travaux se trouvent actuellement à un stade de finalisation.

L'analyse de la cible est en cours à l'heure actuelle.

Afin d'obtenir des résultats plus ou moins rapides et au fil de l'eau sur la durée du projet, il est prévu de fractionner la réalisation du projet de la digitalisation de la chaîne pénale sous forme d'un développement par module fonctionnel.

ad 4) Le Gouvernement est pleinement conscient des enjeux liés à la célérité et à l'efficacité des procédures pénales, tant pour les justiciables que pour le bon fonctionnement de l'appareil judiciaire.

Dans ce contexte, plusieurs initiatives concrètes ont été lancées ou sont en cours d'élaboration :

– Le projet de loi n° 8486 vise ainsi à modifier le Code de procédure pénale pour accélérer les procédures pénales et renforcer le cadre légal national de lutte contre les abus criminels du système financier, en particulier en matière de blanchiment et de financement du terrorisme.

– Le projet de loi n° 7424, quant à lui, vise la mise en place d'une plateforme électronique, permettant d'assurer la transmission aux opérateurs de télécommunication des éléments et informations techniques nécessaires à l'exécution des décisions d'interception et de repérage par une voie sécurisée ainsi que, dans les cas où cela est nécessaire, un retour des informations communiquées. Les destinataires pourront plus aisément et rapidement donner suite aux demandes des autorités judiciaires par le biais d'un transfert électronique et sécurisé des données concernées.

En complément, des groupes de travail interdisciplinaires ont été mis en place pour explorer des pistes supplémentaires. Ces réflexions portent principalement sur l'identification et la levée des obstacles pratiques rencontrés dans les enquêtes et poursuites pénales, avec pour objectif d'assurer une justice plus rapide et plus efficace.

À ce titre, un groupe de travail a été mis en place afin d'analyser de manière globale les différentes possibilités d'accélération des procédures pénales. Ce groupe de travail s'appuie notamment sur des exemples étrangers, parmi lesquels figure le modèle belge de procédure accélérée, qui prévoit des mécanismes efficaces permettant, dans certaines conditions, un traitement rapide des affaires, tout en garantissant les droits de la défense.

Deux autres groupes de travail supplémentaires sont en cours de constitution afin d'examiner de potentielles réformes du Code de procédure pénale, dans le contexte spécifique de la criminalité organisée, et plus particulièrement de la lutte contre les stupéfiants.

L'ensemble de ces initiatives s'inscrit dans une stratégie globale de modernisation de la justice pénale, dont l'objectif est de renforcer l'efficacité des enquêtes et adapter les outils procéduraux aux défis actuels, tout en préservant les droits fondamentaux des personnes concernées.

Recommandations de l'IGP et gestion des violences policières | Question 2240 (22/04/2025) de M. Dan Biancalana (LSAP)

En octobre 2023, le Statéc a publié une analyse dans sa série Regards portant sur la confiance accordée par les citoyens aux institutions luxembourgeoises. Il en ressort que 70,4 % des citoyens font confiance à la Police grand-ducale, ce qui place cette dernière en tête devant d'autres institutions telles que la Justice, le Gouvernement, le Parlement ou encore les médias. En tant que bras armé de l'État, cette image positive revêt une importance particulière pour l'accomplissement de ses missions.

Toutefois, le rapport d'activités 2024 de l'Inspection générale de la police (IGP) met en lumière une hausse marquée du nombre d'enquêtes administratives, souvent liées à des réclamations de citoyens pour comportements inappropriés ou non-respect des procédures internes. L'IGP a émis quatre recommandations à la police dans une optique d'amélioration, dont une seule a été mise en œuvre à ce jour ; une a été expressément refusée, tandis que les deux restantes n'ont, au 31 décembre 2024, pas encore reçu de réponse officielle.

Par ailleurs, il est indiqué que 29 % des enquêtes judiciaires ouvertes en 2024 concernent des faits liés à des violences policières. En parallèle, le rapport annuel de la police mentionne également une recrudescence des cas de rébellion et d'outrages à agents dans l'exercice de leurs fonctions.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures les questions suivantes :

1) Quels sont les dispositifs, procédures ou outils mis à disposition de la police pour réduire les sources d'insatisfaction exprimées par les citoyens ?

2) Quelles sont les quatre recommandations formulées par l'IGP ? Pour quelles raisons une d'entre elles a-t-elle été rejetée ? Pourquoi les deux autres sont-elles restées sans réponse ?

3) Quels sont les moyens concrets et les stratégies mises en œuvre pour prévenir les cas de violence policière ?

4) Dans quelle mesure la formation initiale et continue des agents de police est-elle mobilisée pour améliorer leur rapport avec la population et limiter les incidents ?

5) Quelles actions le Gouvernement envisage-t-il pour encourager un plus grand respect envers les agents de police, dans un contexte où leurs missions deviennent de plus en plus complexes et sensibles ?

Réponse (22/05/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Comme présenté lors de la Commission des Affaires intérieures du 23 avril 2025, il ressort du rapport d'activités de l'Inspection générale de la police (IGP), que si le nombre d'enquêtes administratives ouvertes en 2024 a augmenté par rapport à l'année 2023 en passant de 120 à 141, la proportion des enquêtes initiées sur base de réclamations de citoyens a pourtant baissé (74 % en 2023 contre 69,5 % en 2024).

Le moyen le plus important et efficace pour identifier et remédier aux sources d'insatisfaction exprimées par les citoyens envers la police est l'existence d'un organe de contrôle de la police indépendant, à qui toute réclamation peut être adressée directement, depuis la réforme de l'Inspection générale de la police intervenue en 2018. L'IGP est tenue d'y donner suite, à moins que la réclamation soit manifestement non fondée, insuffisamment précise ou qu'elle n'ait pas pour objet un manquement ou un problème de fonctionnement tels que ceux-ci sont définis par la loi du 18 juillet 2018 sur l'IGP.

Ladite loi prévoit dans son article 5 (3), que l'IGP doit informer le directeur général de la police de l'ouverture de chaque enquête administrative et lui communiquer les résultats de son enquête. Cette disposition garantit que le directeur général de la police soit informé et puisse prendre les mesures appropriées (rappel des procédures, sensibilisation, adaptation des procédures, formation ou un suivi disciplinaire) pour éviter que des situations pareilles ne se reproduisent.

Au-delà des mesures internes à la police, le pouvoir politique prend ses responsabilités. Je renvoie aux « 4P » (personnel, présence renforcée, proximité et prévention), par lesquels je souhaite donner à la police les moyens de remplir au mieux leurs missions et être au service du citoyen. La création d'unités de police locale ainsi que les différents projets de loi que j'ai introduits ou que je m'apprete à introduire dans la procédure législative (Platzverweis, VisuPol, ANPR), ont entre autres pour objectif de renforcer le sentiment de sécurité et, par conséquent, de réduire les insatisfactions.

ad 2) Trois recommandations (363, 364 an 365) portent sur deux affaires concernant l'article 10 (mesures de police administrative) de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et visent soit à compléter les prescriptions de service, soit à adapter le formulaire dressé par les policiers après une telle intervention.

L'une de ces trois recommandations a été acceptée par la police alors que les deux autres ont été refusées.

La quatrième recommandation (366) concerne l'adaptation d'un formulaire du Service national des avertissements taxés relatif aux avertissements taxés non payés et a été rejetée par la Police grand-ducale.

La Police grand-ducale a notifié l'IGP quant à la mise en œuvre des 4 recommandations en date du 11 novembre et du 27 décembre 2024.

Je souligne que les recommandations émises par l'IGP ne revêtent pas un caractère obligatoire. Les motifs de la police se basent sur l'opérationnalité et la bonne exécution des missions, qui sont des prérogatives de la police elle-même.

ad 3) La prévention des cas de violence policière repose sur un ensemble de mesures intégrées, tant au niveau de la formation que du suivi professionnel. Dès la formation de base, l'accent est mis sur le respect du cadre légal, la déontologie, la nécessité et proportionnalité dans le cadre de l'utilisation de la force et la communication. Toutes les interventions policières sont encadrées par des procédures opérationnelles précises et font l'objet d'un suivi régulier par la hiérarchie. Enfin, les mécanismes de contrôle interne et externe jouent un rôle essentiel dans la détection, l'analyse et le traitement des éventuels manquements.

ad 4) Tant au niveau de la formation initiale qu'à celui de la formation continue, l'IGP dispense les cours de déontologie policière en axant celui-ci sur le Code de déontologie de la Police grand-ducale. Une emphase particulière est mise sur l'article 6, alinéa 1^{er} et sur l'article 11, portant sur les notions de courtoisie, de respect, de maîtrise de soi, d'empathie et de prévenance. Un principe d'enseignement important est la dimension comportementale, qui constitue une composante non négligeable de la qualité du service presté et du professionnalisme.

La qualité des relations entre la police et la population est traitée de manière transversale dans la formation de base policière. Elle ne fait pas seulement l'objet d'un seul cours spécifique, mais est abordée dans de nombreuses matières tout au long du cursus. Des aspects tels que la gestion des conflits, les interventions policières, la maîtrise de la violence ou encore les techniques d'audition comportent tous une dimension liée à l'interaction avec le public. Cette approche vise à préparer les fonctionnaires stagiaires à adopter une attitude adaptée dans diverses situations, notamment dans le but de limiter les tensions et de prévenir les incidents.

Au cours de la deuxième année de formation, ces principes sont mis en pratique dans le cadre des stages effectués au sein des unités de terrain. Ces derniers permettent aux futurs policiers d'appliquer les compétences acquises en matière de communication et de gestion des contacts avec la population, sous la supervision de policiers expérimentés.

Par ailleurs, cette thématique reste présente tout au long de la carrière, à travers la formation continue. Des formations spéciales et l'intégration dans des formations techniques et tactiques obligatoires permettent aux policiers de renforcer leurs compétences en matière d'interaction avec la population et d'adapter leurs pratiques aux évolutions sociales et aux attentes du public.

ad 5) Tout outrage envers des agents de police est inacceptable au sein de l'État de droit et dans une société basée sur des valeurs comme le respect à l'égard d'autrui.

Les bodycams, qui seront mises en service le 1^{er} juillet 2025, offriront un moyen aux policiers pour se prémunir contre des outrages et attaques physiques. Dans des situations dégradées, la bodycam peut être utilisée à différentes finalités, notamment comme moyen de désescalade et d'apaisement de l'agressivité aussi bien verbale que physique. Le fait d'être filmé peut inciter les personnes à contenir leurs paroles et se calmer et peut donc prévenir les agressions contre les policiers. Outre le caractère dissuasif escompté, la faculté de disposer a posteriori d'images et de sons enregistrés permettra de saisir le déroulement exact du fait et d'apprécier de façon objective sa gravité.

Par ailleurs à la fin du mois de février 2025, j'ai chargé l'Inspection générale de la police d'analyser

les phénomènes de la rébellion, des outrages et des violences et du refus d'obtempérer à l'encontre des membres de la Police grand-ducale et me soumettre des propositions d'action concrètes.

Répartition des avoirs du Fonds de dotation globale des communes | Question 2241 (22/04/2025) de M. Marc Lies (CSV)

La loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes a introduit de nouveaux critères de redistribution en vue de la répartition des avoirs du Fonds de dotation globale des communes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Monsieur le Ministre peut-il fournir dans un tableau pour l'année 2024 le détail par commune de la répartition du Fonds de dotation globale des communes suivant les critères de péréquation tels que définis à l'article 3, paragraphe (2) de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ?

– Monsieur le Ministre peut-il fournir pour l'impôt commercial communal un tableau détaillé par commune des recettes d'impôt perçues en 2024 et le détail de leur redistribution aux communes du pays ?

– Monsieur le Ministre peut-il fournir un tableau retraçant les montants par commune de leur contribution au Fonds de l'emploi pour l'année 2024 ?

– Monsieur le Ministre peut-il me mettre à disposition un tableau comparatif pour toutes les communes de la dotation totale par habitant sur base des comptes FCDF et ICC de 2022, 2023 et 2024 ?

Réponse (08/05/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Député s'enquiert du décompte du Fonds de dotation globale des communes (FDGC), de l'Impôt commercial communal (ICC) et de la contribution au Fonds pour l'emploi. La loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes introduit des critères de répartition des avoirs du FDGC, qui regroupe une partie des recettes de l'ICC. Ces critères sont les suivants :

1. Une dotation forfaitaire
2. La population ajustée (82 % de la dotation)
3. Les emplois salariés (3 %)
4. L'indice socio-économique (9-10 %)
5. Les logements sociaux (0-1 %)
6. La superficie totale ajustée (5 %)

Un tableau¹⁴ annexé à la présente réponse reproduit les chiffres détaillés relatifs aux finances communales pour l'année 2024.

Avec l'entrée en vigueur de la nouvelle loi réformant les contributions des communes au Fonds pour l'emploi¹⁴, le principe d'une contribution totale des communes correspondant à 2 % du montant du produit total de l'impôt commercial communal sera maintenu, mais les modalités de répartition entre les communes seront adaptées. La participation individuelle de chaque commune sera déterminée en fonction de sa part relative, définie comme le quotient de la participation directe de la commune au produit de

¹⁴ Loi votée le 30 avril 2025 par la Chambre des Députés et qui modifie la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage ; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet.

l'impôt commercial communal généré sur son territoire par la somme des participations directes de l'ensemble des communes. La participation directe d'une commune au produit en impôt commercial communal généré sur son territoire équivaut au montant le plus bas entre 35 pour cent de ce produit et 35 pour cent de la moyenne nationale par habitant des recettes en impôt commercial communal multiplié par le nombre d'habitants de la commune. Le montant restant est affecté au Fonds de dotation globale des communes.

Le présent modèle peut être illustré sur pied de l'équation suivante :⁴

En cas de croissance ou de récession économique, la contribution d'une commune évoluera automatiquement en fonction de la variation de sa participation directe au produit de l'impôt commercial communal généré sur son territoire. Ce mécanisme permettra d'ajuster de manière proportionnée la charge supportée par chaque commune, en assurant ainsi une prise en compte rapide et équitable des changements dans la conjoncture économique.

Accueil des enfants par des prestataires privés | Question 2242 (22/04/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 2156 huet de Minister geschriwwen, dass déi net konventionéiert Gestionnaire (also déi privat Betreibungsstrukture fir Kanner) virun allem am Klengkandberäich eng wichteg Roll spillen an e groussen Deel vum Besoin ofdecken.

Privat Gestionnaire kënnen e Supplement pro Stonn froen. Well et net genuch ëffentlech Betreibungsstrukture gëtt, musse vill Elteren hir Kanner deemno an eng privat Struktur setzen an dofir oft kräfteg Supplemente bezuelen. Vill privat Gestionnaire verdéngen sech esou eng gëllen Nues mat deem System, dee mat Steiergelder subventionéiert gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Fro stellen:

– Dierf eng Privatpersoun, déi eng privat Crèche, déi vum CSA profitéiert, parallel iwwert eng aner Firma, déi der nämlecher Persoun gehéiert, sech d'Gebai ofbezuelt mat deem Geld, wat se vum Staat ausbezuelt kritt?

Falls jo, firwat fënnt de Minister, dass dat fair ass?

Réponse (06/06/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

De Chèque-service accueil (CSA) ass eng finanziell Ënnerstëtzung fir Elteren, déi u Bildungs- a Betreibungsstrukturen (SEA) ausbezuelt gëtt. Dës Hëllef ass u Bedéngunge gebonnen, déi d'Erfëllung vun der Mission de service public viraussetzen, wéi se an der Loi Jeunesse¹⁵ definéiert sinn.

Privatpersounen kënnen sech allgemeng an ënnerschiddleche Gesellschaften engagéieren. Am Fall vun net konventionéierten Acteuren am SEA-Beräich ass et net ausgeschloss, dass d'Gestioun vun der Betreibungsstruktur an d'Propriétéit vum Gebai juristeschesch gesinn an der Hand vun där selwechter Persoun oder deem selwechte Grupp leien. Dës Aktivitéiten mussen awer kloer vunenee getrennt sinn a ginn ausserhalb vum CSA-System organiséiert.

D'Utilisatioun vun de Fongen aus dem CSA ënnerleie kloer Reegelen: Se mussen dem Fonctionnement vun der Struktur dengen, fir eng qualitativ héichwäerteg

Bildung a Betreierung ze assureieren. Et läit an der Verantwortung vum Gestionnaire vun der Betreibungsstruktur fir sécherzestellen, dass d'Finzen am Aklang mat de gesetzleche Viraussetzungen an dem Zil vun der Mission de service public verwalt ginn. Dëst gëtt och iwwerpréift am Kader vu Kontrollen, déi de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend (MENJE) duerchféiert.

D'Hauptprioritéit vum MENJE bleift et, déi ëffentlech Mëttel esou anzesetzen, dass se direkt de Kanner an hirem Bildungs- a Betreibungsliwwen zeguttkommen, an eng héichwäerteg an accessibel Offer fir all Famill ze ënnerstëtzen.

Remboursement des matériaux de remplacement après l'interdiction du mercure dans les plombages dentaires | Question 2243 (22/04/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Zënter dësem Joer ass et verbueden, fir Quecksëlwer (Mercure) an Zännplomben ze verwennen. D'Zänn-doktere mussen an Zukunft Lächer an den Zänn ouni Quecksëlwer fëllen. Am nationalen Aktionsplang vu Lëtzebuerg ass virgesinn, dass d'Nomenclature dofir muss ugepasst ginn, fir dass d'CNS déi nei Zahn-lach-fëllunge kann iwwerhuelen a rembourséieren.

Mir ass awer zougedroe ginn, dass d'Nomenclature nach net ugepasst gouf an Ersatzplombagen net rembourséiert ginn, soudass d'Patienten op de Käschte setzebleiwen an dëst och nach zu méi héijen Tariffer.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a Sozialversécherung dës Fro stellen:

– Wéi eng Alternativen zum Quecksëlwer iwwerhëlt a rembourséiert d'CNS aktuell an zu wéi engen Tariffer?

Réponse (07/05/2025) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Säit dem EU-Reglement vum 17. Mee 2017 (Nummer 2017/852¹⁶), si sämtlech EU-Memberstaaten verpflichtet, de Gebrauch vu Quecksëlwer no an no ofzeschaffen.

Op nationalem Niveau setzt d'Gesetz vum 16. Mee 2019¹⁷, och nach „loi mercure“ genannt, dës Bestëmmungen ëm an definéiert och d'Sanktiounen beim Netanhale vum Reglement. Laut Artikel 3 vun dësem Gesetz soll en nationale Plang fir d'Ofschaf vum Quecksëlwer als Fëllung an den Zänn ausgeschafft ginn. Dës „Plan national pour la réduction progressive de l'utilisation de l'amalgame dentaire“ ass 2023 an d'Liewe geruff ginn.

Wat d'Alternativen zum Quecksëlwer betrëfft, déi aktuell vun der Caisse nationale de santé (CNS) iwwerholl ginn, gëtt op d'Nomenclature vun den Zänn-doktere¹⁸ verwisen.

Dës Nomenclature mécht keen Ënnerscheed tëscht de Materialien, déi vum Zänn-dokter am Kader vun enger Zännfëllung gebraucht ginn. Deementspriedend gëtt et och keng Ënnerscheeder beim Remboursement vun der CNS am Fall vun enger Zännfëllung.

Wat déi ernimmten Zousazkäschen ugeet, sou ass laut Artikel 48 vun der Conventioun tëscht der CNS an der „Association des médecins et médecins-dentistes (AMMD)“ betreffend d'Zänn-doktere vum 13. Dezember

1993 (ofgekierzt „Conventioun CNS-AMMD“) den Zänn-dokter berechtigt, dem Versécheren Zousazkäschen bei Zännfëllungen a Rechnung ze stellen, virausgesat, de Patient gouf am Viraus iwwer dës Zousazkäschen informéiert an huet dës akzeptéiert.

Dobäi kënnt den Artikel 50 Absatz 2 Punkt 8) vun der Conventioun CNS-AMMD, deen et den Zänn-dokteren erlaabt, d'Käschen a Rechnung ze stelle wann hir medezinnesch Leeschtungen de virgesinnenen Tariff aus der Nomenclature dépasséieren. Dës Tariffdepassementer („dépassement des tarifs de prise en charge“) mussen vum Zänn-dokter duerch en „CP8“ op der Dokteschrechnung gekennzeechent ginn.

De selwechten Artikel schreift awer och, dass dës Tariffdepassementer mat „tact et mesure“ sollen applizéiert ginn.

Évaluation des relations économiques et diplomatiques entre le Luxembourg et la Chine | Question 2244 (22/04/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Den Ex-Botschafter vun den USA zu Lëtzebuerg huet an der Press behaupt, dass Lëtzebuerg vu China ëmworbe gëtt. An engem „Wort“-Artikel vum 17. Abrëll 2025, wou et och ëm d'Ofzëie vun der US-Ambassade zu Lëtzebuerg geet, gëtt den Ex-Ambassadeur zitéiert: „Dies ist eines der Hauptprobleme, mit denen wir in unserer Botschaft in Luxemburg konfrontiert waren: die chinesischen Investitionen in Luxemburg und die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen den beiden Ländern.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premier-minister an dem Minister fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Wéi bewäert d'Regierung d'Aussoe vum Ex-US-Ambassadeur betreffend d'Ofhängegkeet vu Lëtzebuerg zu China?

2. Wéi wäerten d'Bezéiungen tëscht Lëtzebuerg a China sech weiderentwéckelen? Wéi eng wirtschaftlech a politesch Interessie verfolgegt déi lëtzebueresch Regierung a China?

Réponse (21/05/2025) de M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. D'Regierung kommentéiert keng Aussoen an der Press vun akkreditéierten oder fréier akkreditéierten Ambassadeuren zu Lëtzebuerg.

ad 2. De bilateralen Handel mat China, inklusiv Hongkong, dee mat engem Handelsvolumen vu 5,69 Milliarden Euro op der 12. Plaz an de Statec-Statistiken („balance des paiements“) fir 2024 steet, ass an de leschten 10 Joer ëm 62,5 % geklommen. Et gëtt bemierkt, dass den Aussenhandel vu Lëtzebuerg am Ganzen ëm 99,1 % an de leschten 10 Joer geklommen ass. Et soll och drun erënnert ginn, dass den Aussenhandel vu Lëtzebuerg op Initiativ vun de lëtzebueresche Betriber stattfënnt an d'Regierung d'Betriber bei hire Schrëtt ënnerstëtzt a begleet.

Élaboration de la future convention pluriannuelle entre l'État et le Fonds national de la recherche | Question 2245 (23/04/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 1599, Madame la Ministre a indiqué que la vacance prolongée du poste de secrétaire général du FNR s'explique par l'élaboration en cours d'une nouvelle loi relative au FNR. Il était selon elle opportun d'attendre que le profil du futur secrétaire général

¹⁵ Loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

¹⁶ Règlement (UE) 2017/852 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 relatif au mercure et abrogeant le règlement (CE) n° 1102/2008.

¹⁷ Loi du 16 mai 2019 concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) 2017/852 du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 relatif au mercure et abrogeant le règlement (CE) n° 1102/2008.

¹⁸ Règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins-dentistes pris en charge par l'assurance maladie.

soit précisé par cette réforme, afin d'assurer une cohérence avec la publication du poste. Le dépôt du projet de loi est annoncé pour le premier semestre 2025. Madame la Ministre ajoute néanmoins que le nouveau secrétaire général ne pourra probablement pas intervenir dans le processus législatif en question.

Par ailleurs, la procédure de sélection du ou de la futur.e secrétaire général.e devrait être clôturée d'ici le troisième trimestre 2025.

Or, cette échéance coïncide avec celle prévue par la convention pluriannuelle en vigueur (2022-2025), qui arrive à échéance le 31 décembre 2025. Ce document constitue un cadre stratégique fondamental pour le FNR, définissant sa politique générale, ses priorités, son plan d'action pluriannuel, son programme annuel d'exécution et le budget correspondant.

La convention actuelle prévoit notamment :

- l'élaboration, pour le 31 mai 2025, d'un rapport d'autoévaluation sur la mise en œuvre du plan d'action et la réalisation des objectifs stratégiques ;
- la possibilité pour le ministère de solliciter une évaluation externe sur la base de ce rapport ;
- la transmission au Gouvernement, au plus tard le 1^{er} décembre 2025, du rapport d'autoévaluation accompagné le cas échéant du rapport externe et des commentaires du FNR ;
- la remise au 1^{er} mai 2026 d'un rapport final couvrant l'ensemble de la période conventionnée.

Ce contexte soulève plusieurs questions quant à l'élaboration de la future convention.

Dès lors, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

- 1) Des discussions préliminaires avec le FNR en vue de la future convention ont-elles déjà été entamées ?
- 2) Le ministère a-t-il d'ores et déjà décidé de commander une évaluation externe du rapport d'autoévaluation à remettre par le FNR au 31 mai 2025, ou cette décision ne sera-t-elle prise qu'après réception du rapport ?
- 3) Quel est le calendrier prévu pour la négociation et la conclusion de la nouvelle convention, qui devra entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2026 ?
- 4) Le projet de loi portant réforme du FNR influencera-t-il le contenu de cette nouvelle convention ? Une nouvelle convention pourra-t-elle entrer en vigueur même si la réforme législative est toujours en cours au 31 décembre 2025 ?
- 5) L'absence actuelle d'un.e secrétaire général.e aura-t-elle un impact sur les travaux préparatoires de la future convention ? La ou le futur.e secrétaire général.e pourra-t-il.elle participer au processus et contribuer à l'élaboration de la nouvelle convention ?
- 6) Compte tenu du rôle stratégique et indépendant du FNR dans le paysage de la recherche au Luxembourg, la vacance prolongée du poste et la coïncidence de la nomination d'un.e nouveau.elle secrétaire général.e avec la phase d'élaboration d'une nouvelle convention ne risquent-elles pas d'affaiblir la capacité du FNR à contribuer pleinement et de manière autonome à des décisions cruciales pour son avenir ?

Réponse (22/05/2025) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1) Des discussions préliminaires avec le FNR en vue de la convention pluriannuelle 2026-2029 sont actuellement en cours. Ce processus est analogue

aux discussions préliminaires qui ont lieu avec les trois centres de recherche publics et avec l'Université du Luxembourg.

ad 2) Une évaluation externe commanditée par le MESR sur base du rapport d'autoévaluation est optionnelle et servirait le cas échéant à clarifier des points et des résultats décrits dans ce même rapport. Une décision sur l'opportunité d'une telle évaluation externe ne peut donc être prise qu'après réception et étude de ce rapport.

ad 3) Il est prévu qu'une première ébauche de la convention 2026-2029 puisse être discutée à partir de l'automne de cette année-ci afin d'arriver à une finalisation avant la fin de l'année. Ce calendrier est analogue à celui qui est prévu pour les trois centres de recherche publics et l'Université du Luxembourg.

ad 4) Le FNR a été continuellement informé sur le processus d'élaboration du projet de loi portant réforme du FNR et est donc à même de travailler sur un projet de convention qui permettra de travailler dans la continuité des objectifs formulés dans la nouvelle convention, même si la réforme législative est toujours en cours au 31 décembre 2025.

ad 5) La loi du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public prévoit dans son article 7 que dans le cadre de la convention pluriannuelle signée avec l'État, le conseil d'administration arrête la politique générale, les choix stratégiques et définit les activités du Fonds. Ce même article stipule que le conseil d'administration arrête la convention pluriannuelle à conclure avec l'État. Le conseil d'administration du FNR est pleinement opérationnel et est soutenu dans l'exercice de ces attributions par le personnel du FNR en vue de réaliser les travaux préparatoires pour la future convention.

ad 6) Vu la répartition des responsabilités entre le conseil d'administration et le secrétaire général telle que prévue par la loi du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public et vu les solutions mises en place afin de permettre au FNR de fonctionner lors de la période de vacance de poste et telles que décrites dans la réponse à la question précédente, le risque décrit semble être maîtrisé.

Imposition sur la fortune des sociétés civiles immobilières (SCI) | Question 2246 (23/04/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

Dans un arrêt datant du 2 avril dernier, la Cour de cassation en France a renversé la pratique sur l'imposition sur la fortune des sociétés civiles immobilières (SCI). L'institution précise que les gains d'une entité dont les actifs sont constitués pour plus de 50 % par des biens immobiliers situés dans un État contractant ne sont imposables que dans cet État. Il en résulte que les parts de SCI ayant leur siège social en France et propriétaires de biens immobiliers situés en France doivent être regardées comme des biens immobiliers. Selon les experts, cet arrêt aurait également des implications sur les fonds immobiliers et les SOPARFI.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- Quelle est l'analyse du Ministère des Finances de cet arrêt de la Cour de cassation en France ?
- Quelle est la lecture du Ministère des Finances de la convention de non double imposition entre le Luxembourg et la France ?

– Quel est l'impact estimé sur les sociétés civiles immobilières luxembourgeoises ayant des avoirs en France ?

– Quel est l'impact estimé sur les fonds immobiliers ?

– Quel est l'impact estimé sur les SOPARFI ?

– Quel est l'impact estimé sur les montages de titrisation ?

Réponse (23/05/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

S'agissant de l'arrêt auquel il est fait référence, il convient de souligner qu'il se rapporte à l'ancienne Convention fiscale signée entre la France et le Luxembourg en 1958 et les avenants y relatifs. Depuis 2018, une nouvelle Convention a été conclue avec la France. Dès lors, la portée juridique de ladite jurisprudence est, par nature, circonscrite à des situations résiduelles relevant de l'application de l'ancienne Convention fiscale.

Il y a lieu de relever enfin que l'arrêt en question se limite expressément à l'analyse du régime applicable aux sociétés civiles immobilières. Toute extension de sa portée à d'autres formes juridiques ne saurait, à ce stade, être présumée par les autorités compétentes luxembourgeoises.

Délais de versement des subventions de loyer | Question 2247 (23/04/2025) de M. David Wagner (déi Lénk)

Selon un reportage récemment paru dans la presse, les délais de versement des subventions loyer se situeraient en moyenne autour de six mois. Ces longs délais qui ont également été confirmés par un communiqué ministériel s'expliqueraient par la complexité des dossiers, notamment les changements fréquents au niveau de l'emploi et des revenus ainsi qu'au niveau de la composition des ménages demandeurs. De plus, l'augmentation du volume des demandes à traiter par les agents du Service des aides au logement ralentirait le traitement des dossiers.

Il va sans dire que des délais trop longs peuvent sérieusement compliquer la vie des ménages demandeurs qui ont besoin de la subvention pour joindre les deux bouts. Votre ministère a en conséquence annoncé la mise en place de certains allègements administratifs pour accélérer le contrôle des dossiers et le versement des subventions. Mais malgré ces adaptations ponctuelles des questionnements plus fondamentaux persistent.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

- 1) Combien de demandes en obtention d'une subvention de loyer sont adressées annuellement au service compétent ? Comment ce nombre a-t-il évolué depuis l'introduction du dispositif ?
- 2) Quel est le taux du nombre de dossiers refusés pour la subvention de loyer par rapport à la totalité des demandes et comment ce taux a-t-il évolué depuis 2016 ?
- 3) Combien d'agents sont responsables du traitement des demandes en obtention d'une subvention loyer ? Combien de dossiers un agent doit-il en moyenne traiter par an ?
- 4) Comment le nombre des agents responsables du traitement des demandes en obtention d'une subvention loyer a-t-il évolué depuis la création du dispositif en 2016 ? Comment le nombre de dossiers à traiter

en moyenne par un agent du service a-t-il évolué pendant cette période ?

5) Les délais toujours plus longs de traitement des demandes en obtention de la subvention de loyer ne sont-ils pas en contradiction avec la volonté affichée du Gouvernement de réduire le non-recours aux aides à la location ? Ces délais ne risquent-ils pas au contraire de décourager des demandeurs potentiels ?

6) Une évaluation externe des processus de traitement des dossiers est-elle effectuée au sein de votre administration ? Dans la négative, Monsieur le Ministre envisagerait-il la mise en œuvre d'une telle évaluation ?

7) Quelle est la stratégie de Monsieur le Ministre pour augmenter le recours à la subvention loyer tout en sachant que le budget pluriannuel prévoit un doublement d'ici 2028 du budget réservé à la subvention de loyer ?

Réponse (03/06/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

La législation sur la subvention de loyer étant en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2016, un total de 35.075 dossiers individuels ont été introduits depuis. La répartition selon l'année ainsi que l'évolution du nombre sont renseignées dans le tableau 1[†] ci-dessous.

Comme déjà mentionné dans la réponse à la question parlementaire n° 2224 du 16 avril 2025, aux nouveaux dossiers introduits s'ajoutent les révisions annuelles prévues par la loi et les réévaluations par suite d'un changement déclaré par les bénéficiaires.

Le nombre d'affaires à traiter s'affiche ainsi comme suit :[†]

Comme déjà évoqué dans la réponse à la question parlementaire n° 2224 prémentionnée, un même dossier de subvention de loyer peut contenir une ou plusieurs plages de refus ou d'accord subséquentes en fonction des changements intervenus dans les dossiers concernés.

Pour les années 2016 à 2024, une subvention de loyer a été accordée (minimum 1 paiement mensuel) dans le nombre de dossiers suivants :[†]

Sur l'ensemble des refus notés depuis l'introduction de la subvention de loyer, la répartition selon le type de refus noté est la suivante :[†]

Une ventilation plus détaillée par année se présente comme suit :[†]

Actuellement, la division des gestionnaires de subvention de loyer est composée de 13 agents.

Comme le nombre d'agents affectés à la division des gestionnaires de subvention de loyer et leurs degrés de tâche respectifs varient fortement au cours des années, le nombre moyen d'ETP affectés par an au groupe concerné se présente comme suit :[†]

En ce qui concerne particulièrement l'année 2024, il faut noter que les 10,40 ETP correspondent en réalité à environ 8 ETP, compte tenu des absences autorisées pour congés, maladies, formations, etc. Ainsi, 1 ETP doit traiter en moyenne 2.500 affaires par an.

Une étude effectuée en 2017¹⁹ par l'Observatoire de l'habitat en collaboration avec le LISER, a retenu que le non-recours à la subvention de loyer s'explique principalement par :

– une très forte mobilité (entrante et sortante) au sein de la population cible,

– une peur d'une stigmatisation
– un défaut d'information
– un découragement lié à la difficulté (réelle ou perçue) de compléter un dossier administratif.

Avec les modifications législatives introduites en 2022²⁰, les modalités de calcul et plus particulièrement les plafonds de revenu ont été adaptés de manière à rendre éligible 50 % de la population. La subvention n'est dès lors plus une aide étatique ciblant particulièrement les « plus défavorisés » mais aussi la « classe moyenne » de la population.

Quant à l'accès aux informations nécessaires, il faut rappeler que de nombreuses informations sont publiées sur les sites Internet www.logement.lu et guichet.public.lu (qui contient d'ailleurs un simulateur permettant au citoyen d'estimer le montant de la subvention de loyer pour son cas précis). Par ailleurs, le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire lance régulièrement des campagnes publicitaires et est présent sur les réseaux sociaux pour donner encore plus de visibilité au dispositif de la subvention de loyer.

L'élément qui semble toutefois freiner le plus le recours à la subvention de loyer constitue effectivement les démarches administratives souvent complexes pour les demandeurs potentiels de l'aide.

À cet égard, une évaluation des processus internes du service concerné fut effectuée en 2018 par un consultant externe. Cette évaluation a notamment permis de débiter, en collaboration avec le Centre des technologies de l'information de l'État, plusieurs projets informatiques visant à simplifier les démarches administratives pour les demandeurs d'aides individuelles au logement.

Ainsi, des accès sécurisés, limités par la loi²¹, à certaines données d'autres administrations ont depuis pu être mis en place, à savoir les accès aux informations :

– de la Caisse pour l'avenir des enfants en relation avec les allocations familiales,
– du Fonds national de solidarité concernant le revenu d'inclusion sociale, revenu pour personnes gravement handicapées, etc.,
– du Centre commun de la sécurité sociale relatives aux affiliations des demandeurs,
– de la Caisse nationale de santé concernant la co-assurance des enfants à charge des demandeurs.

À savoir aussi que depuis mars 2025, une démarche est accessible via le portail MyGuichet permettant aux demandeurs de compléter leur dossier déjà existant par voie électronique et d'éviter ainsi les délais postaux.

En outre des maints changements de la législation au cours des années (2017, 2018, 2020, 2022, 2023, 2024), ainsi que celle déposée le 29 avril 2025, tendent à modifier fondamentalement certaines modalités d'évaluation et le processus de révision des dossiers de subvention de loyer.

Avec l'introduction des modifications prévues par le PL n° 8532 du 29 avril 2025, la situation des bénéficiaires ne sera réévaluée qu'au moment des révisions annuelles des dossiers et ceci notamment sur base des revenus de l'année précédente.

Il suffit dès lors que le bénéficiaire informe le service compétent d'un changement de la situation financière lors des révisions annuelles et les changements pouvant intervenir en cours du traitement du dossier ne freineront plus l'avancement. À noter que tout changement de la composition de la communauté domestique doit toujours être signalé.

Par ces modifications le Ministère du Logement et de l'Aménagement du territoire estime pouvoir réduire considérablement le délai de traitement des dossiers et une évaluation des processus par une entité externe n'apporta guère de plus-value.

Usage du téléphone au volant | Question 2248 (24/04/2025) de **M. André Bauler** (DP)

La presse quotidienne vient d'annoncer que la police a détecté, ces derniers jours, plusieurs automobilistes qui ont utilisé leur portable durant leur déplacement en voiture. Il va sans dire que l'usage du GSM au volant est durement sanctionné puisqu'il accroît sensiblement le risque d'accident. En effet, à en croire des médias, une grande partie des accidents mortels sur les autoroutes seraient dus à cette utilisation expressément interdite par la loi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et au Ministre des Affaires intérieures :

1) Quel est le nombre d'automobilistes qui ont été identifiés dans ce contexte par les autorités policières depuis avril 2024 ?

2) Est-il possible de distinguer les conducteurs qui ont bravé cette interdiction selon la catégorie d'âge et selon le type de véhicule qu'ils ont utilisé ?

3) Monsieur le Ministre prévoit-il d'organiser des contrôles supplémentaires dans ce cadre spécifique au cours des semaines à venir ? Une campagne de sensibilisation renforcée des conducteurs est-elle prévue à ce sujet ?

Réponse (23/05/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Du 1^{er} avril 2024 au 25 avril 2025, la police a sanctionné 6.221 conducteurs de véhicules par un avertissement taxé pour avoir tenu en main ou manipulé un appareil électronique mobile doté d'un écran durant leur déplacement en voiture. Dans ces cas, le « déplacement » vise un véhicule qui n'était ni en stationnement, ni en parage.

Durant la même période, 20 procès-verbaux ont été dressés à l'encontre de conducteurs pour les mêmes faits, mais établis dans le cadre d'un accident ou en lien avec une autre infraction telle que la conduite sous l'influence de l'alcool.

ad 2) Il n'est pas possible de faire une distinction entre les conducteurs sanctionnés en fonction de leur catégorie d'âge ou du type de véhicule (motorisé) utilisé.

La seule distinction pouvant être établie concerne les cyclistes, pour qui l'article du Code de la route s'applique également et qui encourent donc la même amende de 250 euros que les conducteurs de véhicules. Cependant, les cyclistes ne sont pas concernés par la perte de points.

Parmi les 6.221 conducteurs sanctionnés mentionnés dans la réponse à la première question, 32 étaient des cyclistes.

ad 3) Une campagne « Ofenkung & Pabeieren » (distraction, utilisation illicite du téléphone portable, documents de bord, etc.) est prévue pour le mois de juin 2025 au niveau national par la police.

Afin de garantir la sécurité de tous, conducteurs et piétons, le Ministère des Affaires intérieures et la police collaborent étroitement avec le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics (MMTP) et ses services, notamment dans le cadre des Plans d'action

²⁰ Loi du 22 juillet 2022 relative à une subvention de loyer

²¹ Chapitre 6 de la loi modifiée du 7 août 2023 relative aux aides individuelles au logement

¹⁹ Source : Julien Licheron, Rapport pour le Ministère du Logement, 15 juin 2017



pour la sécurité routière, qui prévoient des contrôles d'envergure menés par les différentes unités de police. Ces contrôles incluent, entre autres, l'utilisation de téléphones portables, telle que prévue explicitement dans le Plan national de sécurité routière 2024-2028 et plus particulièrement dans la mesure n° 15 ci-dessous :[†]

Le Plan national de sécurité routière prévoit également, dans sa mesure n° 3, une collaboration étroite entre les différents acteurs concernés, notamment le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, la Sécurité routière et la police. L'objectif des campagnes de sensibilisation est de sensibiliser et d'informer la population avant d'engager une phase répressive.[†]

Dans cet ordre d'idées, une campagne visant à sensibiliser les usagers de la route quant aux dangers d'utiliser un appareil mobile en conduisant intitulée « Gardez les yeux sur la route » a été lancée par le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, la Police grand-ducale et la Sécurité routière en 2024.

Congé sportif | Question 2249 (24/04/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Eent vun den Haaptziler vun der Reform vum Congé sportif war d'Ennerstützung an d'Unerkenne vum Benevolat am Beräich vum Sport, an absënns an de Sportfederatiounen an an de Sportsveräiner.

Déi nei Gesetzgebung ass den 1. Januar 2024 a Kraaft getrueden. An engem rezenten Interview an enger Lëtzebuurger Tageszeitung weist de Sportminister sech relativ enttäuscht iwwer de Bilan vum 1. Joer nom Akraafttriede vum neie Gesetz. Och huet hie gemengt, dass de Secteur eventuell net genuch Informatiounen hätt.

Aus dem Aktivitéitsbericht vum Sportsministère fir 2024 geet ervir, dass fir d'Joer 2024 insgesamt 853.625,64 € am Kontext vum Congé sportif ausbezuelet gi sinn, obwuel am Budget fir dat Joer 2,1 Mio € virgesi waren.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sport dës Froe stellen:

1. Kann de Minister een Tableau vum Congé sportif mat der Zuel vun den Demanden, der Zuel vun de gefrote Stonnen, der Zuel vun den accordéierten Demanden an der Gesamtzuel vun den Ausgabe vun de Joren 2018–2024 (opgeschlüsselt pro Joer) opstellen?

2. Laut Aktivitéitsbericht 2023 huet missen een Deel vun den Ausgabe vun 2023 op d'Joer 2024 imputéiert ginn – ëm wat fir ee Betrag handelt et sech hei?

3. Den 12. Dezember 2023 huet den haitege Sportminister eng Circulaire iwwer de Congé sportif un d'Sportfederatiounen geschéckt, déi ee Kompetitiounssport bedreiwen, obwuel de reforméierte Congé sportif sech och un déi Benevole vun de Federatiounen an de Veräiner riicht, déi kee Kompetitiounssport bedreiwen.

Firwat ass dës Circulaire net un all unerkannte Sportfederatioun geschéckt ginn, mam Opruff se och un hir Veräiner weiderzeleeden?

4. Ass de Sportminister, dass a senger Amtszäit bis elo genuch respektiv iwwerhaapt déi néideg Informatiounen iwwer déi nei Modalitéite vum Congé sportif am Sportssektor ukomm sinn?

5. Firwat gouf net am Joer 2024 eng weider, méi informativ Circulaire un all Sportverbänn a Sportveräiner am Land adresséiert?

6. Firwat gouf an der grouss ugeluechter Campagne „Gamechangers – fir e staarke Benevolat am Sport“

net iwwer déi nei Modalitéiten am Beräich vum Congé sportif kommunizéiert?

7. Am Kontext vun der Reform vum Congé sportif sollt och parallel un engem Informatikprogramm geschafft ginn. Wou sinn dës Beméiungen, iwwer e Joer nom Akraafttriede vum neie Gesetz, drun?

8. Laut Aktivitéitsbericht 2024 ass d'Zuel vun de Congésdeeg fir déi sougenannten „administrativ Aarbecht“ un d'Zuel vun de Kompetitiounslizenzen gebonnen. Fakt ass awer, dass och Sportfederatiounen a Sportsveräiner, déi kee Kompetitiounssport maachen, Congé sportif zegutt hunn.

– Wéi vill vun den am Joer 2024 1.287 Veräiner falen net ënnert de Kompetitiounssport?

– Wéi vill Responsabelen vun dëse Veräiner hunn eng Demande fir de Congé sportif gestallt?

– Wéi vill Responsabelen vun enger unerkannter Sportfederatioun, déi awer net am Kompetitiounssport tätég ass, hunn eng Demande fir de Congé sportif gemaach?

Réponse (22/05/2025) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1. Tablo[†]

ad 2. 28.302,73 EUR vun den Ausgabe fir Congé sportif 2023 sinn op d'Joer 2024 imputéiert ginn.

ad 3. Den Titel vun der genannter Circulaire wor no dréiglech gekuckt net glécklech gewielt. Se ass awer den 13. Dezember 2023 un all déi agreéiert Federatiounen gemailt ginn, mam Opruff se un hir affiliéiert Veräiner weiderzeleeden.

ad 4. Wéi aus den Elementer heidrënner ervirgeet, sinn ech der Meenung, datt meng Servicer eng gutt Opklärungsarbecht geleescht hunn.

Am Juli 2023 gouf eng Informatiounsversammlung fir d'Federatiounen organiséiert, wou de Congé sportif detailléiert virgestallt ginn ass. Dono ass den 13. Dezember 2023, déi ënnert dem Punkt 3 erwänten, Circulaire un déi agreéiert Federatiounen gemailt ginn.

Donieft ass de Sportsministère a reegelméissegem Austausch mat de Federatiounen, wou de Congé sportif natierlech och en Thema ass.

Am Januar 2025 ass, am Kader vun der Campagne „Gamechangers“, eng Visiokonferenz zum Thema Congé sportif gehale ginn.

Ausserdeem sinn d'Informatiounen zum Congé sportif iwwer de Site vum Sportsministère <https://sports.public.lu> disponibel.

ad 5. Sou wéi aus der Äntwert op d'Fro 4 ervirgeet, sinn all déi relevant Informatiounen betreffend dat neit Gesetz iwwer de Congé sportif un de Mouvement sportif weidergeleet ginn, sou datt eng zousätzlech Circulaire keng Plus-value duergestallt hätt.

ad 6. Och hei verweisen ech op d'Äntwert op d'Fro 4.

ad 7. Den Informatikprogramm ass zanter dem Januar 2025 operationell. D'Applikatioun MyGuichet wäert voraussichtlech am Juli 2025 a Betrib geholl ginn.

ad 8.

– Sou wéi ech et schon a menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2136 präziséiert hat, falen 200 Veräiner net ënnert de Kompetitiounssport.

– Fir 2024 huet kee Responsabele vun engem Veräin, deen net ënnert de Kompetitiounssport fält, eng Demande fir de Congé sportif eragereecht.

– Fir 2024 huet kee Responsabele vun enger Federatioun, déi net ënnert de Kompetitiounssport fält, eng Demande fir de Congé sportif eragereecht.

Maison des sports | Question 2250 (24/04/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Wéi an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 2110 confirméiert, huet de Sportminister op der Generalversammlung vum COSL den 29. Mäerz 2025 präziséiert, dass de Staat wäert Gebailechkeeten op der Cloche d'Or bei engem private Promoteur lounen, wou déi scho laang vum COSL gefuerdert nei Maison des sports soll hikommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen a fir Sport dës Froe stellen:

1. Wem gehéiert aktuell den Terrain, wou dës nei Gebailechkeete wäerten drop gebaut ginn?

2. Wien ass de private Promoteur, deen dës Gebailechkeete wäert bauen?

3. Wéi vill m² Fläch wäert dës Bau insgesamt hunn?

4. Wéi vill m² wäert de Staat an dës Gebailechkeeten insgesamt lounen?

5. Wéi vill m² wäerten am Ganze fir d'Maison des sports do virgesi ginn?

6. Ënnert wat fir engem Budgetartikel wäerten dës Fraise rëmfanne sinn?

7. Ass geplangt, dass och nach aner Institutionen nieft dem COSL an de Sportverbänn an deem Gebai wäerten ënnerkommen, esou wéi dat och op der Areler Strooss de Fall ass?

8. Mengen Informatiounen no huet den COSL scho säit Längerem eng Opstellung gemaach, wat alles an enger neier Maison des sports vu Raimlechkeeten an Equipementer fir den COSL selwer a fir d'Verbänn wäert gebraucht ginn – sinn dës Besoinen an der Planung vun den neie Raimlechkeete consideréiert ginn?

9. Wéini gëtt genau mam Bau vun der neier Maison des sports ugefaangen a wéini ass – Stand haut – virgesinn, dass souwuel den COSL wéi och d'Sportverbänn do definitiv anzéie kënnen?

10. Sinn an der neier Maison des sports och Raimlechkeete fir den INAPS virgesinn, dee jo opgrond vu sengem Wuesstum net méi genuch Plaz um INS huet?

Réponse (26/05/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1. bis 3. Den Terrain gehéiert engem private Promoteur, dem Groupe Giorgetti, deen och d'Gebailechkeeten, mat enger Gesamt-Fläch vun ëm déi 12.000 m², wäert bauen.

ad 4 a 5. Et ass virgesinn, datt an den zukünftege Gebailechkeeten ënnerschiddlech Verwaltungen ënnerkommen, nieft enger neier Maison des sports. Vu dass de Plang vum Gebai nach net definitiv steet, ass et zu dësem Zäitpunkt nach net méiglech ze soen, wéi eng Surface déi nei Maison des sports wäert hunn.

ad 6. Déi Operatioun wäert iwwer een entsprechen Budgetartikel fir d'Locatioun vu Gebaier stoe kommen.

ad 7. cf. Äntwerten op d'Fro 4 an 8.

ad 8. De Besoin vum COSL sollen no Méiglechkeet all an deem neie Gebai Rechnung gedroe ginn. De Finanzministère insistéiert allerdéngs, datt d'Surfacë rationell a funktionell exploitéiert ginn an datt Synergien tëscht deene verschiddenen Servicer a Verbänn vum COSL, mee och mat deenen anere Verwaltungen, déi an deem Gebai ënnerkommen, sollen entstoen. Dëst Gebai ass eng Opportunitéit, fir datt d'Maison des sports an d'Verwaltungen an engem moderne Gebai kënnen funktionéieren.

ad 9. Et ass ze bemierken, datt déi detailléiert Planunge fir d'Maison des sports elo réischt ufänken an de Staat nach kee genaue Planning vum Promoteur kritt huet. Duerfir ass et aktuell nach ze fréi, fir méi Detailler iwwer den Ufank an den Ofschloss vun den Aarbechte matzedeelen.

ad 10. 2024 an 2025 ass d'Bureausfläch am Gebai vum Sportsministère um INS vergréissert ginn, sou dass aktuell genuch Bureausplaze fir den INAPS disponibel sinn. Nodeems de Sportlycée op deen neie Site op Mamer geplënnert wäert sinn, ass virgesinn, dass den INAPS datt aktuell Gebai vum Sportlycée iwwerhëlt. Entsprechend si keng Raimlechkeete fir den INAPS an der neier Maison des sports virgesinn.

Amélioration des compétences en natation des enfants | Question 2251 (25/04/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'Schwammmeeschteren zu Lëtzebuerg sinn net nëmmen um Bord vum Baseng, mee och um Bord vun der Verzweiflung. Zanter 15 Joer fuerderen si e Changement an der Schwammpolitik, well d'Kanner ëmmer manner gutt schwamme kënnen.

Dës Entwécklung ass bedenklich, well d'Schwammekënnen net nëmmen am Kader vun der Gesondheet an der Fräizäitgestaltung wichteg ass, mee och liewenswichtig ka sinn. Wa Kanner net méi richteg schwamme léieren, kéint dat an Zukunft zu méi Accidenter am oder um Waasser féieren.

An deem Zusammenhang wéilt ech de Ministere fir Sport a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkreet Mesurë gesäit de Ministère vir, fir d'Schwammfäegkeete vun de Kanner nees ze verbesseren?
2. Wäert de Ministère d'Schwammmeeschteren an d'Veräiner beim Ausschaffe vun engem Aktiounsplang mat abannen, fir vun hirer Expertise ze profitéieren?
3. Wéi kann een d'Eltere méi staark sensibiliséieren, fir datt si d'Wichtigkeet vum Schwammeléiere fir hir Kanner erkennen?
4. Ass virgesinn, d'Schoulmeeschteren an der Grondschoul an an de Lycéën am Beräich vum Schwammunterricht besser ze forméieren?

Réponse (03/06/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Wichtigkeet vum Schwammeléiere läit de Ministere besonnesch um Häerz. Fir datt eis Kanner och an Zukunft schwamme léieren, ass et wichteg, déi verschidden Acteuren, déi hei intervenéieren, ze stäerken. Am Fall vun de Kompetenze vum Sportsministère ass et dofir essenziell, d'Schwammveräiner verstärkt ze ënnerstëtzen, fir datt si zukünfteg eng erweidert Schwammoffer kënnen ubidden. Am Kader vun der aktuell ugeduechter Reform vun der Ënnerstëtzung vun de Sportveräiner ginn déi organisationell Kapazitéite vun de Veräiner esou gestärkt, datt si hirer sozialer Verantwortung, an zu där zielt am Schwammen natierlech och d'Offer fir eng breet Populatioun vun 0 bis 99, gerecht kënnen ginn. Op der anerer Säit wäert eng zousätzlech erweidert Schwammoffer just méiglech si wa mer genuch Schwammzäiten an eise Schwämmen zur Verfügung hunn. An deem Kontext schafft de Sportsministère aktuell schonn engem nächste Sportinfrastrukturfinanzierungsgesetz mam Zil, d'Gemengen am Land verstärkt beim Bau vu Sportinfrastrukturen ze ënnerstëtzen. Et ass gewosst, datt de Bau, a virun

allem den Ënnerhalt, vun enger Schwämm e gewësse Käschtepunkt fir eng Gemeng huet. Dëst soll allerdéngs keng Brems sinn, sou datt meng Servicer aktuell no Léisunge sichen.

ad 2. Aktuell gëtt keen Aktiounsplang ausgeschafft. Wann dëst geschitt, ass et an den Ae vum Sportsminister extrem wichteg, vun der Erfahrung an Expertise vun de Leit um Terrain ze léieren.

ad 3. De Sportsministère wäert sech an nächster Zäit mat der Schwammfederation austauschen, fir zesummen eng potenziell Sensibilisierungscampagne auszuschaffen.

ad 4. Duerch hir fachlech Ausbildung an duerch déi spezifesch op d'Besoinen vun den Enseignanten ausgeluechte Weiterbildungsoffer vum Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) gëtt séchergestallt, datt si beschdens forméiert sinn, fir de Schwammunterricht ze assuréieren.

Centre socio-éducatif de l'État (Unisec) | Question 2252 (25/04/2025) de M. Fred Keup (ADR)

Zum Jugendprisong (Unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État Unisec) hätt ech folgend Froen un den Här Educatiounsminister:

1. Wéi vill Persounen waren am Joer 2024 am Ganzen an der Unisec agespaart? Wéi deelen si sech op no Geschlecht an Nationalitéit? Wéi ass den Undeel u Persounen, déi am Ausland gebuer goufen? Wéi vill hu kee Wunnsätz zu Lëtzebuerg gehat?
2. Wéi eng Sprooch gëtt üblecherweis vum Personal an der Kommunikatioun mat de Jugendlechen an der Unisec benotzt? Muss d'Personal (Educateuren, Sécherheetspersonal) déi dräi administrativ Sproochen, besonnesch och Lëtzebuergesch, beherrschen? Falls net, aus wéi engem Grond gëtt sech hei géint adequat Kenntniser an den dräi Sproochen a besonnesch am Lëtzebuergesch ausgeschwat?
3. Kann den Här Minister confirméieren, datt den 31. Mäerz eng Aktivitéit während der Schoulzäit an der Unisec stattfonnt huet, fir d'Enn vum Ramadan ze feieren? Ginn am Jugendprisong Mannerjäreger festgehalten, déi den islamesche Glawe praktizéieren a wa jo, wéi vill?
4. Huet d'Relioun vu verschiddene Mannerjäreger en Afloss op d'Lesse vun alle Mannerjäreger an der Unisec respektiv stinn deeglech Méiglechkeeten ouni Schwéngfleesch zur Verfügung a sti wéchentlech och nach reegelméisseg Plate mat Schwéngfleesch zur Auswiel oder gëtt hei ganz dorop verzicht?

Réponse (06/06/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Am Joer 2024 goufe 40 Jonker an der Unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État (Unisec) opgeholl, dovun 25 Jongen a 15 Meedercher. Zwee Jonker haten eng duebel Nationalitéit, 25 Jonker sinn net zu Lëtzebuerg op d'Welt komm an 10 hate kee Wunnsätz zu Lëtzebuerg. ↑

ad 2. Üblecherweis gëtt sech an enger Sprooch un de Jonke geriicht, déi dës versteet. Dëst kann eng vun den dräi Landessproochen sinn, oder eng aner, wann se vum Personal geschwat gëtt. D'Personal gëtt agestallt no de Reegelen, déi beim Lëtzebuurger Staat gëllen. Dozou gehéieren d'Maîtrise vun de Landessproochen wéi och d'Méiglechkeeten, dovun dispenséiert ze ginn, am Fall vun engem Matarbechter, deen „héich spezialiséiert“ ass. Dëst ass och emol de Fall, well mir hei vun engem héich spezialiséierten Aarbechtsëmfeld schwätzen, dat et sou net nach eng Keier zu Lëtzebuerg gëtt.

ad 3. Et sief spezifizéiert, datt d'Unisec kee Jugendprisong ass, mee eng Unitéit vum Centre socio-éducatif de l'État (CSEE), enger Struktur vum Lëtzebuergesche Jugendschutz. Doriwwer eraus ass et esou, datt och Jonker mat islameschem Glawen an der Unisec opgeholl ginn. Wéi dacks dëst de Fall ass, a vu wéi vill Jonken den islamesche Glawen och gelieft gëtt, variéiert natierlech. D'Relioun gëtt net systematesch erfaasst. Wa Jonker hire Glawe lieue wëllen, gëtt dëst och an der Unisec am Sënn vun der UN-Kannerrechtskonvention souwéi den UN-Recommendatiounen iwwert d'Justiz fir Kanner a Jonker ënnerstëtzt. Dozou gehéiert den islamesche Faaschtemount. Den Ofschloss vum Faaschtemount ass den 31. Mäerz während enger verlängerter Mëttesstonn mat engem Barbecue a Musek begaang ginn.

ad 4. Am Sënn vun der beschtméiglecher Organisatioun vum Service, huet den CSEE virun enger Zäit decidéiert, ganz op Schwéngfleesch bei de Mëttegiessen, déi vun der Kiche vum CSEE preparéiert ginn, ze verzichten. Et ass och ëmmer méiglech, datt eis Pensionnairen een Iessen ouni Fleesch kréien. Niewent den Iessen, déi vun der Kiche preparéiert ginn, fannen och Kachaktivitéite statt, déi vun den Encadrantë mat de Jonken ënnerholl ginn. Hei kann och Schwéngfleesch verschafft ginn.

Système de contingent pour améliorer l'égalité des chances dans les écoles | Question 2253 (25/04/2025) de Mme Francine Cloesener | M. Dan Biancalana (LSAP)

Fir d'Personal tëscht de Grondschoulen no engem objektive Krittär ze verdeelen, gouf mat der Grondschoulreform vun 2009 de Contingent agefouert. Et ass e Mechanismus, deen sech aus engem Basiscontingent an engem Zousazcontingent zesummesetzt a sécherstelle soll, dass Schoule mat méi Kanner aus benodeelegte Verhältnissen och méi personell Ressourcë kréien, fir dës Kanner ze ënnerstëtzen.

Rezent huet den Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire an engem thematesche Rapport mam Titel „Contingent – Evaluation und Perspektiven für mehr Chancengleichheit im Enseignement Fondamental“ de Mechanismus ënnert d'Lupp geholl. Aus de Conclusiounen vum Rapport geet ervir, dass d'Methodik vum Contingent insgesamt net a Fro gestallt gëtt, mee dass e puer Upassungen an déi aktuell Situatioun néideg wieren. Den Observatoire formuléiert dofir fënnf konkreet Recommendatiounen am Zusammenhang mam Contingent-System, fir d'Bildungsgläichheete méi kleng ze maachen – zu deene Recommendatiounen gehéiert d'Erhéijung vum Zousazcontingent.

Och de Syndikat Erzéiung a Wëssenschaft am OGBL (SEW/OGBL) huet sech rezent mam Sujet vum Contingent befaasst an huet de Bildungsministère effentlech opgefuerdert, „de Contingent-System grondleeënd ze iwwerdenken an no uewen unzepassen“, fir de Schoulen den Handlungsspillraum ze ginn, „fir flexibel an zilorientéiert op d'Bedierfnesser vun hire Schüler:inne reagéieren ze kënnen“.

An deem Kontext wéilt mir dem Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. Wéi eng Suite gëtt de Minister de Recommendatiounen aus dem Rapport thématique vum Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire?
2. Wéi eng Suite gëtt de Minister den Doleancë vum SEW/OGBL?

3. Sinn Upassungen um Niveau vum Contingent (z. B. eng statistesch Glättung, eng Erhöhung vum Zousazcontingent o. Ä.) geplangt?

Falls jo: Wéi eng? Fir wéini plangt de Minister Upassungen? Falls nee: Wéi argumentéiert de Minister, datt en déi offensichtlech noutwendeg Upassungen net mécht?

4. Sinn zousätzlech Förderprogrammer geplangt, fir Schoulen ze hëllefen, déi zousätzlech Ënnerstëtzung brauchen? Falls jo: Wéi eng Programmer si virgesinn? Wéini ginn esou d'Programmer en place agefouert? Falls nee: Firwat kënn de Minister der Recommendatioun vum Observatoire net no?

Réponse (06/06/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1., 2. a 4. Den Observatoire national de l'enfance, de la jeunesse et de la qualité scolaire huet am Kader vu sengem Rapport Contingent – Evaluierung und Perspektiven für mehr Chancengerechtigkeit im Enseignement Fundamental fënnf Recommendatiounen formuléiert:

a. Statistesch Glättung zur Reduzéierung vu järeleche Schwankungen (virun allem bei klengen Gemengen)

Järelech Schwankunge kënnen eenzeg duerch Fluctuationen um Niveau vum de Schülerzuelen entstoën, déi eent vun de Schlüsselementer duerchstelle fir d'Berechnung vum Contingent.

Op Basis vun enger Analys vun der Entwécklung iwwert een Zäitraum vu fënnf Joer vun der Schülerzuel an den eenzelne Gemenge konnt festgestallt ginn, datt bei den allermeschte Gemengen ee kloren Trend ze erkennen ass.

All Gemeng elaboréiert e pluriannuelle Plang, an deem eng Period vu fënnf Joer en compte geholl gëtt. An deem Kontext ginn eng sëllege Paraméeter consideréiert, dorënner ënnert anerem déi demographesch Entwécklung vun den eenzelnen Altersgruppen an d'Erwaardunge vun der Populatioun un d'Offer vun de Servicer, déi duerch d'Gemeng oder a Kollaboratioun mat dëser ugebuede ginn. D'Gemengen, déi zesumme mat deenen anere lokalen Acteure responsabel si fir d'Elaboratioun vun der Schoulorganisatioun, kënnen dës deemno der Entwécklung vun der Schülerzuel upassen a gegebenefalls geziilt op d'Spezifizitéit vun der Entwécklung agoen.

Bei der ëmgesater Analys konnt just ganz vereenzelt Gemengen identifizéiert ginn, bei deenen et an de leschte Jore gréisser Schwankungen an der Schülerzuel gouf, déi meeschtens op exceptionell lokal Verännerungen zeréckzeféiere sinn. War et net méiglech, dës Schwankungen am Kader vum Contingent mat ze consideréieren (z. B.: Arrivée vun enger grousser Unzuel un neie Schüler no der Reentrée bedéngt duerch d'Fäerdegstellung vun enger grousser Unzuel un neie Wunnitéiten), da konnten déi concernéiert Gemengen eng Demande stellen, fir déi duerch den Impakt vun dësen exceptionelle Schwankungen entstanen nei Besoinen opzefänken.

D'Zil vum Matabezéie vun der reeller Kannerzuel ass et, eng méiglechst equitabel Verdeelung vun de Ressourcen ze assuréieren. Ee weidert Strecke vun den Zuelen ass deemno net am Sënn vun enger gréisser Chancengerechtigkeit an d'Méiglechkeet, via eng individuell Demande vun der Gemeng exceptionelle Schwankunge vun der Schülerzuel Rechnung ze droen, schéngt méi opportoun.

b. Besser Kommunikatioun iwwert de Basis- an Zousazcontingent (inklusive zousätzlech erklärenden Informatiounen op Gemengen- a Schoulniveau)

c. Optiméiert Ressourcéverdeelung op Schoulniveau

D'Verdeelung vun de personelle Ressourcen um Mengenniveau soll den effektive Besoinen vun der jeeweileger Schülercommunitéit Rechnung droen a sech net unhand vun engem reng arithmetesche Calcul erginn. An deem Zesammenhang stinn de Membere vun de lokale Schoulcommunitéiten empiresch Donnéeën zur Verfügung, ënnert anerem d'Resultater vun den Épreuves standardisées an d'Conclusiounen aus dem Bildungsbericht. D'Matabezéie vun dësen erlaabt et de Gemengen, a Concertatioun mat deenen anere lokalen Acteuren an am Kader vun der Ëmsetzung vum jeeweilege Plan de développement de l'établissement scolaire (PDS) d'Ressourcen entspreche de Besoinen vun der Schülerschaft ze verdeelen.

d. Erhöhung vum Zousazcontingent, fir der wuessender Heterogenitéit vun der Schülerpopulatioun Rechnung ze droen

D'Heterogenitéit vun der Lëtzeburger Bevëlkerung, an domat och vun der Schülerschaft, ass an de leschte 15 Joer weider geklommen. Fir dëser Heterogenitéit an der Schoul Rechnung ze droen an entspreche déi néideg Ressourcen, ënnert anerem personeller Natur, zur Verfügung ze stellen, goufen zanter der Aféierung vum Contingent 2009 eng Rei weider Mesuren ausgeschafft an ëmgesat.

Bei der Analys vun der Evolutioun vun de Ressourcen, déi fir den Encadrement vun de Schülerinnen a Schüler am Grondschulalter zur Dispositioun stinn, ass et wichteg, de Gesamtspektrum vun de Ressourcen ze consideréieren. Dee Moment geet aus der Analys ervir, datt ënnert dem Stréch elo méi Ressourcé fir den Encadrement vun de Schülerinnen a Schüler zur Dispositioun sti wéi nach viru 15 Joer. An enger éischter Phas no der Aféierung vum Contingent gouf effektiv d'Zuel vun den Encadrementsstonne pro Schüler an der nationaler Moyenne reduzéiert an entspreche goud Stonnen agepuert. Wann een d'Zuel vun den Encadrementsstonne pro Schüler aus dem Schouljoer vun 2010/2011 mat deenen aus dem Schouljoer vun 2015/2016 vergläicht, ass d'Zuel vun den Encadrementsstonne pro Schüler an der Landesmoyenne während dëser Period vun 2,28 op 2,23 gefall.

Nom Schouljoer 2015/2016 ass d'Zuel vun den Encadrementsstonne pro Schüler an der nationaler Moyenne nees geklommen, fir am Schouljoer 2024/2025 de Wäert vun 2,5 Leçon pro Kand ze erreechen. Deemno sinn d'Ressourcen an enger éischter Phas vu fënnf Joer ëm 2,19 % erfogaangen, fir duerno während néng Joer bis d'Schouljoer 2024/2025 ëm 12,11 % eropzeogen.

Am Kader vun dëser Augmentatioun vun de personelle Ressourcen, déi an de Grondschoulen intervenéieren, gouf spezifesch op de Rekrutement vu spezialiséiertem Personal gesat, fir esou de Schoule Spezialisten zur Verfügung ze stellen, déi um Niveau vun der Differenzéierung an der Prise en charge vun de Schülerinnen a Schüler mat spezifische Besoinen de pedagogeschen Ekippen zur Säit stinn an hei natierlech och aktiv matwierken, fir esou den Encadrement vun all de Kanner ze optimiséieren. De Rekrutement vun spezialiséierte Personal ass onauswäichlech fir sécherstellen, datt zousätzlech Ressourcen net eenzeg fir d'Reduzierung vun der Klassegréisst genotzt ginn, mee datt heider och Besoinen aus komplementären Domainë kënnen ofgedeckt ginn. Esou steet zum Beispill den I-EBS dem Enseignant prioritär beim Encadrement vu Schüler mat Léierschwierigkeiten zur Säit, während den A-EBS dës bei der Prise en charge vu Schüler ënnerstëtzt, déi Hëllef brauche bei der Ëmsetzung vun Alldagsgesten.

Zousätzlech gouf och de Surplus u Leçonnen, deem d'Gemenge kënnen ufroen, iwwert déi lescht 15 Joer weider ausgebaut. Dës erlaabt de Gemengen, fir zousätzlech personell Ressourcen am Fall vun engem exceptionelle lokale Besoin unzefroen an esou op lokal Spezifizitéit kënnen anzegoen.

Evolutioun vun de Ressourcen (a Leçons resp. sozio-educative Stonnen ausgedréckt) ↑

De lokalen a regionalen Dispositif gëtt ergänzt duerch déi national Offer vun de Kompetenzzentren, déi hirersäits duerch spezialiséiert Personal d'Prise en charge vun de Kanner mat spezifische Besoinen ergänzen.

Dës Zuele weisen kloer, datt den néidegen Effort ënnerholl gouf, fir den Encadrement vun de Schüler am Enseignement fondamental ze verbessern an datt déi néideg Ressourcé mobiliséiert goufen, fir de Besoinen vun den ënnerschiddleche Schoulpopulatiounen gerecht ze ginn an dës, ouni d'Berechnung vum Contingent ze veränneren.

e. Zousätzlech Förderprogrammer fir besonnesch betraffe Schoulen

De Schüler mat spezifische Besoinen steet mam spezialiséierte Personal a Form vun den I-EBS, A-EBS an der ESEB eng zousätzlech Ënnerstëtzung zur Verfügung. Fir besonnesch déi méi betraffe Schoulen ze férdere, gëtt bei der Attributioun vun de spezialiséierte personelle Ressourcen, déi um lokalen Niveau intervenéieren, den Indice social verstärkt en compte gezunn.

Zousätzlech hunn sech d'Regionaldirektiounen den Optrag ginn, fir speziell déi Schoule pedagogesch ze ënnerstëtzen, déi bei de Resultater vun den Épreuves standardisées hannernt der erwaarte Resultater fir hir Schoul blouwen. An deem Kontext wäerten sech d'Regionaldirektiounen matenee vernetzen, fir Best-Practice-Beispiller vu Schoule mat enger änlecher Zesummesetzung a bessere Resultater bei den Épreuves standardisées ze identifizéieren a mat Hëllef op d'Besoinen vun hirer Schülerpopulatioun ëmzesetzen. Heider gëtt eng besser Prise en charge erméiglecht.

ad 3. De Regierungsprogramm 2023–2028 hält ënner anerem déi Mesur fest, déi an der aktueller Legislaturperiod geplangt sinn, fir den Encadrement vun de Schüler am Enseignement fondamental ze verbessern a weider auszubauen. Hei sinn an éischter Instanz folgend Mesuren ze nennen:

– Déi lokal Equippen an de Schoule gi verstärkt. Den Dispositif an de Schoule gouf a gëtt ausgebaut, andeems zousätzlech I-EBS zur Verfügung gestallt ginn an den A-EBS fir d'Schouljoer 2024/2025 agefouert gouf. Fir d'Schouljoer 2025/2026 gi weider 17 I-EBS-Poste besat a sinn aktuell 50 A-EBS-Posten ausgeschriwwen.

– D'Konzept vun engem zweeten Intervenat am Cycle 1 gëtt developéiert, fir esou eng besser Differenzéierung an der Klass ze erméiglechen an alle Schüler déi beschten Ausgangsvoraussetzungen ze bidden.

– De Réseau vu regionalen Antenne vun de Kompetenzzentren gëtt ausgebaut, fir et de concernéierte Schüler ze erméiglechen, onofhängeg vun hirem Wunnort vun dëser Offer ze profitéieren.

Licenciements d'employés non diplômés des structures éducatives et de garde | Question 2254 (25/04/2025) de Mme Francine Closener (LSAP)

Wéi aus der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1838 ervirgaangen ass, gouf et am Joer 2024 175



Mise-en-demeurè wéinst Verstéiss am Beräich vun de Bildungs- a Betreuungsstrukturen (SEA). Eng Rei vun dese Verstéiss waren drop zeréckzeféieren, dass net genuch qualifizéiert Personal agestellt gi war. Fir sech conforme ze setzen, waren d'Prestatairen also gezwongen, méi diploméiert Persounen anzustellen. Obwuel dës Mise en conformité natierlech inevitabel ass, besteet de Risiko, datt an der Konsequenz ondiploméiert oder manner héich diploméiert Personal seng Plaz verléiert, trotz laangjäregger Berufserfahrung.

An deem Kontext wéilt ech dem Minister fir Education, Kanner a Jugend folgend Froe stellen:

1. Huet de Minister Kenntnis vu Fäll, wou ondiploméiert Persounen no staatleche Kontrollen a Bildungs- a Betreuungsstrukturen (SEA) gekennegt kruten? Falls jo, kann de Minister soen, wéi vill Persounen an de leschten dräi Joer pro Joer betraff waren?

2. Recommandéiert de Ministère Prestatairen, déi sech net un déi staatlech Virgaben zur Unzuel un diploméiertem Personal gehalen hunn, ondiploméiert Mataarbechter:innen, déi eventuell am Prozess vun der Mise en conformité sollen entlooss ginn, systematesch iwwert hir Méiglechkeeten opzeglären, fir Formatiounen nozehuelen an/oder eng Validation des acquis de l'expérience (VAE) unzefroen, fir dese Persounen Zukunftsperspektiven opzeweisen?

3. Encadréiert de Ministère a Fäll, wou et eng individuell Begleedung fir Strukture gëtt, bei deene widderholl Verstéiss opgefall sinn (esou wéi an der Äntwert op d'Fro N° 1838 beschriwwen), och d'Personal am Fall vu Kennegungen oder just d'Gestionnaires?

Réponse (06/06/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Kontrollen an de Bildungs- a Betreuungsstrukture bezéie sech ënner anerem op d'Konformitéit mat de gesetzleche Bestëmmungen am Beräich vum Personal, dorënner och d'Qualifikatiounen. Wann am Kader vun enger Kontroll Mängel festgestallt ginn, gëtt de Prestataire dorop higewisen. Et ass un him, déi néideg Moossnamen ze ergräifen, fir seng Struktur gesetzkonform ze maachen. Déi entsprechend Personalentscheedungen leien an der exklusiver Kompetenz vum Gestionnaire.

De Ministère fir Education, Kanner a Jugend (MENJE) kritt am Kader vu senger Missioun keng systematesch Informatiounen iwwer déi individuell Personalbewegung.

De reglementaresche Kader, dee mat dem Règlement grand-ducal am Joer 2013 a Kraaft getrueden ass²², huet eng Transitionphas bis 2019 virgesinn, fir de Prestatairen, déi scho virun der Aféierung vum Règlement aktiv waren, d'Méiglechkeet ze ginn, sech progressiv un déi nei Bestëmmungen unzupassen – dorënner och déi, déi d'Qualifikatioun vum Personal betreffen.

Dobäi droen d'Prestatairen och eng sozial Verantwortung am Kader vun hirer Roll als Patron an als Prestataire vu Service public mat staatlecher Participatioun iwwert de Chèque-service accueil. Eng fristgerecht an engagéiert Mise en conformité kann dozou bäidroen, Personalverloschter ze evitéieren an d'Stabilitéit an d'Qualitéit vun der Struktur ze stäerken. Eng proaktiv Haltung vum Gestionnaire erméiglecht et, formell Weeër ze identifizéieren, wéi d'Validation des acquis de l'expérience (VAE) oder den Zougang zu qualifizierende Formatiounen, fir esou och den Erhalt vu Mataarbechter ze erméiglechen.

ad 2. De MENJE erkennt déi wichteg Roll vun erfuerene Mataarbechter un, besonnesch wann dës scho laang am Déngscht sinn. Am Kader vun der Professionalisierung vum Secteur ass et ee kloert Zil, d'Attraktivitéit an d'Accessibilitéit vun de Beruffer duerch verschidde Formatiounsweeër a weider Qualifikatiounsméiglechkeeten ze stäerken.

De MENJE encouragéiert d'Prestatairen ausdrécklech, fir hire Mataarbechter dës Perspektiven opzemaachen an hinnen eng aktiv Begleedung bei dësem Prozess ze offéieren. An deem Sënn, an an Zesummenaarbecht mat der Commission de classification, ass eng Ouverture fir méi diversifizéiert Profiller an der nonformaler Bildung erméiglecht ginn. Domat sollen déi villfältig Ufuerderungen am Kontext vun der nonformaler Bildung, esou wéi se am Cadre de référence festgehalte sinn, erfüllt ginn. D'Unzuel vun unerkannte Qualifikatiounen an Diplomer gouf erhéicht, wat dozou gefouert huet, datt zousätzlech Ausbildungsweeër an de Secteur vun der nonformaler Bildung konnte fonnt ginn.

Donieft kënnen d'Prestatairen och op d'ënnerstëtzung an op d'Berodung vu Federatiounen zeréckgräifen, wéi d'FEDAS, d'FELSEA oder de Sycol. De MENJE ass domat net deen eenzegen Uspriechpartner an de Secteur kann op e breet an diversifizéiert Netz zeréckgräifen.

ad 3. D'Begleedung an der Mise en conformité bezitt sech op déi gesamt Struktur, mam Zil, systemesch Verbesserungen ze erreechen an déi betreffend Strukturen nohalteg bei hirer Qualitätssécherung ze ënnerstëtzen.

Wat d'Personal ugeet, huet de MENJE keng direkt Kompetenzen an der Gestéioun oder bei der Ausféierung vu Personalentscheedungen. Dës leien an der Verantwortung vum Prestataire. Gläichzäitg ginn d'Acteuren encouragéiert, fair an transparent Prozeduren unzuzéien an d'Mataarbechter an hirer Entwécklung aktiv ze ënnerstëtzen – z. B. duerch d'Promotioun vu Weiderbildungen oder d'Orientatioun op alternativ Qualifikatiounsweeër.

De MENJE insistéiert drop, datt de Gestionnaire eng proaktiv Haltung muss anhuelen, fir Problemer fristgerecht ze identifizéieren an ze behiewen. Esou kann d'Entwécklung vu kritesche Situatiounen, déi soss eventuell zu Kennegungen féiere kéinten, verhënnert ginn.

D'Hauptzil vum MENJE bleift et, eng héichwäerteg, professionell an nohalteg Kannerbetreuung ze garantéieren, bei där d'Personal eng wichteg Ressource duerstellt, déi duerch Unerkennung a Qualifikatioun valoriséiert gëtt.

Salariés de l'État | Question 2255 (25/04/2025) de M. Ben Polidori (LSAP)

6,9 % vun de Persounen, déi beim Staat schaffen, waren 2023 ënnert dem Statut vum Salarié de l'État agestellt. Aarbechtsrechtlech falen dës Persounen net ënnert d'Gesetz vum 16. Abrëll 1979 fir d'Fonctionnaires an och net ënnert d'Gesetz vum 25. Mäerz 2015 fir d'Employé(e)s de l'État, mee ënnert de Code du travail an d'Convention collective des salarié(e)s de l'État (CC-État).

Fir d'Salarié(e)n, déi op Gemengenniveau agestellt ginn, gëtt et aktuell kee landeswäite Kollektivvertrag. Déi grouss Majoritéit vun de Gemengesalarié(e)n fällt ënnert d'Regelungen aus engem vun de véier grouse Kollektivverträge (CCTSAS, CC-État, CC-VDL, CCT SUD), mee et gëtt och Persounen, déi ënnert aner Kollektivverträge falen oder just entsprechend

dem Code du travail agestellt goufen, well et fir deen Aarbechtssektor an déi Gemeng, wou si schaffen, (nach) kee Kollektivvertrag gëtt.

An deem Kontext wéilt ech dem Minister fir d'Fonction publique folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Persounen sinn aktuell ënnert dem Statut vum Salarié(e) de l'État beim Staat beschäftegt? Wéi verdeelen sech dës Persounen op déi eenzel Aktivitéitsberäicher an op déi verschidde staatlech Entitéiten?

2. Wou sinn d'Aarbechte fir en neie Kollektivvertrag fir d'Salarié(e)s de l'État (CC-État) aktuell drun? Wéi vill Entrevuë mat de Gewerkschaften gouf et an deem Kontext schonn? Bis wéini gëtt eng Eenegung erwaart?

3. Gëtt et Pläng, fir an noer Zukunft zu enger Harmonisierung bäizetree vum de Reegelen, déi fir d'Salarié(e)n um Niveau vun de Gemengen a vum Staat gëllen? Falls jo, wéi eng?

Réponse (22/05/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

ad 1. Op den 31. Dezember 2024 sinn 2.522 Salariés beim Staat.

Eng Persoun kann an e puer Administratiounen respektiv Aktivitéitsberäicher schaffen, duerfir kann den Total ënnerschiddlech si par rapport zum Gesamteffectif wann een déi ventiléiert Zuelen zuesummerechent.

Op déi eenzel Aktivitéitsberäicher gekuckt ass d'Situatioun déi folgend:

- Administration générale: 1.451 Persounen
- Éducation: 851 Persounen
- Force publique: 135 Persounen
- Justice: 107 Persounen

Op déi verschidden Administratiounen opgeschlüsselt ass d'Situatioun wéi am Tableau[†] hei ënnendréiner beschriwwen:

ad 2. D'Negociatiounen sinn nach amgang, et gouf bis elo 9 Entrevuë mat de Gewerkschaften.

ad 3. Nee, sou Pläng gëtt et net. D'Gemenge féieren als eegestännegen Employeur hir Negociatiounen fir Kollektivverträge.

Incident de harcèlement au Lycée Bel-Val | Question 2256 (25/04/2025) de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV)

Un incident préoccupant a récemment circulé sur les réseaux sociaux, sous la forme d'une vidéo montrant une scène de harcèlement particulièrement préoccupante impliquant des élèves du Lycée Bel-Val. Dans cette séquence, une jeune fille est victime de coups et de moqueries de la part d'autres jeunes, tandis que la scène est filmée, puis partagée sur les réseaux sociaux.

D'après les informations circulant dans la presse, la police a été saisie de l'affaire et des conseils de discipline sont en cours. L'administration du lycée aurait également prévu de rappeler aux élèves que le fait de filmer ou partager ce type de vidéos constitue un acte répréhensible sur le plan légal.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Quelles mesures concrètes ont été prises ou sont prévues pour accompagner psychologiquement la jeune fille victime de violences ?

²² Règlement grand-ducal modifié du 14 novembre 2013 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants

– Des mesures d'accompagnement psychologique sont-elles prévues pour d'éventuels autres jeunes témoins traumatisés par la situation ?

2) Dans le cas où les jeunes mis en cause sont encore soumis à l'obligation scolaire, quelles mesures sont prévues pour assurer leur encadrement tout en garantissant la sécurité et le bien-être des autres élèves ?

– Est-ce que des mesures supplémentaires sont envisagées au niveau national pour prévenir la récurrence de ce type d'incidents dans les établissements scolaires ?

3) D'après les informations circulant dans la presse, l'administration du Lycée Bel-Val prévoit de rappeler aux élèves que le fait de filmer et de partager des scènes de violence constitue une infraction à la loi. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que cette sensibilisation inclura également un rappel clair et explicite que le fait de harceler ou agresser une personne constitue en soi un acte punissable, indépendamment de sa médiatisation ?

Réponse (20/05/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

En réponse à la question de l'honorable Députée, j'aimerais tout d'abord souligner que l'incident impliquant des élèves du Lycée Bel-Val a été traité par la direction et les services du lycée avec tout le sérieux et le professionnalisme qui s'imposent en pareil cas.

ad 1) Dès que l'incident a été porté à la connaissance de l'administration du lycée, un dispositif de soutien psychologique a été mis en place pour accompagner la jeune fille victime de violences. Cette prise en charge a été assurée par des professionnels du Service psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) ; un suivi par des services externes spécialisés a été proposé.

Des mesures ont également été prévues pour offrir un accompagnement psychologique aux autres élèves qui pourraient avoir été choqués par la scène ou par sa diffusion. Des entretiens individuels ainsi que des interventions collectives de sensibilisation au harcèlement et à la violence scolaire ont été organisés au sein de l'établissement.

ad 2) Le Lycée Bel-Val offre plusieurs types d'encadrement aux jeunes soumis à l'obligation scolaire qui se font remarquer par un comportement inapproprié ; à titre d'exemples, je citerais les deux suivants :

Time Out : possibilité pour les enseignants de faire encadrer un élève qui affiche un comportement inapproprié pendant le cours, en dehors de la salle de classe pour le reste du cours. Pendant ce temps, un travail de réflexion est effectué avec l'élève sur son comportement.

5vir12 : projet qui permet aux éducateurs du Service éducatif de travailler avec des élèves ayant un comportement inapproprié en dehors des heures de cours et dans un cadre plus décontracté que le milieu scolaire (p. ex. pendant une promenade en forêt le samedi matin).

Par ailleurs, une exclusion temporaire de plusieurs jours est toujours accompagnée de mesures d'encadrement : pendant la durée de leur exclusion scolaire, les jeunes en question sont systématiquement encadrés par des éducateurs qui les soutiennent non seulement dans leur travail scolaire afin d'éviter que ces jeunes ne soient pénalisés par leur séjour hors de la classe en ce qui concerne leurs notes scolaires, mais qui réalisent également un travail éducatif avec les élèves afin de les aider à changer leur comportement.

Au niveau national, dans le cadre de la justice réparatrice, le ministère met en place avec quatre lycées pilotes, dont le Lycée Bel-Val, le conseil d'éducation à la citoyenneté (CEC) en tant qu'outil permettant de renforcer la prise de responsabilité de l'élève. Le CEC peut être sollicité pour les motifs suivants :

- un élève a porté atteinte aux biens et/ou à l'intégrité physique d'un autre élève ;
- un élève a proféré des injures ou s'est livré à des agissements discriminatoires, de nature xénophobe ou fondés sur l'appartenance ethnique, le sexe, l'identité du genre, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle ou la religion (y compris sur les réseaux sociaux) ;
- un enseignant a le sentiment qu'un élève lui a manqué de respect ;
- un élève a causé des dégâts matériels au sein de son école ;
- un élève s'est présenté au lycée en état d'ébriété ou sous l'emprise de stupéfiants prohibés ;
- un élève cumule au moins 12 leçons non excusées.

Si un fait est constaté, l'élève est convoqué devant le CEC, composé du directeur ou de son représentant, d'un représentant de l'équipe enseignante et d'un représentant de l'équipe psychosocio-éducative. L'élève peut se faire représenter par l'adulte de son choix pour autant que ce dernier fasse partie de la communauté scolaire. Le CEC propose une discussion autour des faits avec toutes les parties et peut prononcer un rappel à l'ordre, voire une sanction qui a pour but de réparer les dégâts causés par le comportement de l'élève et qui sera le plus souvent probatoire et limitée dans le temps. Si, au cours de la période de sursis, le conseil est sollicité une nouvelle fois, la sanction devient effective.

ad 3) Je confirme que l'administration du Lycée Bel-Val, comme l'ensemble des établissements scolaires, rappelle non seulement l'interdiction de filmer et de diffuser des scènes de violence, mais insiste également sur le caractère pénalement répréhensible des actes de harcèlement ou d'agression eux-mêmes, indépendamment de leur médiatisation. Cette démarche vise à sensibiliser les élèves aux conséquences légales de leurs actes et à promouvoir un climat scolaire fondé sur le respect et la bienveillance. Actuellement, des discussions sont menées dans toutes les classes du Lycée Bel-Val pour sensibiliser les élèves au fait que le harcèlement et la violence ne constituent en aucun cas des moyens appropriés pour résoudre des conflits. Il est également rappelé que de tels comportements constituent des infractions à la loi. Les élèves ont en outre préparé des messages vidéo et des affiches promouvant le message que ce qui s'est passé ne correspond pas aux valeurs du lycée, ni à celles de la majorité des élèves qui le fréquentent.

.....
Attraction de chercheurs internationaux | Question 2257 (28/04/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

D'après des articles de presse, le Conseil de la recherche de Norvège a lancé un fonds de 100 millions de couronnes norvégiennes, destiné à attirer des chercheurs internationaux, dans un contexte de pressions croissantes sur la liberté académique aux États-Unis. Cette mesure s'inscrit dans une tendance plus large observée également en France, en Belgique et aux Pays-Bas, où des universités et gouvernements prennent des dispositions pour accueillir les chercheurs confrontés à des restrictions de financement ou à des menaces sur leur liberté de recherche.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur :

1) Le Gouvernement a-t-il connaissance de ces différentes initiatives européennes, et plus particulièrement celle lancée par la Norvège ?

2) Est-ce que le Gouvernement a mis en place ou prévoit de mettre en place des mesures spécifiques pour accueillir les chercheurs internationaux dont la liberté académique se trouve menacée ? Est-ce que le Gouvernement envisage notamment d'allouer de nouveaux moyens financiers pour attirer ces chercheurs internationaux et ainsi renforcer la position du Luxembourg comme pôle de recherche ?

3) Est-ce que le Gouvernement a eu des échanges avec l'Université de Luxembourg pour discuter de mesures d'attraction des chercheurs internationaux et élaborer un programme d'accueil ciblé, au vu du contexte particulier aux États-Unis ?

Réponse (22/05/2025) de Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur

ad 1) Le Gouvernement a en effet connaissance des initiatives de différents États européens, dont la Norvège, visant à attirer des talents internationaux. Le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur suit également les discussions et initiatives européennes dans ce contexte, notamment l'initiative « Choose Europe for Science » dans le cadre du programme Horizon Europe.

ad 2) Le Luxembourg dispose d'ores et déjà d'un écosystème de recherche résolument tourné vers l'international, et l'attraction de talents venus de l'étranger constitue une priorité stratégique. Dans ce contexte, plusieurs instruments performants sont en place pour attirer et accueillir des chercheurs internationaux, notamment les programmes PEARL et ATTRACT du Fonds national de la recherche (FNR). Le programme PEARL vise à faire venir au Luxembourg des chercheurs de haut niveau dans des domaines de recherche jugés stratégiques, tandis que le programme ATTRACT s'adresse à de jeunes chercheurs prometteurs souhaitant créer leur propre équipe au sein de notre écosystème de recherche. En 2024, ces deux dispositifs ont été évalués de manière externe, et les résultats ont confirmé leur importance pour le renforcement ciblé de notre écosystème scientifique. Le Gouvernement entend donc les poursuivre, avec quelques ajustements.

Le Luxembourg participe également à des initiatives européennes majeures telles qu'Euraxess, visant à faciliter la mobilité des chercheurs au sein de l'Europe et incluant un volet d'attraction de chercheurs internationaux, et s'appuie sur la plateforme Research Luxembourg, qui regroupe l'ensemble des institutions publiques de recherche pour promouvoir la recherche au Grand-Duché au niveau international.

Enfin, les outils européens tels que les financements du Conseil européen de la recherche ou les actions Marie Skłodowska-Curie, sur lesquels s'appuie également l'initiative « Choose Europe for Science » susmentionnée, restent essentiels pour renforcer l'attractivité de l'Union européenne et du Luxembourg.

ad 3) Des échanges avec l'Université du Luxembourg, les centres de recherche publics et le Fonds national de la recherche sur les instruments et mesures pour attirer des chercheurs internationaux ont en effet eu lieu dans le cadre du Comité de coordination stratégique, qui réunit le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur et les dirigeants des institutions de recherche publiques. Ces échanges ont

permis de confirmer la pertinence des instruments en place, qui continueront à être déployés et promus.

Stages dans l'enseignement secondaire | Question 2258 (28/04/2025) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Stagë si fir d'Schüler*innen eng Méiglechkeet, hir Fäegkeeten duerch e praktesche Kontext ze erweidern, wat si op d'Beruffswelt virbereet. Dës realitéitsno Erfahrung kann dobäi hëllefen, hir kognitiv Fäegkeeten ze stäerken a hir sozial Kompetenzen ze fërderen. Andeems Schüler*inne mat berufflechen Aufgaben a Kontakt kommen, entwëckele si Selbststännegkeet an e Gefill fir praktesch Aufgaben, déi hinnen an hirer perséinlecher a berufflecher Zukunft hëllefëräich kënne sinn.

Stagë vun enger Woch (sougenannt „Schnupperstagen“) si fir Schüler*innen am Enseignement secondaire général (ESG) obligatoresch. Fir d'Schüler*innen aus dem Enseignement secondaire classique (ESC) sinn dës Stagen optional.

Eenzel Lycéeë bidden haut scho Programmer un, fir hir Schüler*innen aus dem ESC ze encouragéieren an dobäi ze ënnerstëtzen, Schnupperstagen ze absolvéieren.

An dësem Kontext erlabe ech mer, folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend ze stellen :

1. Wat fir Effekter hunn déi obligatoresch Schnupperstagen op d'Berufsvirbereedung vun de Schüler*innen am ESG? Goufen dës Stagë schon evaluéiert a wa jo, wat sinn d'Resultater vun der Evaluatioun? Wann nee, wäert de Minister eng Evaluatioun an d'Weeër leeden?

2. Firwat sinn d'Schnupperstagë fir Schüler*innen am ESC net obligatoresch?

3. Wier et net sënnvoll, och fir d'Schüler*innen am ESC en obligatoresche Schnupperstage anzeféieren, fir och hinnen eng éischt Erfahrung an der Beruffswelt ze erméiglechen?

4. Wéi vill Lycéeë bidden haut scho Programmer, fir Schüler*innen aus dem ESC dobäi ze ënnerstëtzen, Schnupperstagen ze fannen an ze absolvéieren? Wéi vill Schüler*innen am ESC hunn duerch dës Programmer iwwert déi lescht 5 Joer vun engem fräiwëllege Stage profitéiert?

5. Wäert den Här Minister an Zukunft och aner Lycéeë encouragéieren, fir esou Programmer unzebidden?

Réponse (06/06/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Schnupperstagë sinn integrale Bestanddeel vum Curriculum op den ënneschte Klasse vum Enseignement secondaire général (ESG). Am Kader vun der Orientatioun sinn se e wichtegt Element, fir d'Beruffswelt kennenzéieren, dëst nieft aneren Elementer wéi zum Beispill de villfältegen Offere vun der YEP-Schoulfoire. Si hëllefen deemno dem Schüler, säin zukünftege beruffleche Parcours ze definéieren.

Eng Evaluatioun vun de Stagen ass effektiv vu grousser Wichtigkeet, notament am Kontext vun der Reform vun den ënneschte Klasse vum ESG a vun der Promotioun vun der Berufsausbildung. Dës Evaluatioun ass dofir am Regierungsprogramm virgesinn: „Le système actuel de stage sera analysé, évalué et adapté.“

ad 2., 3. a 5. Déi éischt Finalitéit vum Enseignement secondaire classique ass et, d'Schüler op Universitäts- an

Héichschoulstudie virzubereeden; aus deem Grond hat de Volet vun de Stagen an deem Ordre d'enseignement bis elo keen obligatoresche Charakter.

An enger Gesellschaft, déi sech séier verännert, dëst notament am Beräich vun der Aarbechtswelt, ginn awer haut Erfahrungen an de Betriber als primordial consideréiert. Aus deem Grond gesäit de Regierungsprogramm vir, datt och d'Schüler aus dem ESC sollen d'Méiglechkeet kréien, Stagen ze absolvéieren („Des stages en entreprises pour les élèves de l'ESC seront offerts.“, Accord de coalition, p. 125).

ad 4. Folgend Lycéeën organiséieren am Beräich vum ESC Stagë fir hir Schüler:

AL, ALR, EIDE, EIMLB, LAML, LBV, LCD, LCE, LEM, LESC, LGE, LGK, LGL, LLIS, LMA, LML, LN, LNB, LRSL, LTL, MLG, NOSL, SLL, SLP.

D'Zuel vu Schüler, déi Stagen absolvéiert hunn, geet aus dësem Tableau ervir: ↑

Soutien aux associations actives dans la valorisation du patrimoine archéologique local | Question 2259 (29/04/2025) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Lors d'une présentation publique récente, le travail de sensibilisation et de médiation effectué par le GKA a été salué pour sa qualité et son engagement, notamment en direction des jeunes générations. Toutefois, la fermeture du musée à Nospelt et l'absence actuelle de solution pérenne soulèvent des interrogations quant aux perspectives futures pour les activités éducatives et la conservation des artefacts.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture :

1) Monsieur le Ministre est-il disposé à soutenir plus activement les associations d'archéologie bénévoles telles que le GKA, notamment en ce qui concerne leurs activités de médiation culturelle et de transmission ? Quelles formes de soutien structurel envisage-t-il (financier, logistique ou institutionnel) afin de garantir la pérennité de ces initiatives patrimoniales locales portées par des bénévoles ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'initier ou de soutenir un projet de solution permanente pour l'accueil des visiteurs et la mise en valeur des collections, en collaboration avec les communes concernées ?

Réponse (27/05/2025) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

ad 1) Je peux confirmer à l'honorable Députée que l'Institut national de recherches archéologiques (INRA) souhaite collaborer davantage avec les associations bénévoles actives dans le secteur de l'archéologie et des recherches historiques afférentes. À cette fin, le nouveau directeur de l'INRA a déjà mené des échanges avec les principaux acteurs concernés. L'INRA a également soumis des propositions budgétaires pour soutenir davantage certaines initiatives dès 2026. Les Georges Kayser Altertumsfuerscher (GKA) travaillent étroitement avec l'INRA, cette coopération pouvant par ailleurs être qualifiée d'exemplaire.

Dans le cadre d'une convention avec le Ministère de la Culture, les GKA reçoivent en outre déjà une dotation financière annuelle de l'État qui s'élève, pour l'année 2025, à 25.000 euros.

Des initiatives similaires sont à l'étude, notamment sur les sites du Titelberg et de Dalheim. Une fouille avec des étudiants est également planifiée cet été.

En fonction du retour de terrain, ce type d'opération pourrait être élargi à l'avenir.

ad 2) Au-delà du soutien financier garanti par la convention susmentionnée, l'INRA est disposé à accompagner un projet de solution pérenne pour l'accueil de visiteurs et la mise en valeur des collections, cela d'un point de vue scientifique et dans les limites des conventions internationales en vigueur, dont la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société (Convention de Faro) et la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée) (La Valette, 1992).

Secteur de la protection des monuments nationaux | Question 2260 (29/04/2025) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Dans une récente Carte blanche diffusée sur la radio 100,7, des inquiétudes ont été exprimées quant au suivi des avis émis par la COPAC ainsi du rôle de l'INPA. Des évolutions récentes dans la composition de ces instances invitent à une réflexion sur leur rôle et leur intégration dans la politique nationale de protection du patrimoine.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture :

1) Dans combien de cas, au cours des deux dernières années, Monsieur le Ministre a-t-il choisi de ne pas suivre l'avis émis par la COPAC dans le cadre d'une demande individuelle de classement ou d'un inventaire communal ? Quelles ont été les raisons invoquées dans ces cas ? De manière générale, pourquoi l'avis de la COPAC n'est-il pas sollicité dans certains dossiers ?

2) Quelles mesures Monsieur le Ministre a-t-il déjà prises au cours des deux dernières années pour renforcer la stabilité, la transparence et la reconnaissance du travail des instances patrimoniales, et quelles actions supplémentaires envisage-t-il de mettre en œuvre à cet égard ?

Réponse (03/06/2025) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture

ad 1) En ce qui concerne les procédures de classement dites « individuelles », fondées sur l'article 130 et suivants de la loi du 25 février 2022 relative au patrimoine culturel, la Commission pour le patrimoine culturel (COPAC) – section patrimoine architectural et archéologique a émis, entre mai 2023 et mai 2025, 178 avis favorables pour le classement de biens immeubles comme patrimoine culturel national. Une procédure de classement a été initiée pour 161 de ces dossiers.

Pour les procédures de classement sur base des articles 24 et suivants de la loi susmentionnée, c.-à-d. celles basées sur l'inventaire du patrimoine architectural établi au niveau communal, la COPAC a émis, entre mai 2023 et mai 2025, un avis favorable pour 313 biens immeubles. Au final, 300 biens ont été classés comme patrimoine culturel national par voie de règlement grand-ducal (Lintgen : 53/53, Lorentzweiler : 64/71, Mersch : 183/189).

Les raisons de ne pas procéder à un classement sont multiples et varient en fonction des circonstances propres à chaque dossier. D'un côté, il est à noter que l'avis de la COPAC est consultatif, à l'instar des autres avis prévus par la loi relative au patrimoine culturel dans le cadre d'une procédure de classement. D'autre part, il convient de noter que la grande partie des avis de la COPAC ne sont pas unanimes, y compris ceux que le ministre a néanmoins décidé de ne pas

suivre. Ces immeubles se caractérisent par ailleurs fréquemment par un état de dégradation avancée.

ad 2) Au cours des deux dernières années deux règlements grand-ducaux ont été pris afin d'optimiser l'organisation et le fonctionnement de la COPAC, et de renforcer ainsi son rôle et son travail en faveur de la protection du patrimoine culturel national.

Un premier règlement grand-ducal du 29 avril 2024²³ a créé trois sections au sein de la COPAC : Section du patrimoine architectural et archéologique ; Section du patrimoine mobilier et Section du patrimoine immatériel. Chaque section comporte entre sept et quinze membres compétents dans le domaine concerné.

En effet, après un an et demi d'application du règlement en vigueur, il est apparu que de nombreux dossiers examinés par la COPAC concernaient le patrimoine mobilier et immatériel, alors même que ces domaines étaient faiblement représentés parmi ses membres. La création de trois sections distinctes au sein de la COPAC visait dès lors à recueillir les observations d'experts propres à chaque domaine, afin de garantir un haut niveau d'expertise dans les avis rendus.

Un deuxième règlement grand-ducal du 31 mars 2025²⁴ a réintroduit la possibilité de nommer des suppléants aux membres effectifs afin de garantir le bon fonctionnement de la COPAC en cas d'absences.

Par ailleurs il convient de noter que les avis de la COPAC sont publiquement accessibles sur le site Internet de l'INPA et qu'un tableau reprenant les avis et les décisions prises par le Ministre de la Culture est régulièrement distribué aux membres de la COPAC afin de les tenir informés.

Expansion de l'Aéroport de Luxembourg | Question 2261 (29/04/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Den CEO vu lux-Airport, den Alexander Flassak, huet an engem Interview mam „L'essentiel“ vum 26. Abrëll 2025 annoncéiert, datt de Flughafen Findel eng Erweiterung brauch, fir mat der aktueller an zukünftiger Croissance eens ze ginn. Mat 5,1 Milliounen Passagéier am Joer 2024 huet de Flughafen méi wéi eng Verdueblung vun der Aktivitéit am Verglach zu virun 10 Joer erlieft. Den Här Flassak huet och preziséiert, datt schonns elo d'Kapazitätsgrenze während de Spëtzenzäiten erreecht ginn an datt d'Infrastruktur muss optimiséiert a vergréssert ginn. D'Slot-Limitation während bestëmmten Zäiten hunn direkt Auswirkungen op d'allgemeng Lofftaart, souwéi och op d'Ausbildung vu Piloten. Dës sinn net nëmme wichteg fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft, mee och fir d'Zukunft vun der nationaler Lofftaartkompetenz a fir d'Attraktivitéit vum Findel als regionalen Hub fir d'Groussregioun.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi eng konkret Pläng leien der Regierung fir d'Erweiterung vum Flughafen Findel vir a wéi eng Budgete sinn dofir virgesinn?

2. Wéi gedenkt d'Regierung, déi aktuell Slot-Limitationen ze bewältegen, besonnesch während de Spëtzenzäiten, déi den Här Flassak als Hauptproblematik beschriwwen huet?

²³ qui a modifié le règlement grand-ducal du 9 mars 2022 déterminant la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Commission pour le patrimoine culturel

²⁴ idem

3. Sinn an der Planung vun der Kapazitätserweiterung och spezifesch Konzepter fir d'allgemeng Lofftaart virgesi fir sécherzestellen, datt och dësen essentiellen Deel vun der Lofftaartaktivitéit genuch Plaz behält?

4. Gouf et Gespréicher mat de Fluchgesellschaften iwwer eng besser Verdeelung vun de Flich iwwer den Dag, fir d'Spëtzenzäiten ze entlaaschten, esou wéi den CEO vu lux-Airport et als eng theoreetesche Méiglechkeet erwänt huet?

5. Wat ass d'Visioun vun der Regierung betreffend d'Entwécklung vu Laangstreckeflich, déi den Här Flassak als „eng Fro vun der Zäit“ bezeechent huet, a wéi eng wirtschaftlech Opportunitéite gesäit d'Regierung doduerch fir eis Lëtzebuerger Lofftaartindustrie?

6. Den Här Flassak huet erwänt, datt d'Nuetsflich „nettement augmentéiert“ hunn an datt lux-Airport d'Absicht huet, „d'Zuel vun den Ausnamen ze minimiséieren“. Wéi eng konkret Mesurë plangt d'Regierung, fir d'Ofhängegkeet vun Ausname bei Nuetsflich ze reduzéieren, ouni datt d'wirtschaftlech Aktivitéit vum Flughafen beaflosst gëtt?

Réponse (02/06/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen zu der Erweiterung vum Flughafen Findel.

ad 1. Momentan gi schonn Deelberäicher vum Terminal sanéiert a successiv wäerte weider Fläche fir d'Passagéiernotzung derbäikommen. D'Pläng zur Erweiterung vum Flughafen ginn den Ament nach ausgeschafft. Et kann also zu dësem Zeitpunkt nach kee Montant fir d'Aarbechte genannt ginn. Au vu vun der Evolutioun vun de Passagéierzuelen, méi genee, eng Verdueblung an 10 Joer, steet awer fest, datt eng Erweiterung néideg ass.

ad 2. D'Slot-Vergab fir d'Airliné gëtt iwwer eng zentral Koordinatioun organiséiert. De Findel ass am Moment e „Level 2“ Flughafen, also e „facilitated airport“. Dat bitt eng besonnesch grouss Flexibilitéit bei de Start- a Landezäiten ausserhalb vum Nuetsverbuet. En Eriwwergoen op de „Level 3“ zum sougenannte „coordinated airport“, géif dës Friiheet aschränken an d'Offer u Vollen, während de vun de Konsumentinnen a Konsumente gefroten Auerzäiten, reduzéieren. Am Géigenzuch géif dës awer natierlech eng Entlaaschtung während de Spëtzenstonne bedeiten. Momentan gëtt un der aktueller Konsens-Politik festgehalten.

ad 3. D'allgemeng Lofftaart huet hir fest Plaz um Findel. Allerdéngs féiert de permanente Wuesstum vun de kommerzielle Flugaktivitéiten um Findel derzou, datt d'Wardezäite fir d'Sportflieger méi grouss ginn an dowéinst mittel- bis laangfristeg strukturell Iwwerleeunge gefouert ginn.

ad 4. Dës Gespréicher fannen haut scho statt – an dat an der schonn ernimmter Koordinatioun fir d'Slot-Vergab, tëscht lux-Airport als Flughafenbedreiwer an de Fluchgesellschaften. Dës Koordinatioun huet och zu positive Resultater bei der Entlaaschtung vun de Spëtzenzäite gefouert a wäert dës och an Zukunft maachen.

ad 5. D'Regierung ënnerstëtzt d'Entwécklung vu Laangstreckevollen. Et ass awer eng Decisioun vun den Airliné fir ze decidéieren, ob esou eng Verbindung Sënn ergëtt an sech wirtschaftlech dréit. D'Infrastruktur vum Findel erlaabt et haut schonn, fir Laangstreckevollen ze empfangen. Dat weist déi wéchentlech Verbindung op Zhengzhou.

ad 6. D'Regierung schafft zesumme mat der Administration de la navigation aérienne (ANA), dem Flughafen an de betraffene Fluchgesellschaften drun,

fir d'Flich während dem Nuetsverbuet ze limitéieren. Zousätzlech huet d'ANA an dësem Kontext eng Charta mat Cargolux opgestallt, eng änlech Charta gëtt aktuell mat Luxair finaliséiert.

Empoisonnement récent d'oiseaux sauvages par un raticide | Question 2263 (29/04/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Récemment, plusieurs cas d'oiseaux empoisonnés ont été signalés au Centre de soins pour la faune sauvage à Dudelange. Ces animaux ont été trouvés dans le centre du pays, notamment dans des quartiers résidentiels de la ville de Luxembourg. Le Centre a confirmé que dans plusieurs cas il s'agissait d'un empoisonnement par l'alpha-chloralose, un produit utilisé comme raticide.

Ce produit ne représente pas seulement un danger pour les espèces animales sauvages comme les oiseaux, mais également pour les enfants qui sont présents dans les zones concernées, ainsi que les animaux domestiques, notamment les chiens et les chats, qui risquent une intoxication grave, voire mortelle.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Le Gouvernement envisage-t-il de renforcer les restrictions en place par rapport à l'usage de produits toxiques tels que l'alpha-chloralose dans des zones sensibles (espaces fréquentés par les enfants, zones résidentielles, espaces écologiques sensibles, etc.) ?

2) Est-il prévu de renforcer la sensibilisation du public concernant les risques liés à l'utilisation de ces produits toxiques pour la faune, les animaux domestiques et potentiellement la santé humaine ?

3) Quelles autres mesures Monsieur le Ministre compte-t-il prendre pour lutter contre l'empoisonnement des oiseaux sauvages ?

Réponse (06/06/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Les seuls produits biocides à base d'alpha-chloralose dont la mise sur le marché est autorisée au Luxembourg (et ailleurs en Europe) sont des produits rodenticides. Contrairement à la majorité des autres produits rodenticides, l'usage des rodenticides à base d'alpha-chloralose est strictement limité à la lutte contre les souris et ce, uniquement à l'intérieur des bâtiments, ceci pour empêcher les cas d'intoxications primaires et secondaires d'animaux sauvages non-ciblés.

À noter qu'une application à l'extérieur de rodenticides à base d'alpha-chloralose est contraire aux conditions d'autorisation de mise à disposition sur le marché de ces produits. En ce, un tel emploi est aussi contraire à la loi du 4 septembre 2015 relative aux produits biocides²⁵.

ad 1) En principe, l'usage en zones sensibles est exclu au titre des autorisations de mise à disposition sur le marché des produits.

ad 2) Comme évoqué ci-dessus, les conditions d'utilisation des produits biocides à base d'alpha-chloralose sont fixées par les autorisations de mise

²⁵ Loi du 4 septembre 2015 a) concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (UE) n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides ; b) relative à l'enregistrement de fabricants et de vendeurs ; c) abrogeant la loi modifiée du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides.

à disposition sur le marché. Ces conditions doivent être renseignées sur les produits en cause afin que les utilisateurs puissent en prendre connaissance. À noter aussi que le ministère a à plusieurs reprises²⁶, à l'occasion d'incidents liés à l'emploi non conforme de ces produits, sensibilisé le public quant aux produits rodenticides.

ad 3) Des mesures sont en place pour limiter les risques d'empoisonnement, notamment à travers le cadre réglementaire existant. Le ministère suit avec attention les signalements de cas d'intoxication et les enquêtes menées et reste mobilisé pour adapter, si nécessaire, les dispositifs en vigueur.

Sécurité dans les transports publics | Question 2266 (29/04/2025) de M. Laurent Mosar (CSV)

La sécurité dans les transports publics constitue un enjeu majeur pour renforcer leur attractivité. Bus, tramways et trains doivent offrir aux citoyens non seulement une alternative pratique et rapide à la voiture, mais également une solution sûre. Toutefois, ces dernières années, les signalements d'agressions dans les transports publics se sont multipliés, remettant en cause le sentiment de sécurité des usagers et affectant par ailleurs les conditions de travail du personnel.

En dépit des efforts déjà consentis, tels que le déploiement de personnel de sécurité ou l'installation de caméras dans les trains, il apparaît nécessaire de renforcer encore les dispositifs existants pour limiter durablement ce phénomène. Eu égard au rôle essentiel des transports publics dans notre société, il est légitime de s'interroger sur les mesures envisagées par le Gouvernement pour faire face à cette évolution préoccupante.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Le Gouvernement peut-il communiquer des données précises sur le nombre d'agressions enregistrées dans les transports publics (bus, tramways, trains) au cours des cinq dernières années ?

2) Quelles sont les formes d'agressions les plus fréquemment constatées (verbales, physiques, menaces, etc.) ?

3) Quelles mesures concrètes le Gouvernement a-t-il mises en place ou envisage-t-il de mettre en œuvre pour lutter contre l'augmentation de la violence dans les transports publics ?

4) Dans le domaine ferroviaire, des dispositifs de surveillance, tels que les caméras et la présence de personnel de sécurité, sont déjà déployés. Est-il prévu d'appliquer des mesures similaires au réseau de tramway ?

Réponse (06/06/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Député s'enquiert sur l'agressivité et la violence dans les transports publics.

ad 1) et 2) Les données statistiques suivantes, réparties par type d'agressions :

– Tableau 1[†] : dont ont été victimes les agents des transports publics entre 2021 et 2025 (jusqu'au 06/05/2025) ;

²⁶ https://gouvernement.lu/de/actualites/toutes_actualites/communiqués/2024/06-juin/07-aufklaerungskraehensterben.html
https://gouvernement.lu/de/actualites/toutes_actualites/communiqués/2025/02-fevrier/21-wildvogelsterben-cessingen.html

– Tableau 2[†] : dont ont été victimes des tierces personnes dans les transports publics entre 2021 et 2025 (jusqu'au 06/05/2025) ;

peuvent être influencées par la culture de signalement des incidents qui prévaut dans les différentes entreprises de transport.

Elles doivent donc être considérées avec une grande prudence en termes de comparabilité.

Entre 2022 et 2024, le « constat incident sûreté » (rapport d'incident de sécurité) a été numérisé et la base de données web « incidet » des CFL a été modernisée. Entre mai et décembre 2024, la WEBAppCIS a été progressivement mise en service chez les autres opérateurs AVL, Luxtram, RGTR et TICE, de sorte que les incidents de sécurité peuvent être signalés presque immédiatement, ce qui facilite leur analyse et permet en conséquence une meilleure gestion des interventions.

Les formes des agressions les plus fréquentes sont des insultes verbales, des crachats et des agressions physiques sans blessures et des menaces. Il est néanmoins constaté, grâce au report précis des agressions, qu'au sein des CFL, une augmentation de la fréquence des agressions à l'encontre du personnel a été observée, tandis que leur niveau de gravité tend à diminuer.

En parallèle, il faut également considérer que le nombre de clients transportés par les différents opérateurs augmente de manière continue. En effet, à titre d'exemple, les CFL ont transporté en 2024, 31,3 millions de clients contre 28,7 millions en 2023, ce qui représente une augmentation de 9 % sur une année.

ad 3) Le projet de loi n° 8335²⁷ relative à la sécurité, la sûreté, l'ordre et la vidéosurveillance dans les transports publics et modifiant la loi du 5 février 2021 sur les transports publics, vise à renforcer la sécurité, la sûreté et l'ordre dans les transports publics. La présentation du projet de loi est prévue à l'occasion d'une prochaine séance de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics.

Il prévoit l'installation de caméras de surveillance dans et sur les transports publics et les infrastructures associées pour renforcer la sécurité. La référence aux services de transports publics définis par la loi modifiée du 5 février 2021 sur les transports publics, couvre les services assurés par les trains, bus et tramways.

L'utilisation des enregistrements est encadrée afin de garantir la protection de la vie privée des personnes concernées.

Par ailleurs, le texte introduit un ensemble de mesures destinées à renforcer le respect de l'ordre public, parmi lesquelles :

- des obligations et des règles de comportement pour les usagers et voyageurs ;
- un catalogue d'infractions ;
- des mesures administratives, notamment le rappel à l'ordre, l'injonction de quitter les véhicules ou les lieux, la contrainte par la force en cas de refus d'obtempérer à l'injonction de quitter, l'interdiction d'accès et de séjour dans les transports publics et des amendes administratives ;
- des dispositions sur le contrôle d'identité ;
- des mesures pénales, telles que les avertissements taxés et amendes forfaitaires ;
- des définitions sur les compétences respectives d'agents de service agréés des transports publics, membres de la Police grand-ducale, agents de l'Administration des douanes et accises ;

²⁷ <https://www.chd.lu/fr/dossier/8335>

– des dispositions sur la vidéosurveillance dans le domaine des transports publics.

Les mesures concrètes mises en place, respectivement renforcées, pour lutter contre l'augmentation de la violence dans les transports publics sont les suivantes :

- une présence policière renforcée et une surveillance préventive assurée par des patrouilles de police dans les transports publics ;
- la réalisation de contrôles renforcés, menés par des patrouilles en uniforme et en civil dans les transports publics ;
- des contrôles dans les transports ferroviaires, y compris transfrontaliers, en collaboration avec les forces de l'ordre étrangères ;
- des patrouilles communes entre la police et les CFL (incluant le personnel d'accompagnement train des CFL), avec l'appui, dans la mesure du possible, du groupe canin de la police à bord des trains ;
- sensibilisation et formation du personnel : organisation de tables rondes, ateliers (autodéfense, vigilance), sessions de formation internes, campagnes d'affichage (« Flash sûreté ») et événements tels que le SafetyDay ;
- une présence visible du groupe canin de la police dans les gares à forte affluence à des heures et jours déterminés ;
- le recours au système de vidéosurveillance VisuPol installé notamment aux abords de la gare centrale et du quartier Hamilius, afin de renforcer la surveillance ;
- la mise en œuvre de campagnes de sensibilisation et de prévention à destination du grand public, visant à informer sur les comportements à adopter en cas d'agression ou de menace, que ce soit dans les transports publics ou dans tout autre espace public.

Un comité de pilotage sur la sûreté dans les transports publics se tiendra avant les congés d'été afin de faire le point sur la situation actuelle et de définir la feuille de route des mesures à mettre en œuvre pour l'année à venir.

Parallèlement, une réunion interministérielle est prévue en juin entre notamment le Ministère des Affaires intérieures, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et la Police grand-ducale. Cette rencontre portera sur les questions de salubrité aux abords des arrêts de transports publics à forte affluence, ainsi que sur la sécurité, les contrôles et la présence d'agents dans les transports publics.

ad 4) Concernant le réseau tramway, des agents Luxtram sont présents dans les rames depuis 2021, afin de renforcer le sentiment de sécurité des voyageurs. En cas de besoin, la police est systématiquement sollicitée.

Par ailleurs, l'ensemble des rames est équipé de caméras de vidéosurveillance depuis leur mise en service. Les enregistrements issus de ces dispositifs sont régulièrement consultés par la police, et ce, de manière quasi quotidienne. Les forces de l'ordre peuvent en effet demander copie des enregistrements vidéo en cas de dépôt de plainte ou de flagrant délit, sur présentation d'un ordre écrit dûment motivé.

Cessation des activités de la société de sécurité Protection Unit | Question 2267 (30/04/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Am Februar gouf bekannt, dass d'Sécherheitsfirma Protection Unit, déi nach de Mount selwer ee Kontrakt mat den CFL verlängert hat, hir Aktivitéiten zu Lëtzebuerg géif astellen.

Dës Situatioun huet vill Froen opgeworf, notament firwat déi Responsabel bei den CFL bei der Kontraktverlängerung net Bescheid wossten oder et keng Roll gespillt huet, dass d'Firma e puer Deeg drop beim Gericht eng Procédure de réorganisation géif ufroen.

An der Äntwert op meng vireg parlamentaresch Fro N° 1906 huet d'Mobilitéitsministesch erklärt, dass d'CFL d'Situatioun mat hirem externe Sécherheitsdénkscht am A behalen an déi néideg Mesuren huelen, fir d'Sécherheet vu Voyageuren a Personal net ze gefährden.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch präzis erklären, wéi eng konkret Servicer Protection Unit am Kader vum Kontrakt mat den CFL ofdeckt (Zich, Garen, strategesch Plazen, mobil Missiounen etc.)?

2. Gëtt et scho Reduktiounen oder Ausfäll an de Leeschtungen, déi d'Firma fir d'CFL prestéiert? Wa jo, wéini goufen dës observéiert a wéi goufen dës kompenséiert?

3. Protection Unit hat de 4. Februar kommunizéiert, dass si schonn zënter Méint un engem Réckzuch aus dem Lëtzebuerger Maart schaffen. Kann d'Ministesch ausschléissen, dass d'Firma den CFL bewusst näischt iwwert déi wirtschaftlech Problemer matgedeelt huet an ass d'Déclaration d'honneur deemno falsch?

4. Wéi gesäit de sougenannte Plang B konkret aus, falls Protection Unit seng Missiounen net méi erfëlle kann? Wat geschitt bei enger Faillite? Wéi garantéieren d'CFL, dass d'Sécherheet ouni Ënnerbrechung assuréiert bleift?

5. Wäerten d'Agente vu Protection Unit direkt an eng CFL-Filial oder Deelstruktur integréiert ginn? Falls nee, firwat net?

Réponse (02/06/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Wéi schonn an der viregter parlamentarescher Fro Nummer 1906 erwänt, ginn d'Servicer vu Protection Unit haaptsächlech op de Garen, an den Zich, Parkingen CFL an Ateliers CFL prestéiert.

ad 2. Dës Leeschtungen ginn ausgefouert wéi am Kontrakt mat den CFL beschriwwen.

ad 3. D'Attributioun vum Kontrakt war den 30. September 2024, 4 Méint bevir Protection Unit beim Gericht hiren Antrag fir eng gerichtlech Reorganisatioun gestallt huet.

ad 4. Momentan gëtt et keng Ausfäll vusäite vu Protection Unit. Falls ubruecht, sinn déi néideg Schrëtt preparéiert, fir séier reagéieren ze kënnen an en Appel d'offre d'urgence ze maachen.

ad 5. D'Gesetzeslag gesäit esou eng Méiglechkeet net vir.

.....

Évolution de la « quote d'État » | Question 2268 (30/04/2025) de **M. André Bauler** (DP)

An Däitschland ass déi sougenannt „Staatsquote“, also de Rapport tëscht den Dépense vum Staat am Verglach zum PIB, op 49,50 % geklommen. Déi niddregst „Staatsquote“ ass aktuell déi vun Irland (23,50 %) an déi héchst ass déi vu Finnland (57,60 %).

An deem Kader wollt ech dem Här Finanzminister folgend Froe stellen:

1. Wéi huet sech „d'Staatsquote“ hei zu Lëtzebuerg zanter 2010 entwéckelt?

2. Wéi situéiert sech Lëtzebuerg am Verglach mat allen aneren EU-Staaten?

3. Wat fir Facteuren hunn zur Entwécklung vun der haiteger „Staatsquote“ bäigedroen a wéi gesinn d'Perspektive bis zum Joer 2030 aus?

4. Wéi huet sech d'Staatschold am Verglach zum PIB zanter 2010 entwéckelt a wéi situéiert sech Lëtzebuerg an deem Kontext am Verglach zu deenen anere Länner?

Réponse (26/05/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1. Déi sougenannte Staatsquote entsprécht dem Verhältnis tëscht den Ausgabe vum Gesamtstaat an dem nominale Bruttoinlandsprodukt (PIB). Der europäescher Norm SEC 2010 no ëmfaassen d'Ausgabe vum Gesamtstaat déi vum Zentralstaat, dem Gemeinsektor an der Sécurité sociale.

Zu Lëtzebuerg louch d'Staatsquote 2010 bei 42,0 % an 2024 bei 46,9 %, wat enger Progressioun vu 4,9 Prozentpunkten entsprécht.

ad 2. Mat enger Staatsquote vu 46,9 % läit Lëtzebuerg 2024 ënnert dem Duerchschnitt vun der EU (49,2 %) an der Eurozon (49,6 %) (méi Detailer an der Annex 1 ↑).

ad 3. D'Entwécklung vun der Staatsquote iwwer déi lescht 15 Joer erklärt sech doduerch, dass d'Ausgabe vum Gesamtstaat am Duerchschnitt méi séier gewuess sinn (6,1 %) wéi den nominale PIB (5,4 %).

An der Grafik A. ↑ sinn déi verschidde Kategorie vum Ausgabe vum Gesamtstaat opgeléist, déi zur Progressioun vun der Lëtzebuerger Staatsquote bäigedroen hunn. D'Remuneratiounen, Sozialausgaben a lafend Transferte stellen dobäi déi Haaptacturen duer.

Laut dem Budget pluriannuel, deen zejoert am Oktober virgestallt gouf, géif d'Staatsquote déi nächst Joren an d'Luucht goen, fir sech 2028 bei 49,2 % vum PIB anzependelen.

ad 4. D'Staatschold louch 2010 bei 19,1 % vum PIB. Op Enn 2024 beleeft sech dës Wäert op 26,3 %. Lëtzebuerg läit domat op der drëtter Plaz vun den EU-Memberstaaten mat der niddregster Verschuldung.

Déi duerchschnittlech Staatschold an der EU beleeft sech iwwerdeems op 82,2 %, während se an der Eurozon bei 88,9 % läit. Heizou méi Detailer an der Annex 2 ↑.

.....

Développement du tourisme viticole et rural au Luxembourg | Question 2269 (30/04/2025) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Laut dem Koalitionsaccord engagéiert sech d'Regierung, den Oenotourismus an den Agrartourismus weider ze fërden an zu engem feste Bestanddeel vun eiser lokaler Tourismus-Offre ze maachen. Sou soll zum Beispill e Wäinhaus zu Ehnen entstoën, wat representativ fir eis Muselregioun soll stoen. Ausserdeem soll och verstärkt dru geschafft ginn, fir konventionell an och méi speziell Iwwernuechtungsméiglechkeeten am ländleche Raum méiglech ze maachen.

An deem Kader wollt mir dem Här Minister fir Économie, Mëtzelstand, Energie an Tourismus folgend Froe stellen:

– A wéi engem Stadium befannen sech d'Planifikatiounen vu wichtege Projeten ewéi dem Wäinhaus zu Ehnen oder der „Maison du vin et des produits régionaux“ zu Bréissel?

– Gëtt et scho konkret Iddien, wéi een d'Verfügbarkeet vun Iwwernuechtungsméiglechkeeten am ländleche Raum gestalte kann?

– Sinn am Kader vun dëse Projeten och Partnerschaften mat privaten Acteuren virgesinn?

– Si finanziell Ënnerstützungsmoossname fir ländlech Betriber oder Privatleit, déi Iwwernuechtungsméiglechkeeten ubidden, geplangt?

– Sinn, zu dësem Zäitpunkt, scho Projeten ofgeschloss?

Réponse (27/05/2025) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Oenotourismus

Am Kader vun der Entwécklung vum Oenotourismus schafft de Wirtschaftsministère aktuell un engem Projet fir e Konzept an un engem Aktionsplang. Bis Enn vum Joer ass deemno virgesinn, e Konzept an en Aktionsplang fir den Oenotourismus opzestellen, deen sech an déi besteend national Tourismusstrategie integréiert.

Dëst Konzept wäert d'Roll vum Oenotourismus fir Lëtzebuerg definéieren a kloer Aktiounen duerstellen, déi an deem Kontext kënnen ëmgesat ginn. De Prozess, fir dëst auszeschaffen, ass rezent ugelaft. Eng wichteg Etapp ass den 28. Mee, wann zu Gréiwemaacher de Projet all de betreffenen Acteuren presentéiert gëtt. An de Méint dono ginn an engem partizipative Prozess mat den Acteuren vum Terrain Ziler definéiert an Aktiounen konzipéiert, fir den Oenotourismus zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen an ze entwéckelen. Dëse partizipative Prozess besteet aus individuelle Gespréicher a Workshoppe mat de verschiddenen Acteuren.

Am Kontext vum Oenotourismus kann och nach op weider Projeten an Evenementer, déi Deel si vun der Promotioun an der Entwécklung vum Oenotourismus, higewise ginn. Esou ënnerhëlt den ORT Musel Initiativen am Beräich Oenotourismus, wéi zum Beispill de Wine Taste Enjoy an de Wine Lights Enjoy. Et ginn och geféiert Touren am Beräich Wäintourismus mat Degustatiounen ugebueden.

Och d'Präsentatioun vum Guide Michelin 2025 zu Metz, déi am Partenariat mat Lëtzebuerg gemaach ginn ass, schreift sech an d'Promotioun vum Oenotourismus an. Et hunn ënnert anerem 5 Lëtzebuerger Wäinbetriber deelgeholl an 3 Lëtzebuerger Wäiner goufe beim „Dîner des chefs“ proposéiert. An dësem gastronomesche Kontext ka schonn drop higewise ginn, datt 2026 déi nächst Expogast mam Culinary World Cup zu Lëtzebuerg stattfënnt.

Allgemeng gi bei touristeschen Evenementer, wéi dem Season-Opening op der Place d'Armes, oder op verschiddene Fieren, Lëtzebuerger Wäiner ugebueden a promovéiert.

Bei de Projete ronderëm den Oenotourismus gëtt, esou wéi dat och aus de genannte Beispiller ervirgeet, reegelméisseg a konstruktiv mat Privatacturen aus dem Secteur zesumme geschafft.

Wäinhaus zu Éinen

Op ongeféier 1.300 m² Ausstellungsfläch, mat Degustatiounssäll a Banquetsraum, wäert d'Wäinhaus zu Éinen eng eenzegaarteg Vitriin fir den Oenotourismus, d'Regioun Musel an de Lëtzebuerger Wäiner ginn. D'Wäinhaus setzt an Zukunft op eng nei, zum Deel interaktiv, Ausstellung, e professionellen Accueil, eng regional Vithéik, e Wäibistro wéi och eng Rent-a-Bike-Statioun, fir den Hub vum Lëtzebuerger Oenotourismus ze ginn.

An 3 immersive Säll wäert de Visiteur d'Miselerland mat senger Landschaften an Awunner entdecken.

Dem Visiteur sollen de Wäibau an d'Regioun méi nobruecht ginn, fir en unzereegen, no der Visitt am Wäinhaus, d'Géigend weider ze entdecken. En Haapt-element vun der Programmation sinn déi thematesch Workshoppe ronderëm d'Oenologie.

D'Wäinhaus wäert dem Visiteur eng breet Pallétt vu Workshoppen ubidden, zum Beispill geféiert Degustatiounen an thematesch Degustatiounsatelieren. Et ass ugeduecht, am Kader vun der Vinothéik mat de Vertrieeder aus dem Wäibau ze kooperéieren, a bei Animatiounen a Konferenzen zesummenzeschaffen. De Site bitt Privatpersounen, Betriber an aneren Acteuren d'Méiglechkeet, an de Raimlechkeete Konferenzen, Reuniounen oder verschidden Evenementer ze organiséieren.

D'Aarbechten un der Enveloppe um Gebai gradewéi d'Bannenausbau- an Technikaarbechte sinn aktuell amgang. Et ass virgesinn, datt all dës Aarbechte fir ufank vum Joer 2026 ofgeschloss sinn. Wat d'Ausstellung ugeet, ass den definitiven Zenario ronderëm d'Inhalter vun der Ausstellung Enn Abréll validéiert ginn, elo preparéieren d'Bureaux d'études déi effentlech Ausschreibungen. D'Aarbechte vun der Zeenografie sinn ab Januar 2026 virgesinn, am Juli 2026 ass viraussichtlech alles ofgeschloss.

Luxembourg House

Zanter 2023 ass am Stadzentrum de Buttek „Luxembourg House“, deen sech zur Missioun gemaach huet, de Lëtzebuerger Savoir-faire a lokal Produiten ze fërderen. Hei gouf d'Zesummenaarbecht mam Institut viti-vinicole gestärkt, fir d'Promotioun vun de lëtzebuergesche Wäiner a Cremanten nach weider ze verstärken.

Eng honnert Referenze vu Lëtzebuerger Wäiner a Cremante ginn dem nationale wéi och internationale Public ugebueden, an Degustatiounen an der Presenz vu Lëtzebuerger Kellereie gi reegelméisseg am Luxembourg House organiséiert. Am Sënn vun dëser dynamescher Entwécklung a konform mam Wëlle vun der Regierung, den Oenotourismus an déi regional Produkte vum Land weider ze ënnerstëtzen, wäert d'Luxembourg House am Joer 2026 op méi grouss a modern amenagéiert Raimlechkeeten am Rez-de-chaussée vum Gebai Konrodseck plënnere. Weider Detailler ginn nach virun Enn 2025 matgedeelt.

Iwwernuechtungsméiglechkeeten am ländleche Raum Mam „Programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique“ ënnerstëtzt de Wirtschaftsministerium Projete vu Gemengen an ASBL, fir nei Iwwernuechtungsméiglechkeeten ze schafen oder bestoender ze moderniséieren an auszubauen.

Betriber, déi Iwwernuechtungsméiglechkeeten ubidden an aus dem Horeca-Beräich sinn, wéi all aner Betriber, fir Bähellefe vum Wirtschaftsministerium eligibel, sief et fir Investissementer vu PMEën, fir Projeten am Beräich Ëmweltschutz an erneierbar Energien, oder och Projeten, déi ënnert Innovatioun, Entwécklung a Fuerschung falen.

Beispiller vu rezente Projeten, ofgeschloss oder an der Ëmsetzung, zum Beispill am Beräich Giten a „Glamping Tuurm/Tiermchen“²⁸ sinn:

- d'Gemeng Mondorf huet e Projet, fir d'Konzept vum „Glamping Tuurm/Tiermchen“ ëmzesetzen;
- d'Jugendherberg zu Lëlz schafft un engem Projet mam Konzept vum „Glamping Tuurm/Tiermchen“;
- d'Kabaisercher am Minett;
- de Casinotuerm zu Éinen;

- déi al Post zu Käerch;
- d'Paschtoueschhaus zu Randschelt;
- de Gite „Beim Mulles“ zu Veianen (e private Projet).

De Wirtschaftsministerium féiert aktuell ëmweltesch Etüden duerch, fir d'Méiglechkeet vum Bau vun engem Hotel op engem staatlechen Terrain zu Lëlz an der Gemeng Esch-Sauer ze präiwen. Wann dës Etüden sech schlësseg erweisen, lancéiert de Wirtschaftsministerium en Appel à projets, fir op dësem Site en nohaltigen Hotel-Projet ze realiséieren an ze bedreiwen.

Propagation cigale à ailes de verre en Allemagne et ses impacts sur l'agriculture au Luxembourg | Question 2270 (30/04/2025) de M. André Bauler | M. Luc Emering (DP)

An Däitschland verbreet sech aktuell d'Schilf-Glasflügelzikade aus de südleche Regiounen weider an aner Bundeslänner. D'Bauern, déi Gromperen, Rommelen an Zockerrüben ubauen, lafen domadder Gefor, hir Ertrag deelweis oder ganz ze verléieren. Et ass ze bemerken, datt et sech bei dësem Schädling ëm eng Aart handelt, déi lokal scho laang ze fannen ass a sech éischter bei Lëtchen opgehalen huet.

Bei dësem Befall verwielegen d'Planzen an et gëtt Auswierkungen op hir Wuerzelen. Schonn elo stellen d'Bauere signifikant Reduktiounen bei den Ertrag vun dësen dräi Geméisorte fest. Als méiglech Léisung huet déi däitsch Regierung elo eng kuerzfristeg Zouloossung fir verschidden Insektegefërter erdeelt.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau an dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

- Sinn der Madamm Ministesch an dem Här Minister Fäll vun dësem Bakteriefall hei am Land bekannt?
- Falls jo, gëtt et Acteuren oder Initiativen, déi sech dëser Problematik ugehol hunn?
- Gëtt et a punkto Präventioun eng Zesummenaarbecht mat anere Länner?

Réponse (05/06/2025) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

D'Schilf-Glasflügelzikade (Pentastiridius leporinus) ass niest aneren Zikaden, e potenzielle Vecteur vu sougenannte Phytoplasmen. Dat si spezialiséiert Bakterien, déi Planze befallen a schiedegen. Bei de Gromperen ass et Candidatus phytoplasma solani, den Erreger vun der „bakteriellen Knollenwelke“ oder Stolbur. Dës Krankheet féiert zum Verwielegen vum Gromperestäck, Ertragsminderungen a Qualitätsverloschter wéinst sougenannte „Gummi-knollen“. Fir de Mënsch besteet kengerlee Gefor. D'Schilf-Glasflügelzikade kann niest d'Stolbur och d'Krankheet „syndrome de basse richesse“ an de Rommelen iwwerdroen. Dës resultéiert an engem reduzierten Zockergehalt bei de Rommelen, wat zu Ertragsverloschter bis zu 40 % fir de Bauer bedeite kann. Wéi bei Stolbur, ass och dës Kränk net geféierlech fir de Mënsch.

Bis haut goufe weeder d'Schilf-Glasflügelzikade nach d'Schuederreeger Stolbur a „syndrome de basse richesse“ a Kulturplanzen zu Lëtzebuerg nogewisen. D'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) ass mat hire verschiddene Servicer un dëser Problematik drun.

De Stolbur Candidatus phytoplasma solani ass laut dem Planzegesondheetsreglement (UE) 2016/2031 e sougenannten RNQP, e reglementéierten net quarantäne Schuederreeger. Den RNQP dierf am

Vermeerungsmaterial vun enger bestëmmter Kultur guer net oder nëmme minimal oprieden. De Vektor an de Syndrome de basse richesse sinn net reglementéiert.

Setzgrompere mussen laut der respektiver EU-Vermaarungsdirektiv an dem Planzegesondheetsreglement fräi vu Stolbur sinn. Dofir gëtt et bei der Zertifizéierung vun de Setzgromperen, engem offiziellen an obligatoreschen Qualitätssécherungssystem, europawäit eng Nulltoleranz fir dës bakteriell Krankheet. Dës gëtt bei der Inspektioun vu sämtleche Stécker, op deene Setzgrompere produzéiert ginn, offiziell kontrolléiert. Soubal am Stéck eng krank Planz festgestallt gëtt, muss se mat de Knollen erausgerappt an zerstéiert ginn. Zousätzlech mussen op der Recolte vun deem Stéck Analysen am Laboratoire gemaach ginn. Wa krank Knolle fonnt ginn, dierf déi komplett Recolte vum Stéck net als Setzgrompere benotzt ginn. D'Kontrollen am Kader vun der Zertifizéierung sinn eng routineméisseg Prozedur, och fir aner Problemer a Krankheeten. Esou kann de Bauer, deen z. B. Iessgrompere produzéiert, wéi, op gesond Planzematerial zréckgräifen.

De Service fir Phytopathologie vun der ASTA ënnersicht reegelméisseg Planzematerial op dës Krankheeten a schafft dobäi enk mat auslännesche Laboren an Experten zesummen.

Och dës Joer ass e Monitoring vun der Schilf-Glasflügelzikade an ufällege Kulture geplangt. D'Zil ass et, e fréit Erkenne vun den Zikaden ze erméiglechen, fir sou fréi wéi méiglech preventiv Moossname géint déi potenziell Krankheeten ze treffen, déi se iwwerdroe kënnen. Wa Bauere krank Planze bemerken oder mengen, esou eng Zikade gesinn ze hunn, kënnen se dem Planzeschutzservice vun der ASTA Bescheid soen.

Déi zoustänneg Servicer vun der ASTA stinn a Kontakt mat däitsche Fuerscher aus engem Europäeschen Innovationspartnerschaft (EIP) Projet, fir op besteeënd auslännesch Expertisen zum Monitoring vun der Glasflügelzikade an dem Zikaden-Management kënnen zréckzegräifen.

Meldungen zu befallenem Planzematerial ginn an der Regel iwwert europäesch Alerte-Systemer de Servicer vun der ASTA matgedeelt an si kënnen dann de landwirtschaftleche Betriber a Vermaarter Bescheid soen, falls néideg.

Communiqué par les services concernés de l'ASTA (service de phytopathologie, service de certification des semences et plants, service de protection des végétaux, service agri-environnement, recherche et innovation)

Situation du personnel des CFL | Question 2271 (30/04/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Iwwert 5.000 Persounen schaffe bei den CFL mam Zil, fir Lëtzebuerg um Rullen ze halen.

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0949 hat d'Ministesch méi detailléiert Donnéeën iwwert d'Personalsituatioun bei den CFL geliwwert.

Während d'Gesamtbeleegschaft ëm 8 % (ronn 400 Leit) gewuess ass, fält d'Kategorie „Hors statut CFL“ op, wou d'Beleegschaft a véier Joer ëm ronn 75 % gewuess ass (vun 127 op 223 Persounen).

An der Äntwert op meng lescht Fro N° 2111 erkläert d'Ministesch, dass fir dës Mataarbechter „déi selwecht Aarbechtskonditiounen applikabel [sinn] wéi beim Personal ënner dem ‚statut du personnel CFL‘, ausser spezifesch am Aarbechtskontrakt gereegelt Bestëmmungen.“

²⁸ https://meco.gouvernement.lu/fr/actualites/gouvernement2024+fr+actualites+toutes_actualites+communiqués+2023+05-mai+16-delles-remise-prix.html

D'Ministesch erklärt och, firwat d'Leit am Statut vum Hors-cadre age stellt ginn:

„Dese Wuesstum ass ze erklären duerch e verstärkte Besoin am Kader vun de ville Projeten an der Infrastruktur, vum Ausbau an der Optimiséierung vum Service public a vun der Digitaliséierung an allen Aktivitéiten vum Groupe CFL. Dës Entwécklung erfuerdert e verstärkte Besoin un héich qualifizierter Expertise a Féierungsfunktiounen.“

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten des Froe stellen:

1. Kann d'Ministesch d'Personalkäschte fir de Grupp Hors-cadre fir 2020 an 2023 (an eventuell schonn 2024) oplëschen?

2. Kann d'Ministesch d'Personalkäschte vun de verschiddene Carrière bei den CFL (I, A, M, S, B) fir d'Joer 2020 an 2023 (an, wa méiglech, och schonn 2024) oplëschen?

3. Wat ass déi duerchschnittlech a median Anciennetéit vun de Persounen, éiert se an de Statut „hors-cadre“ promovéiert/affektéiert ginn? A wat war hire leschte Grad am CFL-Statut virun dëser Promotioun?

4. – Bei wéi ville vun de Kontrakter vun den Hors-cadres gëllen d'Aarbechtsschutzmoossname souwéi d'Disziplinarprozedur vum CFL-Statut a wéi vill Kontrakter lafen iwwert dat normaalt Aarbechtsrecht (Code du travail)?

– Wéi bewäert d'Ministesch den Aarbechtsschutz vum Salarié am CFL-Statut am Verglach mat deem vum Code du travail?

Ass d'Ministesch der Meenung, dass den CFL-Statut d'Salarié besser schützt? Falls nee, u wéi enge Kritäre mécht si dat fest?

5. Wéi vill Persounen goufen tëscht 2019 an 2024 bei den CFL entlooss

– ënnert de Reegelen vun Disziplinarprozeduren, déi am CFL-Statut virgeschriwwen sinn?

– op Basis vum Aarbechtsrecht?

Réponse (04/06/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorablen Deputéierte stellt Froen zu de Personalkäschten a Prozeduren bei den CFL. Dës Informatiounen goufen bei den CFL ugefro.

ad 1. D'Personalkäschte fir verschidde Gruppen oder Karriären, dorënner de Statut „hors-cadre“ bei den CFL, déi eng Société commerciale à statut légal spécial²⁹ sinn, gi vum Verwaltungsrot festgeluecht.

Dës Decisiounen falen ënnert d'Autonomie vum Verwaltungsrot sou wéi et och vun der Loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales virgesinn ass a sinn, den Informatiounen vun den CFL no, confidentiel.

Des Weidere gëtt d'funktionell Onofhängegkeet vum Gestionnaire de l'infrastructure an d'Vemeidung vu Konflikten d'Interessen kloer festgehalen am Artikel 22 vun der Loi modifiée du 6 juin 2019 portant transposition de la directive (UE) 2016/2370, dee virgesäit: „Les membres du conseil d'administration du gestionnaire de l'infrastructure [...] agissent de manière non discriminatoire et [protégés] contre tout conflit d'intérêts“.

Global Personalkäschte ginn, inklusiv déi fir de Grupp „hors-cadre“, am Kader vun de järeleche „comptes annuels“ vun den CFL dokumentéiert a verëffentlecht. Dës Comptes gi vum Verwaltungsrot approuvéiert a publizéiert.

Frais de personnel 2020	327.811.475,03 EUR
Frais de personnel 2023	402.047.722,66 EUR

ad 2. Dës Detailler ginn net vum Ministère verwalt, mee falen an d'Zoustännegkeet vun den CFL an dem Verwaltungsrot, deen d'Personalkäschten op Basis vun de Strukturen an der Personalpolitik festleet. Dës Donnéeën sinn den CFL no confidentiel.

Allerdéngs ginn déi global Personalkäschten an de „comptes annuels“ dokumentéiert, op déi ënnert der Fro 1 verweise gëtt.

ad 3. Dës Informatiounen hänke vun de jeeweilegen individuellen Dossieren of a ginn net statistesch analyséiert.

De Comité des directeurs vun den CFL decidéiert iwwert Promotiounen a Kontraktgestaltungen.

ad 4. – D'Disziplinarprozeduren a Schutzmechanisme fir d'Personal am Statut Hors-cadre sinn am jeeweilegen Aarbechtskontrakt definéiert. Dës Prozeduren lehnen sech un déi vum CFL-Statut un, mat engem internen Droit de recours, deen iwwert d'rechtlech Mindestbestimmung vum Code du travail erausgeet.

Fir souwuel d'Personal ënnert CFL-Statut wéi och fir d'Salariéen am Statut Hors-cadre ass am Fall vun engem Litige den Tribunal du travail zoustänneg.

– Wat d'Bewäertung vum Aarbechtsschutz ugeet, esou bitt den CFL-Statut verschidde spezifesch Schutzmechanismen, dorënner eng Cogestione mat de Sozialpartner an en institutionaliséierten internen Droit de recours.

ad 5. Tëscht 2019 an 2024 goufen bei den CFL, ënnert de Reegelen vun Disziplinarprozeduren, 13 Persounen entlooss.[†]

Tëscht 2019 an 2024 goufen bei den CFL, op Basis vum Aarbechtsrecht, 1 Persoun entlooss.

.....
Coordinateurs sportifs communaux | Question 2272 (30/04/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 2201 vum 7. Abrëll 2025 betreffend d'Sportskoordinatoren fir d'Gemeinden huet de Sportminister a senger Äntwert vum 25. Abrëll 2025 eng gesetzlech Verankerung vun der Finanzéierung vun de Sportskoordinatoren an Aussicht gestallt. Den Artikel 117 (4) vun der Verfassung hält fest: „Toute charge grevant le budget de l'État pour plus d'un exercice doit être établie par une loi spéciale.“ D'Finanzéierung vun de Sportskoordinatoren ass allerdéngs aktuell just an enger Konvention festgehalen, obwuel se eng méijäreg finanziell Belaaschtung fir de Staatsbudget duerstellt. Am Verglach dozou sinn aner Gemeindekoordinatoren, wéi déi vum Naturpakt, Klimapakt oder dem Pakt vum Zesummeliewen, explizit duerch Gesetz gereegelt.

D'Circulaire ministérielle N° 2025-017 vum 24. Februar 2025 gesäit vir, dass de Staat während den éischten 3 Joer 80 % vun de Personalkäschten vum Sportskoordinator iwwerhëlt an dës ab dem 4. Joer degressiv verleeft bis zu 20 % ab dem 9. Joer. Dës laangfristeg Finanzéierung schéngt ouni entsprechend gesetzlech Basis ze funktionéieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir Finanzen a fir Sport des Froe stellen:

1. Ass d'Finanzéierung vu staatleche Subventiounen iwwer méi Joer ouni spezifesch Gesetz konform mat dem Artikel 117 (4) vun der Verfassung?

2. Sinnen d'Ministère der Meenung, dass d'Subventionéierung vun de Sportskoordinatoren, esou wéi se an der Circulaire ministérielle N° 2025-017 virgesinn ass, eng gesetzlech Basis brauch?

3. Wéi gëtt de Ministère des Finances a Froe vu „sécurité juridique“ consultéiert, wann nei Subventionsmechanisme fir Personal a Gemengen oder Gemengesyndikater agefouert ginn?

4. Wäert de Finanzministère als kompetent Autoritéit aktiv ginn, fir sécherzestellen, dass bei de Sportskoordinatoren eng gesetzlech Basis geschaf gëtt, esou wéi et fir de Klimapakt, Naturpakt an de Pakt vum Zesummeliewen de Fall ass?

5. Am Fall wou eng gesetzlech Basis néideg ass, kënnen dann iwwerhaupt bis zu dem Akraafttriede vun dem Gesetz Ausgabe gemaach ginn, ouni déi néideg gesetzlech Basis?

6. Wéi evaluéiert d'Regierung déi aktuell Praxis, wou verschidde Ministère ënnerschiddlech Usätz hunn, wat d'gesetzlech Verankerung vun hire Subventionsprogrammen betrëfft?

Réponse (26/05/2025) de **M. Georges Mischo**, Ministère des Sports | **M. Gilles Roth**, Ministère des Finances

Virop ass ze betounen, dass all Ministère verantwortlech ass fir déi Ausgaben, déi a säi Kompetenzberäich falen.

Laut internem Regierungsreglement baséierend um Artikel 92 vun der Verfassung ass de Sportsministère zoustänneg fir d'Sportskoordinatoren.

An dësem Kontext verweise mir op den Artikel 9 vum ofgeännerte Sportgesetz vum 3. August 2005, dee virgesäit, dass „Avec des fonds déterminés annuellement par la loi budgétaire, l'État accorde des aides financières pour les activités sportives, pour l'encadrement technique, ainsi que pour l'administration du sport.“

Am Sënn vu méi Transparenz gëtt et zanter dem Budgetgesetz 2025 och ee spezifesch Budgetartikel. Fir d'Ausféierung vum Budget applizéiert sech d'Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwer d'Staatscomptabilitéit.

.....
Centre national pour victimes de violences | Question 2273 (30/04/2025) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den 28. Abrëll 2025 huet d'Ministesch fir Gläichstellung an Diversitéit de „Centre national pour victimes de violences“ (CNVV) a Präsenz vum Educatiounsminister, der Gesondheitsministesch an der Justizministesch ageweit. Dës zentral Ulafstell empfängt, och ausserhalb vun de Bürosstonden, all Persoun, erwuesen oder mannerjäreg, déi Affer vun all Zort vu Gewalt ginn ass, déi dann do op enger Plaz eng psychosozial Ënnerstützung, eng medezinesch Hëllef, polizeilech Hëllefstellung mat Plainte a juristescher Berodung kritt, an dës vun enger pluridisziplinärer Ekip.

Parallél dozou gëtt allerdéngs och äifreg un enger neier Ausrichtung vun der ALAD geschafft, déi dann esou ewéi nozeliese war de „point de contact centralisé“ fir all Signalement vu Gewalt am Lëtzebuerger Sport soll ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Gläichheet tëscht Geschlechter an Diversitéit a fir Sport des Froe stellen:

1. War de Sportminister net op d'Aweigung vum CNVV invitéiert respektiv firwat war hien do net präsent?

2. Ass déi nei Struktur och geduecht fir Affer vu Gewalt, ob Erwuesenen oder Kand, am Beräich vum Sport?

3. Mussen dës Affer fir d'éischt bei déi reforméiert ALAD goen ier se da vun do bei den CNVV geschéckt ginn?

²⁹ A - N°25/21 avril 1997*

4. Gëtt et hei net Iwwerschneidungen oder gëtt et awer eventuell Synergien am Sënn vun den Affer vu Gewalt an absënns an der Sportswelt?

5. Wäert de Sportminister an dësem Sënn déi néideg Informatiounen an d'Sportverbänn respektiv an d'Sportsveräiner ginn a wa jo, wéini?

Réponse (02/06/2025) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Den 28. Abrëll 2025 ass den nationalen Zenter fir Affer vu Gewalt (kuerz CNVV) ageweit ginn, dëst a Präsenz vu véier Ministesch an d'Ministère vum der Gläichstellung an der Diversitéit (MEGA), der Justiz, der Education, Kanner a Jugend an der Gesondheet an den zoustänneg Mataarbechter-Innen. Den Innenminister gouf duerch d'Vertreederin vun der Police representéiert. Dës Ministère waren onmittelbar un der Ausaarbechtung vum CNVV bedeelegt. Dëst erkläert och, firwat aner Ministère net invitéiert goufen.

ad 2. Den CNVV ass eng Ulafstell fir all Affer vu Gewalt, deemno och vun Affer vu Gewalt am Sport.

ad 3. D'Prozeduren an d'Detailer fir déi reforméiert ALAD sinn nach net ofgeschloss, sou datt et am Moment nach ze fréi ass, fir op dës konkret Fro kënne se äntweren.

ad 4. Zilsetzung vum CNVV ass et, fir de Parcours vun Affer ze stäerken, an all Affer vu Gewalt, an deemno och déi aus dem Beräich vum Sport, ob Majeur oder Mineur, op enger Plaz e globalen an afferzentrierten Accueil, eng urgent an ambulant Betreuer an eng Reorientéierung u spezialiséiert Servicer fir de mëttel- a laangfristeg Suivi unzibidden.

An deem Kontext ass et wichteg ze ënnersträichen, datt den CNVV komplementär zum besteenden Dispositif fir d'Betreuer vun Affer vu Gewalt funktionéiert, dëst am Respekt vum aktuelle legale Kader an de besteende Prozeduren. Dës Zesummenaarbecht mat aneren Acteuren, déi Affer vu Gewalt en charge huelen, ass eng Noutwendegkeet an e wichtige Pilier vum CNVV, dee just eng punktuell an ambulant Noutfallversuergung assuréiert an op extern Partner ugewisen ass fir d'Reorientéierung an de Suivi. Dëst trëfft och bei der Zesummenaarbecht mat der Lëtzebuerger Antidoping Agence (ALAD) zou, wéi och mat aneren interesséierten Acteuren aus der Sportswelt an der Zivilgesellschaft.

Och am Kader vun der Operationaliséierung vum Konzept gouf et e reegelméisseg Austausch mat dem Roude Kräiz, dem Gestionnaire vum Projet, dem MEGA a mat deenen aneren Partner aus de Ministère a vum Terrain, grad wéi mat Vertreeder-Innen aus der Zivilgesellschaft. An deem Kontext gouf et och verschidden Echangé mat der ALAD, och en vue vun enger potentieller Zesummenaarbecht am Beräich vun der Betreuer vun Affer aus dem Sportsberäich.

ad 5. Subal d'Aarbechten zur neier Struktur vun der ALAD ofgeschloss, an déi lescht Detailer gekläert sinn, wäert déi entsprecheend Kommunikatiounsstrategie lancéiert ginn. Dobäi geet et da virun allem dorën, déi nei Missiounen an déi respektiv Prozedure bekannt ze maachen an d'Sportverbänn an hir Veräiner ze informéieren. An dëser Kommunikatiounsstrategie wäert den CNVV, souwéi och all déi aner concernéiert Acteuren, hir Plaz hunn.

Mise sur le marché du médicament contre la maladie d'Alzheimer nommé Lecanemab | Question 2274 (30/04/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le 15 avril 2025, la Commission européenne a donné son feu vert à un médicament contre la maladie

d'Alzheimer nommé Lecanemab. Ce médicament permet de traiter la maladie d'Alzheimer à un stade précoce et uniquement pour un type déterminé de patients. Dans la réponse à la question parlementaire n° 1561, Madame la Ministre a évoqué la procédure de la mise sur le marché de ce médicament, alors que la décision de la Commission européenne était encore en attente.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Suite au feu vert de la Commission européenne pour la mise sur le marché, dans combien de temps ce traitement pourra-t-il être disponible au Luxembourg ?

2) Quelles seront les conditions d'obtention de ce traitement ?

Réponse (14/05/2025) de **Mme Martine Deprez**,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) À la suite de l'autorisation de mise sur le marché (AMM) accordée par la Commission européenne, le médicament Leqembi (principe actif : lecanemab) est désormais autorisé dans tous les pays de l'Union européenne, y compris le Luxembourg.

Cependant, il reste encore quelques étapes à franchir avant que Leqembi ne soit effectivement disponible et remboursé au Luxembourg.

La Division de la pharmacie et des médicaments (DPM) du Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, l'équipe chargée des AMM, enregistrera le médicament et ses conditionnements dans la base de données nationale Pharm. Ensuite, la « commission d'experts » devra définir les conditions de prescription, de délivrance et d'administration du médicament – par exemple, une délivrance possible uniquement via une pharmacie hospitalière. En fonction de cette décision, le médicament pourra soit être inscrit sur la « liste positive des médicaments » (liste des médicaments remboursables) de la Caisse nationale de santé (CNS), soit être directement facturé par un hôpital. Pour figurer sur la liste positive ou pour être facturé par un hôpital, la société titulaire devra introduire une demande de fixation de prix auprès des services compétents du ministère. Ce n'est qu'après la fixation du prix et la décision de la CNS sur le remboursement que Leqembi pourra effectivement être mis sur le marché et être remboursé au Luxembourg.

À l'heure actuelle, il est difficile d'évaluer quand le médicament sera effectivement disponible au Luxembourg. Jusqu'à ce que le médicament soit effectivement disponible, les médecins ont la possibilité d'introduire une demande auprès de la CNS pour des patients pour lesquels le traitement par le médicament est indiqué. En cas d'avis positif du Contrôle médical de la sécurité sociale (CMSS), le médicament pourra être utilisé par ce patient et les frais seront pris en charge.

ad 2) Dans le cadre de la pharmacovigilance, le Plan de gestion des risques (PGR) associé au Leqembi prévoit plusieurs outils additionnels de minimisation des risques. Ces outils doivent être adaptés à chaque pays. Pour le Luxembourg, les documents sont transmis au Service de pharmacovigilance de la DPM et comprennent :

1. Pour les professionnels de santé : un pack d'information contenant le résumé des caractéristiques du produit (RCP), une brochure explicative et une liste de contrôle pour les prescripteurs.
2. Pour les patients : une notice et une carte d'alerte.

En outre, le Leqembi sera mis à disposition via un programme d'accès contrôlé, afin de garantir qu'il ne soit administré qu'aux patients correspondant aux critères définis, avec un suivi clinique et radiologique approprié.

Morsures de tiques | Question 2275 (30/04/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le début du printemps marque le retour des tiques. Après des hivers cléments et des printemps humides, ces parasites qui se nourrissent du sang de leurs hôtes sont généralement plus nombreux. Vu les conditions climatiques actuelles, cela risque d'être le cas en 2025. Certaines tiques sont porteuses d'une bactérie qui, une fois transmise à l'homme, peut provoquer la « borréliose », appelée aussi maladie de Lyme. Si la tique est enlevée à temps, le risque de maladie diminue, d'où la nécessité de sensibiliser la population à ce sujet.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) En 2016, suite à une pétition débattue à la Chambre des Députés, le Ministère de la Santé avait initié une campagne de prévention contre les morsures de tiques. Cette campagne est toujours en cours aujourd'hui. Comment a-t-elle évolué au cours de ces dernières années ?

2) Comment est-ce que le Gouvernement entend relancer cette campagne en 2025 ? Des mesures spécifiques sont-elles prévues dans les écoles ?

3) Quelle est l'évolution du nombre de cas des borrélioses lors de ces dix dernières années ? Quelle est l'évolution des cas de neuro-borréliose sur la même période ?

4) Le Luxembourg Institute of Health (LIH), dans le cadre d'un projet européen de prévention de zoonoses, a analysé la prévalence de tiques infectées par la bactérie Borrelia. Quelles sont les données disponibles en la matière pour le territoire luxembourgeois ? Le taux de tiques infectées a-t-il évolué au cours de ces dernières années ?

5) Des améliorations ont-elles été faites en matière de tests de dépistage de la borréliose ?

Réponse (30/05/2025) de **Mme Martine Deprez**,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La campagne d'information et de sensibilisation « Attention aux tiques ! Comment se protéger ? » avait été déployée en mai 2016. Dans le cadre de cette campagne, différents supports ont été élaborés (flyers, posters, support vidéo). Les flyers ont été distribués sur demande aux différentes parties prenantes du secteur socio-éducatif et aux écoles. Des pinces à tiques peuvent être mises à disposition gratuitement sur simple demande.

Au vu des différents moments clés de la campagne (2016, 2020, 2022, 2023 et 2024), plusieurs supports ont été utilisés pour la communication à travers divers canaux : réseaux sociaux, communiqués de presse, conférence à destination des professionnels de santé ainsi que la création d'un site web et de fichiers spécifiques.

ad 2) Dans le cadre d'une approche One Health dans la surveillance des maladies infectieuses, la Direction de la santé a comme objectif d'améliorer la sensibilisation des médecins aux maladies transmissibles de l'animal à l'homme, qu'elles soient véhiculées par des insectes (comme les moustiques ou les tiques), par l'eau ou par l'alimentation. Dans ce contexte, il est

prévu d'organiser des workshops et webinaires sur ces différents sujets. Le premier a eu lieu le 14 mai 2025 au CHL et était axé sur les maladies transmises par des insectes, dont les tiques. Des intervenants nationaux et internationaux ont été invités pour partager leur expertise et des stands d'information ont été tenus.

Dans le cadre du projet cofinancé par la Commission européenne, intitulé « Establishing a Public Health Rapid Epidemiological Surveillance Hub in Luxembourg » (PHRESH), la Division de l'inspection sanitaire de la Direction de la santé met actuellement en place un réseau sentinelle pour la surveillance des tiques, en collaboration avec les médecins du réseau sentinelle grippe.

À l'heure actuelle, il n'y a pas de mesures spécifiques prévues dans les écoles.

ad 3) La Direction de la santé ne dispose pas de données exploitables datant d'avant 2019.

À partir de 2019, le nombre de cas de borréliose, y compris de neuro-borréliose, est resté plus ou moins stable, avec des fluctuations attendues vu les bas chiffres.[↑]

ad 4) Une étude a été publiée en 2010 par le LIH concernant la répartition des tiques au Luxembourg et les pathogènes qu'elles contiennent³⁰. 11 % des tiques étaient porteuses de *Borrelia burgdorferi*, l'agent de la maladie de Lyme.

Une nouvelle étude du LIH avec collecte mensuelle nationale des tiques a commencé le mois dernier. Les résultats ne sont pas encore disponibles.

ad 5) Les analyses en laboratoire sont principalement indiquées en cas de signes cliniques suggestifs et pas en dépistage. Le diagnostic repose sur des tests sérologiques permettant de détecter la présence d'anticorps dirigés contre le pathogène, formés à la suite d'un contact avec celui-ci. Il est important de souligner que la production d'anticorps commence généralement entre 3 et 6 semaines après l'infection. L'interprétation des résultats dépend donc fortement du moment où le test est effectué par rapport à l'apparition des symptômes. De plus, les anticorps peuvent persister dans l'organisme même après un traitement antibiotique, rendant parfois l'analyse sérologique difficile à interpréter. Si les résultats de laboratoire sont négatifs malgré des symptômes compatibles, il peut être pertinent de renouveler la sérologie après un délai de 4 à 6 semaines, afin de prendre en compte le temps nécessaire au développement des anticorps.

Depuis mai 2017, les Laboratoires réunis au Luxembourg proposent également le test Elispot, qui mesure la production de cytokines par les lymphocytes T. Ce test permet d'identifier une infection active. Il est particulièrement utile en seconde intention, dans les situations où le diagnostic clinique ou sérologique est incertain. En conséquence, le suivi et le traitement proposés dépendront de l'appréciation par le médecin traitant et de la situation clinique du patient.

Détention d'une mineure de moins de 16 ans au Centre pénitentiaire de Luxembourg | Question 2276 (30/04/2025) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

Selon des informations portées à notre connaissance, une jeune fille mineure, âgée de moins de 16 ans, aurait été placée en détention au Centre pénitentiaire de Luxembourg pendant plus d'un mois et ce en l'absence du reproche d'une infraction pénale.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame la Ministre confirme-t-elle les faits qui ont été portés à notre connaissance ?

2) Madame la Ministre peut-elle préciser les raisons qui ont conduit à cette détention prolongée au Centre pénitentiaire de Luxembourg ?

3) Quelles sont les conditions de détention qui ont été appliquées à cette jeune fille pendant sa détention à Schrassig en matière d'encadrement éducatif, de séparation des adultes et de suivi psychologique ?

Réponse (22/05/2025) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) Selon les informations communiquées par les autorités judiciaires et par la direction de l'administration pénitentiaire, les faits se sont déroulés comme suit :

Le 26 mars 2025, le juge de la jeunesse a placé provisoirement une mineure âgée de quinze ans et sept mois à la maison d'arrêt du Centre pénitentiaire de l'État (ci-après le « CPL »), alors qu'il n'y avait pas de place au sein de l'Unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État (ci-après l'Unisec).

Le 24 avril 2025, une audience contradictoire a eu lieu devant le tribunal de la jeunesse et, par jugement du 25 avril 2025, la mineure a été placée judiciairement à la section disciplinaire du CPL, jusqu'à ce qu'une place au sein de l'Unisec se soit libérée.

Le 28 avril 2025, une place s'est libérée à l'Unisec et la mineure y a été transférée le jour même.

ad 2) Le Luxembourg ne dispose pas encore d'un droit pénal pour mineurs. La loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse vise à protéger les mineurs en difficultés, indépendamment de la question de savoir s'ils ont commis des faits qualifiés d'infractions pénales ou non. De ce fait, la loi prévoit diverses mesures que peut prendre le juge de la jeunesse, le tribunal de la jeunesse ou même le parquet. La loi s'applique ainsi au cas par cas et le juge décide de la meilleure manière de réagir dans une situation donnée.

Selon les informations communiquées par les autorités judiciaires, la mineure en question a commis diverses infractions pénales dont un vol avec effraction, des coups et blessures et un incendie volontaire.

ad 3) Pendant son séjour au CPL, la mineure a été encadrée par les éducateurs du Centre socio-éducatif de l'État (ci-après le « CSEE »), par le Service médico-psychiatrique pénitentiaire du Centre hospitalier neuro-psychiatrique au Luxembourg (ci-après le « CHNP »), par le Service psycho-socio-éducatif (ci-après le « SPSE ») du CPL et finalement par les enseignants du Ministère de l'Éducation exerçant au CPL.

Elle a effectué tout son séjour au bloc F (section des femmes), strictement séparée des détenus adultes.

Le SPSE a réalisé la prise en charge psychosociale de la mineure. À ce titre, quatre entrevues programmées ont eu lieu pendant le séjour carcéral de la mineure. À ces quatre entrevues programmées se sont ajoutés quelques entretiens moins formalisés et plus spontanés, effectués à l'occasion de rencontres au bloc ou dans la cour.

Un suivi psychologique a été proposé à la mineure, auquel celle-ci s'est toutefois soustraite.

Achat de logements par l'État | Question 2277 (30/04/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Zu Lëtzebuerg ginn zënter Joren net genuch Wunnenge gebaut, fir der Demande vum Marché gerecht

ze ginn. Dobäi kënnt, dass d'Land et net fäerdegbréngt, méi Wunnengen a grad méi Wunnengen am erschwéngleche Präissegment ze bauen. Vill Leit waarden zënter Joren op hir Chance, fir Eischtbesëtzer kënnen ze ginn.

De Staat muss méi bauen an d'Regierung huet versprach, dass 480 Milliounen fir de Kaf vun erschwéngleche Wunnenge géifen investéiert ginn. Mam Staatsbudget soll de Staat proaktiv Immobilieprojeten opkafen (VEFA), fir esou d'Unzuel u Wunnengen an ëffentlecher Hand signifikativ mat erschwéngleche Wunnengen opzestocken.

De Minister äntwert op meng Fro N° 2102, dass am Joer 2024 ronn 126 Milliounen Euro fir 208 Wunnenge bezuelt goufen.

Den 29. Abrëll 2024 hat de Wunnengsbauministère der Logementskommission eng Oplëschtung mat all den Immobilieprojete geschéckt, déi de Ministère analyséiert huet (Synthèse Vente en l'état futur d'achèvement CAL29).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

1. Wéi vill Wunnengen (opgeléscht no VEFA a gebauten Unitéiten) huet d'Regierung dës Joer kaf? Wéi vill Euro huet de Staat fir dës Wunnenge bezuelt?

2. Wéi vill Wunnenge wéll de Minister dës Joer kafen (VEFA oder gebauten Unitéiten)?

3. Wéi vill Sue sollen insgesamt dës Joer investéiert ginn?

Réponse (22/05/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Stand haut huet d'Regierung ee weidere Projet mat 20 Wunnengen am VEFA kaf, dës fir ronn 12 Milliounen Euro.

ad 2. Aktuell sinn 9 weider VEFA-Projeten an eisen Diskussiounen, esou datt een dovunner ausgoe kann, datt nach am Joer 2025 en Akt ënnerschrifft wäert ginn. Dës 9 Projekte wäeren 257 zousätzlech abordabel Wunnengen.

Ausserdeem kuckt d'Regierung natierlech, fir weiderhin esou vill wéi méiglech VEFA ze kafen.

ad 3. Mat deene schonn dës Joer kaaft Wunnenge géif d'Regierung dës Joer fir 182 Milliounen Euro abordabel Wunnengen am VEFA kafen.

Insgesamt sinn nach 238,5 Milliounen Euro disponibel fir d'Acquisitioun vun VEFA.

Trafic d'armes illégales | Question 2279 (02/05/2025) de M. André Bauler (DP)

Selon plusieurs enquêtes récentes relayées par la presse française, des réseaux criminels organisés auraient recours à des méthodes de plus en plus sophistiquées pour acheminer illégalement des armes à feu, notamment par l'expédition fractionnée de pièces détachées dissimulées dans des colis ordinaires, tels que des appareils électroménagers ou des articles textiles. Une fois les éléments réceptionnés, les destinataires sont en mesure d'assembler une arme fonctionnelle. Ce phénomène, de nature transfrontalière, semble également concerner le territoire luxembourgeois, comme en témoignent notamment des cas récents de vols d'armes signalés à proximité de la frontière franco-luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre des Finances :

³⁰ <https://journals.asm.org/doi/10.1128/aem.03061-09>



1) Comment le phénomène de détention et de trafic d'armes illégales a-t-il évolué au Luxembourg ces dernières années ?

2) Quelles méthodes d'introduction d'armes illégales ont été recensées, notamment en lien avec des envois postaux dissimulés ?

3) Combien d'armes illégales ont été saisies, et combien de procédures (enquêtes, détentions préventives, condamnations) ont été ouvertes ou menées à terme ?

4) Des vols d'armes ont-ils été recensés sur le territoire national, en particulier dans les armureries ou aux abords des frontières ?

5) Quelles formes de coopération existe-t-il avec les autorités des pays voisins en matière de lutte contre le trafic transfrontalier d'armes ?

Réponse (06/06/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Remarques préliminaires :

La présente réponse à la question parlementaire concerne le trafic illicite tel que défini par l'article 1^{er}, point 35°, de la loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions. Ladite loi ne prévoit pas le terme « arme illégale ».

ad 1) La police ne constate aucune évolution notable en ce qui concerne le trafic illicite d'armes et le Luxembourg semble principalement servir de pays de transit.

En ce qui concerne la détention d'armes, la police constate que des détenteurs d'armes à feu ont omis de régulariser leur situation à la suite des modifications apportées par la nouvelle loi du 2 février 2022, notamment en ce qui concerne les conditions de stockage.

ad 2) Dans le cadre de ses missions de contrôle des colis et envois postaux, l'Administration des douanes et accises n'a pas pu constater de faits illégaux de trafic d'armes.

La dernière enquête de la police en la matière remonte à 2018 où un résident luxembourgeois avait servi d'intermédiaire pour transférer par colis des armes en pièces détachées de l'Allemagne vers la France.

De manière générale, l'importation illicite d'armes est facilitée par l'absence d'une réglementation internationale uniforme visant l'accès aux armes et les pièces afférentes.

ad 3) Depuis 2018, 3.738 armes (toutes catégories confondues), dont 465 armes à feu, ont été saisies.

Le tableau [†] ci-dessous contient les statistiques disponibles auprès des autorités judiciaires en ce qui concerne les affaires, poursuites et décisions en matière d'infractions à la législation sur les armes.

ad 4) Depuis 2018, 92 armes à feu ont été déclarées comme volées. Parmi ces déclarations, plusieurs vols ont été commis aux abords de nos frontières.

Depuis 2018, la police n'a pas été chargée d'une enquête dans le cadre d'un vol d'armes à feu au préjudice d'une armurerie.

ad 5) Outre les contacts directs, plusieurs canaux de communication permettent à la police d'échanger des informations en matière de trafic d'armes à feu avec les pays voisins :

– l'application SIENA (Secure Information Exchange Network Application) d'Europol ;

– les télégrammes Interpol ;
– le CCPD (Centre de coopération policière et douanière), en ce qui concerne les pays limitrophes ;
– en cas d'urgence, les canaux de communication du CIN et du bureau SIRENE (Supplementary Information Request at the National Entries).

Enfin, les experts du Service de police judiciaire du domaine de compétence participent régulièrement à des réunions organisées par Europol ou par la Commission européenne.

Les autorités judiciaires disposent également de moyens de coopération avec leurs homologues dans les pays voisins, notamment via le cadre de l'entraide judiciaire.

Détention d'une mineure de moins de 16 ans au Centre pénitentiaire de Luxembourg | Question 2280 (02/05/2025) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Il me revient qu'une jeune fille mineure âgée de 15 ans aurait été placée pendant un mois au Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) faute de places disponibles au sein de l'Unisec. Entre-temps, cette mineure aurait intégré l'Unisec.

Ce placement aurait d'ailleurs été effectué en l'absence de faits délictueux.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame la Ministre est-elle au courant de cette situation ?

2) Madame la Ministre confirme-t-elle cette version des faits ?

3) Quelles sont les raisons qui motivent ce placement ?

4) De quel encadrement psychosocial et éducatif cette mineure a-t-elle pu bénéficier au sein du CPL ?

5) Y a-t-il eu des placements semblables, en l'absence de faits délictueux, au cours des dernières années ?

Réponse (22/05/2025) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Oui.

ad 2) Selon les informations communiquées par les autorités judiciaires et par la direction de l'administration pénitentiaire, les faits se sont déroulés comme suit :

Le 26 mars 2025, le juge de la jeunesse a placé provisoirement une mineure âgée de quinze ans et sept mois à la Maison d'arrêt du Centre pénitentiaire de l'État (ci-après le « CPL »), alors qu'il n'y avait pas de place au sein de l'Unité de sécurité du Centre socio-éducatif de l'État (ci-après l'Unisec).

Le 24 avril 2025, une audience contradictoire a eu lieu devant le tribunal de la jeunesse et, par jugement du 25 avril 2025, la mineure a été placée judiciairement à la section disciplinaire du CPL, jusqu'à ce qu'une place au sein de l'Unisec se soit libérée.

Le 28 avril 2025, une place s'est libérée à l'Unisec et la mineure y a été transférée le jour même.

ad 3) Le Luxembourg ne dispose pas encore d'un droit pénal pour mineurs. La loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse vise à protéger les mineurs en difficulté, indépendamment de la question de savoir s'ils ont commis des faits qualifiés d'infractions pénales ou non. De ce fait, la loi prévoit diverses mesures que peut prendre le juge de la jeunesse, le tribunal de la jeunesse ou même le parquet. La loi s'applique ainsi au cas par cas et le

juge décide de la meilleure manière de réagir dans une situation donnée.

Selon les informations communiquées par les autorités judiciaires, la mineure en question a commis diverses infractions pénales dont un vol avec effraction, des coups et blessures et un incendie volontaire.

ad 4) Pendant son séjour au CPL, la mineure a été encadrée par les éducateurs du Centre socio-éducatif de l'État (ci-après le « CSEE »), par le Service médico-psychiatrique pénitentiaire du Centre hospitalier neuro-psychiatrique au Luxembourg (ci-après le « CHNP »), par le Service psycho-socio-éducatif (ci-après le « SPSE ») du CPL et finalement par les enseignants du Ministère de l'Éducation exerçant au CPL.

Elle a effectué tout son séjour au bloc F (section des femmes), strictement séparée des détenus adultes.

Le SPSE a réalisé la prise en charge psychosociale de la mineure. À ce titre, quatre entrevues programmées ont eu lieu pendant le séjour carcéral de la mineure. À ces quatre entrevues programmées se sont ajoutés quelques entretiens moins formalisés et plus spontanés, effectués à l'occasion de rencontres au bloc ou dans la cour.

Un suivi psychologique a été proposé à la mineure, auquel celle-ci s'est toutefois soustraite.

ad 5) Compte tenu du cadre légal actuel, un placement au CPL dans l'attente de la libération d'une place au sein de l'Unisec, bien que strictement exceptionnel, s'avère dans certains cas indispensable et sans alternative. Il ne peut de ce fait pas être exclu que de telles situations se soient présentées par le passé.

À l'avenir, une fois les projets de loi n°s 7991 et 7994 adoptés et leurs dispositions mises en œuvre sur le terrain, une telle situation ne se présentera plus, dès lors qu'un cadre légal clair fera en sorte que les mineurs condamnés à une peine privative de liberté purgeront leur peine au futur centre pénitentiaire pour mineurs, tandis que les mineurs nécessitant une protection seront pris en charge dans d'autres établissements appropriés.

Télétravail dans la fonction publique | Question 2281 (05/05/2025) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Ben Polidori** (LSAP)

Dans de nombreuses entreprises, le télétravail fait partie intégrante du travail quotidien et représente souvent un atout pour les entreprises en quête de nouveaux collaborateurs. Depuis le 18 mars 2020, l'article 19bis de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État règle le télétravail dans la fonction publique. Ainsi, le chef d'administration a la possibilité de déterminer les modalités d'exercice du télétravail. Le 4 mars 2021, le Gouvernement et la Confédération générale de la fonction publique (CGFP) ont conclu dans un accord salarial d'élaborer un nouveau règlement grand-ducal sur le télétravail dans la fonction publique. Finalement, le Gouvernement et la CGFP se sont mis d'accord sur le contenu d'un tel projet de règlement grand-ducal en date du 13 octobre 2022. Cependant, l'accord n'a pas fixé le nombre de jours par semaine éligibles au télétravail. Les administrations peuvent décider elles-mêmes combien de jours de télétravail elles souhaitent accorder à leurs collaborateurs. Ainsi, l'éligibilité au télétravail devrait être évaluée dans un délai de six mois, au niveau organisationnel, moyennant les descriptions de fonction existantes dans l'administration. De plus, le futur règlement grand-ducal devrait prévoir que le chef d'administration



pourra mettre en place un document de cadrage du télétravail qui définira les modalités d'exécution, y compris les règles à respecter, valable pour l'entièreté des agents qui relèvent de son administration. Un projet de règlement grand-ducal respectif a été élaboré et envoyé au Conseil d'État. Dans son avis du 20 juin 2023, le Conseil d'État a clarifié que le projet de règlement grand-ducal déterminant les conditions générales relatives à l'exercice du télétravail des fonctionnaires et employés de l'État risquerait de se heurter à plusieurs articles de la Constitution. Actuellement, un nouveau cadre légal pour le télétravail dans la fonction publique est en train d'être élaboré.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

- 1) Ventilé par ministère, combien de jours de télétravail les agents sont-ils autorisés à effectuer en moyenne ?
- 2) Monsieur le Ministre peut-il donner une ventilation par ministère du pourcentage d'agents autorisés à faire du télétravail ?
- 3) Est-ce que tous les ministères disposent des ressources nécessaires (p. ex. ordinateurs portables, programmes informatiques, etc.) pour permettre aux employés éligibles de télétravailler ?
- 4) Quelles sont les raisons invoquées pour ne pas autoriser certains agents à faire du télétravail ?
- 5) Existe-t-il des efforts concrets pour uniformiser le nombre de jours de télétravail ? Dans l'affirmative, quand cela est-il envisagé ?

Réponse (05/06/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique

ad 1) Le tableau[†] ci-dessous reprend, par département ministériel, la limite maximale de jours de télétravail autorisés, sachant que la limite peut être inférieure selon les fonctions ou services.

ad 2) Le tableau[†] ci-après reprend la situation à la fin de l'année 2024. À noter qu'il s'agit du pourcentage d'agents qui, suite à leur demande, sont autorisés à faire du télétravail.

ad 3) Le chef d'administration, qui autorise l'exercice du télétravail, veille à ce que le télétravailleur dispose des outils et du matériel informatiques lui permettant d'assurer ses tâches en télétravail. Pour le Ministère de la Fonction publique, chaque agent dispose du matériel nécessaire.

ad 4) L'éligibilité des fonctions au télétravail est évaluée au regard de la compatibilité du télétravail avec la nature des activités exercées et l'intérêt du service.

ad 5) Le projet de loi n° 8121 portant modification de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, suite aux amendements gouvernementaux du 20 novembre 2024, prévoit que « la quotité de télétravail autorisée ne peut être supérieure à soixante pour cent du degré de la tâche du fonctionnaire ».

Fermeture des bureaux d'imposition de Clervaux et de Wiltz | Question 2282 (05/05/2025) de M. André Bauler (DP)

De Weekend konnt een an der Press liesen, dass spéitstens 2028 d'Steierbüroen an de Gemenge Clief a Woltz zougemaach solle ginn. Als Grond dofir huet d'Steierverwaltung ugin, dass déi aktuell Raimlechteeten d'Accessibilitéit an d'Sécherheet net garantiere kéinten. Fir dëst ze kompenséieren, sollen zu Housen an zu Ettelbréck zwee nei Büroen opgoen.

Vill Leit aus dem Nordbezirk sinn erfieert, dass ausgerechent am Kanton Woltz, deen iwwer déi lescht Joren demografesch staark gewuess ass an deen och an Zukunft nach vill nei Awunner unzéie wäert, staatlech Aarbechtsplaze sollen ofgebaut ginn. Déi digital Demarchen, op déi ëmmer méi Leit zeréckgräifen, kënnen ni den direkte Kontakt mat de kompetente Beamte vum Steierbüro ersetzen, wann dësen erfuerdert ass. Bei méi komplexe Steierdossiere respektiv méi ongewinnste Steierfroen, déi trotz méi intensiver Digitaliséierung och an Zukunft bleiwen, wäert dat weider de Fall sinn. Dowéinst muss onbedéngt d'Personal um Niveau vun de Steierbüroen am Éislek opgestockt ginn, och am Kanton Clief an am Sënn vun der administrativer Dezentraliséierung.

An deem Kader wollt ech dem Här Finanzminister folgend Froe stellen:

– Ass an de genannte Gemengen no anere passenden Infrastrukture gesicht ginn, déi d'Krittäre vu Sécherheet an Accessibilitéit erfüllen?

– Fënnt de Finanzminister et akzeptabel, wann am ganze Kanton Woltz iwwerhaupt kee Steierbüro méi ass, wuel wëssend, datt eng Annex nimools e richteg Steierbüro ersetze kann?

– Ass et virgesinn, fir d'Personal an de Steierbüroer vum Norden opzestocken, fir der steigender Demande vun de Biergerinnen a Bierger gerecht ze ginn?

Réponse (23/05/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

D'Steierverwaltung kann déi genannte Raimlechteeten net méi benotzen, well se net méi de Sécherheits- an Accessibilitëitsnormen entsprechen.

Deen neie Site zu Housen, deen 2028 a Betrib geet, wäert méi grouss si wéi déi bestoend Büroen. Infrastrukturen, déi bis elo gefeelt hunn, ginn domat geschafen, déi et erméigleche wäerten, d'Steierzueler ënnert bessere Bedéngungen ze empfänken. Iwwerdeems verbesseren sech doduerch och d'Aarbechtsbedéngunge vun de Mataarbechter vun der Steierverwaltung.

Zu Woltz an zu Clief wäert dem Bierger weiderhi jee no Besoin eng Präsenz ugebuede ginn. Gesprécher an deem Sënn sinn amgaangen.

Mam Zil, fir déi gréisstméiglech Proximitéit bei de Leit ze hunn. A gläichzäiteg, fir déi néideg Sécherheet vun de Mataarbechter ze suergen.

Personell wäert sech mëttelfristeg näischt änneren.

Versement des aides « Klimabonus Mobilitéé » | Question 2283 (05/05/2025) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Le programme gouvernemental souligne que la mobilité électrique constitue un pilier essentiel pour atteindre les objectifs en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, tels que définis dans le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC). Afin de soutenir les pionniers de la transition verte, le Gouvernement précédent avait mis en place les aides financières « Klimabonus Mobilitéé », incitant les citoyen.ne.s à opter pour un mode de transport propre. Cette mesure a depuis été reconduite et adaptée à plusieurs reprises par le Gouvernement actuel.

Toutefois, en dépit des objectifs climatiques nationaux, certaines incohérences semblent exister quant au régime d'application desdites aides. En effet, selon

un communiqué du Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le nouveau régime « Klimabonus Mobilitéé » s'appliquerait à tous les véhicules 100 % électriques achetés entre le 1^{er} octobre 2024 et le 30 juin 2026. Or, le projet de règlement grand-ducal relevant n'ayant pas encore été arrêté, il semblerait que l'aide ne soit actuellement accordée qu'aux véhicules mis en circulation avant le 1^{er} avril 2025.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'à ce stade, les personnes ayant acquis un véhicule éligible au titre des aides « Klimabonus Mobilitéé » mis en circulation après le 1^{er} avril 2025 ne peuvent pas bénéficier de cette aide, dans l'attente de l'adoption du projet de règlement grand-ducal y relatif ?

2) Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre estime-t-il que cette incertitude pourrait freiner l'élan des citoyen.ne.s en faveur de la mobilité électrique ?

3) Quelles pourraient être les répercussions de cette situation sur l'atteinte des objectifs climatiques définis dans le PNEC ?

Réponse (06/06/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Les aides financières du régime « Klimabonus Mobilitéé » auxquelles se réfère l'honorable Députée pourront être liquidées une fois que la procédure législative portant sur l'amendement de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat aura été achevée (projet de loi n° 8365). À ce moment, les dispositions s'appliqueront de manière rétroactive à l'ensemble des demandes d'aides financières introduites. Sont concernés les véhicules achetés à partir du 1^{er} juillet 2024.

ad 2) Non. Il est à noter que les dossiers de demande peuvent continuer à être déposés et qu'ils sont traités par l'Administration de l'environnement afin que les primes puissent être versées dès la publication et l'entrée en vigueur des dispositions législatives y relatives.

ad 3) N/A

Proposition française concernant le télétravail | Question 2284 (06/05/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Dans la réponse à la question parlementaire n° 1637 du 9 décembre 2024, le Ministre des Finances avait indiqué que la France n'avait pas encore ratifié l'avenant à la convention de non double imposition signé le 7 novembre 2022, tandis que la Chambre des Députés l'avait déjà ratifié en juin 2023.

Le ministre avait également mentionné qu'une note technique française proposant une hausse du seuil de télétravail à 40 % du temps de travail annuel, en échange d'une compensation à déterminer, était en cours d'analyse par ses services.

La procédure de ratification par la partie française a désormais été complétée.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1) Quel est le calendrier prévu pour entamer les discussions approfondies avec la France concernant l'évolution de cet accord bilatéral, maintenant que la condition préalable de ratification est remplie ?

2) Compte tenu de l'urgence de la situation pour des dizaines de milliers de frontaliers confrontés quotidiennement à des difficultés de transport considérables, le ministre peut-il s'engager à accélérer les négociations pour aboutir à un accord dans les six prochains mois ?

3) L'analyse de la note technique française concernant l'augmentation du seuil de télétravail à 40 % est-elle désormais finalisée ? Si oui, quelles conclusions en ont été tirées, notamment concernant les compensations qui pourraient être demandées par la France ?

4) Le ministre peut-il préciser si des études d'impact ont été réalisées pour évaluer les conséquences économiques et environnementales d'une augmentation du seuil de télétravail à 40 %. Quels seraient les effets attendus sur la congestion routière et ferroviaire ainsi que sur l'attractivité du Luxembourg pour les travailleurs frontaliers ?

Réponse (04/06/2025) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Le 7 novembre 2022, les gouvernements luxembourgeois et français ont signé à Bruxelles un avenant à la convention de non double imposition liant les deux pays. Cet avenant fut ratifié au Luxembourg par une loi du 19 juin 2023. Plus récemment, la France a officiellement notifié au Luxembourg la ratification au 17 février 2025 dudit avenant côté français.

L'objet de cet avenant consiste à remplacer le seuil de tolérance de 29 jours par un nouveau seuil de tolérance de 34 jours de télétravail pouvant être effectués dans l'État de résidence sans incidence sur la fiscalité personnelle du travailleur. Ainsi, les travailleurs transfrontaliers résidant en France bénéficient désormais du même nombre de jours de télétravail imposables au Luxembourg que ceux résidant en Allemagne ou en Belgique. Ce régime de seuil harmonisé constitue dès lors une mesure d'équité entre les différents salariés transfrontaliers et une mesure de simplification pour les salariés et leurs employeurs, tout en promouvant un meilleur équilibre entre la vie professionnelle et vie personnelle des travailleurs concernés.

Dans un document de travail transmis par les autorités françaises au Ministère des Finances, il est désormais proposé au Luxembourg de verser à la France une compensation financière annuelle correspondant à une fraction de la masse totale de l'impôt sur le revenu luxembourgeois perçu sur les salaires des travailleurs transfrontaliers résidant en France en échange d'une hausse du seuil de télétravail.

À cet égard, il échet de noter que des réflexions menées sur ce même sujet sont menées au sein d'instances européennes. De plus l'assemblée parlementaire du Benelux a élaboré des recommandations prenant également en compte les aspects de la sécurité sociale dont la base légale est pourtant différente.

Compte tenu de ce qui précède, les réflexions internes en cours se font dans une optique plus globale. Il convient en effet de rappeler que le Luxembourg contribue d'ores et déjà au financement, au-delà de ses frontières, d'infrastructures utiles et bénéfiques pour la vie quotidienne des frontaliers. À titre d'illustration, on peut citer l'accord bilatéral signé avec la France en 2018, qui prévoit une contribution du Luxembourg de 110 millions d'euros « aux frais résultant pour la République française de la réalisation et de l'aménagement des infrastructures requises en France pour mettre en œuvre une politique de transports répondant aux objectifs de développement durable », ainsi que de 10 millions d'euros

pour « contribuer à la promotion des transports en commun routiers et la pratique du covoiturage sur l'axe autoroutier Metz-Luxembourg ». En 2021, le Luxembourg s'est engagé à contribuer pour un montant supplémentaire de 110 millions d'euros pour des projets dans le domaine ferroviaire entre autres.

Présence d'amiante dans des bâtiments publics | Question **2285** (06/05/2025) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

L'administration vient de lancer un marché public en vue de travaux de désamiantage dans l'intérêt du projet « Ancienne Bibliothèque nationale ».

Le désamiantage concerne des revêtements de sol souple (environ 1.375 m²) – enduits (env. 880 m²) – colle/mortier de plinthe (env. 35 m²) – peinture au sol (env. 150 m²) – plaques de menuiserie amiantées (env. 15 m²) – joints de bride (env. 350 pièces).

La durée des travaux est de 80 jours ouvrables, à débiter en octobre 2025.

Après la Villa Louvigny, ce bâtiment est le second à être concerné par des travaux de désamiantage d'envergure.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et de Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité quels sont les bâtiments publics dans lesquels un assainissement est prévu à l'avenir.

2) Le Gouvernement entend-il établir un inventaire des bâtiments publics présentant la présence d'amiante ?

3) Le Gouvernement n'est-il pas d'avis qu'il faudrait faire un bilan sur d'éventuels problèmes de santé apparus chez des personnes ayant travaillé longtemps dans des bâtiments à forte contamination ?

Réponse (06/06/2025) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Les honorables Député(e)s s'enquière(n)t sur les travaux de désamiantage dans des bâtiments publics.

ad 1) Tout comme c'est actuellement le cas pour la Villa Louvigny et l'ancienne Bibliothèque nationale, des travaux de désamiantage pourront à l'avenir devenir nécessaires dans d'autres bâtiments publics.

En effet, il y a lieu de constater que la fibre d'amiante a été utilisée dans beaucoup de matériaux, dont certains matériaux de la construction au cours de la seconde moitié du vingtième siècle jusqu'aux années 60 et 70 et n'a été interdite qu'en 2001. Ainsi, tout bâtiment construit ou rénové durant cette époque est susceptible de présenter des matériaux contenant de l'amiante.

Pourtant, cette présence d'amiante ne se manifeste en général pas dans l'air ambiant vu que l'amiante est non friable mais incorporée dans les matériaux de construction. C'est pourquoi des travaux de désamiantage ne deviennent à priori nécessaires que dans le cas de travaux d'envergure de rénovation et de déconstruction lorsque les travaux risquent d'endommager les matériaux et de libérer des fibres d'amiante.

Dès lors et préalablement à l'exécution de tout projet dans un bâtiment public, les matériaux présents sont analysés afin de déceler d'éventuelles contaminations ; tout désamiantage est par après réalisé par une entreprise spécialisée suivant un plan de travail approprié et validé au préalable par l'Inspection du

travail et des mines. De plus, lesdits travaux sont suivis par un organisme de contrôle agréé qui contrôle non seulement la conformité des travaux exécutés, mais aussi la qualité de l'air après les travaux.

ad 2) Vu ce qui précède, il n'est pas prévu de procéder à l'établissement d'un tel inventaire.

Il convient par ailleurs de préciser que l'Administration de l'environnement ne dispose pas non plus d'un inventaire centralisé permettant de recenser l'ensemble des quantités d'amiante présentes dans le patrimoine bâti au Luxembourg, qu'il soit public ou privé.

ad 3) L'Administration des services médicaux du secteur public est en charge de l'évaluation des risques pour la santé sur les lieux de travail. Une administration peut demander des examens médicaux auprès de la Division de la santé au travail du secteur public dans le cas d'éventuels problèmes de santé des agents publics.

Site pour hélicoptère de secours dans le nord du pays | Question **2286** (06/05/2025) de **M. Charles Weiler** | **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV)

An der Press ass ze liesen, dass de Projet fir een neien Hangar fir de Rettungshelikopter an der Nordspëtzt nach kéint dëst Joer konkret ginn. Am selwechten Artikel geet dovun rieds, dass den Hangar bei der Ettelbrécker Klinik net méi laang kéint genotzt ginn, ë. a. well d'Afluchschneis net méi den internationale Standarde géینگ entsprechen.

An deem Kontext wollte mir folgend Froen un den Här Inneminister stellen:

1. Kann den Här Minister dës Informatiounen konfirmeren?

2. Sinn nei international Standarde fixéiert, a wéini ginn déi zu Lëtzebuerg a Kraaft?

3. Wéi eng alternativ Sitte fir d'Stationéierung vum Rettungshelikopter am Norde sinn aktuell am Gespräch?

4. Stellt d'Regierung sécher, dass d'Ettelbrécker Spidol eng Landeplaz um Daach vum Gebai kritt, ier een eventuell neien Hangar a Betrib geholl gëtt?

5. Wéi kann an Zukunft séchergestallt ginn, dass d'Richtlinie vum Plan national d'organisation des secours kënnen garantéiert ginn?

Réponse (02/06/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Mir verweisen op d'Froen 3 a 4.

ad 2. Déi aktuell gültig lëtzebuergesch Reglementatioun (ë. a. de „Règlement grand-ducal du 17 novembre 2020 relatif à l'exploitation et à la supervision continue des hélicoptères“) baséiert op der 5. Editioun vum „Volume II de l'Annexe 14 de l'Organisation de l'aviation civile internationale“ an dës Editioun vum Juli 2020 ass déi lescht vun dëser technescher Annex, déi d'Thema vun den Heliporte behandelt.

Obwuel d'Reglementer sech net geännert hunn, ass d'Ëmfeld wat d'Hindernisser ugeet mat der Zäit daitlech méi schwierig ginn, haaptsächlech weinst den Immobilieprojeten, déi an der Géigend vum Heliport duerchgefouert goufen. Wichtig ze bemerken ass, datt d'Helikopteren, wéi all aner Aeroneffen, vun de Wiederkonditiounen beaflosst ginn, besonnesch vun der Richtung an der Stärkt vum Wind.

D'Kombinatioun vun dësen zwee Faktoren, Hindernisser an Aerologie, mécht de Betrib vum Site zu

Ettelbréck méi komplizéiert fir d'Crew an dofir d'Spidol manner zougänglech fir Transportmissiounen oder Missioun vum SAMU.

ad 3. D'Fro vun engem gëeegente Site am Norde vum Land ass de Moment amgaang analyséiert ze ginn. De Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) schafft hei enk mat der Luxembourg Air Rescue (LAR) zesummen, dëst virun allem am Kader vum Iwwerschaffe vum aktuelle Plan national d'organisation des secours (PNOS), deen ënner anerem déi geografesch Couverture vun den Asazenteren an dem Service d'aide médicale urgente (SAMU) analyséiert an definéiert.

D'Gemeng Ëlwen hat der LAR effektiv en Terrain proposéiert, ouni dass et fir deen Terrain awer schonn e konkrete Projet gëtt. Weider Alternative sinn dem Inneministère de Moment net bekannt.

ad 4. Et ass kloer, dass d'Ettelbrécker Spidol an alle Fäll eng Landeplaz fir den Helikopter wäert behalen.

ad 5. Fir d'Ziler vum PNOS betreffend de SAMU ze erreechen, brauch een eng optimal geografesch Verdeelung vun de SAMU-Basen duerch dat ganz Land, e gëeegente Standuert, déi néideg Autorisatiounen an déi néideg finanziell Mëttel.

D'Regierung wäert alles dru setzen, fir dës Ziler ze erreechen.

Contournement de Bascharage | Question 2289 (07/05/2025) de M. Yves Cruchten (LSAP)

Le projet de contournement de Bascharage constitue un enjeu majeur de mobilité et d'aménagement du territoire pour la région sud-ouest du pays. Depuis plusieurs années, cette infrastructure routière est envisagée afin de soulager le trafic dans la commune et de fluidifier les échanges entre les zones industrielles, résidentielles et transfrontalières.

Depuis l'été 2023, une nouvelle variante du tracé a été retenue, moins impactante pour le « Bobesch » et la zone Natura 2000. À ce jour, cependant, aucun coup de pelle n'a été donné, en grande partie en raison des implications foncières importantes, notamment en ce qui concerne les terrains traversés par le futur tracé.

Parmi les enjeux majeurs figure la relocalisation de l'entreprise Saint-Gobain, implantée dans la zone industrielle concernée, et dont le site est situé directement sur le tracé retenu. Selon des informations relayées dans la presse, les discussions entre le Ministère de l'Économie et les représentants de Saint-Gobain seraient finalisées, l'entreprise ayant exprimé sa volonté de quitter le site de Käerjeng tout en poursuivant ses activités au Luxembourg. Le dossier serait désormais entre les mains du Comité d'acquisition relevant du Ministère des Finances.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Où en sont actuellement les négociations avec les propriétaires des terrains concernés par le tracé du contournement de Käerjeng ?

2) Une échéance prévisionnelle est-elle établie pour la finalisation des négociations avec l'ensemble des propriétaires fonciers impactés ?

Réponse (02/06/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Les négociations visant l'acquisition des emprises nécessaires à la construction de la partie est du tracé entre la route N5 entre Bascharage et Schouweiler et le CR110 entre Bascharage et Sanem sont en cours et

des accords avec plusieurs propriétaires de terrains ont déjà pu être trouvés.

En ce qui concerne la relocalisation de l'entreprise Saint-Gobain Abrasives SA, les pourparlers se poursuivent, sans qu'un échéancier ne puisse à ce stade être communiqué.

Mise en demeure d'organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique | Question 2291 (07/05/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1838 schreift de Minister, datt an de leschte Joren d'Unzuel vun de Mises en demeure dramatesch geklomm ass, besonnesch am Beräich vun de Bildungs- a Betreuungsstrukturen (SEA). Esou gouf et eng Hausse vu 17 Mises en demeure am Joer 2020 op 175 am Joer 2024. Zum Beräich vun de Bildungs- a Betreuungsstrukturen (SEA) gehéiere laut dem Internetsite vum Educationnsministère „iwwer 880 Bildungs- a Betreuungssewicer a Minicrëchen an 360 Dageselteren, déi pedagogesch Betreuung fir iwwer 68.000 Kanner am Alter vun 0 bis 12 Joer ubidden“.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Kann de Minister déi 175 Mises en demeure méi genau opschlësselen no der Aart vun der Betreuungsstruktur an ënnerdeelt a staatlech respektiv privat Strukturen?

2. Ginn d'Elteren doriwwer informéiert, wa bei der Kontroll vun enger Betreuungsstruktur Verstéiss festgestallt goufen an dës eng Mise en demeure kritt huet? Wa jo, ënnert wat fir enger Form kann oder muss dat gemaach ginn?

3. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 2092 huet de Minister geschriwwen: „D'Konsequenze vu widderhuelte Verstéiss ginn individuell evaluéiert, ofhängeg vun der Gravitéit an dem Wëlle vun der Struktur, d'Normen anzesetzen. Nieft dem Entzuch vun Agrement kann et zu weidere Mesurë kommen, wéi zum Beispill: [...] Restriktiounen am Fonctionnement vun der Struktur.“

Ëm wat fir Restriktiounen kann et sech heibäi genau handelen?

Réponse (06/06/2025) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Zuel vun de Mises en demeure, déi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 1838 genannt gouf, bezitt sech op d'Strukturen, déi ënnert d'ASFT-Gesetz³¹ falen. Dat betrëfft d'Bildungs- a Betreuungssewicer an d'Minicrëchen. Dës Mises en demeure hunn an dësem Kontext ausschliesslech net konventionéiert Bildungs- a Betreuungssewicer concernéiert.

Et ass wichteg ze ënnerräichen, datt d'Strukture vum konventionéierte Secteur reegelméisseg iwwer d'Analys vun den Decompté kontrolléiert ginn. Donieft ginn och am Kontext vun der Demande d'agrement, der Erweiterung oder der Erneuerung vum Agrement systematesch Kontrollen am ganze Secteur duerchgefouert. Et existéieren also verschidde Forme vu Kontroll, déi zu verschidde Momenter uwendbar sinn.

D'Zil bleift et fir all Strukturen, onofhängeg vun hirem juristesche Statut, d'Qualitéit an d'Sécherheet fir d'Kand ze garantéieren, am Respekt vum gesetzleche

Kader an am Interessi vun der Mission de service public.

ad 2. Eng Mise en demeure ass en administratiivt Schrëftstéck tëschent dem Ministère an dem Gestionnaire vun der betraffener Struktur. D'Gesetz gesäit an dësem Fall keng verpflichtend Informatioun un d'Eltere vir. Allerdéngs ginn d'Strukture encouragéiert, eng transparent Kommunikatioun mat den Elteren ze féieren, besonnesch wann d'Mesuren en direkten Impakt op d'Organisatioun vum Service hunn, wéi beispillsweis d'Reduktioun vun der Kannerzuel oder d'Netbenetzung vun engem Raum.

Am Fall, wou d'Wuel vum Kand a seriöser Gefor ass, gräift de Ministère direkt an, onofhängeg vun enger formeller Mise en demeure. Wann et zu engem Entzuch vun Agrement kënn, ginn d'Elteren direkt vum Ministère informéiert.

ad 3. D'Restriktiounen ginn op Grond vun enger individueller Evaluatioun festgeluecht an orientéiere sech un der Gravitéit an der Natur vum Verstouss. Si kënnen z. B. dës Moosnamen ëmfaassen:

- Limitatioun vun der Kannerzuel, déi d'Struktur dierf ophuelen;
- temporär Suspensioun vun enger oder méi Raimlechkeeten, beispillsweis am Fall vu gravéierende Sécherheets- oder Hygiënemängel.

All Restriktioun riicht sech no dem Prinzipp vun der Proportionalitéit. Dobäi steet net d'Sanktioun am Mëttelpunkt, mee d'Zil, d'Struktur op hirem Wee zu enger nohalteger Mise en conformité ze begleeden.

Dës Moosname stinn am Dénsgsch vum der Missioun vum Ministère, déi doranner besteet, d'Wuel vum Kand an eng héichwäerteg Bildung a Betreuung sécherzestellen. D'Strukturen, déi dës Prestatiounen ubidden, gi gréisstendeels duerch ëffentlech Mëttel finanziéiert. Aus dësem Grond ass et essentiel, datt se de gesetzlechen a pedagogesche Standarden entsprechen.

All Interventioun vum Ministère versteet sech an dësem Kontext als Instrument, fir d'Qualitéit ze garantéieren an ze féieren, am Dénsgsch vum de Kanner an am Interessi vun enger zougänglecher, vertrauenswürdeger a professioneller Kannerbetreuung fir all Famill zu Lëtzebuerg.

Avenir de l'usine Liberty Steel à Dudelange | Question 2293 (08/05/2025) de M. Dan Biancalana | M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Nodeem een iwwer d'Press gewuer gouf, dass de potentielle Keefer vum Diddelenger Wierk „Liberty Steel“ sech zeréckgezunn huet, kritt déi jorelaang On-gewëssheet vun den 130 Mataarbechter vum fréieren ArcelorMittal-Betrieb keen Enn. Mat dëser dramatescher Situatioun riskéiert den Industriestanduert am Süde vum Land an allgemeng zu Lëtzebuerg weider geschwächt ze ginn.

Mir géifen dofir gär vum Här Wirtschaftsminister a vum Här Aarbechtsminister wëssen, wéi si wëllen op dës schlecht Nouvelle reagéieren a wéilte gare folgend Froe stellen:

1. Wat sinn d'Grënn vum Retrait vum potentielle Keefer?
2. Wat sinn no dëser Annonce an an der aktueller Prozedur déi nächst virgesinne Schrëtt vum Curateur an der Regierung?
3. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerrhuelen, fir dee Betrieb, dee virun dem vun der EU-Kommissioun verurteilte Verkauf profitabel war, dach nach ze retten?

³¹ Loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique

4. Wat geschitt mam Diddelenger Wierk a mat de concernierte Mataarbechter, wann definitiv keng Reprise stattfanne kann?

5. Wéi gedenkt d'Regierung ze verhënnern, datt traditionell Industriestanduerter weider geschwächt ginn?

6. Wäer eng weider Schléissung net am flagrante Widersproch zu de Pläng vun der EU, fir hir Industrie erëm ze stäerken?

Réponse (22/05/2025) de **M. Lex Delles**, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Georges Mischo**, Ministere du Travail

ad 1. Den Aarbechtsminister an de Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus sinn de 6. Mee vum Mëtt Februar 2025 vum Curateur zeréckbehalene potentielle Keefer doriwwer informéiert ginn, datt hien de Prozess vun der Reprise aus folgendem Grund definitiv stoppe géif:

De potentielle Keefer hat geplangt, de Stol, deen en zu Lëtzebuerg verschaffe wollt, iwwert seng Stolwierker an der Türkei an an Algerien ze kréien. De potentielle Repreneur wollt also haaptsächlech op Stol zrückgräifen, deen intern am eegene Grupp produzéiert gëtt. Während sengem „due diligence“-Prozess hätt de potentielle Keefer awer festgestallt, datt substanzuell Stol-Importer néideg sinn an datt säin Zenario duerch déi rezent adaptéiert europäesch Mesures de sauvegarde am Beräich vum Import vu Stol aus EU-Dréitlänner net méi géif vollëmfänglech opgoen.

Et sief bemierkt, datt déi aktuell Mesures de sauvegarde Enn Juni 2026 auslafen.

ad 2. De Curateur ass aktuell amgaangen, sech e Bild vun der Situatioun ze maachen. Wat déi nächst Schrëtt vum Curateur wäerte sinn, ass deemno nach net gewosst. De Curateur huet seng eege Responsabilitäten ze droen a senger Roll, fir d'Creanciere vun der Faillite zefriddestellen.

D'Servicer vum Aarbechtsministère a vun der ADEM bleiwe mobiliséiert, fir de fréiere Salaré vu Liberty Steel ze hëllefen, eng nei Aarbecht ze fannen an hinnen de Kontakt mat neie potentielle Patronen ze ermëglichen. D'Ministère bleiwe weiderhi mat de Sozialpartner a Kontakt.

ad 3. Wéi schonn ënnerstrach, ass et um Curateur, fir ënnert der Kontroll vun engem Juge-commissaire elo iwwert d'Suitten ze decidéieren, am Kader vun dëser Faillite.

ad 4. Wat d'Zukunft vum Wierk ugeet, sief op d'Äntwerten op d'Froen 2 an 3 verwisen. Zanter der Faillite am November 2024 sinn déi betraffe Leit ouni Aarbechtskontrakt. Wa keng Reprise stattfanne sollt, ännert sech un där Situatioun vun de Leit näischt. Si sinn, sollten se nach keng nei Aarbecht fonnt hunn, fir den Aarbechtsmarché disponibel.

D'Servicer vum Aarbechtsministère a vun der ADEM bleiwe wéi gesot fir déi fréiere Salaré vu Liberty Steel disponibel fir ze hëllefen, eng nei Aarbecht ze fannen an hinnen de Kontakt mat neie potentielle Patronen ze vereinfachen.

ad 5. D'Servicer vum Wirtschaftsministère sinn a reegelméissem Austausch mat de Lëtzeburger Industriebetriber, fir Innovatiounen an Investissementen ze incitéieren. Eng ganz Rëtsch vun Instrumenter stinn zur Verfügung, fir d'Betriber am Sënn vun der duebeler – digitaler an energieetescher – Transitioun ze begleeden. Ausserdem gëtt och de Kontakt mat de Mammenhaiser, déi oft am Ausland sinn, gesicht, fir déi Lëtzeburger Interessien ze verdeedegen an d'Virdeeler vum Standuert Lëtzebuerg ze explizéieren.

ad 6. D'Regierung géif eng definitiv Schléissung bedauern, zumools well an de leschte Jore vill intensiv Gesprécher mat alle bedeelegten Acteuren gefouert gi sinn, fir d'Aktivitéiten um Site zu Diddeleng weiderzeféieren. Et sief hei drun erënnert, datt d'Regierung scho beim Verkauf vun de Wierker vun ArcelorMittal Dudelange u Liberty Steel bei der EU-Kommissioun intervenéiert hat, fir dëse Verkauf ze verhënnern. Eng Schléissung vum Wierk wäer deemno och e Verloscht fir déi europäesch Stolindustrie.

.....
Bailleur social | Question **2295** (08/05/2025) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

La loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable définit un nouveau cadre juridique pour la production et la gestion de logements subventionnés par l'État via l'« aide à la pierre ». En vertu de cette loi, les logements financés par une telle aide doivent être mis à disposition à des conditions abordables et gérés par un bailleur social agréé, dans le respect des conventions conclues avec l'État.

Dans ce cadre, il est établi que des entités publiques ou privées peuvent bénéficier de l'aide à la pierre pour développer des projets de logements. Cela inclut potentiellement des acteurs comme des communes, des syndicats de communes, certaines fondations ou fonds publics, voire des entreprises privées pour autant qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité.

Des questions concrètes se posent toutefois en pratique lorsque des logements ayant bénéficié de l'aide à la pierre ont été confiés, avant l'entrée en vigueur de la loi de 2023, à un office social pour être gérés dans le cadre de la gestion locative sociale (GLS), alors que l'entité propriétaire ne dispose pas elle-même de l'agrément comme bailleur social. Selon les dispositions légales en vigueur, ce mode de gestion n'est plus conforme à partir du moment où les logements ont reçu une aide publique à la construction.

La mise en conformité passe donc par la conclusion d'un nouveau contrat de mise à disposition avec un bailleur social agréé. Or, il semble que cette perspective suscite des réticences de la part de certains propriétaires, qui craignent que les loyers issus de la location abordable soient moins avantageux que ceux permis dans le cadre d'une gestion locative sociale.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire :

1) Le ministère peut-il confirmer que tous les logements ayant bénéficié d'une aide à la pierre doivent, en vertu de la loi du 7 août 2023, être impérativement mis en location par un bailleur social agréé ? Quel est le cas des entités ayant reçu une aide à la pierre avant l'entrée en vigueur de ladite loi ?

2) Quelles sont les modalités prévues par le ministère pour accompagner les entités publiques ou privées ayant reçu une aide à la pierre, mais ne disposant pas elles-mêmes de l'agrément comme bailleur social ?

3) Le ministère est-il informé de cas où des entités concernées se montrent réticentes à renégocier des contrats de mise à disposition avec des bailleurs sociaux, notamment en raison d'un manque à gagner perçu lié à l'écart entre les loyers pratiqués dans la GLS et ceux du logement abordable ?

4) Quelles clarifications le ministère peut-il apporter sur les différences de loyer et de compensation financière entre ces deux régimes de gestion (logement abordable via bailleur social vs gestion locative sociale) ?

5) Le ministère envisage-t-il d'introduire un mécanisme d'incitation ou de compensation afin d'encourager les propriétaires publics à mettre leurs logements à disposition d'un bailleur social agréé, en particulier lorsque cela implique une perte de revenus locatifs par rapport à un régime antérieur ?

Réponse (26/05/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministere du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1) La loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable (la « Loi ») prévoit effectivement que tous les logements ayant bénéficié d'aides à la pierre doivent être impérativement mis en location par un bailleur social agréé. Le promoteur social peut lui-même exercer la mission de bailleur social, ou bien confier cette mission à un bailleur social. Ce principe joue également pour les logements ayant bénéficié d'aides à la pierre avant l'entrée en vigueur de la Loi.

Il convient de relever que la Loi prévoit un régime transitoire de l'agrément du bailleur social au titre duquel tout promoteur social, se trouvant tenu par une convention d'aides à la pierre au sens de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement en cours, bénéficie d'un agrément de bailleur social pour une durée de trois ans.

En outre, il est souligné que les offices sociaux sont bailleurs sociaux au sens de la Loi, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas besoin de demander un agrément.

ad 2) Si le promoteur social ne souhaite pas demander l'agrément pour devenir bailleur social, il peut confier cette mission à un autre organisme. Si l'organisme ne dispose pas du personnel prévu aux conditions d'agrément, il peut confier l'une ou l'autre mission à un partenaire remplissant ce critère. Le ministère a organisé des workshops et des réunions bilatérales afin d'informer les promoteurs et bailleurs sociaux des mécanismes de la Loi. Mes services se tiennent également à disposition pour guider un promoteur social dans le choix d'un bailleur social.

ad 3) Tout d'abord, il importe de clarifier que la gestion locative sociale (GLS) repose sur un mécanisme différent à celui du logement abordable.

Comme évoqué dans la circulaire 9/2023³², les deux régimes (GLS et aide à la pierre) ne sont pas cumulables et fonctionnent selon des modalités différentes. Un logement ayant bénéficié d'une aide à la pierre ne peut pas être soumis au régime de la GLS et par conséquent, aucune différence de loyer ne s'applique dans ce cas.

ad 4) Dans le cadre de la GLS, l'organisme négocie le loyer avec un propriétaire privé et demande une indemnité d'occupation équivalente au ménage habitant le logement tout en tenant compte des revenus du ménage. Si une commune est propriétaire d'un logement qu'elle affecte à la gestion locative sociale, elle peut elle-même fixer le loyer. Un contrat de mise à disposition est conclu avec le ménage habitant le logement. Pour pouvoir bénéficier de la participation financière de l'État, le loyer que l'organisme de gestion locative sociale a négocié avec le propriétaire ou qu'il a fixé lui-même lorsqu'il est le propriétaire du logement, doit se situer entre 10 et 12 EUR par mètre carré.

Dans le cadre du logement abordable, le promoteur social dont les logements ont bénéficié d'aides à la pierre est informé de la part de mes services du loyer qu'il peut demander au bailleur social. Ce loyer est déterminé en tenant compte de la rémunération du

³² <https://logement.public.lu/dam-assets/documents/professionnels/circulaires/circulaires/2023/circulaire2023-09-aux-promoteurs-et-bailleurs-sociaux-aides-la-pierre-et-gls.pdf>

capital investi et du forfait d'exploitation. Le ménage habitant le logement bénéficie d'un contrat de bail abordable et d'un loyer abordable déterminé en fonction de son taux d'effort. Le ministère peut accorder une participation financière pour couvrir la différence entre, d'un côté, ce que le bailleur social paie pour louer les logements auprès du promoteur social et pour gérer ces logements, et, de l'autre côté, ce que le bailleur reçoit comme loyer de la part des locataires. Cette compensation de service public inclut aussi un montant forfaitaire par logement pour couvrir les frais de gestion (forfait de gestion).

ad 5) Pour les promoteurs sociaux, la Loi prévoit d'un côté des participations financières (dites « aides à la pierre ») allant jusqu'à 75 % des coûts de réalisation de logements abordables destinés à la location et de l'autre côté une compensation de service public. Cette dernière consiste en la rémunération du capital investi dans un projet de logements abordables et d'un forfait d'exploitation. La rémunération du capital investi est calculée sur base des 25 % provenant d'apports personnels, répartie sur 40 ans. Le promoteur social perçoit cette compensation via le loyer payé de la part du bailleur social. Ainsi, ce mécanisme assure le financement complet d'un projet de logements abordables. Outre ce mécanisme de financement, les communes perçoivent une dotation au titre du Pacte logement (prime unique et prime annuelle), ainsi qu'une dotation annuelle par logement abordable de la part du Ministère des Affaires intérieures.

À l'heure actuelle, les communes sont encore exclues de la rémunération du capital investi. Cependant, le projet de loi n° 62.148 modifiant la loi modifiée du 7 août 2023 prévoit l'application rétroactive au 1^{er} octobre 2023 de la rémunération du capital investi pour les logements abordables locatifs des communes.

Aides financières « Klimabonus » | Question 2296 (08/05/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Persounen, déi Fotovoltaikanlagen op hiren Daach setzen, eng nei Wärmepompe installéieren oder hir Wunneng renovéieren, kënnen eng finanziell Hëllef beim Staat dofir ufroen („Klimabonus“).

Déi Primm gëtt ausbezuel, nodeems d'Aarbechte gemaach a vum Besëtzer bezuel goufen.

Aus der Äntwert op fréier parlamentaresch Fro goung ervir, dass d'Delaie fir d'Ausbezuule vun de Primmen immens laang sinn: fir d'Subventioun vu Fotovoltaikanlagen 2022 waren et am Schnëtt 6 Méint, duerno 2023 ee Joer an 2024 waren et erëm 10 Méint.

An der Äntwert vun der viregter Ëmweltministesch op meng Fro N° 7163[†] hat ee sech virgesat, dass ee kompletten Dossier an engem Delai vu maximal 3 Méint misst traitéiert sinn. Dofir sollten och 10 Poste beim Ëmweltministère geschaf ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Fro stellen:

1. Wéi vill Demandé fir de Klimabonus goufen 2022 oder virdru gemaach a sinn haut nach net ofgeschloss?

2. Wéi vill Demandé fir de Klimabonus goufen 2023 oder virdru gemaach a sinn haut nach net ofgeschloss?

3. Wéi vill Klimabonus-Demandé goufen 2022, 2023 an 2024 fir follgend Aarbechten agereecht:

- Fotovoltaikanlag,
- Wärmepompe,
- Renovatioun?

4. Wéi vill Klimabonus-Demandé goufen 2022, 2023 an 2024 fir follgend Aarbechten ugehol/offgeleent:

- Fotovoltaikanlag,
- Wärmepompe,
- Renovatioun?

5. Wéi vill Subside goufen 2022, 2023 an 2024 fir de Klimabonus ausbezuel, opgeléist no Joer an no follgender Kategorie:

- Fotovoltaikanlag,
- Wärmepompe,
- Renovatioun?

Réponse (06/06/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. 9.575 Demandé goufen deposéiert (dovunner 2.844 am Joer 2022).

952 stinn op „incomplet“. Hei waart d'Ëmweltverwaltung op zousätzlech Informatiounen vum Bierger.

All Demandé goufen traitéiert.

ad 2. 15.186 Demandé goufen deposéiert (dovunner 5.611 am Joer 2023).

1.392 stinn op „incomplet“. Hei waart d'Ëmweltverwaltung op zousätzlech Informatiounen vum Bierger.

All Demandé goufen traitéiert.

ad 3. Tablo[†]

ad 4. Tablo[†]

ad 5. Tablo[†]

Indexation du barème d'imposition | Question 2297 (08/05/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'lescht Woch kouw fir vill Leit eng erfreesch Noriicht: ab dem 1. Mee fällt eng nei Indextranche an domadder ginn d'Gehälter, d'Pensiounen an aner Akommes fir jiddereen hei am Land ëm 2,5 Prozent an d'Luucht.

Déi 2,5 % kommen allerdéngs net um Bankkonto vun de Leit un, well mat all Indextranche kritt een zwar 2,5 % um Bruttoloun bäi, mee netto bleiwe keng 2,5 % iwwreg, well ee mat méi Bruttoloun och méi Steiere muss bezuelen (= kal Progressioun).

Eng Piraten-Motioun vum 11. Dezember 2024 hat proposéiert, dass de Steuerbarème bei all Indextranche sollt ugepasst ginn, soudass déi 2,5 Prozent och um Bankkonto vun de Leit ukommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Fro stellen:

– Wäert d'Regierung mat der Indextranche vum Mee 2025 de Steuerbarème upassen?
Falls jo, wéini? Falls nee, firwat net?

Réponse (21/05/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

D'Regierung huet de Steuerbarème vun de Privatpersounen souwuel op den 1. Januar 2024, wéi och op den 1. Januar 2025 ëm insgesamt 6,5 Indextranchen ugepasst. Et ass net virgesinn, de Steiertarif am Laf vun engem Steuerjoer unzupassen. Ofschléissend sief op de Regierungsprogramm verwisen, wou et heescht:

„À moins que la trajectoire budgétaire ne le permette pas, les autres tranches indiciaires échues depuis le 1^{er} janvier 2017 ou à échoir seront neutralisées dans le barème au courant de la présente législature.“

Terrains constructibles appartenant à l'État | Question 2298 (08/05/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Rapporte vum Observatoire de l'habitat weisen, dass zu Lëtzebuerg nach ronn 4.000 Hektar Land fir

de Wunnensbau kënnen benotzt ginn. Iwwer 500 Hektar sinn am Besëtzt vum Staat an de Gemengen. Verschidden Terrainen, déi dem Staat gehéieren, stinn awer zënter Joren eidel an et deit näischt drop hin, dass aktuell Wunnengen dorobber gebaut ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnensbau dës Fro stellen:

1. Wéi vill Terraine fir Wunnensbau sinn aktuell am Besëtzt

- vum Staat,
- staatleche Fongen (Fonds Kirchberg asw.),
- Établissements publics (Fonds du logement asw.),
- Sociéiteiten, un deenen de Staat een Undeel hält (Agora, SNHBM)?

2. Wéi vill vun dësen Terraine kënnen net direkt bebaut ginn an aus wéi enge Grënn (zum Beispill, well kee PAP virläit oder well den Terrain muss sanéiert ginn)?

3. Op wéi ville Bauterrainen ass an deene leschte 5 Joer näischt geschitt?

Réponse (06/06/2025) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Déi an de Punkten 1) an 2) genannten Donnéeën stamen aus Raum[†] (19.5.2025), engem gemeinsame Projet vum Département de l'aménagement du territoire (DATER) – Observatoire du développement territorial an dem Département du logement – Observatoire de l'habitat. Raum[†] ass e methodologeschen Tool, fir d'Baureserven zu Lëtzebuerg ze identifizéieren, bewäerten a katalogiséieren, dank engem Dialog an enger déifgräifender Zesummenaarbecht mat de Gemengen.

Definitioun a Kompositioun vum effentleche Baupotenzial fir Wunnraum:

D'Baupotenzial fir Wunnraum besteet aus Flächen, déi an de Pläns d'aménagement généraux (PAG) vun de Gemenge fir Wunnzwecker klasséiert gi sinn an aktuell fräi si fir eng Bebauung.

Raum[†] ënnerscheet 3 Zorte vu Baupotenzialflächen:

– Baulücken (blo op der Kaart[†]):

en Terrain vu klenger Envergure, meeschtens eng eenzeg Parzell; kuerzfristeg mobiliséierbar. Eng Baulück brauch am Prinzip nimmeng eng Baugeneemung, well den Terrain schonn erschloss ass;

– Innenreserve (rount op der Kaart):

en Terrain vun enger méi grousser Envergure mat méi Parzelle bannent dem Siidlungskierper; mëttelfristeg mobiliséierbar. Eng Innenreserve brauch eventuell nach d'Opstelle vun engem Plan d'aménagement particulier (PAP);

– Aussenreserve (gréng op der Kaart):

en Terrain vun enger méi grousser Envergure mat méi Parzellen ausserhalb vum Siidlungskierper, am Prinzip nach net erschloss an nach net parzelléiert a gëtt oft mat enger Zone d'aménagement différé (ZAD) iwwerlapp; mëttel- bis laangfristeg mobiliséierbar (och wann en Terrain ausserhalb vum Siidlungskierper läit, ass esou en Terrain schonn am PAG klasséiert).

Baupotenzial an effentlecher Hand:

Als „Terrain an effentlecher Hand“ ginn déi Terrainen ugesinn, déi dem Staat, de Gemengen, oder effentleche Promoteuren (Fonds du logement, FdL; Société nationale des habitations à bon marché, SNHBM; Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg, FUAK) oder och nach der Agora SARL & Cie gehéieren.

Verdeelung vun de Reserven an ëffentlecher Hand no Reservезorten:

– Baulücken:

Ronn 72 ha u Baulücke sinn an ëffentlecher Hand, ronn 7 % vun alle Baulücken. Méi wéi d'Hallschent vun de Baulücken an ëffentlecher Hand gehéiert de Gemengen.[↑]

Nieft klassesche Baulücken enthält dës Lëscht och Bauterrainen (eenzel Parzellen) innerhalb vu méi groussen Entwécklungsgebäidder, fir déi et een approuvéierte PAP gëtt, déi schonns morcelléiert sinn an domadder och zäitno bebaut kënnen ginn. Als Beispill kann een hei déi nach fräi Bauterraine vum Projet Elmen opzielen – et handelt sech heibäi net ëm klassesch Baulücken, mä ëm eenzel Bauterrainen.

– Innen- an Aussenreserven (besteeënd aus méi Parzellen):

Am Géigesaz zu de Baulücke sinn d'Innen- an d'Aussenreserven Terraine vun enger méi grousser Enver-gure. Den Undeel vun der ëffentlecher Hand kann allerdéngs variabel sinn an de Ministère fir Wun-nengsbau a Landesplanung ënnerscheet tëscht zwee Cas de figure:

1. D'ëffentlech Hand ass déi eenzeg Besëtzerin vun der Baureserv vun insgesamt ronn 282 ha (Innen-an Aussenreserven zesummegerechent) a kann do-fir gréisstendeels eleng entscheeden, wéini a wéi eng Entwécklung stattfanne kann, well keng privat Acteure bedeelegt sinn. Dëst gëllt och fir déi Fäll, wou d'Baureserv tëscht verschiddenen ëffentlechen Acteure verdeelt ass (Mëschformen), z. B. Staat a Gemeng zesummen, och da bleift se komplett am ëffentleche Besëtz.[↑]

2. D'Terrainen an ëffentlecher Hand, wou d'ëffentlech Hand nëmmen en Deel vun de Parzellen hält an en Accord mat den anere private Besëtzer muss fonnt ginn, belafen sech op ronn 270 ha.

Dës Donnéeë baséieren op dem Inventaire vu Raum⁺ mam Stand vum 19. Mee 2025. Zu dësem Zäitpunkt war d'Aktualiséierung duerch Erhebungsgesprécher fir 87 Gemenge schonns duerchgefouert. Fir déi verbleiwend Gemengen ass eng Aktualiséierung amgaang a soll an den nächste Wochen ofgeschloss ginn. Fir déi Gemengen, bei deenen d'Aktualiséierung méttels Erhebungsgesprécher nach net ofgeschloss ass, goufen déi bis dohi besteeënd Donnéeë genotzt.

ad 2. Op de ronn 282 ha, op deenen d'ëffentlech Hand déi eenzeg Besëtzerin vun der Baureserv ass, läit op 190 ha nach kee PAP vir.

Op de ronn 282 ha, op deenen d'ëffentlech Hand déi eenzeg Besëtzerin vun der Baureserv ass, besteet laut den Donnéeë vu Raum⁺ op ronn 113 ha keng Be-laaschtung duerch Altlasten.

ad 3. Dem Ministère fir Wunnengsbau a Landesplanung si keng konkret Fäll bekannt, wou an de leschte 5 Joer op dës Bauterrainen näischt geschitt ass. An de meeschte Fäll, hunn sech d'Planungspro-zesser kontinuëerlech weiderentwéckelt – ofhängeg vum jeeweilege Planungsstand. Pläng goufen ausgeschafft oder besteeënd adaptéiert a weiderent-wéckelt, déi néideg Koordinatiounen hu stattfonnt an et goufe virbereedend Moosname getraff.

A verschiddene Fäll gouf och mat den Infrastruk-turaarbechten ugefaangen, fir eng zukünfteg Be-bauung ze erméiglechen. Heibäi handelt et sech ëm komplex an oft zäitopwänneg Prozesser, déi drop ausgeriicht sinn, d'Parzelle baubereet ze maachen.

Autorisations de bâtir dans la zone verte | Ques-tion 2300 (08/05/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

An de vergaangene Jore gouf der Ëmweltverwaltung bei verschiddenen Decisiounen eng ze streng a res-riktiv Ausleeung vum Gesetz virgeworf, grad bei de Prozeduren, déi d'Neibauten oder d'Renovéierung vu besteende Gebaier a Gréngzone betreffen (Artikel 6 a 7 vum Gesetz).

Déi deemoleg Deputéiert an haiteg Landwirtschafts-ministerin hat zu den Decisiounen vun der Ëmwelt-verwaltung Follgendes gesot: „Ich bin skeptisch, vor allem was Artikel 7.1 des Gesetzes betrifft. Dieser legt bekanntlich fest, dass das Ministerium beurteilen kann, ob ein Gebäude in die Landschaft passt oder nicht. Eine sehr vage Formulierung. Und eigentlich müsste der Artikel ganz gestrichen werden.“

Vu ronn 20.000 Demandé si ronn 1.000 Stéck an de leschte Joren ofgeleent ginn (Äntwert op d'Fro N° 0632).

An engem Fall an der Natura-2000-Zon „Vallée de la Mamer et de l'Eisch“ krut ee Landwirt de Bau vun engem klengen Ënnerdaach fir de Stockage vun Holz op engem scho mobiliséierten Terrain gestoppt, wärend aner Bauten, déi net wäit ewech leien a vum Ëmfang an Impakt op d'Ëmwelt hier gläichwäerteg oder souguer méi grouss sinn, hunn dierfe gebaut ginn. D'Kohärenz vun den Decisiounen ass hei net er-siichtlech.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Wéi den Ëmweltminister op meng vireg parlamen-taresch Fro N° 2083 äntwert, hätt d'Ëmweltverwal-tung net déi néideg digital Moyenen zur Verfügung, fir kënnen ze kucken, wéi d'Demandé beschafft ginn. Wäert den Ëmweltministère dës Donnéeën an Zu-kunft statistesch sammelen, soudass ka gekuckt ginn, firwat Demanden ugeholl oder ofgeleent ginn? Falls nee, firwat net?

2. De Minister schreift a senger leschter Äntwert och, dass d'Dokumenter, op deenen eng Decisioun berout, kënnen am Prinzip ugefrot ginn. Kann een Demandeur oder d'Decisiounen vun anere Projeten, déi accordéiert oder ofgeleent goufen, agesinn an dës Dokumenter ufroen? Falls nee, firwat net?

Réponse (06/06/2025) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Den informatesche System vun der Administra-tion de la nature et des forêts (ANF) erméiglecht et, vill statistesch Donnéeën iwwer d'Demanden ze er-hiewen. Dëst beinhalt zum Beispill:

– d'Zuel vun den agerechten Demanden,
– d'Zuel vun den ugehollenen oder ofgeleenten De-manden,
– d'Dauer vun der Traitementszäit.

Dës Donnéeë kënnen einfach statistesch analyséiert ginn.

Fir méi komplex Recherchen, déi sech op ganz be-stëmmte Regiounen am Land beschränken – wéi z. B. d'Analys vun Decisiounen op Basis vun engem spezi-feschen Artikel aus dem Naturschutzgesetz an enger bestëmmter Gemeng – muss den informatesche Sys-tem bei der ANF nach ugepasst ginn.

D'ANF schafft dorunner, esou Recherchen ze erméig-lechen, fir an Zukunft méi séier a geziilt statistesch Donnéeë kënnen ze liwweren.

ad 2. D'Fro, ob een als Demandeur Decisiounen an Dokumenter vun Demandé vun anere Leit kann

agesinn oder ufroen, gëtt zu Lëtzebuerg duerch d'Gesetz vum 14. September 2018 iwwert eng transparent an oppen Administratioun gereegelt³³. Dëst Gesetz erlaabt, ënner bestëmmte Konditiounen, den Zougang zu administrativen Dokumenter. D'Méiglechkeet, fir als Bierger Zougang zu Ëmwelt-informatiounen ze kréien, kann zousätzlech ënner d'Aarhus-Konventioun, en internationale Vertrag, deen d'Rechter vun der Ëffentlechkeet am Ëmweltbe-räich schützt, an ënnert d'Gesetz vum 25. November 2005 iwwert den Accès vum Public zu Ëmweltinfor-matiounen³⁴ falen.

Am Prinzip kann all Bierger Dokumenter ufroen, déi d'Basis fir eng administrativ Decisioun bilden – och wann dës Decisioun net seng eegen Demande be-trëfft. Dëst gëllt och fir Decisiounen an Dokumenter vu Projeten, déi accordéiert oder ofgeleent goufen, soulaang keng gesetzlech Ausnamen entgéinstinn (z. B. confidentiel Donnéeën, lafend Gerichtsproze-duren, Dateschutz, Sécherheetsaspekter).

Personebezunnen Donnéeën oder sensibel Infor-matiounen mussen an dësem Kontext ganz oder deelweis geschwäert ginn. Eng Verwaltung kann eng Ufro ofleenen, wa se der Meenung ass, dass d'Veréffentle-chung d'Rechter vun Drëtter verletzt oder d'Funktioun vun der Verwaltung behënnert.

Inclusion scolaire | Question 2301 (08/05/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

Den 2. Mee 2025 huet d'ZEFI ASBL (Zesumme fir Inklusioun) e Bréif un déi ëffentlech École interna-tionale Mondorf-les-Bains geschéckt, fir d'Situatioun vun engem Schüler ze klären, deen eng Diagnos vun Autismus Spektrum Stéierung (ASS) huet.

D'EIMLB huet d'Ufro vun der Aschoulung ofgeleent mat der Begrënnung, dass si keng spezialiséiert Res-sourcen hunn, fir Schüler mat spezifesch Besoinen ze ënnerstëtzen, an dass d'S6-Klass op de Baccalau-reat virbereet. D'Elteren an d'ZEFI ASBL sinn awer der Meenung, dass eng inklusiv Sclarisatioun méiglech wier mat Ënnerstëtzung vun engem Assistent an der Interventioun vum CTSA.

D'Direction générale de l'intégration huet fir d'Schouljoer 2024/2025 eng Recommandatioun ausgestellt, dass de betraffene Schüler an eng 6^e PF (Classe de préparation francophone) orientéiert soll ginn. Wéinst der geographescher Distanz vun de proposéierte Schoulen, wier et am Interêt vum Schü-ler, dass e fir déi nächst zwee Joer an der EIMLB zu Munnerf kéint ageschoult ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Ass de Ministère iwwert dës Fall informéiert a wat ass säi Standpunkt zur Inklusioun vu Schüler mat be-sonnesche Besoinen an den ëffentlechen Écoles inter-nationales zu Lëtzebuerg?

2. Wéi kann d'Commission nationale d'inclusion (CNI) an dëser Situatioun intervenéieren, fir déi néideg human Ressourcen zur Verfügung ze stellen?

3. Gëtt et Richtlinnen oder Obligatiounen fir déi ëffent-lech Écoles internationales zu Lëtzebuerg, fir Schüler mat besonnesche Besoinen opzehuelen an ze ënner-stëtzen, besonnesch wann d'Schoul déi eenzeg an der Regioun ass?

³³ Loi du 14 septembre 2018 relative à une administration trans-parente et ouverte

³⁴ Loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'informa-tion en matière d'environnement

4. Wéi garantéiert de Ministère, datt d'Recht op eng inklusiv Education, wéi et am Lëtzebuerger Gesetz an der UN-Konventioun iwwer d'Rechter vu Mënsche mat Behënnerunge festgehalen ass, och an den ëffentlechen Écoles internationales respektéiert gëtt?

5. Wéi vill Schüler mat besonnesche Besoine sinn aktuell an den ëffentlechen Écoles internationales zu Lëtzebuerg ageschoult a wéi eng Ënnerstëtzung kréien si?

Réponse (06/06/2025) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Meng Servicer sinn den Dag selwer, op deem den honorabelen Deputéierten dës Fro gestallt huet, iwwert de Fall informéiert ginn. De Ministère setzt sech zanter Laangem fir d'Inklusioun vu Kanner mat spezifesch Besoinen an. Zanter dem Akraaftriede vum Gesetz iwwer d'schoulesch Inklusioun vun 2017 ass d'Personal, dat an dësem Beräich intervenéiert, méi wéi verduebelt ginn. Aus dësem Grond sinn ech der Meenung, datt feelend Ressourcë kee valabele Grond sinn, fir e Kand mat spezifesch Besoinen an enger Schoul net opzehuelen.

Allerdéngs ass et an dësem Fall esou, datt de Schüler eng Orientatioun op eng 6^e vun der Voie de préparation recommandéiert krut. Déi vun den Eltere viséiert S6 vum europäesche System entsprécht awer enger 2^e vum nationalen Enseignement secondaire classique oder Enseignement secondaire général. Eng Admissioun op enger Klass S6 hätt deemno net de Besoinen a Kapazitéite vum Schüler entsprach, a wier och vum Reglement vun den Europaschoulen ausgeschloss gewiescht.

D'Schüler aus den ëffentlechen internationale Schoule profitéieren, de Fall gesat, datt dëst erfuerdert ass, vum selwechten Dispositif fir d'Prise en charge vu Schüler mat spezifesch Besoinen wéi d'Schüler aus allen aneren ëffentlechen Schoulen, dëst onofhängeg vun hirer geografescher Lag.

An dësem Dispositif spillt déi national Inklusiounskommissioun (CNI) déi zentral Roll.

Aktuell hunn 1.259 Schüler en Dossier an der Inklusiounskommissioun (CI) vun enger vun den ëffentlechen internationale Schoulen; dovunner ginn der 252 duerch ee Kompetenzzenter begleet, a 679 profitéieren vun Aménagements raisonnables. Zum Deel handelt et sech heibäi ëm Iwwerschneidungen, well eng Moosnam déi aner net ausschléisst.

Et sief awer preziséiert, datt net all Schüler mat spezifesch Besoinen tatsächlech spezialiséiert Moosname brauch oder freet. Et ass deemno net méiglech, déi genee Zuel vun dëse Schüler ze bestëmmen.

Conformité du mandat de négociation du Conseil de l'UE relatif aux nouveaux OGM avec le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques | Question 2302 (08/05/2025) de **Mme Joëlle Welfring** | **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

La proposition législative de la Commission européenne relative à la déréglementation des nouveaux OGM a récemment fait l'objet d'un premier trilogue au niveau européen.

Une analyse juridique récente³⁵ du mandat de négociation du Conseil de l'UE par rapport à cette proposition,

commandée par le Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture allemand, soulève des préoccupations quant à la conformité du texte avec le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique.

Ce Protocole international juridiquement contraignant vise à assurer un niveau adéquat de protection dans le domaine du transfert, de la manipulation et de l'utilisation des organismes vivants modifiés, afin de garantir la sécurité de l'environnement et de la santé humaine dans le contexte des mouvements transfrontaliers.

Selon l'analyse précitée, le texte précité ne respecte pas les exigences du Protocole en matière de notification, d'échange d'informations et d'étiquetage des organismes vivants modifiés.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il l'avis juridique précité et les risques de non-conformité du mandat de négociation du Conseil de l'UE avec les engagements internationaux de l'UE au titre du Protocole de Cartagena ?

2) Quelles démarches le Luxembourg entend-il entreprendre à ce sujet au niveau européen ?

Réponse (02/06/2025) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Le mandat de négociation du Conseil de l'UE est basé sur un échange des experts des 27 États membres.

Ce mandat de négociation définit les plantes NGT de catégorie 1 comme plantes qui pourraient également être présentes naturellement ou produites par des techniques de sélection conventionnelles, ainsi que leur descendance obtenue par ces techniques. Les NGT de catégorie 2, qui comportent des modifications génétiques plus importantes, sont assimilées aux organismes génétiquement modifiés et sont soumises aux mêmes procédures d'autorisation dans l'UE et leurs risques doivent être évalués.

Les experts des États membres sont arrivés à la conclusion que la proposition de NGT est conforme au Protocole de Cartagena. Le Service juridique de la Commission européenne a confirmé cette évaluation. En effet, le Protocole de Cartagena définit un organisme vivant modifié comme tout organisme vivant qui possède une combinaison inédite de matériel génétique mise au point par la biotechnologie moderne. Selon cette définition, les NGT de catégorie 1 ne sont pas des organismes génétiquement modifiés.

Nous sommes donc d'avis que l'approche du mandat de négociation du Conseil de l'UE est en parfaite cohérence avec le Protocole de Cartagena.

En outre, plusieurs parties signataires du Protocole de Cartagena (Japon, UK notamment) ont déjà adopté des législations concernant les nouvelles techniques génomiques et la proposition actuelle du Conseil permettra à l'UE de s'aligner davantage sur elles.

ad 2) Le Luxembourg suit avec intérêt les négociations en trilogue entre le Conseil sous l'égide de la présidence polonaise et le Parlement européen. Nous ne manquerons pas de défendre l'orientation générale du Conseil et tout particulièrement l'option pour les États membres d'interdire la culture des NGT de catégorie 2 sur leur territoire.

Phénomène des rodéos urbains | Question 2304 (13/05/2025) de **M. André Bauler** (DP)

Comme régulièrement relayé par la presse, le phénomène des rodéos urbains prend une ampleur inquiétante en France, notamment dans les zones urbaines denses et périurbaines. Il s'agit de rassemblements illégaux de conducteurs de deux-roues motorisés (motos, scooters) circulant à vive allure, parfois sans plaques d'immatriculation ni équipement de protection, effectuant des acrobaties ou des manœuvres dangereuses sur la voie publique. Ces pratiques engendrent de nombreuses nuisances, des troubles à l'ordre public et, surtout, mettent en danger la vie d'autrui.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Des faits similaires ont-ils été constatés ou signalés sur le territoire luxembourgeois par les forces de l'ordre ou les autorités communales ? Si tel était le cas, dans quelles localités et cantons ces rodéos ont-ils eu lieu ?

2) Existe-t-il des statistiques dans ce contexte ? Quelles ont été les sanctions infligées en la matière ?

Réponse (06/06/2025) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) En France, le phénomène de « rodéo urbain » est ancré dans la législation sous la loi n° 2018-701 du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les rodéos motorisés. La législation luxembourgeoise ne prévoit pas de telle définition, mais la Police grand-ducale constate des comportements indésirables similaires sous forme de rassemblements « classiques » qui ont parfois lieu sur le territoire du Grand-Duché. Les manœuvres observées par la Police grand-ducale lors de ces rassemblements se traduisent entre autres par des dérapages (« drifts »), des roues qui patinent (« burnout ») ou tout simplement par des vrombissements du moteur accompagnés de bruits d'échappement assourdissants.

La problématique de rassemblements automobiles observée au Grand-Duché ne se limite pas uniquement aux deux-roues motorisés, mais s'étend aussi aux voitures particulières. Les ministres ont donc connaissance de faits similaires et renvoient aux réponses communes aux questions parlementaires n° 8184 du 27 juillet 2023 et n° 6407 de 27 juin 2022, dans lesquelles il est question de rassemblements de véhicules motorisés.

Au fil des années, de tels comportements indésirables et nuisibles ont été constatés en différents endroits du pays, dont notamment :

- dans la zone d'activités de Contern,
- dans la zone d'activités à Leudelange,
- sur le parking « Deichwisen » à Ettelbruck,
- sur le parking « Kockelscheuer » à Luxembourg,
- dans la zone d'activités d'Ingeldorf ou encore
- dans les environs directs de la ville abbatiale d'Echternach.

De tels incidents ont été signalés soit par les autorités communales, soit par des citoyens attentifs qui ont fait appel à la police, ou ont pu être enregistrés par les forces de l'ordre et faire l'objet d'une réponse proactive.

ad 2) Comme d'ores et déjà indiqué supra, il n'existe pas dans le Code pénal luxembourgeois d'incrimination spécifique au phénomène dit des « rodéos urbains ». Par conséquent, il n'existe pas de statistiques propres aux « rodéos urbains ».

³⁵ Prof. Dr. Silja Vöneky et al, Gutachten zur Vereinbarkeit des EU-Vorschlags für eine Verordnung über mit bestimmten neuen genomischen Techniken (NGT) gewonnenen Pflanzen mit dem Cartagena Protokoll über die biologische Sicherheit, URL: https://www.bmel.de/SharedDocs/Downloads/DE/_Landwirtschaft/GrueneGentechnik/NGT-Gutachten-EU-Vorschlag.pdf?__blob=publicationFile&v=4

Cela dit, il existe plusieurs dispositions du Code de la route – en particulier, celle qui incrimine le défaut de se comporter raisonnablement et prudemment de façon à ne pas constituer une gêne ou un danger pour la circulation³⁶ – qui servent à sanctionner ce genre de comportements.

Dans ce contexte, il échet de préciser que depuis la pandémie Covid-19, le parquet – en particulier celui de Diekirch – a constaté une nette augmentation des phénomènes de ce type, notamment des rassemblements de personnes pratiquant le « tuning »³⁷ et/ou le « drift »³⁸ sur la voie publique, respectivement sur des terrains privés accessibles à la circulation publique.

À cet égard, et à défaut de statistiques à proprement parler sur le phénomène dit des « rodéos urbains », plusieurs affaires – qui ont été poursuivies par le Parquet de Diekirch – permettent d'illustrer nos propos et méritent d'être recensées dans le tableau[†] reproduit ci-dessous :

Prix du pétrole | Question 2305 (12/05/2025) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

L'OPEP, l'organisation des producteurs de pétrole, vient d'annoncer récemment l'accélération de l'augmentation de leur production. Ceci a conduit à une nouvelle dégringolade du prix du pétrole brut.

Vue de l'Europe, la baisse des cours du brut se conjugue avec un renforcement de l'euro face au dollar qui accentue encore le prix pour les consommateurs de pétrole, les prix étant calculés en dollars.

Depuis la mi-janvier, le baril a perdu 27 %, passant de 82 à moins de 60 dollar correspondant au niveau de 2021. En même temps le dollar s'est déprécié de 10 % par rapport à l'euro, le brut a en fait baissé de 39 % ce qui le fait passer de 80 à 53 euro le baril.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie comment s'est traduite cette évolution tant en pourcent qu'en chiffres absolus sur les prix aux consommateurs des différents produits pétroliers.

2) Comment se situent ces prix par rapport au prix de l'électricité ?

3) Comment se situent les prix actuels par rapport à ceux de nos pays voisins ?

Réponse (04/06/2025) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Le tableau[†] ci-dessous reprend les prix consommateurs de l'essence 95 et du diesel, les cotations de Brent (pétrole brut) et les cotations des produits finis (essence 95/diesel).

Il ressort que l'évolution récente du cours de change du dollar a eu un effet important sur le prix du pétrole brut libellé en euros (-27 % vs -20 %), mais aussi que les cotations de diesel (-25 %) et d'essence (-14 %) ont été impactées différemment par l'évolution des cotations de pétrole brut. De manière générale, le cours de change n'est qu'un des éléments qui peuvent expliquer des différences entre les cotations de pétrole brut et les prix des produits finis. D'autres explications peuvent être la situation sur les marchés

des produits finis (demande, stocks, capacités de production, marges des raffineries, saisons, etc.) ou le temps de répercussion (c.-à-d. le temps nécessaire pour que les variations du cours du pétrole brut puissent avoir un effet réel sur les coûts de production des produits finis).

Au Luxembourg, les prix maxima de l'essence et du diesel sont directement liés aux cotations des produits finis, et toute variation de ces cotations est prise en compte automatiquement dans la détermination des prix maxima. Étant donné que les coûts des matières premières ne représentent qu'un tiers du prix final payé par le consommateur, l'effet des variations de cotations sur l'évolution des prix maxima est atténué et les écarts sont moins marqués.

ad 2) Tel que précisé dans la réponse du 16 octobre 2024 à la question parlementaire n° 1197 du 16 septembre 2024, le règlement d'exécution amendé (UE) 2018/732 de la Commission européenne du 17 mai 2018 définit une méthode commune de comparaison des prix unitaires des carburants classiques et des carburants alternatifs applicable dans tous les États membres depuis le 7 décembre 2020. Les modalités détaillées de ce comparateur de prix des carburants par type de motorisation, ainsi que l'évolution des coûts estimés par 100 kilomètres, sont disponibles sur le site web www.transports.lu/comparateur-prix-carburants.

Au cours de la dernière période de référence de janvier à mars 2025, les prix estimatifs par motorisation pour 100 kilomètres étaient d'environ 8,79 €/100 km pour l'essence (95 octanes) et de 6,99 €/100 km pour le diesel. En comparaison, pour les voitures 100 % électriques, les coûts, calculés à partir d'une combinaison du prix de l'électricité à domicile et des tarifs sur les bornes de charge Chargy et SuperChargy, s'élevaient à 4,58 €/100 km.

ad 3) Au 12 mai 2025, les prix consommateurs de l'essence et du diesel au Luxembourg et dans les pays voisins étaient les suivants :[†]

Contrôles aux frontières avec l'Allemagne | Question 2306 (13/05/2025) de M. Meris Sehic (déli gréng)

Le 14 février 2025, le Gouvernement luxembourgeois a officiellement saisi la Commission européenne pour contester la prolongation des contrôles aux frontières intérieures décidée par l'Allemagne, en particulier à la frontière germano-luxembourgeoise. Cette démarche faisait suite à de nombreuses alertes exprimées par le Grand-Duché sur les effets néfastes de ces contrôles pour les travailleurs frontaliers, la coopération transfrontalière et l'esprit de Schengen.

Or, un arrêt rendu en mars 2025 par le Bayerische Verwaltungsgerichtshof a invalidé les grandes lignes de l'argumentation utilisées par l'Allemagne pour justifier les contrôles initiés en 2022 à la frontière germano-autrichienne. Il s'agit de la même argumentation utilisée pour justifier les contrôles à la frontière avec le Luxembourg.

Au vu de ce développement, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Monsieur le Ministre estime-t-il que l'arrêt du Bayerische Verwaltungsgerichtshof constitue une jurisprudence pertinente pouvant appuyer la réclamation introduite auprès de la Commission européenne ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il, à la lumière de cet arrêt, de compléter la démarche en cours par un

recours formel devant la Cour de justice de l'Union européenne ?

3) Monsieur le Ministre envisage-t-il une action coordonnée au niveau européen avec d'autres États membres également affectés par des contrôles aux frontières intérieures ?

Réponse (16/05/2025) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

La position du Gouvernement luxembourgeois concernant la décision de l'Allemagne de renforcer les contrôles aux frontières et de déployer des forces supplémentaires de la « Bundespolizei » aux frontières reste inchangée.

Le Code frontières Schengen doit être respecté. Le Gouvernement désapprouve des contrôles aux frontières intérieures qui ne sont pas nécessaires et disproportionnés et attend un avis de la Commission européenne à ce sujet. Il est indispensable d'appuyer un renforcement des contrôles aux frontières extérieures au lieu de disperser les efforts aux frontières intérieures.

Dans cet esprit, il faut éviter de perturber le trafic transfrontalier, dans l'intérêt de la vie quotidienne des habitants de la Grande Région. Il ne faut pas que des frontières se recréent dans l'esprit des gens, dans l'intérêt de l'espace Schengen et de l'intégration européenne. L'objectif est que Schengen puisse continuer à vivre.

Dans ce même contexte, il convient de noter que le Ministère des Affaires intérieures a mis en place une adresse électronique spécifique à laquelle les citoyens et les frontaliers peuvent envoyer leurs commentaires sur les contrôles aux frontières : grenzkontrollen@gouvernement.lu.

Les commentaires des citoyens et des frontaliers sont destinés à contribuer à une coopération positive entre les autorités compétentes.

Concernant l'arrêt du Bayerischer Verwaltungsgerichtshof (BayVGh), le Gouvernement en prend acte.

Le Gouvernement luxembourgeois a rappelé à maintes reprises qu'il n'entamera pas de procédure contentieuse. Il continue un échange constructif avec le Gouvernement allemand.

Par ailleurs, je continue à réaffirmer, au sein des Conseils JAI et au-delà, la volonté du Luxembourg de moderniser la coopération policière avec ses pays voisins et de conclure des accords bilatéraux régissant le transfert réciproque des personnes qui franchissent illégalement les frontières, afin de pouvoir normaliser la situation aux frontières intérieures de l'espace Schengen.

Je rappelle par ailleurs, ce que j'avais annoncé lors de la séance plénière de la Chambre des Députés du 13 février 2025, que suite à l'adoption d'une motion invitant le Gouvernement à prendre, entre autres, l'initiative de fédérer une coalition d'États membres partageant les mêmes idées et défendant l'espace Schengen ainsi que la liberté de circulation des personnes au sein de l'Union européenne, nous nous coordonnons étroitement à tous les niveaux avec les États qui sont soumis à des contrôles à leurs frontières intérieures.

Dégradation de la démocratie en Hongrie | Question 2308 (13/05/2025) de M. Sven Clement (Piraten)

D'systematesch Zréckentwécklung vun Ungarn a Bezuch op de Rechtsstaat dauert scho méi wéi ee Joerzéngt. Zënter datt d'Europäescht Parlament

³⁶ L'article 140, alinéa 1^{er}, de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques dispose : « Les usagers doivent se comporter raisonnablement et prudemment de façon à ne pas constituer une gêne ou un danger pour la circulation ou à ne pas causer un dommage aux personnes ou aux propriétés publiques ou privées. »

³⁷ Pratique consistant à apporter des modifications à un véhicule de série pour le personnaliser (carrosserie, accessoires, moteur ...).

³⁸ Dérapage contrôlé du véhicule



d'Prozedur vum Artikel 7 (1) am Joer 2018 ausgeléist huet, hu siwe formell Unhéierungen am Allgemenge Rot stattfonnt. Trotzdeem gouf kee weesentleche Fortschrëtt gemaach an d'EU-Memberstaaten hunn et versäumt, eng entscheidend Decisioun ze huelen, déi et erlaabt hätt, d'Prozedur op déi nächst Etapp virunzebréngen. Dës verlängert Ontätegkeet huet der ungarescher Regierung erlaabt, hiren autokratesche Wee ongestrooft weider ze verdéiwen.

An de leschte Méint huet dës Verschlechterung sech weesentlech verstärkt. Am Abrëll 2025 huet Ungarn zousätzlech Ännerungen am Grondgesetz ugeholl, déi d'Grondrechter schwächen, besonnesch déi vun der LGBTQI+-Gemeinschaft an d'Versammlungsfräiheet. Dës Ännerunge kommen am Kontext vun engem méi breede Muster vum demokratesche Réckgang: dauernd Amëschung an d'richterlech Onofhängegkeet, ëmmer méi Restriktiounen op d'akadeemesch a medial Fräiheet, deen ëmmer méi kleng Raum fir d'Zivilgesellschaft, déi unhalend Diffaméierung vu Kritiker an der politescher Opposition, a wuessend Diskriminéierung géint marginaliséiert Gemeinschaften.

De Rechtsstaat-Bericht 2024 vun der Europäescher Kommissioun ënnersträicht, datt kee Fortschrëtt bei iergendenger vun hire fréiere Recommandatiounen fir Ungarn gemaach gouf. Ausserdeem ass dat geplangte Erausklamme vum ungaresche Parlament aus dem Internationale Strofgerichtshaff, zesumme mat senger Weigerung, mam Gerichtshaff ze kooperéieren, een alarméierend Signal. Et stellt e seriöse Broch vu sengen internationale Verplichtungen duer a steet direkt am Widdersproch zu de Prinzippien an Ziler vun der EU.

Dës Attacken op d'Demokratie an de Rechtsstaat sinn net nëmmen en interne Problem fir Ungarn, mee hunn Auswierkungen op all EU-Memberstaaten an hir Bierger. Wat um Spill steet, ass d'Zukunft vun der Demokratie an Europa. Déi kommend Unhéierung de 27. Mee am Rot dierf net zu enger weiderer verpasser Geleeënheet ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Wat fir eng Positioun wäert Lëtzebuerg während dem Rot anhuelen?
2. Ass de Minister bereet, d'Viruogen am Kader vum Artikel 7 (1) EUV ze ënnerstëtzen, andeem hien explizit unerkennt, datt Ungarn e kloer Risiko fir e seriöse Broch vun den EU-Wärter duerstellt? Wann net, firwat net a wat fir aner Aktiounen schléit de Minister vir, fir de Rechtsstaat an Ungarn ze schützen?
3. Wat fir zousätzlech konkret Aktiounen plangt de Minister ze ënnerstëtzen oder ze initiéieren, wéi zum Beispill d'Prozedur ënnert dem Artikel 7 (2) EUV auszeléisen? Wann en zu kengen zousätzlechen Aktiounen bereet wier, wat ass d'Begrënnung dofir a wat fir aner Aktiounen schléit de Minister vir, fir de Rechtsstaat an Ungarn ze schützen?
4. Ass de Minister bereet, aktiv op aner Memberstaaten duerzegoen a Support ze sammele fir weider Rotsaktiounen betreffend Artikel 7 (1) an/oder Artikel 7 (2) EUV?
5. Wat fir konkret Aktiounen wäert de Minister ënnerstëtze fir sécherzestellen, datt de Fall vun Ungarn op der Agenda vum Rot bleift, bis reell, moossbar Fortschrëtt erreecht ginn?
6. Wat fir aner Schrëtt gedenkt de Minister mat senger Kolleeginnen a Kolleegen ze ënnerhuelen, fir eng weider Verschlechterung vum Rechtsstaat an de Mënscherechter an Ungarn ze verhënneren?

Réponse (10/06/2025) de M. Xavier Bettel, Ministere des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Lëtzebuerg ass weiderhi ganz besuergt iwwert d'Situatioun vun der Rechtsstaatlechkeet an Ungarn, an zumools iwwert déi rezent Entwécklungen, déi an d'Versammlungsfräiheet an d'Meenungsfräiheet vun den ungaresche Bierger agräifen, an d'Rechter vun der LGBTQI+-Gemeinschaft staark beschränken. Während der aachter Unhéierung vun Ungarn am Kader vun der Artikel-7-Prozedur am EU-Rot fir allgemeng Ugeleeënheeten (CAG) zu Bréissel hunn d'Benelux-Länner ganz kloer ënnerstrach, datt déi rezent Developpementen extreem beonrouegend sinn, an hunn Ungarn dozou opgefuerdert, kloer a credibel Schrëtt ze huelen, fir dës Mëssstänn ze behiewen.

Ausserdeem, huet Lëtzebuerg sech, zesumme mat 19 anere Memberstaaten, enger Deklaratioun ugeschloss, an där déi rezent ungaresch Legislatioun kritiséiert gëtt an op d'Situatioun vun der d'LGBTQI+-Gemeinschaft higewise gëtt. An dëser Deklaratioun appelléieren déi jeeuweilg Memberstaaten un d'EU-Kommissioun, all d'Instrumenter, déi hir zur Verfügung stinn, ze benotzen, am Fall wou Ungarn dës nei Moosnamen net zeréckzitt. Lëtzebuerg ass och der Meenung, dass d'Situatioun an Ungarn weiderhin ënnert der Artikel-7-Prozedur soll suivéiert ginn an dofir och um Agenda vum Rot soll bleiwen.

En plus bedeelegt Lëtzebuerg sech un de Kloe vun der Europäescher Kommissioun virum Europäesche Gerichtshaff. Lëtzebuerg deelt kloer d'Meenung vun der Kommissioun, datt dës Gesetzter géint verschiden europäesch Grondrechter verstoussen.

Exercice militaire à Sanem | Question 2309 (13/05/2025) de M. Marc Baum (déi Lénk)

La Commune de Sanem a informé ses citoyennes et citoyens qu'un exercice militaire se déroule du 12 au 14 mai 2025 sur le territoire ou à proximité immédiate de la commune. Cet exercice s'inscrirait « dans le cadre de la préparation opérationnelle de l'Armée luxembourgeoise, en vue de futurs déploiements à l'étranger dans le cadre de ses engagements internationaux ».

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense :

- 1) Quels sont les objectifs précis de cet exercice militaire ? Quand a-t-il été décidé ? Est-ce que d'autres exercices militaires sont prévus dans la commune de Sanem ?
- 2) Combien de personnes et combien de véhicules ont été mobilisés pour cet exercice ?
- 3) Est-ce que cet exercice militaire impliquait du personnel militaire (respectivement des civils) d'autres États ? Si oui, pouvez-vous m'en donner les détails ?
- 4) Quels enseignements ont été tirés de cet exercice militaire ?

Réponse (06/06/2025) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense

ad 1) L'Armée luxembourgeoise engage en permanence du personnel dans des exercices, tant sur le territoire national qu'à l'étranger, dans le but d'assurer leur préparation opérationnelle.

L'exercice en question a été planifié en octobre 2024 et décidé au niveau de l'armée en date du 25 février 2025.

L'objectif spécifique de cet exercice était l'installation d'antennes satellitaires destinées à assurer la connectivité entre les différentes unités militaires.

Pour l'heure, aucun autre exercice n'est prévu dans la commune de Sanem.

ad 2) Sept militaires et quatre véhicules de l'Armée luxembourgeoise ont été mobilisés pour cet exercice.

ad 3) Non.

ad 4) Le lien de communication a été établi moyennant le satellite luxembourgeois GovSat-1. La qualité de la communication était bonne et la bande passante conforme à ce qui a été attendu.

Fonds d'investissements spécialisés sur la cybersécurité | Question 2311 (13/05/2025) de M. Laurent Mosar | M. Alex Donnersbach (CSV)

L'augmentation des dépenses dans le secteur de la défense, telle que planifiée par l'Union européenne et ses États membres, nécessite une mobilisation importante de capitaux. La place financière luxembourgeoise aura un rôle important à jouer dans cette mobilisation, si les bonnes décisions seront prises afin d'attirer vers le Luxembourg les fonds d'investissements spécialisés sur la cybersécurité et les produits à double usage.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les fonds domiciliés au Luxembourg sont autorisés à investir dans la cybersécurité et les biens à double usage ?

– Le cas échéant, Monsieur le Ministre peut-il renseigner sur le nombre de demandes de domiciliation qui ont été faites pour ce type de fonds ?

– Monsieur le Ministre compte-t-il offrir à ces fonds un taux plus avantageux analogue au taux applicable aux fonds qui investissent dans des produits dits d'investissement durable ?

Réponse (10/06/2025) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Il y a lieu de noter tout d'abord que les législations et réglementations en vigueur et applicables au Luxembourg n'interdisent pas des investissements spécifiques dans la cybersécurité et les biens à double usage. Toutefois, les fonds poursuivant de tels investissements doivent être en conformité avec les dispositions des législations et des réglementations applicables au domaine des fonds, mais aussi en matière d'ESG ou encore d'AML/CFT ainsi qu'en matière de mesures restrictives.

Il y a ensuite lieu de préciser que le type de fonds visé par les honorables Députés n'est pas spécifiquement recensé statistiquement. En effet, il peut s'agir de fonds qui investissent entièrement ou en partie dans ce genre d'actifs, à travers des titres de capital ou de dettes, voire d'autres formes d'expositions directes et indirectes. Dès lors, les fonds en question sont classifiés sous d'autres classes statistiques (p. ex. : valeur mobilière, dette, infrastructure). Il en découle qu'il est impossible de chiffrer le nombre de tels fonds existants ou ayant plus récemment demandé leur domiciliation au Luxembourg et il n'existe pour l'instant aucun projet pour octroyer un taux plus avantageux à ce type de fonds.

Subsides pour installations sanitaires auprès d'un terminus de ligne d'autobus du réseau RGTR | Question 2314 (14/05/2025) de M. Marc Goergen (Piraten)

Gemenge kënnen ee Subsid vum Staat ufroen, wa si Toilett bei d'Busarrête vum RGTR installéieren:

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

„En vue d'inciter les communes à réaliser des installations sanitaires auprès d'un terminus de ligne d'autobus du réseau RGTR, ces réalisations sont subventionnées par l'État.” (Syvicol)

Dëse Subsid ass limitéiert op d'Gemengen hei am Land, wéi d'Ministesch an hirer Äntwert op meng parlamentaresch Fro erkläert huet (N° 2171).

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Wéi oft gouf dës Subventioun bis ewell vun de Gemengen ugefrot a wéi eng Gemenge waren et?

Réponse (06/06/2025) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt eng weider Fro zu der Installatioun vun Toilettë bei engem Terminus vun enger RGTR-Linn.

Dës Subventioun gëtt et säit 2017 a säitdeem sinn eng 14 Subsiden ausbezuelet ginn.

D'Gemenge sinn: Bartreng, Biekerech, Déifferdeng, Hesper, Jonglënster, Kiischpelt, Leideleng, Stad Lëtzebuerg, Réimech, Wäiswampech, Wëntger a Woltz.

Flotte d'autobus des CFL | Question **2318**
(14/05/2025) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den 10. Mee war am „Quotidien“ ze liesen, datt d'CFL hire Busfuerpark bis 2030 zu 100 Prozent op Elektrobussen wëllen ëmstellen. Déi Moossnam geet wäit iwwert d'Virgäbe vum „Règlement (UE) 2024/1610 du Parlement européen et du Conseil du

14 mai 2024 modifiant le règlement (UE) 2019/1242 en ce qui concerne le renforcement des normes de performance en matière d'émissions de CO₂ pour les véhicules utilitaires lourds neufs et intégrant des obligations de déclaration, modifiant le règlement (UE) 2018/858 et abrogeant le règlement (UE) 2018/956“ eraus, esou wéi d'Madamm Minister se an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 0689 beschriwwen huet.

Zu den techneschen Detailer ass dann am „Quotidien“ ënner anerem ze liesen, datt d'Liewensdauer vun den neie Bussen op aacht Joer geschätzt gëtt, wann se d'Joer ongeféier 90.000 Kilomeeter maachen, also eng Leeschtung vu 720.000 Kilomeeter bei Uschafungskäschte pro Gefier vu 644.166 Euro.

An deem Sënn géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Fro stellen:

1. Kann d'Madamm Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, wéi vill Busse säit 1990 alljoers an de Fierpark vun den CFL opgehollet goufen, wéi laang dës allkéiers duerchschnëttlech am Betrib waren a wéi vill Kilomeeter se dobäi jeeeweils insgesamt, souwéi iwwert d'Joer gekuckt, zeréckgeluecht hunn?

2. Kann d'Madamm Minister e Präisvergläich vun der Neuschaffung vun engem aktuellen Elektro- an Dieselbus bei ongeféier gläicher Kapazitéit presentéieren?

3. Kann d'Madamm Minister matdeelen, wéi een Zweck deenen neien Elektrobussen no aacht Joer viraussichtlech soll zougewise ginn? Ginn se um Occasionsmaart ofgesat, verschrott oder eventuell als

Reserv fir Ersatzstécker respektiv Formatiounen gehalen?

4. Wéi schätzt d'Madamm Minister d'Innovatiouns-entwécklung um Marché vun den Elektrobussen iwwert déi nächst Joren an? Leeft Lëtzebuerg an engem „optimisteschen“ Szenario net Gefor, elo nach Busser ze kafen, déi an e puer Joer technologesch iwwerhol sinn?

Réponse (10/06/2025) de **Mme Yuriko Backes**,
Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den honorabelen Deputéierte stellt Froen iwwer de Bus-Fuerpark vun den CFL. Dës Informatiounen goufe bei den CFL ugefrot.

ad 1. Tablo[†]

ad 2. Bei den Elektrobussen hänkt et vill vun der Batteriekapazitéit a vun der Batterietechnologie of, et kann een awer soen, datt een Elektrobus tëscht 2–2,5-mol méi deier ass wéi ee vergläichbaren Dieselbus.

ad 3. Dat steet haut nach net fest.

Et ass esou, datt an all de Bus-Soumissiounen d'Hiersteller müssen eng verbindlech „buy-back“-Offert mat ofginn. Deemno wéi d'Situatioun dann um Enn vun der Liewensdauer ass, gëtt decidéiert, wat am beschten ass (buy-back, recycléieren, verkafen um fréie Marché per Soumissioun etc.).

ad 4. D'Entwécklung vun der Batterie geet rasant weider.

D'Zil ass et, fir reegelméisseg d'Flott vun den CFL ze erneieren an domadder ëmmer um technologesch leschte Stand ze sinn.

[†] Ce symbole renvoie à une information complémentaire (hyperlien, tableau, graphique, annexe) dans la version numérique de la question parlementaire. Pour y accéder, veuillez vous rendre sur www.chd.lu et introduire le numéro de la question respective dans le champ de recherche.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

☐ fir déi gedréckte Versioun* ☐ fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

☐ vun der gedréckter Versioun* ☐ vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfülle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

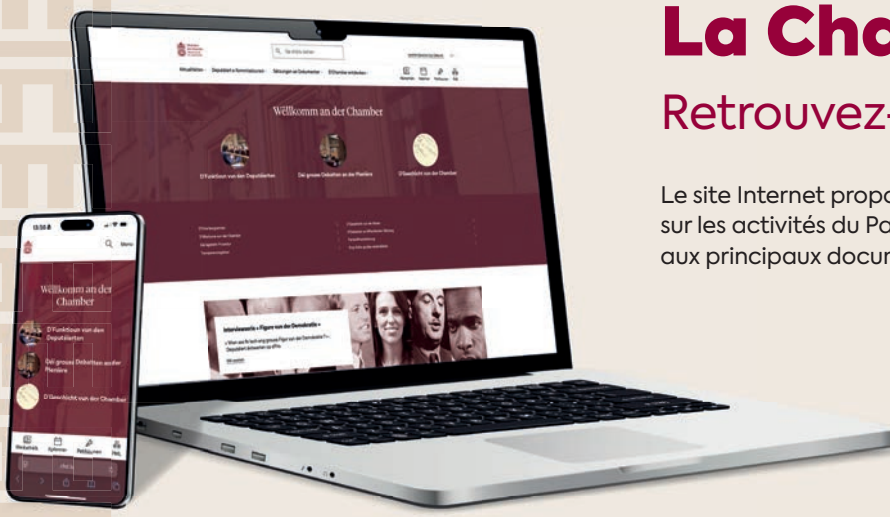
Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeën ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



La Chambre & moi

Retrouvez-nous sur chd.lu

Le site Internet propose une multitude d'informations sur les activités du Parlement et donne accès aux principaux documents parlementaires.



chd.lu



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE

POST
LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799